



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

M. Andreï Stratan à la Chambre des Députés

Demande d'aide et de soutien

La République de Moldova compte sur l'aide et le soutien du Grand-Duché de Luxembourg dans toutes ses démarches visant à rapprocher le pays à l'Union européenne.

Au cours d'un entretien à la Chambre des Députés, le Ministre des Affaires étrangères moldave, M. Andreï Stratan, n'a

pas caché que sans l'appui des pays membres de l'Union, tous les efforts entrepris par son pays - tout comme ceux qui restaient à faire - risqueraient d'être vains.

Dans un même ordre d'idées, la Moldavie est persuadée que le conflit en Transnistrie ne saurait être résolu sans un plus grand engagement de l'UE.

M. Stratan a été accueilli par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, qui - au cours de l'entretien - était entouré de MM. Paul Helminger, président, et Jean-Paul Rippinger, Jacques-Yves Henckes, Emile Calmes, Laurent Mosar et Claude Wiseler, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.



Lors de la signature du Livre d'or, M. Andreï Stratan était entouré de MM. Claude Wiseler, Laurent Mosar, Paul Helminger, Jean Spautz, Jean-Paul Rippinger, Emile Calmes et Jacques-Yves Henckes (de gauche à droite)

Du 28 mai au 1^{er} juin 2004 à Bratislava (Slovaquie)

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Parmi les questions traitées par les 248 parlementaires des 26 pays membres de l'Alliance ont notamment figuré la lutte contre le terrorisme, la prolifération nucléaire, le processus de réforme interne de l'OTAN, la relation en matière de sécurité entre l'Alliance et l'Union européenne élargie, la reconstruction d'après conflit en Afghanistan et en Irak ainsi que la présence militaire de l'OTAN en Afghanistan.

Dans ce contexte, M. Doug Be-reuter, membre du Congrès américain et Président de l'Assemblée, a insisté sur le caractère critique des semaines à venir pour

l'avenir de l'Afghanistan et pour la crédibilité de l'Alliance. «Si les Alliés ne remédient pas rapidement aux lacunes (en effectifs et en matériel), la mission de l'OTAN risque bel et bien d'échouer.» a-t-il expliqué aux parlementaires, constatant «un défaut pur et simple de volonté politique» d'envoyer en Afghanistan les moyens nécessaires. Le Président de l'Assemblée a lancé un appel aux parlementaires de «faire le siège de nos gouvernements et obtenir d'eux qu'ils raclent les fonds de tiroir et dénichent les troupes et le matériel nécessaires au succès de la mission».

Les parlementaires ont également pu suivre des allocutions de M. Pavol Hrusovsky, Président du Conseil national de la République slovaque ainsi que de M. Mikulas Dzurinda, Premier Ministre de Slovaquie et ont ensuite procédé à un échange de vues avec M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

A noter que la session de printemps constitue la première après le récent élargissement de l'Alliance à sept nouveaux pays membres, à savoir la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

Coopération et ... inquiétude



Le Conseil Parlementaire Interrégional s'est réuni le 28 mai dernier en séance plénière au Conseil régional de Lorraine. La Chambre des Députés y était représentée par son Président, M. Jean Spautz et les députés Alex Bodry, Xavier Bettel, John Schummer et Nicolas Strotz.

Suite aux changements de majorité qui se sont opérés au Conseil régional après les élections régionales de mars dernier, M. Jean-Pierre Masseret, président du Conseil régional, a pris la présidence du CPI.

Les membres de l'assemblée ont adopté plusieurs recommandations qui figuraient à l'ordre du jour destinées à renforcer au niveau de la Grande Région la coopération dans les domaines des bibliothèques et de la musique et à promouvoir des initiatives telles que le concept de marque régio-

nale élaboré par la «région modèle» Bitburg-Prüm.

Par ailleurs, les élus sarrois et luxembourgeois ont à nouveau manifesté leur inquiétude face à l'évolution du dossier concernant la centrale nucléaire de Cattenom. Ils ont demandé au CPI d'élaborer une recommandation afin de renforcer la réglementation en vigueur et de mettre en place un réseau d'information transfrontalier. La commission de l'environnement et de l'agriculture et la commission ad hoc sécurité intérieure, protection civile et services de secours se pencheront conjointement sur cette problématique.

En fin de séance, M. Masseret a rendu hommage aux présidents d'honneur MM. Jean Spautz et Robert Collignon (Wallonie) qui ne se sont plus présentés aux élections nationales respectivement régionales de leur pays.



Le Parlement luxembourgeois était représenté par M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés.

NOUVELLES LOIS

4536 - Projet de loi

portant création d'une administration des services de secours

Le projet de loi sous examen entend regrouper le Service national de la protection civile, qui est actuellement une administration autonome, et le Service d'incendie et de sauvetage du Ministère de l'Intérieur en une seule unité qui portera la dénomination «Administration des Services de Secours».

Le regroupement de ces deux branches des services de secours étatiques et communaux permettra de perfectionner la coordination du système d'organisation des secours au Luxembourg. Par ailleurs, la centralisation des domaines de l'administration générale, du personnel, du secrétariat, de la comptabilité, du budget, du service technique, du service médical et de la formation au sein d'une même division administrative optimisera l'efficacité et permettra aux deux branches opérationnelles de se concentrer sur les missions qui leur sont imparties.

Le projet de loi prévoit une formation adéquate des intervenants et mise sur un service de qualité adapté aux exigences de notre temps. Il institue tant au niveau de la protection civile qu'au niveau des services d'incendie et de sauvetage un certain nombre de cours, d'attestations et de brevets.

L'objet du projet englobe également toutes les modalités en vue d'assurer une surveillance médicale périodique obligatoire pour les volontaires des corps de sapeurs-pompier et de la protection civile.

Le Conseil d'État, «tout en approuvant la démarche des auteurs du projet de loi», regrette néanmoins que ceux-ci «n'aient pas eu finalement le courage de mettre en œuvre les synergies nécessaires à la réalisation de l'objectif» visé et de résoudre ainsi les problèmes qui se posent à ces services dus surtout au caractère bénévole.

L'avis du Conseil d'État a contenu un certain nombre d'oppositions formelles. La Commission des Affaires Intérieures a adopté 18 amendements au projet de loi. Le Conseil d'État a approuvé la majorité de ces amendements, mais a néanmoins émis un certain nombre d'oppositions formelles. La Commission a suivi les recommandations du Conseil d'État.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 24.02.1999

Rapporteur: M. Nico Loes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

30.09.1999 Désignation du rapporteur

21.11.2001 Examen du projet de loi

30.01.2002 idem
25.04.2002 idem
08.05.2002 idem
13.06.2002 idem

30.09.2003 Présentation de l'état actuel des travaux

22.10.2003 Présentation des amendements

29.01.2004 Présentation de l'amendement proposé par le groupe parlementaire DÉI GRÉNG

07.04.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

28.04.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Gusty Graas):

19.11.2003 Suites à réserver à la demande d'avis de la Commission des Affaires intérieures

Vote en séance publique: 06.05.2004

5148 - Projet de loi

portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Le projet de loi sous avis poursuit trois objectifs essentiels, à savoir:

- la prise en compte des réalités économiques et de la nécessité de renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises;

- le souci de transparence des règles et procédures;

- le respect de la réglementation communautaire, et notamment du règlement (CE) n°69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis et du règlement (CE) n°70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises, de même que des encadrements communautaires des aides d'État à la recherche et au développement (96/C 45/06) et pour la protection de l'environnement (2001/C 37/03).

Pour y aboutir et en tenant compte de la nécessité pour l'État de réagir rapidement à d'éventuels changements au niveau du cadre juridique ou économique, notamment de réglementations imposées par le droit communautaire, les auteurs du projet de loi ont choisi de remplacer la législation existante régissant la matière par un texte entièrement nouveau.

D'une part, cette nouvelle législation prévoit des aides éligibles dans six domaines différents dont les conditions et modalités d'exécution sont arrêtées par des règlements grand-ducaux spécifiques, à savoir:

- un cadre général des aides en faveur des petites et moyennes entreprises;

- des aides à l'investissement initial des créateurs d'entreprises;

- des aides d'investissements en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

- des aides à la recherche et au développement;

- des aides dans le domaine de la sécurité alimentaire;

- un régime d'aides de minimis.

D'autre part, le projet de loi inclut la possibilité d'aides en faveur de certaines professions libérales, de même que des aides pour des investissements non corporels, tels que les droits de brevet, licences, savoir-faire ou connaissances techniques non brevetées.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (Président: M. Norbert Hauptert):

21.07.2003 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

03.02.2004 Examen du projet de loi

idem

09.02.2004 idem

19.02.2004 idem

11.03.2004 Examen de l'avis du Conseil d'État

26.04.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.04.2004 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2004

5150 - Projet de loi

autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises Orthodoxes Roumaine et Serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de faire approuver par la Chambre des Députés l'Avenant portant extension de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son Ministre des Cultes d'une part et l'Église Orthodoxe Hellénique du Luxembourg, représentée par l'archevêque métropolitain de Belgique, exarque des Pays-Bas et de Luxembourg de la juridiction du Patriarcat Oecuménique de Constantinople, d'autre part, avenant signé à Luxembourg, le 27 janvier 2003.

L'approbation de cet avenant répond aux exigences prévues aux articles 22 et 106 de la Constitution luxembourgeoise.

L'article 22 de la Constitution dispose que

«L'intervention de l'État dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.».

Quant à l'article 106 de la Constitution, il prévoit que «Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.».

L'approbation de l'avenant tient compte des critères retenus dans une motion votée à l'unanimité des membres de la Chambre des Députés le 18 juin 1998, lors d'un vote à main levée.

Cette motion était formulée comme suit:

«Soucieuse de voir toutes les communautés religieuses bénéficier de l'égalité de traitement pour autant qu'elles comptent un nombre représentatif de fidèles;

invite le Gouvernement à réserver une suite favorable aux demandes de communautés religieuses concernant la conclusion de conventions conformément aux dispositions de la Constitution à condition

- qu'elles professent une religion reconnue au niveau mondial,

- qu'elles soient déjà reconnues officiellement dans au moins un État membre de l'Union européenne,

- qu'elles soient prêtes à se soumettre à l'ordre public du Grand-Duché,

- qu'elles soient bien établies au Luxembourg et y soient appuyées par une communauté suffisamment nombreuse et assez représentative dans sa profession de religion.»

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Cultes, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

07.01.2004 Désignation d'un rapporteur

21.04.2004 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État, des amendements gouvernementaux et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et vote du projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2004

5151 - Projet de loi

autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église Anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église

Le projet de loi 5151 a pour objet de faire approuver par la Chambre des Députés la Convention signée le 27 janvier 2003 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église Anglicane du Luxembourg.

Cette approbation répond aux exigences prévues aux articles 22 et 106 de la Constitution luxembourgeoise.

L'article 22 de la Constitution dispose que

«L'intervention de l'État dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.».

Quant à l'article 106 de la Constitution, il prévoit que «Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.».

L'approbation de la convention précitée tient compte des critères retenus dans la motion votée à l'unanimité des membres de la Chambre des Députés le 18 juin 1998, lors d'un vote à main levée.

Cette motion était formulée comme suit:

«Soucieuse de voir toutes les communautés religieuses bénéficier de l'égalité de traitement pour autant qu'elles comptent un nombre représentatif de fidèles;

invite le Gouvernement à réserver une suite favorable aux demandes de communautés religieuses concernant la conclusion de conventions conformément aux dispositions de la Constitution à condition

- qu'elles professent une religion reconnue au niveau mondial,

- qu'elles soient déjà reconnues officiellement dans au moins un État membre de l'Union européenne,

- qu'elles soient prêtes à se soumettre à l'ordre public du Grand-Duché,

- qu'elles soient bien établies au Luxembourg et y soient appuyées par une communauté suffisamment nombreuse et assez représentative dans sa profession de religion.»

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Cultes, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

07.01.2004 Désignation d'un rapporteur

21.04.2004 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État, des amendements gouvernementaux et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et vote du projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2004

5162 - Projet de loi

portant réorganisation des centres socio-éducatifs de l'État

Le projet sous rubrique a pour objet d'une part, d'adapter le cadre législatif relatif aux centres socio-éducatifs de l'État au mouvement de réforme au sein de ces structures et aux défis que représente de nos jours la prise en charge de jeunes au comportement de plus en plus déstructuré, et d'autre part, d'instaurer au sein des centres socio-éducatifs de l'État une unité de sécurité. La loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'État est abrogée.

L'unité de sécurité est appelée à accueillir: des mineurs placés par les autorités judiciaires compétentes; des mineurs dont la personnalité est gravement déstructurée; des mineurs dont le comportement représente des risques immédiats pour eux, pour leur entourage ou pour la société; des mineurs qui en tant que pensionnaires des centres socio-éducatifs de l'État ont manqué gravement et de manière répétitive aux règlements d'ordre interne; des mineurs qui sont accusés d'avoir commis des crimes ou qui

en ont commis; des mineurs qui en régime ouvert courent des risques de sécurité ou encore des mineurs ayant de graves problèmes de toxicomanie et/ou d'alcoolisme.

Dans son avis du 16 mars 2004, le Conseil d'État, tout en approuvant l'institution d'un centre fermé pour certains jeunes délinquants, défend la mise en place d'une structure indépendante des centres socio-éducatifs.

Or, plusieurs arguments plaident pour la solution finalement retenue par les auteurs du projet de loi. Pour certains jeunes la nouvelle unité constituera éventuellement une première étape dans le processus de réintégration sociale; il est dès lors indispensable de garantir à ceux-ci des conditions de transfert optimales vers des unités à régime plus ouvert. L'unité de sécurité n'est qu'un élément qui s'intègre dans un ensemble de dispositifs diversifiés qui poursuivent tous les mêmes objectifs.

L'unité de sécurité a en premier lieu une mission de surveillance, de préservation et de garde. Elle aura également comme vocation d'initier le processus de restructuration psychique des jeunes. Elle doit favoriser ensuite la réinsertion sociale des jeunes et favoriser l'autonomie des jeunes au niveau de la vie quotidienne. Elle aura également pour mission de valoriser le jeune.

L'unité de sécurité prévue pourra au plus accueillir 12 pensionnaires. Plusieurs mesures de sécurité seront prises telles que la construction d'un mur d'enceinte ou encore l'installation d'un poste central de surveillance situé hors de l'enceinte de l'unité de sécurité à proximité de l'entrée du site.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 20.05.2003

Rapporteuse:
Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président: M. Jean-Marie Halsdorf):

15.10.2003	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
22.03.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.04.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.04.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
05.05.2004

5163 - Projet de loi

portant modification de loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Le projet de loi sous rubrique vise à réaliser deux objectifs principaux:

- faire insérer dans la législation nationale sur le revenu minimum garanti plusieurs mesures retenues dans le plan d'action national de lutte contre l'exclusion sociale,
- amender la même législation compte tenu des expériences acquises par l'application de la loi du 29 avril 1999.

Les chambres professionnelles

Dans une approche générale, l'on peut constater que les chambres professionnelles approuvent le projet sous avis. Les critiques exprimées sont d'ordre ponctuel et concernent souvent des dispositions qui manquent de précision ou qui risquent d'engendrer des abus.

Dans leur avis commun, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, les deux chambres professionnelles attirent l'attention notamment sur les dispositions modificatives de l'article 13 de la loi du 29 avril 1999 qui risquent d'engendrer une concurrence déloyale avec des activités identiques effectuées par des entreprises privées.

Le Conseil d'État

Dans ses considérations générales de son avis du 27 janvier 2004, le Conseil d'État regrette les modifications à répétition de la législation sur le RMG. Le Conseil d'État constatant qu'en matière de lutte contre le chômage social et d'insertion professionnelle des mesures sont prises sur la base de divers textes législatifs existant ou en voie d'élaboration et à des niveaux administratifs différents, recommande au Gouvernement «d'engager résolument la fusion de toutes les initiatives, le cas échéant sous l'autorité exclusive d'une Administration de l'emploi restructurée», cette dernière étant la mieux outillée pour assumer une telle tâche.

Art. 1. 1. (Art. 1^{er} selon la Commission)

Au paragraphe 1^{er} de l'article 3, les auteurs du projet prévoient que dorénavant une personne ayant soit refusé de participer à une mesure d'insertion professionnelle, soit abandonné une telle mesure, soit décliné un emploi qui lui a été assigné par l'Administration de l'emploi, peut être exclue du bénéfice des prestations RMG.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse tient à rappeler que la disposition concernant le refus des prestations RMG aux personnes licenciées pour faute grave a été introduite dans la législation sur le revenu minimum garanti par la loi du 29 avril 1999.

Au paragraphe 2 de l'article 3, il est prévu de pouvoir déroger aux exclusions prévues au paragraphe 1^{er} si le requérant peut invoquer en faveur de sa façon d'agir ou de son comportement des motifs considérés comme réels et sérieux par l'organisme compétent. En cas de recours contre ces décisions, les juridictions sociales doivent examiner si les dispositions du chapitre I ont été appliquées correctement.

Cette disposition confère à l'organisme compétent toute possibilité d'apprécier chaque dossier au regard des motifs et des suggestions individuelles et particulières.

Le paragraphe (3) réduit de 6 à 3 mois le délai à respecter pour l'introduction d'une nouvelle demande après le refus des prestations en vertu des dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 3.

Art. 1. 2 et 3 (Art. 2 selon la Commission)

Le point 2 vise à compléter le paragraphe (4) a) en précisant le terme «les descendants» par l'adjectif «majeurs». Le point 3 modifie le dernier alinéa du paragraphe (4) de l'article 4 de la loi RMG en supprimant les termes «sans y apporter une contribution quelconque».

Art. 1. 4 (Art. 3 selon la Commission)

Les modifications prévues au point 4 du projet gouvernemental visent à compléter l'article 6 de la loi RMG, d'une part en ajoutant au point b) de cet article la condition de la disponibilité et d'autre part en reformulant le point c) pour faire en sorte que les chômeurs indemnisés, bénéficiaires de l'indemnité d'insertion, dépendent exclusivement de l'administration de l'emploi.

Art. 1. 5 (Art. 4 selon la Commission)

Le point 5 du texte gouvernemental apporte trois modifications à l'article 8 de la loi RMG.

En premier lieu, il est proposé de modifier la première phrase de l'article 8 en précisant que le contrat d'insertion est élaboré au vu de la situation sanitaire, sociale, scolaire, professionnelle et financière de l'intéressé. Le Conseil d'État propose de supprimer la référence à la situation financière de l'intéressé, alors que cette situation est une condition d'ouverture du RMG.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ne suit pas le Conseil d'État dans ses propositions, puisqu'en dehors de la situation financière en relation avec les revenus du bénéficiaire du RMG, il faut tenir compte d'autres aspects de la situation financière ayant trait notamment aux dettes à rembourser ou à d'autres obligations financières.

En second lieu, le point b de l'article 8 est modifié dans le souci d'une transposition de la mesure No 17 du premier plan pour l'inclusion sociale du mois de juin 2001 en retenant l'obligation d'une évaluation des différents résultats obtenus par la personne concernée.

La troisième modification concerne les modalités pratiques de la mesure d'exécution.

Art. 1. 6 (Art. 5 selon la Commission)

Les modifications prévues au point 6, concernant l'article 10 de la loi RMG, répondent à la mesure No 17 du plan d'action national pour l'inclusion sociale visant à développer les formations destinées à l'acquisition ou au perfectionnement d'une qualification professionnelle en introduisant la possibilité pour le service national d'action social d'établir pour les personnes concernées «un bilan de compétences professionnelles et sociales, assorti d'un avis d'orientation». Ce bilan peut, le cas échéant, être réalisé en collaboration avec d'autres organismes publics ou même privés.

La Chambre de Travail émet des réserves quant à l'efficacité de cette mesure. Les autres chambres professionnelles approuvent ces dispositions.

Le Conseil d'État exprime ses doutes sur l'efficacité des mesures proposées. Il marque également son désaccord sur le fait de faire exécuter les bilans de compétences en ayant recours à des services d'un sous-traitant public ou privé. Pour le Conseil d'État tout bénéficiaire doit faire l'objet d'un bilan de compétences.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse est d'avis que l'établissement d'un bilan de compétences professionnelles doit rester pour le service national d'action social une faculté, sans devenir une obligation telle que conçue par le Conseil d'État.

Quant au recours à des organismes tiers pour établir ces bilans, la Commission approuve le texte proposé par le Gouvernement.

Art. 1. 7 (Art. 6 selon la Commission)

Le point 7 modifie l'article 11 de la loi du 29 avril 1999 en tenant compte de l'article 6 paragraphe (8) de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail.

Cette disposition prévoit que le coût du service de santé au travail multisectoriel pour les bénéficiaires de l'indemnité d'insertion n'est plus couvert par une cotisation, mais que le coût des examens reste à charge de l'État.

Art. 1. 9 (Art. 8 selon la Commission)

Les modifications prévues au point 9 du projet gouvernemental ont pour objet de compléter l'article 13 de la loi RMG par un nouvel alinéa

3 qui prévoit la prise en charge partielle ou même totale des frais occasionnés par l'engagement par une entreprise privée ou un organisme public d'un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion, sans que cette prise en charge ne puisse dépasser le salaire social minimum brut augmenté de la part patronale en matière de sécurité sociale.

Cette participation peut être accordée pendant 36 mois. Elle peut être prolongée à 42 mois. Cette mesure nouvelle doit renforcer l'engagement des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion par les organismes gestionnaires du secteur privé auxquels ils sont affectés.

Le Conseil d'État soulève plusieurs problèmes et est d'avis que cette mesure n'a pas sa place dans la loi RMG, mais qu'elle doit, comme mesure d'emploi, être intégrée dans une autre loi.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ne partage pas les appréhensions et suggestions du Conseil d'État. Toutefois, pour tenir partiellement compte de la critique du Conseil d'État concernant la prise en charge des frais de personnel par le fonds national de solidarité, la Commission, dans un amendement, a proposé de remplacer les termes «le fonds national de solidarité ... participe aux frais de personnel ...» par ceux de «le fonds national de solidarité ... peut participer aux frais de personnel ...».

Art. 1. 10 (Art. 9 selon la Commission)

Cet article modifie l'article 14 de la loi RMG qui traite des cas de dispense de participation aux mesures d'insertion professionnelle. Une première modification constitue l'extension de la dispense d'une mesure d'insertion pour des raisons tenant «à la situation sociale ou familiale», mesure qui n'est pas approuvée par le Conseil d'État, qui approuve cependant la suppression des mots «ou durablement».

Le texte prévoit un nouveau cas de dispense liée à la poursuite des études ou d'une formation professionnelle du bénéficiaire RMG.

Le Conseil d'État ne peut pas se rallier à cette mesure qui risque de créer différentes catégories d'étudiants dont certains peuvent bénéficier de l'indemnité d'insertion et d'autres qui en sont exclus. La Commission est d'avis qu'il s'agit de cas isolés dont la situation scolaire et sociale doit être suivie de près par l'organisme compétent.

Art. 1. 12 (Art. 11 selon la Commission)

Cette nouvelle mesure a pour objet de compléter l'article 18 de la loi RMG par un troisième alinéa qui permet de soumettre l'allocation complémentaire au paiement de cotisations en matière d'assurance pension à condition que le bénéficiaire, non éligible pour l'obtention d'une indemnité d'insertion, justifie d'une affiliation obligatoire à l'assurance pension d'au moins 25 ans.

Afin de préciser l'assiette de cotisation, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a proposé de la fixer dans la loi et de prévoir comme base le salaire social minimum et d'en déduire les autres revenus professionnels de l'assuré pour lesquels une cotisation est déduite pour l'assurance pension.

Art. 1. 13 (Art. 12 selon la Commission)

Cet article modifie la composition du comité interministériel à l'action sociale en y faisant entrer les représentants des ministères de la promotion féminine, de la santé et du logement.

Art. 1. 15 (Art. 14 selon la Commission)

Les modifications proposées concernent l'article 39 de la loi RMG relatif au Conseil supérieur dont le nombre des membres est porté de 27 à 32 personnes.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 20.05.2003

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse (Président:

M. Jean-Marie Halsdorf):

15.10.2003	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
19.02.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
02.03.2004	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
26.04.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
05.05.2004

5264 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à

- l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen

- la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen

Le projet de loi a pour objet d'arrêter la participation financière de l'État aux travaux relatifs à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen, ainsi qu'à la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre les sites de Bonnevoie et de Beggen. Les eaux résiduaires de la Ville de Luxembourg ainsi que des communes limitrophes sont traitées dans les deux stations biologiques de Beggen et de Bonnevoie avec des capacités épuratoires de respectivement 300.000 et 60.000 habitants équivalents.

Au début des années 1990, le concept général de l'assainissement de la Ville de Luxembourg et des communes limitrophes a été révisé. On a retenu comme solution la plus favorable du point de vue frais d'investissement, d'exploitation, de performances et de rendements épuratoires, l'agrandissement et la modernisation de la station d'épuration de Beggen et l'acheminement des eaux résiduaires du site de la station de Bonnevoie, au moyen d'un nouveau collecteur, vers celui de la station de Beggen.

Le projet de loi prévoit la mise en place d'un collecteur de transport en grande profondeur entre Bonnevoie et Beggen. Celui-ci aura une longueur totale de 6,2 km et une profondeur moyenne de 14 mètres.

Du point de vue technique, le projet de modernisation doit tenir compte de plusieurs contraintes, comme notamment l'exiguïté du site. Il est donc prévu d'effectuer les transformations sur la filière du traitement des eaux usées dans trois phases. La première phase concerne le renouvellement des installations de traitement mécanique avec la construction d'une nouvelle station de pompage des eaux résiduaires. La deuxième

phase se rapporte à la construction du bioréacteur. La dernière phase prévoit finalement la construction d'un filtre à sable et la transformation des bassins d'aération actuels en bassins de compensation. Enfin, le projet de loi prévoit la construction d'un bâtiment de service à deux étages pour y installer les équipements électromécaniques et une salle de contrôle.

Les coûts relatifs à la construction du collecteur de transport entre Bonnevoie et Beggen et ceux relatifs à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen s'élèvent à 101.841.811,48 euros.

Dans le cadre de la politique actuelle en matière d'épuration des eaux usées, le Gouvernement, par le biais des crédits du Fonds pour la Gestion de l'Eau du Ministère de l'Intérieur, participe à raison de 90% aux dépenses d'agrandissement et de modernisation d'infrastructures d'épuration des eaux usées. Le montant de la participation financière étatique passe de 91.700.000 euros (initialement prévus) à 93.400.000 euros (indice semestriel des prix à la construction 579,98 au 1^{er} octobre 2003).

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 29.12.2003

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

07.04.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.04.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2004

5265 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange

Le projet de loi a pour objet d'arrêter l'aide de l'État à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange. La station d'épuration biologique modernisée permettra, conformément à la législation en vigueur, un traitement tertiaire des eaux usées, c'est-à-dire une élimination des phosphates et des composés azotés grâce à une nouvelle technologie dite du «lit fluidisé».

La modernisation de la station d'épuration comprendra trois phases différentes. Dans une première phase, la nouvelle installation pour le traitement mécanique des eaux, ainsi qu'un premier bassin biologique selon le procédé du «lit fluidisé» seront mis en place. La deuxième phase prévoit, d'une part, la démolition du bassin biologique et du clarificateur existants, et d'autre part, la construction d'un deuxième nouveau bassin biologique. Enfin, dans une troisième et dernière phase, il sera procédé à la réalisation de la solution définitive pour le traitement des boues. Cette modernisation comportera également la rénovation du bâtiment de service existant.

Selon les estimations du bureau d'études, le coût total de la station d'épuration s'élève à 16.547.532,76 euros. Dans le cadre de la politique actuelle en matière d'épuration des

eaux usées, le Gouvernement participe à raison de 90% aux dépenses d'agrandissement et de modernisation d'infrastructures d'épuration des eaux usées. La participation financière étatique se chiffrera, en chiffres arrondis, à 14.900.000 euros.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 29.12.2003

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

07.04.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.04.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2004

5268 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Le projet a pour objet de modifier la loi de base du fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg afin de l'adapter à la législation la plus récente en matière d'établissements publics pour ce qui est de la composition et du fonctionnement de son conseil d'administration ainsi que de sa gestion comptable et du régime de son contrôle financier. Ces changements sont devenus nécessaires alors que les solutions apportées par la loi du 7 août 1961 relative à la création du Fonds étaient bien adaptées à l'esprit qui régnait à l'époque, mais que la Chambre des Députés a introduit dans certaines lois récentes des règles autrement plus exigeantes relevant de la «corporate governance».

Les règles proposées par les auteurs du projet de loi s'inspirent en particulier de celles valables pour le Fonds Belval (loi du 25 juillet 2002; doc. parl. 4899).

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 30.12.2003

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Rapporteur pour avis: M. Alexandre Krieps

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

14.01.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.01.2004 Continuation des travaux

06.02.2004 Continuation de l'examen du projet de loi

25.03.2004 Continuation de l'examen du projet de loi

30.03.2004 Examen de nouvelles propositions d'amendements

03.05.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Examen et adoption du projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: M. Jeannot Krecké):

16.02.2004 Examen pour avis du projet de loi

01.03.2004 Désignation d'un rapporteur pour avis

Examen pour avis du projet de loi

10.03.2004 Continuation de l'examen pour avis du projet de loi

22.03.2004 Examen d'un rapport pour avis

29.03.2004 Adoption d'un rapport pour avis

Vote en séance publique: 11.05.2004

5301 - Projet de loi

portant approbation

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers en matière maritime

Le projet de loi a pour objet d'approuver cinquante-neuf accords concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements ainsi que sept accords maritimes, dont l'objectif est de renforcer la coopération dans le domaine du transport maritime et d'éliminer tous les obstacles qui pourraient entraver le développement de la navigation, accords conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et certains pays tiers.

A relever que la longue tradition de coopération qui unit la Belgique et le Luxembourg a fait naître de profonds liens de confiance entre les deux pays, ce qui explique la décision du Luxembourg de déléguer à la Belgique le soin de négocier et de conclure les accords UEBL. Ainsi, les accords ont été considérés comme applicables sans qu'ils n'aient été soumis à une procédure de ratification et publiés au Grand-Duché. A l'époque il a été considéré que, vu la spécificité de ces accords, le grand public n'était pas concerné par ces textes, que les acteurs concernés avaient été consultés sur leurs intérêts et que donc les lourdes procédures de ratification et de publication n'étaient pas nécessaires.

Force est cependant de constater que cette pratique basée sur une interprétation très libre des dispositions de la convention provoque une insécurité juridique au niveau international. De plus, l'article 37 de la Constitution luxembourgeoise requiert que les accords et traités, quelle que soit leur importance, passent par la Chambre des Députés et soient publiés en bonne et due forme pour être opposables aux tiers.

Le Conseil de Gouvernement a par conséquent décidé en janvier 2002 de faire procéder dorénavant à la ratification et la publication au

Luxembourg de tous les accords et de procéder à une régularisation de la situation juridique et une publication groupées de tous les accords en vigueur dans le cadre de l'UEBL ou ceux déjà ratifiés par la Belgique, mais non encore entrés formellement en vigueur.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 13.02.2004

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

18.03.2004 Désignation du rapporteur

03.05.2004 Examen du texte et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2004

5315 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 1^{er} mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la „Société des Foires Internationales de Luxembourg“, Société anonyme à Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser la contribution de l'État à la restructuration des deux sociétés anonymes «Société des Foires Internationales de Luxembourg» (ci-après «FIL») et «Société Immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg» (ci-après «SIPEL») en adaptant la loi du 1^{er} mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder une garantie de l'État et une aide financière au profit de la FIL.

Le Gouvernement, afin de renforcer sa participation au capital social de la SIPEL et de devenir seul actionnaire de la société, ensemble avec le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, propose de racheter les parts sociales dans la SIPEL des actionnaires privés (à savoir ARCELOR-ARBED, DEXIA-BIL, BGL, KBL et ING-CE), de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État et de la Ville de Luxembourg. Cette transaction fera du Gouvernement l'actionnaire majoritaire de la SIPEL avec 66,41% des actions et du Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg l'actionnaire minoritaire qui détiendra les 33,59% restants. Cette transaction augmentera la participation de l'État au capital social de 7.188.692 euros actuellement à 11.368.046 euros. Il est proposé que le produit de la vente ainsi obtenu sera réinvesti par les actionnaires actuels dans le capital de la FIL.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 19.03.2004

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

27.04.2004 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.05.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2004

5318 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange

Le projet de loi sous examen a pour objet de changer les limites communales entre les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange. La nouvelle délimitation des deux communes a pour but de rendre possible la réalisation de deux projets de construction dans des zones adéquates permettant leur raccordement aux infrastructures publiques communales existantes des communes respectives. La société «de Schëfflenger Schräiner» pourra s'installer au lieu-dit «im Pudel» de la commune d'Esch-sur-Alzette et l'APEMH (association des parents d'enfants mentalement handicapés) pourra agrandir les installations du Centre Nossberg au lieu-dit «Auf der Eisenkaul» sur le territoire de la commune de Schifflange.

Le Conseil d'État marque son accord avec le projet de loi sous rubrique. Il note «seulement que le plan cadastral annexé doit être reproduit en couleurs au Mémorial», et ceci en vertu du libellé de l'article 3 du projet.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 26.03.2004

Rapporteuse: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

07.04.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.04.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2004

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng

Nidderaanwen

um Kanal S 29

Ordre du jour

- 5266 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire des projets de construction autorisés par 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre; 2) la loi du 20 janvier 1999 relative a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg; b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes; 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l'extension du Lycée technique Nic Biever de Dudelange; 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. Ordre du jour

- 5226 - Projet de loi relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public - Santé à Luxembourg

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 5162 - Projet de loi portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État

(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

(Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Erna Hennicot-Schoepges et Marie-Josée Jacobs, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Neen, Här President.

M. le Président. - Dat ass net de Fall.

Da komme mer direkt zur Diskussion vum Projet de loi 5266 iwwert déi budgetär Upassung vu verschiddene Bauprojeten. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Scheuer, Bettendorf a Greisen an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Nicolas Strotz.

1. 5266 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire des projets de construction autorisés par 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre; 2) la loi du 20 janvier 1999 relative a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg; b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias affé-

rentes; 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l'extension du Lycée technique Nic Biever de Dudelange; 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, dass deen een oder deen aneren nach e bësse méi laang Zäit brauch fir ze verdauen, soss hätten sech der vläicht scho méi hei afonnt. Deenen, déi hei sinn, deene soen ech dann e ganz grouse Merci, datt se schonn hei sinn, fir awer hei bei engem Projet mat derbäi ze sinn, wou et em Dépassementer geet; Projeten, déi jo heiansdo ganz héich Wellen hei an dësem Parlament schloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5266 geet et drëm Zousazkreditter ze stëmmen, fir d'Fäerdegstelle vu véier gréisser Bauprojeten ze realisieren. Bei de Bauprojeten handelt et sech geméiss enger chronologescher Reiefolg, wéi se vum Statsrot proposéiert ginn ass, em 1. de Réaménagement vum der Abtei Neumünster; 2. d'Transformatioun an d'Restauration vum den Haiser Prëntz a Richard; 3. d'Restructuration an d'Extenssioun vum Lycée technique Nic Biever vum Diddelange a 4. d'Mise en état vum eenzelne Gebaier am Prisong zu Giwenech.

Et handelt sech em Projeten, déi all vum der viregter Regierung an der Persoun vum Här Goebbels dépo-

séiert an hei vun der Chamber mat grousser Majoritéit gestëmmt si ginn.

Fir de Projet vum Émbau vum den Haiser Prëntz a Richard hate mer souguer zwee Rapporteur, ee vun der Majoritéit an ee vun der Opposition, fir d'Unanimitéit vum Projet nach besser ze dokumentieren. Ech wëll och soen, dass bei deem Projet den Här Krecké - en ass nach net hei - net nëmme Corapporteur, mä och nach President vun der Bautekommissioun war, an dach - Wéi ass et méiglech? - ginn et Dépassementer, ob'schonn ech der Meenung sinn, dass den Här Krecké seng Saach deemools ganz seriö gemaach hat.

Wann ech dat hei mat enger gewësser Ironie soen, da well ech dem Här Krecké schwéier verzeie kann, wéi en eng Kéier a senger Budgetkontrollkommissioun gesot huet, an der Travaux-publics-Kommissioun wärend d'Handlanger vun der Regierung an déi géifen hir Aarbecht net seriö genuch huelen.

(Hilarité)

Hei ass erëm, nom Projet vun der Coque, wou den Här Krecké och Rapporteur war, e Beispill à l'appui, wéi et engem ka goen a wéi séier ee ka vun der Realitéit ageholl ginn.

Une voix. - Très bien.

(Interruptions et hilarité)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Ech muss schwätzen dozou, Här Strotz. Ech sinn elo wierklech dépassé!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Här President, d'Ursache vum den Dépassementer kënnen villfälteger Aart sinn. Si kënnen hierstame vun enger Sous-estimation vum de Konstruktionskäschten, duerch d'Präishaussen um Bau, duerch d'Evolution vum der Technik an de Réglementatiounen, duerch d'Émännerung oder d'Evolution vum Bauprogramm, bedéngt duerch nei Erkenntnisser an der Architektur oder aus sozialen ekonomeschen oder och heiansdo politeschen Iwwerleeungen a Reorientierungen eraus, duerch nei Initiativen an Iwwerleeungen am Émweltschutz an am Beräich vun de regenerativen Energien, duerch Energiespuermoosnamen, duerch Oploe beim Kommodo an esou weider.

M. Ben Fayot (LSAP). - Et freet ee sech, wéi jee eng Kéier een Devis kéint prezis sinn.

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Plangen a bauen ass, besonnesch bei Transformatiounen, - wat déi véier Objeten, em déi et haut geet, sinn - keng genau virussoend Wëssenschaft.

(Interruption)

Hei kann et ëmmer zu Imprévuë kommen.

Hunn ech och Versteesdemech fir dem Statsrot seng vehement Kritiken un d'Adress vun den Hommes de l'art an den Techniker, esou muss ee wëssen, datt déi Devisen, déi mer hei stëmmen, op engem Avant-projet sommaire berouen, déi also zu engem Moment opgestallt ginn, wou de Projet mat all senge Contrainten, déi bei der definitiver Planung kënnen optrieden, nach net virläit. Et ass dofir net verwonnerlech, dass d'Devisen emol iwwerschrott ginn.

D'Problematik vun den Dépassementer ass bekannt. Mir hu se schonn des Öfteren hei diskutiert. D'Madame Minister hat eis och eng Propos gemaach, fir iwwert de Wee vun engem zweete Vote de Problem eventuell besser an de Grëff

ze kréien. Si kann eis vläicht soen, wéi wäit déi Iddi entwéckelt ginn ass. De Moment bleift eis awer keen anere Wee wéi fir iwwer Zousazprojeten déi Dépassementer ze regulariséieren. Dass dobäi Dépassementer vu verschiddene Projeten an engem eenzege Projet de loi behandelt kënnen ginn, esou wéi dat elo hei de Fall ass, och wann de Statsrot dat kritiséiert, do muss ech awer soen, dass mir hei an der Chamber déi Prozedur zrëckbehalen hunn.

Och wa mer als Chamberkommissioun net frou driwwer sinn, wa mer iwwer esou Projete mussen diskutieren, esou wëll ech dach a mengem perséinlechen Numm an als een, dee sécher déi nächst Kéier net méi hei an der Chamber ass, soen, dass een an där ganzer Problematik realistesch muss bleiwen. An ech behaupten elo schonn, dass, egal wéi eng Manéier ee wielt fir d'Presentatioun vun engem Projet hei ze maachen, et och an der Zukunft zu Dépassementer wäert kommen. Et sief, et géif een en Techniker dozou verleeden, des le départ onréalistesch iwwerdréien héich Devisen opzestellen. Wichtig ass a bleift, dass, wann Dépassementer duerch Imprévuë oder Programmännerungen ustinn, déi néideg Informatiounen mat Zäite fléissen an dass den Dialog mat der Chamber gefouert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass den 30. Dezember 2003 vun der Madame Minister déposéiert ginn. De 14. Januar sinn ech als Rapporteur designéiert ginn, de 16. Mäerz huet de Statsrot säin Avis ofginn, de 25. Mäerz huet déi zoustänneg Kommissioun d'Ursach vun deenen eenzelnen Dépassementer virgestallt kritt an analyséiert, an den 19. Abrëll ass de Rapport zum Projet de loi majoritär ugeholl ginn.

Opgrond vum Avis vum Statsrot, dee léiwer all Objet als separate Projet gesinn hätt, fir esou e besse-re Suivi vun all Projet ze hunn, ass den Text vum Projet de loi an der Kommissioun esou émmodeilléiert ginn, datt all eenzelnen Artikel vum Projet sech jeeweils separat mat engem bestëmmte Bauobjekt befaasst.

Beim éischten Artikel vum Projet de loi handelt et sech em d'Restauration vum der Abtei Neumünster.

Deen alen Tutesall, deen als Salle de conférence an als Salle de spectacle soll déngen, beinhalt eng Bühn vun 13 op 14 Meter. Dës Bühn gëtt elo esou équipéiert, datt se den Ufuerderunge vun enger moderner Bühn gerecht gëtt. Well de Gesamtraum vun enger hëlze Charpente iwwerdeckt gëtt, ënnert déi eng spezial Beleuchtung zousätzlech opgehaange gëtt, an doduerjer erëm zousätzlech Hëtzt entsteet, muss aus Sécherheetsgrënn, awer och aus Grënn vum Wuelbefannen am Raum selwer, eng Klima- an Entlüftungsanlag sou wéi eng Sprinkleranlag mat agebaut ginn.

En anere Problem an der Abtei Neumünster ass, datt am Komplex eng 250 Diere sinn, dovunner sinn der 20 mat Accès no baussen. Aus Sécherheetsgrënn ass elo fir dee ganze Komplex eng Sécherheetsanlag ageplangt ginn, fir eng Surveillance à distance kënnen ze maachen. Duerch eng Vidéo-surveillance op deene sensibele Plazen an duerch e Sécherheetsystem opgebaut op Magnéitkaarten a Badges d'accès soll eng Hierarchisation vun den Accès geschéien, déi eng perfekt Sécherheet garantéiert.

Opgrond vun enger Studie dann, déi erstallt ginn ass vun enger spezialiséierter Firma, ass festgehale ginn, wat fir en technesch Material am Beräich vun der Informatioun, der Informatik, der Kommunikatioun, der Muséeographie an esou weider am beschte géeegeent wier, fir eng performant Fonctionnalitéit

vun deene verschiddene Strukturen, déi am Centre fonctionnéieren, ze garantéieren.

De Käschtepunkt vun deenen Zousazequipementen, déi fir de gudden Fonctionnement vum Centre all noutwendeg sinn, beleeft sech op 2.300.000 Euro.

Huet den Émbau vum der Abtei Neumünster zu villen Diskussiounen am Laf vun de Joren och Ulass ginn, esou mengen ech soen ze kënnen, dass d'Restauration gellongen ass an dass dëse geschichtsträchtegen Uert, wéi an der Vergaangenheet, erëm eng wichteg Roll an eisem kulturellen a gesellschaftleche Liewe wäert anhuelen. Iwwregens ass d'Aweigung vum Centre - mengen ech - de 15. Mee, wou Der jo wahrscheinlech alleguerent invitéiert gitt a wou Der lech dann och vun deem iwwerzeege kënn wat do an enger ganzer Herd vu Joren dann elo awer geschaff ginn ass.

D'Dépassementer bei den Haiser Prëntz a Richard, den Artikel 2 aus dem Projet de loi, stamen haapt-sächlech dohier, dass zwou urspringlech net virgesonnen Neierungen an de Projet erafléissen.

De Komplex Prëntz-Richard besteet aus zwee Deeler. Een zur Chamber hin an een zum Musée vun der Stad Lëtzebuerg hin. De Vide téschent deenen zwee Deeler gëtt elo mat enger Verrière iwwerdeckt, fir eng besser Ausnutzung an natierlech Belichtung vum bestehende Raum ze kréien. D'Glasverrière vun 20 Meter laang a 5 Meter breet gëtt vun engem dräidimensionalen Innoxbalk gedroen. Iwwert der Verrière gëtt nach eng Spezialkonstruktions ubruucht, fir engersäits d'Sonnlicht ze brieden a fir anerersäits eng Fotovoltaiksanlag dran ze integréieren.

Op Wonsch vun deem responsabele Groupe de travail, - dat waren net déi Wéinegst - eis Hären aus der Conférence des Présidents, déi dodra vertrauede sinn, déi extra agesat gi si fir de Suivi vum Projet ze maachen, ass du gemengt ginn, den elektronischen an audiovisuellen Equipement misst nach verstärkt ginn. Sou gëtt an deene véier Kommissiounssäll e Préca-blage gemaach, fir Retransmissionen op der Télee kënnen ze garantéieren. Zwee Säll ginn direkt mat fixe Kameraen équipéiert. Also, Här Mars Di Bartolomeo, och an de Kommissioun kënn Der elo deemnächst Ären Zauber opféieren an dee kann dann och integral bis an all Haushalt iwwerdroe ginn.

(Interruptions)

Fir eng gutt Qualitéit ze garantéieren, muss den Eclairage awer dofir nei konzipéiert a verstärkt ginn.

(Interruptions)

Dee gëtt engersäits erëm méi Hëtzt of, esou dass och d'Ventilatioun muss nei konzipéiert ginn. All Kommissiounssäll gëtt mat Videoprojekter équipéiert.

Da gëtt dat ganz Gebai mat Kameraen iwwerwaacht. An den Archive muss verschidden Adaptatiounen gemaach ginn a verschidde Raimlechteete mussen mat spezielle Miwwelen équipéiert ginn.

De Käschtepunkt vun all deenen Zousazaarbechte beleeft sech op 4.950.000 Euro, wat quasi en Dépassément vu 25% vum initialen Devis ass. Dovunner sinn der eleng 2.050.000 Euro fir d'Informatik an den Audiovisuel.

Als Rapporteur erlaben ech mer - an huet mer et net iwwer - fir ze soen, dass d'Commission de surveillance vun der Chamber deels mat um Ursprung vun den Dépassementer steet, woumat ech wëll soen, dass, esou gerechtfäerdigt déi Aarbechten och vläicht sinn, ee muss oppasse wann een aner Leit an ähnleche Fäll wëllt responsabiliséieren.

Ech erlabe mer och nach eng Fro un d'Madame Minister ze stellen. Et ass elo scho gewosst, an dat ass och schonn an der Diskussioun vum éischte Projet hei ervirkomm, dass am Gebai net genuch Bürosraum zur Verfügung sti fir d'Personal. Zousätzlech Bürosraum sollen eventuell an den Nopeschgebaier ugeschaaft ginn. Ech wollt froen, Madame Minister, ob Dir vläicht wësst, wou déi Dossieren dru sinn an ob mer réusséiert hunn, eventuell déi eng oder aner Zousätzlechkeeten do unzemiesen.

Och muss ech froen, ob d'Fraktioun selwer nach mussen an deem neie Gebai zousätzlech Raim zur Verfügung hunn, fir wann emol eventuell eng Sitzung an der Chamber géif ënnerbrach ginn, fir datt d'Fraktioun sech kënnen dann an déi Säll do zrëckzéien, fir sech ënnereneen nach eng Kéier ofzestëmme. Ech perséinlech sinn der Meenung, datt mer alleguerten an eise jeeweilege Fraktioun genuch Raimlechkeeten dofir zur Verfügung hunn, fir datt eventuell déi Raim kéinte genotzt gi fir zousätzleche Bürosraum och do ze schafen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Ech géing mengen, datt mer an deene Raim, déi an de Fraktiounen zur Verfügung stinn, gutt ënnerbruecht sinn an datt déi Raimlechkeete fir d'Fraktiounen vollop géife genügen.

Am Artikel 3 vum Projet de loi geet et ëm de Lycée technique Nic Bieber vun Diddeleng. Schonnes nees zu Diddeleng. De Lycée technique ass a verschiddenen Etappe gebaut ginn. Am Januar 1999 ass déi lescht Vergrößerung hei gestëmmt ginn. Et war e Projet, deen de Besoinë voll entsprach huet an de Site quasi zu engem zesummenhängende Campus gemaach huet.

Beim Ufank vum den Aarbechten ass awer scho festgestallt ginn, dass dat aalt Gebai, un dat sollt ugebaut ginn, Setzungsproblemer géing opweisen, déi behuewe misste ginn. Den Zousatzkäschtepunkt dovunner ass 228.000 Euro héich.

Et ass dunn och decidéiert gi fir dat neit Gebai net unzebauen, mä duerch e Passage souterrain mat deem bestehenden ze verbannen. Dat kascht zousätzlech 172.000 Euro.

D'Réfectiounen am ale Gebai hu mat sech bruecht, datt zäitweilig méi provisoresche Klasseraum huet misse geschafte ginn, wéinst deem zousätzlech Délogementer vu Klassen noutwendeg waren. Supplementar Strukturen a Form vu prefabrikéiertem Schoulraum hu missen ugeschaaft ginn, wat eleng eng Dépense vu 552.000 Euro ausmécht.

Fir méi eng praxisorientéiert Ausbildung am Beräich vun den erneierbaren Energien un d'Schüler erunzebréngen, sinn opgrond vun enger spezifescher Etüd Solarkollektoren a Fotovoltaik op verschidde Gebaier vum Lycée installéiert ginn. Käschtepunkt 500.000 Euro.

Well an der Schoul zu Diddeleng des Öftere Vandalismus bedriwwen ginn ass a scho Computere verschwonne sinn, ginn all Raim, déi mat deierem Material ausgestafféiert sinn, mat enger Alarmanlag équipéiert. Käschtepunkt 110.000 Euro.

De Gesamtkäschtepunkt, mat TVA an Honorairen, fir den definitiven Ausbau vum Lycée beleefst sech op 2.100.000 Euro.

Beim véierten a leschten Artikel vum Projet de loi geet et ëm den Aus- an Émbau vum Prisong vu Giwenech.

Beim Ausschaffe vum definitive Projet sinn och hei am Beräich vun der Stabilitéit vu verschiddenen ale Gebaier Problemer opgetaucht an nei Iwwerleeunge sinn agefloss, besonnesch am Beräich vun den

erneierbaren Energien an dem ekologesche Bauen.

Zousätzlech koom derbäi, dass all bestehend Gebaier, opgrond vun neie Prescriptiounen vun der Inspection du Travail, och a Conformitéit mat den neie Prescriptiounen hu misse gesat ginn. D'Heizungsanlag huet misse vergréissert ginn, well den Uschloss un eng Zentral vun der Biogasanlag vun der Gemeng Mompech net konnt realiséiert ginn, well déi fir de Moment mol net gebaut gëtt.

D'Heizung an der Kapell an dem Haus vum Fondateur, haut den Haaptsetz vun der Verwaltung, muss erneiert ginn. Déi bestehend Kanalisatiounen um Site, déi an engem ganz schlechten Zoustand waren, hu missen erneiert ginn an den Trafo vun der Cegedel ass déplacéiert ginn.

D'Scheier vum Haus Casel, déi quasi baufälleg war, déi laut Décisioun vu Sites et Monuments esou erhale muss bleiwen, an an déi Ateliers integréiert ginn, huet misse consolidéiert ginn.

De Gesamtkäschtepunkt vun deenen Zousazaarbechte beleefst sech op 2.300.000 Euro.

Dat gesot, zu all deenen Dépassementer, géif ech lech bieden dësem Projet de loi, an deem déi véier Zousatzdevisen enthalte sinn, Är Zoustëmmung ze ginn, an am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech och den Accord zu dësem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer als kleng Buergermeeschter...

Plusieurs voix. - Oh!

(Hilarité)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Merci fir d'Condoléancen!

...meng Satisfaktioun iwwert dëse Projet de loi auszedrécken.

Wa mir an de Gemengen eng Kéier en Dépassement hunn, da gi mer forcéiert fir déi Dépassementer ze rechtfertegen virum Contrôle. Da mussen mer en neie Projet maachen. Da mussen mer et stëmmen. Da geet dat an de Ministère an dann dauert et an dauert et, bis datt et erëm ass. Während déi Hären aus der Stad a vum Stat,...

(Interruption)

...an d'Damme vum Stat - mä et ware meeschtens Hären -, da souverän konnten iwwer hir Projeten disponéieren, an déi opgrond vun engem Avant-projet sommaire da bal fräi Hand hate fir mam Budget énzegoen. Net grad ganz fräi Hand, mä awer bal fräi Hand, wa se sech an engem gewësse Kader, an enger gewësser Rumm beweegt hunn. An Dépassementer vu 16,8%, dat hu mer haut de Moien héieren, déi waren absolut akzeptabel. Dat war an de Gemengen net de Fall.

A wann den Här Strotz sech da relativ kritesch, esouguer ganz kritesch iwwert d'Budgetkontrollkommissioun - wat e fierchterlechen Ausdrock ass - ausgeschwat huet an domadder och mäi Kolleg Jeannot Krecké kritiséiert huet, da behaupten ech, datt et de Mérite ass vun där Budgetkontrollkommissioun, an an dësem Fall och vum Här Jeannot Krecké, datt méi Transparenz an de Statsbudget an an déi Projeten do erakomm ass. Dat ass e Fait.

Ech hunn awer och verstanen, datt de President vun der Bautekommissioun Schwierigkeeten hat fir sech ënner d'Tutelle vun esou enger Kommissioun ze setzen, déi ëmmer post festum dann interve-

néiert a wou d'Basis, déi mir an der Travaux-publics-Kommissioun virgeluecht kréien, eben net eng 100%eg Wourecht war an ass, an an nächster Zäit och nach net, mä ëmmer nëmme bis zu engem gewësse Grad der Wourecht entsprach huet. Dowéinst sinn ech genaousou gespaant wéi den Här Strotz iwwert d'Positioun vun der Madame Hennicot, déi eis elo soe wäert, wéi déi nächst Regierung dann iwwert deen Avant-projet sommaire ewechkënn a méi fiabel Donnéeën der Kommissioun virleet, déi da vun der Kommissioun gestëmmt kënn ginn.

(Interruptions et hilarité)

Da wollt ech do natierlech dobäi flecken, och als kleng Buergermeeschter, dass et schonn esou einfach ass fir de Stat fir hei - ech weess elo net ëm wéi vill Prozenter, dass et bei deenen eenzelne Projeten geet - Dépassementer stëmmen ze loossen. Während wa mir Dépassementer hunn, mussen mir kämpfen - da si mir riicht eraus gesot ganz aarm Schwäin -, fir d'Participatioun vum Stat un den Dépassementer dann nach eng Kéier ze kréien.

(Interruption)

Dat ass esou. Den Här Sauber gëtt mer dobäi Recht, e weess genau, dass dat esou ass. Mir regulariséieren heimat Dépassementer an déi Dépassementer, déi mir regulariséieren, sinn alleguerten integral ze justifiéieren. Obschonn ee sech och elei d'Fro stelle muss, ob eenzel Dépassementer net awer prévisibel waren an deem Moment wou mer de Projet gestëmmt hunn. Dat gëllt zum Beispill fir de Projet Neumünster, wou et ëm Adaptatiounen oder Equipement geet, déi een awer hätt kënnen an enger Salle de spectacle virusagesinn; mä dovun ofgesinn, si se alleguerten justifiéibel.

Awer zum Prëntz-Richard-Gebai, do war ech och concernéiert, ech hat nämlech refuséiert, fir de Rapport hei an der Chamber ze maachen.

(Interruption)

Den Här Strotz weess et.

Ech hu refuséiert fir de Rapport iwwer Prëntz-Richard ze maachen, wéi deen zweete Rapporteur dobäikomm ass a wéi den zweete Rapporteur aus dem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg komm ass. Well dat Tauzéien ëm d'Bauen, ëm den Émbau vu Prëntz-Richard, dat huet sech iwwer Joren higezunn. A wa Prëntz Richard esou ausgesäit, wéi et haut ausgesäit, a wann do Kritike sinn, wéi se eenzel Leit aus alle Fraktiounen un dat Gebai hunn, dass et eben net esou funktionell ass, wéi et hätt kënn ginn, da berout dat op verschidde Contrainten, déi imposéiert gi sinn duerch d'Bautereglement - ech ginn dovunner aus, dass dat dat deemolegt Bautereglement war - vun der Stad Lëtzebuerg.

A wann haut och nach gesot gëtt, dass am Fong net Raimlechkeete genuch do wären, da ginn ech just ze bedenken, dass de leschte Stack eben net kann esou utiliséiert ginn, wéi e kéint gebraucht ginn, well d'Bautereglement vun der Stad Lëtzebuerg virgesäit, dass eben net all Raimlechkeeten do kënnen optimal a maximal genotzt ginn. Dat zum Prëntz-Richard.

Ech hoffen, dass déi nächst Chamber sech wuel fillt an deem dote Gebai, wat e Gebai gëtt mat villem a grousem Charme, wou och Sites et Monuments sech leschten Enns duerchgesat hunn a wou mer och iwwert déi Etude fine, déi awer net vu Sites et Monuments komm ass, mä déi ass vun der Stad Lëtzebuerg komm, dann e Gebai hu wat vläicht net esou funktionell ass, mä mat enger Ambiance, déi awer unique ass.

Ech sinn och net der Meenung, wéi den Här Strotz, dass ze vill Plaz do ass an dass déi eenzel Fraktiounen sech an deene Gebailechkeete wou se ewell sinn da sollte weider erëmdreiwten an ophalen. Par contre ass et méiglech, fir déi Plaz wou elo Fraktiounen - munecher vun hinnen ënner schlechte Konditiounen - ënnerbruecht sinn, dann och nei ze affektéieren.

(Interruptions)

Ech ginn dovunner aus, dass keen lech nogelauschert huet, Här Strotz. Dir sot, dass keng Fraktioun schlecht ënnerbruecht ass. Schued, dass den Här Grethen net do ass.

Dann och an deem dote Kontext nach e Wuert zum Prisong vu Giwenech. De Prisong vu Giwenech ass och ee vun deene Projeten, deen zënter Jorzéngten an der Diskussioun ass an aus iergendwelchen Ursache sinn zu Giwenech déi al bestoend Gebaier op eemol bal ausernee gefall. An dee Projet, dee realiséiert ginn ass, deen Neibau, huet net alle Konditiounen Rechnung gedroen, déi fir déi al Gebaier gegollt hunn. Et ass also absolut noutwendeg, dass och déi Gebaier an e statescht Gläichgewicht bruecht ginn.

An da besteet zu Giwenech och nach den Émbau, respektiv d'Renovatioun vun deem sou genannten Haus Casel, vun der Ferme Casel, an dat ass en typescht Beispill wou Sites et Monuments awer hir Positioun verteidegt hunn an och e ganz gudd Match gemaach hunn. Dat ass e Gebai, dat huet net dierfe verschampeléiert ginn an dat ass elo am Kader vum Strofvolzzuch zu Giwenech affektéiert; an dat ass e formidabel Gebai wat schonn eng esthetesch Qualitéit huet, déi eemoleg an där doter Regioun ass.

Dat gesot, Här President, ass et selbstverständlech, dass mir dee Projet de loi, dee sech op eng Enveloppe vun 11.650.000 Euro beleefst, stëmmen. Och do si mer jo Mittäter dran, mir hu jo Munches vun deem verbrach, wéi et ugaangen ass, an am Zeeche vun der Continuitéit wäerte mir dann och dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn. Ech weisen awer dorop hin, dass et kéint sinn, dass mäi Kolleg Jeannot Krecké vum President vun der Travaux-publics-Kommissioun erausgefuerdert ginn ass an eventuell nach d'Wuert ergräift.

Une voix. - Dovu kann ee mol ausgoen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wéll ech selbstverständlech dem Rapporteur Nicolas Strotz merci soe fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Ech hunn hien haut de Moie gelueft an dierf et net ze vill weiderféieren, well soss géif gemengt ginn ech géif iwwerdreiwten. Mä ech ka mech awer ganz gutt erënnere, wéi ech viru 15 Joer hei an d'Chamber komm sinn, do war ech frou, fir den Néckel, als gebuerene Bielesser an als grouse Basketballspiller, hei erëmzegesinn...

Plusieurs voix. - Oh!

(Interruption et hilarité)

M. Niki Bettendorf (DP). - ...a mat him zesumme während all där Zäit eng gutt Aarbecht ze maachen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Dir sidd amgaangen den Här Strotz ze begruewe.

(Interruption et hilarité)

M. Niki Bettendorf (DP). - Wësst Der et gëtt Saachen, déi ee roueg ka soen a muss soen, wann ee 15 Joer zesummegeeschafft huet, wann een an deemselwechten Duerf zesummen op d'Welt komm ass a wann een an der ganzer Laufbahn zesumme Buergermeeschter ginn ass an dann zesummen an d'Chamber komm ass. Dat si Saachen, déi kann een net verleggen, egal a wat fir enger Partei, dass een ass.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Da kënn Der jo zesummen an d'Oktav goen.

(Hilarité)

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, bei dësem Projet geet et ëm budgetär Adaptatiounen fir véier Bauprojeten: d'Annex Chamber Prëntz Richard, de Lycée technique Nic Bieber vun Diddeleng, Neumünster am Gronn an de Centre pénitentiaire vu Giwenech. Fir jiddereen ze berouege schécken ech direkt virus, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet stëmmt an ech bréngen och den Accord zu dësem Projet.

Plusieurs voix. - Ah!

Une voix. - Dat ass fein!

M. Niki Bettendorf (DP). - Mir sollen dat maachen a mir mussen dat maachen. Et gëtt eng Rei Entreprises, déi op hir Sue waarden an et ass wichteg, dass mer dëse Projet stëmmen. Awer, wann ech perséinlech esou ee Projet wéi deen heiten ënner d'Ae kréien, sinn ech ëmmer ganz schlecht drun. Firwat dat esou ass, wéll ech hei kuerz explizéieren an ech sinn e bësse méi kritesch, wéi mäi Virriedner de Jos Scheuer.

Och als fréiere laangjähere kleng Buergermeeschter an och schonns laang hei am Parlament, hunn ech bei esou Projeten ëmmer e Gefill vun enger gewësser Ohnmacht. E Gemengerot, eng Chamber kréie Projekte virgeluecht wou d'Architekten, d'Bureaux d'études héich an helleg versprieche, et wär näischt am Projet tout court vergiess ginn an d'Devisé géifen agehale ginn. Knapps ass de Projet verginn, da geet et lass. Mat fundéierten Argumenter kréie mir matgedeelt, firwat den initiale Projet awer muss méi deier ginn. D'Ursache bei dësem véier Projekte stinn am Exposé des motifs: „sous-évaluation du coût de construction“, „évolution technique et réglementaire“, „évolution programmatique des projets de construction“; zu dësen dräi Grënn wär Villes ze soen.

Éischtens, d'Sous-évaluation des coûts de construction. Dat dierf ons net egal sinn. Mir schaffe mat Spezialisten, déi am Fong geholl mussen wësse wat de Coût de construction vun engem Gebai ass. All Entrepreneur kennt de m³-Präis a well de Präis och iwwert de Bauindex adaptéiert gëtt, ass et a gëtt et fir mech keng Ursach, firwat dass ëmmer erëm gesot gëtt, de Präis wier sous-évaluéiert ginn. D'autant plus well an all Projet eng Reserv agebaut gëtt fir esou Fäll virzegesinn. Dat hei war d'Sous-évaluation vun de Coûts de construction.

Da kënn zweetens, d'Évolution technique et réglementaire. Ech hu schonns hei gesot, dass ëmmer misst vun Ufank u mat der ITM zesummegeeschafft ginn, fir vun Ufank un d'Regele vun der Stee festzeleeën, an dass net en cours de route misste verschidden Donnéeë geännert ginn, well d'ITM ze spéit intervenéiert. Ech hunn et hei gesot, d'ITM muss vun Ufank u mat agebaut ginn, fir dass dat do op e Minimum beschränkt bleift.

Une voix. - An d'Sécuritéit.

M. Niki Bettendorf (DP). - D'Sécuritéit gehéiert och zum Rôle vun der ITM. Wann een en cours

de route Baupläng ännert, da gëtt et zweemol méi deier wéi wann et vun Ufank u mat geplangt gëtt.

Drëttens ass genannt d'Évolution programmativ des projets en construction. Do huet de Bauhär, ob dat d'Gemeng ass, ob dat de Stat ass, eng wichteg Roll ze spillen. D'Ham muss net ëmmer an der Mëllec gekacht ginn an de Bauhär däerf net op all Doléancen en cours de route agoen, wa se net absolut fondéiert sinn.

Här President, de Conseil d'État seet och, dass „de telles anomalies sont inacceptables“ a beriff sech op zéng Projeten, déi net hei sinn, plus déi véier Projete vun haut a wou et néierens duergaangen ass, an e mengt, dass misst mat dësem „laisser-aller dans la gestion financière“ opgehale ginn. D'Mentalitéit misst änneren, fir dass mer einfach heimadder ophalen.

Här President, ech kënnt mer et einfach maachen a soen, dat heiten, déi zéng plus déi véier, dat wiere lauter Projete vum viregte Bauteminister, vum Här Robert Goebbels, mä dat wier mir et ze vill einfach gemaach, well den Här Scheuer huet gesot, hie wär e kleng Buergermeeschter, mä hien huet awer eng grouss Basilika zu lechnach.

Une voix. - An e Kulturzenter!

M. Niki Bettendorf (DP). - Ganz einfach muss ee soen, dass mer alleguerten am Fong geholl eis et net däerfen einfach maachen an et net däerfen alles akzeptéiere wat mer vu Promoteuren, vun Architekten, vu Bureau-d'étudé virgeluecht kréien. Mir mussen eis Prozedure bei Stat a Gemengen änneren. Et geet net duer, dass mir eisen Accord zu engem Avant-projet sommaire ginn an da wëssen, dat muss nogestëmmt ginn, obschonn versprach ginn ass, et wier un alles geduecht ginn.

D'Madame Ministerin huet eis an der Chamberkommissioun gesot, dass dru geduecht gëtt fir d'Prozeduren ze änneren. Ech weess, mir hunn och mam Här Pesch doriwwer geschwat. Et ass am Fong net un der Regierung fir dat ze änneren, mä mir sinn als Deputéierten hei gefuerdert, fir dass un dëse Projeten eppes gënnert gëtt.

Als fréiere Buergermeeschter hunn ech alt gedreemt, den Architekt, de Bureau d'études géife just nëmmen op de gestëmmt Projete bezuelen op all de Supplémenten, déi spéiderhin op eis zoukamm sinn. Ech hunn awer just misse feststellen, dass déi legal Mëttele fir op deem Wee ze bleiwe gefeelt hunn, an ech hunn - genau wéi all déi aner Buergermeeschteren am Land a wéi all déi Regierungen, déi mer hunn an déi mer haten - misse bezuele wa Supplémenten hu misse nogestëmmt ginn.

Här President, ech hu gesot, ech hätt e klengt Gefill vun Ohnmacht wa mer esou Projete stëmmen. Dat wëllt awer net soen, dass ee muss resignéieren, resignéiert sinn. Ech si ganz fest dervun iwwerzeegt, dass hei muss reagéiert ginn. Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass déi nächst gewielte Chamber hei muss déi Gesetzer stëmmen, dass mir eis déi Pouvoire gi fir dëse Mësstänn Meeschter ze ginn, fir dëse Fléau auszeradéieren.

Sout, Dir Dammen an Dir Hären, elo hunn ech dat gesot wat ech ze soen hat. Et ass mer elo e bëssleche besser an ech soen lech villmools merci fir d'Nolauschteren.

Une voix. - Très bien.

Une autre voix. - Ech hätt dat doten och kënne soen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, de Rapporteur huet eis erzielt ëm wat et hei geet. Mir sinn eng Kéier méi, ech leeën d'Betounung op eng Kéier méi, derzou opgeruff fir zousätzlech Kreditter ze stëmmen, an dësem Fall fir véier gréisser Bauprojeten. Wann een dat zesummerechent da kënnt een op 11.650.000 Euro Supplément, dat si ronn 470 Milliounen Frang. Dat ass net wéineg!

Mir sinn zwar gewinnt hei, wa mer a Frange rasonnéieren, meeschens mat de Milliarde ronderëm eis ze geheien, mä et muss ee sech dat emol virstellen, dat ass ganz vill Geld iwwert dat mer hei décidéieren, wou eis awer net vill Fräiheet gelooss gëtt. Well iergendwéi sinn déi Projete jo amgang, an ech schlësse mech dann den Ohnmachtsgefiller vu menge Virriedner un. Et muss jo fäerdeg gemaach ginn an d'Handwierksleit muss bezuelen ginn, esou dass een effektiv hei e ganz schlecht Gefill huet wann ee soi-disant virun e Fait accompli gestallt gëtt.

Ech wëll mech och net am Detail hei mat deenen eenzelnen Ursachen ausernee setzen, déi derzou gefouert hunn, dass mer déi Iwwerschreidungen do hunn. Et kënnt ee soe mir hätten eis entre-temps ewell dru gewinnt, well et gëtt kaum e gréisser Projete wou dat net passéiert. Da muss driwwer nogeduecht ginn - an d'Kommissioun weist jo an hirem Rapport och drop hin -, dass einfach méi Präzisioun bei der Planung muss drakommen. Da muss mer Prozedure fannen, déi der Verwaltung et méiglech maachen, fir dës le départ mat der néideger Präzisioun kënnen ze plangen. Sou kënne mer net viruieren, well och eng Chamber als Vertriebung vum Lëtzebuurger Vollek, déi iwwert d'Steiergelder ze befannen huet, muss wëssen, wann et ugeet, wat e Projete kascht an dass et generell domadder gedoen ass.

Här President, ech ka mer e puer Bemierkungen net verknäife wat déi eenzel Projeten ubelaangt. Cercle Neumünster, do kënnt mer eppes an Erinnerung wat ech op dëser Plaz muss lassginn an deem Zesammenhang. Do ass et eng Affär ginn, déi ass iwwert d'Televisioun gaangen. Do konnt all Bierger, all Steierzueler hei am Land sech iwwerzeegen vun engem schwéieren Dysfonctionnement an eisen Aen, wou Miwwel ausgeschriwwen ginn ass, an zwar esou am Detail beschriwwen mat der leschter Schrauf, op den Zéngtel Millimeter mat der Déckt vun de Placke wou d'Stempelen um Buedem stoungen an esou weider, dass iwwerhaupt nëmmen ee Fournisseur a Fro komm ass. Dat ass total contraire zu deem wat eis Gesetzgebung virschreift! D'Leit dobausse waren entsat, mä et ass näischt drop erfollegt.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Et ass annulléiert ginn, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Jo, jo. Wéi déi Herrschafte bis bemierkt hunn, dass d'Televisioun händru war! Gott sei Dank huet d'Televisioun dat gesent.

(Interruptions diverses)

Fannt Dir dat gutt, Här Clement, wat do ofgaangen ass? Ech fannen et schrecklech, dass Saachen esou ausgeschriwwen ginn, dass nëmmen ee Fabrikat a Fro kënnt. Da solle mer gläich dohinner schreien: Mir hätte gären dat Fabrikat. Mir wëssen, dass et contraire zur Ausschreibungsgesetzgebung...

(Interruptions diverses)

Jo, meckert roueg! Mir wëssen, dass et contraire zur Ausschreibungsgesetzgebung ass. Ech hunn dorophin eng Question parlementaire gestallt, well ech mer gesot hunn: Et kann dach net sinn, an engem Land wou all Mënsch op der Televisioun dat do gesäit a jiddereen entgesichert ass, dass do näischt passéiert!

D'Madame Minister seet, doropshin hu mir, fir nach méi Konkurrenz dranzubringen, et frësch ausgeschriwwen an et hunn der nëmme vu 50 zwee reklaméiert. Madame Minister, ech wëll lech emol eng Kéier soen, dass vill Handwierksleit dobausse soen, mir trauen eis net ze reklaméiere wann esou Saache virkommen, well mer da Gefor lafen, dass mer spéiderhin iwwerhaupt net berücksichtegt méi ginn. Dat si jiddedfalls Äntwerten, déi ech dobaussen um Terrain kréien.

Ech fannen et wierklech net gutt. Ech wëll hei mol net den eenzelne Regierungsmember verantwortéieren, wann esou eppes passéiert, well si jo leschten Enns net alles kënnen am Bléckfeld hunn - esou realistesch si mer. Mä da geet et net, dass am Nachhinein d'Hand iwwer esou Leit gehale gëtt. Mir stellen ëmmer erëm fest, dass déi Saachen do passéieren. Dat geet och op Käschte vum Steierzueler. Sou vill dozou.

Zu Printz a Richard huet hei de Rapporteur probéiert e puer kritesch Bemierkungen unzubringen, déi sécher net falsch waren. Ech muss soen als ee vun deenen, déi zäitweilig oder periodesch derbäi sinn, wa mer kucken, wéi wäit d'Aarbechten avancéiert sinn, dass mer vun deenen, déi do schaffen, erzielt kréien, mat wat fir enge praktische Schwierigkeiten se do konfrontéiert sinn, fir e puer m² baufälligt Mauerwierk ze erhalten. Ech géif jiddferengem roden, dat mol kucken ze goen, well et gesäit een et elo nach bannen: Déi eng Säit, wou bal alles a Beton armé erneiert ginn ass, a wou dann téschent de Fënsteren, déi ganz am Beton armé encadréiert sinn, dertëschent nach all Kéiers en hallwe Meter där aler fauler Steng stinn.

Ech froe mech - ech weess, Madame Minister, dass Dir net dofir responsabel sidd -, mä hu mir dann all gesunde Mënscheverstand verluer? Dat hei, dat huet, dass soen d'Experten, zwee- bis dräimol méi deier kascht wéi wa mer et mat neien, modernen, wärmedämmenden an esou weider Materialie gebaut hätten. Et wier méi stabil. D'Raumausnotzung wär wesentlech besser gewiescht. Et wär vill méi séier gaangen an et hätt vill manner kascht. Dann hätt et och vum äusseren Aspekt hier - ech wëll dat ënnersträichen, well et huet jo elo net méi ausgeséi wéi 16. oder 17. Jorhonnert - vum äusseren Aspekt hier hätt et dann awer kënne genausou ausgeséi wéi et elo ausgesäit, wann et fäerdeg ass, an et hätt een awer ënnendra kënnen deen een oder deen anere Keller kënne konservéieren. Dat ass net méi déi...

(Brouhaha générale et coups de cloche de la Présidence)

...bonne gestion des deniers publics, zu där mir als Politiker verpflichtet sinn.

Da wollt ech och nach e Wuert zu Giwenech soen, wat och vläicht hei net direkt am Rapport ass mat dësem Projete. Zu Giwenech war virun enger Rei vu Joren e Bau erstallt ginn, dee war, wann ech mech gutt erënneren, zwee oder dräi Joer héchstefalls a Betrib. Do hunn déi Leit, déi dra gewunnt hunn, misse evaküiert ginn, well eng Bëtsondall ufgaangen huet sech an engem geféierleche Mooss duerchzebéien, dass déi Zellen, déi uewen driwwer waren, och esou kromm gi sinn, dass d'Dieren net méi op- an zougange sinn. An engem Prison ass dat net grad den idealen Zoustand - an do stoung et do!

Mir hunn an der Budgetkontrollkommissioun déi Fro opgeworf a mir hätte gär eng Äntwert gehat, wat dann do passéiert ass. Et ka jo net sinn, dass en Entrepreneur

Mëscht baut an dass dann hannendrop näischt geschitt.

(Interruption)

Jo!

Wéi et schéngt huet de Stat awer net vu sengem Recht Gebrauch gemaach, fir hannendrun ze goen an d'Garantie décennale, déi do gespilt huet, geltend ze maachen, an deejéinegen, deen de Feeler gemaach huet, wien et och ëmmer war, den Architekt oder den Entrepreneur, zur Rechenschaft ze zéien. Och dat si Saachen, déi däerfen net virkommen. Dat ass vläicht elo net direkt am Rapport. Ech kann dat net beuerteelen mat dësem Projete, mä et ass awer ganz sécher, dass eng Partie Geld, wat zu Giwenech huet misse investéiert ginn, dorop zrëckzeféieren ass, dass do effektiv eng ganz schlecht Qualitéit fabrizéiert ginn ass.

Här President, dat dozou. Mir wäerten eis, well et scho bal zur Gewunnecht ginn ass d'Devisen ze iwwerschreiden, a well dat scho bal als eng Normalitéit higeholl gëtt, wou Elementer derbäi sinn, déi net prévisibel waren, mä wou awer och ganz kloer Manquementen vu Säite vun der Verwaltung derbäi sinn, bei dësem Projete enthalen, well mer einfach kee gutt Gefill hätten, wa mer géifen derfir stëmmen.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - Als nächste Riedner ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG). - Merci, Här President. Ech wäert net op den Inhalt vun deene Projeten zrëckkommen. Ech mengen, dass ass hei elo genuch geschitt. Ech wëll haaptsächlech um Enn vun dëser Legislaturperiode nach eng Kéier op de Prinzip ze schwätze kommen, wéi elo och scho verschidden aner Leit et gemaach hunn, an e kleng Bilan zéie vun der Problematik vun den Dépassémenten, wat jo och een Aspekt war vun den Dysfonctionnementsdiskussionen, déi schon an der viregter Legislaturperiode duerch déi Evenementer, déi mer kennen, ugestiwwelt goufen, a wou et jo och ganz vill ëm de Beräich vun den öffentleche Baute gaangen ass.

Déi nei Bauteministesch, déi 1999 ugetrueden ass, huet direkt am Ufank der Bautekommissioun hir Iwwerleeungen a Saachen Dépassémenter matgedeelet. Si huet an enger Réunioun vum 14. Februar 2000 gesot, dass si do wéilt Remedur schafen. D'Madame Hennicot huet op den däitsche Modell zum Beispill higewisen, dass dat eng Méiglechkeet kéint sinn, e Modell, dee virgesäit, dass et fir d'éischt eng Autorisation de principe gëtt. Si huet dann eben och ugekënnegt, dass hir Leit géifen eng Prozedur ausschaffen an dass si eis déi géif virleëen.

Dofir muss ech och dem Här Bettendorf soen, wann hie seet, mir hätten als Chamber hei selwer eppes kënne maachen, dass mer voller Vertrauen drop gewaart hunn, dass d'Regierung dat Versprechen, wat si eben do am Ufank vum Joer 2000 gemaach huet, géif anhalen.

D'Madame Hennicot huet dann och am Dezember 2000 nach eng Kéier op déi Méiglechkeet higewisen, dass ee kënnt eng Prozedur mat zwee Voté maachen, e bëssen sou wéi et um Gemengenniveau ofleef. Duerno hu mer am Fong net méi ganz vill gehéiert.

Entre-temps sinn awer d'Aarbechte vun der Budgetkontrollkommissioun gelaf an eent vun de Resultater vun där Commissioun wor eng Motioun iwwert d'Dépassémenter, déi hei eestëmmege den 29. Januar 2001 ugeholl gouf, an doranner ass festgehale ginn, dass ee bei deene klengen Dépassémenter kënnt Projets de loi maachen, wou se kéinten zesumme gruppéiert

ginn. A bei deene groussen Dépassémenter sollt all Kéiers e separate Projet de loi virgeluecht ginn.

Här President, ech mengen nach ëmmer, dass dat eng sënnavoll Motioun wor, déi fir méi Transparenz gesuergt huet an och fir méi eng propper Annerung vum Artikel 99 vun der Verfassung, mä d'Léisung, déi hei proposéiert ginn ass, ass awer eigentlech - an déi och ëmgesat ginn ass entre-temps, dat gesi mer jo, duerch déi Projeten, zum Beispill dee vun haut an och déi virdrun, déi mer haten, wou eben esou Dépassémenter dann nach eng Kéier ofgeseent ginn - eng End-of-pipe-Léisung, well de prinzipielle Problem bleift jo bestoen, dass d'Chamber initial Projeten ofstëmmt opgrond vu présumentéierte Käschten, déi schlussendlech dann awer net de Realitéiten entsprechen, respektiv am Laf vun hirer Ëmsetzung onvirgesinne Käschte schafen.

Do si mer also einfach net viru kommen an et ass och net zu enger konkreter Annerung vun der Prozedur komm. Wann ee sech den Avis vum Statsrot ukuckt zu deem heite Projete de loi, dann ass dat an där Hisiicht och ganz interessant, well en zu där Problematik och e puer Wuert seet. En ass och ganz kritesch. E schwätzt vu Laisser-aller an der Finanzgestioun, an dass een esou net kéint eng korrekt Aschätzung vun den Dépense vun engem eenzelne Projete maachen. An och am Rapport vun der Bautekommissioun zu dësem Projete gëtt nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet higewise sech nei Prozeduren ze ginn, eventuell dann eben eng mat zwee Voten.

Wat ech dann awer och ganz interessant fonnt hunn, wéi ech déi Procès-verbalen nogelies hunn, dat wor de Procès-verbal vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire vum 12. November 2001. Do ass dann erëm eng Kéier iwwer Projete geschwat ginn, wou Dépassémenter wäeren, an do wore véier Projeten, wou d'Dépassémenter esou héich woren, dass d'Budgetkontrollkommissioun à l'unanimité fonnt huet, dass do eenzel Voten noutwendeg wieren, an ee vun deene Projete wor Giwenech, sou dass dat ech mer elo hei e bëssen d'Fro stellen: Wéi sou kréie mer dann awer e Projete de loi hei presentéiert, wou ënnert deene Projete Giwenech ass? Firwat ass net e separate Projete de loi erakomm?

Bon, et kann ee soen, déi Käschte sinn net esou héich. Mä et sinn awer ëmmerhi bei Giwenech 2,3 Milliounen Euro - dat sinn 93 Milliounen aler Frang. Datselwecht gëllt iwwerengs och fir de Chambersprojete, deen an darselwechter Héicht ass, wou ee ka soen, dass dat vläicht déi Limite, déi an der Konstitutioun virgesinn ass, nach net iwwerschreit, mä et sinn awer substantiell Projeten, wou ee sech awer kéint d'Fro stellen, ob et do net méi sënnavoll gewiescht wär, en eenzelne Projete virzeleëen. An do gëllt dann och dat wat de Statsrot seet vun der Transparenz. De Statsrot huet a sengem Avis eben och gesot, dass bei deene groussen Dépassémenter sollt e separate Projete gemaach ginn amplaz ze gruppéieren. Wéi gesot, et freet ee sech: Firwat ass dat hei net geschitt?

Dir Dammen an Dir Hären, mir hopen op alle Fall, dass an där nächster Legislaturperiode hei méi fundamental fir Remedur gesuergt gëtt an dass net nach eng Kéier Saachen ugekënnegt ginn, déi dann herno net geschéien.

Ëmmerhin, dass muss een awer och dobäi soen, si mer jo e Schrëtt trotzdeem méi wäit komm, an deem Sënn, dass mer iwwerhaupt Projete-de-loien hei virleien hunn. Ënnert deem Bauteminister virdrun, virun der Madame Hennicot, war dat mol net ëmmer evident. Dass ee Grond firwat mer dee Projete dann hei och kënne stëmmen, well en awer trotzdeem méi Transpa-

renz bitt wéi dat fréier de Fall war. Deen zweete Grond ass deen, datt mer mat de Projeten u sech kee Problem hu wat hiren Inhalt betrëfft. Dofir, Här President, kann ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Wuert huet nach den Här Jeannot Krecké gefrot. Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir sidd mäin Zeien. Ech war net virgesinn, mä vu dass den Nicolas Strotz esou zum Abschied e bësse vu senger Carrière hei gemengt huet, e misst d'Budgetkontrollkommissioun an hire President nach e bësse këddelen, da fillen ech mech erausgefuerdert.

(Interruption)

Jo, awer net nëmmen.

Dir hutt och iwwert d'Budgetkontrollkommissioun schonn e puermol lech ausgelooos an duerfir fillen ech mech verflücht, dass ech e puer Saachen hei riicht béien. Well Här Strotz, ech war gewinnt, dass Der e feine Mann waart, deen dat propper analyséiert huet an Der hätt vläicht kënnen e bësse méi fair virgoen.

(Brouhaha général)

Fir d'éischt elo mol, Här Strotz, inhaltlech zum Haus Prëntz a Richard. Déi Problemer, déi mer zum Deel hei hunn, - dat wësst Dir grad-esou guut wéi mir - kommen duerch déi Oplagen, déi mer vun der Stad Lëtzebuerg kritt hu sengerzäit, déi mat sech bréngen, dass dat Gebai net schrecklech fonctionnel ass; déi mat sech bréngen, dass et eng Imbricatioun vun deenen eenzelne Raimlechkeeten ass, déi mat Sécherheet net esou vollzu gi wier, wann een dat hätt kënnen vun ënnen u frësch plangen. Ech selwer war ni e grouse Verfechter, dass zumindest eent vun deenen zwee Haiser elo soll esou e grouse Patrimoine gewiescht sinn, dass een dat alles als Oplage mécht, wat mir hunn do missen op eis zoukomme loossen. Dat ass dat éischt.

Dat zweet: Wann dat hei méi deier ginn ass, dann ass et zu engem gudden Deel, well eng Rei technesch Aariichtungen, notamment Kameraen a Câblagen an där Form, zumindest an enger vun de Raimlechkeeten, déi fir d'Kommissiounen do sinn, net virgesi waren. An do muss ech soen, do ginn et Fraktiounen, Här Strotz, déi vun Ufank u plädéiert hunn elo säit Joren, dass eng Rei Kommissiounssätzungen, wann et am Ufank och fir déi Leit, déi e bëssen zögerlech doranner sinn, vläicht net all Kommissiounssätzungen wieren, mä eng Rei Sitzunge roueg kënnen öffentlech sinn, Hearinge roueg kënnen öffentlech sinn, an zwar esou, dass een dat kennt iwwerdreien. Elo hu mer déi Méiglechkeet nëmmen an dësem Raum.

Glécklecherweis hunn d'Architekten an och déi Leit vun de Bâtiments publics fonnt, dass eng Rei Argumenter awer richtig wieren an dass déi, déi op der Brems souze während ganz laangem, vläicht net op dem richtigem Dampfer waren, an hu gesot et wier gutt wa mer mindestens eng vun deene Raimlechkeete géingen equipéiere mat Kameraen, dass een op eng modern Aart a Weis och déi Aarbecht hei an der Chamber kéint novollzéien.

Da muss ech soen, Dir hutt geschwat vun de Raimlechkeeten ënner dem Daach, wou Der bal gemaach hutt, wéi wann d'Fraktiounen sech do breet gemaach hätten op Käschte vum Personal.

Dat ass grondfalsch, an Dir misst et wëssen, well Dir waart dobäi wéi mer dovunner geschwat hunn. Sécherlech sinn ënner dem Daach Raimlechkeete virgesi fir d'Frak-

tiounen an der Größenordnung vun engem Büro. Ech fannen dat net ze vill wann do eng Fraktioun sech kann zrëckzéien, och wann d'Raimlechkeeten niewendru sinn. Mä Dir wësst ganz genau, wat de Problem ass. Mir sinn hei auf Abruf permanent. Et huet een awer Sitzunge wou ee wëllt eleng sinn, wou ech et net gär hu wann Dir mer nolauschtert wat ech mat menge Kollegen an och mat anere Leit ze zielen hunn, an dofir sinn esou Raimlechkeeten noutwendeg. Ech géing och gäre meng Mapp a mä Laptop do stoe loossen an deene Raimlechkeeten, an ech mengen dat ass net ze vill gefrot.

A wann ech ee Moment mech weechklappe gelooss hunn, da war et well et ausgesinn huet, wéi wa mer effektiv fir eist Personal net genuch Raimlechkeeten hätten. Här Strotz, a wat war meng Reaktioun dunn? Dunn hunn ech gesot, ma ech wier bereet déi Raimlechkeeten opzeginn. A wat war d'Reaktioun vun den Architekten? Déi hu gesot, ma et ass guer net méiglech, dass mer Personal dohinner setzen, well d'Sécherheitsverhältnissen, d'Liichverhältnissen an alles dat, wat Virschreite si fir e Büro, net gi sinn. Wann also Fraktiounen ënner dem Daach do deen een oder anere Schloff kritt hunn, dann ass et, well et net méiglech war fir d'Personal dohinner ze placéieren an da si mir just gutt fir d'Lach ze stoppen. Mir si frou wa mer déi Raimlechkeete kréien. Mä et ass an der Größenordnung, ech wëll et virausschécken nach eng Kéier, vun engem Büro, dat wat op alle Fall eis Fraktioun do kritt.

Souwisou muss mer, an ech hat geduecht Dir hätt vläicht doriwwer kënnen schwätzen, iwwert d'Politique d'acquisition beim Stat an d'Politique d'acquisition am Kader vun der Chamber schwätzen. Do hätt een e Wuert kënnen driwwer verléieren. Well do geet am Moment ganz vill Geld verluer. Meng Optik ass op alle Fall déi, dass mer ronderëm d'Chamber déi Raimlechkeeten opkafen, déi direkt un dat Haus stoussen. A wat hu mer festgestallt? Mir hunn elo zwee Stäck kritt a mir hunn ee Stack net geholl, well de Stat eng Politik huet, déi fir mech fraglech ass an déi seet, mir ginn a keng Copropriétéit eran. Ech fannen dat doniewent, wann ee wierklech Raimlechkeeten direkt ka kréien, dans l'immédiat a mat engem Duerchbroch zu deene Raimlechkeeten, déi mer elo haut schafe beim Haus Prëntz a Richard. Dann hätt een dat sollen huelen an et hätt ee sech iwwert déi Copropriétéitsproblemer do sollen ewechsetzen.

Well haut sinn d'Fraktiounen - a meng Fraktioun gehéiert net dozou, ech schwätze fir d'DP-Fraktioun, ech schwätze fir déi Gréng, ech schwätzen zum Deel vläicht och fir déi vum ADR - a Raimlechkeeten, déi net ëmmer dem Stat gehéieren. Wat mat sech bréngt, dass all Investissementer, déi mir do tätegen, iwwermuer kënnen verluer sinn. Dat heescht, en anstännege Câblage beispillsweis kascht vill Geld an dee ka muer verluer sinn. Firwat solle mer dat net a Raimlechkeete maachen, déi dezent sinn an déi dem Stat gehéieren an déi an der Émgéigend vun der Chamber sinn, sou dass déi Fraisén, déi mer do am Moment exposéieren a Raimlechkeeten déi eis net gehéieren, vläicht net verluer ginn.

Do hätte mer e ganze Koup Sue kënnen spueren, an ech muss soen,...

(Dérangement dû à des interférences)

...dass mäin Handy un ass, mä datt ech en elo ausmaachen.

(Interruptions)

Et ass een, deen uriff an der Meinung ass, dass ech scho richtig leie bei deem wat ech elo gesot hunn, mä blague à part.

(Interruptions)

Här Strotz, en huet mer e Mail geschéckt. Do steet drop: Ganz richtig.

(Interruptions)

Neen, neen.

Här Bettel, d'Spillschoul ass zou, also.

(Hilarité)

D'Budgetkontrollkommissioun, ech kommen dann op déi. Dir hutt scho gemaach, elo scho puermol, wéi wann dat elo op eemol déi Instanz wier, déi alles géing verhënnere an näscht géing weiderdreien.

D'Madame Bauteministes ass Zeien, dass mir mat hir e ganze Koup Diskussiounen gefouert hunn, déi méi wéi konstruktiv waren. Ech muss och soen, an engem Punkt muss ech se och e bësse verteidegen. Well Dir hutt hei gemaach - net Dir Här Strotz, mä anerer -, wéi wann hei an alle Gebailechkeeten, déi elo déi lescht Zäit am Hochbau vun eis décidéiert gi wieren, Dépassementer wieren. Dat ass net de Fall an dat si mir an der Budgetkontrollkommissioun gewuer ginn. Mir verfollegen do jo iwwer Méint systematesch: Wou si mer drun? Wéi sinn d'Engagementer? An et gesäit guer net duerno aus, dass do à tort et à travers Dépassementer sinn.

A wann Dépassementer sinn, da gëtt et heiansdo Grénn dofir, an déi Grénn, déi et gëtt, déi soll ee roueg hei en public debattéieren. Dat war eis Positioun, an no deem Gesetz vun 1999, wat d'Kontabilitéitsgesetz ass, huet jo munches geännert, Här Strotz. Do sinn d'Regele jo e bëssen anescht ginn.

Mir sinn der Meinung, och wann Dir mengt mir wëilten eppes ophalen, mir wëlle guer näscht ophalen an d'Bauteministes weess et. Vun un dass et eng Comptabilité des engagements gëtt, misst si wëssen, wann hir Servicer dat korrekt maachen, wéini d'rout Luucht ugeet, dat heescht wéini et gegebenfalls net duergeet. An dann huet Si implement Zäit fir hei an d'Chamber ze kommen, e Projet ze hannerleeën, deen déi Dépassementer deckt, an da si mer legal gesinn an der Rei.

Et ass bis elo nach kengem agefall, iergendeppes ze verhënnere. D'Ministes weess dat do. Mä mir hätte gär kloer Verhältnissen. A wann dat jo esou liicht ze explizéieren ass, dann ass dat jo och kee Problem.

Ech mengen d'Madame Wagener huet zu Recht gefrot: Firwat sinn déi Projeten zesummegeknappt ginn an een?

Mir haten ee Moment gesot: „Madame Ministesch, Dir sollt dat net maache bei Enverguré wéi deenen heiten.“ Mä et kann een driwwer streiden, ob mer elo véiermol d'Diskussioun gefouert hätten oder ob mer se elo an engem Pak féieren.

Mir hunn och gesot bei mineuren Dépassementer, do hätte mer och géien, dass se e legale Kader kréien an dass se da gegebenfalls iwwert d'Budgetgesetz, wann dat anert sollt ze vill e laange Wee sinn, solle legaliséiert ginn.

Mä mir wëllen net méi déi Situation, wou mir elo beispillsweis d'Décompten - well iergendwann lande mer jo bei den Décompten - vun 1979 an 1980 gekuckt hunn, wou mer da festgestallt hunn, dass et Dépassementer bei der Piscine gi si vun 79%.

Wat bréngt eis dat zu dësem Zäitpunkt, wa mer d'Leit, déi beschäftegt sinn am Bauteministère gefrot hunn: Wéi ass dat méiglech? Jo, déi waren deemools nach an der kuerzer Box, wéi dat geschitt ass, a konnten natierlech och keen Opschloss doriwwer ginn. Ech mengen, do sinn d'Akteuren haut

schonn net méi do a mir sinn do amgaangen e ganze Koup Saachen ze diskutéieren, déi sënno sinn. Dofir hu mer lech jo och virgeschloen, Madame Ministesch, dass Der d'Décompté sollt direkt eraginn, a bei deene Fäll, déi opbleiwen, sief et duerch Failliten oder sief et, dass Der viru Geriicht sidd an lech net eens sidd, sollt Der Décompten esou eraginn, wéi Der se zu deem Zäitpunkt hutt.

Dat ass, Här Strotz, net méi an net manner wat mer gefrot hunn. A wa mer eis eng Kéier mat lech auseraner gesat hunn als Travaux-publics-Kommissioun, da war et op zwee Punkten, well mer op enger Rei Projeten festgestallt hunn, dass systematesch - och déi viregt Regierung - higaangen ass an d'Alentouren an d'Parkingen net an deem Mooss berücksichtegt huet an do ware mer eis alleguerten eens, dass dat net guut wier an déi eenzeg, déi dat kënnere verhënnere, dat ass d'Travaux-publics-Kommissioun, déi eben déi zwee Aspekter vläicht elo all Kéiers wa mer e Projet hu méi genau soll kucken; do mat maachen ech jo kengem e Virwurf an och kengem Rapporteur.

Also bis elo ass et nach net de Rapporteur, deen de Präis ausrechen an dee responsabel ass fir d'Dépassementer, well en ass och net fir d'Exekutioun zoustänneg. Dofir, wann ech gelift, kommt mir bréngen dat mol erëm op deen Niveau erof wou et higehéiert.

An ech soen lech, wa mer eis effektiv géingen an der Travaux-publics-Kommissioun eng Checklist ginn, wat sinn déi Punkte wou mer mussen kucken ob se am Projet dra sinn an da kann et nach ëmmer virkommen, dass de Präis net d'Realitéit erëmispigelt. Mä do kann een nu wierklech kengem Parlamentarier d'Schold ginn, do muss een dann den zoustännege Leit am Ministère an doriwwer eraus dann der Ministesch d'Schold ginn. Mä kommt, mir kucke mol eis Hausaufgab ze maachen, ob déi wichteg Punkten dra sinn. Net méi an net manner hu mer gefrot a mir hunn och kengem dofir Virwërf gemaach, mir hu just gesot, et wier guut wann Der géingt ufänken déi Punkten ze kucken.

Här President, dat waren déi puer Punkten, déi ech awer wollt redresséieren, well esou kann ech dat net op mer sëtze loossen.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Strotz huet d'Wuert.

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Här President, ech wëll just soen, dass ech a kengem Moment vu mengen Ausféierungen iwwert den Här Krecké geschwat hunn als President vun der Budgetkontrollkommissioun.

Plusieurs voix. - Oh!

(Interruption)

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Déi, déi guut nogelauuscht hunn, hunn héieren, dass ech iwwert de Projet Prëntz-Richard geschwat hunn, dee Moment wou den Här Krecké President vun der Bautekommissioun war - dat war zum Moment vum Här Goebbels wou dee Minister war - an datt en och mat Rapporteur vun deem Projet war.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Ech war et ni!

(Interruptions)

M. Alex Bodry (LSAP). - Hie war mol nach ni President vun der Bautekommissioun!

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här Strotz, ech war weder President vun der Bautekommissioun, nach war ech Rapporteur dovunner.

M. Alex Bodry (LSAP). - Dir sidd duercherneen, Här Strotz!

(Interruptions diverses)

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Neen, neen. Den Här Krecké war Rapporteur vum Haus Prëntz-Richard.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Neen!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Do géif ech awer elo d'Hand an d'Feier leeën.

Une voix. - Ma da géingt Der lech verbrennen.

(Interruptions diverses)

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Den Här Scheuer hätt et solle sinn, deen huet et refuséiert, wéi dunn den Här Krecké et ginn ass.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här Strotz, wann ech gelift, Dir hutt lech d'Fangere verbrannt.

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Sot elo net dat wier net wouer, well ech kann lech et kloer schwaarz op wäiss beweisen.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Haalt Der eng Fläsch gutt?

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

(Brouhaha général)

Här President, den Här Strotz seet d'Onwourecht. Da sot him dat dach!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Ma neen, ech soen se net. Dir sot se elo hei. Haalt dach elo nëmmen op!

(Interruption)

Dir waart iwwerhaupt net heibanne wéi ech geschwat hunn an Dir sicht elo hei déi Aussoen, déi ech gemaach hunn, a Fro ze stellen.

(Interruptions)

Ech hu gesot, dass ee muss oppasse wann ee Saachen an d'Welt setzt, wéi Dir se am Zousazprojet vun der Coque an d'Welt gesat hutt, dass mir ons Aarbecht als Kommissioun net seriö gemaach hätten an datt Der lech hätt solle bei der eegener Nues huelen, well zu deem Moment, wéi Dir Rapporteur waart vun deene Projeten, kann een lech och deeselwechte Reproche maachen.

Also muss een oppasse wat ee seet, ier een iwwer aner Kollegen hierfält, déi versichen hir Aarbecht genauou seriö ze maachen, wéi Dir se ëmmer gemaach hutt. Dat hunn ech lech gesot, an dat hutt Der och gesot, an dat kann ech lech och schréfflech beweisen, dass mir als Kommissioun d'Handlanger wiere vun der Regierung an datt mer eis Aarbecht net géife seriö maachen, dat hutt Der schréfflech niddergeschriwwen an engem Rapport. Dat kann ech lech beweisen.

Une voix. - Dir kritt allen zwee eng Fläsch an da schlot Der lech se an d'Käpp.

(Brouhaha général)

M. le Président. - D'Madame Bauteministes Erna Hennicot-Schoepges huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Weider, Här President!

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Jo, weider. Kommt!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Mä et ass e staarkt Stéck, dass Der elo hei vu Lige schwätzt!

Plusieurs voix. - Oh!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Dat ass wierklech e ganz staarkt Stéck!

Une voix. - Mir wëssen et elo.

(Brouhaha général)

M. Robert Mehlen (ADR). - Kommt mir setzen eng Enquêtékommisssioun an.

Une voix. - Dat ass ëmmer e staarkt Argument.

Une autre voix. - Déi zwee sollen en Duell maachen!

M. Robert Mehlen (ADR). - Eng Enquêtékommisssioun.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Här President, ech fänken u mat dem Merci un de Rapporteur a President vun der Bautekommisssioun, den Här Strotz, deen als President en effikasse President ass...

Une voix. - Dat hu mer elo grad héieren!

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - ...an ech wëll zu där ganzer Debatt do e puer prinzipiell Bemierkunge maachen. Mol fir d'alleréisch, wann de Statsrot hei a sengem Avis vu Laisser-aller dans la gestion financière schwätzt, da géif ech gären noliese wat de Statsrot 1985 gesot hätt, wéi d'Käschte vum Gebai iwwert d'Gendarmerie um Verluerekascht ëm 15% dépasséiert gi sinn; 1987, wéi mer en Dépassement vu 16% vum Projet Giwenech haten; 1993, wou mer en Dépassement vun 51% vun der Restauratioun vum Palais haten; 1991, wéi mer en Dépassement vun 11% vum Complexe sportif vum Athénée haten; 1990, wéi mer en Dépassement vun 113% vum Naturmusée haten; 1997, wéi mer en Dépassement vun 51% vum Lycée technique des Arts et Métiers haten; 1998, wéi mer en Dépassement vu 46% vum CNFPC zu Esch haten an 1999, wéi mer en Dépassement vun 136% vun der Chamber haten. Ech kënnt nach virufueren.

Ech géif deemno dës Debatt wëlen an déi nei Logik stellen, déi mer hunn. Zënter 1999 hu mir eng Cour des Comptes an zënter 1999 sinn all Finanzinvestitioune vun deem Stat op eng aner Manéier ze handhaben. Ech hu versicht mech dodrun ze halen an och Transparenz walten ze loossen, mat all Dépassement bei d'Budgetkontrollkommisssioun ze kommen an dann och bei d'Bautekommisssioun vun der Chamber.

Et ass nun eemol esou, dass Dépassement vun der Saach hier keng Dysfonctionnement sinn, an dat ass mer wichtig, Här President, dass dat dobause verstane gëtt. Wann Dépassement en engem Gebai kommen, da gëtt hei gedoe wéi wann do net richteg geschaff gi wär, wéi wann do iergendwellech Magouillë wäeren. Da géif ech gäre gesi wéi vill Dépassement et bei de Bauten an de Gemenge ginn. Iwwerall wou ee baut kommen Imprévuen an do komme Saach vir, déi een net vu virera mat agerechent huet. D'Fro ass deemno déi - wéi d'Madame Wagener richteg gesot huet -: Wéi kënne mer et maachen, dass mer eis aner Prozedure ginn?

An ech hat effektiv versprach un de Prozeduren eppes ze änneren. Ech muss soen, heiansdo kënnt een net esou wäit, wéi een a sengen Iddien denkt. Ech hu schonn als Chamberspräsidentin sengerzäit d'Propose gemaach gehat, fir en dueble Vote ze maache bei öffentleche Bauten. Ech hunn deemno déi Iddi weider poursuiviéiert, krut awer do gesot, dass ass eng Iddi, déi anti-constitutionnel ass, well si géif d'Chamber zu engem Vote obligéieren, wou kee Coût dran ass.

Deemno steet dat nach ëmmer op an dee Problem ass nach ëmmer net geléist. An esou laang, wéi mir net kënne hei iwwer eng Décision de principe befannen, déi eng Regierung à même setzt, fir en definitive Projet de loi ausschaffen ze loossen, esou laang komme mir net virun.

A par opposition to all deem, wat gesot ginn ass vun deene kleng Buergermeeschteren, déi net esou kleng sinn, mä déi dichteg Häre sinn, déi méi Autonomie hu wéi e Regierungsmember, muss ech soen, dass e Buergermeeschter a senger Gemeng ee Projet fir d'éischt am Prinzip ka stëmmen an da léisst e säin Devis definitiv stëmmen, deen um definitive Projet gemaach ginn ass an dann huet en iwwer säi Budget rectificatif nach d'Méiglechkeet Zousätz stëmmen ze loossen. Hie ka jidderzäit a säi Conseil goe fir Adaptatioune vun engem Projet stëmmen ze loossen. Keen heibannen, dee gebaut huet, huet esou korrekt kënne en Devis berechnen, dass en net déi eng oder aner Problemer hat fir den Devis anzehalen.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Zur Konditioun, dass e Geld huet. Wa kee Geld do ass, da muss ee sech an engem Gemengebudget Geld erschafen. Dat ass den Ennerscheid tëschent Stat a Gemeng.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Ech soen hei, dass et net drëm geet, fir méiglechst vill Dépassement ze maachen, mä et geet jo hei drëm fir ze bauen, esou wéi et gefuerdert ass an an engem Programm gefrot gëtt. An, Här President, ech maachen hei fënnf Propositionen, wéi een déi Situation kann an de Grëff kréien, viraus gesat mir ginn eis dann awer och eens iwwert d'Duerchféierung vun deene Propositionen.

Et kënnt een natierlech elo soen, ech hätt se och scho kënne zu engem méi fréien Zäitpunkt maachen. Ech hu mol éischten de Mueren eng Reform vun de Bâtiments publics verabschiede gelooss a mir hunn eis an där Reform dotéiere gelooss mat genuch Personal, well eng Verwaltung, déi net à même ass fir de Contrôle och gutt ze maachen, déi huet do e Problem.

Et ass also wichtig, dass e bessere Contrôle en cours d'exécution gemaach gëtt. Fir all déi grouss Projeten, déi ënnert menger Féierung do an d'Wee geleet gi sinn, hu mer e Contrôle externe mat bäigeezunn a mir hu Contrôleuren op d'Projete gesat, fir dann och déi eenzel Phasë vun dem Bau wierklech am Detail ze kontrolléieren.

Et ass awer wichtig, dass de Programm gutt gemaach gëtt, a ganz dacks huet de Bauteministère, dee jo baut fir Clienten, dee jo fir aner Ministären oder fir aner Administratioune baut, mat engem Programm ze dinn, dee vläicht net esou komplett ass wéi e misst sinn an deen net professionell gemaach ass. Dofir ass et immens wichtig, dass eng Programmatioun gemaach gëtt, déi vu Professionelle gemaach gëtt. Mir hunn eis elo bei de Schoulen déi Standardisatioun zesummen ausschaffe gelooss a mir wäerte gesinn, dass dat och hëlleft fir hannenno bei der Duerchféierung vun de Bauprojekte besser dozestoen.

Dann hu mer déi Problematik fir d'Décision de principe ze huelen, fir dass de Bauteministère direkt déi definitiv Plange kann an Optrag ginn. Mir maachen elo en duebele Wee. Mir maache fir d'éischt en Avant-projet sommaire, dee vun engem Architekt ausgeschaff gëtt, deen och Geld kascht fir ausgeschaff ze ginn, an dann herno, nodeem dann de Vote geholl ginn ass, maache mer eréischt de Projet définitif. Nu weess een, dass bei deene Gréisstenerdungen, vun deene mir hei schwätzen, tëschent engem Avant-projet sommaire an engem Projet définitif an der Saach hier schonn en Ennerscheid ass.

Ergo ass d'Tendenz natierlech do, an dat soen ech hei, dass d'Projeten allegueren am Avant-projet sommaire méi deier ginn. Well jiddferree rechent sech jo seng Margen aus, a wa mer esou virufueren, da verdeiere mer vun der Saach hier de Bau. Dofir wier dat en Avantage wann de Vote vun der Chamber

kënnt stattfannen op engem Projet définitif. Da misst de Contrôle am Laf vun der Exekutioun verbessert kënne ginn, an da leschten Enns, mengen ech, misst och eng Disziplin vun der Sait vun de Clienten hierkommen. Wann eng anstänneg Programmatioun gemaach gëtt, da komme mer net an d'Situatioun, dass en cours de route déi eng oder aner Saachen nach bäigefléckt ginn.

An dann, Här President, muss een ënnerscheiden, an dat ass eng fundamental Differenz, ech menge mir hunn et haut hei ze di mat véier Projeten, wat Émbaute sinn. Et muss een den Ennerscheid maachen tëschent engem neie Projet, deen op der grénger Wiss gebaut gëtt, wou et eng Partie Problemer net gëtt, a Projeten, déi Émbaute sinn. Émbauen ass ëmmer e Problem, well een nimools mat honnertprozenteger Sécherheet virausgesi kann, wat op een duerkënnt. Elo gëtt dann hei mengt, mir géife Mauer stoe loossen, déi et net derwäert wieren. Wann et de Wonsch ass ym Parlament a vun der breeder Öffentlechkeet fir eis Denkmalschutzpolitik an deem Sënn ze änneren, dass mer soen, mir loossen net méi alles stoen, mir dokumentéiere just an da baue mer driwwer, dass ass duerchaus e Wee, deen ee ka goen.

Zu Athen géif näischt gebaut gi wann all Mauer, déi fonnt gëtt, stoe gelooss géif ginn. Ergo ass dat eng Iwwerleeung, déi derwäert ass diskutéiert ze ginn. Mir hunn nun eemol hei de Choix getraff mat allem Respekt, géif ech soen, dass den Émbau vu Prëntz-Richard an den Neibau vun der Chamber gutt duebel esou deier wäert gi wéi dee Projet, dee mer emol eng Kéier hate fir en Neibau vun der Chamber, deen un de Réglementatioune vun der Stad Lëtzebuerg gescheitert ass. Et ass also vun dohier ze berücksichtegen, wann een an engem ale Quartier baut, wou och Sites et Monuments an aner Oplagen do sinn, da muss een domat rechnen, dass déi eng oder aner Méiausgabe kommen.

Dann zu Neimünster, do ass beanstand ginn, dass déi Bühn net direkt vun Ufank u gutt équipéiert gewiescht wier. Et ass vläicht ee Fallbeispill, et ass e Fallbeispill, well et seet aus iwwer munch Praxissen. Mir hunn, wéi mer den Établissement public Neimünster a Funktioun gesat hunn, gesot kritt, fir Theater ass d'Belichtung net gutt genuch, do muss mer norüsten. Wéi mer nogerüst hunn, huet d'ITM gesot, da muss Der eng Klimaanlage maachen, well et war keng Klimaanlage an deem Gebai virgesinn. Dunn hu mer gesot, da loosse mer eng Klimaanlage maachen. Da maache mer e Marché de gré à gré mat där Entreprise, déi d'Heizung gemaach huet, wat jo iergendwéi logesch war. Dat krute mer verworf vum Contrôle financier.

Dunn hu mer eng Ausschreiwung gemaach. Dunn hu mer iwwert d'Ausschreiwung dee Bëllegste gehat, deen zwou Milliounen méi deier war wéi eise Marché de gré à gré. An dat fir lech ze beweisen, dass net ëmmer öffentlech Ausschreiwung gläichbedeitend mat méi Bëlleg ass. Mir sollen iwwerall öffentlech Ausschreiwunge maachen. Mir wëssen awer, dass mer domadder jo natierlech der offener Konkurrenz fräie Laf loossen. Mir hunn dat Gesetz vun de Marché-publicen zesumme mat dem Secteur vum Handwierk ausgeschaff a jiddferree weess jo wat do drunhänkt, an an deem Gesetz si ganz gewëss vill Kontrollen dra-komm, déi vläicht haut selwer déi, déi Coauteurs vun deem Gesetz waren, net méi géifen drasetzen.

Et ass also net esou, dass een hei iergendwellech Virwërf ka maa-

chen, et wier sech net un d'Prozedure gehale ginn. Ech denken dat wier domadder d'Justificatioun vun deem wat mer hei virgeluecht hunn, an ech wëllt der Chamber merci soe fir hire positive Vote, dee jo dann awer eis méiglech mécht, un dese Projete virunzeschaffen.

Här President, zum Schluss, ech weess net ob ech d'Madame Wagener hei nach eng Kéier als Députéierten op der Tribün erliewen. Op jidde Fall wann dat nach de Fall ass, da spueren ech mer déi Bemierkunge fir spéider, gradso wéi beim Här Strotz. Ech soen op jidde Fall der Kommisssioun an all deenen, déi intervenéiert sinn, merci a merci fir de Vote.

(Brouhaha général)

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President! Här President!

M. le Président. - Jo, Här Krecké! Wat ass dann elo geschitt?

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Also ech gesinn net firwat déi Opreegung an alle Reien ass. Wann een hei als Ligener bezeechent gëtt, da fannen ech et normal...

(Interruptions diverses)

Mä dann ass et normal wann ee sech eng 30 Sekonnen hält fir ze soen, Här President, ech hunn hei de Rapport vun deem Projet iwwert dee gemengt ginn ass, ech wier zu deem Zäitpunkt President vun der Bautekommisssioun gewiescht. Ech war weder President nach Member. Ech war och net Rapporteur.

Den Här Strotz ass e bëssen duerchenaner. Ech war Rapporteur vun der Coque, ech war ni Rapporteur vum Haus Prëntz a Richard, an et ass scho richteg, dass de Jos Scheuer dat net wollt maachen an dass doropshin den Här Schiltz an d'Madame Brasseur genannt gi sinn als Rapporteur a keen aneren. Här President, erlaabt mer, dass ech lech dat iwwerginn. Ech iwwerloossen da jiddferengem feststellen, wie vun eis zwee de Ligener ass.

Merci.

M. le Président. - Kollegen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Här Strotz!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Also, den Här Krecké, deen huet elo erëm gesot, ech hätt gesot, hie wier e Ligener oder ech hätt Ligener gesot.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Dir hutt et gesot!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Neen! Ech hu gesot, Dir hutt mech als Eischten als Ligener betitelt an ech...

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Oh kommt, et ass gutt.

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Bon, dat dozou. Ech hunn dat och elo nokucke gelooss an ech konnt feststellen, dass esou wéi et aus de Rapporten erausgeet a wéi ech dat gesot hunn, den Här Krecké deemools e Corapporteur proposéiert hat, dat war de Schiltze Jang. Dat wëll ech hei einfach soen.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - ...an der Kommisssioun!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Den Här Scheuer huet sech deemools zrëckgezunn als Rapporteur an de Metty Greisch war President vun der Kommisssioun. Also, Här Krecké, ech hunn do eppes Falsches gesot, dofir entschëllegen ech mech.

Plusieurs voix. - Ah!

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Mä dat gëtt lech d'Recht net, wann ech mech ieren, dass Dir mech Ligener nennt.

M. le Président. - Ech stelle fest: Dir sidd allen zwee keng Ligenere! Dir sidd fei Jongen, et ass alles an der Rei.

(Hilarité)

Elo komme mer zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a mir stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de Gesetzesprojekt 5266. Passt gutt op! Dir Hären, ech géif em Är Opmierksamkeet bieden, dass jiddferree weess em wat et geet. Mir stëmmen also elo of iwwert de Projet de loi 5266.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen a 7 Abstentioune.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Fernand Greisen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

2. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ier mer elo mam nächste Punkt virufueren, muss ech lech eng Proposition maachen. Mir si schéin en retard mat eisem Ordre du jour: iwwer annerhallel Stonn. Do wollt ech emol froen - et ass jo haut virgesinn, dass mer bis hallwer siwe siégéieren -, ob Der dermat d'accord wäert dass mer elo nach géingen de Projet 5226 huelen an dann déi zwee éischt, déi fir muer de Moie virgesi waren, an da géife mer den 5150 an den 5151 op muer vertagen.

Ech kënnt mer virstellen, dass mer do an der Zäit léichen. Et géing vläicht fënnf Minutten iwwer hallwer siwe goen. Mat honnertprozenteger Sécherheet kann een dat jo net soen. Mä ech wollt froen, ob Der am Prinzip domadder d'accord wäert, dass mer dat da géingen esou maachen. Da géinge mer muer de Moien ufänke mat de Kierchen.

Une voix. - Jo, mat deene Kierchen do, jo, jo!

(Hilarité)

M. le Président. - Also, muer de Mëtteg géinge mer mat de Kierchen ufänken - net esou. Et si wichteg Saachen.

Also, wann d'Chamber domadder d'accord ass, da fuere mer elo weider.

(Assentiment)

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5226 iwwer en neie Bau fir de Centre de recherche public. Et sinn ageschriwwen déi Häre Fayot, Schummer, Greisen an Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fred Sunnen.

3. 5226 - Projet de loi relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public - Santé à Luxembourg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ass nach jonk, nach bal an de Kannerschong, net vun der Qualitéit hier, mä zumindest wann een de Verglach mam Ausland erunzitt, wou et schon iwwer Jorzéngten eng Fuerschungskultur gëtt. Trotzdeem goufen et an den 80er Jore bei eis wichteg Impulser an deem Beräich.

Mam Gesetz vum 9. Mäerz 1987 sinn déi sou genannt Centres de recherche publics an d'Liewe geruff ginn, déi elo schon iwwer 16 Joer gutt a wäertvoll Fuerschungsarbeit maachen. Se brauchen de Verglach mat aneren auslänneschen Instituter net ze scheien. Haut kënnen mer soen, datt och Lëtzebuerg e Fuerschungsstanduert ass, e klengen, bescheidenen, mä e performanten, dee besonnesch an dëser Legislaturperiod konsolidéiert gouf.

1999 krut eist Land säin éischte Fuerschungsministère an am Koalitionsaccord vun der CSV/DP-Regierung gouf festgehale fir déi budgetär Moyene fir déi öffentlech Fuerschung bis Enn vun der Legislaturperiod op 0,3% eropzeschrauben. Am Juli vum leschte Joer krut d'Uni Lëtzebuerg säi gesetzleche Kader, eng Institutioun, an déi mer héich Erwaardungen hunn an déi och der Recherche hei zu Lëtzebuerg nei Impulser wäert ginn. De Centre de Recherche - Santé ass duerch de Règlement grand-ducal vum 18. Abrëll 1988 an d'Liewe geruff ginn. En ass déi logesch Suite vun enger Entwécklung, déi an de 70er Joren hiren Ursprung hat. Déi medezinesch a biomedezinesch Recherche zu Lëtzebuerg huet sech virun allem am Fuere waasser vun der Schafung vum Centre hospitalier an dem Statslabo entwéckelt.

De CRP-Santé huet sech haut der öffentlecher medezinescher Recherche verschriwwen, ouni sech dem Technologietransfert an der Entwécklung an Uwendung vun neien innovativen Technologien ze verschléissen. Dobäi sicht de CRP-Santé d'Zesummenaarbecht mat anere Fuerschungsinstituter a mat Firmen aus dem In- an Ausland. D'Aktivitéit vum Centre de recherche public, deen eis de Mëtteg beschäftegt, focaliséiere sech virun allem op d'Beräicher vun der Epidemiologie, der Zellularbiologie, der Molekularbiologie, der Bioinformatik, der Genetik a vun der Génomique. Am Kontext vun der Uni Lëtzebuerg spillt de CRP-Santé, wéi iwwerregens och déi aner CRPen, eng wichteg Roll, wann et drëm geet, fir nei Synergien ze schafen, déi Héichschoul a Fuerschung matenee verbannen.

An deene 16 Joer vu sengen Aktivitéiten huet de Centre de Recherche - Santé sech missen adaptéieren an dat en fonction vun de Fuerschungsberäicher, deenen e sech uegoholl huet, an en fonction vum technologesche Fortschritt an der Santé, der Recherche u sech an an der Wirtschaft. D'Erausforderunge leien haut virun allem op de Beräicher vun der Biologie, aus deene sech eng Partie Opportunitéiten a Chancé fir de Centre de recherche public erginn.

Dëst huet mat sech bruecht, datt de Centre de recherche nei Synergie mat anere Centren, der Uni Lëtzebuerg an der Industrie siche muss. Doriwwer eraus ass eng interdisziplinär Approche onerlässlech, well sech déi eenzel Fuerschungsberäicher net ëmmer vuneen trenne loosse. En plus muss de Centre de recherche säi Statut qualitativ - héichwäertege Fuerschungsstelle zu Lëtzebuerg fir jonk Fuerscher - weider verdeedegen an attraktiv gestalten, fir datt mer méi Fuerscher an dësem Beräich op Lëtzebuerg kréien.

Zu gudder Lescht muss de Centre de Recherche d'Roll vun engem Incubateur d'entreprises iwwerhuelen als Hëllefstellung bei Betriebsgrënnungen, besonnesch am Beräich vun de Biotechnologien. Déi aktuell Struktur an Organisation vum Centre de Recherche Public - Santé deelt sech haut an dräi Hauptdepartementer op; fir d'éischt den Departement vun der Recherche, deen 120 Leit beschäftegt an dee sech an zéng Ënnerstrukturen opdeelt - d'Majoritéit vun dese Mataarbechter enseignéieren entweder hei zu Lëtzebuerg um Cours universitaire oder am Ausland -; den Departement vun der Santé, deen 2000 an d'Liewe geruff konnt ginn an dee sech an de Centre de Ressources en Épidémiologie et Systèmes d'Information Sanitaire, kuerz CRESIS genannt, de Service d'Analyse des Systèmes et des Services de Santé, kuerz SASSS, an de Centre de Prévention, Recherche, Études et Évaluations Européennes dans le Domaine de la Santé, kuerz PREEDS, andeelt; an den Departement vun de Biotechnologien, dee sech säit 2000 virun allem als Accélérateur d'entreprises erverdeert.

Last but not least brauch de CRP och eng performant Verwaltung, déi sech der Entwécklung vum Centre de recherche a sengen Aktivitéiten upasse muss.

Aus all deem muss ee schléissen, datt de Centre de Recherche Public - Santé haut definitiv ze kleng ass, fir a standesgemässe Konditiounen kënnen weidereschaffen. Dat ass och de Grond, firwat de Projet 5226 iwwert d'Schafung vun engem neie Gebai fir de Centre de Recherche Public - Santé batter noutwendeg ginn ass.

Déi eenzel Departementer verdeele sech am Moment op verschidde Siten an dat a Gebailechkeeten, déi net méi déi néideg Sécherheitsdispositiounen bidden. Dat ass virun allem de Fall bei de Laboen, déi haut verschidde Sécherheitsnormen entspreche mussen. Vill vun aktueller Lokaler gehéieren u sech och aneren Institutiounen wéi dem CHL, dem Cours universitaire an dem Statslaboratoire. De Projet stellt deemno an Aussicht dësen Institutiounen hir Lokaler zréckze ginn. E weidere Virdeel vun engem neie Gebai fir de CRP ass deen, datt en op de Site vum CHL kënn, wat d'Zesummenaarbecht tëschent deenen zwou Institutiounen, déi een als enk bezeechne kann, sécherlech substanzuell vereinfacht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiede Projet ass den 21. Oktober 2003 vun der Madame Bauteministesche Erna Hennicot-Schoepges an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säi favorablen Avis de 16. März vun dësem Joer ofginn. An der Sëtzung vun der zoustänneger Bautekommissioun vum 14. Januar 2004 sinn

ech als Rapporteur designéiert ginn, an an der Sëtzung vum vergaangenen 19. Abrëll hunn d'Memberen de Projet an den Avis vum Statsrot op Häerz an Niere gepréift. De schréftleche Rapport ass an der Sëtzung vum 29. Abrëll uegoholl ginn.

Wéi scho gesot, kënn dat neit Gebai hannert de Centre hospitalier. D'Gebai charakteriséiert sech duerch seng gliese Struktur, déi sech a verschidde Unitéiten opdeelt, déi sech de jeweilige Funktiounen wéi beispillsweis där renger Verwaltung bis hin zu de Laboratoiren ëmmer upassen. Natierlech sinn d'Fuerschungsbüroen an d'Raim sou wéi de Laboratoire mat dem néidegen technologeschen a sécherheetstechneschen Know-how ausgestattet. Virun allem d'Laboratoire si jee no Gefuegrad a jee no Fuerschungsmatière mat den entspreche Sëcherheitsdispositiounen équipéiert.

Et ass kloer, datt d'Sécherheitsmoosname regelméisseg iwwerpréift an adaptéiert musse ginn. D'Büroen vun de Chercheuren an déi verschidde Versammlungs- a Konferenzraim sinn esou agencéiert, datt de Kontakt tëschent deenen eenzelne Fuerscher permanent ass, wat dem Prinzip vun der Cross-fertilization entsprécht. D'Interaktioun tëschent de Mataarbechter ass also ëmmer garantiert. Et gëtt des Weideren e besonnesche Wäert drop geluecht, fir datt déi eenzel Kompartimenter individuell ausgestatt sinn, wat virun allem um Niveau vun de Laboratoiren an den ugrenzende Raim vu Virdeel ass, fir datt am Fall vun enger Fuite keng Kontaminatioun vum ganze Gebai stattfanne kann. Et bleift nach ze erwähnen, datt all Etage mat enger Ventilatioun équipéiert ass.

Op déi architektonesche Feinheete vum Gebai kann ech aus Zäitgrënn net méi agoen. D'Documents parlementaires waren an dësem Sënn komplett genuch, fir datt ech do-robber verweise kann. Och déi technesch Finness sinn an dësen Dokumenter nozeliesen.

De Bau vun esou engem Gebai ass méi strengen Oplagen ënnerworfen wéi eng Schoul oder e Verwaltungsgebai. Virun allem um sécherheetstechneschen Niveau sinn enorm Investissemter verlaangt. De Projet muss sech doriwwer eraus un der ëmwelttechnescher Léiglatioun orientéieren, wat weider Investissemter um Niveau vun de Laboratoire mat sech bréngt. De viraussiichtlechen Devis fir de Bau beleef sech op 73 Milliounen Euro, wouvun 12,35 Milliounen virgesi si fir speziell Equipementer. De Statsrot huet sech an deem Kontext d'Fro gestallt, ob sech dës Distinction vun den Dépenses net als ze streng erausstellt. D'Exploitatioun an d'Ënnerhaltkäschte belaf sech jährléich op 3,26 Milliounen Euro. Dëst sinn alles Dépenses, déi iwwert de Fonds d'investissements sanitaires verbucht ginn.

An der Kommissioun konnten nach verschidde Onkloerheeten iwwert dese Projet aus der Welt geschafe ginn. Esou ass prezisiéiert ginn, datt dat neit Gebai nach gewësse Reserven u Lokaler bereethält, am Fall wou sech d'Aktivitéiten nach weiderentwéckele sollten. De Site selwer hält och nach verschidde Potentialitéiten bereet, falls d'Gebai vergréissert gi muss.

Wat déi verschidde Projekte vum CRP ubelaangt, sou ass ervirgehuewe ginn, dass schon elo eng enk Zesummenaarbecht mat aneren auslänneschen Organisme besteet, déi duerch déi nei Infrastruktur nach weider ausgedehnt ka ginn.

D'Kommissioun huet sech och mat de redaktionellen Ännerunge vum

Statsrot averstane gewisen. E Problem gouf et awer mat der Proposition vum Statsrot wat den Intitulé an den Artikel 5 betrëfft. De Statsrot war nämlech am Glawen, dass sech d'Grondstécksfroe schon am Gesetz vum 10. Dezember 1975 iwwert den Établissement public vum CHL gekläert hunn. Et ass awer festgehale ginn, datt en Acte de cession gratuite vum Terrain, deen am Moment nach dem Stat an der Stad Lëtzebuerg gehéiert, opgesat gëtt, fir dem CHL zegutt kommen ze loosse. No dësem Akt trëtt den CHL dësen Terrain un de Stat of, dat à titre de bail emphytéotique, fir datt mam Bau vum CRP-Santé kann ugefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren déi grouss Linne vun dësem Projet.

Mir als CSV-Fraktioun denken, datt d'Fuerschung zu Lëtzebuerg en adequaten Encadrement kréie muss. Dat bezitt sech virun allem op eis Fuerschungsinfrastrukturen. D'Recherche ass mëttel- a laangfristeg zum Scheitern veruerteelt, wann eis Fuerscher net an deene Konditiounen kënnen schaffen, déi an anere Länner virzefanne sinn. Wann déi nächst folgend Regierung um Zil festhale wëlle fir de Standuert Lëtzebuerg weider auszubauen, dann ass dat heite kee muttwëllegen Investissement, mä eng Investitioun an d'Zukunft an an d'Kompetitivitéit vun eisem Land.

Mam Accord vu menger Fraktioun schléissen ech meng Interventioun an ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, fir dass et direkt ganz kloer ass, mir wäerten dese Projet mat Begeescherung stëmmen, deen endlech dem CRP-Santé, an der enker Symbios mat dem Centre hospitalier, déi géeeget Raimlechkeeten zur Verfügung stellt fir sech weiderentwéckelen.

Här President, am Joer 2000 hat déi zoustänneg Chamberkommissioun Visité bei all Fuerschungszelle vum CRP-Santé ënnerholl: an de Centre hospitalier, an de Laboratoire National de Santé, an den deemolege Cunlux, haut Universitëit genannt. Iwwerall hu mer constatéiert, dass d'Fuerschung aktiv an interessant wär, mä dass déi materiell a raimlech Konditiounen, an deene se gemaach ginn ass, schwierig bis ongenügend waren. Container gouf et iwwerall an d'Leit hunn a Gäng an a Kellere geschafft.

Den 20. Dezember 2000 hat ech op dëser Tribün de Gesondheitsminister Wagner, dee jo och de Répondant vum CRP-Santé ass, gradesou gutt wéi d'Madame Fuerschungsministerin gefrot, ob a wéi a wou den CRP-Santé en neit Gebai kréie soll. Deemoos hat den Här Wagner geantwert, et wär schonn e Bureau d'architecture chargéiert, d'Virpläng wäeren amgaang gemaach ze ginn. En hätt sech och am Oktober, am November 2000 mat der Madame Baute-minister gesinn. Am Dezember léichen d'Projete bei de Bâtiments publics an an der Zwëschenzäit sollten dann nach Container opgestallt ginn.

Weider huet den Här Wagner deemoos gesot, an ech zitieren en textuell: „Et ass deem jëtzig geplangten Timing no virgesinn, dass sollen d'Prozeduren d'nächst Joer ulafen, dass géif ufanks 2002 ugefaangen an dee Moment d'Aarbechte kënnen ongeféier Mëtt 2003 ofgeschloss ginn, sou dass ech lech d'äerf verspreche, dass mer an deem Dossier do kucken, schnell weiderzoukommen.“

Nu soll et jo net 2003 ginn, mä héchstwahrscheinlech 2008, wann alles gutt geet. Mir begréissen na-

tierlech, dass dat elo endlech geschitt. Mä mir mussen allerdéngs bedauern, dass dat esou laang gedauert huet.

Déi schlecht Konditiounen, ënnert deenen d'Fuerscher schaffen, hunn natierlech och Influenzen op d'Aarbecht vun deem CRP, op d'Manéier wéi do geschafft gëtt. Et ass ons jo och gesot ginn, dass de CRP-Santé op véier verschidde Plazen disperséiert ass, véier verschidde Standuerter. Dat ass schlecht fir Synergien. Wéi heescht dat am Projet? Do ass esou e flotten Terme dofir. Fir d'Fertilisation?

(Interruption)

Voilà!

Fir d'„cross-fertilization“. An dat ass natierlech an deem Fall, wou déi op véier verschidde Plaze sinn, ass déi „cross-fertilization“ ganz schwéier méiglech. Dat ass natierlech fir...

(Interruption)

Jo, voilà. An den Ökobilan ass natierlech och net ganz glécklech dobäi.

Mä dat ass also trotzdeem e Problem. Ech si frou, dass mer deen dann elo an e puer Joer aus dem Wee kréien.

Ech wëll awer och nach derbäifügen, dass jo an der Zwëschenzäit am Juli 2003 de Projet de loi iwwert d'Uni Lëtzebuerg hei gestëmmt ginn ass, mat grousser Begeescherung och, an dass sech natierlech och d'Froe stellen, wéi an Zukunft d'Relatiounen zwëschen der Uni an den CRP sinn.

Mir hu jo bei dem Vote iwwert d'Gesetz vun der Uni net un dem Statut vun den CRP gerüttelt. Mir hu gesot, si bleiwen onofhängeg. Mä nach wësse mer, dass Fuerschung op der Uni gemaach gëtt, Fuerschung an den CRP gemaach gëtt, dass mer awer net derlaanscht komme fir d'Relatiounen dovunner kloerzestellen. Zum Beispill gëtt hei an dësem Gebai vum CRP-Santé eng Bibliothék installéiert am Sous-sol, wat héchstwahrscheinlech indispensable ass, well dat jo eng fachspezifesch Bibliothék muss sinn. Mä nach muss mer ons iwwerleeën, wéi mer d'Relatioun zwëschen enger zentraler Unisbibliothék, déi mer jo wëllen op de Kierchberg bauen, an deene fachspezifische Bibliothéke vun den CRPen an och natierlech vun deenen eenzelne Fakultéite vun der Uni organiséieren.

Här President, mir begréisse selbstverständlech, dass den CRP-Santé en Neibau bei de Centre hospitalier kritt. Dëst ass e gudder Choix, well de Centre hospitalier en öffentlech Spidol ass, an deem, no deem sengem Gesetz gefuerscht an enseignéiert gëtt. D'Fuerschung am CRP-Santé muss dofir och der Qualitéit vun der Medezin an deem Spidol a vun der Medezin zu Lëtzebuerg insgesamt zegutt kommen.

Et d'äerf een dobäi och net vergiesse, dass de Laboratoire National de Santé mam CRP-Santé zesummeschafft, an ech mengen et ass wichteg, och wa mer endlech mol de Statut vum Laboratoire National de Santé virleie kréien an ze decidéieren hunn, dass een och dorunner denkt, well och deen LNS, deen haut nach eng Verwaltung ass, dee muer eventuell en Établissement public gëtt, Fuerschungsaufgaben huet an iwwer säi méi flexible Statut och seng Fuerschungsaufgabe besser erfëlle kann.

Den Exposé des motifs enthält eng Partie interessant Donnéeën iwwert d'Aarbecht vum CRP-Santé, déi mer an der zoustänneger Kommissioun e bësse verdéift hunn an déi jo och vum Rapporteur hei op eng excellent Manéier duergeluecht gi sinn. Ech brauch also net am Detail drop anzegoen. Ech wëll awer just drun erënneren, dass den CRP-Santé sech am Joer 2000 nei strukturéiert huet an en huet ni ewent deen, wat en traditionell gemaach huet, an gewëssen Aufgaben ausgebaut.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass menger Meenung no och nach d'Recherche appliquée oder d'Recherche clinique an dem Centre hospitalier muss méiglech sinn, souguer wann den CRP-Santé eng Partie Projeten iwwert d'Problemer vu Medezin hei zu Lëtzebuerg huet, well déi Recherche clinique an deem Centre hospitalier zur Verbesserung an zur Qualitéit vun der Medezin zu Lëtzebuerg ka bäidroen.

Den CRP-Santé wëllt niewent deem wëssenschaftlechen a medezineschen Notze fir d'Qualitéit vun der Medezin och eng wirtschaftlech Utilitéit ënner Beweis stellen. E wëllt - dat ass och gesot ginn - en Accélérateur d'entreprises ginn am Gebitt vun der Biomedezin a vun der Biotechnologie, e wëllt déi Recherchen, déi do gemaach ginn, valoriséieren a klengen Start-upen oder Entreprises zegutt komme loossen; an do hunn ech eng Fro un d'Madame Minister.

Ech ka mech erënneren am Ufank wéi vun Esch/Belval vun deem Projet Rieds gaangen ass, war een Abléck geduecht gi fir en Deel vum CRP-Santé bei den CHL ze setzen an deen Deel, dee sech géif mat Biotechnologien ofginn, op Esch/Belval ze setzen. Ech weess net, ob dat nach ëmmer d'Iddi ass, mä op jidde Fall wann esou en Accélérateur d'entreprises oder esou eng Struktur fir d'Start-upen an der Biotechnologie an deem Projet virgesi sinn, stellt d'Fro sech natierlech vun der Plaz. Wuel ass héchstwahrscheinlech d'Gebai, wéi et virgesinn ass, net ausgelascht, si Potentialitéiten do, wéi den Här Rapporteur gesot huet, mä fir d'Start-upë brauch een eppes méi Plaz an dofir meng Fro, ob och dorunner geduecht ginn ass.

Ech mengen och, wann ee vun Internationalisatioun vun der Recherche schwätzt, wéi dat jo och virgesinn ass, also Projete mat anere Länner, wéi zum Beispill mat Russland, dat ass jo ee Projet vun deem geschwat gëtt, muss ee sech d'Fro stellen, ob ee genuch Plaz huet fir Leit, fir Visiten, Chercheuren, déi zäitweil op Lëtzebuerg kommen, gradesou gutt wéi déi aner natierlech och musse Plaz hu fir Lëtzebuurger Chercheuren, déi eventuell an d'Ausland ginn.

Den CRP-Santé huet 2003 147 Leit mat engem Budget vu 6,6 Milliounen Euro. 2004 sinn et der 181, 2005 sollen et der 200 an 2007 235 sinn. Mat engem Budget vu 16,4 Milliounen, ausser allgemeng vagen Indikatiounen, ass et natierlech schwéier erauszefannen ob dee Bau, dee mer dann elo dohinrent stellen, effektiv der heiteger Situatioun oder der Situatioun a fënef oder an zéng Joer entsprécht. Dat wär natierlech wichteg ze wëssen, well dovunner hänkt jo och d'Entwécklungsméiglechkeet vun deem Ganzen of.

Nach vläicht eng - loosse mer soen - wichteg Fro. Ech weess, dass bei deem Centre hospitalier e grouse Parking virgesinn ass a soll gebaut ginn. Ech hu gesinn, dass hei beim CRP-Santé e kleng Parking fir Visiteuren am Plang drasteet. Ech huelen un, dass de Parking vum Centre hospitalier och fir deen CRP-Santé virgesinn ass, an et wär interessant ze wëssen, wéini dass dann dee Parking vun dem Centre hospitalier an Ugrëff geholl gëtt an ob deen dann och fir den CRP-Santé ka gebraucht ginn an ob deen dann och mat Zäite fäerdeg ass.

Well mir musse wëssen, dass mer hei an der Stad en CRP-Santé op en Éperon rocheux, op e Cul-de-sac setzen an dass een do natierlech de Verkéier muss organiséieren. Hoffentlech mat öffentlechem Personennahverkéier esou gutt wéi méiglech, mä wuel wäert een op den Auto net kënne ganz verzichten. De verkéierstechnesche Fonctionnement vun deem Plateau ass just eng technesch Fro, awer vläicht net onwichtig fir d'Zukunft iwwerhaupt vun deem Plateau.

Dat gesot, Här President, stëmmt meng Fraktioun selbstverständlech mat vill Begeescherung deemem Projet zou.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här John Schummer agedroen. Den Här Schummer huet d'Wuert.

M. John Schummer (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech mat mengen Ausféierungen ufänken, wéilt ech nach dem Rapporteur, Fred Sunnen, merci soe fir säin excellente méndlechen, genauso wéi säin excellente schrëftleche Rapport. Ech wäert a menger Interventioun also net méi an d'bautechnesch Detailler vun deem Projet hei agoen, de Rapporteur huet dat zur Genüge an in extenso mat allen Detailler gemaach, mä erlaabt mir e puer allgemeng Iwwerleeungen zu dem Sujet, deen haut um Ordre du jour steet, ze maachen.

De Projet de loi 5226, iwwert dee mer haut hei schwätzen, mécht de Wee fräi, fir en neit Gebai hannert dem Centre hospitalier ze bauen. Hei soll dann de Centre de Recherche Public - Santé mat all sengen Ofdeelungen opgeholl ginn. Et ass nach net laang hier, do hu mer hei an der Chamber de Bau vun engem Gebai op den Industriebroche vun Esch/Belval gestëmmt - wa mech net alles iert, war dat am Dezember vum leschte Joer -, deemools hu mer de Bau vun engem Gebai fir de Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann hei gestëmmt. An elo, nëmmen e puer Méint duerno, stëmme mer schonn erëm e Gebai fir nees e Centre de recherche public.

Här President: Firwat e Centre de recherche? Fir eng Vollekswirtschaft ass et nëmme wichteg, dass si an deene Beräicher an deenen se aktiv ass, e gewëssene Know-how huet. Eent vun hiren Ziler muss et och sinn, fir um internationale Marché besser ze si wéi déi aner. E Virsprong, deen een haut huet, ka muer schonns der Vergaangenheet ugehéieren. Dat heescht, datt et immens wichteg ass, datt ee sech net op deem, wat een huet, ausrout an am schlëmmste Fall souguer an de berühmte Stéllstand verfält.

(Interruption)

Wat sot Dir Här Di Bartolomeo?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Wann ee stoe bleibt, da geet een zréck.

M. John Schummer (DP). - Jo, dat ass wouer. Dofir hoffe mer, dass Dir net an der nächster Regierung derbäi sidd. Dofir wëlle mir weiderfuere an net zréckgoen.

(Interruption)

Ah, Här Di Bartolomeo, maacht lech keng Suergen iwwert mä Brëll, d'Haaptsaach ech gesinn dermat. Ech hätt och léiwer e bloen un, well duerch dee gesäit een nach vill besser.

(Interruption)

Här Di Bartolomeo, wann Der mech dat herno ganz léif frot, da wäert ech lech oplären.

Trëtt dese Fall an, besteet Gefor fir déi gesamt Économie, an déi domat verbonnen negativ Impakter op den Aarbechtsmaart sinn och net ze vermeiden. Fir also ebe just dee Stéllstand ze verhënnern ass et fir all Wirtschaft immens wichteg, datt se sech op eng performant Fuerschung an Entwécklung stëtze kann. A besonnesch haut an enger globaliséierter Weltwirtschaft ass et wichteg, dass duerch d'Fuerschung d'Wettbewerbsfähigkeit vun engem Land ënnerstëtzt gëtt; virun allem d'Entwécklung vun neien Technologien a Methoden ass hei extrem wichteg.

Natierlech geet et net duer fir nëmmen Neies ze entwéckelen, och den Technologietransfert spillt hei eng ganz entscheidend Roll.

Wann een elo vum Technologietransfert schwätzt, dann denkt jiddereen un nei Materialien oder Produktionsverfahren an der Industrie.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gëllt genauso fir d'Fuerschung am Beräich vun der Santé. Fir also des Ziler, déi ech elo grad opgezielt hunn, erreechen ze kënnen, ass am Joer 1988 ënner anerem de Centre de Recherche Public - Santé hei am Land an d'Liewe geruff ginn. Et ass also d'Aufgab vun deenen iwwer 120 Leit, déi mëttlerweil am Centre de Recherche schaffen - an et ass eis jo elo grad gesot ginn, dass dat nach weider soll ausgebaut ginn -, fir Fuerschung ze bedriewen, den Technologietransfert ze fördern an nei Technologien am medezineschen Beräich ze entwéckelen. Dat alles geschitt natierlech an enker Zesummenaarbecht mat den Entreprises, a wat och ganz wichteg ass, an Zesummenaarbecht mat auslännesche Fuerschungsinstituter, déi och op deene Gebitter zoustänneg sinn a schaffen.

Dës Fuerschung, déi de Centre de recherche bedreift, ass immens wichteg fir ons Économie. Net nëmmen, datt si eben de Stéllstand verhënnert, mä duerch si ka Lëtzebuerg bei den auslännesche Firmen an Investisseuren, déi sou wichteg Renomme, déi mer brauchen, opbauen. A wéi fir dat ze beweisen, sinn d'lescht Joer opgrond vun den excellente Fuerscherunge vum CRP-Santé an den onermiddleche Beméiunge vum Wirtschaftsminister Henri Grethen, fir eis Wirtschaft och ze diversifizéieren, zwou israelesch Firmen op Lëtzebuerg komm. Dës Firme sinn ënner anerem an der Genfuerschung aktiv.

Natierlech huet d'Fuerschungsaarbecht, déi am Centre de Recherche Public - Santé gemaach gëtt net nëmmen Auswierkungen am ekonomesche Feld. Wat dese Centre a seng Aarbecht esou speziell mécht, ass de Fait, dass alles, wat hei entwéckelt gëtt, direkt oder indirekt Auswierkungen op d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft huet; an ech mengen, ech brauch keen heibannen drun ze erënneren, dass d'Gesondheet dat wichtigst Gutt ass, wat mer besëtzen.

D'Fuerscherunge vum Centre de recherche sollen dozou bäidroen, datt d'Krankheete besser verstane ginn an datt de Patienten, geneesou ewéi der medezinescher Fachwelt, d'Ergebnisse vun deene Fuerscherunge esou schnell wéi méiglech zur Verfügung gestallt kënnen ginn.

Déi vill verschidden Domänen an deenen de Centre fuerscht erklären dann och firwat an deemem Projet de loi de Poste vun iwwer 12 Milliounen Euro fir speziell Equipementer steet. Héichwäerteg Fuerschung ass natierlech nëmmen da méiglech wann deen néidegen Equipement och deene Leit, déi do amgaange sinn ze fuerschen, zur Verfügung steet.

Här President, ech wollt des Geleeënheet och dozou notzen, fir mol all deene Leit merci ze soen, déi all Dag duerch d'Fuerschung oder duerch eng aner Aarbecht am Asaz fir d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft sinn.

Här President, ech wëll dann och un deser Plaz awer nach emol drun erënneren, datt et, obwuel d'Fuerschung an d'Entwécklung esou zentral Facteure fir eng effizient Wirtschaftspolitik, fir eng effizient Diversifizierungspolitik, fir eng effizient Standuertpolitik an och en zentrale Facteur fir d'Wettbewerbsfähigkeit vun engem Land duerstellen, bis an d'Joer 1999, dat Joer wou d'Demokratesch Partei och Regierungsverantwortung iwwerholl huet, gedauert huet, bis

datt Lëtzebuerg fir d'éischt a senger Geschicht e Ministère de la Recherche kriit huet.

Natierlech ass et domadder nach laang net gedoen. Dës Regierung huet och déi néideg finanziell Mëttele fir eng performant Fuerschungsaarbecht zur Verfügung gestallt. Och a wirtschaftlech méi schwierigen Zäiten, oder grad dann, fir eiser Wirtschaft deen néidege Know-how zur Verfügung ze stellen, fir op den internationale Marché mat vir kënnen derbäi ze sinn, huet des Regierung de Budget fir d'Fuerschung an d'Entwécklung an deser Legislaturperiod vun 28 Milliounen Euro op 71 Milliounen Euro gehéicht. Dat ass net weineg! An dat, an ech wëll elo un dem Statsminister seng Ried zur Lag vun der Natioun vun der leschter Woch erënneren, ouni d'Reserven ze plëmmen an ouni zousätzlech Scholden ze maachen.

Dat bedeit awer elo net, datt mir eis op dese Lorbeeren ausroue kënnen oder dierfen. Lissabon huet d'Ziler virgi fir laangfristeg an alle Länner op eng öffentlech Fuerschung ze kommen, déi 1% vum BIP ausmécht an 2% Fuerschungsausgaben an der Privatwirtschaft. Dës Zuele weisen, datt den Ufank gemaach ass, mä datt mir op demes ageschloene Wee musse weitergoen. Am Moment leie mir bei 0,3% vum BIP.

A grad eh bien wat d'Fuerschung an d'Entwécklungsaarbechten, déi vum Centre de Recherche Public - Santé zum Beispill an esou wichtige Beräicher wéi der Biotechnologie, der Genfuerschung a villen anere Rechercheprojeten, wéi zum Beispill wat d'Bekämpfung vun enger nach ëmmer ganz schlëmmer an a ganz ville Fäll och ëmmer nach net heelbarer Krankheet, dem Kriibs, betrëfft, gemaach ginn, ugeet, ass et eis Aufgab, ech géing souguer soen eis Pflicht, des Recherche esou gutt wéi nëmme méiglech ze ënnerstëtzen. Dovunner emol ganz ofgesinn, datt d'Konkurrenz um Weltmarché an deenen Domänen net schléift a mir oppasse mussen, datt mer hei net den zweete Präis kréien.

Mat deem neie Gebai fir de Centre de recherche ënnerstëtze mer d'Fuerschung an eise Land ganz kloer andeems mer de Fuerscher an och all deenen anere Mitarbeiter, déi do schaffen, vum Centre Raimlechkeeten an och Material an déi néideg Infrastruktur zur Verfügung stellen, déi eng Aarbecht op absolut héichstem Niveau erlaben.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mir mat deem Gebai d'Fuerschung an d'Entwécklung an eise Land ganz kloer ënnerstëtzen a förderen, well mir eis Wirtschaft domadder stäerken a well mir eng Investitioun an d'Gesondheet vun eis alleguerte maachen, ass et nëmme ganz kloer, datt d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dese Projet selbstverständlech wäert stëmmen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt eise Merci un all déi Persounen, déi un deemem Projet matgeschafft hunn. De Projet vum Bau vun engem Gebai fir de Centre de Recherche Public - Santé ass an der zoustänneger Kommissioun fir öffentlech Aarbechte vum Här Jean-Pierre Koepf am Numm vum ADR matgedroe ginn. D'Situatioun vum neie Gebai am Zentrum an d'Tatsaach, dass d'Kommissioun sech mat der Fuerschungspolitik befaasst, féieren dozou, dass ech elo hei d'Zoustëmmung vum ADR ka bréngen. Net zulescht well de Bau vun neie moderne Laboratoiren eng

vun de Prioritéite war, déi ech a menger éischter Ried hei an der Chamber virun zéng Joer genannt hunn.

Mindestens also säit zéng Joer hunn déi vergaange Regierungen dese wichtige Secteur vernoléisegt an ënnert der Kellertrap schaffe gelooss. De Bau selwer ass hei schonn am Detail virgestallt ginn, esou dass ech net nach eng Kéier dorop wëll zréckkommen. E puer Wuert just zur Situatioun um Gebitt vun der Fuerschung am Gesondheitswiesen esou wéi se sech bei eisen Diskussiounen an de Kommissiounssätzungen erausgestallt huet.

Ob d'Ausrichtung vum Bau, d'Opdeelung an déi verschidden Arichtungen un déi heiteg an zukünfteg Ufuerderungen ugepasst sinn, ass vun den zoustänneger Vertrieeder aus dem Fuerschungsa Spidols-wiesen net kloer bestätegt ginn. Dat ass dat mannst wat ee ka soen, well op meng Fro, ob de Bau de Bedierfnisse da géif entsprechen a mat de Betroffenen ofgeschwat gi wär, hu se net dierfen äntwerten, well d'Vertrieeder vun der Majoritéit gesot hunn, et wier ze spéit fir eppes um Bau ze änneren.

Här President, ech wollt näischt änneren, mä et wier berouegend ze wëssen, dass de Bau den Uspréck gerecht gëtt an dass net erëm Upassung während der Bauzeit Präiserhéijunge bréngen géifen. Op des Froe musse mer also nach eng Kéier zréckkommen, gradso wéi op déi politesch onduerchsichteg a komplizéiert Kompetenzverdeelung iwwerhaupt um Gebitt vun der Fuerschung am Gesondheitswiesen.

De Projet fir dat neit Gebai ënnerstëtzt den ADR. Mir brauche verstäerkt Fuerschung, besonnesch och op dem Gebitt vun der Gesondheet. Duerfir brauche mer och méi Investitiounen an d'Infrastrukturen sougut wéi an héich qualifizéiert Fachleit a Projeten. Ech wëll hei drun erënneren, dass den Här Jacques-Yves Henckes e Gesetzesvorschlag erabruucht huet fir Privatinvestitiounen, fir d'Fuerschung steierlech finanziell ze ënnerstëtzen, an dass den ADR a sengem Wahlprogramm och en Zil vun 3% am Statsbudget fir d'Fuerschung agesat huet. Et ass hei scho gesot ginn, am Ablack ass de Stat bei 0,3% ugelaangt an domat déi lescht Position an Europa.

Zum Schluss wëll ech nach hei de Fuerscher a Mataarbechter féliciteieren, déi bis elo ënnert schlechte Verhältnisse oft aussergewéinlech an international unerkannte Leeschtunge vollbruecht hunn. Den ADR stëmmt deemem Projet trotz de virgenannte Bedenken zou.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Sunnen, natierlech och merci soe fir säi korrekten technesche Rapport, deen hei gemaach huet wat déi nei Gebailechkeeten ubelaangt. Et ass kloer, dass mer déi nei Gebailechkeeten och wäerte stëmmen.

Ech wëll awer soen, dass, wéi ech virun 20 Joer, dat war 1984, als jonke Spunt, als jonken Deputéierten hei an déi Chamber komm sinn, deemools 1983 am Virfeld vun deene Wahle vun 1984 grouse Debatte gelaf sinn, wou all Parteien, mat deene mer deemools a Konkurrenz stoungen, geschwat dovun hunn, a jiddereen huet dovun geschwat, mir missten hei zu Lëtzebuerg endlech vill méi staark an d'Matière grise investéieren, well déi Matière grise wier dat Eenzegt wat mer hei zu Lëtzebuerg am Fong als Rohstoff hätten, an dofir misste mer dat maachen.

Wann ech de Bilan no 20 Joer versichen ze maachen - ech wëll dat och ganz virsiichteg maachen -, wat dann elo an deenen 20 Joer op deem Gebitt an d'Matière grise vun de Politiker, vun der politescher Klass a Wierklechkeet investéiert ginn ass, da muss ech soen, dass dee Bilan an deene leschten 20 Joer - den Här Schummer huet hei geschwat, dass mer elo bei 0,3% vum BIP ukomm wieren - awer relativ bescheiden ass. Relativ bescheiden ass en zum Beispill wann een e vergläicht mat engem aneren op deem Plang da méi positive Bilan vun der Regierung a Saachen Entwécklungshëllef, wou mer ëmmerhin op scho bal 0,9% vum BIP ukomm sinn.

Et ass also esou, dass an deene leschten 20 Joer munches verschlof ginn ass. An ech géif soen, wann et en Erwäche ginn ass aus deem Dornröscheschlof vun der Fuerschungsförderung, dann ass et virun allem - dat muss een objektiv soen - an de leschte Jore wou dat geschitt ass, awer eréischt an deene leschte Joren! Dat erkennt een dorunner, dass mer elo wärscheinlech et wäerte fäerdeg bréngen, am Joer 2007 oder 2008, wéi den Här Fayot gesot huet, dem CRP-Santé endlech uerdentlech Raimlechkeeten ze verschafen.

Datselwecht géllt jo och fir ee vun eisen anere wichtige Centren am Beräich vun der Fuerschung, nämlech dem Laboratoire national vun der Santé, wou och 15 Joer laang drëm gedoktert ginn ass, fir endlech adequat Gebailechkeeten ze kréien, déi dann elo zu Diddeleng an dräi, véier Joer och endlech eréischt wäerten da realiséiert ginn. Dat heescht also iwver 20, wann net 25 Joer duerno, nodeem mer gesot haten, et misst endlech an d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn!

Trotzdeem, wéi gesot, mir sinn der Meenung, dass dat elo ganz wichtig ass, dass dee Projet elo ganz séier hei iwver d'Bühn geet, a mir hunn och näischt un deem architektonesche Konzept, wéi et vum Här Sonnen hei virgestallt ginn ass, aussetzen. Mir kënnen dat also matdroen, fir dass endlech ënnert wüderge Konditioune ka gefuerscht ginn.

Wann ech gesot hunn, dass laang Joren hei en Dornröscheschlof war, da mengen ech Dornröscheschlof vun der politescher Klass, net vun de Fuerscher, well effektiv am Centre hospitalier, och am Statslaboratoire an och am CRP-Santé an deene leschte fënnef, zéng Joer munch positiv Fuerschungsarbecht gemaach ginn ass vun ënnen erop, vu Fuerscher, déi Fuerschungsprojeten do entwéckelt hunn, a mir kënnen soen, wa mer de Bilan zum Beispill huele vun CRP-Santé, dee mer an der Chamberskommissioun elo virun e puer Deeg virgestallt kritt hunn, dass do eng ganz Retsch vun interessante Saachen, vun interessante Projeten op d'Bee gestallt gi sinn, an ech wëllt e wéineg dozou eppes soen.

Ech mengen, et geet net duer, dass mer elo der Fuerschung nei Gebailechkeeten zur Verfügung stellen. Ech mengen och, dass mer als Législateur eis misste Gedanke maachen, wat dann zu Lëtzebuerg soll gefuerscht ginn. Hei ass jo just den enke Beräich vun der Santé. Et gi jo och nach déi aner Fuerschungsberäicher. Ech schwätzen elo haut nëmme vun deem Beräich vun der Santé, an ech mengen, dass een do och als Législateur sech emol Gedanke misst maachen, an ech géif och proposéieren, dass mer direkt no deenen nächste Chamberwahlen am Hierscht emol eng Kéier en Débat doriwuer géife féieren, wat dann d'Prioritéit, wat dann d'Strategie vun der Fuerschungsförderung, a wat d'Prioritéiten an der Fuerschungsförderung vu Lëtzebuerg sollte sinn op deem dote Gebitt.

An der Fuerschung ass et haut esou, dass mir jo am Fong zwee Pilieren hunn an der Fuerschung,

deen ee Pilier ass d'Privatwirtschaft, dat si privat Laboratoiren, d'pharmazeutesch Industrie an esou virun, déi hir Kritären hunn, do deene se Fuerschung bedriewen, a mat deene Kritären ass et leider esou, dass net ëmmer d'Gesondheitsintérite Prioritéit hunn. Ganz heefeg ass et do och esou, dass kommerziell Intériteen a virun allem kommerziell Intériteen do am Vierdergrond stinn. Mir mierken dat och an deene leschten zwee, dräi Joer, dass carrément vu munchen Equipen a Privatlaboratoire gefudelt ginn ass, dass se Resultater verfälscht hunn nëmme aus kommerziellen Intériteen.

De Rôle vun der öffentlecher Fuerschungsförderung, dat ass eppes anescht. Eng öffentlech Fuerschungsförderung, déi muss aner Ziler hunn. An dofir wëll ech e wéineg dorobber agoen. Ech hat dat och an der Kommissioun versicht ze maachen, wat ech géif mengen, wat d'Aufgab vun enger öffentlecher Fuerschungsförderung am Gebitt vun der Santé wär.

Déi grouss Beräicher, ob elo am private Beräich oder am öffentlechen, déi am Moment an der Medezin amgaange sinn entwéckelt ze ginn, a wou grouss Hoffnungen dra gesat sinn, dat ass an de leschte Joren natierlech d'Gentherapie, dat ass natierlech de Beräich vun der Stammzellefuerschung, et ass natierlech de Beräich vun den Nanosciencen a vun deene Méiglechkeeten, déi do an der Medezin offréiert ginn, dat ass de Beräich vun der Psycho-Neuro-Immuno-Endokrinologie, an et ass de Beräich vun der Ëmweltmedezin. Dat sinn déi fënnef grouss Beräicher mol, vun deenen ech géif mengen, dass se an deenen nächste Joren d'medezinesch Fuerschungsdiskussioun wäerten dominéieren.

Am private Secteur vu Privatlaboratoiren ass et natierlech ganz kloer, dass do haaptsächlech de kurative Beräich vun der Fuerschung interessant ass, well dat erlaabt herno och Medikamenter ze patentéieren, déi ee ka verkafen, a wou ee ka Gewënner domadder maachen, wougéint am Prinzip och näischt anzuwenden ass. Et ass näischt dogéint anzuwenden, an et ass souguer och näischt dogéint anzuwenden, dass en öffentlech Fuerschungsinstitut do kollaboréiert, fir do méi schnell am kurative Beräich och zu Resultater ze kommen, woubäi een dann an deenen eenzelne Beräicher vläicht awer misst kucken, wat fir eis hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich kann interessant sinn.

Huele mir de Beräich vun der sou genannter Gentherapie. Et gëtt Fuerschung fir ze kucken, wéi wäit een iwver d'Gentherapie eng Retsch - zum Beispill Kriibs oder neuro-degenerativ - Erkrankungen kann an de Grëff kréien. Do si grouss Hoffnungen geweckt ginn, an deem Beräich. Ech mengen, dass déi Hoffnungen zum Deel - ech wëll net soe ganz, mä zum Deel - op Illusioune berouen, och wann ech net ausschléissen, dass mer do an deenen nächste fënnef oder zéng, fofzeng Joer zu Resultater kënnen kommen.

Wat awer interessant wär do, grad am öffentleche Beräich, dat wär virun allem d'Gendiagnostik - déi ze diskutéieren. Fir ze kucken zum Beispill a Kombi mat der Ëmweltmedezin, firwat déi eng Leit - an dat kann ee maachen iwver d'Analys vu genetesch Polymorphismen -, firwat dass déi eng Leit zum Beispill duerch d'Ëmwelt méi krank gi wéi aner, déi deeneselwechte Chemikalie beispillsweis exposéiert sinn. Dat heescht, do wär beispillsweis ee Beräich, deen hei an der Fuerschung kéint sennvoll sinn am Beräich vun der Gentherapie. Net deen eenzeg, mä een.

Dann hu mir de Beräich vun deene groussen Hoffnungen, déi geweckt ginn, am Beräich vun den Nanosciencen, wou gesot gëtt, dass et

méiglech kéint gemaach ginn - do sinn dann och déi Privatlaboen alleguerten dohannert -, fir Antikriibsmëttele ganz geziilt vill méi kënnen an d'Zellen eranzeschleisen, déi sinn am Beräich vum Nano, dat heesch vum Milliardstel-Partikel, déi do besser kéinten erakommen. Dat ass eng sennvoll Fuerschung. Do kann och d'öffentlech Fuerschung bei de Privatlaboratoiren duerchaus matfuerschen. Et muss een allerdéngs eng Diskussioun do iwver d'Avantagen an och gewësse Risiko vun der Diséminatioun vun eventuelle Polluante och féieren, mä grundsätzlech soll een dat positiv ugoen.

Da gëtt et de Beräich vun der Stammzellefuerschung. Op déi wëll ech haut hei op dëser Plaz net agoen, well mir jo do an der Ethikkommissioun d'Diskussioun schonn haten, an ech gi ganz staark dovunner aus, dass mir déi nach wäerten no den nächste Chamberwahl viruféieren, beispillsweis iwver déi embryonal Stammzellen, wou et jo keng Eenegkeet gëtt um europäesche Plang. Dofir wëll ech elo hei haut dorobber net agoen.

An da kommen ech zum Beräich vun der Ëmweltmedezin. An do, Madame Ministesch, mengen ech, datt dat do awer grad eppes wär, wat hei eng öffentlech Fuerschungsförderung vill méi geziilt, wéi dat bis haut de Fall war, sollt ugoen.

Wa mir hei iwver d'Santéspolitik et fäerdeg bruecht hunn, iwver den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner, fir hei a Lëtzebuerg eng Ëmweltmedezinesch Diskussioun an och d'Förderung vun der Ëmweltmedezin iwver d'Weidbildung vun Doktere beispillsweis an d'Wee ze leeden, a wa mir elo diskutéieren iwver d'Konstruktioun vun enger Ëmweltmedezinescher Spezialklinik, da schéngt et mir evident ze sinn, dass grad op deem Gebitt et jo sennvoll kéint sinn, do ronderëm konkret um Objekt Ëmweltkranken d'Recherche matzeorganisieren - net nëmme ze versiche Leit ze hëllefen an der Therapie, mä och do ronderëm wierklech Recherche ze maachen, wouriwwer mir eis kéinte valorisieren. Well ech mengen, wann et een Aufgabegebitt vun der öffentlecher Fuerschungsförderung am Gebitt vun der Santé gëtt, da misst et a mengen Aen de Beräich si vun der Preventioun a vun der Santé publique, wierklech.

D'Preventioun, d'Santé publique, dat missten déi Beräicher sinn, wou dann déi Fuerschung soll stattfannen. An ech géif op jidde Fall deen Appel maachen, dass mir déi Geleeënheet net solle verpasse fir ze kucken, wa mir an déi dote Richtung ginn zum Beispill vum Bau vun enger Ëmweltmedezinescher Klinik, dass mir do ronderëm och sollen den CRP-Santé mat aschalten, dass mir do den CHL sollte mat aschalten, dass mir eventuell musse kucken och am Beräich Uni Lëtzebuerg de Beräich Ëmwelt a Gesondheet zesammenzedeoen.

Dann hätte mir vläicht hei zu Lëtzebuerg an an Ausstrahlung op d'Groussregion e ganz sennvolle Créneau, dee mir hei a Lëtzebuerg onofhängeg vum Afloss vu pharmazeuteschen Industrien oder vu chemischen Industrien an esou virun - ënnert deenen hirem Afloss aner Länner ganz schnell stinn - kënnete maachen, ouni deen Afloss, wouduerch mir eis kéinten eng nei Nisch opmaachen, déi wierklech d'Lëtzebuerg Fuerschungspolitik géif valorisieren.

Dat war e wéineg, wat elo dozou ze soen ass. Ech mengen, mir sollten esou eng strategesch Diskussioun féieren, fir d'Prioritéit vun eiser Fuerschung am Gebitt vun der Santé och vu Säite vum Législateur

aus ze diskutieren a méi prezis ze cibléieren, a mat de Fuerscher selwer ze diskutieren. Dann, mengen ech, kënnen mer an eng ganz sennvoll Fuerschungsarbecht eragoen, an déi och de Législateur géif am Intérêt vun de Patienten, am Intérêt vun de Kranken - am direkten Intérêt - kéint eragoen, déi de Patienten och zegutt géif kommen.

Ech mengen, dass och wirtschaftlech Retombéeë kéinten do sinn, well wa mir e Centre d'excellence ronderëm déi dote Fuerschung géife maachen an der Ëmweltmedezin, da géif dat ouni Zweiwel och ausstrahlen op aner Länner. Dann hätte mir eppes dovun, dann hätte mir eng kleng nei ekonomesch Nisch doduerchler och dobäi geschaaft, da wäeren et net nëmme Kranker, déi géife behandelt ginn. Déi Recherche do géif eng ekonomesch Nisch maachen, well dat dote géif dem Image vu Lëtzebuerg mat Sécherheet zegutt kommen.

Dat gesot, dat dote si Considératiounen, wat d'strategesch Ausrichtung vun der Fuerschung an der Santé ubelaangt. Wat elo de Bau selwer ubelaangt, hunn ech gesot, hu mir kee Problem domat, mir wäerten dat also stëmmen. Mir bedauere just, dass et esou laang gedauert huet, bis mir dozou kommen, d'selwecht wéi beim Statslaboratoire.

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Ministesch fir d'Bauten, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Här President, ech huelen un, dass och hei de Vote unanime gëtt fir dëse Projet de loi, well et ass dee leschte Centre de recherche public, deen elo mat engem neie Gebai an d'Zukunft erageet an dee seng Entwécklung dorobber kann opbauen.

Ech wëll kuerz am Réckbléck soen, wann een iwver 20 Joer zrëckkuckt, wéi den Här Huss dat gemaach huet, da kann een net soen, et ass näischt geschitt; et kann een net soen, et ass vill geschitt; et kann een och net soen, et ass net genuch geschitt. Et ass dat geschitt, wat dee Moment all Kéiers och an der europäescher Fuerschung lass war.

A mir hunn 1985 deen éischten europäesche Fuerschungsprogramm kritt, an dee Fuerschungsprogramm war axéiert op Recherche et développement. An dat huet natierlech bedéngt, dass och eist Gesetz vun 1987, wat deemools op Grund vun enger parlamentarescher Debatt entstanen ass, wou ech Presidentin vun der Kommissioun war, den Här Fayot an den Här Colling Corapporteurs, déi do zu dem Gesetz vun 1987 gefouert ginn ass fir d'Schafung vun de Centres de recherche publics, an där Logik gemaach ginn ass, well ëmmer d'Meenung war, mir sinn ze kleng, mir hunn aus deem Grund keng Uni gemaach, mir kënnen eis Grondlagefuerschung net leeschten, an déi Iwwerleeungen hunn zu enger virsiichteger Approche gefouert vun der Fuerschung hei, déi mir dann 1987 an engem éischte Schrëtt gemaach hu mat der Schafung vun deene Centres de recherche publics.

Et ass net wouer, dass ni e Fuerschungsminister hei war, et war ëmmer eng Zoustännegkeet fir d'Fuerschung, et war ni en extrae Ministère, deen ass eréischt 1999 komm. Ech kommen och nach dorobber zrëck, well ech si jo deemools vill belächelt ginn, an et ass jo vill kritiséiert ginn, dass mer de Ministère géifen ofspéckle vun der Educatioun. Ech mengen, haut gesi mir an, dass dat och säi Sënn hat an dass dat Sënn gemaach huet, fir Héichschoul a Fuerschung zesammenzeschloen an engem eegene Ministère.

Mir hunn dann 1997 eng Evaluatioun gemaach vun eisen CRP'en, well mir wollte wëssen, no zéng Joer: Wou si mer drun, wou sti mir a wat solle mir maachen? Mir hunn op Grund vun der Evaluatioun gesot kritt, dat ass ganz gutt, fir Entwécklung a fir Innovatioun, dat ass awer net gutt genuch fir a Grondlagefuerschung eranzegoen, do si mir nach net. Mir hunn 1999 de Fonds National de la Recherche geschaaft, dee fir d'alleréisch d'Méiglechkeet ginn huet, och iwwergräifend iwver déi Établissements publics do anzegräifen a Finanzementer ze maache fir Fuerschungsprojeten.

Dat gesot ass awer doniewent eng ganz Politik gelaf vu Bourses formation recherche, wou vill jonk Lëtzebuerger eng Bourse kritt hunn, fir am Ausland an engem troisième cycle oder an auslännesche Laboratoiren hir Fuerschungsarbechte virun ze maachen.

Et ass also op deem Plang individuell munches geschitt, a wa mer elo 1999 dann dee Ministère gesplitt hunn, fir dann och no all deenen Evenementer - Processus vu Bologne a Livre blanc - vun der Héichschoulsituatioun hei zu Lëtzebuerg dann d'Universitéit geschaaft hunn, da kënnen mer soen: Mir sinn elo op engem Punkt, wou de Rythme de croisière erreecht ass, dat mer selbststänneg Fuerschung kënnen ugoen.

Ech sinn net der Meenung, datt do d'öffentlech Hand soll dirigistesch agräifen. Et ass e bësse wéi bei der Kultur. Et ass ëmmer esou, datt jo Fuerschung vill op Individualitéiten axéiert ass an datt et ganz dacks individuell Fuerscher sinn, déi duerch hir Aktiounen d'Saach a Bewegung bréngen, an et ass...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Ech géif awer e bëssen ëm Opmerksamekeit bieden. Et si jo awer wichtig Saachen, déi hei geschwat ginn, an Dir schwätzt hei wéi wa mer op enger öffentlecher Plaz dobause wäeren. Also nach eng Kéier den Appel u jiddferee fir nozelauschteren, wat hei gesot gëtt.

Madame Minister, fuert virun.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Et ass also dofir wichtig, datt mer eis ëmmer bewosst sinn, mir kënnen do opbauen, wou mer Kompetenzen hunn, an dat hu mer an deene jeeeweilege Fuerschungsprogrammer och gemaach.

Ech muss soen, déi Resultater, déi eis Centres de recherche publics allen dräi hunn, déi loosse sech weisen. Mir leie bei 26% Réussite, wa mer europäesche Projeten erarechen, bei deenen europäesche Programmer. Mir hunn deemno eng Cote, déi iwver dem europäeschen Duerchschnëtt läit, déi bei 24% ass. Mir sinn also vun der Kompetenz hier op engem Punkt wou een nëmme ka soen, mir hu gutt Kompetenzen hei am Land a mir hunn och gutt geschafft.

Ganz besonnesch den CRP-Santé huet sech vill misse ploen. An ech wëll vun hei aus all deene Leit, déi do während Joren a ganz schlechte Konditioune eng formidabel Aarbecht gemaach hunn, merci soen, datt se laang ausgehalen hunn. Et war och net evident, well den CRP-Santé munnech Réckschléi bei senger Fonctionnement hat, ee President ass gestuerwen, a mir hunn dann elo zënter e puer Wochen een neie President, dee keen aneren ass wéi de jëtzege Direkter vum Recherchezenter vun der Goodyear. Sou datt mer also do eng Nofolleg hunn, déi dann och sécherstellt, datt den CRP-Santé fir d'Zukunft gerüst ass.

Dann ass hei an der Debatt opgeworf ginn: Wat ass dann déi Zukunft?

Här President, ech kann net soen, ob mer elo am Joer 2007 235 Leit am CRP-Santé hunn. Dat hänt na-

tierlech vun hiren Entwécklungen of; dat hântk vun deenen eenzelne Projeten of, wéi d'Chercheuren se opbauen; dat soll ofgesécher sinn, andeems d'Regierung de Finanzement garantéiert. Fir dese Moment hu mer an eisen dräi CRPen zesummegefaasst ongeféier eng 400 Leit schaffen. Dat ass net näischt. Dat ass ee klenge Mëttelbetrieb, dee mat festen Aarbechtsplazen ofgesécher ass. Et ass also och eng Schafung vun Aarbechtsplazen, déi iwwert de Wee vun der Fuerschung geschitt, an den CRP-Santé ass an héich performanten Domänen tätég.

Här Fayot, Dir hutt gefrot firwat et esou laang gedauert huet, bis dee Projet ausgeschafft ginn ass. Wann een e Projet ausschafft, wou kompliziert Laboratoire drakommen, dann ass dat e Gebai, dat sech net wéi en Administratiounsgebai mat Büroen um Räissbriet maache léisst. Et ass dofir eng laang Phas vun Elaboratioun ginn. Et sinn och Diskussiounen ginn ëm de Käschtepunkt.

Mir wësse jo awer, datt mer hei e beträchtliche Käschtepunkt investéieren; datt deen heiten CRP esou deier ass wéi déi zwee aner zesummen. Dat heescht dofir awer och, datt seng Equipementer vu gudder Qualitéit solle sinn an an d'Zukunft féieren.

An da gëtt d'Fro gestallt: Wéi ass d'Interaktioun mat dem Site Belval? Fir main Deel kann ech nëmme soen, datt mer zu Belval, en accord mam Wirtschaftsminister, virgesser hunn, datt zu Belval Plaz ass fir Start-upen an datt all Equipementer, déi op Belval kommen, et och méiglech maachen, datt Start-upé sech zu Belval um Terrain aplanzen. Dat ass d'Weiderféierung vun dem Projet Schlassgoart, wou mer zu deem Moment scho 15 dräi Start-upen hunn, déi sech begleetde loosse vun dem CRP Henri Tudor.

Et wäert also esou sinn, datt déi wirtschaftlech Entwécklung hei dru gekoppelt ass, an et ass eng vun deene Chancen, déi eist Land nach huet, fir an der Wirtschaft auszubauen, fir ze diversifizéieren, fir nei Aktivitéiten an deenen dote Beräicher vun der Fuerschung hei opzubauen.

Ech wëll och ganz kloer soen, datt ech eng Zesummenaarbecht mat der Universitéit natierlech an deem Mooss gesinn, wou d'Universitéit hir eegde Laboë wäert bauen, wat jo net déiselwecht Laboë kënne si wéi déi, déi mer elo fir den CRP bauen. Also ass d'Zesummenaarbecht unhand vun den Infrastrukturen ze organiséieren téschent den Instituter. Ech denken, mir mussen ophale mat deem Cloisonnement, datt mer soen, wann deen een hei beim Centre Hospitalier sëtzt, an deen anere sëtzt zu Belval, da kënnen déi zwee net matenee schafen. Et soll ëmgedréint sinn. Et soll zesummege schafft ginn, an dat ass och méiglech.

Et bleift nach e Problem ze klären. Dat ass een épineusé Problem, deen eis nach vill Kappzerbrieches wäert maachen, dat ass de Statut vun dem Laboratoire National de Santé. Mir hunn eis engagéiert aus deem Laboratoire e Laboratoire de référence ze maachen. Fir de Moment si mer amgang mat der Programmation. Awer och do huet de Baute ministère zu deem Zäitpunkt nach net den definitive Programm vun deem, wat dann inhaltlech soll gebaut ginn. Et ass also wichtig, datt mer do kucken, wéi de Laboratoire National de Santé dann an de ganze Fuerschungsberäich agräift a wéi mer do déi néideg Synergie kënne maachen.

Här President, zum Schluss soen ech dem Rapporteur merci, deen hei gutt a schnell Aarbecht gemaach huet. Mir kënnen hei fir den CRP-Santé e schéint Gebai bauen, an dat ass zum Wuel vun der Fuerschung. Woubäi ech soen, datt déi Entwécklung ouni d'Universitéit selbstverständlech net méiglech gewiescht wär. Well iwwerall wou een am Ausland kuckt, wou d'Fuer-

schung ee Standuertfacteur gëtt, do ass et well och eng Universitéit derbäi ass. An déi Synergie, déi hu mer eréischt gemaach mat der Décisioun, fir hei och d'Universitéit ze schafen.

Ech denken, datt dofir d'Fuerschung an den nächste Jore ganz sécher op hiren 1% vun dem PIB wäert kommen, esou wéi den europäesche „benchmarking“ ass. Den Effort, dee mer dës Kéier gemaach hu vun 0,1 op 0,3%, dat ass ee beträchtliche.

(Interruption)

Et kann een och keen Effort maachen, wann ee keng Projeten huet, an ech menge Projete kritt een och nëmme, wann d'Infrastrukturen do sinn, well soss gëtt dat ee Cercle vicieux, deen een net zu Enn féiere kann.

Ech soen der Chamber merci fir dee positive Vote.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5226 a mir stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also elo of iwwert de Projet de loi 5226.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Lucien Clement), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Laurent Mosar), MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helmingier (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Xavier Bettel), MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5162 iwwert dee staatleche Centre socio-éducatif. Et si schonn geschriwwen: déi Hären Di Bartolomeo, Bettel a Jaerling an d'Madame Reuter. D'Wuert

huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank.

4. 5162 - Projet de loi portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wuel vun eise Kanner, déi eis Zukunft sinn, muss jiddferengem um Häerz leien. D'Kanner brauche Léift, Gebuergeheet, Schutz an Orientéierung. Dat ass eng Eltereflicht, déi haut ganz oft, duerch wéi eng Émstänn och nach, net méi respektéiert gëtt.

De virleiende Projet de loi „portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État“ dréit dozou bäi, de Kanner ze hëlfelefen, wa se net méi mat hire Problemer fäerdeg ginn, an hir Famill net méi an der Lag ass, si ze encadréieren.

De Projet 5162 gesäit vir, de legislative Kader un de Reformimpuls um Niveau vun de Centres socio-éducatifs unzepassen an den Erausfuenderuge bei der Prise en charge vu Kanner a Jugendlecher mat Verhalensstéierung Rechnung ze droen.

Une voix. - Très bien.

Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice. - Den Objet vun deem Gesetz ass d'Schafung vun enger Sécherheetsunitéit zu Dräibuer. Am Kader vun der Orientéierungsdebat, wou ech Rapportrice war, iwwer eisen aktuelle Jugendhëllef- a Jugendschutzsystem, deen am leschten Hierscht an der Chamber stattfont huet, huet d'Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ dorobber higewisen, dass d'Centres socio-éducatifs net méi den Uspréich vun enger moderner Prise en charge vun de Kanner an de Jugendlechen entsprechen.

D'Détresse vun de Kanner huet vill Wuerzelen, déi oft matenee verstréckt sinn. En Dysfonctionnement an der Famill; de Leeschtungsdrock an der Schoul an an der Gesellschaft wou Upassungsfäegkeet, Flexibilitéit an Autonomie an ëmmer méi grouse Moosse verlaangt ginn, mä och perséinlech Facteuren, wéi zum Beispill psychesch Defizitter, sinn e puer Ursachen, déi d'Nout vun de Kanner erklären. Drogen- an Alkoholkonsum, all Form vu Gewalt, Délinquance sinn oft Äntwerten op Froen a Problemer, déi d'Kanner hunn.

Wa fréier d'Kanner, déi zu Dräibuer a Schraasseg placéiert goufen, haaptsächlech aus aarmen, sozial schwache Famillje komm sinn, ass hautdésdags ëmmer méi, dass jonk Leit aus gutt bemëttelte Familljen an dese Strukturen opgeholl ginn. Ëmmer méi Kanner, déi zu Dräibuer oder Schraasseg ënnerbruecht ginn, hu psychesch Problemer. Vill Kanner ginn haut net méi geléiert elementar Verhalensregelen ze respektéieren. Et ass also net verwonnerlech, wa sech ëmmer méi Kanner duerch en destruktivt Verhale kennzeechen. Doriwwer eraus ass och d'Zuel vun de stroffällege Jugendlechen a virun allem vun de réckfälligen Délinquanten, déi speziell zu Dräibuer a Schraasseg placéiert ginn, an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen.

Mir hunn haut wuel verschidde Strukturen, wou Kanner a Jugendlecher ënnerbruecht kënne ginn, falls e Placement noutwendeg ass. Am Prinzip komme Kanner a klas-

sesch Kannerheemer. D'Centres socio-éducatifs sinn do fir méi schwiereg Kanner opzehuelen. De Problem vun de Centres socio-éducatifs ass dee vun der Verméschung vun de Kanner. Dir fannt haut oft zu Dräibuer a Schraasseg souwuel Kanner, déi net an engem Foyer ënnerbruecht ginn, well do keng Plaz ass, mä et ass awer ganz oft esou, dass d'Kanner speziell mat liicht a méi schwéiere Verhalensproblemer respektiv Krimineller do ënnerbruecht ginn.

Mir sinn eis also alleguerte bewosst, dass mir lwwergangsstrukturen hei am Land brauchen. Et ass dofir wichtig, de juristesche Kader vun de Centres socio-éducatifs ze reforméieren, fir iwwer e Rechtinstrument ze verfügen, deen deesen Opfangstrukturen d'Méiglechkeet gëtt, hiren Aufgaben a Missiounen besser nozekommen. Et ass noutwendeg eng geschlossenen Unitéit ze schafen, wou Kanner a Jugendlecher bei deenen eng staark Destrukturéierung vun der Perséinlechkeet festgestallt ginn ass, déi fir sech selwer oder hiert Émfeld eng Gefor duerstellen oder déi stroffälleg gi sinn, ënnerbruecht kënne ginn.

De virleiende Projet reit sech an der Evolutioun vun de Centres socio-éducatifs säit hirem Bestoen - an zwar kuerz nom Zweete Weltkrich - kennzeechnend an. Lues a lues huet sech d'Konzept vun de Missiounen vun de Centres socio-éducatifs geännert. D'Aufgab vun dese Centres kann net an der Bestrafung vun Mineur leien, mä an der Erzéierung an an der Reintegratioun vun Betreffenden a seng Famill, an d'Schoul an an d'Gesellschaft.

D'Gesetz vun 1991 huet dës Evolutioun vervollstännegt an e kloert Zeeche gesat, andeems deesen Text virun allem déi nei socio-éducatives Missiounen vun de Centres socio-éducatifs geännert. Niewent hiren traditionellen Aufgaben, déi an der Betreuung an an dem Schutz vun de Jugendleche besteet, sollen a mussen d'Centres hir Pensionnairen ënnerstëtzen a si op hiert Liewen no Dräibuer, respektiv Schraasseg, virbereeden.

Um infrastrukturelle Plang sinn och eng ganz Rei Projeten zënter 1991 realiséiert gi mam Zil, d'Prise en charge vun de Kanner ze optimiséieren an déi zwou Unitéiten Dräibuer a Schraasseg matenee ze verbannen. Ech denken do un d'Regruppéierung vun den interne Schoulen oder un d'Schafung vun enger gemeinsamer Direktioun an Administratioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de wichtigste Punkt vun virleiende Gesetzesprojet ass d'Schafung vun enger Sécherheetsunitéit zu Dräibuer. Schonn 1992 ass e Groupe de travail interministériel, deen de Fernand Boden deemools als Familljeminister an d'Liewe geruff hat, zur Konklusioun komm, dass et opportun wär, zu Dräibuer eng geschlossenen Unitéit ze bauen. Den europäesche Comité géint d'Torture an aner onmenschlech Behandlungen huet an deem Rapport vun 1997 op d'Noutwendegkeet zu Lëtzebuerg higewisen, esou eng Unitéit zu Dräibuer virzegesinn. D'Regierung ass schonn an hirer Erklärung vun 1994 drop agaangen, wat awer schlussendlech eréischt an der Regierungserklärung vun 1999 definitiv zréckbehalen ginn ass, an zwar d'Schafung vun esou enger Unitéit um Site zu Dräibuer.

An deem Kontext ass nach ervirzehiewen, dass d'Chamber den 11. Mee 2000 eng Motioun gestëmmt huet, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, fir dës Unitéit bis spëitstens Enn 2001 ze realiséieren. Et war awer am leschte Joer am Mee 2003, wou dese virleiende Projet an der Chamber deponéiert ginn ass.

Wéi all sensibel Sujeten, huet d'Schafung vun enger geschlossenen Unitéit fir vill Kontroversen am Public an an der Kommissioun ge-

suert. D'Pädagogen zum Beispill mengen, et wär net gutt, esou eng Unitéit virzegesinn. Si fäerten, dass dës Struktur zu enger Zort Ofstellraum gëtt, wou all déi méi schwiereg Kanner a Jugendlecher, déi keen traditionelle Foyer wëllt ophuelen, ënnerbruecht ginn. Si mengen och, dass e Placement an esou enger Struktur dee jonke Mënsch wäert stigmatiséieren, wat schlussendlech enger Réinsertioun net wäert zegutt kommen. Mir sinn eis awer bewosst, dass klassesch Foyeren net géegent sinn, fir d'Kanner mat spezifesch Verhalensschwieregkeeten opzefänken. Mir brauchen dofir nei Strukturen niewent der bestoender Kannerpsychiatrie, déi jo viru kuerzem um Kierchberg geschaf ginn ass.

Wat d'Bedenke vu verschiddene Leit, wat d'Schafung vun esou enger Struktur, ugeet, mengen ech, dass alles eng Fro ass, wéi een den Encadrement vun deene be-traffene Jugendleche gesäit. Et geet aus dem Projet ervir, dass d'Auteuren eng Struktur schafe wëllen, déi kloer definéiert socio-éducatives Missiounen huet. Net fir näischt hunn d'Auteure vun dem Projet sech och fir de Site vun Dräibuer ausgeschwat. Den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, wéi och de Statsrot stellen de Site a Fro. Vill Kollegen heibannen hätten sech och gewënscht, d'Sécherheetsunitéit wär op eng aner Plaz komm. Et ass awer zréckbehalen ginn, dës Unitéit op Dräibuer ze bréngen.

(Interruption)

Wat gelift?

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Et hat awer keen eng aner Plaz proposéiert. Et ass liicht fir ze soen, dat do ass net gutt, mir hätten se léiwer enzwousch aneschtlers!

Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice. - Ganz richtig, ech hu gesot, d'Memberen an der Kommissioun.

D'Sécherheetsunitéit stellt fir verschidde Kanner déi éischt Etapp vun engem laange Reintegrationsprozess duer, deen an der geschlossenen Unitéit ufänke wäert, mä net do ophale soll. Si verfollegt déiselwecht Ziler wéi d'Centres socio-éducatifs, oder fir méi prezis ze sinn, wéi d'Internat zu Dräibuer oder Schraasseg. Et ass och méi einfach e Kand vun enger Unitéit op déi aner ze transferéieren, wann déi zwou Unitéiten Deel vun engem Site sinn.

E weidert Argument, wat fir de Site vun Dräibuer plädéiert, ass d'Tatsaach, dass déi geschlossenen Unitéit vun den Experienzen an Innovatiounen vum Centre socio-éducatif vun Dräibuer a puncto Pédagogie an therapeutesch Encadrement ka profitéieren; wat jo am Interesse vun de be-traffene Kanner a Jugendlecher ass. Den europäesche Comité géint d'Torture an aner onmenschlech Behandlungen ass iwwregens och mam Site vun Dräibuer averstanen. Esou kann een et a sengem Rapport vun 1997 noliesen.

D'Sécherheetsunitéit zu Dräibuer ka maximal zielef Kanner ophuelen. D'Auteure vum Projet hunn dës Zuel zréckbehalen, well se all Mëssbrauch vun deser Struktur wëlle vermeiden. Dës Unitéit besteet aus véier verschiddene Sektione, déi jeeweils dräi Kanner respektiv Jugendlecher ophuele kënnen. Dës erlaabt eng individuell Prise en charge vun deene Betreffenen.

De Projet gesäit och vir, Sécherheetsmoosnamen ze treffe fir d'Kanner, déi an der Émgéigend an d'Schoul ginn, an och fir déi Leit, déi an der Émgéigend wunnen, an dofir gëtt op dem Site eng Mauer vu fénnef Meter ronderëm déi nei Struktur gebaut, an et ass och d'Schafung vun engem zentralen Sécherheetsposté virgesinn.

D'Realisatioun vun dëser neier Struktur bréngt och mat sech, dat een d'Personal muss opstocken. De Projet schwätzt vun 23 neie Posten, dovunner zéng Educateuren. De Projet gesäit och vir, fir de Service psychosocial, de Service technique et d'économie domestique ëm jeeeweils zwou Persounen opzestocken. Den zentrale Sécherheitspost soll ebenfalls mat sechs Leit besat ginn an ee Responsable soll och nach derbäikommen.

Ech wëll kuerz nach op d'Missioun vun där neier Unitéit agoen. D'Sécherheitsunitéit huet als alleréisch d'Mission de surveillance, de préservation et de garde. Si soll souwuel d'Pensionnaire wéi och d'Gesellschaft schützen. D'Sécherheitsunitéit huet awer virun allem d'Vokatioun, de psychesche Strukturierungsprozess vun deene Jugendlechen anzuleeden. Si gi geléiert, Regeln ze respektéieren. D'Upassungsfäegkeet un d'Liewen an der Sécherheitsunitéit, déi no strikte Regeln oflase soll, ass Viraussetzung fir eng progressiv gesellschaftlech Integratioun op déi d'Sécherheitsunitéit prioritär schafft. An dësem Kontext leeën d'Auteurs vum Projet vill Wäert op eng berufflech Ausbildung vun deene betreffene Pensionnairen. Ouni e Schoulofschloss an eng berufflech Formatioun kënnen déi jonk Leit schlecht integréiert ginn.

Eng weider Missioun vun där Unitéit ass déi, Kanner a Jugendlecher ze valoriséieren. Et kënn nämlech oft vir, dat Kanner, déi op Dräibuer oder op aner Plaze placéiert ginn, kee Selbstwärtgefühl méi hunn, well se doheem ongerecht behandelt gi sinn, mësshandelt gi sinn oder einfach net genuch Léift kritt hunn, fir sech och kënnen auszeschwätzen. Dës Kanner mussen geléiert ginn, u sech selwer ze gleewen, fir datt si hir Plaz an der Gesellschaft fannen.

Ech wëllt nach e puer Bemierkungen zu deene verschiddenen Dispositiounen vum Projet maachen. Dir gesitt, dat den Intitulé, och den Text selwer, net méi vun de Centres socio-éducatifs de l'État an der Mehrzahl schwätzt, mä an der Einzahl. Et stëmmt, dat d'Centren op zwee verschidde Sitë verspreet sinn, mä vu datt hire Statut an hir Funktionsweis deiselwech sinn, huet de Statsrot gemengt, et soll een nëmmen nach vun engem Centre socio-éducatif schwätzen. D'Kommissioun huet sech un dës Propositioun vum Statsrot ralléiert.

Den Text prezisiéiert, dat de Centre socio-éducatif nëmme Kanner ophëlt, déi vum Jugendrichter placéiert ginn. D'Kommissioun huet an dësem Projet, wéi viru kuerzem am Kader vum Projet iwwert d'staatlech Kannerheemer, der Propositioun vum Statsrot awer net Rechnung gedroen, fir eng Altersgrenz virzugesinn. An eisen Aen ass et wichteg, dat déi Kanner, déi an enger encadréierter Struktur geléiert hunn, d'Méiglechkeet solle kréien, och nach no 21 Joer vum Encadrement an deene Servicier vum Centre socio-éducatif kënnen ze profitéieren, wa si nach dorop ugewise sinn.

Wat den Artikel 2 vum Projet ugeet, deen d'Missioun vum Centre beschreift, ass ervirzehiewen, dat de virleiedende Text manner an den Detail geet wéi den Text vun der Regierung. De Conseil d'État war der Meinung, et wier besser e méi generellen Text virzugesinn. De Centre behält esou d'Méiglechkeet, sech den zukünftige Missiounen unzupassen. D'Kommissioun huet sech do dem Avis vum Statsrot ugeschloss.

Wat déi verschidden Unitéiten um Centre uginn, war d'Kommissioun der Meinung, et sollt een net déi extern Logementer an déi soziopädagogesch Formatiounsunitéit vun der Lëscht sträichen, wéi dat de Statsrot suggeréiert huet. Déi extern Logementer sinn duerfir do fir ehemoleg Pensionnairen opzefänken, déi, nodeems den eigentleche

Placement opgehale huet, vum Encadrement vum Centre wëlle weider profitéieren.

Et ass och wichteg, dat de Centre seng eege Formatiounsunitéit behält, op Grond vun de spezifische Missiounen an Aufgabe vum Centre. De Statsrot wollt, dat d'Commission de surveillance et de coordination an eng einfach Commission consultative sollt ëmtransforméiert ginn. Op Grond vun där excellenter Aarbecht, déi dës Kommissioun schonn zënter 1991 geleescht huet, ass decidéiert ginn, den Text vun 1991 zréckzebehalen. Wat d'Nominatioun vun de Membere vun dëser Kommissioun ugeet, soll de Procureur général d'État am Géigendeel zu deem, wat am Kader vum initiale Projet festgehale ginn ass, keng Roll méi spillen.

De Comité consultatif de cogestion ass op Grond vun de Kritäre vum Statsrot vum Projet erausgeholl ginn. De Centre soll vun engem Chargé de direction, deen e Mandat fir siwe Joer kritt, dirigéiert ginn. De Statsrot hätt léiwer gehat, d'Direktioun vum Centre wier engem Direkter iwwerdroe ginn, ouni zäitlech begrenzten Mandat.

D'Artikelen 9 an 10 bezéie sech op d'Disziplinarmosname respektiv op d'Sécherheitsmosnamen, déi geholl kënnen ginn. Dës Mosname kënnen vum Personal vum Centre nëmmen op formalen Uerder vum Chargé de direction a sengem Delegéierten a Saachen Disziplin a Sécherheet geholl ginn. An dëser leschter Hypothese muss d'Commission de surveillance et de coordination hiren Avis ofginn.

Eng Mesure d'isolement temporaire kann awer just an engem gravé Fall decidéiert ginn. Dës Mosnam ass och zäitlech begrenz a si kann net iwwer zéng Deeg erausgoen. Den Artikel 11 erënnert, dat d'Placement vun der Sécherheitsunitéit zu Dräibuer nëmmen op Basis vun enger geiichtlecher Entscheedung ka geholl ginn. De Rescht vun den Artikel bezitt sech gréisstendeels op d'Personal an déi verschidde Carrièren am Kader vum Centre.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss vu menger Interventioun kommen, erlaabt mer e puer perséinlech Bemierkungen. Am meeschte wëll ech all deene Leit merci soen, déi an deene vergaangene Joren an där Institutioun wäertvoll Aarbecht geleescht hunn. Et ass ganz oft esou, dat se net fir déi Aarbecht, déi si do leeschten, honoréiert ginn, a si hunn awer e grouesse Merci verdéngt.

Mäi Wonsch bleift, dat d'Politik der Jugend an der Famill Prioritéit setzt, dat d'Elteren, déi hirer Responsabilitéit net méi kënnen nokommen, duerch eng Eltereschoul geléiert ginn, aneschtens mat hire Kanner émzegen, dat d'Schoulpersonal fréi Verhaltensproblemer bei de Schüler a Schülerinnen erkennt, dat d'Politik bereet ass, sech méi intensiv am Beräich vun der Preventioun vun der Nout vun de Kanner an hire Familljen ze investéieren.

Wa mir als Politiker eis Verantwortung huelen, wann d'Elteren an d'Gesellschaft, jiddfer ee sech d'äers bewosst ass, dann, mengen ech, brauche mir an Zukunft dës Sécherheitsunitéit vun zwielef Plazen net auszubauen. Well eng wierklech mënschlech Gesellschaft ass nëmmen déi, déi jiddfer engem d'Méiglechkeet gëtt, och engem délinquanté Jugendlechen, seng liewenswäert Plaz ze fannen.

Am Numm vun der Familljekommissioun géif ech lech bieden, dës virleiedende Text mat grousser Majoritéit unzehuelen. Et ass e wichtege Text, deen dozou bäidréit, um institutionellen Niveau déi néideg Reformen anzuleeden, fir eise Jugendhëllef- a Jugendschutzsystem ze verbessern, dëst am Interesse vun deene betreffene Kanner a Jugendlechen.

Ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir et och direkt ze soen, eis Fraktioun wäert dëse Projet stëmmen. Och wann et duerchaus erlaabt ass, kontrovers iwwert déi verschidden Direktiounen, déi ee kann an dësem Beräich anhuelen, ze diskutéieren.

Ech mengen awer, dass eng pragmatesch Approche den Avantage huet, dass mer eppes zustan bréngen; laang Diskussiounen huet et der genuch ginn an der Vergaangenheet. Mir sinn eng Dose Joren amgaangen iwwert dëse Problem ze diskutéieren an doduerch gëtt en net méi einfach an et ass wichteg, dass ee bei allem Sitë-Romantismus a bei aneren Iwwerleegungen awer soll zu prakteschen Antworten op real existéierend Froen iwwergoen.

Et ass alles gesot, wat d'Reorganisatioun vun de socio-éducativen Zentren oder dem socio-éducativen Zentrum ugeet. Do gëtt de legislative Kader deem ugepasst, wat sech an deene leschte Joren um Terrain gemaach huet: eng Dépenaliséierung vun der Approche a Richtung socio-éducativ, psychosoziaalt Encadrement, a Richtung Hëllef, Énnerstëtzung, Schutz, Resozialiséierung, Integratioun, respektiv Reintegratioun.

A wann een iwwert d'Missiounen vum dem socio-éducativen Zentrum schwätzt, da muss een, mengen ech, als Prémisse soen, dass deen Zentrum oder déi Zentren net all déi Problemer kënnen léisen, déi eis Gesellschaft generéieren. An et muss ee soen, dass och wa mer déi dote Strukturen an och déi zukünftige Struktur hunn, dass een all déi aner, déi an der Erziehung intervenéieren, net d'äert aus der Verantwortung entloossen an dass ee sech déi Moyenné muss ginn, fir an der preventiver Approche ze bleiwen. Eng preventiv Approche, déi verlaangt, dass mer eis Schoulen un déi reell Problemer, déi um Terrain sinn, adaptéieren, dass mer méi aus eise Schoule maachen, wéi heiansdo véier Mauere wou een Enseignant mat all Zorte vu Kanner muss eens ginn, mä dass een och deem socio-éducativ Beräich ronderëm d'Schoul all déi Wichtigkeet gëtt, déi e verdéngt.

Ech mengen, ech brauch net ze énnesträichen, dass d'Approche vun dem Schutz, der Hëllef a Resozialiséierung fir d'Kanner allgemeng Énnerstëtzung wäert fannen. Wann een iwwert de Kontext vun dësem Projet schwätzt, da muss een dat och e bësse méi nuancéiert gesinn, wéi een dat nach virun 20 Joer gesinn huet, wou ee Kanner mat Problemer ëmmer ausschlieslech mat soziale Problemer identifizéiert huet.

Wann ee kuckt, wéi d'Evolutioun vun der Populatioun vun dem socio-éducativen Zentrum an deene leschte Joren ass, wéi se sech entwéckelt huet, da gesäit een, dass all sozial Schichte betraff sinn, dass eng Tendenz do ass zu méi jonke Kanner, dass och eng Tendenz do ass zu méi villschichtegen a méi komplizéierte Problemer. Dat heescht - an da kommen ech op dat zréck, wat ech just gesot hunn -, dass een dat Instrumentarium, dat ee brauch, fir op déi Problematik anzugeen, dauernd muss verfeinere.

Et muss ee soen, dass um Terrain an all deene socio-éducativ Strukturen, wou och eis Zentren, wou mer haut driwwer schwätzen, dozou gehéieren, extrem Efforté gemaach ginn, bei enger Aarbecht, déi net einfach ass, dass gutt Resultater erziilt gi sinn, mä wat net d'äert driwwer ewechtäuschen, dass mer Kanner, Jugendlecher hunn, déi bei allem gudden Wëllen a bei allem Engagement op der Streck bleiwen, an doduerch dass se heiansdo keng Perspektiven hunn an eigentlech heiansdo näischt ze verléieren hunn, déi Grenzen, déi d'Gesellschaft hinne gezecht huet, déi mir gezecht hunn, iwwerscheiden.

A wann een de rosae Brëll emol eng kéier ausdeet, da muss een drop hiweisen, dass am Joer 2000 insgesamt 25 Mannerjäreger am Prisong énnerrdaach bruecht gi sinn, well keng aner Struktur do war, fir se énnerrdaach ze bréngen, bei deene Problemer, déi se haten. A wann een e bësse méi wäit an de Statistike geet, da muss ee feststellen, dass am Joer 2002 bis zu engem Maximum vu gläichzäitig 15 Jugendlecher am Erwuesseneprisong zu Schraasseg énnerrdaach bruecht waren. Wann een an de Statistiken, bei deenen éischte Jore wou se bestinn, nach gesinn huet wéi vill Deeg a wéi vill Jugendlecher et insgesamt bal waren, den zweeten Deel vun de Statistiken huet een dann am Projet de loi net méi erëmfonnt, sou dass ech mech froen, ob déi net bestinn oder ob...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Ech soen lech dat.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Gutt.

Oder ob do eng weider Evolutioun no uewen ze verzechn war.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass den Erwuesseneprisong net déi richteg Plaz ass fir och nach esou schwierig Jugendlecher, déi och nach esou Schlëmmer fléie gelooss hunn, énnerrdaach ze bréngen, well hir Situations gëtt net besser, doduerch dass si an engem Erwuesseneprisong sinn.

Dat sinn net nëmme mir alleng, déi dat doten denken, dat ass bestätegt ginn - an d'Madame Rapporteur huet dat och nach eng kéier ervirgestrach - vum europäesche Comité fir d'Preventioun vun der Folter an aneren erniddregende Prozeduren. E Comité, dee beim Conseil de l'Europe besteet an dee schonn 1997 dorop higewisen huet, dass déi Praxis, fir jonk Leit an de Prisong ze iwwerweisen, net déi richteg wier an dass et eng absolut Prioritéit wier, fir eng eegestänneg an zoue Struktur ze schafen.

Mir wëssen, dass d'Millen heiansdo ganz lues dréinen an dat gesäit een och un dem Fakt, dass zënter 1992 déi zoue Struktur am Raum stoung, wou se vun deem Groupe interministériel, énnert der Schirmherrschaft vun deemolege Familljeminstre, dem Fernand Boden, empfohl gi war.

Aus deenen Diskussiounen, déi elo zënter zwielef Joer gelaf sinn, hu sech eng Rei vun Optiounen ergi gehat, fir esou eng zoue Struktur ze schafen. Déi eng, déi een direkt konnt ausschléissen, well bei kenger Sait Begeescherung war, dat war déi, fir déi Sécherheitsstruktur un de Prisong vu Schraasseg unzeschléissen; ech mengen déi war direkt vum Dësch an déi ass och zu Recht vum Dësch.

Déi zwou aner Approchë sinn awer absolut diskutabel, déi vun enger eegestänneger Struktur an déi vun enger Struktur, wéi mer se elo uginn, déi un e Zentrum, wéi en zu Dräibuer besteet, ugehaange soll ginn. Déi, déi fir déi eegestänneg Struktur plädéiert hunn, waren

der Meinung, dass déi Vermischung net optimal wier; dat kann een novollzéien. Et gëtt eng ganz Rei vu gudden Argumenter, déi an déi dote Richtung ginn, mä et ass virdu scho gesot ginn, wann een Alternativé proposéiert, da soll ee wann ech gelift och soen a wat fir engem Kader, dass se kënnen realiséiert ginn, amplaz dass mer dann erëm eng kéier vu vir ufänken.

Et gëtt aner Beräicher, wou mer ähnlech Diskussiounen hunn a wa mer fir eegestänneg Strukturen plädéieren, da solle mer wann ech gelift och esou konsequent sinn, dass mer als déi, déi dat dote mengen, d'Käpp zesummestrecken an dann och Neel mat Käpp maachen, a soe wou déi Strukturen hikommen. Dat géllt fir deen heite Beräich an dat géllt och fir de Flüchtlingsberäich, wou mer allegueren dru wannen, wa mer eng kéier iwwert déi parteipolitesch Grenzen ewech ginn a probéiere pragmatesch Solutiounen ze huelen, zesummen an net géinteneen.

(Interruptions)

Une voix. - Neen, wéi verstänneg!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech war dat nach ëmmer. Dir hutt et just nach net gemierkt.

(Hilarité et interruptions diverses)

Une voix. - Dann hoffe mer, dass Der esou weidermaacht!

Une autre voix. - Dir hutt et awer gutt verstoppt.

M. le Président. - Fuert weider, Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Schlussendlech muss ech soen, dass déi Solutioun, déi am léifste schnell realiséiert soll ginn, d'Prioritéit an der Kommissioun fonnt huet an d'Kommissioun huet d'Regierung an der Approche beleeet, dass déi zoue Struktur soll un den Zentrum vun Dräibuer ugehaange ginn, wou awer och den Avantage ass, dass fléissend Iwwergang zu bestoende Strukturen sinn an dass et zu engem Echange ka kommen an deene Beräicher vun der psychologescher an der therapeutischer Betreuung vun deene jonke Leit an et och am Beräich Formatioun fléissend Iwwergang ka ginn.

Wou een awer muss oppassen, an, ech mengen, dat ass och thematiséiert ginn an den Diskussiounen vun der Kommissioun, dat ass, dass mer verhënnere, och wa mer elo eng nei Struktur schafen, dass mer zwar op där enger Sait dann eng Rei vu Jugendlecher placéieren an déi zouen Unitéit, an awer gläichzäitig weiderfuere mat dem Placement vun anere Jugendlechen am Prisong, wou, mengen ech, eng Rei vu berodend Instanzen drop agaange sinn, dass et ganz kloer muss sinn, dass deen heite Projet eng Alternativé muss sinn zu Schraasseg, an net e Complément. Also an anere Wieder, dass dann déi Jugendlecher, déi gemengt sinn, och an déi heite Struktur kommen, an net an den Erwuesseneprisong zu Schraasseg.

Et gëtt och eng Rei vu Leit, och bei de Berufschamberen, déi sech Gedanke gemaach hunn, ob dann d'Zuel vun zwielef géif duergoen. Déi Fro kann ee sech natierlech stellen, wann een d'Statistike gesäit vun deene Leit, déi an deem virleschte Joer zu Schraasseg placéiert gi sinn. Dat waren der streckeweis méi wéi zwielef, dat waren der bis zu 15. A wann een d'Evolutioun vun de Statistiken a Saachen Delinquenz, och Jugenddelinquenz a Jugendkriminalitéit gesäit, da muss ee feststellen, dass dat net no ënne geet, mä dass deiselwech Bewegung hei zu Lëtzebuerg ugesat huet, wéi se scho laang am Ausland bestanen

huet, an dass d'Bereetschaft vun enger gewässer Zuel sécher nach ëmmer eng verschwindend kleng Majoritéit ass, wann een et vergläicht mat der Gesamtstatistik, mä dass d'Bereetschaft fir méi wäit ze goen awer do ass.

Also d'Fro, ob et duergeet mat deenen zwielf; ob séchergestallt gëtt, dass mer net awer gezwonge ginn, fir weider zu Schraasseg anzeweisen. Froen, déi och opgeworf gi sinn, opgrond vun deene maximalen Délaie beim Placement duerch déi kompetent Instanze vun der Justiz, déi Délaie vun dräi Méint, déi renouvelable sinn, wat duerno geschitt; wéi oft dass se renouvelable sinn. Kann ee beliebig d'maximal Zäit vun dräi Méint verlängeren a jeeweils an Tranché vun dräi Méint, bei all Kéiers enger Décisioun vun der Justiz, oder ass do eng maximal Zäit virgesinn?

Deen heite System rullt jo nëmme, wann et zu engem relativ schnellen Dréine kënnt. Well wann ee gesäit wéi vill Jugendlecher an engem Joer betraff sinn, da klappt et mat der Zuel vun deenen zwielf nëmme, wann et awer a vernünftigen Délaien dréint.

Da mengen ech, wann een esou eng Struktur schafft, dann ass et wichteg, dass een och dat noutwendeg Personal zur Verfügung stellt. Mir hunn d'Impressioun, dass mat deenen 23 Posten, déi virgesi sinn, e ganz seriöt Fundament gemaach gëtt, fir dass déi jonk Leit, déi an déi Struktur hei kommen, och anstänneg kënnen encadréiert ginn, net nëmme wat d'Garde ugeet, mä och virun allem um éducativen, schouleschen, psychosoziale Beräich.

Dann eng lescht Iwwerleeung, déi, mengen ech, wéineg oder guer net aus dem Projet erausgeet, dat ass: Wat geschitt elo an der Praxis um Terrain, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass? Ech mengen, et si keng Aussoen do iwwert den Délaie, wéini dass déi Gebailechkeeten, déi Strukture sollen zur Verfügung stoen. Et sinn och keng Detailer dran iwwert de Finanzement an iwwert de Käschtepunkt. Ech hu mer soe gelooss, dass de Käschtepunkt esou niddreg ass, dass en ënnert der Limite ass vun deem wat üblech ass, fir e Gesetz ze maachen. Wéi gëtt och op déi Repoché vun eenzelen berodenden Instanze reagiert, dass d'Definitiou vun dem Fonctionnement vun där neier Struktur relativ dénn awer ass an net kloer definéiert ass, dass ee méi e kloert Konzept hätt missen op den Dësch leeën?

Ech wollt ofschléissend nach eng Kéier bestätegen, dass eis Fraktioun den heite Projet wäert stëmmen, an der Hoffnung, dass déi Limitatioun op zwielf vun de Realitéiten net dépasséiert gëtt. Et wär keen, dee sech méi géif driwwer freeën, wann an der Praxis déi zwielf Plazen esou selte wéi méiglech gebraucht géife ginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Di Bartolomeo. Als nächste Riedner ass elo den Här Bettel ageschriwwen, mä den Här Mehlen hat gefrot, ob vläicht kënnt d'Reiefolleg ëmgeännert ginn. Kéint den Här Mehlen da virun lech schwätzen, Här Bettel?

(Assentiment)

Gutt, dat schéngt dann de Fall ze sinn. Da géif ech deem honorablen Här Mehlen d'Wuert gi fir seng Stellungnahm heizou. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, ech wëll mech da beim Här Bettel ausdrécklech bedanken derfir, dass en esou kulant war fir mech virzeloossen.

Mir hunn haut e Projet um Ordre du jour, deen zimlech kontrovers dobaussen diskutéiert gëtt. Net wat säin allgemenge Contenu ubelaangt, ech mengen do sinn d'Vuen

am grouse Ganzen déiselwech, mä haaptsächlech wat d'Implantatioun vun enger zouener, vun enger geschlossener Anstalt, dat heescht vun engem Jugendprisong zu Dräibuer ubelaangt.

Meng Virriedner hu sech schonn an och d'Rapportrice huet sech mat den Ursache vun der steigender Jugenddelinquenz ausernee gesat. Do kënnt ee lang driwwer schwätzen. Ech wëll dat net maachen. Mä ech menge mir mussen eis awer seriöt Gedanke maache wou eis Gesellschaft hin evoluéiert, wéi wäit dat mer eng sakrosankt Fräiheet interpretéieren an evoluéiere loossen. Kanner sinn onbeschriwwen Blieder, an dat wat een an hirer Jugendzäit drop schreift, dat steet meeschtens fir d'ganz Liewen drop. Et gëtt jo Leit, déi soen, dass d'Influenz vun de Medien, vun deem wat haut op de Medie gebuede gëtt, a wou mir Erwuessener nach laang net ëmmer d'Kontroll driwwer hunn, wat dann do vun de Kanner alles esou consumméiert gëtt, dass dat relativ wéineg Afloss hätt. Ech deelen déi Erkenntnis oder déi Iwwerzeugung net. Ech sinn der Meenung, dass dat schonn e ganz groussen Afloss huet.

Déi heile Welt, déi et vläicht ni ginn huet, mä déi dach awer e bësse méi intakt war zu där Zäit, wou mir an de Kannerschong gestach hunn, hu mer net méi. Dat huet vill evoluéiert duerch d'Televisioun, duerch Spiller, elektronesch Spiller an esou weider. An ech mengen, och wa mer um nationale Plang limitéiert sinn an eise Mëttele fir do dergéint virzegen, da misst dach awer um Niveau vun der Europäescher Communautéit mat alle Mëttele géint d'Diffusioun vun deenen Duerstellung vu Gewalt, vu Kriminalitéit virgaange ginn a mir sollen eis Kanner virun deenen Aflëss schützen esou wäit wéi et méiglech ass. Dat dozou.

Wa mer da Jonker hunn, déi kriminell gi sinn, da muss e Suivi kommen. Dat sinn haaptsächlech dräi Elementer. Dat eent, dat ass d'Sécherheet. D'Sécherheet vun der Gesellschaft virun esou jonke Stroftäter, déi heiansdo gradesou geféierlech kënne si wéi Erwuessener. Et ass als zweet d'psychologesch Betreierung an d'Education, déi hannendru muss probéieren dat ze korrigéieren, wat virdu kromm gelaf ass. An et ass als drëtt d'Vermëttlung vun enger zoliter beruflecher Formatioun, déi jo och zu enger Basis féiert, déi et erlaabt herno am Erwuessenenliewen zu enger normaler, geregelter Erwerbstätigkeit an dann och an där Folleg zu engem normalen, regelte Liewen ze kommen.

Bis elo, wann et sech dann ëm geféierlech Jugendlecher gehandelt huet, wéi dat jo och vu menge Virriedner richteg duergestallt ginn ass, hate mer keng aner Solutioun wéi Schraasseg. Datt dat keng glécklech Solutioun war, do si mer eis alleguer eens, do brauch ee sech net laang derbäi opzehalen. Jiddereen ass d'accord a mir hu jo och dacks genuch de Fanger gemaach kritt hei zu Lëtzebuerg, dass mer do sollen eng Trennung erbäiféieren.

D'Kommissioun ass, aus Ursachen, déi mer alleguer elo héieren hunn, zur Erkenntnis komm, da soll een Dräibuer, wat e Centre socio-éducatif ass, ausbauen an eng Unitéit ufügen, déi ee beim allerbeschte Wëllen awer net anescht wéi Prisong bezeeche kann. Dat huet sécherlech eng etlech Avantage. Dat féint een och am Rapport erëm, do gëtt gesot: Et wier jo awer gutt, wann déi Jonk beienee wieren. Wann do fléissend Iwwergang wieren, huet ee vu menge Virriedner gesot. Et huet een natierlech eng Partie Strukturen, déi ee gemeinsam kënnt profitéieren, da spuert ee Geld. De Passage vun enger Unitéit an déi aner wier ouni Problem, gëtt gesot.

Mir sinn zwar der Meenung - an ech wëll dat ganz daitlech soen -

datt d'Nodeeler op déi ech elo wollt ze schwätze kommen, iwwerweien. Ech wëll ufänken, dass op deem Site net wäit dovun ewech eng Schoul steet, wou d'Kanner aus zwou Gemengen an déi Schoul ginn...

(Interruption)

Déi Fro ass berechtigt, Madame Minister. Si ass ganz berechtigt. Ech sinn natierlech fräi, déi Fro opzuerwerfen, well ech net fir déi Décisioun, fir dohinner eng Schoul opzerrichten, responsabel sinn. Ech mengen, et ass awer ee Buergermeeschter, deen lech, wat d'politesch Blutgrupp ubelaangt, net ganz wäit ewech steet.

Et ass keng glécklech Solutioun an et muss een d'Eltere verstoen, nodeem wat elo just am Oste passéiert ass, virun net esou ganz laanger Zäit, dass do Ängshten opkommen. Mir wëllen déi Ängshten net weider verstärken, mä mir hunn awer Verständnis dofir, wa Leit et net gutt fannen, dass eng geschlossenen Unitéit, wou Jonker - an ech widderhuelen dat nach eng Kéier -, déi gradesou geféierlech kënne si wéi Erwuessener, do agespäert ginn. A wéi dacht a wéi sécher eis Prisong sinn, dat hu mer jo an der Vergaangenheet dacks genuch erlieft. Datt do vläicht an engem bestëmmte Moment d'Versuchung grouss ass, fir vun esou enger Schoul ze profitéieren, fir sech...

(Interruption)

Oh, Madame Minister, iwwert dee Punkt solle mer eis awer keng Illusiounen maachen.

(Interruptions)

Also, Dir an ech, mir brauchen se net op déi Iddien ze bréngen. Mä et sinn awer d'Befierchtunge vun de Leit aus der Géigend - ech wëll dat just soen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Ma da maacht mer mol eng aner Proposition.

M. Robert Mehlen (ADR). - Jo, Dir sidd an der Regierung an net mir.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Hahaha, esou licht ass d'Liewen!

(Hilarité et interruptions)

M. Robert Mehlen (ADR). - Jo!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Ah, dann ass et awer ganz einfach.

Une voix. - Dir kommt och ni an d'Regierung!

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Ah, dass ass awer nu wierklech einfach.

M. Robert Mehlen (ADR). - Ass Dat Är ganz Attitud?

Une voix. - Et ass och Är!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Et ass Är, net eis.

M. Robert Mehlen (ADR). - Ech komme jo op d'Argumenter, woufir datt mer net d'accord sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - ..., mä da muss een eng Alternativ op där anerer Säit hunn.

M. Robert Mehlen (ADR). - E weideren Aspekt ass d'Sécherheet. Eng getrennten Unitéit brauch natierlech méi en héijen Opwand. Mir gesinn, dass relativ vill Personal gebraucht gëtt, fir esou eng Unitéit sécher ze maachen. Woumat mir och d'accord sinn, ass fir unzeerkennen, dass de Site Schraasseg vläicht net deen aller-glécklechste wier, mä et hätt een awer kënnen op deem Site eng total getrennten Unitéit fir déi, déi wierklech stroffälleg gi sinn, opriichten a se mat an de Système de surveillance vun dem zentrale Prisong mat abanne kënnen. Ech soen lech och wat soss den Avantage dovu gewiescht wier - an ech menge mir soen et jo net eleng.

Wat vill méi schwéierwiegend ass, dat ass, dass hei en Amalgam stattféint, eng Vermeschung vu Jugendlechen, déi sech ënner Ëmstänn guer näischt zu Schold komme gelooss hunn, déi dohinner placéiert gi sinn, well eben dee Moment an hirem familiäre Milieu viles net esou war, wéi et hätt solle sinn, mat deenen, déi kriminell gi sinn an ënner Ëmstänn ganz schlëmm Strofdote gemaach hunn.

Dat ass net gutt a mir haten, wéi dee grouse Prisong sollt ausgebaut ginn, eng Diskussioun driwwer, déi berechtigt war, ob et richtig ass, dass mer zum Beispill Untersuchungsstäfflingen, déi iwwerhaupt nach mat näischt iwwerfouert sinn, wou am Fong geholl misst d'Unschuldsvermutung virop stoen, och am Zentralprisong internéieren oder ob et net méi richtig gewiescht wär, fir eng getrennten Unitéit ze schafen, fir dass déi net direkt stigmatiséiert wieren. Hei passéiert par analogie e bëssen datselwech, dass Kanner oder Jonker, déi net weider stroffälleg sinn, mat aneren an een Dëppe gehäit ginn.

Mir wëssen alleguer, wat et heescht, wa gesot gëtt: E sëtzt zu Schraasseg. Jiddereen denkt sech dann, dass een iergendwéi condemnéiert wier an eppes Schlëmme verbrach hätt. Dobäi, wéi gesot, kann dat en Untersuchungsstäffling sinn, deen ënner Ëmstänn zu Onrecht do internéiert ginn ass. Hei passéiert deelweis datselwech, wann et heescht, e sëtzt zu Dräibuer, da weess dat och keen. Oder och herno am spéidere Liewe gëtt gesot: E war zu Dräibuer. Da kann dat gradesou gutt heeschen, e war am Prisong, och wann en net am Prisong war.

Duerfir ware schonn 1992 an engem Débat, deen hei stattfonnt huet, ënner anerem den Här Strotz der Meenung, et sollt een, ech zitieren hei: „Well et sech ëmmer nëmme ëm eng begrenzten Zuel vu Mannerjähregen dréint, sechs bis zwielf Jugendlecher, wëll ech d'Fro an de Raum stellen, ob een net fir dese spezifische Problem eng Zesummenaarbecht mam noen Ausland kënnt ustriewen.“ Den Här Minister Boden huet deemools gemengt: „Ech sinn och der Meenung, wann ee kéint eng gutt Konventioun mat Instituter am Ausland maachen, dass dat dee beschte Wee wier.“ Dat, well och deemools d'Erkenntnis schonn do war, dass et net gutt wier, wann een dat géing zesummebréngen.

Vill méi gravéierend, Madame Minister, an dat wësst Dir och, ass awer d'Stellungnahm vum Conseil d'État, dee sech farouchement dergéint wiert, dass dat do soll stattfannen.

E seet, e wär mat der Institutioun vun esou engem Centre d'accord, mä e wier net „convaincu ni de son intégration fonctionnelle ni de sa localisation au sein des centres socio-éducatifs de l'État, bien au contraire. Face à des jeunes au comportement gravement perturbé, il importe d'établir des structures claires et séparées, empêchant ainsi toute confusion ou amalgame. Le seul besoin de coordination ou de facilité de transfert ne peut justifier à eux seuls un mélange de régimes différents“ - an

dann zielt en se op. „En plus des raisons pédagogiques plaidant en faveur d'une séparation des genres, la stigmatisation“ - an dat ass dat, wat ech elo grad gesot hunn - „qui ira de pair avec un internement en unité de sécurité ne devrait pas peser sur tous les mineurs placés dans les centres socio-éducatifs de l'État.“

An an der Konklusioun seet de Conseil d'État: „Le Conseil d'État plaide donc avec force en faveur d'une nouvelle structure fermée pour jeunes délinquants dans une nouvelle institution indépendante répondant aux besoins tant des jeunes souffrant de problèmes psychiatriques, de toxicomanie ou d'autres comportements déviants, nécessitant un régime fermé.“ Datselwech seet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi och mat praktesch deeneselwechen Argumenter kommen.

Den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand seet a sengem Rapport 2003: „Après mûre réflexion et malgré certains avantages manifestes, notamment le partage des infrastructures du personnel encadrant, le comité est opposé à l'implantation de l'unité de sécurité sur le site de Dreibern pour des raisons d'ordre socio-éducatif.“ Och do, vu Leit, déi et jo awer wierklech misste wëssen, eng ganz kloer Oppositioun.

An dann d'Chamberkommissioun „Jeunesse en détresse“, d'Spezialkommissioun, déi ass zum selwechten Ergebnis komm a si seet an hirem Rapport: „Elle déplore que le CSEE de Dreibern soit devenu une institution où se côtoient aussi bien des enfants victimes de maltraitance ou de carence dans leur milieu familial“, dat heescht, déi, déi iwwerhaupt näischt verbrach hunn, „que des délinquants multirécidivistes ayant accompli des faits graves en passant par des jeunes souffrant de problèmes psychologiques.“ All déi Leit, deenen hir Kompetenz ee jo awer sécher net kann a Fro stellen, plädéieren dergéint.

An dat ass eigentlech d'Haaptursach, woufir datt mir et net gutt fannen, dass déi Unitéit elo op Dräibuer kënnt an dass do eng Vermeschung gemaach gëtt. Déi eenzeg Avantage sinn, dass ee Site do besteet, wou Jonker sinn, déi Schwierigkeeten hunn an dass een aus Facilitéitsgrënn dat dann do drun hânt. Mir kënnen déi Aart a Weis fir virzegen net guttheeschen. Mir ralléieren eis all deenen Argumenter, sief et vum Conseil d'État, sief et vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand an och der Chamberkommissioun, der Spezialkommissioun, an dofir kënne mir deemem Projet eis Zoustëmmung net ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Als nächste Riedner ass elo den honorablen Här Bettel ageschriwwen an domat ginn ech him och d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, fir unzefänke wëll ech lech direkt informéieren, dass ech e bëssen op den Internet surfe gaange sinn, a wann Der do op Google gitt - dat ass esou e Moteur de recherche - an Dir tippt „délinquance juvénile“ an, da gitt Der net méi fäerdeg mat Säite fannen iwwer Artikelen iwwert d'Délinquance juvénile. Dunn hunn ech mer geduecht, da misst een dat Ganz e bësse prezisieren. Ech hu bei „délinquance juvénile“ nach Lëtzebuerg hannendru derbäigeschriwwen, an do krut ech och immens vill Säiten.

Firwat ech dat gemaach hunn? Einfach fir ze kucken, wéi d'Situatioun war, fir e bëssen en Historique ze maachen an e bëssen op d'Situatioun vun haut ze kommen. Ech erlaabe mer fir d'éischt dann en Artikel vum „Lëtzebuerger Land“ ze zi-

téieren, vum Josée Hansen, vum 27. November 1998. Do ass an der Chamber justement eng Debatt gewiescht iwwert d'Situatioun vun deene Jonken am Milieu carcéral, an do huet de Justizminister gesot: „Le ministre marqua son accord avec la priorité à donner à la construction d'une structure fermée auprès des Centres socio-éducatifs de l'État de Dreibern et de Schrassig, afin que les mineurs fugueurs ou récidivistes puissent y être encadrés au lieu de les transférer au CPL.“ Dat war de 27. November 1998. Haut, am Joer 2004, et huet eng Zäit gedauert, ass e Projet komm.

Firwat huet et esou laang gedauert? Ech mengen, d'Madame Ministesch kann et soen, a si kann dat och net bestreiden, wat ech elo soen. Esoual ee seet, et géif e Centre socio-éducatif, hunn d'Leit direkt Panik an Angscht, da géif d'Kriminalitéit an d'Luucht goen, et wieren direkt katastrophal Situatiounen. Ech mengen am Moment selwer kënnt Der net soen, dass zu Dräibuer an an der Émgeigend direkt d'Kriminalitéit eropgaangen ass wéinst dem Centre vun Dräibuer, ou contraire.

An elo mat deem neie Centre de sécurité, also mat där Unité de sécurité, wou ech duerno nach wäert drop agoen, ass jo au contraire virgesinn, dass éischters de Kontakt mat dobaussen och gespärt gëtt, well et ass net nëmmen deen, deen erausgeet, mä et sinn och déi ganz Leit, déi probéieren eranzekommen, well verschidde Leit, déi zu Dräibuer setzen, hunn och dann nach e ganze Krees vu Leit, déi gäre Kontakt mat hinnen huelen an déi dohinner ginn.

Erlaabt mer och, dass ech e puer Zuelen zitieren. Eng Kéier sinn dat déi vun der „Stém vum der Strooss“, wou se einfach en Artikel iwwert d'Délinquance juvénile geschriwwen haten, an déi soen: „Les risques de se tourner vers la délinquance diversifiée ou de consommer des drogues sont élevés et bien souvent irréversibles. Pour se faire une opinion, voici quelques chiffres sur l'évolution de la délinquance juvénile: En 1980, le nombre d'auteurs mineurs était de 537 pour les hommes et de 75 pour les femmes.“ Dat heescht, 1980 hate mer hei en Total vu 612 Mannerjähreger, déi Délinquanten waren. Am Joer 1999 waren et der 832 bei de Männer an 264 bei de Fraen. Dat war en Total vun 1.096 Leit. Et huet ee jo gesinn, dass eng Augmentatioun do ass, mä och nach eng Augmentatioun bei der Zuel vun de Fraen!

Da kann ee sech d'Fro stellen, sinn déi Zuelen iwwerhaupt déi richteg Zuelen, well et gëtt doudsicher och eng schwaarz Zuel, éischters wou d'Elteren, wann d'Kanner eng gesticht hunn, net wëlle selbstverständlech d'Kanner denunziéieren goen, och vläicht verschidde Gebaier wou den Direkter net wëllt direkt eng Plainte maache goen, oder iwwerhaupt eng Victime, déi net direkt eng Plainte wëllt maache goen. D'Evolution ass wierklech frappant gewiescht. Et ass net, well d'Populatioun an d'Luucht geet, dass dat mat der Delinquentenzuel ze dinn huet. Dat heescht, dass et wierklech e Fait de société ass, wou ee sech muss Froe stellen.

Dunn hunn ech nämlech op dem Internetsite vun engem franséischen Auteur eng Zuel erausfonnt, déi seet: „Depuis le début du 20^e siècle on peut toutefois distinguer quatre phases dans l'évolution de la délinquance juvénile. Jusqu'à l'entre-deux-guerres on note une certaine stabilité.“ Et waren 12.165 Mineuren, déi 1939 a Frankräich suiwiert gi sinn, 13.770 1912, tëschent dem Krich waren et der 34.811, an 1954 13.504, an et ass elo déi lescht 30 Joer wou déi Zuel sech verféneffacht huet! Sou waren et der 1960 26.894, an déi lescht Zuel, déi se a Frankräich dann haten, 1986 an där doter Etüd, huet vun 71.519 geschwat. A si soe justement, dass déi Évolu-

tion démographique do näischt ännert, well et war deemools 3,25 op dausend 1950, an Dir sidd elo op 9,1 op dausend 1977, 9,8 pro dausend 1980 an 10,5 pro dausend 1885.

Dat ass déi éischt Fro, déi ee sech da stellt. Da gesäit ee jo, dass eng Evolution vun der Zuel do ass. Et kann ee sech da soen: Jo, mä sinn dat dann nëmme Leit, déi keng Bildung hunn, déi näischt geléiert hunn an déi „déficients intellectuels“ sinn? Fir mech sinn d'Froen op verschidde Plazen. Dir hutt d'Famill, déi eng Roll huet, Dir hutt d'Sozialliewen, dat eng Roll huet, Dir hutt d'Jugend vum Kand selwer, déi eng Roll huet, an d'Plaz vum Kand an der Gesellschaft. Eng Délinquance, déi kënnt ganz oft bei engem Jonken, well eng Faiblesse do war um Niveau vun den Elteren a vum Encadrement.

Mä Dir hutt awer och grad de Contraire. Dir hutt ganz oft eng Délinquance bei jonke Leit, well d'Education ze vill rigide war a well d'Kand, fir sech ze expriméieren, eben eng Dommheet gemaach huet, fir opzefalen. Du point de vue facteurs sociaux hutt Der selbstverständlech och den Échec scolaire, deen zielt, an dann duerno kënnt och selbstverständlech de Problem, dass et fir d'Aarbecht méi schwéier gëtt an de Projet à long terme dann einfach feelt, dass de Jonke sech seng Zukunft net ka virstellen. A wann d'Insertion scolaire a professionnelle net klappt, da frequentéiert ee meeschtens Leit, déi deeselwechte „pedigree“ hunn, a selbstverständlech wat ee méi Leit frequentéiert an deemselwechte Milieu, wat de Risiko och besteet, an dee Milieu eranzerutschen.

Et sinn och verschidde Leit, déi mengen, dass den Delinquent nëmme bei deene mander gudder soziale Familljen ass. Dat ass net de Fall. Do ass och eng Enquête gemaach ginn. Dat Eenzegt wat ass, dat ass, dass manner Récidivist sinn, op jidde Fall no der Enquête, déi ech fonnt hunn, bei deene Leit, déi scho gestrooft gi sinn, déi aus favorabel soziale Milieue kumm sinn.

Ech hunn och eppes Flottes fonnt gehat iwwer justement d'Récidive, wou se gesot hunn, dass se an Amerika eng Kéier 80 Leit kontrolléiert haten, awer déi fénnef, déi an der Procédure judiciaire waren, waren d'Halschent vun den Doten, déi déi Zäit begaange gi sinn. Selbstverständlech all Mineur, deen an engem Centre ass - ob dat elo zu Dräibuer oder an engem anere Centre ass - ass e Fiasko fir eis alleguerten, andeem mer eis nëmme kënne d'Fro stellen: Wat hu mer falsch gemaach a wéi kënne mer et besser maachen?

Bon, am franséische Sénat hu se eng Aarbecht gemaach an e bésse déi ganz Législatioun comparéiert um europäeschen Niveau. A Spuenien an an England gëtt et zum Beispill d'Responsabilité pénale vun den Elteren, déi et och a Frankräich ginn ass, wou e Richter gesot huet, wou eng Mamm net opgepasst huet op e Kand, dat e Multirécidiviste war, dass d'Mamm eng Prisongsstrof als Sanktioun kritt huet, well se net op d'Kand opgepasst huet. Dir hutt och zum Beispill an Holland am Code pénal d'Méiglechkeet, dass de Parquet, ier d'Procédure pénale lassgeet, dem Kand kann eng Aarbecht proposéieren. Hei zu Lëtzebuerg geet dat normalerweis net, do muss dat dann iwwert de Richter lafen.

Et soll een och net mengen, well mer hei vill Ausländer hätten oder eng gewësse Vague vun Ausländer hätten, dass dofir d'Delinquenz an d'Luucht gaange wär. Ech mengen de Joseph Schmit, dee Chef hei ass aus der Stad, huet dat selwer a sengen Zuele gesot, dass et keng Criminalité importée ass, an dass déi meescht Leit och Leit sinn, déi hei residéieren an hei sinn.

Elo iwwert déi Sécuritétsmauer. Selbstverständlech kann ee sech

d'Fro stellen: Déi fénnef Meter Mauer, ass dat ka keen zweete Prison? Ech kann lech just soen, actuellement, an dat ass nach net esou laang hier, sinn d'Mineuren zu Schraasseg gewiescht an dann ass gesot ginn: Si kréien awer kee Kontakt mat erwuessene Leit! Ech hat eng Question parlementaire un den Här Frieden gestallt, well eng Zäitche ware se bei de Fraen um Stack!

(Interruption)

Merci, Här Graas. Dat heescht, do ware se zesummen um Stack. Okay, et war e Gitter tëschent deenen zwee, mä de Contact verbal ass do, a wa se dann an den Haff ginn, da gesi se awer een deen aneren. Dat heescht esou eng Trennung war op jidde Fall net garantéiert, an Dir hutt verschidde Mineuren, déi ëmmer Fuguë gemaach hunn. An zu Dräibuer haten se éischters de Risiko, iwwert d'Mauer ze trëllen, sech wéize, an zweetens dann, wéi ech virdu gesot hunn, dass Leit se besiche kumm sinn.

An et si verschidde Leit do, wou et ebe keng aner Méiglechkeet gëtt, déi schonn am ganz jonken Alter, mir hunn och scho Fäll gehat vu Mineuren, déi awer Tentative de meurtre wann net Mord souguer begaangen hunn, an dat heescht dann ass et eng Gefor fir d'Gesellschaft, an déi kënne och - dat soe jo och d'Jurisprudenz an d'Riichter an d'Gesetz - souguer vun engem Erwuesenen Tribunal, dat heescht net vun engem Jugendrichter, jugéiere gelooss ginn. Fir déi gëtt et keng aner Méiglechkeet an där Situatioun wéi se an enger Struktur ze hunn, déi méi Sécuritét bitt op jidde Fall wéi dat am Moment zu Dräibuer de Fall ass.

Wat elo och wichteg ass an deem heite Projet, ass selbstverständlech, dass och dat Ganz, wat ronderëm ass, verbessert gëtt. Et geet jo net duer, d'Leit anzespären oder op jidde Fall wëllen do ze placéieren an net ze kucke fir e Suivi ze hunn. De But, dee mer jo alleguerten hunn an deen ech mer och wënschen, ass, dass, ganz oft wann elo Strofe gesprach ginn, ob dat elo Prisongsstrofe si bei jonke Leit oder ob dat Mesure-d'éducation sinn, de Suivi ganz wichteg ass. De Suivi fänkt awer schonn un andeem se esou placéiert ginn. Dat heescht, dass gekuckt gëtt, dass aus hinnen eppes gëtt, dass se eng Formatioun kréien an dass se duerno ënnerstëtzt ginn. Déi Leit brauchen dat.

Ganz oft huet e Jonken, also net ganz oft, mä et geschitt awer regelméisseg wann e Jonken eng stiicht, dass et en SOS-Ruff ass, dass et iergendwou net méi geet, dass him iergendeppes feelt. Ech wëll elo net schwätze vun engem Toxicomane, deen elo eng Posch klaut an esou, fir seng Drogen ze kafen, huele mer déi ganz ewech. Mä wou de Jonken aus Langweil, aus Dommheet och eng gesticht huet, an déi muss een dann au contraire suiwiieren.

Ech géif et ganz luewenswäert fannen, wann eisen Arsenal législatif éischters géif kucke fir d'Prozeduren ze verkierzen. D'Prozeduren tëschent dem Fait bei engem Jonken a bis d'Audienz kënnt, bis en en Uerteel kritt huet kann heiansdo ganz laang daueren, ee Joer oder zwee Joer, dat ass einfach vill ze laang. Wat ass do den Esprit vun deem Jong, wann en eppes gemaach huet, fir iwwerhaupt nach ze verstoen, wat d'Sanktioun ass, a firwat déi Sanktioun gesprach ginn ass? Bei erwuessene Leit ass et scho ganz schwéier, mä bei engem Jonken, wann en eng gesticht huet, muss et och rapid goen an et muss ee kënne déi Sanktioun rapidement huelen an net zwee oder dräi Joer duerno soen: Dat, wat s du virun dräi Joer gemaach hues,

dat war net gutt. Ech fannen dat keng gutt Iddi, au contraire, et soll ee kucke fir dat esou rapid ewéi méiglech ze evakuéieren.

A Frankräich hu se dat dann elo gekuckt, fir dass a sechs Méint, tëschent der Dot an tëschent der Décisoun vun engem Riichter, dat Ganz entscheet gëtt.

Op jidde Fall fanne mir déi Initiativen, déi geholl gi sinn, luewenswäert. Selbstverständlech hätt ee kënne soen: Kommt mir bauen de Centre de sécurité op enger anerer Plaz an net zu Dräibuer. Ech sinn op jidde Fall frou, dass mir hei dee Projet hunn. Ech hunn lech virdu als Introdution den Artikel zitéiert vun 1998 an ech wëllen, wann d'Madame Jacobs haut d'Missioun kritt hätt fir nach eng aner Plaz ze fannen, fir dee Centre mat méi Sécuritét ze bauen, da wäre mir nach a fénnef oder a sechs Joer hei gewiescht, fir nach driwwer ze diskutéieren, well nach ëmmer keng Gemeng jo oder nee gesot hätt, an et wäeren nëmme Problemer gewiescht.

(Interruption)

Ech ka mir et denken, Här Gira. Hätte mir e sollen ze Biekerech bauen, da wäert Dir deen Éische gewiescht, deen dogéint gewiescht wär.

(Interruption)

Dann hu mir eng Proposition, da wësse mir dat op jidde Fall, da muss mir dat notéieren, dass den Här Gira ganz bereet ass, wann iergendeng Kéier esou e Wëllen do ass, wann Dir dann nach Buergermeeschter sidd, Här Gira - ech wënschen lech et jo dann -...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Dir waart et nach net!

M. Xavier Bettel (DP). - Da géife mir lech et selbstverständlech wënschen, Här Gira, dass mer dann och kënne esou séier wéi méiglech bei lech an der Gemeng...

Une voix. - Sidd Dir da Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg?

M. Xavier Bettel (DP). - Wat gelift?

(Interruption)

Une voix. - Do ass en awer nach wäit ewech.

M. le Président. - Här Bettel, fuert Dir viru mat Ären Ausféierungen.

Une voix. - En ass um gudden Wee.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, ech soen lech merci. Also, wéi gesot, wëll ech elo nach um Schluss der Madame Frank merci soe fir hire Rapport, ech menge si huet e komplett gemaach.

Wéi gesot, haut gëtt eppes gebaut, an dat ass de But, dee mir alleguerte wëllen, dass déi Structure gutt adaptéiert sinn an dass net nach laang gezögert gëtt an dass mer net nach a fénnef Joer hei debattéieren, well et sinn elo fénnef Joer, ech hunn lech den Artikel vun 1998 zitéiert, wou de Minister gesot huet, et wär eng Prioritéit. Mir sinn 2004, an ech wëll net, dass 2010 oder 2015 hei nach Debatte sinn, fir ze kucke wéi mir et solle maachen. Dofir bréngen ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Bettel. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ageschriwwen. Madame Reuter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen

och der Madame Frank merci fir hiren ausféierleche Bericht.

Och wa mir Gréng et begréissen, dass mat deem Gesetz am Prinzip endlech manner oder keng Jugendlecher méi an de Centre pénitentiaire vu Schraasseg solle kommen, kënne mir net d'accord si mat deem Gesetz, well et nees op deenen traditionelle Schinne virufiert. Statt nei an zesammenhängend Konzepter ze entwéckelen, wéi mir mat eise jonke Leit émginn, déi mam Gesetz a Konflikt gerode sinn, gëtt ëmmer nëmme gepléischtert an aus dem Drock vum Moment eraus gehandelt.

Eng Éiwegkeet ass um Plang vum Jugendschutz a vum Jugendstrafrecht einfach net genuch geschitt. An och mat deem Gesetz geschitt am Fong geholl absolut näischt, ausser dass eng Unité de sécurité op Dräibuer kënnt. Well keng besser Léisung kuerzfristeg a Siicht ass, geet et alt erëm op déi al Aart a Weis virun a mir placéieren déi nei Unité de sécurité eben dohinner, wou et am schnellsten, am beschten a mat deem geringste Widerstand geet. Mir setzen se einfach op Dräibuer dobäi, wéi wann Dräibuer net scho genuch iwwerstrapaziéiert wär. Dat schéngt déi praktescht an effikasste Léisung ze sinn - ass et awer a Wierklechkeet net.

Et gëtt einfach net gemierkt, dass en esou net virukënnt an dass een endlech emol nei Weeër misst versichen. Mir Gréng fuerderen, dee Reformstau ze briechen.

Wou sinn déi nei Weeër dann? Esou heescht et als Géigenargument. Et si keng nei Weeër do! Dobäi gëtt et des nei Perspektive ganz sécher.

Eis Propositione wëlle virun allem eng Dezentraliséierung, mir wëllen ophale mat den Unités de sécurité fermées, esou wéi se elo sollen am gläiche Stil zu Dräibuer gebaut ginn. Mir fuerderen, dass Dräibuer soll ëmstrukturéiert ginn an dass nei Unitéiten op anere Plaze sollen dobäikommen.

Fir Dezentraliséierung schwätzen eng Rei vu gudden Grënn a mir sinn och net déi Eenzeg, déi dat soen a mir ginn net midd, fir et ëmmer erëm och hei op der Tribün ze widerhuelen. Eng gewëssen Dezentraliséierung hätte mir iwwegens schonn, wa mir géifen en Inventaire maachen, wat et un Hëllefstrukture scho gëtt, a wann een des besteoend Strukturen géif besser koordinéieren, fir dass se kënne méi effikass zesummeschaffen an hir Aarbecht openeen ofstëmmen.

Nei Perspektiven heescht och wierklech um Ufank ufänken an dofir wëlle mir fir d'éischt emol eng wierklech déif gräifend Reform vum Kanner- a Jugendschutz am Interesse vun eise Kanner a vun eise jonke Leit. Wa mer vu Strukturen schwätzen, da geet et drëm fir kleng dezentraliséiert Unitéiten ze schafen, déi eng sozial Reintegratioun fördern. Och Unités fermées sollen nëmmen eng kleng a begrenzten Zuel vu jonke Leit ophuelen an eben dezentral sinn.

An da sollten déi Strukturen dat néidegt Personal an déi néidegt Finanz kréien, fir hir schwéier Aarbecht esou gutt wéi méiglech ze maachen. Dozou gehéiert eben nientwerder Familljen- an Elterenaarbecht och eng individuell Betreuung vun de jonke Leit, fir se net einfach opzeginn an aus dem sozialen Netz falen ze loossen, mä fir se erëm op déi richteg Bunn ze kréien.

Wann een dauernd ze héiere kritt, wat dat alles kascht, da kann een deem awer nach entgéinthalen, dass e Mënsch, dee kriminell gëtt oder bleift, fir sech a fir d'Gesellschaft wuel nach vill méi kascht. Et ass e Choix de société: Wéi gi mir mat deene Leit aus eiser Gesellschaft ëm, déi net op de richtige Bunne lafen? Gi mir nees eng Kéier prioritär repressiv vir a spären se einfach all ewech - wéi een elo erëm d'Gefill huet - oder schécke

mir se souguer einfach an d'Ausland. Dat ass eng onverantwortlech Haltung, déi ee schon domat entlarve kann, wann ee freet, wat mir da géifen dovunner halen, wann eis Noperen eis hir Delinquente géifen op Lëtzebuerg schécken.

Neen, mir musse mat eise Problemer selwer eens ginn, a virun allem, mir dierfen net de Kapp an de Sand stiechen, mir mussen eis dese Problemer och aktiv stellen. Do géllt besonnesch, wann als Argument fir elo erëm Dräibuer gesot gëtt, dass jo soss keen esou ee Centre wéilt. Fir d'éischt wëlle mir wëssen, ob dann iwwerhaupt schon ee gefrot ginn ass an zum anere musse mer och als Politiker de Courage hu fir eis Matbierger an och eis all eiser Verantwortung ze stellen.

Déi Diskussioun ëm de Standuert vun esou enger Struktur fënnt jo beileiwen net nëmme mat den Unités fermées fir Jonker statt. Mir kenne se aus der Vergaangenheet, bei der Diskussioun ëm de Standuert vun engem Heem fir Behënerter, fir geeschteg Kranker, fir geschloe Fraen, fir Mënschen, déi Asyl sichen, oder fir Obdachloser. Ech mengen, als Politiker hu mir d'Vepflichtung - an dat och a Wahlzäiten - eis Matbierger op eppes hinzuweisen, wat een eng kollektiv Verantwortung oder eng Matmenschlechteet kann nennen, an dat am Géigesaz zum allgemengen Egoismus oder zu de Virtueteeler, déi sech iwwerall breet maachen.

Kapituléiere mir wierklech virun de Préjugéen, dem falsche Verhalten an dem „Manfoutismus“? Da gi mir dem onsozialen Denken an dem Populismus och nach Recht! Scho laang virun eis hu grouss Mënschen drop higewisen, dass een de Wäert vun enger Gesellschaft doru missen kann, wéi se mat hire Minoritéiten ëmgeet a wat se an hir jonk Leit investéiert.

Et soll een also gutt iwwerleeën, wéi ee virgeet! An dofir wëlle mir grad och op deem Gebitt vum Jugendschutz a vum Jugendstroferecht mat enger echter Ursacheforschung ufänken, well een nëmme esou ka pädagogesch an therapeutesch differenzéiert a sënnvoll virgoen. An déi Ursacheforschung soll op engem fundéierten Zuelematerial baséieren, dat awer net virläit an dat och bei der Begrënnung zu deemem Projet de loi carrément feelt.

D'Reform vum Jugendschutz a vum Strofrecht soll eng Entkriminaliséierung um Drogeplang virgesinn, do wou et méiglech ass, fir dass mir eis endlech eemol op déi wierklech schwéier Fäll kënnen konzentréieren.

Wa mer elo hei iwwer eng nei Unité de sécurité schwätzen, dann ass dat eigentlech nëmme de Schlusspunkt vun enger Diskussioun, déi eigentlech mat enger systematescher Preventioun sollt ufänken.

Une voix. - Très bien.

Mme Dagmar Reuter-Ansgelsberg (DÉI GRÉNG). - An déi kéint iwwert den Ausbau vu Jugendämter an engem massive „streetwork“ goen.

Natierlech gëtt et dann nach ëmmer jonk Leit, déi esou geféierlech fir aner an och fir sech selwer sinn, dass se mussen op d'mannst fir eng bestëmmten Zäit vun hirem normalen Ëmfeld isoléiert a speziell betreit ginn, ouni dass si de fräie Kontakt no baussen hunn.

Wann een se esou muss aspären - nenne mir d'Kand mam Numm -, da muss kloer sinn, dass dat dat lescht Mëttel ass - do si mir eis all eens -, awer déi Noutléisung vum Aspäre muss kuerz a begrenzt sinn - falls dat iwwerhaupt bei esou enger geschlossener Erziéung méiglech ass - an esou pädagogesch geplangt an duerchduecht sinn, dass d'Reintegratioun an d'Gesell-

schaft vum éischten Dag un d'Zil ass.

Wéi awer soll een dat maachen, wann ee vum éischten Dag un déi Betraffe stigmatiséiert an hinne gewëssemoossen e Brandzeeche setzt? Dat ass sécher net vun de Verantwortleche gewollt, awer mir all wëssen, dass d'est Brandzeeche vum éischten Dag un „Dräibuer“ heescht.

Mam Numm „Dräibuer“ si leider ganz vill Virtueteeler a Feelaschätzung verbonnen. An déi gi mat deser neier Unité fermée bestëmmt net besser, mä souguer nach schlimmer. „E kënnt vun Dräibuer“, wäert méi wéi jee eng Etiquette sinn, déi all Mënsch uklieft, deen aus iergendengem Grund dohinner komm ass, sief et als hëllefloost Affer vu Gewalt oder als Täter, oder vläicht souguer well an der Jugendpsychiatrie um Kierchbiereg keng Plaz méi war.

Wee weess scho wat zu Dräibuer wierklech lass ass, wéi schwéier den Alldag do ausgesäit a wat déi betraffe jonk Leit a virun allem och d'Personal do op sech huele mussen.

Mir Gréng hate scho bei der Debatt ëm d'Jeunesse en détresse en Audit iwwer Dräibuer gefuerdert, fir eemol all Mënsch och hei an der Chamber an d'Bild ze setzen. Vun deem Audit dierfe mir eis en neie Bléck op Dräibuer versprechen, awer och nei Perspektiven an en neien Elan fir déi Responsabel an all déi Leit, déi do op engem immens schwéieren Terrain schaffen. Leider gouf deen Audit net vun de Regierungsparteie gewëllegt, an Dräibuer soll elo eben an engem sturen Automatismus erweidert ginn.

Wéi vill manner komplizéiert a manner belasschend wär et, wa mer eng ganz Rei aner Zentre verdeelt iwwert d'ganz Land hätten.

Mir fäerten, dass einfach näischt wierklech geschitt an dass, wann dese Projet de loi elo gestëmmt ass, de ganzen Dossier Dräibuer nëmme just als eng Geschicht vu Paragraphen erëm ad acta geluecht an näischt a Fro gestallt gëtt.

Ënnert dem Zäitdruck géllt de Problem da fir vill als geléist, ass en awer ganz a guer net. Esou Selbsttäuschunge féiere weider an d'Sakgaass.

Ech géif mer wënschen, dass net nëmme um wirtschaftlechen an um wëssenschaftleche Plang op Recherche an Innovatioun gesat géif, mä och am soziale Beräich um Beispill vun der Eltereschoul, dass déi nach weider duerch d'Land propagéiert gëtt.

Mir als Fraktioun kënnen dese Projet net stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Reuter. Domat wär elo kee Riedner méi do an ech géif der Regierung d'Wuert ginn. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing wëlle fir d'éischt der Madame Marie-Josée Frank e grouse Merci soe fir hire prezisen esougutt schrëftleche wéi och mëndleche Rapport, dee mir an lech et méi liicht mécht, well mer domadder Zäit spueren an ech net erëm eng Kéier ufänken, dee ganze Projet hei ze explizéiere vu vir bis hannen, mä vläicht just e puer Remarquen zu där ganzer Aarbecht maachen an och zu deene verschiddeenen Aussoen, déi hei gemaach goufen.

Ech wëll éischtens soen, dass ech mech vis-à-vis vun der Wuermeldender Gemeng engagéiert hat, dass mer géifen e Gesetz maachen, a wou mer och géingen dra schrei-

wen, dass net méi wéi 12 Jugendlecher dierften an déi Unité de sécurité do kommen.

Eng aner Eerausforderung, déi mer zënter laange Joren haten, ass déi eben, dass mer vun internationale Gremien, eng Kéier vun der Kommissioun géint d'Torturen, mä och elo - wéi den Här Robles hei wor - vum Conseil de l'Europe gesot kritt hunn, dass mer endlech missten do handelen an net méi déi Jugendlechen an de Prisong setzen, sou dass ech denken, dass mer, wa mer dee Projet, deen haut gestëmmt gëtt, dann och deene Wënsch an deenen Eerausforderungen endlech kënnen Rechnung droen.

Wéi laang, dass esou Saachen daueren, dat hu mer héieren, 12 Joer. An ech weess mech ze erënnere, an där leschter Regierung hat de Minister Goebbels, deen deemools Bauteminister war, gesot: Kommt mer maachen e Projet, deen net méi grouss an net méi deier gëtt, dass mer kee Projet de loi iwwert d'Gebai selwer musse maachen. Do gesitt Der, mer hätten nach vill kéinte maachen an der Zwëschenzäit, well dat awer alles esou laang dauert. Eppes kann een hei op jidde Fall net soen, dat ass, dass et iwwert de Knéi gebrach gi wär. Bei eppes wat esou laang dauert, do ka kee méi soen, dass net jiddferree laang genuch Zäit gehat hätt, fir sech alles laang a breet ze iwwerleeën.

Ech soe jiddefalls vun deser Plaz aus deene Gemengen, déi do ronderëm leien, e grouse Merci fir hiert Verständnis. Et ass net selbstverständlech, besonnesch net méi an desen Zäiten. Et ass hei op vill Egoismus higewise ginn, mä wou dann awer keen engem seet, wou dann den Egoismus misst ophalen a wéi een domadder misst ëmgoen. Wéi gesot, merci fir hiert Verständnis. Dat war net ëmmer esou einfach, an dofir hate mer gemengt et wär wichteg fir deene Kritiken, déi si abruecht hunn, deene Changementer an deene Verbesserungen, déi si gefrot hunn, och Rechnung ze droen.

Ech soen dat nach eng Kéier, ech hunn et elo grad am Ufank ewell gesot. Ech hunn an all Kommissiounssëtzung, déi war, jiddferree gefrot vun Deputéierten. Et ass einfach fir ze soen, dat do ass net de richtige Site. Ech hunn awer keng eenzeg Äntwert kritt, wou gesot gouf, do an do ass déi besser Plaz wou e kéint hikommen. Wann ech dann héieren, dass ech hei gesot kréien, ma Dir sidd an der Regierung, da mengen ech wierklech awer, dass mer amgaange sinn hei jiddferree sech aus der Responsabilitéit och nëmme an där klengster an an där mannster awer nëmme méi nach puer Demagogie ze maachen op dem Réck...

(Interruption)

Jo, ech froe mech wat se da géife maachen. Da géife se sécher soen, ma dat hat jo lo déi Regierung viraus gemaach, elo kënnen mer dat net méi réckgäנגig maachen. Mä esou géif dat jo da funktionéieren, also mer kenne jo déi Tricken do. Also esou einfach ass jo d'Liewen.

Ech, wéi gesot, bedauern an Fong wann ech hei esou héieren, dass dann elo iwwert déi Jugendlechen do geschwat gëtt, wéi wann dat alleguerter grouss Krimineller wären. Dat si Jugendlecher, déi entweder fortgelaf sinn, déi viru längerer Zäit iergendwou och net méi an d'Schoul gaange sinn. Dofir sinn dat Gott sei Dank net alleguerter Jugendlecher, déi, wéi gesot, fir de Rescht awer nu kengem Mënsch méi zouzemuude sinn.

Ech sinn iwwerhaupt net domat d'accord, fir ze soen, se wäere besser gewiesch an der Enceinte vum Prisong. Also, wann ee sech dat ewell virstellt, also da geet et jo

awer wierklech nëmme nach just drëm, dass mer se aspären an dass mer se net méi gesinn, oder awer da kucken, dass mer se iwwert d'Grenz kréien, fir dass mir eise Problemer lass sinn.

Mir si wierklech gutt doranner, fir ze kucke fir alles, wat eis net an de Krom passt, iwwert d'Grenz ze kréien. An dat ass eppes, wa mer net méi méi Responsabilitéit hunn, da froen ech mech wierklech, ob mer net definitiv awer och demissionéiert hunn.

Ech wëll och soen, dass déi Kanner, déi haut zu enger grousser Partie do sinn, net méi, wéi dat fréier war, dacks Kanner sinn, déi aus schwierege soziale Konditioune vun hire Familljen aus kommen, mä et och ganz dacks Kanner sinn, déi aus Famillje kommen, déi gutt integréiert sinn an d'Sozialliewen hei vu Lëtzebuerg, esougutt professionell wéi och kulturell. Och wann hei gesot gëtt, da muss een deenen hei eng Formatioun ginn, wou se domadder dann herno kënnen an d'Liewen zrëckgoen, da wär dat richteg.

Op där anerer Säit - fir och ze weisen, wéi d'Kontradiktioune sinn - gëtt dann awer gesot: Ah neen, Dir dierft se awer net ze laang do halen. Also Dir musst engem eng Formatioun ginn, dee vläicht nach ni a sengem Liewen an enger Schoul war. En dierft awer net ze laang do bleiwen. Wéi een dat alles op een Nenner kritt, dat ass eppes wat ech bis elo net verstanen hunn. Mä vu dass dee jo net an der Regierung ass, brauch en dat jo och net ze beweisen.

Ech denken, an et ass hei gesot ginn, dass d'Preventioun eng wichteg Roll spillt an dass et och kloer ass, dass an deenen nächste Joren, ob dat iwwert d'Eltereschoul ass, ob dat awer och ass iwwer zousätzlech Plazen, déi mussen an deenen anere Structures d'accueil geschafe ginn, oder och an dem Ausbau vu Servicer fir Elteren a Kanner, dass een et domadder muss probéieren.

Ech weess elo net awéiwäit, dass d'Kriminalitéit an och d'Violence vis-à-vis vun deene Jugendlechen haut iwwerall méi grouss ass, wéi se et fréier war. Ech weess net wéi vill, dass mer et jee eng Kéier gemooss hunn a wéi vill, dass mer jee eng Kéier duerno och gekuckt hunn. Mer gesinn awer ganz vill Jugendlecher, déi do sinn, déi an der Toxicomanie sinn. Déi entweder do sinn, well se selwer drogesüchteg sinn, oder awer wéinst der Beschaffungskriminalitéit, fir erëm selwer domadder Mëttelen ze fannen, fir erëm kënnen sech virun ze drogeieren. Ech denken, dass dat och déi Punkte sinn. Wann een déi Jugendlechen gesäit, sinn dat net déi, déi a priori grouss Krimineller sinn.

Ech wëll just soen, dass 1992 am Ganzen zu Dräibuer 97 Jonge passéiert sinn, an zu Schraasseg 54 Meedercher. 1994 ware 86 verschidde Jugendlecher zu Dräibuer a 77 Meedercher zu Schraasseg. 2003 waren et der 173. Esou dass Der gesitt, dass am Fong déi Zuel liicht no ënnen oder no uewe mol changéiert, mä dass et a sech kee ganz grouse Changement ass.

Déi Unité de sécurité, an dann och iwwerhaupt d'Personal selwer, et ass och interessant fir d'Deputéierte fir ze héieren, dass mer 1992 45 Posten do haten. Haut hu mer 71 Posten, déi elo zu Schraasseg an Dräibuer sinn, a wou aus deene ganz ville Gardienen, déi deemools do waren, mëttlerweil awer 15 Educateurs gradués, 10 Educateurs an 12 Educateurs-instructeurs do sinn. An och fir déi nei Unité de sécurité hu mer virgesinn 23 Posten ze schafen, déi besonnesch och am Beräich vun dem éducativë Personal sinn, well mer net wëllen déi Kanner ewechspären, mä well mer wëlle mat e Projete maachen, well mer wëllen, dass se erëm zrëck an d'Liewe kënnen kommen, well mer wëllen, dass se all Méiglechkeete kënnen kréie fir sech do normal kënnen erëmfannen an

och iwwert déi Aart a Weis wéi do mat e geschafft gëtt an och wéi dat kënnt gemaach ginn.

Och d'Frais de fonctionnement waren 1992 77,3 Milliounen där aler Frang, déi si fir 2004 op 179,8 Milliounen, och där aler Frang, eropgaangen. Wat och beweist, dass dat alles nach net esou fonctionnéiert wéi virun zéng oder zwielef Joer, mä dass och do, wéi gesot, mat deene Jugendlechen eng ganz Partie vu Changementer gemaach goufen. An all déi, déi net do waren, kënnen jo nach dohinner goen - d'Kommissioun, d'Chamber hätt jo kënnen eng Kéier dohinner goen, et ass och elo nach ëmmer Zäit fir ze goen an ech denken och, dass et nom 13. Juni net verbueden ass fir dohinner ze goen -, fir sech och dovunner ze iwwerzeege wat fir eng Aarbecht, dass do gemaach gëtt, wéi déi Aarbecht do gemaach gëtt an och vum Engagement vun deem Personal wat doranner schafft, wat sécher net déi einfachsten Aarbechten am Lëtzebuurger Land an deem dote Beräich sinn. An dofir verdéngen se sécher, si an och d'Kommissioun an all déi Leit, déi an deene leschte Joren doranner geschafft hunn, eng gewaltig Unerkennung vun eistem Respekt an och vun eiser Dankbarkeit vis-à-vis vun där Aarbecht déi, wéi gesot, do gemaach gëtt.

An der Unité de sécurité mussen och Grenze gesat ginn. Do muss een och gesot kréien, wat een dierft a wat een net dierft. An dorobber fonctionnéiert et wat fir eng Méiglechkeeten, dass een huet, fir méi Fräiheeten ze hunn oder fir méi Méiglechkeeten ze hu fir kënnen eege Projeten ze maachen oder och manner ze maachen, well et ganz dacker Jugendlecher sinn, déi iwwerhaupt an hirem Liewen nach keng Struktur haten an och nach net gewinnt waren, fir sech un iergendeppes ze halen.

Wichtig ass also d'Formatioun, d'Initiation professionnelle, mä wou se awer och déi Schlüsselqualifikatioune geléiert gi wéi d'Pünktlecheet, wéi d'Mataarbecht, wéi d'Sécherheet, wéi d'Zouverlässigkeet an esou virun, an op där anerer Säit wou se awer och geléiert ginn an hirem eege Liewen, deem normale Liewen, domadder eens ze ginn, dass se och selwer kënnen hiert lesse maachen, dass se hir Kleeder an hiert Logement kënnen an der Rei halen an och eens gi fir hir Suen ze géieren; well och dat, denken ech, ass eng wichteg Viraussetzung wann een herno an d'Liewe kënnt, fir dann och domadder kënnen eens ze ginn. Wichtig ass och fir déi Aarbecht, dass d'Elteren an och déi aner Memberen aus der Famill do mat abezu ginn.

Da gëtt gesot: Mä dat gëtt een negatiivt Bild vun deene Jugendlechen, déi zu Schraasseg oder zu Dräibuer sinn. Mir hate mol d'Demande vun Associatioune, déi gesot hunn: Ma jo mir wëilten eigentlech hei en Haus opmaache fir Jugendlecher, déi anerer mëssbraucht hunn. Do hunn ech gesot: Mat där Klengheet, an där Lëtzebuerg ass, wéi laang dauert et da bis da jiddferree weess, ah, dass do ass där ee vum Lampertsbiereg oder dat do ass där ee vum Cents oder wou et och ëmmer ass. Fir sech also der Illusioun hinzeginn, dass wann een op eng aner Plaz géing goen, wéi dat elo de Moment virgesinn ass, da mengen ech, géing dat net ganz laang dauere bis genau déiselwecht Raisonement kéime vis-à-vis vun enger anerer Gemeng oder vis-à-vis vun enger anerer Uertschaft, wéi dat elo hei de Fall ass.

Da kënnt déi grouss Fro vun deenen zwielef, ob dat duer géif goen oder ob dat net duer géif goen. Mir haten an deene leschte Joren - an ech hat gesot, ech géif dem Här Di Bartolomeo dat och soen, wéi vill, dass et der waren, elo muss ech dat séier erëmfannen - 2002 zwëschen véier a véierzéng Jugendlecher, an do hat Der Gesinn, dass am Dezember waren et der véier-

zéng an am Januar 2003 waren et der zwielef; an an deem Joer war och e Maximum vun zwielef.

Dat ass eng Diskussioun, déi och vun de Spezialiste gefouert gëtt, fir ze soen: Geet dat duer? Geet et net duer? Do kënn Der natierlech soen an do gëtt och gesot: Mä wann Der méi grouss baut, dann ass et och vill méi liicht, fir der nach méi dohinner ze placéieren an nach méi dohinner ze setzen. Anerer soen: Souwisou soll een esou eng Unitéit net méi grouss maachen. An hei ass jo gesot ginn, mir géife se ze vill grouss maachen. Wann ee se also nach méi grouss wéi zwielef mécht, dann denken ech, dass dat och oft dozou féiert, datt do nach méi Schwierigkeete beienee kommen.

Ech wëll och soen, datt déi hei Unité de sécurité keng Psychiatrie kann ersetzen. Déi kann och keen Haus ersetzen, wou Jugendlecher vun Drogen entwinn ginn. Also mir mussen wëssen, wat dat Zil dovunner ass. An dohier mengen ech, et ass a kengem Fall méiglech an och net denkbar, datt dat doten Haus fir Leit, déi wierklech massiv dérangéiert sinn a psychiatresch Problemer hunn, déi Plaz ass wou se higehéieren. An dann ass et och kloer, datt ee muss aner Weeër fannen an d'Regierung huet sech och engagéiert fir ze soen: Mir missten e Centre an och Méiglechkeete fannen, fir e Suivi ze garantéieren, dee géif no der Jugendpsychiatrie gemaach ginn, wann déi Jugendlecher eben um Kierchbiereg entlooss ginn.

Vun dohier denken ech, datt déi zwielef eng Zuel ass, déi normalerweis misst eise Besoinen entsprechen an, wéi gesot, wann dat domadder net duergeet, dann ass et sécher net méi op deem dote Site, wou een nach zousätzlech soll intervenéieren an och nach soll derbäi bauen, mä da muss een och wierklech kucke wou een aner Méiglechkeete féint. Woubäi ech awer deem, deen dat wäert an der nächster Regierung maachen, wierklech vill Chance wënschen, well mat deem Courage, deen iwwerall ass! Wéi gesot, ech hu bis elo nach kee vun deenen alleguerten héiere mat deenen ech geschwat hunn, dee gesot hutt: Et ass schlecht. A wann ech da gefrot hunn: Da sot mer wou mer da solle goen? Da ware mer alleguerten op der Tauchstatioun an da war awer och net een Eenzegel do fir ze soen: Mä bei eis kënnen se kommen oder mir hätten awer wierklech d'Méiglechkeet, an eiser Gemeng géing dat dote kee Problem stellen.

Ech denken och, datt déi Kritären iwwert d'Sécurité, déi do agefouert ginn - an d'Madame Frank huet se hei am Detail elo opgezielt - net ze négligéiere sinn, déi jo mussen do agefouert ginn, déi och mussen agehale ginn an déi och mussen realiséiert ginn, eigentlech zu méi Sécherheet misste bäidroen, wéi dat elo de Fall ass, wann ee weess, datt déi Jugendlecher, déi jo elo do sinn, - dat ass jo eng total oppen Anstalt - a wou der esou vill vun hinnen, wéi si dat selwer nennen, do permanent op der Mëtt sinn, datt dat op jidde Fall net méi méiglech ass, datt och dee Poste vun der Sécuritét ausserhalb vun der Unité de sécurité ass, datt déi Mauer, déi ronderëm gebaut gëtt, an datt och d'Strooss, déi do verluecht gëtt, de Parking, deen op eng aner Plaz kënn, och missten dozou bäidroen, datt domadder fir d'Sécherheet och vun deene Leit ronderëm géing gesuert ginn.

Här President, et kënn een nach esou viles doriwwer soen. Mir hatten déi Diskussioun zu engem Deel hei iwwert d'Jeunesse en détresse an ech denken och, datt no de Wahlen heimadder d'Problemer net alleguerte geléist sinn an datt dann näischt do ass, wat déi Leit, déi dann an der Regierung sinn an nei a besser Iddien hunn, drun hënnert fir déi dann ëmzesetzen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen dann doriwwer of. Den Text steet am Document parlementaire 5162^a.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 22 si gelies an uegheoll.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert dee gesamte Projet de loi 5162.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass gestëmmt gi mat 40 Jo-, 11 Nee-Stëmmen an 1 Absten-tioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Jean-Marie Halsdorf, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marcel Sauber), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Mme Nelly Stein (par M. Théo Stendebach), MM. Théo Stendebach et Lucien Weiler (par M. Marco Schank);

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Claude Meisch), Marco Schroell et John Schummer (par M. Alexandre Krieps);

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Georges Wohlfart), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Ont voté non: MM. Jean Colombara (par M. Aly Jaerling), Gast Giberyn (par M. Jacques-Yves Henckes), Fernand Greisen (par M. Jean-Pierre Koepf), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet 5163 iwwert den RMG. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgesat. Et hu sech schon ageschriwwen: déi Hären Di Bartolomeo, Bettel, Jaerling, d'Madame Reuter an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5163, deen d'Gesetz iwwert den

RMG ofännert, ass den 20. Mee 2003 an der Chamber déposéiert gi vun der Madame Marie-Josée Jacobs, Familljeministes. D'Beruffschamberen hunn hir Avisen ofginn tëschent Juli an Oktober 2003. De Statsrot huet en éischten Avis ofginn de 27. Januar 2004. D'Kommissioun, déi de Projet diskutéiert an analyséiert huet, d'Kommissioun vun der Famill, Sozialsolidaritéit a Jugend, huet zwee Ofännerungsvirschléi gemaach, déi un de Statsrot gaange sinn. De Statsrot huet dozou den 30. Mäerz vun deem Joer säin Avis ofginn. De schréffleche Rapport vum 26. Abrëll 2004 vun der Kommissioun fir Famill, Sozialsolidaritéit a Jugend ass mat enger grousser Majoritéit uegheoll ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'RMGs-Gesetz ass eent vun deene wichtegste soziale Gesetze hei am Land. Et ass och niwient dem Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung dat wichtegst Gesetz am soziale Beräich wat an deene leschten 20 Joer a Kraaft getrueden ass. Et garantéiert alle Leit, déi hei am Land wunnen an déi d'Bedingunge vum Gesetz erfëllen, e Mindestakomes, deen haut bei enger einzelner Person bei 999,35 Euro läit a bei enger Koppel bei 1.499,05 Euro. Derniewent gesäit d'Gesetz jo och fir déi Leit vir, déi kënnen schaffen goen, déi d'Indemnité d'insertion kënnen kréien, dass déi Indemnitéit bis zur Héicht vum Mindestloun kann ausbezuelet ginn.

Domat ass eigentlech dat do Gesetz dat lescht soziaalt Netz wat verhénnere soll, dass d'Leit mat niddregem Akomes an d'Aarmut falen. Et ass och esou, dass déi Ännerungen, déi elo virgesi sinn an deem heite Gesetz, quasiment vun allen Instanzen, Beruffschamberen a Conseil d'État guttgeheescht si ginn. Et ass awer esou, dass vu verschiddenen Instanzen e puer Kritiken ubruecht si ginn, wou ech géif mengen, dass ee misst drop agoen. Déi Kritike sinn eigentlech vun zwou Kategorien.

Eng éischt Kritik, déi haaptsächlech vun der Chambre de Travail, awer och vum Conseil d'État virbruecht ginn ass, ass déi, dass dat Gesetz no an no ëmmer méi an déi eenzel sozial Fall erageet an dass et den Organismen eng vill ze grouss Appréciation géif iwwerloossen, an d'Chambre de Travail huet esouger gemengt, domat hätten d'Leit kee Rekursrecht! Wat falsch ass! De Conseil d'État huet e bësse vun arbiträren Entscheedunge geschwat, wat och falsch ass. Well dat Gesetz hei - an ech wäert och spéider drop agoen, firwat dass dat ëmmer erëm muss ugepasst ginn an den eenzelne Situatiounen Rechnung muss droen - gesäit d'Bedingunge vir, no deenen een déi Prestatioun kritt, et gesäit och d'Montant vir, an et gesäit eng ganz Rei Dispositiounen vir, déi et deenen Organismen, déi d'Décisionen ze huelen hunn, erlaben, op déi individuell Situatioun vun deene Leit kënnen anzegoen.

Et dierf een net vergiessen, dass den RMG an déi Leeschtunge vun deem heite Gesetz e Recht sinn. Si sinn e Recht, an et kann net op eng arbiträr Aart a Weis virgaange ginn. Den Organisme, deen eng Décision hält, muss déi Décision motivéieren. E muss och de Bénéficiaire, den Demandeur op d'Méiglechkeet hiweisen, dass en e Rekurs ka maachen, an opgrond vun där Motivatioun, opgrond vun där Décision susceptible d'un recours kann dee bei de Riichter goen, an de Riichter an duebler Instanz wäert dann entscheiden, wat richtig ass an ob déi Appréciation, déi geholl ginn ass, och dem Text an dem Esprit vum Gesetz entsprécht.

Et kann een also net higoen, wéi de Conseil d'État et gemaach huet, an hei de Fonds de Solidarité eigentlech mat engem groussen Office social vergläichen, wat net de Fall ass. Well bei den Offices sociaux, déi aus dem 19. Jorhonnert datéieren, huet ee kee Rekursrecht.

Une voix. - Emol kee Recht.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Iwwerhaapt kee Recht. Déi kënnen entscheiden no eegenem Gutedünken. Si kënnen de Leit, oui eng Motivatioun ze ginn, Prestatiounen refuséieren, déi iwwerhaapt net an deene Gesetze prezis virgesi sinn. Et ass also falsch fir do dee Verglach ze maachen, an et kann een deen net esou stoe loosse wéi de Conseil d'État et hei gemaach huet. Menger Meenung no, an net nëmme menger Meenung no, ass de Conseil d'État do um falsche Wee, an et ass net ubruecht fir deen dote Verglach ze maachen.

Eng zweet Kritik, Här Halsdorf, wat richtig ass, ass richtig, ganz egal wou et steet a wien et gesot huet.

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling (ADR). - Dir hutt ganz Recht! Net wa mir et soen. Wann Dir et sot, ass et ganz richtig.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Oh, bei lech ass net oft eppes richtig, Här Jaerling.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Aly Jaerling (ADR). - Wien hutt Der elo gemengt?

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Jo, jo!

M. Aly Jaerling (ADR). - Mengt Der mech elo perséinlech?

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Neen, ech hunn Är ganz...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Dir hutt elo grad bei deem anere Projet net brauchen ze schwätzen. Do hat jo Äre President lech net gelooss, obschonns Dir d'Aarbecht an der Kommissioun gemaach hutt. Dann dierft Der sécher duerno elo schwätzen?

M. Aly Jaerling (ADR). - Jo, mä bei der CSV gëtt et och eng Hierarchie.

M. le Président. - Loosst den Här Meyers elo schwätzen!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Bei eis kann dee schwätzen, deen d'Aarbecht gemaach huet.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir mierkt, wann een hei eng Wourecht seet, ass ëmmer den ADR um Plang, well se dat net kënnen verdroen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Den RMG ass 1986 geschafte ginn. En huet also dat Sozialnetz geschafte, déi Gesetzgebung, déi haut net méi ewechzedenken ass. Zënter 1986 ass allerdéngs déi Gesetzgebung ëmmer erëm ausgedehnt, verbessert, ugepasst ginn. D'Texter, déi méi en allgemenge Charakter haten, si verfeinert ginn, an de Statsminister géing soen: Si hunn och permanent ëmmer méi fei misse geheekelt ginn, fir all deene Situatiounen och Rechnung ze droen, an zwar fir zwee Ziler ze erreechen.

Engersäits fir déi Leit opzefänken, déi nach ëmmer duerch dat soziaalt Netz gefall sinn, déi also net

konnte vun deenen Avantage profitéieren - a Gott weess, am Laf vun der Zäit hu sech ëmmer méi vun deene Fäll gestallt, mir hunn der haut och nach, dofir ass och dat hei Gesetz keen Enn, souwéi och bei anere Sozialgesetze et eigentlech ni en Enn gëtt. Et muss een ëmmer upassen un déi Situatiounen, déi nei entstinn.

Awer och huet d'Gesetz missen ugepasst gi fir op där anerer Säit déi Leit auszeschléissen, déi wollte vun deem Gesetz profitéieren, oui dass am Fong geholl dat Gesetz eigentlech fir si geduecht war, an deenen hir Situatioun eigentlech net esou war, dass se hätte vun där doter Situatioun kënnen profitéieren. D'Gesetz huet also och effektiv missen Noutsituatiounen léisen a gläichzäitig Mëssstänn an Abusën ausschléissen; well am soziale Beräich féint een och ëmmer déi Situatiounen erëm.

Ee Gesetzestext ze maachen, deen der ganzer sozialer Nout mat all hire familiären, medezineschen, finanziellen Differenze Rechnung droe soll an trotzdeem net esou wäit geet, dass Abusën opkommen, ass wierklech net einfach. Et ass e bëssen e Seeldanz, fir do ëmmer déi richtig Mëtt ze fannen.

Fir all deene soziale Situatiounen Rechnung ze droen, huet also d'Gesetz vun 1986 ëmmer erëm missen ugepasst ginn an déi lescht wesentlech Upassung vun deem Gesetz, déi e ganzen Deel vun der Législatioun nei verfaasst huet, ass vun 1999. Mä och dat Gesetz vun 1999 gëtt elo mat där heiter Ofännerung scho fir déi drëtze Kéier ugepasst. Mir hoffen zwar, dass dann dat Gesetz do fir eng méi laang Zäit och gutt ass, mä mir wäerten awer gesinn, dass och an deenen nächste Joren ëmmer erëm nei Upassung mussen kommen.

Wat sinn elo déi wesentlech Ofännerungen, déi haut solle gestëmmt ginn an déi am Gesetz virgesi sinn? Ech wäert probéieren, déi Ofännerungen a fënnf verschidde Kategorien ënnerzebréngen.

Fir d'éischt emol gëtt den Artikel 3 vum Gesetz ofgeännert, deen all déi Fäll vun de Leeschtungen ausschléist, déi net sollen drënnen falen. Do ginn eng ganz Rei vu Kategoriën vu Fäll iwwerholl, déi schonn an der Gesetzgebung dra waren, déi allerdéngs méi kloer ausgedréckt ginn. An nei kënn dran, dass och déi Leit ausgeschloss ginn, déi refuséieren u Mesures d'insertion professionnelle ze participéieren, déi vun der ADEM organiséiert ginn, oder déi, wa se an esou enger Mesure dra sinn, déi Mesure einfach opginn.

Mä och do kënn eng Ännerung an do gesäit een, wat fir eng fein Doséierung an den Text muss era kommen. Do kënn dann och eng Derogatiounsméiglechkeet, fir deen Organisme, deen d'Décision ze huelen huet, wann e feststellt, dass en op Grond vun deene seriöse Motiver, déi kënnen virbruecht ginn, déi reell a seriö sinn, kann den Organisme trotz den Derogatiounen, déi am Gesetz virgesi sinn, awer Prestatiounen bewëllegen, op Grond vun enger individueller Appréciation - wat ech virdrun och gesot hunn, dass den Organisme déi Appréciation muss behalen.

Do derniewent: Wann een e Refus kritt huet, konnt ee während sechs Méint keng nei Demande am alen Text stellen. Deen Délai ass op dräi Méint duerch dat hei Gesetz erfogest ginn; wat also och eng Verbesserung dierstellt.

Deen zweete Beräich, deen haaptsächlech duerch d'Gesetz viséiert ass, ass de Contrat d'insertion. D'Indemnité d'insertion an de Contrat d'insertion, déi an den Artikel 6 bis 16 vum Gesetz vun 1999 virgesi sinn, gesi vir, dass déi Leit, déi apte si fir de Marché du Travail, déi also kënnen schaffen goen, déi manner wéi 60 Joer al sinn, e Contrat d'insertion kënnen kréien,

deen énnerschrifwe gëtt vun dem Bénéficiaire selwer an dem Service national d'action sociale. An dee Kontrakt soll d'Leit eigentlech erëm an den Aarbechtsprozess eraféieren, well d'Zil vun dem RMG ass jo net fir d'Leit an der Aarmut ze loosenen, mä fir déi Leit, déi erëm kënnen schaffen goen, déi déi Méiglechkeet sollen hunn, iwwert deen dote Wee erëm an den Aarbechtsprozess eranzeféieren. Et ass also e wesentlechen Deel vun deem RMG-Gesetz, wat am Laf vun de Jore bäikommt ass a wat besonnesch hei an deem Gesetz verbessert soll ginn.

Fir d'éischt mol soll dee Kontrakt, deen ofgeschloss gëtt, der effektiver individueller Situatioun vun dem Bénéficiaire Rechnung droen; an zwar senger sanitärer, sozialer, professioneller an och finanzieller Situatioun. De Conseil d'État hat proposéiert dat Wuert finanziell erauszestrichen. Or, et ass net nëmmen den RMG, deen hei viséiert ass, mä dat sinn och eventuell aner finanziell Situatiounen, wéi den Endettement oder d'Pension alimentaire, déi d'Leit mussen bezuelen, an esou virun. Et gëtt also aner finanziell Situatiounen, déi mussen bei deem Contrat d'insertion gegebenfalls berücksichtigte ginn.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Kann ech lech eng Fro stellen, Här Meyers? A wat fir engem Sënn berücksichtegt ginn? Ech hunn dat net verstanen.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Ma wann de Contrat d'insertion gemaach gëtt, gëtt jo net nëmmen den RMG festgeluecht, wéi de Conseil d'État gesot huet, déi finanziell Situatioun ass gekläert an dat brauch jo also dann net am Kontrakt festgeluecht ze ginn, well do seet d'Gesetz, wat deen zegutt huet. Mä dee Moment, wou dee Kontrakt ofgeschloss gëtt, an déi Persoun, déi d'Indemnité d'insertion kritt, huet sech vis-à-vis vun engem aneren engagéiert eng Pension alimentaire ze bezuelen, da muss een eventuell och kucken, ob dee Moment eng Pension alimentaire ze bezuelen ass - et ka jo zum Beispill ee Mann sinn, deen eng Fra a Kanner hat a wou e getrennt dovun leeft. Déi Situatioun muss da besprochen ginn an et muss gekuckt ginn, ob dee Moment mat där doter Persoun esou eng finanziell Situatioun an dee Kontrakt eventuell muss mat erakommen.

Also ech kann net hei all Situatiounen erfannen, déi sech stellen, mä déi, déi d'Gesetz gemaach huet, wäerten awer wëssen, firwat datt se dat do dra gesat hunn; an ech kéint mer och eng aner Situatioun virstellen, wéi zum Beispill, dass déi Persoun do ee Loyer ze bezuelen huet. An et muss och sécher gestallt ginn, fir dass hie seng Wunneng behält, dass déi do Situatioun kann ofgekläert ginn.

Et gëtt eng ganz Rei Froen, déi also iwwert den RMG erausginn, wou ech awer net, Här President, der Meenung sinn, dass et elo tëschent mir an dem Här Urbany ass, fir all déi Fäll do opzelëschten, déi souwiesou hypothetesch sinn. Also wann et muss sinn, an Dir mengt Dir hätt nach do Problemer, da kéint ee jo gegebenfalls eng Kéier déi Leit komme loosenen, déi wierklech Erfahrung hunn, déi eis och geroden hunn, deen do Term am Gesetz ze loosenen an eis hei konkret Fäll virleeden an da kritt Der och Ären Apaisement.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Mä ech gesi just Problemer, fir esou zivilrechtlech Verbindunge vis-à-vis vun Drëttpersonen an e Kontrakt iwwer eng Indemnité d'insertion ze setzen. Dat ass dat, wat mer opgefällt ass.

Ech gesinn awer, et gëtt keng Äntwert.

M. le Président. - Da loosent den Här Meyers viruschwätzen. Här Meyers, fuert Dir elo virun.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här Urbany, Dir kritt jo herno d'Wuert an da kënnst Der dat virbréngen. Ech si jo net hei Ären Interlocuteur. Ech maachen de Rapport vun der Kommission an ech bréngen net hei eenzel Fäll vir; ech ka mer allerdéngs och esou Fäll virstellen.

Deen zweeten Deel, deen nei ass, dat sinn d'Modalitéiten, wann esou e Kontrakt ofgeschloss gëtt an déi Persoun soll och an den Aarbechtsprozess kommen. Da muss een och festleeën wéi een Typ vun Aarbecht, dass dee ka maachen, wéini dass déi Period ufänkt a wéini dass se eventuell eriwuer ass an et muss och festgeluecht gi wéi vill Stonnen, dass déi Persoun gegebenfalls schafft. Dee Kontrakt hei, wat zwar keen Aarbechtskontrakt ass am Sënn vum Gesetz vun 1989, kann awer och mat deem Kontrakt a wäite Linne verglach ginn.

Den drëtten Punkt: Et soll e Bilan de compétences opgestallt ginn. Do huet d'Gesetz virgesinn, dass esou e Bilan kënnst gemaach ginn. De Conseil d'État huet proposéiert de Service national d'action sociale misst an alle Fäll esou e Bilan de compétences maachen an zweetens huet e verlaangt, e misst e selwer maachen. Wann en an alle Fäll gemaach géif ginn, dann hätt dee Service misse ganz vill Leit stellen an zweetens hätt en och misse déi kompetent Leit fannen, fir dee Bilan de compétences do ze maachen.

Et ass vun der Regierung proposéiert ginn, dass een nëmmen eng Kann-Bestëmmung soll dra setzen, well et och en neie Beräich ass, wou een hei erageet. Dofir ass och d'Kommission bei deem Text bliwen an derniewent war virgesinn, dass dee Bilan de compétences vu verschiddenen Instanze kënnst gemaach ginn, notament vum Centre national de la formation continue beim Ministère de l'Éducation nationale, vun de Servicer vun der ADEM, vun aneren öffentliche Organismen a gegebenfalls esouguer vu Privatorganismen. Och deen Text ass vun der Kommission bäibehale ginn.

Wann de Bénéficiaire vun deem Contrat d'insertion engagéiert gëtt - hie ka vun engem öffentliche oder vun engem privaten Organisme engagéiert ginn -, dann ass et esou, dass de Fonds de solidarité do un de Frais participéiert, déi sech do erginn, an déi Käschten iwwerhëlt, déi duerch deen Engagement entstinn.

Den Text hat virgesinn, de Fong iwwerhëlt déi. Dat ass kritiséiert gi vum Conseil d'État, dee gemengt huet, wann et e Privatorganisme wär oder eng Privatentreprise, da kënnst dee selwer een Deel iwwerhuelen. Et ass awer esou, dass dann d'Privatentreprisé ganz hésitant si fir esou Leit eranzehuelen. Et ass awer wichteg, dass se eng Aarbechtsplaz fannen. Dofir huet d'Kommission gemengt, et soll een och hei deem zoustännegen Organisme d'Méiglechkeet gi fir ze participéieren a mir hunn den Term dra gesat „peut participer“ amplaz vun „participer“.

Een anere Punkt ass d'Méiglechkeet fir deene Leit, déi an esou Mesuren eraginn, Dispensen ze gi wann dat noutwenneg ass. Déi Dispensen hunn elo scho bestanen. Déi gi komplettéiert notament an deene Fäll, wou d'Familljesituatioun oder d'Sozialsituatioun dat net erlaabt. D'Gesetz gesäit och vir, dass esou Dispensé kënnen accordéiert ginn am Fall, wou déi Persoun bereet sinn hir Studie weiderzeféieren oder eng Formation professionnelle ze maachen. Well et ass jo och wichteg, fir an en Aarbechtsprozess eranzekommen, dass een eng beschméiglech Formation huet. Et ass also och gutt, wann ee mengt déi Persoun kënnst eng weider Formation maachen, dass een awer dee Contrat d'insertion mécht an hir et erlaabt déi Formation, déi noutwendeg ass fir an

den Aarbechtsprozess eranzekommen, och ze maachen.

De Conseil d'État huet do gemengt, dat géif en zweete Wee ginn, wou elo Leit kënnst hei Studieboursen a Studienhëllef kréien. Dat hei soll beschränkt ginn op déi Fäll vun deene Leit, déi wierklech énnert d'Gesetz falen, an et soll hei keen zweeten oder drëtten Wee opgemaach gi fir Studiebäihëlfe.

Well et sech ëm ee Contrat d'insertion handelt, gesäit den Text dann och vir, dat ass den Artikel 15, dass een dat Recht do ka verléieren, wann een e gravé Feeler mécht, esou wéi dat och normalerweis am Aarbechtsrecht de Fall ass.

Een drëtten Beräich, wou d'Gesetz eng wesentlech Neierung bréngt, dat ass d'Méiglechkeet, dass bei der Allocation complémentaire kënnen Cotisations bezuelt ginn a limitéierte Fäll, an zwar wann de Bénéficiaire kee Contrat d'insertion ka kréien a wann e wéinstens eng Affiliatioun vu 25 Joer opgrond vum Artikel 171 vum Code des Assurances sociales hat, dat heescht wann en effektiv wéinst senger Activité professionnelle während 25 Joer verséichert war.

D'Affiliatioun - dat ass proposéiert gi vun der Kommission, de Conseil d'État huet dat ugeholl - gëtt gemaach opgrond vum Salaire social minimum, vum Mindestloun. Allerdéngs, wann déi Persoun nach selwer eng Activité professionnelle huet wou Cotisations bezuelt ginn, da ginn déi natierlech ofgesat vun dem soziale Mindestloun. Dat heescht, da gëtt nëmmen d'Differenz op der Differenz vu wat nach iwwer bleibt par rapport zu deene Revenu cotiséiert.

D'Cotisations, souwuel d'Patronats- wéi d'Assuréscotisations, sinn zu Laaschte vum Fonds national de Solidarité.

Véiertens ginn dann eng Rei institutionell Mesurë geholl. De Comité interministériel gëtt erweidert. Do kommen de Ministère de la Promotion féminine, eise Gesondheitsministerium an dee vum Logement derbäi. D'Kompetenz ginn erweidert. De Comité interministériel kritt och d'Méiglechkeet fir der Regierung Propositionen ze maache wat d'Lutte géint d'Aarmut ugeet. Da gëtt de Conseil supérieur och erweidert. Et kommen dräi Membere do dra vun Organismen, déi sech ëm de Kampf géint d'Aarmut këmmere. Et kënnst ee Vertrieeder dra vum Conseil économique et social an och ee Vertrieeder vun dem Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques.

Et sinn dann Iwwergangsbestëmmunge virgesinn. D'Méiglechkeet fir zwee Assistants sociaux oder Assistants sociales ze engagéieren. Och déi Mesurë huet allgemeng Zoustëmmung fonnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu versicht op eng gerafft Aart a Weis de Projet duerzestellen an och déi eenzel Mesuren, déi wichteg sinn, op eng, hoffen ech, verständlech Aart a Weis virzedroen.

Et ass am Avis vum Conseil d'État, ausser deene Kritiken, déi ech schon ernimmt hunn, nach eng Proposition komm, déi hir Wichtigkeet huet an déi och menger Meenung no berechtigt ass.

Dat ass déi, dass d'Gesetzgebung iwwert d'Offices sociaux, déi fréier Aarmutsbüroen, reformbedürftig wär. De Conseil d'État verlaangt, dass och eng Reform sollt gemaach ginn, an ech mengen deem dote Wunsch kann ee sech nëmmen uschléissen. Am Sënn och, dass een déi Offices sociaux modernisierere géif, dass ee se dotéiere géif mat deem Personal wat se brauchen, dass och Rechter ge-

schafe ginn, wou een e Recours dergéint ka maachen, well d'Gemengen, d'Offices sociaux, dat sinn déi, déi am nooste bei de Leit sinn. Et sinn och déi, déi ganz enk mat deenen Organismen zesummeschaffen, déi haut sech ëm den RMG këmmere.

Mä dat heite Gesetz, d'RMG-Gesetz, kann net all Noutsituatioun léisen. Et ass also dréngendst och noutwendeg, dass déi Offices sociaux reforméiert ginn; dass also och do zousätzlech sozial Mesurë geschafe gi fir Noutsituatiounen, wou een awer trotzdeem feststellt, dass se zohuelen, dass deenen och kann entgéintgewierkt ginn.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat wier ech zum Ofschluss vu menger Interventioun komm. Ech géif allerdéngs och hei den Accord vu menger Fraktioun, vun der CSV bréngen zu deem heite Projet.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Meyers. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wäert kee wonneren, dass ech direkt eis Bereitschaft an eis Determinatioun deklaréieren, dass mir dat heite Gesetz stëmmen. Well, den Här Meyers huet et richtig gesot, an deem dote Beräich RMG si mer eis haut ëmmer eens. Fréier hu mer mol méi gestriden iwwert d'Ausrichtung vun der RMG-Gesetzgebung an iwwert d'Grousszügigkeit oder net Grousszügigkeit vun deene Mesuren, mä déi Diskussiounen, déi mer an deene leschte bal 20 Joer haten, hunn d'Standpunkter ganz seriö ugenähert an déi Angscht, dass ee vläicht een ze vill géif an de Genoss vun deemem Recht bréngen, ass zréckgaangen, an d'Iwwerzeugung an dëser Chamber huet sech breet gemaach, dass et besser ass engem ze vill ze hëllef wéi enger ganzer Rei vu Leit net genuch, déi doduerch, dass een eng...

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Et sinn der méi, déi Steierhannerzeiung bedreiwe wéi där, déi den RMG kréien.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir hutt ganz Recht, Här Gira.

Ech sinn 100%eg domat d'accord, dass mer mat der RMG-Gesetzgebung 1986, grad wéi an der leschter Period mat der Fleegeversécherung, eng vun deene wichtegste soziale Mesurë geholl hunn an eng vun deenen, déi nach gefeelt hunn.

Wann een iwwert déi 18 Joer zréckkuckt, da muss een am Réckbléck soen, dass dat Gesetz, wat mer deemools gestëmmt hunn, noutwendeg war. Dass et zum richtigen Zäitpunkt komm ass, viru munch grouse Länner. Dass et vun Ufank un op deene richtege Prinzipie berout huet. Dass et realistes an equilibréiert war an dass et bestänneg an der Feinmotorik weiderentwéckelt an ugepasst ginn ass.

Ech weess net méi déi wéivillt Änerung, dass mer haut maachen. Et ass och schwéier ze soen, wann een déi reglementaresch Adaptatioun mat derbäihëlt an net nëmmen déi reng gesetzgeberesch. Bei deene gesetzgeberesch Änerunge wäert mer elo bei där aachter oder néngter Kéier ukomm sinn. Wann een d'Reglementer nach derbäihëlt, dann hu mer bestëmmt zwou Dosen, wann net méi, Adaptatioun gemaach, déi och richtig sinn.

Et war en noutwendeg Gesetz, dat un déi Entwécklung ugeknäppt huet, déi an de 70er Joren agesat

huet, an haut, wou mer erëm e bësse méi seriö sozial Problemer um Horizont gesi wéi an deene méi fette leschten 20 oder 15 Joer. Et huet sech an déi Situatioun vun dem Chômage an der Précaritéit vun den Aarbechtsplazen agereit a Phenomeener, wéi Flexibiliséierung an Zouhuele vun Deelzäitarbecht, Changementer um Aarbechtsmaart a besonnesch am Beräich vum Ofbau vun deenen onqualifizierten Aarbechtsplazen - wou ech herno nach eng Kéier drop zréckkommen -, d'Fragilitéit vun der Famill, Accidents, Invaliditéit, Behënnung, Iwwerschuldung an d'Résiduë vun där sou genannter Altersarmut.

Dës Entwécklungen hu bruecht a bréngen et mat sech, datt ëmmer eng Rei Leit - a leider ëmmer méi Leit, dat wäert mer an deenen nächste Joren och gesinn - zréckbleiwen an op d'Hëllef vun der Gesellschaft, zäitweilig oder dauerhaft, ugewise sinn. Émsou méi wichteg war et, dass mer dat Sozialnetz, do wou et nach Lächer, Lacunen hat, méi enk gesponnen hunn, an dass mer mat enger vernetzter Approche, net nëmmen doduerch, datt mer en Netz geschaf hunn, fir Leit opzefänken, mä och multidisziplinär virgaang sinn an eng ganz Rei vu Gebitter mat abezunn hunn.

Dat Gesetz huet vun Ufank un op deene richtege Prinzipie baséiert. D'Recht op dat Mindestakomme an op sozial Begleetmoosnamen ass op transparent an iwwerprüfbar Kritären obgebaut ginn. Mir sinn haut nach der Meenung, dass dat revolutionärer an der RMG-Gesetzgebung dat war, wat och den Här Meyers ervirgestrach huet, datt et e Recht ginn ass, dat aklobar war an ass a wou Rekursméiglechkeete geschaf gi sinn.

An erlaabt mer vläicht an deem doten Zesammenhang, am Zesammenhang vum Schutz vun deem Aarme vis-à-vis vun enger Gesellschaft, déi e bessen an enger Opsteigermentalitéit geliefert huet, en excellent Zitat ze bréngen, dat ech déi lescht Woch an där grousser französischer Zeitung „Le Monde“ gelies hunn, wou de Lacordaire gesot huet: „Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.“ Dat ass ganz richtig an immens gutt fonnt, well dat heite Gesetz schützt eigentlech d'Minoritéit virun enger gewässer Arroganz oder engem krassen Egoismus vun deenen, déi vläicht net déi Sensibilitéit vis-à-vis vu Leit an Nout hunn.

E wichtegte Prinzip an e wichtegte Parameter op deem d'RMG-Gesetz baséiert ass de Prinzip vun der relativer Aarmut, dee mer probéiert hu virun 20 Joer ze definéieren - an ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorop zréck - a wou et vläicht noutwendeg gëtt, dass mer de Begrëff vun der relativer Aarmut opgrond och vu Parametere, déi zu Laeken definéiert gi sinn, nach eng Kéier op de Leescht huelen, wa mer wëlle verhënnere, dass déi Aarm, dass déi, déi vun engem RMG-Gesetz profitéieren, doduerch dass mer déi Parametere net hannerfroen an doduerch dass mer eis kee System ginn, lues a lues ofgehaakt ginn.

Vun Ufank un huet d'RMG-Gesetzgebung och op dat aktiivt Matschaffe vun deene Betreffenen tabléiert. Et ass ganz richtig, wéi de Rapporteur gesot huet, dass hei kengem eppes geschenkt ginn ass an dass et net esou war, dass een e Revenu kritt huet ouni Contrepartie, dass ee belount ginn ass fir net ze schaffen. Dat si Viruerteiler, déi am Ufank relativ vill verbreet waren. Wann een awer haut d'Analys vun de Statistike mécht, vun den Notznéisser vum RMG, da kënnst ee ganz séier zur Konklusioun, dass och an der RMG-Gesetzgebung d'Abusë net ausgeschloss sinn, mä dass awer de Gros vun deene Leit, déi vun deem heite Recht profitéieren, an enger Situatioun sinn, wou se Hëllef hu misse kréien a wou se Hëllef zegutt haten.

Ech wëll lech just soen - de Paul-Henri Meyers huet dat richteg gesot -, dass déi, déi kënnen schaffen goen an déi zu Aktivitéiten erugezu ginn, duerchaus och zu deenen Aktivitéiten erugezu ginn. Mä déi, déi kënnen erugezu ginn, sinn an der RMG-Gesetzgebung eng Minoritéit. Déi Leit, déi dem Aarbechtsmaart kënnen zur Verfügung stoen, dat si knapp 20% vun de Bénéficiairé vun der RMG-Gesetzgebung. 13% - wichteg awer vläicht nach eng Kéier ze erënnere - si Leit, déi iwwerhaapt net méi kënnen schaffen, dat sinn eeler Leit, déi esou niddreg Revenuen hunn, dass se de Complément vum RMG kréien; dat si maachen 13% von de Leit aus. Complémenté fir Kanner maache 26% vun den Notznéisser vun dem RMG aus. Berufsonfäegkeet oder Onfäegkeet fir schaffen ze goen aus deene verschiddens-ten Ursachen, sief et duerch Invaliditéit, duerch Krankheet oder aner Saachen, maachen ëmmerhin nach bal 18% aus.

Iwwerraschend ass dann déi niddreg Zuel vun de Bénéficiairen, déi an engem geregelte Berufsverhältnis sinn, dat sinn normalerweis Mindestlounempfänger, déi dann duerch d'Kanner e Complément zegutt hunn, dat si knapp 4%. Wann een awer bedenkt, dass mer hei zu Lëtzebuerg 37.000 Mindestlounempfänger hunn, muss ee sech froen...

M. Aly Jaerling (ADR). - 45.000!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Jo, et sief dohigestallt. Deen ee Chiffer ass gradesou impressionant wéi deen aneren.

Et sief awer zumindest hannerfrot, ob mer un all déi Mindestlounempfänger kommen, déi eigentlech duerch hir Familljesituatioun, e Recht op en RMG hunn.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Ech wëll dem Här Di Bartolomeo soen, dass ganz vill Familljen awer relativ jonk Arbeitnehmer sinn, déi ganz dacks nach an hire Familljen doheim liewen, déi nach bei den Elteren sinn an déi vun dohier och net d'Méiglechkeet hunn, fir do iwwerhaapt de Complément ze kréien. Dann denken ech, gëtt et der eng ganz Partie, déi och net wëllen op dee Wee goen an eng ganz Partie, déi et wahrscheinlech net wëssen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech mengen, dat do ass eng richteg Explikatioun. Ech mengen awer och, dass wat ganz schued ass, dat ass déi lescht Méiglechkeet, déi Der erwähnt hutt, déi, déi net wëssen, dass een dat Recht huet.

An do muss mer eis vläicht och iwwerleeë wéi ee vläicht méi geziilt op déi Leit kann higoen, déi een am Engleschen als „poor worker“, als Niddregstlounbezéier géif bezeichnen, déi e Recht op den RMG hunn a wou, wéi an deem anere System vum RMG, den RMG awer eigentlech nach méi staark d'Fonction hätt vun enger Negativsteier oder esouguer huet, bei engem ganz, ganz niddrege Loun, wou keng Steiere bezuelt ginn, dat heescht null Steier bezuelt gëtt, ass de Stat, och wann et iwwer eng aner Filière geet, an der Philosophie vun enger Korrektur vun dem Revenu iwwert déi sou genannten Negativsteier.

Ech muss lech soen, dass mir, déi um Terrain schaffen: d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, d'Membere vun engem Gemengerot, gesinn, wat fir eng excellent Aarbecht um Terrain geleescht gëtt, och vun de Verrieder vum SNAS um Terrain a wéi frustréierend, dass et ass, wann ee Leit huet, déi een erëm un d'Aarbecht zrëckgefouert huet a sou genannten Équipes polyvalentes, wéi se eng Rei vu Gemengen esou hunn a wou wierklech ganz flott geschafft gëtt, fir ze gesi wéi schwéier, dass et ass fir Leit,

déi bal fit si fir erëm op den Aarbechtsmaart ze kommen, op den Aarbechtsmaart ze guidéieren.

An dofir - ouni op all déi Detailler vun dem Projet, iwwert dee mer haut elo diskutéieren, anzegoen, well de Paul-Henri Meyers dat op eng excellent Aart a Weis gemaach huet - sinn déi Instrumenter, déi mer hei am Rahme vum Programme national fir de Kampf géint d'Exclusion sociale oder fir d'Inclusion sociale maachen, ganz nützlich. Déi Profils d'orientation, déi Hëllef bei Astellungen, zäitweilig oder ganz u Patronen, si ganz nützlich, a gradesou nützlich ass d'Méiglechkeet vun der Cotisatioun, déi ënner verschiddene Konditiounen net zu Laaschte vum RMG-Empfänger geet.

E lescht Wuert nach zu dem Gesetz selwer. Mir hate vill Diskussiounen an der Kommissioun iwwert déi Dispositiounen, déi bis elo scho gegollt hu bei de Leit, déi um geregelten Aarbechtsmaart an der Situatioun vun enger Faute grave sinn, an déi, laut den heitegen Dispositiounen och schonn elo kee Recht op den RMG hätten.

Do kann een déi Meenung an déi aner Meenung hunn. Et kann ee soen: Si därefen net duerch all Netzer falen, wéi dat och an der Kommissioun gesot ginn ass. Et kann een och soen: Et kann net sinn, dass een op der Aarbecht eng regelrecht Faute grave mécht an dann direkt opgefaange gëtt. An da kann een nach hannerfroen: Jo, wat ass awer mat deenen, déi eng Faute grave ugehaange kréien an déi awer a Wierklechkeet keng gemaach hunn? Ma et ass dee Cas de figure, deem mer awer mengen an deem Gesetz kënnen entgéintziewierken, doduerch dass awer eng Flexibilitéit an der Appréciation vun der Faute grave erakënt, fir da gegebenfalls kënnen ze soen: Hei deen, dee wierklech do an där Situatioun war, wou e vläicht eng Faute grave vum Patron ugehaange kritt huet, dee kann trotzdeem vum RMG profitéieren.

(Interférences dues à un téléphone mobile)

Une voix. - Äert Kréckele geet nees un!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Neen, ech mengen net.

Just vläicht no deenen Iwwerleeungen hei e puer Iwwerleeungen an d'Zukunft. De Rapporteur huet mat deenen Iwwerleeungen ugefaangen, doduerch dass en d'Situatioun an den Offices sociaux, den Domiciles de secours ugeschwat huet, dat ass ganz, ganz richteg. Ech menge mir musse séier, net eréischt an 20 Joer, déi dote Reform ugoen. Firwat soen ech an 20 Joer, well mer schonn 20 Joer doruwwer diskutéieren an et bis elo net fäerdeg bruecht hunn, fir déi dote Législatioun op de Métier ze huelen, wou...

(Interruption)

Ech hu gesot: Mir alleguer hei. Ech hunn nach keng intelligent Proposition de loi hei vun Ärer Partei gesinn zu der Reform vun den Offices sociaux oder vum Domicile de secours. Dat si wahrscheinlech Problemer, déi lech e bëssen ze vill komplizéiert sinn. Et ass méi einfach fir Populismus bei einfache Problemer ze maache wéi vill ze schaffe fir esou e Problem an d'Rei ze kréien, an do wëll ech vläicht och net polemiséieren. Et ass ganz komplizéiert, a well et esou komplizéiert ass solle mer et zesummen ugoen, well et net ka sinn, bei allem gudden Wëllen a bei aller excellenter Aarbecht an deene meeschten Offices sociaux, dass dat Arbiträr drableift.

Mir mussen do Standarden definéieren a mir musse Regeln, méi wéi an der Vergaangenheet, definéieren, a firwat net, wann och an enger anerer Form, Rechter definéieren, a virun allem och deenen Offices sociaux d'Méiglechkeet gi

fir anstänneg ze fonctionnéieren. De President vum Office social an deene groussen Offices sociaux mécht eng Knachenaarbecht, an esou wéi en am Moment considéiert gëtt...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Frot emol den Här Stendebach.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech schwätzen emol net vum Här Stendebach. Ech weess net wéi dee schafft, mä ech weess wéi den Här Libardi schafft, an den Här Libardi ass en excellente Mann, an ech fannen, dass et bal eng Frechheet ass, wann een déi Aarbecht, déi am Déngscht vun der Allgemengheet gemaach gëtt, net méi staark considéiert.

Nach just e puer Iwwerleeungen, wou mer an Zukunft kënnen mam RMG-Gesetz higoen. Ech fannen, dass an der Zwëschenzäit et keng Ursach méi gëtt, nodeems mer op 25 Joer mam Alter erfogaange sinn, fir definitiv mam Alter, fir an de Genoss vum RMG ze kommen, op 18 Joer erfogaange, an ech explizéiere mech.

Selbstverständlech en ordre subsidiaire, wann alleguer déi aner Moosnamen erfëllt an erschöpft sinn, well ech kann et net verstoen, wann e Jugendleche wierklech am Chômage ass, all Formatiouns-, all Transitiounsmoosnamen hanneru sech huet, 12 oder 18 oder 24 Méint an engem CAT ass an dann nach ëmmer keng Aarbecht huet, firwat dass mer en da sollen an d'Lach fale loossen, dat ëmsou méi well een ab 18, wann een inapte ass fir ze schaffen a wann een e seriösen Drogeproblem huet, ka profitéiere vum RMG. Ech mengen, et ass just fir déi Situatiounen, wou alles erschöpft ass a wou kee Relais méi do ass fir dee Jonken opzefänken, dass dann an deene Konditiounen och dee Jonke misst kënnen dervu profitéieren.

Dat ass net en Ersatz fir aner Messuren, mä et ass eng Mesure, déi géif agräifen, wann alleguer déi aner Messuren net gegräift hunn, an do muss ech lech éierlech soen, ech war bis elo ëmmer der Meinung versichteg mat der Altersgrenz émezogen, mä ech hunn awer bis elo nach net kapéiert, firwat dass an deene Situatiounen net dat Netz soll gesponne ginn, well da lant dee Jugendlechen, wann en net e Sponsor huet doheim, an dat spillt jo dann och beim RMG, beim Office social oder e lant iwwerhaapt néierens, e lant op der Strooss.

Ech mengen, dat ass och net déi fei Manéier, well mer - an dat ass dee risegen Avantage wa mer déi Jonk och an den RMG eranhuelen, well en, wann alles aneschtens verstot huet, an en encadréierte System erakënt, wou en net méi sech selwer iwwerlooss ass, mä wou eng Mise au travail ka fonctionnéieren, wou e begleet gëtt a wou en dann op de geregelten Aarbechtsmaart kann iwwerfouert ginn. Ech géif mengen, dass dat do eng vun deene Barrieren nach ass, wou vläicht eenzel Leit Angscht virum eegene Courage hunn, mä doduerch dass Barrieren niewent Barrieren bestinn, wou Konditiounen mussen erfëllt ginn, ass de Risiko relativ kleng.

Dann en zweete Punkt, deen ech scho virdu kuerz ugeschwat hunn, dat ass dee vun der Definitioun vum Seuil de pauvreté relative. Mir hunn dat probéiert an den 80er Joren ze maachen. Deemoools hu mer gesot, d'relativ Pauvretéit dat si 50% vum Revenu moyen. Mir sinn do derbäi bliwwen. An der Zwëschenzäit sinn awer och um europäesche Plang, beim Europäesche Rot am Dezember 2001 zu Laeken ass d'relativ Pauvretéit

esou definéiert ginn, dass een an der relativer Pauvretéit ass wann ee manner wéi 60% vum Medianwäert verdéngt. Dat ass wesentlich méi wéi dee Seuil, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Mäin Appel, dat ass, dass mer eis relativ kuerzfristeg eng Kéier eens gi fir ze kucken ofzeweien ob déi Parametere, déi mer sengerzäit geschafent hunn, nach déi richteg sinn, ob mer se mussen adaptéieren, wéi mer se mussen adaptéieren, well mer kënnen net dermat d'accord sinn, dass mer déi Aarm ofhänken. Besonnesch an enger Situatioun, wou et Entwécklungen un der Präisfront gëtt, déi déi Aarm besonnesch haart betreffen, an ech schwätzen do virun allem vun de Loyerer. Et ass ee wierklech ganz, ganz schlëmm drun, wann een net e Recht op eng Sozialwunneng huet, um fräie Maart bei Loyerer, déi an deene leschte puer Joer ëm 60% - an dat seet déi nächst Statistik, déi vum Observatoire du Logement erauskënt - ëm 60% an d'Luucht geklomme sinn. Do ass en Handlungsbedarf.

Da wierklech am Telegrammstil, selbstverständlech wa mer iwwert d'Pauvretéit schwätzen, muss mer d'Ugebuert en erschwénglechem Wunnraum verbessere, Mietzuschuss schafen, ech bleiwen do derbäi. Ech sinn och frou, dass eng Entwécklung do bei der CSV sech weist. Bei dem Débat iwwert de Logement war nach keng Bereitschaft iwwert de Mietzuschuss ze diskutéieren. Ech hunn an der Wahlzeitung vun der CSV...

(Interruption)

Jo, dat ass d'Immunisatioun vum Loyer, dat ass ganz richteg, mä dat geet net duer fir am Beräich vun de Loyere matzehalen. Ech plädéieren net nëmme fir e Mietzuschuss fir RMG-Empfänger, mä insgesamt fir déi Leit, déi un engem niddrege Revenu sinn.

Dann eppes wat et am Ausland gëtt, wat et och an eenzelne Gemengen um fräiwëllege Plang gëtt, awer net an allen, dat ass d'Garantie, dass een als Aarmen net Elektresch, Gas a Waasser kann ofgespärt kréien, ënner gewëssene Voraussetzungen selbstverständlech. Déi Garantie gëtt et net. Dat hänkt vun deenen eenzelnen Instanzen of. Ech weess, dass déi meescht Gemengen et mat Fangerspëtzegefill maachen, mä et ass net an alle Fäll garantéiert.

Dann zwou lescht Suggestiounen. Mir hu virun...

(Interruption)

Ech sinn direkt fäerdeg, an 30 Sekonnen! Mir wëssen, dass eng Rei vu Leit vun deenen dote Prestatiounen net kënnen profitéieren. Mir solle vläicht dervu profitéieren, dass mer hei en neit Gesetz maachen, dass mer eng regelrecht Campagne, verständlech Campagne maachen, mat Informatiounen iwwert d'Rechter vun de Leit. Ech brauch net nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet vun der Reform vum Domicile de secours ze insistéieren.

Dat gesot, Här President, Madame Minister, léif Kolleegen, bleiwe mer der Meenung, dass och mat deem heite Gesetz de Prozess vun der permanenter Adaptatioun vum RMG net ofgeschloss ass, mä dass mer wahrscheinlech an e puer Méint oder an zwee, dräi Joer, wéi dat ëmmer de Rhythmus war, wäerten erëm mat neie Reforme konfrontéiert sinn, an do als „guideline“ wann ech gelift dee Courage behalen, dee mer zënter 1986 bewisen hunn, an net dem Risiko verfalen, doduerch dass een Abusé wëllt verhënneren, dass ee Leit, déi et wierklech batter noutwendeg hätten, ausschléisst.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Di Bartolomeo. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel ageschriwwen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, wann d'Liebeserklärung téschent dem Här Jaerling an dem Här Di Bartolomeo eriwwer ass, kann ech vläicht ufänken. Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Wéi hat Der mech d'lescht Kéier genannt?

(Interruption)

M. le Président. - Här Di Bartolomeo, loosst elo wann ech gelift den Här Bettel schwätzen! Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP). - Merci, Här President. Merci, dass Der hei sidd an dass Der fir Uerdnung suergt.

(Interruptions diverses et hilarité)

„Incontestablement la loi modifiée du 29 avril 1999 qui a remplacé la loi originale du 26 juillet 1986 reste le pivot de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.“ Esou steet et am Rapport iwwert den RMG ze liesen, deen de Conseil supérieur de l'action sociale am Februar vun deem Joer erausginn huet.

Dese Pivot muss esou effikass wéi méiglech kënnen fonctionnéieren, an deem Sënn, dass déi Leit, déi zu iergendengem Moment am Liewen des Hëllef brauchen, och esou schnell dru kënnen erukommen. Leider gëtt et der ëmmer méi.

2002 hunn iwwer 10.000 Matbierger des Hëllef vun insgesamt bal 80 Milliounen Euro bëspracht. Dat sinn 2,31% vun de Résidenten, virun allem Persounen, déi eleng stinn, a Familljen, wou de Papp oder d'Mamm eleng erzitt.

Duerch den RMG, dee mer jo an deser Legislaturperiod gehéicht, respektiv ajustéiert hunn, gëtt et de Betreffenden erméiglecht, den Uschloss mat der Gesellschaft net ze verléieren. Dofir muss den RMG net als Almose gesi ginn, wéi een dat munchmol héiert, mä als e Sprangbriet, dat et deene Matbierger, déi den RMG kréien, erlaabt hir Existenz ze verbessere. Elo geet et selbstverständlech net duer engem eppes an de Grapp ze drécken an ze soen: Kuck dass de eens gëss. Wann et esou einfach wier, da géif et op der Welt keng Aarmut méi ginn. Neen. Déi ausgestreckten Hand muss och do si fir Rotschléi ze ginn, fir ze ënnerstëtzen an och virun allem op moraleschem Niveau, fir deen ze motivéieren nees op d'Sich no enger Aarbecht ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wësse wéi schwéier et ass am Moment eng Aarbecht ze fannen, mä ouni de Wëlle gëtt et guer näischt. An de Wëllen ass dat Eenzeg, wat de Stat am Fong als Contrepartie verlaangt fir den RMG. Esou kann et beispillsweis net sinn, dass een, deen den RMG huet, awer eng Plaz refuséiert, déi em vun der ADEM proposéiert gëtt, oder dass e refuséiert en enger Mesure d'insertion deelzehuelen, wann et net gutt Grënn dofir ginn. Dat wier och net fair vis-à-vis vun de Leit, déi sech ustrengen fir nees eng Plaz ze fannen.

An deem Sënn bréngt dese Gesetzesprojet op jidde Fall Prezisiounen. Op där anerer Säit kann et och net sinn, dass een, deen an enger Formatioun war, mam Zil den Aarbechtsmaart ze integréieren, dëst muss ofbriechen, well en net méi genuch Moyenen huet fir justement kënnen seng Formatioun weider ze maachen. All des kleng Ongerechtegkeetsituatiounen hu mer versicht op jidde Fall mat deem heite Gesetzesprojet ze eliminéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Esprit ass jo och fir dem RMG-Bezéier net nëmme Loscht op d'Aarbecht ze ginn, mä him och d'Méiglechkeet ze ginn

eng ze fannen. Dofir mussen d'Entreprisé jo och bereet si mat hinnen ze schaffen an den RMG-Empfänger ze akzeptéieren. Dofir ass jo zum Beispill an deem Gesetzesprojet hei festgehale ginn, dass de Stat deelweis oder a verschiddene Fäll och ganz d'Fraisé kann iwwerhuelen, déi d'ASTELLE vum Bezéier vun der Indemnité d'insertion mat sech dréngt.

Ech begrëssen dann och, dass de Comité interministériel à l'action sociale, de Konnexionsorgan a Saachen RMG, erweidert gëtt an deem Mooss, dass och Verrieder vum Gesondheitsministère, vum Logementsministère a vun der Promotion féminine dra gesat ginn. Dëst wäert zu engem méi schnellen Informationsfluss bäidroen.

Mir haten och d'Diskussion an der Kommissioun iwwert den Amendement vum Här Jaerling, dee gefrot huet, fir dass déi Leit, déi duerch eng Faute grave licenciéiert ginn, awer den RMG sollte kréien. Ech hunn deemools behaupt, an ech behaupten et och nach haut, d'Législatioun iwwert de Code du Travail gesäit jo vir beim Chômage, dass een, dee fir eng Faute grave licenciéiert gëtt, och kee Chômage kritt. Da kann et jo awer net sinn, dass een den Chômage net méi kritt, awer een, dee eng Faute grave mécht, den RMG awer nach sollt kréien. Dat wier eng Inégalité menger Meenung no vum Bierger, dass een eppes géif kréien an den aneren net. Entweder fir déi zwee oder fir keen. Awer net op jidde Fall fir een eng Exceptioun maache vis-à-vis vun deem aneren.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetzprojet si mer nees eng Etapp weider an der Émsetzung vum Plan d'action national de lutte contre l'exclusion sociale. Et bleift awer sécher nach vill ze dinn, an ech denke beispillsweis besonnesch un d'Reform vun den Offices sociaux. Op jidde Fall ass dat heiten eng richteg Etapp an dofir bréngen ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Rapport vum Här Paul-Henri Meyers net eis Zoustëmmung fonnt huet, sou wëllt dat net soen, dass de Rapport schlecht ass oder d'Iddien am Gesetz schlecht sinn, mä dat Gesetz entsprécht eben net deem, wat mir eis als ADR drënner virgestallt hätten a wat mer och nach gären do derbäi dra gehat hätten.

Et ass bedauerlech a scho bal onverständlech, dass an engem esou räiche Land wéi Lëtzebuerg d'Zuel vun den RMG-Bezéier steigend ass an dass mer bal un d'Zuel vu 5.000 elo erukommen. Dat ass net onbedéngt en Zeeche vun enger gutt strukturierter Aarbechts- a Sozialpolitik. Dat deit éischter drop hin, dass och d'Bevölkerung hei am Land duerch verschiddene Aarte vun Ausglidderung aus der Gesellschaft net géint den Aarmut genuch geschützt ass. Sief et duerch Verloscht vun der Aarbechtsplaz, Scheedung, Krankheit, Behënnung oder soss Problemer, an déi e Mensch kann erarutschen.

Här President, dofir ass e Gesetz iwwert de Revenu minimum garanti, den RMG, mat eent vun deene wichtigste Gesetzter, fir eist Sozialnetz méi stabil ze strukturéieren. Dem Bierger an alle Situatiounen, an déi e ka kommen, trotzdeem e Mindestakommes ze garantéieren, ass an där heiteger Situatioun absolut noutwendeg.

De Revenu minimum garanti, kuerz RMG genannt, seet et schonn a sengem Titel: De Begrëff Garantie steet dofir, dass och jiddferen, deen an Nout ass, ka vun deem Akommes profitéieren. En général ass dat och esou.

Firwat dann mer als ADR awer net kënne mat deem Gesetz d'accord sinn, ass well et versäumt ginn ass mat deem Gesetz ze erméiglechen, dass jiddferengem den RMG integral zousteet. Sou steet an deem Gesetz nach ëmmer, dass eng Persoun, déi fir Faute grave entlooss ginn ass, keen Urecht op den RMG huet. Den Här Bettel huet et hei schonn ugedeit an ech deelen dem Här Bettel seng Appréciatioun iwwert déi Leit, déi eng Faute grave maachen, absolut net. Deen Artikel hätte mir als ADR gären aus dem Gesetz eraus, an zwar aus verschiddenen Ursachen.

(Interruption)

Vergiesst dat. Ech awer net.

Net well mer der Meenung si fir Leit ze encouragéieren fir opzehale mat schaffe fir den RMG ze kréien. Een, dee fir eng Faute grave entlooss ginn ass, huet keen Urecht op de Chômage, ass also mat dem Verloscht vu senger Aarbechtsplaz an dem Entzuch vum Chômage schonn zweemol gestrooft. Do derbäi kënnt nach, dass en net onbedéngt muss schëlleg sinn, well et jo meeschtens och nach eng Gerichtsprozedur mat sech zitt.

Ech wëll dobäi och nach bemierken, dass een, deen hei an d'Land wunne kënnt, doduerch dass mer d'Residenzklausel ofgeschaaft hunn, direkt Usproch op den RMG erhiewe kann.

Mir hätten och mat där Gesetzännerung deemools kënne d'Altersklausel op 18 Joer erofsetzen, sou wéi den Här Di Bartolomeo dat schonn ugeschnidden huet, well och an deem Beräich nach eng Rei Problemer sinn.

An esouguer een, deen aus dem Prisong kënnt, kritt och Urecht op den RMG.

E Salarié, deen awer souguer säi Liewe laang vläicht geschafft huet an duerch iergendeng Dommheet, et muss net ëmmer onbedéngt eng richteg Faute grave sinn, säin Job verléiert, dee soll näischt kréien.

Dat géllt awer nëmme fir déi Salariéien aus dem Privatsecteur. An der Fonction publique gëtt et keng fristlos Entloossung. Dat heescht, do heescht et Mise à pied, wann et iwwerhaapt jeemools dozou kënnt, awer mam Urecht drop, dass d'Gehalt weidergeet, bis dass e Conseil de discipline - oder wéi dat och ëmmer heescht - eng Décisioun getraff huet, an dat ka munchmol laang daueren. An och bei engem negativen Uerteel brauchen déi bezuelte Gehälter net erëmbezuelt ze ginn.

Hei hu mer also deux poids, deux mesures.

D'Argumenter, déi an der Kommissioun virgedroe goufen, wéisou dass den Artikel, dee bei Faute grave den RMG verweigert, soll am Gesetz bestoe bleiwen, kann ech net akzeptéieren. Et gëtt gemaach wéi wann d'Salariéien aus dem Privatsecteur absichtlech géife Fautes graves provoziéieren, fir an de Chômage oder an den RMG ze fléien. Dat ass eng aarmséileg Énnerstellung vun de Majoritéitspartei vis-à-vis vun de Salariéien aus dem Privatsecteur.

Wann déi Iwwerleeung sollt richteg sinn, dass Leit hir Aarbecht opgi wéinst dem RMG, da muss mer eis eemol eeschthafte Gedanken maachen iwwert de Wäert vun der Aarbecht iwwerhaapt an dem Énnerscheid tëschent dem RMG an dem Mindestloun.

Huele mer do mol e Beispill vun enger Famill mat dräi Kanner. Déi kritt als RMG, wa kee schafft, 1.771 Euro. Eng Famill, wou eng Persoun um Mindestloun schafft, huet 1.402,96 Euro bei net qualifizéier-

tem Mindestloun, a 1.683,55 Euro bei qualifiziertem Mindestloun. An och wann déi Famill, déi fir de Mindestloun schafft, den RMG kann ufroen, stellt sech awer d'Fro, wat fir eng Motivatioun esou eng Persoun nach huet fir schaffen ze goen, wann een datselwecht kritt wann een doheem bleift. An dann ass och nach d'Fro, dass vill Leit sech schummen, den RMG unzefroen, oder souguer ganz vill Leit sech schummen, hir Rechter anzekloen.

An d'Viviane Forrester, an hirem Buch „L'horreur économique“, huet eng Kéier geschriwwen: „La honte devrait être cotée à la bourse.“ A genau dat ass et och. Wann d'Leit sech schummen, dann ass et e Kapital fir déi, déi hinnen hir Rechter verweigere, dann ass et e Kapital wat notzlos do läit a wou déi profitéieren, déi versichen hinnen hir Rechter ze verweigere.

Mir mussen also méi an d'Aarbecht investéieren anstatt an d'Aarbechtslosegkeet oder an e parallelen Aarbechtsmaart. D'Aarbecht muss esou opgewäert ginn, dass den RMG net méi attraktiv ass wéi eng Schaff. Den RMG muss eng sozial Nouthëllef bleiwen a kee Lackmëttel fir Leit, déi net wëlle schaffen.

Här President, och wann am Gesetz steet dass d'RMG-Kommissioun kënnt befannen, dass een, dee fir Faute grave entlooss gëtt, awer kann den RMG kréien, da léist dat de Problem net. Et besteet nämlech d'Gefor, dass dat à la tête du client geet, an dat kënne mir net akzeptéieren. Den RMG ass e Revenu minimum garanti a muss dat fir all Bierger sinn, dee kee Revenu huet. An et ass och esou, wéi den Här Gira dat schonn hei gesot huet, dass et bei der Steierhannerzierung méi Abusé gëtt, wéi bei de Leit, déi den RMG kréien.

Fir ze versichen, dat erëm riicht ze bëien, wat do an der Kommissioun beschloss ginn ass, wëll ech en Amendement hei deponéieren, mat der Opfuerderung, dass am Artikel 1 den Absatz 3 (1) b), wou drasteet, dass déi Leit, déi eng Faute grave gemaach hunn, keen RMG kréien, deen Artikel soll gestrach ginn.

An net, Här President, well mir wëllen d'Akraaffriede vun deem Gesetz verhenneren, hunn ech deen Amendement hei elo deponéiert an domadder verschidde Bénéficiären em hiert Recht wëlle bréngen, sou wéi den Här Meyers versicht huet eis dat an der Kommissioun ze énnern, mä ganz einfach, well den RMG fir den ADR e wierkeleche Revenu minimum garanti ass, dee jiddferengem soll integral zoustoen; an dat war och d'Philosophie vum RMG, wéi en 1986 agefouert ginn ass.

Här President, et ass och dorobber wou meng zweet Interventioun haut hei berout, nämlech op d'sozial Gerechtegkeet. Den Artikel 6 vum Kapitel III vum Gesetz vum 28. am Broochmount 2002 a Bezuch op d'Aféiere vun engem Forfait d'éducation, allgemeng als Mammerent bezechent, huet festgeschriwwen, dass de Montant vun der Mammerent vun engem eventuellen RMG Zouschoss muss ofgehale ginn, sou dass all déi Mammen, déi den RMG kréien, respektiv en RMG-Zouschoss, keng Mammerent oder se nëmme deelweis kritt hunn.

Wat de Clou bei der Saach ass, dat ass, dass d'Regierung behaupt, wann déi Mammen d'Mammerent effektiv kréien, dann hätten si se zweemol kritt, an dat ass total falsch, well den RMG an de Forfait d'éducation absolut näischt mateneen ze dinn hunn.

Den RMG ass e staatlechen Zouschoss, dee geschaf ginn ass fir Persounen, déi an Nout sinn a soss keen anere Revenu hunn. Den

RMG huet absolut näischt, wéi scho gesot, mat dem Zouschoss ze dinn, deen ee fir d'Kannererzierung zougestane kritt, well soss misst jo och d'Kannergeld vum RMG ofgezu ginn, wann déi Interpretatioun vun der Regierung richtig wär. Et ass also falsch fir den RMG-Bezéier d'Mammerent ze verweigere. Dat heite Gesetz hätt eis d'Méiglechkeet gebueden, fir des Ongerechtegkeet aus der Welt ze schafen. Leider war d'Regierung net bereet, an der Kommissioun mat op dese Wee ze goen an huet dem ADR säin deementspriedenden Amendement verworf.

Här President, den ADR - et ass jo awer bekannt - gëtt d'Hoffnung ni op; dat beweist net nëmme eis Duerchsetzungskraaft am Rentewiesen, wou mir scho Villes beweegt hunn. Mir bidden dës Chamber dofir d'Geleeënheet, fir hire sozialen lertum ze revidéieren, andeems se eisen Amendement, deen ech elo hei wëll iwwerreechen, mat grousser Majoritéit stëmmt. Dësen Amendement schléit vir, den Artikel 17 an deem Gesetz bäizefügen, dee festleet, dass den Artikel 6 vum Kapitel III vum Gesetz vum 28. am Broochmount 2002, deen den RMG-Bezéier d'Mammerent verweigert, gestrach gëtt.

M. le Président. - Här Jaerling, ech wollt lech just drop opmierksam maachen, dass Ar Amendement iwwerhaapt net ënnerschriwwen sinn, dat heescht, et ass keng eenzeg Signature drop.

M. Aly Jaerling (ADR). - Et gëtt jo haut net gestëmmt. Déi ginn da muer de Moien ënnerschriwwen.

M. le Président. - Jo, mä ech mengen da misst Der vläicht kucken, dass...

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, mir hunn eng Fraktioun, déi déi Amendement do...

(Interruption)

M. le Président. - Ech wollt lech just drop hiweisen, Här Jaerling. Dir kënnt elo virufere mat Ärem Text. Muer loosst Der déi da vun Ärer Fraktioun ënnerschriwwen an da gitt Der dem President se nach eng Kéier of.

M. Aly Jaerling (ADR). - Gutt, da kritt Dir se muer. Da gitt mir se erëm.

(M. Aly Jaerling ayant déposé trois amendements sans signature les retire pour les remettre ultérieurement en bonne et due forme)

Ech froe mech just, wou do den Énnerscheid ass, dat doten ass jo awer eng Prozedur, déi nach ni ugewannt ginn ass. Ech mengen, et ass ëmmer hei gesot ginn, dass wann eng Fraktioun Amendement eraginn huet, da war et souentendu, dass dat am Numm vun der Fraktioun ass.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech.

Här President, wa mer schonn haut hei vun engem Revenu minimum garanti schwätzen, esou fällt fir eis, als ADR, awer och d'Mindestrent dorënner. Och dat ass e garantiert Akommes, wat jiddferengem, dee 40 Joer cotiséiert huet, soll zoustoen, respektiv soll duerch e Complément ugepasst ginn, sou wéi dat och geschitt.

Och wann d'Mindestrent net am direkten Zesammenhang mat deem Gesetz steet, esou berout se dach awer op ähnlechen Iwwerleeungen, wéi beim Gesetz iwwert den RMG, nämlech e Mindestakommes an der Pensioun ze garantéieren. An d'Mindestpensioun ass och an deem Sënn vergläichbar mam RMG, well do, am Zesammenhang mat der Mammerent, déi gläich Ongerechtegkeete gesetzlech verankert goufe wéi beim RMG. Nämlech déi Mammen, déi e Complément

ment kréie fir un de volle Montant vun der Mindestrent ze kommen, kréien d'Mammerent nëmme deelweis oder guer net, jee no Héicht vum Complément.

Et ass och net verrietbar, well d'Recht op eng Mindestpensioun net dierf duerch aner Moosname beschnidde ginn. An och d'Mindestpensioun huet absolut näischt mat Kannernerzierung ze dinn, well soss och do d'Kannergeld misst ofgezu gi vum Complément.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Här Jaerling, Dir maacht Sozialofbau zu Lëtzebuerg!

M. Aly Jaerling (ADR). - Wat maachen ech?

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Dir maacht Sozialofbau zu Lëtzebuerg!

M. Aly Jaerling (ADR). - Do hutt Dir mech net gebraucht, dat maacht Dir scho laang!

(Hilarité)

Dofir verlaange mir als ADR, dass an deem Gesetz den Artikel 18 bäigefügt gëtt, deen den Artikel 5, Kapitel III vum Gesetz vum 28. am Broochmount 2002, dee festleet, dass de Complément an der Héicht vun der Mammerent gekierzt gëtt, suppriméiert soll ginn. An ech wëll lech dann drop opmierksam maachen, dass ech nach en Amendement hunn, deen ech muer ënnerschreiw loossen, an da kritt Dir déi muer de Moie feierlech iwwerrecht.

Mir verlaangen als ADR, dass jiddferen en effektivt Urecht op den RMG huet, en effektivt Urecht op eng Mindestpensioun an dass all Mammen och en effektivt Urecht op d'Mammerent kréien.

Här President, wann dës Bedéngungen haut oder muer hei erfëllt ginn, da kënne mir dat Gesetz hei stëmmen, wann net, da muss mer feststellen, dass dës Regierung net gewëllt ass, souwuel beim RMG, wéi bei der Mindestpensioun eng effektiv Gerechtegkeet anzeféieren. Well awer an deem Gesetz eng Rei prinzipiell Verbesserung beinhalt sinn, déi een ouni Weideres muss ënnerstëtzen an déi een och mat muss droen, wäerte mir net mat nee stëmmen, mä eis enthalen; ebe wéinst deene Beanstandungen, déi ech elo hei am Numm vum ADR virbruecht hunn.

Ech soen lech merci.

(Interruption)

M. le Président. - Merci, Här Jaerling, als nächst Riednerin ass elo d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg ageschriwwen. Madame Reuter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Rapporteur villmools merci fir deen ausféierleche Bericht. Déi Gréng si sécher net dogéint, wann et drëms geet, sozial Ausgrenzungen ze bekämpfen a mir begrëssen et, wann Europa sech d'Bekämpfung vun der Aarmut zu engem vun de grousser sozialen Ziler bis zum Joer 2010 setzt, an Dir reize gëtt, déi vun deenen eenzelen Länner sollen agehale ginn. Et wär schéin, wann déi sozial Defiziter, déi Europa leider nach ëmmer huet, domat géife wéinstens zum Deel eliminéiert ginn. Deem Hannergrond vun deem Projet de loi stëmme mir also aus vollem Häerzen zou.

Mir verstinn och weider, dass d'Gesetz vum 29. Abrëll 1999 iwwert den RMG aus de bisheregen Erfahrungen eraus muss ugepasst ginn. Wéi dat genau geschitt ass, ass awer eng komplizéiert Saach, a wann een all déi Paragraphen a Punkten zesammenzielt an iwwer-

flitt, déi d'Législatioun vum RMG betreffen, da kann ee schon den Iwwerbléck verléieren.

Mir schléissen eis do dem Statsrot un, deen zu Recht drop hiweist, dass mat deene ville Modifikatiounen e Gesetz, dat souwiso scho komplizéiert ass, fir vill Concerneiert esou schwierig gëtt, dass si, besonnesch wa se schlecht reiseignéiert sinn, net vun alle Méiglechkeete gerecht profitéiere kënnen. Et wär scho gutt, wann déi verschidden Administratiounen sech do géifen ofstëmmen, a wann alles ënnert een Hutt vun enger restrukturierter Administration de l'Emploi kéim, well d'Gefor also scho grouss ass, dass deen administrativen Apparat, dee sech ëm all déi Aspekter wéi Insertioun, Réinsertioun, an esou weider këmmert, ëmmer méi komplex an oniwier-sichtlech gëtt.

Mir stëmmen och dem Statsrot zou, wann hien insistéiert, dass hie sollt onbedéngt déi Prestatiounen individuell apprécieieren, well déi eenzel Fäll vun de Betraffenen ëmmer erëm anescht sinn.

Et ass scho munches hei zu deenen eenzelne Punkte vun dësem Projet gesot ginn an ech wëilt dofir nëmmen deen een oder aneren nach eng Kéier hei erausgräifen. Den Artikel 9, deen dem Artikel 13 vun der Loi RMG entsprécht, gesäit elo vir, dass e privaten Organismus oder eng Entreprise, déi een RMG-Bezëier astellt, kann en Deel oder souguer alles vun de Personalkäschten en charge geholl kréien. Dat ass op den éischte Bléck positiv, well et jo encouragéiert, esou Leit anzustellen an erëm an den Aarbechtsmaart opzehuelen.

Mir hoffen awer, dass et hei net zu Abusë kënn, andeem Privatbetreiber déi Leit dann zum Beispill à durée déterminée fir zwee Joer astellen, sech all Käschen ersetze loosse, no zwee Joer awer dann erëm déi Leit entloossen an nei Leit à durée déterminée astellen, fir déi si als Privatbetrieber dann erëm eng nei Käschenentlastung beantragen. Déi Aarbechter dierften de Betrieb dann am Prinzip guer näischt kaschten an de Risque économique vun dëse Betriber wär gläich null; awer déi Aarbechter séizen no zwee Joer erëm op der Strooss. Hei muss duerno gekuckt ginn, dass dës Aarbechter eng reell Chance hätten, och nach iwwer 36 oder 42 Méint eraus, hir Plaz ze behalen, well si sëtze leschten Enns um kuerzen Hiewel.

Et schéngt eis, wéi wann dësse Projet de loi e bëssen iwwerflächlech iwwert dës Gefore géif ewechgoen. Mir stëmmen dësem Projet am Endeffekt zou, well och mir Gréng leschten Enns am Revenu minimum garanti e wichtige Ausdrock vun der nationaler Solidaritéit gesinn a sech hei nei Méiglechkeete fir déi Betraffenen opdinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Reuter. Ech ginn dann d'Wuert an den honorablen Häre Serge Urbany. Häre Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Häre President. Den RMG ass mëttlerweile en Thema ginn, deen ëmmer méi Leit am Land concernéiert. 6.844 Stéit mat am ganzen 11.963 Leit hunn ze di mat deem Gesetz iwwert dat mer hei solle befannen. 1.100 Leit vun deene sinn um Arbeitsamt geschriwwen an 1.600 Weiderer sinn a berufflechen Agliderungsmaosnamen agedroen, wou se op zäitweilige prekäre Aarbechtsplaze schaffen, vill vun hinnen am öffentleche Secteur, bei A.s.b.l.en, déi am soziale Secteur tätég sinn, zum Beispill vorwiegend an Altersheimer.

Déi Leit kréien den RMG, well se keng Aarbecht hunn. Da gëtt hin-

nen eng Aarbecht fonnt, zum Mindestloun, eng Aarbecht gréisstendeels ouni Chance op Astellung, ouni Chance op berufflech Qualifikatioun an Avancement. D'uerchschnëttlech Dauer vun de Mesuren, vun deenen ech elo hei schwätzen, ass eropgaange vu 16 Méint am Joer 2000 op 27 Méint am Joer 2003, Tendenz steigend, an nëmme 15% hunn am leschte Joer konnte placéiert ginn um normalen Aarbechtsmaart. Den öffentleche Secteur brauch awer déi Leit a stellt se net an. Dat läit un de mangelnde Finanzen vu Stat a Gemengen, an dee Mangel u Finanzen ass ënnert anerem zréckzeféieren op d'Steierreform am Joer 2001, mat där awer déi meescht Leit hei vun der Chamber d'accord waren.

Virun enger Woch hu mer héieren, d'budgetär Lag vun Stat wär gesond, mir hätte souguer e Budget-iwwerschoss am Joer 2003, géif een awer déi Leit hei astellen, dann hätte mer keen Iwwerschoss méi. Ech sinn also der Meenung, dass d'Mesures d'insertion prekär Aarbechtsplaze sinn, déi mussen bei de Chômage gerechent ginn. Dee Projet de loi hei geet awer nach eng Etapp weider, andeem all staatlech, mä och all privat Entrepreneuren, déi RMGisten astellen no hirem Contrat d'insertion, sief dat duerch e Contrat à durée indéterminée oder souguer duerch e Contrat à durée déterminée, fir eng bestëmmten Zäit also, déi Leit quasi fir näischt kréien. An dat an der Regel während maximal dräi Joer.

De Stat kritt nämlech duerch dëst Gesetz d'Méiglechkeet, déi en och wahrscheinlech notze wäert, fir d'Lounkäscht bis zur Héicht vun Mindestloun an d'Part patronale vun de Cotisations vun de Léin vun deene Leit ze iwwerhuelen, déi dann a staatleche Servicer respektiv am Privatsecteur carrément agestallt gi mat normalen Aarbechtsverträge. Och hei ass also Aarbecht do, mä fir dass agestallt gëtt, muss d'Aarbecht quasi gratis um Maart ugebued ginn, an ech sinn der Meenung - ech hunn awer keng Zäit dorobber anzegoen hei -, dass dat grondsätzlech Froen opwerft iwwert d'Roll vun Stat, iwwert d'Verdeelung vun der Aarbecht an och iwwert d'Verdeelung vun de Ressourcen an eiser Gesellschaft, déi mengen ech op eng vill méi équitabel Aart a Weis an Zukunft geschéie muss, wat awer radikal Annerunge voraussetzt.

Dat Gesetz hei bréngt e puer punktuell Verbesserungen. Eng vun deene wichtigste Verbesserungen ass déi, eelere RMGisté mat 25 Versécherungsjoren, déi net méi um Aarbechtsmaart ënnerkommen, hir Pensionscotisatioun ze bezuelen, fir esou hir Pensiounen opzebesseren, fir dass se wéinstens am Alter net méi vun RMG ofhängeg sinn oder manner vun RMG ofhängeg sinn.

Vill Kommentaren zu deem Gesetz hei weisen awer op deen hallefähäerzege Charakter vun deene Moosnamen hin a fuerdere generell d'Bezuere vun de Pensionscotisatiounen um RMG, fir esou eng eege Versécherungs-carrière zu Gonschte vun deene Leit opzebauen an d'Onofhängegkeet vun deene Leit an Zukunft ze stäerken. Ech schlësse mech selbstverständlech deene Fuerderungen un, déi iwwerengs och scho laang Bestanddeel vun eisem Programm sinn.

Dat Gesetz bréngt awer net nëmme Verbesserungen, et mécht och eng Rei nei Méiglechkeeten op, fir den RMG oder fir d'Indemnité d'insertion ze strächen, wann de Bénéficiaire - fir dat emol eng Kéier vläicht e bësse salopp auszedrücken - et un Employabilité mangle léisst. Wuel, an dat ass nei an dësem Gesetz, soll elo eng gewisse Flexibilität komme bei der Appréciatioun vun den Ursachen, firwat eventuell den RMG entzu gëtt, wann eng mangelnd Kooperatioun an esou weider do ass, andeem gekuckt gëtt, ob net awer reell a

seriö Motiver virleien, déi trotzdem den RMG géife rechtfertigen, wéi zum Beispill bei schwéieren Alkohol- oder Drogenofhängegkeet.

Mä aner Fäll vu Verloscht vun Aarbechtsplazen, zum Beispill duerch eng soforteg Kënnegung aus schwerwiegendem Grund, riskéieren net sozial ofgedeckt ze ginn, och an Zukunft net. Hei geet e Kënnegungsbrëif vun Patron duer wou drasteet, dass de Mann oder d'Fra aus schwerwiegendem Grund gekënnegt kritt, a wann dann aus iergendenger Ursach de Chômage net am Spill ass,...

M. le Président. - Häre Urbany, ech wollt lech drop hiweisen, dass Är Zäit ofgelaf ass.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech sinn direkt fäerdeg, Häre President!

...da kritt déi Persoun och keen RMG. Et gëtt vill vun Abusë geschwat, ech mengen et gëtt virun allem an där Matière hei Abusë bei Patronen, déi esou Kënnegungsbrëifer ausstellen, an ech mengen eng Scholdfro dierft hei absolut keng Roll spillen. Déi Leit hu jo och eng Obligatioun, fir dann duerno schaffen ze goen. Dat werft déi Leit an d'Assistance publique, wou se kee Recht op iergendeng Indemnitéit hunn.

Ech wollt nach zum Schluss kuerz soen, dass dee Projet hei allerhand Zorte vu Bilanë virgesäit, vun Orientéierungsavisen, vun Oplagen eventuell och, déi d'Leit gemaach kréien, déi zimlech déif an hiert Privatliwien eragräifen a wou d'Aarbechterkummer zu Recht seet, dass esou Moosname bal onméiglech sinn duerchzeféiere bei deene Leit, an ech mengen et misst een emol - an domat wëll ech zum Schluss kommen - esou Konzepter, déi hei deene Moosnamen zu Gronn leien, wéi déi vun Employabilité, eng Kéier kritesch hannerfroen an emol froen, wat fir eng Realitéit um Aarbechtsmaart sech derhannert verstoppt an ob een net soll déi Realitéit um Aarbechtsmaart emol fir d'éischt änneren, andeem ee se humaniséiert, amplat dass een d'Leit un déi Realitéit, un déi verschäerfte Realitéit um Aarbechtsmaart upasst, wou a leschter Zäit vill méi e schroe Wand bléist.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Häre Urbany. D'Wuert kritt elo d'Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs. Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Merci, Häre President. Dir Dammen an Dir Hären, zesumme mat de Kolleginnen a Kollege Virriedner wëll ech mech beim Paul-Henri Meyers bedanke fir deen excellent méndlechen a schrëftleche Rapport, deen et och mat enger schwieriger Gesetzgebung awer ëmmer fäerdeg kritt, och dat ze erklären, dass d'Leit, wéinstens déi, déi et muss wëssen, dat och kënnen verstoen.

Ech verstinn, dass haut den Owend eng ganz Partie vu Kollegen net méi do sinn, well se op de Wahlturneëën ënnerwee sinn. Dofir hunn ech vill Verständnes, well ech denken, dass déi, déi elo nach hei sinn, sech deemnächst och nach op dee Wee wäerte maachen. Ech hoffen, dass och an där nächster Regierung, an där nächster Chamber eng Bereetschaft besteet fir virunzefueren dat Sozialnetz, wat mir an deene leschte Joren opgebaut hunn, och virun auszebauen. Et bleiwen ëmmer nach nei Erausforderungen an ëmmer neier entstinn och.

Ech wëll och deene verschiddene Riedner soen, déi gesot hunn, d'Office-sociauxë misste reforméiert ginn, dass mer och en Aarbechtsgrupp elo ewell agesat hatten an dass mer awer net bis zu deene leschte Finalitéit komm sinn, well et effektiv ganz komplizéiert ass a well et och eng Reorganisatioun voraussetzt, dass een net méi och kann iwwerall en Aarbeitsbüro funktionéiere loosse, wéi mer dat elo genannt hunn, mä dass een och do éischer op Regionalpläng muss kommen, wat déi méi kleng Gemengen ubelaangt, well déi iwwerhaupt net am Stand sinn, fir och dat alles kënnen soss ze maachen.

Villes vun deem, wat hei gesot gëtt, kann ech selbstverständlech ënnerschreien, well mir eis och an deem Plan „inclusion“ engagéiert hunn, dee vun der Europäescher Unioun ausgeschafft gouf, a wou mer och gehale sinn, fir deen elo ëmzesetzen, an deenen diversë Conseilen, fir och do ze kucken, fir virunzecommen. Et kommen ëmmer selbstverständlech och erëm eng Partie selwecht Froen erëm. Ech denken un d'Diskussioun iwwert d'Erofsetze vun Alter vu 25 op 18 Joer. Et gëtt ëmmer Argumenter fir alles an et gëtt och Argumenter géint alles, an ech denken, dass een och doriwwer muss nodenken a sech och am Virus muss Gedanke maachen.

Op där anerer Säit, wann een dat ouni Netz géif maachen, wat net hei gefrot gouf, da geet et nach vill méi séier wou och d'Elteren aus hirer Responsabilitéit eraus sinn, wou ech denken, dass et awer och net richtig ass. Mir hu schlësslech ëmmer gesot, och do géing eng Obligatioun bestoe bleiwen, wou mer haut net méi soen, dat iwwer 30 Joer d'Elteren nach muss bezuelen. Och dat ass eppes, wat mer an dëser Legislaturperiod ofgeschafft hunn.

Mir maache virun allem déi Jonk Suergen, déi obdachlos sinn, wou mer e Projet probéiert haten am Wanter hei an der Stad, deen awer net zu deene concluanté Resultater gefouert huet, well vläicht och keen dat wusst oder well et vläicht awer fir deen een oder deen aneren esou war, dat e gemengt hat, wann e géif dohinner goen, dass en op eemol awer mat der Polizei do géif a Konflikt geroden. Mä, wou ech mer awer soen, mir mussen wierklech awer och do probéieren nei Weeër ze goen, entweder dann iwwer Pensionater, déi ee méi opriicht, Internater oder och Hotelten, wou déi Jugendlechen kënnen higoen. Mä, wéi gesot, et ass mengen ech de Moment net méi dorun fir elo hei doriwwer Konklusivne kënnen ze zéien.

D'Madame Reuter huet gesot, dat hei géif ëmmer méi komplizéiert ginn. Do ass guer keen Zweifel drun. Mir sinn amgang bei där heiter Gesetzgebung, wéi mer et iwwerengs och an der Sécurité sociale a besonnesch am Rentewiesen hunn: Wat ee probéiert méi op all eenzel Fall anzegoen, wat et och kloer ass, dass et ëmmer méi komplizéiert gëtt.

Ech denken awer, dass elo allegueren déi Leit, déi an deene Servicer schaffen, awer och do si fir déi Leit ze beroden, well ech mengen ouni

déi wäeren se souwiso verluer. Ech géif och wëlle vun dëser Geleeënheet profitéiere fir merci ze soen, net nëmme fir hir Ausdauer haut den Owend hei, mä och fir hir Ausdauer, déi se um Terrain hunn, hinnen an och deene Leit, déi am Fonds de solidarité schaffen, deene mir ëmmer erëm nei Aufgaben hei opbrummen, wou kee Mënsch sech Gedanken driwwer mécht, hu mer Personal fir dat ze maachen oder net.

Mir féiere Geschichten an, déi Forfait d'éducation heeschen. Da komme 40.000 Demanden an da soe mer: Jongen, elo gitt lech mol gitt do drun. An da reklaméiere mer nach héchstens wann et net fäerdeg ass. Also mir sinn eis ewell bewusst, oder wéinstens eng Partie vun eis, dass Der déi Aarbecht ganz gutt maacht, an dat och nach am Regelfall ouni ze vill géint Är Vorgesetz ze murren, jiddefalls net, dass déi et héieren, an dofir sinn ech ganz frou och fir déi Aarbecht, wéi gesot, déi um Terrain gemaach gëtt.

Häre President, well ech denken, dass dat hei mol kéint sinn, dass ech fir dës Legislaturperiod den Owend fir d'lescht hei op där Tribün géing stoen, géing ech awer och wëllen dem President vun der Familljekommissioun, dem Jean-Marie Halsdorf, an alle Memberen aus där Kommissioun e ganz grouse Merci soen, souwéi och deenen Deputéierten an der Chamber, déi sech am Laf vun dëser Legislaturperiod och ëmmer agesat hunn, fir bei familljepoliteschen, sozialen, bei der Jugend an och bei de fraepoliteschen Themen ze hëllefen, dass mer, mengen ech, en zolitte Schrëtt virukomm sinn. All deenen, déi hei waren, an déi dat Engagement haten, wënschen ech och selbstverständlech, dass mer eis hoffentlech erëmgesinn, an enger anerer Legislaturperiod, an dass mer déi Aarbecht, déi mer ugefaangen hunn, och kënnen viruféieren.

Ech soen lech villmools merci.

M. le Président. - Merci, Madame Minister. Ech denken, dass et jo net fir d'lescht ass, wou Der hei sidd. Dir kënn jo vläicht muer och nach Stellung huelen zu deenen Amendementen, déi den Häre Jaerling eraginn huet, wa se Ënnerschrëften hunn.

Une voix. - Häre President, mir hunn dat an der Kommissioun gemaach.

M. le Président. - An der Rei. Merci.

Da kommen ech nach just zur Lecture vun den Artikelen, a mer géifen da muer iwwert de Projet ofstëmmen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 16 si gelies an ugeholl.

Domat wär d'Lecture vun den Artikelen ofgeschloss an domat wär och eis Sitzung vun haut eriwuer. Déi nächst Sitzung ass mar fréi um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.53 heures)



www.avenir-europe.lu

de Lëtzeburger Site iwwert den EU-Konvent

Ordre du jour

- 5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
(Dépôt de trois amendements par M. Aly Jaerling)
- 4536 - Projet de loi portant création d'une administration des services de secours
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)
- 5264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à
 - l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen
 - la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen
 (Rapport de la Commission des Affaires intérieures)
- Ordre du jour
- Projet de loi 5264 (suite)
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - suite - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi)

Aubanc du Gouvernement se trouve M. Michel Wolter, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Den Här Aly Jaerling huet elo grad nach eng Kéier seng dräi Amendementer zum Projet de loi 5163 iwwert de Mindestloun déposéiert. D'Ënnerschräften, déi gëschter gefeelt hunn, stinn elo drop an d'Amendementer sinn deemno receiveabel.

1. 5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

(Dépôt de trois amendements par M. Aly Jaerling)

Amendement 1

À l'article 1^{er} l'article 3 (1) b) est supprimé.

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombero, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Robert Mehlen.

Amendement 2

Est ajouté un article 17 qui prend la teneur suivante:

„Article 17

L'article 6 de l'article III de la loi du 28 juin 2002 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension 2. portant création d'un forfait d'éducation 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un revenu minimum garanti est supprimé.“

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombero, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Robert Mehlen.

Amendement 3

Est ajouté un article 18 qui prend la teneur suivante:

„Article 18

L'article 5 de l'article III de la loi du 28 juin 2002 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension 2. portant création d'un forfait d'éducation 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un revenu minimum garanti est supprimé.“

(s.) Aly Jaerling, Jean Colombero, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4536 iwwert d'Schaffung vun enger Verwaltung vun den Hëllefsgeschäften. D'Riedezäit

ass nom Modell 2 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Nico Loes. Här Rapporteur, wann ech glift. Här Loes, Dir hutt d'Wuert.

2. 4536 - Projet de loi portant création d'une administration des services de secours

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Nico Loes (CSV), rapporteur. - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Dag stelle sech hei zu Lëtzebuerg vill Leit an den Dénsgschten vun alle Matbierger. Iwwer 9.000 fräiwëlleg Pompjeeën: Männer, Fraen a Jugendlecher sinn an iwwer 200 Pompjeescorpsen zoustänneg fir d'Feierläschwiesen an eisem Land. Iwwer 2.000 fräiwëlleg Mataarbechter, verdeelt op 25 Asazentren a véier Spezialunitéite sti grad wéi hir Pompjeeskolleegen siwen Deeg op siwen, 24 Stonnen op 24 bereet fir eis alleguer ze hëllef an a Bäistand ze leeschten, wann Accidenter oder Katastrophe geschitt sinn.

Mir kënnen, jo mir musse stolz sinn op all dës fräiwëlleg Hëllefskräften, déi sech ronderëm d'Auer an den Dénsgschten vun hire Matbierger stellen an déi sech am Bénévolat engagéieren. Dese Leit gehéiert eise Respekt an eise groussen oprichtege Merci fir dat, wat si an hirem dagdeeglechen Asaz fir eis leeschten. A mengem Merci wëll ech awer och d'Berufspompjeeë mat aschleissen, déi den Dénsgschten um Bierger als Beruf ausüben. Et ass eng nobel Liewensaufgab, déi all dës Leit erfüllen. D'Membere vun der Protection civile a vun de fräiwëllege Pompjeeë sinn d'Garante vun engem optimale Schutz vun der Bevëlkerung virun Accidenter a Katastrophen.

Mir sinn awer mat méi oder manner grouse Problemer konfrontéiert. Dat heescht, dat mir musse fäerten, dat mëttel- oder laangfristeg Enkpass am Bénévolat kënnen entstoën, well et ass dës jo den Haaptpunkt, deen eis Rettungsdéngschter charakteriséiert. All dës Aarbecht, all dësen Asaz an all dës Disponibilitéit gëtt vu Leit geleescht, déi hir Missiounen op bénévoler Basis verrichten. Den Innenminister Michel Wolter huet dat viru kuerzem nach eng Kéier en-

nerstrach, dat et ëmmer méi schwéier gëtt fir de Beruf mat dem Eierenamt optimal ze verbannen.

Op dësem Niveau läit eng vun de groussen Erausforderungen. Et muss ee scho soen, dat mir momentan en Enkpass hunn, an et gëtt virun allem während de Stonnen am Dag ëmmer méi schwéier, fir Leit ze fannen, déi genügend Zäit hunn a Bereitschaft weisen, fir bei eisen Hëllefsgeschäften, sief dat bei de Pompjeeën oder bei der Protection civile, aktiv ze sinn. Déi politesch Mandatairë mussen alles maachen, fir méi Jugendlecher an och Erwuessener fir den Engagement bei der Protex a bei de Pompjeeën ze begeeschteren an d'Konditiounen fir eng besser Koordination tëschent Beruf an Hëllefsgeschäften ze verbesseren.

De Stat muss awer och d'Bedingunge schafen, fir datt d'Rettungsservicer virun allem op koordinativem Plang besser funktionéieren. Dat ass den Haaptobjekt vun deem Gesetz, dat mir haut an dësem Haus diskutéieren.

Et ass e Projet, deen eng laang Geschicht huet. Et ass e Projet, deen awer och den 99er Koalitionssaccor emsetzt, dee virgesäit, an ech wëll dat hei kuerz zitieren: „Comme le domaine des risques s'est diversifié et compliqué et qu'il exige en conséquence une intervention efficace des secours, le Gouvernement poursuivra les procédures pour faire entrer dans notre droit les nouvelles dispositions légales et réglementaires en matière de services de secours.“ Ech hunn et virdu gesot, et ass dës de wichtegsten Aspekt vum Gesetz.

D'Risiken an d'Geforen hu sech an deene leschte Joren a Jorzéngte grondleeënd geännert. Mir liewen an enger ëmmer méi moderner an techniséierter Welt, an där d'Risiko vum Onfall a Katastroph och ëmmer méi grouss ginn. Zum anere muss ech awer och ervirhiewen, dat eis Hëllefsgeschäfte sech op Dispositiounen baséieren, déi bis un d'Enn vum 19. Jorhonnert zréckreechen, an dat virun allem un Niveau vum Feierläschwiesen. Aus Zäitgrënn kann ech net op déi historesch Entwécklung vun eisen Hëllefsgeschäften agoen. Am Text vum Projet de loi a vum Avis vum Conseil d'État kann een dës Detailen och noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussiounen iwwert dese Projet, an ech hat et virdu gesot, ginn zréck bis an d'Joer 1995. En éischten Text ass am Februar 1999 vum Innenminister Michel Wolter déposéiert ginn. An der Kommissiounssitzung vum 30. September 1999 ass de Rapporteur bestëmmt ginn, a vum November 2001 bis zum Abrëll 2004 hunn eng ganz Rei vu Kommissiounssitzungen stattfonnt, an deenen de Gesetzestext analyséiert ginn ass.

D'Kommissioun huet eng ganz Rei Ëmännerungen zum initialen Text virgeholl, op déi ech natierlech wäert zréckkommen. An der Kommissioun sinn déi jeeweileg Avisé vum der Chambre de Commerce, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre des Métiers, der Chambre d'Agriculture an dem Syvicol diskutéiert an analyséiert ginn. De Statsrot huet seng Avisé vum 19. Februar 2002 an dem 30. März 2004 an d'Kommissioun eragin.

No ausféierlechen Diskussiounen an der Kommissioun hu mir an der Sitzung vum 22. Oktober 2003 eng Rei Amendementer ugeholl, déi am Januar vun dësem Joer un de Statsrot weidergeleet goufen. Een Amendement vun der grénger Fraktioun ass an der Kommissioun

diskutéiert ginn, ass awer net zréckbehalen ginn. An der Réunioun vum 8. März 2002 ass d'Kommissioun vum Gesondheitsminister gebiede ginn, fir déi initial Dispositiounen aus dem Kapitel 4 iwwert d'Services d'aide médicale urgente - dat waren d'Artikelen 19 bis 31 - aus dem initiale Projet erauszehuelen.

D'Ursaach vun dëser Démarche läit an deenen eenzelnen Dispositiounen, déi och d'Spideeler mat abegraifen a wouriwwer nach zousätzlech Iwwerleeunge musse gefouert ginn, fir datt déi och an ee legale Text kënnen afléissen. D'Kommissioun huet och decidéiert, fir dëser Demande nozekommen an de Gesetzesprojet deementspreechend ëmzeänneren. De schrëftleche Rapport vun der Kommissioun konnt an der Sitzung vum 28. Abrëll analyséiert an ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese wichtege Gesetzesprojet huet véier grouss Objeten, déi sech folgendermoossen ëmraisse loossen. Éischstens, de Regroupement vum Service national de la Protection civile an dem Service d'Incendie et de Sauvetage zu där sou genannter Administration des Services de Secours ass den Haaptuleies vun dësem Text. Domat gëtt virun allem eng besser Zesummenaarbecht vun eisen Hëllefskräften ugestriift.

Dës Gesetz soll och en neien Elan an d'Zesummenaarbecht vun eisen Hëllefskräfte bréngen. Et ass och dës den Haaptgedanken, deen den Innenminister Michel Wolter ëmmer ervirsträicht, nämlech net géinteneen, mä mateneen ze schaffen.

D'Gesetz gesäit eng Fusioun vun de staatleche Servicer vir, déi sech ëm d'Protection civile an ëm d'Feierläschwiese bekëmmern. Ech wëll hei ennersträichen, dat et sech bei dem virleiede Gesetz net ëm eng Fusioun vun den Hëllefsgeschäften selwer handelt; wéi ech virdu gesot hunn, ennersteet d'Protection civile weider dem Innenministère an d'Pompjeescorpsen deenen eenzelne Gemengen.

D'Regierung plädéiert fir eng besser a méi zolidd Ausbildung vun den Intervenanten - an dat ass den zweete Voleit vun deem Gesetz, op dat ech zréckkommen -, wéi gesot eng besser a méi eng zolidd Ausbildung vun den Intervenante vun eisen Hëllefsgeschäften, eng Formation an eng Schoulung, déi sech den Erausforderungen vun eiser moderner Zäit upasst. D'Technicitéit vun den Interventione verlaangt ëmmer besser equipéiert a forméiert Hëllefsgeschäfte. Et muss also selbstverständlech sinn, dat eis Volontairen an deenen zwee Servicer eng Rei vu Formationen matmaachen, déi hinnen et erlaben déi elementar Gesten an Handgrëffer ze vermëttelen, déi si brauche fir hiren Asaz am Sauvetage, am Ambulanzdénsgschten, beim Brandasaz oder bei engem techneschem Asaz mat Erfolleg duerzeféieren.

Aus dësen Ausféierungen, déi ech elo opgezielt hunn, ass et evident, dass d'Gesetz an dat derzougehéierend Reglement virgesinn, dass nëmme ausgebild, gutt forméiert Volontairen an den Asaz kënnen goen. Dës ass alles am Intérêt vun de Leit, déi solle gehollef kréien, mä och am Intérêt vun de Volontairë selwer, déi kee Schued sollen an hirem Asaz erliden. De Projet de loi gesäit dofir eng Partie Coursé vir, déi déi Volontairë matmaache mussen, fir dann och eng Attestatioun oder e Brevet ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Formation, oder d'Konditiounen vun der Formation, déi e Volontaire brauch fir an den Asaz ze goen, soll awer net dozou féieren, dass mir déi Fräiwëlleg, déi sech kenger Formation wëllen

oder kënnen ennerzéien, aus de Centres de secours oder aus de Pompjeescorpsen eliminéieren. Och all dës Leit musse weiderhin d'Méiglechkeet hunn, fir sech kënnen an den Dénsgschten vun der Allgemengheet ze stellen. Si kënnen virun an der Protection civile an an de Pompjeeën aktiv matschaffen, awer net méi an deenen Asätz, wou eng bestëmmten Ausbildung a Qualifikatioun noutwendeg ass.

Den drëtten Objet vun deem Gesetz ëmfaasst d'Modalitéiten iwwert déi obligatoresch medezinesch Iwwerwaachung an Ennersichung vun de Bénévolen aus der Protection civile an aus de fräiwëllege Pompjeeën. D'Suerg, esou gutt wéi méiglech am Noutfall ze intervenéieren an och sech selwer net onnëtz a Gefor ze bréngen, spiegelt sech an den Dispositiounen vum Gesetz erëm, déi verlaangen, dass d'Volontairen aus den Hëllefsgeschäften an engem medezinesch einwandfräie Gesondheitszustand sinn. De Stat an och d'Gemenge kënnen et net verantworten an d'äerfen et net zouloosen, dass ee vun hire Leit sech bei engem Asaz a Gefor begëtt, well hien déi virgeschriwwene medezinesch Konditiounen net erfüllt.

E véierte Voleit, deen ech wollt ervirsträichen, ass dee vun dem Personalkader. Dës Gesetz schafft, och op Interventione vun de Membere aus der Kommissioun, e modernen, gutt strukturéierte Personalkader, deen den Erausforderungen vun deenen nächste Jore ka standhalen. Et ginn nei Carriären agefouert, déi engem modernen Hëllefsgeschäften, esou wäit wéi mir dat elo decidéieren, Rechnung droen. Ech denken hei un d'Carrière vum Ingénieur nucléaire, dem Expert en sciences hospitalières an esou weider. Dem Préposé vum Service d'urgence seng Carrière gëtt reklasséiert. Hien ass haut méi wéi nëmme en Opérateur vum 112. Seng grouss Verantwortung a sai Wëssen, dat vun him verlaangt gëtt, gëtt duerch dës Gesetz unerkannt.

En anere Voleit, deen ech wollt ervirsträichen, ass dee vun dem preventive Brandschutz, och wann opgrond vu Bedenken vun dem Statsrot de Projet vun der Regierung an dësem Punkt huet missen ëmgeännert ginn. De preventive Brandschutz bleift e wichteg Thema. Eis Gemenge musse méi staark an dësem Domän an d'Veantwortung geholl ginn. Laut Gemengegesetz an dann neierdénsgschten opgrond vun deem Gesetz, dat mir haut hei diskutéieren, sinn eis Gemenge gehalten, all Moosnamen ze huelen, déi d'Ausbreitung vun engem Feuer verhënneren. Och wann dës Texter heiansdo ganz al sinn an och relativ onprezise, muss ee soen, dass se d'Gemengen dozou verpflichten, op dësem Gebitt aktiv ze sinn.

Och vun der Sait vun de Pompjeeën aus ass de preventive Brandschutz en neit an e wichteg Betätigungsfeld, well wien ass besser placéiert wéi eis Pompjeeë fir matzeschwätzen iwwert d'Moosnamen, déi mussen um bauleche Plang geholl ginn, fir dass et net zu engem Brand ka kommen. De Conseil d'État seet mat Recht, dass eis Pompjeeën ëmmer méi vun Zaldote vum Feuer zu Techniker vum Risiko ginn. A bei den Diskussiounen an der Kommissioun vun den Affaires intérieures am Kader vun dem 37er Gesetz kënn och e Reglement derbäi, wou déi éischt Usätz, dat heescht deen éischten Text a puncto Brandschutz och festgehalen gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op den Historique vun dem Pompjeeswesen a vun dem Entstoe vun der Protection civile kann ech, wéi virdu gesot, aus Zäitgrënn net méi zréckkommen. Den Exposé des motifs an de schrëftleche Rapport zu dëser Gesetzesvirlag si ganz explizit doran. Ech wëll awer an der Haaptsach op

den Avis vum Statsrot vum 19. Februar 2002 zréckkommen, deen eng Rei Iwwerleeunge grondleeën-der Natur gemaach huet a wou sech eng Partie vu senge Propositionen an deem virleienenden Text niddergeschloen hunn.

De Statsrot huet fir d'éischt emol bedauert, dass den Text net genuch Raum gelooss huet fir eng verbessert Zesummenaarbecht um Niveau vun de Gemengen, an dat virun allem op interkommunalem a regionalem Plang. Virun allem solle sech déi lokal Corpsen an de Gemengen zesummendoe fir méi effikass schaffen ze kënnen a virun allem op finanziellem Plang méi Spillraum ze hunn. De Statsrot freet an deem Kontext, ob d'Obligatioun fir d'Gemengen, en eegene Service d'incendie an d'Liewen ze ruffen, verhënnert fir op de Wee vun engem interkommunale Syndikat mat anere Gemengen ze goen. De Statsrot geet esouguer esou wäit fir zu enger regelrechter Coopération transfrontalière opzuerufen an zum aneren e professionellen Encadrement fir déi Fräiwëlleg ze fuerderen.

De Statsrot huet och ugereegt fir de Feierschutz an d'Rettungsdéngschter um Niveau vun eise Gemengen an d'Repartitioun vun deene jeeweilegen Tächë bei der Neiopdeeling vun de Kompetenzen tëschent Stat an de Gemengen ze thematiséieren. An deem Kontext wier d'Iwwerleeung ze féieren, fir d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Feierschutz a vun de Rettungsdéngschter duerch de Stat ze garantéieren, dëst um Niveau vun där nei geschafener Administration.

De Statsrot hat sech och op enger Rei Punkte formell opposéiert op déi ech wëll kuerz agoen. Éischens, de Statsrot hat am Artikel 5 vum initialen Text kritiséiert, dass ee Règlement grand-ducal keng nei Plazen an der Fonction publique ka schafen, well dëst géint d'Artikelen 35 an 99 vun der Verfassung verstéisst. Zweet Opposition: De Gesetzesprojet huet a senger initialer Versioun virgesi gehat, dass déi autoriséiert Persounen, fir Coursen ze halen, müsse vum Innenminister agréiert sinn. De Statsrot mengt awer an deem Kontext, dass dës Dispositiounen géint de Prinzip vun der Liberté de commerce et d'industrie verstousen.

Drëttens, de Statsrot ass doriwwer eraus der Meenung, dass d'Attributiounen vum enger Verwaltung nëmme duerch eng Loi formelle kënnen definéiert ginn an net duerch ee Règlement grand-ducal. Véiertens, och wat de personelle Kader vun där neier Verwaltung ubelaangt, ass de Statsrot der Meenung, dass nëmme e Gesetz d'Unzuel vun de Salariéen an enger Administratioun kann definéieren, an dat nom Artikel 35, Alinea 2 vun der Verfassung. De Statsrot befënt des Weideren, dass et net um Regierungsrot ass fir d'Indemnitéit vun engem Fonctionnaire festzuleeën, an och an deem Punkt kann nëmme e Gesetz doriwwer befannen. An zu gudder Lescht huet de Statsrot sech kloer derfir ausgeschat fir déi strafrechtlech Dispositiounen am Gesetzestext besser ze präziséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun huet hir jee-weileg Positiounen a Verbesserungsverschléi an net manner wéi 18 Amendementer gegoss, déi den 22. Oktober 2003 un de Statsrot iwwermittelt gi sinn. Ech kann aus renge Zäitgrënn net op all dës Virschléi zréckkommen, mä ech wëll mech dofir op déi grouss Propositionen oder déi méi grouss Propositionen konzentrieren, déi opgrond vum Avis vum Statsrot geholl goufen.

De Koalitionsaccord vun 1999 gesäit a sengem Kapitel iwwert d'Aussepolitik vir, e sou genannte Corps civil an d'Liewen ze ruffen, e Projet, deen 1999 an 2000 op den EU-Sommeté vu Feira a vun Helsin-

ki och op europäescher Basis envisagéiert gouf. D'Analys vun de Capacitéiten zu Lëtzebuerg huet erginn, dass mir duerch aus à même si fir esou e Corps civil ze schafen, deen ni de Volontairen aus dem Zivilschutz och déi fräiwëlleg Pompjeeë mat abegräift.

Zweetens: Och goufen d'Dispositiounen iwwert de Congé spécial fir déi Fräiwëlleg adaptéiert, well et haut ëmmer méi schwierig ass, fir d'Beruffsliewe mam fräiwëllegen Déngscht ze verbannen. De Congé spécial gouf op siwen Deeg erhéicht, well d'Formatiounen, déi d'Pompjeeën oder d'Leit vun der Protection civile matmaachen, gewéinlech iwwert d'Dauer vu siwen Deeg lafen. Dës Dispositiounen iwwert de Congé spécial trëfft bei Leit, déi enger Missioun vum Corps civil bäidroen, net zou, well déi iwwert déi Period eraus kënnen an deelweis och mussen am Ausland schaffen.

Drëttens sinn des Weideren och zwou nei Carrières supérieures an d'Liewe geruff ginn, an zwar déi vum Ingénieur nucléaire an déi vum Expert en sciences hospitalières.

Eis Protection civile ass haut mat enger Rei Obligatiounen nationaler an internationaler Natur konfrontéiert, déi eng gewëssen Expérience an eng gewësse Fachkenntnis op dem Niveau vun der Nukleartechnik erfuerdert, fir an deenen internationale Gremie kënnen matzeschwätzen.

Um Niveau vun der Expertise ass d'Protection civile och verantwortlech fir d'Gestioun vun Evenementer oder Accidenter an den Industrien, déi mat radioaktivem Material schaffen. Doriwwer eraus brauch den Transport vu radioaktivem Material och eng fachmännesch Begleitung, an déi nei Carrière, déi hei geschaf ginn ass, erlaabt eis an deem dote Punkt och kënnen déi néideg Ënnerstützung ze ginn. Den Expert en sciences hospitalières ass mat der genereller Politik am Beräich vum Rettungs- a Flégedéngscht chargéiert.

Véiertens huet d'Kommissioun och vun der Geleeënheet profitéiert, fir verschidde Reclassementer an e puer Carrièrë virzehuelen. Betreff vun dese Moosname sinn de Préposé vum Service d'urgence, den Direkter vun der neier Verwaltung, deem säi Responsabilitéitsberäich erweidert gëtt, an d'Fonctionnaires, déi als Dokter an där neier Administratioun tätég sinn. Si kréien déiselwech Promotiounsméiglechkeete wéi hir Kolleegen an anere staatleche Verwaltungen.

Fënneftens huet d'Kommissioun des Weideren den initialen Artikel 23 festgehalten, deen d'Konditiounen vum Transport vu Blessierten definéiert, am Fall wou keng Urgence besteet.

Sechstens an zu gudder Lescht huet d'Kommissioun d'Dispositions pénales, d'Dispositions particulières, d'Dispositions transitoires an d'Dispositions abrogatoires méi prezis ausgeluecht, esou wéi de Statsrot dat virun hir verlaangt huet. Et geet hei virun allem drëm, d'Dispositiounen esou auszegestalten, dass den Iwwergang vun de Fonctionnaires vun der Administration de la Protection civile an déi nei Administratioun esou reibungslos wéi méiglech iwwert d'Bühn geet.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 30. März 2004 dee gréissten Deel vun den 18 Amendementer iwwerholl. Wat déi formell Oppositionen ubelaangt, esou ass d'Kommissioun mat op de Wee gaangen, fir dem Statsrot Rechnung ze droen. Och hei wëllt ech aus Zäitgrënn op dee schrëftleche Rapport verweisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no den Explikatiounen zu deene wichtegste Punkte vum Gesetz, an och zu de Bemierkunge vum Statsrot, sief et mir erlaabt, nach eng Kéier op ee Punkt zréckzuegoen, dee mir an där éischter Sitzung vun der Kommissioun be-

handelt haten, esou wéi de Statsrot et och gesot huet, firwat datt de Législateur net méi wäit gaangen ass, wat d'Organisatioun vum Rettungswiesen ubelaangt. Ech denken hei un d'Zesummeleeë vun de Pompjeescorpsen.

Eng Rei vu Kommissionsmembe- re waren der Meenung, dass mir op dese Wee hätte misse goen. Eng Meenung, déi den Innenminister och gedeelt huet. Well awer keng Unanimitéit op deem Plang ze fanne war, hu mir schliesslech dovun ofgesinn.

Trotzdem mussen d'Gemenge sech d'Fro stellen, ob eng fräiwëlleg Zesummeleeung vun de Corpsen innerhalb vun deenen eenzelne Gemengen net zu enger Bündelung vun de Kompetenzen an de Moyerne féiere kann, déi am Intérêt vun de Corpsen a speziell am Intérêt vun de Bierger ass.

Och misste mir eis, an ech soen esouguer mussen mir eis an där nächster Legislaturperiod Gedanke maachen iwwer eng méi regional Kollaboratioun vun eise Pompjeescorpsen.

An deem Zesammenhang duerfe mer och net fäerten d'Fro ze stellen, inwiefern mer regional Pompjeeszentre schafen, an deenen déi fräiwëlleg Pompjeeë vu Leit encadréiert ginn, déi do haaptberufflech ugestallt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass dese Projet zu gudder Lescht dem Bierger zegutt kënn, well d'Koordinatioun vun de Rettungsdéngschter substanzuell verbessert gëtt. Eis Regierung ass mat dem Zil an dës Legislaturperiod gaangen, fir dem Land effikass a leeschungsfäeg Verwaltungen ze ginn. Dat hei gëtt eng vun dese performante Verwaltungen, well vill Leit eng Hand mat upaken, déi mat Häerz an Ausdauer un hir Aufgab erugin. Déi zukünftige Administration des services de secours wäert et awer net einfach kréien. Dëst Gesetz ass en zolitte Point de départ fir déi nei Verwaltung. Deen neien Direkter kann elo mat enger neier gesetzlecher Basis dës Aufgab ugoen.

Ech wëll all deenen, déi bei deem Text matgeschafft hunn, speziell dem Häre Jean-Paul Conzemius aus dem Innenministère an dem Ralph Kass aus eiser Fraktioun, merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech wëll awer och de Kolleegen aus der Kommissioun merci soe fir déi Zesummenaarbecht an déi gutt fair Kollaboratioun, déi si bei der Ausaarbechtung vun deem Text geleescht hunn, well et eng Noutwendegkeet ass vun dëser Verwaltung a well mer och do partei-iwwergräifend eisen Apport dozou ginn hunn. Ech wäerten et als ee gutt Zeeche fir ee gudden Start an déi Aarbecht, déi déi nei Administratioun viru sech huet.

Zum Schluss wëllt ech awer nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren an an deem Kontext drop hiweisen, dass et net nëmme aus budgetäre Grënn ass, wéi mer de Bénévolat mussen gestalten a bäibehalen. Et kann een ni genuch dee fräiwëllegen Engagement an déi onermiddlech Aarbecht vun all deene Leit ervirhiewen, déi am Intérêt vun eis alleguer schaffen. Eng Gesellschaft, déi op de fräiwëllegen, net bezuelten Asaz vu senge Matmënsche verzicht, eng Gesellschaft, déi de Bénévolat virun allem bei den Hëllefdeengschter net méi kennt, ass eng aarm Gesellschaft, déi Wäerter wéi Solidaritéit, Respekt, Toleranz, Unerkennung a Mënschlechkeet vergësst.

An deem Sënn bieden ech lech dese Projet ze stëmmen an ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Häre Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Häre Nicolas Strotz age- droen. Häre Strotz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Nicolas Strotz (CSV). - Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Kollege Nico Loes, merci soe fir deen ausféierleche schrëftlechen, mä besonnesch fir säin excellente mëndleche Rapport, deen hien eis hei de Moie virgedroen huet. Hien huet dat, wéi ee seet, mat Häerz a Verstand gemaach, an ech soen him dofir e ganz grouse Merci.

Hien ass am Detail op d'Philosophie vum Projet agaangen an op den Avis vum Statsrot. Dat erlaabt et mir mech méi allgemeng mat der Problematik vun den Hëllefkräften an do besonnesch dem Feierläsch- a Rettungswiesen ze befaassen. Ech mengen dat duerf lech net wonneren, fir all déi, déi meng Ver- gaangenheet kennen.

D'Geschicht léiert eis, dass säit der Franséischer Revolutioun d'Organisatioun vum Feierläschwiesen a vun der Sécherheet un déi kommunal Autoritéiten offiziell iwwerdroen ginn ass. D'Gemengegesetz vun 1843 operleet dem Schäfferrot an de Gemenge Mesuren ze ergräifen a Material unzeschafe fir Bränn ze verhënnern, respektiv ze läschen. Awer och scho virun ass an de Gemengereglementer erlooss ginn, wéi d'Bierger sech bei de Bränn ze verhalten haten.

No 1843 huet d'Feierläschwiesen zu Lëtzebuerg ugefaange sech ze organiséieren. Gréiwemaacher, Groussbus an esou weider waren déi éischt Corpsen, déi gegrennt gi sinn, an 1883, also viru méi wéi 120 Joer, ass de Lëtzebuurger Pompjeesverband gegrennt ginn, déi no an no déi Struktur am Feierläschwiesen opgebaut hunn, déi mer haut kennen. 1905 ass d'Feier- schutzsteier agefouert ginn, déi haaptsächlech dozou sollt déngen, fir d'Pompjeeën, déi an den Asaz ginn, ze ënnerstëtzen.

Duerch den Artikel 100 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an deem all Gemenge ugehale gëtt, fir e Service d'incendie et de sauvetage ze schafen an ze ënner- halen, an duerch e Règlement grand-ducal vum 7. Mee 1992, sinn d'Corpsé quasi Gemengeser- vicer ginn.

De Ministère de tutelle ass de Ministère de l'Intérieur mat sengem Service d'incendie. Dee begräift de Conseil supérieur, d'technesch Kommissioun an den Inspektorat. Si surge fir een eenheetleche Fonctionnement vum Feierläsch- a Rettungswiesen. D'Corpsé selwer ënnerleien der Tutelle vun de Schäfferéit aus de Gemengen. D'Ausbildung an d'Koordinatioun um Terrain awer geschitt duerch d'Pompjeesféderatioun, déi domadder e wichtege Bestandteil vum Rettungswiesen ass; an dat scho säit 120 Joer. Si suert och duerch eng gutt organiséiert Jugendorganisatioun fir den No- wuess an hire Reien, mä och an de Reie vun der Protection civile.

D'Origine vun der Protection civile geet op d'Joer 1936 zréck an hire But war, fir d'Bevölkerung géint militäresch Ugrëffer ze schützen. Dëst huet bis un d'Enn vum Kale Krich gegoll, dat heescht bis d'Enn vun de 60er Joren. Nei Iwwerleeunge sinn duerno gefouert ginn, fir der Protection civile zousätzlech Missiounen unzever- trauen. Duerch e Gesetz vum 1976 a Reglementer vum 1980 an 1991 krut d'Protection civile déi Base lé- gale, déi mer haut nach kennen. Si kruten och eng eege Verwaltung, déi direkt der Tutelle vum Innenmi- nistère ënnerläit.

An deem Projet de loi geet et elo drëm, eng ministeriell Verwaltung mat deenen zwou Organisatiounen ze bilden. Dat heescht, d'Verwal- tung vun der Protection civile mat all hiren Ënnersektiounen an de

Service d'incendie et de sauvetage aus dem Ministère, an enger Ver- waltung, der Administration cen- trale des Services de Secours ze- sammenzeschleissen. Dës Verwal- tung ënnersteet mat senger Direk- tioun direkt dem Innenministère an deelt sech op an dräi verschidde Sektio- nen: der Division de la Pro- tection civile mat allen Ënnergrup- pen, der Division d'incendie et de sauvetage an enger Division admi- nistrative technique et médicale, déi déi administrativ Aarbecht vun deenen zwou aneren Divisiounen bündelt a koordinéiert. Esou gëtt et méiglech e bessert Zesumme- schaffen ze garantéieren, dat sou- wuel am Beräich vun der Ausbil- dung, wéi am Beräich vun der praktescher Zesummenaarbecht um Terrain.

Zur Ausbildung ass ze soen, dass fir de Moment d'Instruktioun nach op zwou Plaze gemaach gëtt: zu Schëmpech fir d'Protex an zu Feele fir d'Pompjeeën. Dës Zweegleisge- keet ass net falsch, well de grou- sen Deel vun der Ausbildung net identesch ass; jo eenzel Coursé ganz verschidde sinn. Gewosst ass awer, dass et eenzel Iwwer- schneidungen an de Programmer gëtt. Gewosst ass och, dass sou- wuel op där enger, wéi op där ane- rer Plaz d'Ausbildungsméiglech- keeten net optimal sinn an dofir ass et ze begrëssen, dass de Stat an d'Stad Lëtzebuerg gewëllt sinn, eng nei modern Schoul opzerrich- ten an där zesummen d'stater Ber- uffspompjeeën, déi fräiwëlleg Pompjeeën an d'Protection civile eng beschtméiglech Ausbildung kënnen ugebuede kréien. Da kë- nen och eenzel Programmer nach besser openeen ofgestëmmt ginn.

Dësen zentrale Bau gëtt kombi- néiert mat enger neier Kasär, déi fir d'Beruffspompjeeën zu Gaaspe- rech no beim Rond-point Gluck op- gericht gëtt. Dës Kasär wäert dann och eng Base nationale fir de Ser- vice d'incendie et de sauvetage ginn, wou spezifesch spezialiséiert Material stationéiert wäert ginn. Doduerch wäerten de Beruffs- pompjeeën aus der Stad nei Auf- gaben erwuessen, déi nach méi eng enk Zesummenaarbecht tëscht dem Stat, der Stad Lëtze- buerg an den anere Gemenge vu ronderëm noutwendeg maachen - mäi Fraktiounskollege, den Häre Laurent Mosar, wäert am Detail do- robber agoen.

Och wäert déi nei Verwaltung hire Sëtz an deem ganze Komplex kréien; an d'Büro vum Pomp- jeesféderatioun ginn och do ënner- bruecht.

Nieft enger Base nationale sollen, laut Gesetz, och fir d'Feierläsch- a Rettungswiese Bases régionales kënnen geschaf ginn. Dat mussen elo keng nei Zentre sinn. Nieft de bestehende Basen Ettelbréck an Esch kënnen regional Basen, déi bei gréisserer Corpsen, an zwar do wou e gréisserer Risikopotential besteet, entsto. Mat dese Basen mussen dann d'Corpsé vu ronderëm enk zesummeschaffen, nom Modell vun der Stad Lëtzebuerg, wou déi fräiwëlleg Corpsen deelweis elo scho mam Beruffscorps zesum- meschaffen.

Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt elo hei e Modell entwéckele wéi ee sech an der Zu- kunft en Zesummeschaffe kéint virstellen. Et ass e Modell, deen ech vun der Pompjeesféderatioun iwwerholl hunn. Dës Proposition soll zu Diskussioun Ulass ginn, fir doraus eventuell zukünftige Léi- sungen an deem Beräich ze fan- nen.

Als Zukunftsorientéierung kënn- ten ech mer virstellen:

1. Eng enk Zesummenaarbecht ënnerhalb vun enger Gemeng mam Zil fir ee Service d'incendie et de sauvetage communal pro Ge- meng, oder jee no Situatioun och pro zwou oder dräi Gemengen, ze schafen. Ech sinn do an deem Punkt net grad eens mam Häre Rap- porteur, dee gesot huet, et wier dem Häre Minister säi Wëlle ge-

wiescht d'Corpsen zesummenzeleeën. Ech mengen, de Minister huet déi Méiglechkeet ausgedréckt, huet awer och ëmmer drop gepocht, datt dat op fräiwëlleger Basis soll geschéien.

(Interruptions)

Dat heescht, déi Zesummeleung soll net iwwer forcéiert Fusioune geschéien, mä se soll harmonesch zesummewuessen. Wann de Wonsch do ass, sollen déi Corpsen als Veräin an engem Duerf bestoe bleiwen, well d'Pompjeeën aus der Tradition eraus och nach eng wichteg Gesellschaftsroll ze erfëllen hunn an dann do geziilt och nach fir Jugendpompjeeë werbe kënnen.

2. Eng enk Zesummenaarbecht vun de Corpsen iwwert d'Gemeingegrenzen eraus; jo souguer do, wou et méiglech ass, iwwert d'Landesgrenzen eraus.

3. D'Schafung vu regionale Stützpunkten, déi bei gréisseren Corpsen unzesiedele sinn an déi mat regional spezifeschem Material équipéiert ginn a mat deene d'Corpsé vu ronderëm mussen zesummeschaffen. Wann noutwendeg kënnen dës Stützpunkte mat e puer Berufspompjeeën oder Semi-professionnellé besat ginn, respektiv mat Leit, déi Pompjee sinn, an der Gemeng schaffen a vun de jeeweilege Gemengen détachéiert ginn.

4. D'Schafung vun engem nationale Stützpunkt, dee bei de Berufspompjeeën an der Stad unzesiedelen ass - sou wéi ech dat elo just beschriwwen hunn.

5. Do wou e Centre de secours vun der Protection civile ugesiedelt ass mussen d'Pompjeeën an d'Protex sech an enger gemeinsamer Struktur zesummenfannen an och zesummeschaffen.

De Statsrot huet gemengt, dass dat d'office iwwerall misst geschéien. Wahrscheinlech wouss hien awer net, dass mer nëmmen 21 Centres de secours vun der Protex am Land hunn, esou dass dës net méiglech ass. Et soll elo och keen op d'Iddi kommen, fir ze menge mat 21 oder och e puer méi Zentren am Land géing et duergoen. Wann am Gemengegesetz steet, datt all Gemeng e Service d'incendie soll hunn, dann ass dat net aus der Loft gegräff, mä dann ass dat aus der Erkenntnis eraus, dass wa méiglech no aacht bis zéng Minuten, wat en international festgeluechte Wäert ass, Hëllef soll op der Plaz sinn. Et muss also dofir gesuergt ginn, dass e flächendeckend Feierläsch- a Rettungswiesen iwwert d'Land verdeelt erhale bleift.

Wéi eng Roll huet déi nei Verwaltung an deem Rollespill am Feierläsch- a Rettungswiesen? Si ka berodend awierken, hir Ënnerstëtzung bei esou engem Opbau ubidden a Richtlinie festleeën. De Gemenge kennt awer an deem Ganzen eng ganz wichteg Roll zou an et schéngt mir, wéi wann d'Gemenge sech dees net ëmmer richteg bewusst wieren a sech op de Stat verlossen.

Une voix. - Ouh?

M. Nicolas Strotz (CSV). - Et ass ze bedauern, dass déi Fro beim Débat iwwert d'Kompetenzopdeeling tëschent Stat a Gemengen net weider zur Sprooch komm ass. Esou wéi et de Moment ass, si souwuel de Stat fir d'Protection civile an d'Gemenge fir d'Feierläsch- a Rettungswiesen an der Verflüchtung.

Et ass gewosst, dass et bei de Pompjeeën, mä haaptsächlech bei der Protection civile, Problemer gëtt fir besonnesch während dem Dag genuch Leit zur Verfügung ze hunn, fir eng Permanence ze garantéieren. Ëmmer méi muss d'Protection civile op d'Pompjeeën zréckgräifen. Nach ass et awer net zum Normalfall ginn, datt d'Pompjeeë beim Sauvetage agesat ginn; wat zwar awer ëmmer méi de Fall ass. Et muss een och wëssen, datt

d'Pompjeeën e Service d'incendie et de sauvetage sinn, also eng geziilten Ausbildung och mam Sauvetage maachen. Dofir wier et net méi wéi verständlech, wa se och méi mam Sauvetage géifen erugezu ginn. Méi wéll ech dozou net soen, mä hei ass déi nei Verwaltung gefuerdert, fir deem Mëssstand opzehëllefen. Hei muss et zu engem Ëmdenke kommen.

Une voix. - Bekennt Faarf!

M. Nicolas Strotz (CSV). - Wou soll ech da Faarf bekennen?

Ech soe just, datt d'Pompjeeën net matgeruff ginn, deemno wéi de Fall läit.

(Interruptions)

Déi Problematik muss kloer am Règlement grand-ducal geléist ginn. Et kann net sinn, dass bei de Missionne vum Service d'incendie et de sauvetage am Règlement steet: „...de mettre en oeuvre les opérations de sauvetage sans préjudice des attributions de la protection civile.“ Neen, et muss heeschen: „...de mettre en oeuvre les opérations de sauvetage en collaboration avec la division de la protection civile.“ De Sënn an den Zweck vun dëser Reform muss jo si fir d'Kollaboratioun ze förderen an net fir festzeschreiwen, dass keen op deem anere seng Plate-banden duerf trëppelen. Esou séier wéi méiglech déi beschtméiglechste Hëllef ubidden an dat mateneen an net géinteneen, dat muss zum Leitmotiv ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Tatsaach, wéi ech scho gesot hunn, datt dat fräiwëlleg Engagement an den Hëlleforganisatiounen ofhëlt. Dat heescht, dass d'Fräiwëllegkeet amgaangen ass u seng Grenzen ze stoussen. Verschidden Ursache kënnen dorunner schold sinn, an ech erlabe mer der e puer ze ernimmen. Et ass deels déi grouss Zuel vun Asätz, souwuel bei der Protection civile wéi bei de Pompjeeën, déi ofschrecken. D'Pompjeeën an d'Protex si quasi an der Gesellschaft zum Meedche fir alles ginn. D'Protection civile dierf an der Zukunft zum Beispill net méi als Taxi benotzt ginn, fir a banale Fäll een an d'Klinik ze féieren.

Schued ass et, dass de Volet vun de Krankentransporter op Wonsch vum Gesondheitsminister, wuel aus verständlechen Ursachen - dat hat mat der Definition vun der Astufung vun de Kliniken ze dinn - aus dem Projet de loi erausgeholl ginn ass, soss hätt de Problem vläicht scho geléist kënne ginn. D'Pompjeeë sinn zum Beispill och net do, fir all Ueelschpuer vun der Strooss ewechzemaachen, fir all Aascht, dee vun engem Bam op d'Strooss fällt, ewechzemaachen, fir den Dreck vun der Strooss ze kieren no engem Accident an esou weider.

Wann eng direkt Gefor besteet, da sinn d'Pompjeeën un Dill, och an esou Fäll. Elo fällt awer den Ënnerhalt an d'Sécherheet op der Strooss an d'Attributiounen an domat an d'Responsabilitéit vun der Bauverwaltung, esou dass hir Brigade mobile misst an esou Fäll untrieden, wat awer ze dacks net de Fall ass, an et freet ee sech, firwat dass se eng Prime d'astreinte kréien. An dës Beräicher ass déi nei Verwaltung gefuerdert, fir nom Rechten ze kucken a fir d'Missionne vun de Rettungskräfte genau ze definéieren.

Et ass dann d'Ausbildung, déi villen ëmmer méi ze schafe mécht. Et ass gewosst, datt een haut net méi laanscht eng performant Ausbildung kennt. Bei der Vielfältgkeet an der Geféierlechkeet vun den Incidenten ass et wichteg am Interesse vun der eegener Sécherheet, awer och am Interesse vun de Sinistérierten, dass ee säin Handwerk och als Fräiwëllege versteet. Et ass haut jidderee sech bewusst, dass een net méi ouni Ausbildung an den Asaz ka goen. Bei der Viel-

falt vu Coursen, déi zum Beispill e Pompjeeë muss maachen, ass et net verwonnerlech, datt ee sech et dräimol iwwerleet, ob een esou en Engagement nach ageet.

Et geet u mat engem medezineschen Test. Da muss een en Eischt-Hëllef-Cours maachen - 28 Stonne mat engem Test verbonnen. Duerno kennt ee Grondléiergank - 24 Stonnen an en Test. Dann den theoretischen Deel vum Otemschutzléiergank - 10 Stonnen an en Test. Dann de prakteschen Deel - dräimol aacht Stonnen an e Passage op der Otemschutzstreck zu Schémpech. Dann de BT1 - e brandtechnesche Léiergank -, sechs Deeg an den Examen. Dat ass de Minimum, deen all Pompjee nom neie Gesetz muss maachen.

Wéllt ee Responsabilitéit an engem Corps iwwerhuelen, kënn derbäi e BT2, sechs Deeg an en Examen, e Sauvetage-Cours, 12 Deeg an en Test; a fakultativ e BT3, sechs Deeg an en Test, an e Preventiounscours, sechs Deeg an en Test. Dobäi komme speziell Léiergänger vun engem Dag. Dann d'Üben am Corps, d'Material an de Pompjeebau an der Rei halen an esou weider. Plus dann zur Verfügung stoe fir de Permanencendéngscht an d'Asätz, fir déi eng gutt kierperlech Verfaassung muss do sinn an déi oft mat enger grousser psychescher Belaaschtung verbonnen ass. A fir déi Fräiwëlleg ass dann och nach keng Prime de risque mat derbäi.

Mat esou engem Pflichtprogramm ass et net verwonnerlech, datt sech ëmmer manner Leit fräiwëlleg fir esou eng Mission hierginn. Hei geet all Fräizäit drop an et bleift wéineg Zäit fir d'Famill. Eng drëtt Ursach, firwat der vill engem fräiwëllegen Akt de Réck dréinen, ass déi wéineg Unerkennung, där de Bénévolat an eiser Gesellschaft begéint. Ausser schéine Sonndriede leeft net vill. Ech begrëssen dofir dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker seng Aussoen an dem État de la Nation iwwert de Bénévolat an ech hoffen, dass an enger neier Regierung no de schéine Wieder sech och eppes deet.

(Interruption)

Och am CSV-Wahlprogramm ass festgeschriwwen, datt et zu enger Unerkennung vum Bénévolat muss kommen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Wéi war et an Ärem? Ech mengen, do stoung och näischt dran.

Une voix. - Do stoung et dran!

M. Nicolas Strotz (CSV). - Ouh? Ouh?

La même voix. - Jo!

(Interruptions)

Une voix. - Dir sidd erëm esou gutt informéiert wéi gëschter.

M. Nicolas Strotz (CSV). - De Stellwäert vun engem fräiwëllegen Engagement an enger Hëlleforganisatioun geet menger Meinung iwwert den einfache Bénévolat an engem Veräin eraus.

An enger Rettungsorganisatioun ze sinn, ass keen Hobby an net nëmmen en einfachen Engagement. Neen, et ass eng Verflüchtung, e „must“, deen een hei ageet, deen ee sech operleet an och muss erfëllen. Esou en Engagement muss iwwer eng normal Unerkennung eraus honoréiert ginn. Dës muss op verschiddenen Niveaue geschéien. Als Beispill zitieren ech e Chef de corps. Hie muss sech enger spezieller Aus- a Weiterbildung stellen, kritt eng Nominatioun vum Gemengerot, woumat hien och d'Responsabilitéit vum

Corps iwwerdroe kritt, ass zoustänneg fir d'Ausbildung vu senger Leit a fir d'Leedung vun den Asätz, muss dofir suergen, dass d'Material an de Bau an der Rei sinn. Säu Luef ass e Merci op der Generalversammlung. Ass dat nach normal?

Et muss zu engem Mentalitéitswiessel an eise Betriber, de Schoulen, jo an eiser Gesellschaft kommen. Deen, dee sech hiergëtt aneren ze hëllef, muss als Virbild an eiser Gesellschaft ugesi ginn. Pompjee ze sinn duerf kengem zum Nodeel ausgeluecht ginn, wann ee sech ëm eng Plaz bewerbt; au contraire, et muss zu engem Virdeel ausgeluecht ginn. D'Diplomer, déi ee mécht, e BT1, e BT2, e Sauvetage-Cours an esou weider, mussen eng Valeur duerstellen. Et kann net sinn, wann e Patron freet: „Bass du an de Pompjeeën?“, wa jo, da gëtt en net agehallt, aus der Gefor eraus, hie misst deem neien Aarbechter ze oft fräi ginn, fir an den Asaz ze goen. Dat sinn Tatsaachen. Richteg misst et awer sinn, datt een aus enger Hëlleforganisatioun als eischt misst agehallt ginn.

E Pompjee oder en Ambulancier, dee 25 Joer am Asaz war an dee seng Ausbildung absolvéiert huet, misst kënnen eng Zousazpensioun kréien. E Modell wier, dass dës Pensioun no engem eegestännege Regime géif fonctionnéieren, wou de Stat, d'Gemengen an deen Einzelne géifen no engem festzuleeëndem Schema cotiséieren. Duerch kéim et engersäits zu enger Fidélsatioun vun deem Einzelnen an anerersäits zu méi enger héijer Zousazpensioun. Dës ass eng Iddi, déi eis franséisch Kollegen amgaange sinn en musique ëmzesetzen. D'Héicht vun där geplangter Zousazpensioun a Frankräich läit bei 1.500 Euro pro Joer.

Et kann ee sech och aner Modeller vun Unerkennung nach am steierleche Beräich virstellen, zum Beispill d'Befreiung vun der Autossteuer an esou weider. Ze begrëssen ass op jidde Fall, dass den Här Minister Wolter op der Generalversammlung vun der Pompjeesféderatioun viru 14 Deeg ugekënnegt huet, fir d'Allocation de vétérance eropzesetzen. Dës Allocatioun vu 15 Euro de Mount kritt de Moment all Pompjee mat 65 Joer, wann en 20 Joer Service gemaach huet, oder 12 Euro bei 15 Joer.

Hu fréier d'Gemengen an den Einzelnen déi Allocatioun matfinanzéiert, esou gëtt se elo integral vun der Feierschutzsteuer bezuelt. Dës Ënnerstëtzung, a Pompjeeskreeser Tubaksrent genant - se geet knapps duer fir den Tubak ze bezuelen -, ass 1969 agefouert ginn. Et ass eng eischt Unerkennung, déi den eelere Pompjeeën zegutt kënn. Et muss awer méi geschéie fir Perspektiven opzemaachen. Och hei ass déi nei Verwaltung gefuerdert fir Propositionen auszeschaffen.

E puer Wuert zum Gesetzestext. Am Chapitre 2, wou d'Attributiounen vun der Protection civile festgeluecht ginn, gëtt am Artikel 5 och e Groupe d'intervention, dee fir humanitär Aktiounen am Ausland geduecht ass, institutionaliséiert. D'Missionen, d'Organisatioun an d'Kompositioun vum Grupp ginn duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht.

En ähnleche Grupp sollt och am Chapitre 3 am Beräich Incendie institutionaliséiert ginn. De Statsrot huet do eng Opposition formelle gemaach. Kann een d'Iwwerleedung vum Statsrot och verstoen, sou sinn et dach zwou verschidde Saachen, besonnesch well den Incendie ënnert der Responsabilitéit vun de Gemenge steet. Mat senger Propos fir béid Organisatiounen an engem Grupp ze vereenegen, kann ech liewen. Jo, datt huet wahrscheinlech esouguer Virdeeler. De Règlement grand-ducal muss awer déi Spezifitéite vun deenen zwou Organisatiounen ugepasst ginn.

D'Artikelen 6 an 9 vum Projet de loi handelen iwwert d'Formation vun deenen zwou Unitéiten. D'Programmer an d'Organisatioun vun der Formation ginn iwwer Règlement grand-ducal fixéiert. Dës erméiglecht elo, dass déi eenzel Formationen besser openeen ofgestëmmt ginn, wuelwëssend, dass béid Formationen a groussen Deeler ganz ënnerschiddlech sinn. De Projet de règlement grand-ducal iwwerhëlt dann och quasi integral d'Ausbildungsprogrammer esou wéi se bis elo scho bestinn. D'Ëmsetze vun der Formation louch bis elo, laut Konvention mam Ministère de l'Intérieur, wat d'Services d'incendie et de sauvetage ugeet, an den Hän vum der Pompjeesféderatioun. Hir ënnerlouch ënnert der Tutelle vum Ministère déi ganz Schoulorganisatioun, déi zu Feelen stattfonnt huet. Si hu Coursen an déi néideg Examen ofgehale an Diplomer ausgestallt. Dës wäert sech elo änneren, zumindest laangfristeg gesinn, wann déi nei modern Schoul zu Gaasperech gebaut ass.

Dat, wat ech elo hei ausgesprach hunn, ass zwar eng perséinlech Vermutung. Laut dem Projet de règlement grand-ducal kann nämlech och weider d'Fédératioun mat der Gestiou vun der Schoul betreit bleiwen. Wéi d'Formation och ëmmer an der Zukunft ausgeséi wäert, esou hoffen a wënschen ech am Interesse vum fräiwëllege Feierläsch- a Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, dass de Pompjeesverband mat senger Fachleit, mat sengen Instruktoren, mat sengem Know-how enk an der Organisatioun mat agebonne bleift, esou wéi et der Fédératioun ëmmer an der Diskussioun versprach ginn ass. Ech wollt dat elo hei soen, fir dass et nach eng Kéier festgehale gëtt. Ech hoffen, dass den Här Minister dat duerno och nach eng Kéier widerhëlt. Op jidde Fall kann ee mech ëmmer als Zeien zitëiere fir dat wat ech elo hei gesot hunn.

Wann een dat ka bezeien, da sinn ech et! Zéng Joer begleeden ech dës Projet! A ganz ville Stonnen hunn ech de Projet an de Gremie vun der Fédératioun mat duerchdiskutiert a versicht ze erklären.

Une voix. - Très bien!

M. Nicolas Strotz (CSV). - Ech hunn et awer ni fäerdeg bruecht, jidderee fir de Projet voll ze iwwerzeegen. Ech soen elo schon, dass ech de Projet, wat e gudder Projet ass, wäert stëmmen, well en à la longue am Interesse vum Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg ass, hoffen awer och, dass déi Responsabel vum Ministère an der neier Verwaltung, wou ech deem neien Direkter eng gutt Hand wënschen, dat néidegt Taktgefill un den Dag leeë bei der Ëmsetzung vum Projet.

Dat wat ech elo fir d'Formation gesot hu gëllt och fir d'Preventioun. Preventioun ass eppes wat de Pompjeeën un Häerz läit. Bal all Joer sinn et eng bis dräi Persounen, déi bei engem Brand duerch en Erstéckungsdoud ëmkommen. Dat deet och engem Pompjee wéi! All Brand, deen net entsteet, brauch net geläscht ze ginn, all Accident, dee vermiede ka ginn, brauch net betreit ze ginn. Ech bedauern, dass op Grund vum Statsrot sengem Refus, de preventive Brandschutz iwwer e Règlement grand-ducal ze regléieren, en net an dësem Gesetz verankert konnt ginn.

Just en eenzege Saz am Artikel 10 ass iwwreg bliwwen. Dësen Artikel 10 seet: „Les communes sont tenues d'organiser pour leur territoire un service assurant la prévention d'incendie.“ Dee klunge Saz erméiglecht trotzdem villes fir am preventive Brandschutz weiderzuekommen. D'Viraussetzung ass awer, dass d'Gemenge matmaachen, an et ass ze begrëssen, dass d'Reform vum Gemengegesetz vun 1937 och elo schon deem Deel Rechnung dréit.

D'Pompjéesfédératioun huet op hirer Journée des bourgmestres et des chefs de corps z'joert am Kader vun hirem Kongress Weeër opgezeechent, wéi e flächendeckende Réseau an de Gemenge fir de preventive Brandschutz kéint opgebaut ginn. Hei ass déi nei Verwaltung gefuerdert, fir zesumme mam Syvicol, de Berufspompjeeë mat hirer grousser Erfahrung, de fräiwëllege Pompjeeën, déi och op eng ganz Rei Fachleit zréckgräife kënnen, an dem ITM Richtlinien auszeschaffen.

Am Organigramm vun der neier Verwaltung Division d'incendie et de sauvetage ass e Service Prévention incendie virgesinn. An och hei krut d'Fédératioun versprach, dass Fachleit aus dem Pompjéeswiese mat erugezu ginn, fir matzeschaffen. Dat géllt och fir de Service technique a selbstverständlech sinn. D'Natur an d'Périodicitéit vum Contrôle médical gétt iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht. De Moment besteet e Règlement ministériel doriwwer. Et gétt hei elo keen Neiland betrueden.

De Chapitre 4, Sektioen 3, Artikel 13 a 14 behandelen de Service médical. Op d'Wichtigkeet vum Médico, wéi e bei de Pompjeeë genannt gétt, brauch ech net anzugeen. Dat muss fir all Pompjee an Ambulancier eng Selbstverständlechkeet sinn. D'Natur an d'Périodicitéit vum Contrôle médical gétt iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht. De Moment besteet e Règlement ministériel doriwwer. Et gétt hei elo keen Neiland betrueden.

Ech kann nëmme soen, dass den Dokter Metzler, deen de Pionier vum Médico war, an den Dokter Carlo Steffes a seng Equipe bis elo gutt Aarbecht gemaach hunn. Ouni valable Médico keen Assaz, dat muss de Leitmotiv vun all Pompjee ginn! De Service vum Médico gétt assuréiert vun Dokter an Assistenten techniciens médicaux. Wat d'Definitioen elo genau vum Assistant technique médical ass, do wär ech nawell frou vläicht eng Äntwert vun Här Minister doriwwer ze kréien.

Ech wollt nach op ee Punkt opmierksam maachen, deen näischt mam Projet de loi ze dinn huet, deen awer an der Zukunft ëmmer méi aktuell wäert ginn. Gewosst ass, dass bei engem Häerzinfarkt déi éischt, an nëmme déi éischt Minutte liewensrettend sinn, wann déi richteg Hëllef ugebuede gétt. Zesumme mat Spezialisten aus dem Centre hospitalier sinn d'Berufspompjeeën amgaangen, d'Effektivitéit vum Défibrillateur semi-automatique ze testen. A si konnte scho liewensrettend agräifen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Nicolas Strotz (CSV).** - Aner Länner sinn eis an deem Beräich scho villes virus. Kéint een esou e Service net och nach weider ausdehnen? Et misst wahrscheinlech doriwwer légiféiert ginn, mä och hei kéinten ausgebildete Fräiwëlleg nützlich mat agesat ginn. Ech wär frou, wann aus dëser Observatioun eng Affaire à suivre géif entstoen.

Zum Congé „sapeurs“ ass ze soen, dass et doriwwer och schonn e Gesetz gétt, wat elo e bèsse verfeinert gétt. Ze bemerken ass, dass déi 42 Deeg Spezialcongé, déi ee maximal ka kréien, net duerginn, fir all noutwendeg Coursen ze absolvéieren wann een e Responsabilitéitsposté wëllt iwwerhuelen. Wann een och elo nach an der Protection civile ass - 50% vun hiren Effektivitéit kommen aus de Reie vun de Pompjeeën -, da geet et scho guer net duer. Ech verstinn, dass et net ka méi wäit goen, vu déi Problemer, déi d'Patronat scho mam Congé huet. Ech wëll awer och soen, dass de Moment wou en agefuert ginn ass, dat war 1994, d'Chambre de Commerce an hirem Avis näischt géint de Congé „sapeurs“ anzuwenden hat. Par contre hu se sech negativ vis-à-vis vun anere Congéen deemools ausgeschwat gehat.

Niewent dem Congé fir d'Ausbildung muss e Pompjee sowuel am öffentleche wéi am Privatsektor vum Arbeitgeber fräigestallt gi fir an den Assaz, virausgesat de Betrib bleift net stoe wann deejéinegen de Betrib verléisst. Och hei kënn et ëmmer nees zu Problemer. Bei engem klengen Betrib huet ee Versteedsdemech dofir. Wann awer bei Betriber, wéi zum Beispill bei der Post, et quasi zur Regel gétt, dass een net kann an den Assaz goen, da misst säitens der Obregkeet intervenéiert ginn. Hei ass also e Betätigungsfeld fir déi nei Verwaltung. Dass elo och Fräiberuffler - ech denken do un Handwerker, Baueren a Wënzer, déi Eenzeg, déi ganz oft an den Dierfer während dem Dag disponibel sinn - hire Lounausfall zréckerstatt kréien, wa se an den normalen Assaz ginn, begréissen ech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e Wuert zum Projet de règlement grand-ducal, wou et drëms geet, den Alter festzeleeën, wéini e Jugendpompjee kann antrieden an aktiv ginn. D'Pompjéesfédératioun ënnerhält eng ganz aktiv Jugend. An der Jugend kann ee si vun 8 Joer u bis 16 Joer. Niewent Spill, Sport a Spaass kritt een do eng Ausbildung, déi gläichgestallt ass mam Programm vum Grondléiergang.

■ **(Coups de cloche de la Présidence)**

Mat 16 Joer kéint ee quasi eriwuer an den Assaz goen, wat d'Wëssen ugeet. Et dierf een awer eréischt mat 18 Joer an den Assaz. Zweek Joer wou déi Jonk dann d'Flemm kréien an oft austrieden, well se an hirem Elan gebremst ginn. De Verband, am accord mam Médecin-inspecteur, hat gangbar Léisunge proposéiert, fir eng theoretesch Ausbildung an schwéieren Otemschutz, selbstverständlech ënner Opsiicht, während där Zäit ze absolvéieren. Da wär dee jonke Mensch prett gewiescht, fir mat 18 Joer an den Assaz ze goen. Dëst wär am Interesse vum Opbau vum Nowuess, an ech hoffen, dass deem am Règlement grand-ducal Rechnung gedroe gétt.

Zu de Règlement-grand-ducaux, déi nach all geholl musse ginn - et sinn der eng ganz Herd - an déi op ezelne Punkte méi aschneidend a bestehend Strukturen agräife wéi d'Gesetz selwer, wär nach villes ze soen. Ech hoffen, dass se an enker Zesummenaarbecht mat alle Concernéierten - dat sinn d'Leit vum Terrain, dat heescht d'Pompjéesfédératioun an de Berufscorps wat de Service d'incendie et de sauvetage ugeet - geholl ginn.

Dass et an der Zukunft zu Erneierungen am Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg wäert kommen, däers si sech d'Pompjeeën all bewosst, a si sinn och bereet, nei Weeër matzegoen. Dat bedéngt awer, dass d'Pompjéesfédératioun - wéi ech schonn des Öfteren an der Öffentlichkeit gesot hunn - de privilegiéierten Usprichpartner vum Ministère de l'Intérieur an der neier Verwaltung muss bliwen.

Här Minister, verzeit mer, well Dir hutt et schonn e puermol héieren, dass ech ofschléissend den Här Sarkozy nach eng Keier zitieren. Hien huet z'joert am Kongress vun der franséischer Pompjéesfédératioun zu Bourg-en-Bresse, wou ech d'Geleeenheet hat dobäi ze sinn, als Innenminister un d'Adress vun deene franséische Pompjeeë gesot: „Sans vous, mes chers amis, pas de sécurité civile en France!“ Wat fir Frankräich géllt, géllt och fir Lëtzebuerg.

Här Minister, haalt lech d'Pompjeeë waarm! Op si kënn Dir och an der Zukunft bauen! Dat géllt och fir déi Fräiwëlleg aus der Protection civile. Der neier Verwaltung wënschen ech bonne chance bei der Emsetzung vun deemem Projet, an an deem Sënn géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Strotz. Den nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur fir seng gutt Rapporten, esougutt de schréftleche wéi de mëndlechen. Félicitatioun awer och un de fréiere Colonel vun de Pompjeeën, den Här Strotz, fir seng erfahrungsräich Ried, déi en hei gehalen huet!

■ **(Interruptions diverses et hilarité)**

Dir Dammen an Dir Hären, et ass säit Mënschegedenken den öffentlichen Autoritéiten hir Pflicht a Schëllegkeet, fir sech ëm d'Sécherheet vun hire Bierger ze bekëmmen. Dat fällt ënnert d'Responsabilitéit vum Stat a vun de Gemengen. D'Gesetzgebung, déi d'Sécherheet an d'Rettungsdéngschter betrëfft, ass bestänneg a Bewegung an d'äerf och weiderhin net stagnéieren, well se muss regelméisseg un d'Contrainten, d'Begebenheeten an d'Konditiounen vun der Zäit an un d'Evolutionen vun der Gesellschaft ugepasst ginn.

Dat ass och de Sënn vun deemem Projet de loi, deen haut hei an der Diskussioun ass, nämlech d'Schaffe vun enger (!) Administratioun fir d'Protection civile engersäits an de Feier- a Rettungsdéngschter anersäits, déi am Ministère de l'Intérieur ugesiedelt sinn.

D'Feierläschwiesen huet seng Racinen an der Franséischer Revolution. Et ass an d'Attributiounen, d'Obligatiounen an an d'Kompetenze vun de Gemenge verankert ginn, aus der Iwwerleeung eraus, well d'Gemengen am nootste beim Bierger, bei der Geforequell sinn a well se am schnellsten an am effikaste kënnen agräifen.

Dës Missioun huet mat der Zäit evoluéiert an huet sech méi breet gemaach, duerch d'Diversitéit vun de Risiken, déi sech duerch d'Modernitéit vun der Zäit ugeheeft hunn, an hunn den Acteuren, déi sech sollten ëm dës Missioun këmmen, hir Aufgab ëmmer méi komplex a méi schwéier gemaach.

D'Gemengegesetz vum 1843 huet d'Roll vun de Gemengen op deem Plang verstärkt. Dat neit Gemengegesetz vum 1988 huet e regelrechte Service public, de Service d'incendie et de sauvetage um kommunale Plang agefuert, deen entweder vun engem fräiwëllegen oder engem professionellen Pompjéescorps ausgefuert gi soll. Also déi kommunal Déngschter, wat d'Rettungswiesen ubelaangt, hunn hir Base légale am Gemengegesetz. Dat ass fir de Stat a fir déi Corpen oder déi Leit, déi am Privatsektor op deem Gebitt tätég sinn, net de Fall, an et misst een derfir suergen, dass an Zukunft déi Leit, déi Agenten, déi do tätég sinn, dass dat Wiesen och eng Base légale kréich.

D'Protection civile ass um Virowend vum Zweete Weltkrich an d'Liewe geruff ginn, fir der Zivilbevölkerung am Fall vun engem bewaffnete Konflikt bäizestoen. Och d'Protection civile huet hir Missiounen am Laf vun de Jore verstärkt kritt. Déi zwee Organismen, déi gréisstendeels aus fräiwëllegen Asazpersonal sech zesummesat hunn, si vun zwou verschiddene getrennte Verwaltungen geleet ginn.

Et ass elo zu Recht agesi ginn, dass et besser wär fir déi zwou Branchë vu Services de secours, déi jo awer vill Gemeinsamkeiten hunn an déi beruff sinn zesummeschaffen, ënnert enger eenzege

Verwaltung funktionéieren ze loosenen.

Dat ass den Haaptobjekt vun deemem Gesetz, wat vill Avantagen huet, an zwar d'Garantie vun enger besserer Koordinatioun wat den Organisationsystem vum der Hëlfeleeschtung betrëfft; d'Erhéijung vun der Wierksaamkeet vum Déngscht duerch méi eng rationell Organisatioun duerch d'Zentralisatioun vun der allgemenger Verwaltung, vum Personal vum Sekretariat, der Kontabilitéit, dem Budget, dem technesch Déngscht, dem Service médical, der Formatioun ganz wichtig - an, an der Planificatioun vum Noutdéngscht, dem 112.

Et erlaabt och deenen zwou operationelle Branchen, fir sech op hir eigentlech Missiounen ze konzentrieren. Et geet elo och drëm, déi national a regional Basis ze schaffen wat d'Divisioun vum Service d'incendie et de sauvetage ubelaangt, obschonn dat elo och scho méiglech war a praktizéiert konnt ginn.

Moosnamen, déi an deemem Gesetz zréckbehale ginn, hu sech opgedrängt, hu misse kommen, se ergi sech aus deem wat d'Populatioun verlaangt a wat hir och zousteet, nämlech e Recht op Sécherheet, an d'Sécherheitsgefäll ass eppes Berouegendes.

Et ass ganz wichtig wann d'Bierger sech kënnen op effikass Sécherheitsdéngschter verlossen. D'Effektivitéit ergëtt sech selbstverständlech aus der Zouverlässigkeet vum Service public, aus enger zolitter Formatioun a Formation continue, souwuel um Niveau vun der Protection civile wéi och op deem vun dem Service d'incendie et de sauvetage. Dës Formatioun gétt den Exigence vun der Zäit ugepasst.

Alles huet geännert. D'Asätz sinn haut vun enger vill méi grousser Komplexitéit duerch d'Villzuel vun de Risiken an alle Beräicher, besonnesch am Émweltberäich, wou an deene leschte Jore ganz vill geschitt ass, vill evoluéiert huet. D'Infrastrukture sinn net méi déiselwecht wéi dat an der wäiter Vergaangenheet de Fall war. Ee ganz grouse Risikofacteur ass zum Beispill bäikomm, dat ass deen op den Autobunnen a besonnesch deen an den Tunnelen, an déi eis Autobunne féieren. Duerch déi tragesch Accidenter an Incidenten am Ausland ass et bewise ginn. D'Protection civile an d'Pompjéescorps bei eis maache sech Suergen a Gedanken a plangen iwwert dës Geforepunkten. Beispill: d'Tunnelen op der Saar- an der Nordstrooss.

D'Corpsen an d'Instanzen hunn hir Memberen an déi zoustänneg Buergermeeschteren doriwwer an d'Bild gesat. Op deemem Plang géllt et, dat déi zoustänneg Instanze ganz enk mateneen zesummeschaffen, fir déi néideg Sécherheet ze garantéieren. D'Tunnelle mussen esou équipéiert sinn, dat se, wat d'Sécherheet ubelaangt, deene modernsten Erkenntnisser entsprechen. Um Markusbiereg, Saarstrooss, ass dat elo schonn de Fall. Den Här Strotz huet dat och gëschter schonn hei ernimmt, an och an dem Rapport vun de Pompjeeë vum leschte Joer ass op d'Modernitéit, déi um Markusbiereg duerchgefuert ginn ass, higewise ginn.

Dat muss och op der Nordstrooss am Tunnel zu Léntgen a Luerezengeiler realiséiert ginn. Dat bedéngt eng enk Zesummenaarbecht tëschent der Bauverwaltung als Bauhär, den zoustänneg Sécherheitsorganer an de Bureaux d'études. Dat bedeit awer och, dat d'Sécherheitsacteurs fir dës besonnesch Situatioun eng ganz speziell Ausbildung kréien. Am Fall vun enger Interventioun mussen se dat néidegt Wësse besetzen, fir direkt Hëllef ze leeschten an de Schued an d'Leed, déi am Fall vun Accidenter kënnen entstoen, op e Minimum ze begrenzen.

Ganz wichtig ass et, dat fir eventuell Asätz op dese Plaze stänneg eng Equipe zur Verfügung steet, 24 op 24 Stonnen, déi operationell ass. Et muss onbedéngt e System op d'Bee gesat ginn, de funktionéiert, de sans faille ass, eng Force de frappe fir mat där gréisster Effektivitéit a Vitesse a mat Sachkenntnis anzegräifen.

Et ass onbedéngt noutwendeg, dat déi Ustéissergemengen d'Pompjéescorpsen aus deene Gemengen, déi de Service d'incendie et de sauvetage ausféieren, an d'Protection civile vu Léntgen an d'Ponts et Chaussées sech esou séier wéi méiglech zesummesetze fir e Sécherheitskonzept auszeschaffen.

Eng Unitéit, déi zum Beispill aus Stats- a Gemengenaarbechter besteet, aus Spezialisten, déi vun der Protection civile zu Léntgen agestallt ginn. Leit, déi besonnesch dozou ausgebildat a present sinn, fir esou schnell wéi méiglech ze intervenéieren, besonnesch an engem Moment, wou dee professionelle Corps vun der Stad Lëtzebuerg, fir op d'Plaz ze kommen, ënnerwee ass.

À moins, an dat wär eng aner Méiglechkeet, dat ee géing mat der Stad Lëtzebuerg eng Konvention maachen, fir eng besonnesch Interventioun respektiv d'Permanence an der Émgéigend, an der Proximitéit ze organiséieren. Beim Assaz an dese Geforesituatiounen ass äusserst Virsicht verlaangt, och besonnesch wat d'Situatioun vun den Intervenanten ubelaangt, deenen hir Integritéit en cause ass.

Et muss sech an Zukunft seriö Gedanken gemaach ginn iwwert déi kommunal a regional Zesummenaarbecht am Pompjéeswiesen. Dat ass ganz wichtig. Am Virfeld vun der Diskussioun iwwert dat neit Gemengegesetz vum 1988 ass schonn doriwwer geschwat ginn.

De Statsrot, am Avis zum Projet de loi iwwert d'Organisatioun vun de Gemengen, huet 1984 schonn d'Fro iwwert d'regional Strukturen opgeworf an dat préconiséiert am Kader vum Artikel 100 vum aktuelle Gemengegesetz. Ech erlabe mer fir de Statsrot vun deemools ze zitieren: „L'obligation formelle pour chaque commune de créer ou de maintenir un service d'incendie exclus-elle la possibilité de former un syndicat, c'est-à-dire le groupement de plusieurs communes en vue d'assurer en commun le service d'incendie?“

Le texte reste muet à ce sujet.

De l'avis du Conseil d'État il est cependant indispensable d'approfondir cette question dans l'intérêt primordial de la sécurité des citoyens, mais également dans l'intérêt des finances communales sur le coût appréciable du matériel technique et roulant, ainsi que de son entretien.“

Déi Ausso do vum Statsrot 1984 hat an huet et nach ëmmer a sech. Déi ass haut méi richtig wéi jee an ass sécherlech d'Grundlag fir eng rasonnabel Diskussioun iwwert déi regional Zesummenaarbecht um Plang vum Pompjéeswiesen ze féieren.

Mir mussen eis haut d'Fro stellen, ob et nach ubruecht a verstänneg ass, dat a ville Gemengen, wou d'Dierfer no beienee leien an ëmmer méi zesummewuessen, nach e puer Pompjéescorps funktionéieren. Et misst dach méiglech sinn, dat do ënnert verstänneg Leit eng Zesummenaarbecht stattfënn, déi drop hinziilt fir eng fräiwëlleg Zesummeleeëung vun de Pompjéescorpsen erbäizeféieren.

Et kann dach net sinn, dat Milliounen a Milliounen verschlonge gi fir zweek oder méi TL'Fen an enger Gemeng stoen ze hunn, wou et mat engem géif duergoen, oder fir enorm Zommen a Gebailechkeeten ze stiechen, déi keen interkommunalen oder regionale Charakter hunn.

Et ass haut schonn agerass, dass vill méi op regionale Plang op interkommunale Ebene zesumme-geschafft gëtt, dat am Sënn vun der Effikasitéit vun der Sécherheet vun de Bierger, déi aus dem Austausch vun Erfahrung sech ergëtt. Eng interkommunal respektiv regional Zesummenaarbecht ass ganz sécher am Intérêt vun de Gemengen. Sécher wäert et an deenen eenzelne Gemengen nach ëmmer Pompjeescorpsë mussen gi fir Klenggeheeten aus dem Wee ze raumen. Fir grouss Infrastrukturen, schwéiert a sophistikéiert Material an d'Formatioun dierft allerdéngs déi regional Dimensioun predominéieren.

Dofir muss och duerno gekuckt ginn, ob déi kantonal Andeelung fir d'Pompjeeën nach ëmmer déi richteg ass. Et dierf net stur op enger Grenz vun Kanton mat der Zesummenaarbecht opgehale ginn, do zielen aner Affinitéiten an net d'Rigiditéit. Et soll duerno gekuckt ginn, wou d'Corpsë sech am meeschten higezu fillen a wou se dovun iwwerzeegt sinn, wou d'Zesummenaarbecht am beschten zum Wuel vun Bierger fonctionnéiert; Flexibilitéit ass an deem Sënn ubruecht. Interkommunal a regional Infrastrukture mussen méi substanzuell am Stat subventionéiert ginn an doduerch gewonnen se och un Attraktivitéit.

Wat d'Ausféierung vum Service d'incendie et de sauvetage ugeet, déi soll laut dem Artikel 100 an esou weider vun dem Gemeengesetz vun engem Pompjeescorps aus der Gemeng assuréiert ginn. Et wär gutt, fir d'Relatiounen tëschent der Gemeng an dem Pompjeescorps ze ënnermaieren, wann dat iwwert de Wee vun enger Konvention gemaach géif ginn, dass déi zwou Parteie wësse wou hir Obligatiounen, hir Rechter an hir Flichte sinn.

Et géng e Lien bestoen tëschent der béidsäiteger Zesummenaarbecht. Eng Konvention, déi kloer Verhältnissen géif schafen, déi zesummen ausgehandelt géif ginn an den Termen an an dem Geescht vum Gemeengesetz, dem Règlement grand-ducal vun 1992, dat d'Organisatioun vum Service d'incendie et de sauvetage betrëfft, an de Virschreften an Iddie vun der Pompjeesféderatioun entspreche géif.

Déi Responsabel a Gewëssenhaft vun de Pompjeescorpsë bekloe sech iwwert de Nowuess vun hire Corpsen. Ech ka mir vorstellen, sou wéi een haut ganz oft d'Mentalitéit virfënt, dass d'Bénévolat net méi esou „in“ ass, wéi dat fréier de Fall war. D'Gemenge sollten als Verantwortlech fir d'Sécherheet op hirem Territoire eng fest Hand mat uleeën am Sënn vun Recrutement duerch d'Sensibiliséierung an andeem dass se hir Populatiounen drop opmierksam maachen, wéi wichteg déi Institutionen: Pompjeeën a Protection civile, sinn. Si hunn och Moyene fir deene Leit, déi an esou enger Institutioun tätég sinn, d'Prioritéit an der Astellungspolitik ze ginn; eppes wat de Syvicol och scho mat der Féderatioun geschwat huet, an un d'Gemenge weider recommandéiert huet.

Zu Recht gëtt op eng optimal Formatioun a Formation continue gehale vun allen Intervenanten, souwuel vun der Protection civile, wéi vun eise Pompjeescorpsen, ganz besonnesch déi Formatioun, déi noutwendeg ass fir blesséiert a krank Leit ze begleeden. Hauptberufflech Instruktore mussen beoptraagt ginn, fir déi Coursen ze ginn an a zwar a Schoulen, Gebaier an Zentren, déi zu enger gudder Ambiance tëschent Chargéen an deenen, déi sech wëlle schoule loosse, géeeigent an agericht sinn. D'Coursë mussen gutt strukturiert an d'Schoule gutt verwalt sinn.

Bei der Réunioun fir d'Coursë begeine sech Leit, déi d'Méiglechkeet hunn Erfahrungen um Gebitt vun der Sécherheet auszetau-

schen; dat ass immens wichteg fir den Asaz um Terrain. De Regroupement vun de Leit an dese Coursen huet och als Effet, dass se sech weider dru gewinnen, fir am Grupp ënnerteneen ze schaffen an ze wierken, mateneen eens ze ginn, een op deen aneren ze lauschten, wann et drëm geet am Asaz koordinéiert ze handelen, fir de Matmënschen an hire Gefor an am Intérêt vun hire Gidder ze hëllefen.

Dës Coursë si bestëmmt net do, fir ze schikanéieren. Der Erfahrung vu laangjähregen an eelere Fräiwëllege muss Rechnung gedroe ginn, deenen hiert Beispill muss u méi Jonker a manner Erfuerener weidergereicht ginn.

Jee nodeem wéi déi verschidden Acteuren dann ausgebild sinn, wat fir ee Bagage vu Kenntnissen, dass se hunn, sollen se dann och en fonction vun där Ausbildung age-sat ginn. Dat ass d'Aufgab vun deene jeeweilegen hierarchesche Responsabelen, déi an der Lag mussen sinn, fir den Asaz ze organiséieren an ze leeden. D'Leit mussen sech gutt ënnerteneen kennen, een deem anere seng Stärken a seng Schwächen kennen, an en fonction dovunner ginn d'Asätz schnellstens organiséiert.

D'Formatioun ass also eng äusserst wichteg Konditioun, mä et muss ee se awer kënnen esou gutt ewéi méiglech ëmsetzen, praktizéieren. Dat kënn net eleng duerch dat, wat an der Theorie an der Schoul geléiert an assimiléiert ginn ass, dat kënn duerch d'Praxis, duerch d'Erfahrung, wa méiglech net duerch d'Gestioun vu reelle Katastrophen, mä duerch praktesch Exercicer, déi periodesch mussen stattfannen a wou versicht gëtt a simuléierte Fäll d'Theorie an d'Praxis ëmzesetzen. Ech denken do un d'Aktiounen, déi an de Schoulen, Verwaltungen, Betriber a Geschäfte, periodesch duerchgefouert ginn.

Dat huet en duebelen Effet. Engersäits, eng Übung fir d'Pompjeeë respektiv d'Volontairé vun der Protection civile, si léieren ëmmer méi d'Geforen, Risquen an d'Katastrophe praktesch géréieren, a léieren och wéi se sech behuelen a verhale sollen a Kataklysmen an déi se kënnen eng Kéier verwéckelt ginn. Et kann doduerch verhënnert ginn, dass am Eeschtfall Panikstëmmung ausbrécht an dass zum Beispill ouni Iwwerstierzung an ouni dass een iwwert deen anere fällt oder trampelt e Gebai kann evakuéiert ginn.

Op där anerer Säit, an do denken ech ganz besonnesch un d'Schoulen, wou duerch esou regelméisseg periodesch Exercicer d'Leierpersonal och e wéineg Iddie kritt, fir zesumme mam Sécherheetspersonal am Eeschtfall zesummenzeschaffen. Dat schéngt mir ganz wichteg ze sinn, am Interesse vun der Sécherheet vun de Kanner.

D'Formatioun ass also extrem wichteg, se muss kënnen praktesch ëmgesat ginn an dat duerch Exercicer, déi a regelméisseg Ofstänn stattfannen a wou, fir effikass ze sinn, mussen esou vill ewéi méiglech Leit dru deelhuefen. Dat bedéngt a verlaangt vill Effortë vun deene Fräiwëllegen, déi dofir vill Zäit mussen opréngen, ouni dass se dofir bezuelt ginn. Op hire respektive Generalversammlungen oder Versammlunge kréien se dofir vun den zoustännege Politiker merci gesot oder am héchste Fall no laangen onentgeltlechen Asätz kréien se um oder an de Paragë vum Nationalfeierdag eng Medail ugehaangen. Dat geet a mengen Aen haut net méi duer fir déi, déi sech ënnert dem Risiko vun hirem Liewen an hirem Gesondheet fir déi aner, fir hir Matmënschen asetze sollen.

D'Preparatioun dorop sollte mir eis e Minimum kaschte loosse.

Ech hu vun der Wichtigkeet vun den Exercicer geschwat, déi op d'Asätz solle virbereeden an un

deene sollen e Maximum vu Leit deelhuefen, fir dass se dee gréisstméigleche Rendement hunn.

Fir déi Exercicer attraktiv ze maachen a fir deene Bedeelegten hiren Engagement an hiren Idealismus minimal unzeerkennen, soll een onbedéngt emol eng Kéier driwwer nodenken an diskutéieren, fir hinnen eng Prime de reconnaissance fir all Presenz zouzegestoen; an do sollten d'Gemenge mam Stat sech eens ginn, fir esou en harmoniséierte Virgang ze gestalten, och am Sënn vun der Attraktivitéit fir déi Exercicer.

Déi Jongen a Meedercher, déi sech op d'Hëllef fir d'Matbierger preparéieren, hautdësdays ënner grouse Risiken, verdéngen net nëmmen eise Respekt, mä och eis ugepasste finanziell Unerkennung; dat schéngt mir ubruecht ze sinn.

An alle Beräicher vun der Sécherheet geet et awer drëm, fir déi Moosnamen am Virfeld ze treffen, fir esou vill ewéi méiglech Geforen ze verhënnere. Op deem Niveau ka viles geleescht ginn, besonnesch am preventive Brandschutz - den Här Strotz huet dat och schonn hei ënnerstrach. Déi legal Grondlage si geschaf, fir déi néideg Virschreften an der Bautätge-keet ze maachen.

Elo erëm eng Kéier weider an deem Gesetz, an dem Gesetz iwwert den Aménagement communal, wat deemnächst hei soll verabschit ginn. Kommodosbestëmmunge sinn dozou e wichtigst Instrument, mä mat de Virschreften eleng geet et net duer, si mussen och duerchgefouert an agehale ginn. Op deem Plang spillen d'Inspection du Travail et des Mines, den Inspecteur général de la Sécurité dans la Fonction publique, déi lokal Sécherheetsbeamten an d'Bautekommissiounen, an deenen de Pompjeescorps muss vertrauede sinn, eng maassgeblich Roll. Si mussen hir Verantwortung voll a ganz iwwerhuelen, da kënnen vill Katastrophe vu virera verhënnert ginn.

Fir ofzeschlëssen, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert vun Unerkennung a merci un all déi Leit, déi sech joeraus, joera fräiwëlleg an onentgeltlech fir hir Matmënsche asetzen.

Alleguerten déi, déi sech am Pompjeeswiese bereet erkläre fir ze schaffen.

Déi vun der Protection civile - an do wéilt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Direkter, deen elo deemnächst a Pensioun geet, e grouse Merci auszesprechen, fir déi sëllech Aarbecht, déi e gemaach huet a fir alles dat, wat an der Protection civile beweegt huet. Hien ass e Schoulkomerod vu mir, hien huet schonn déi Zäit mam Feier gespilt, konnt et awer spéider vill besser géréiere wéi deemools. Him villmoos merci fir seng vill Aarbecht.

Och deene verschiddene staatlechen a kommunale Gremien, déi Verantwortung iwwerhuelen, Félicitatiounen an e Merci.

Ech ginn dovun aus, dass an Zukunft d'Pompjeesféderatioun de privilegierten Usprechpartner vun Regierung a Gemengen an hirem zoustännege Sécherheetsberäich bleift. Dat huet bis elo ëmmer gutt funktionéiert an et gëtt kee Grund, fir dat an Zukunft anescht ze ginn. Déi Partnerschaft muss weidergefouert ginn.

Ech bedauern, dass mir am Kader vun der Diskussioun vun deem Gesetz, obwuel mir dat als Fraktioun verlaangt haten, d'Delegatioun vum Corps professionnel vun der Stad Lëtzebuerg net ugehéiert hunn. Mir haten dat gefrot. D'Majoritéit vun der Kommissioun huet dat ofgelehnt. D'Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg hunn

eng grouss Erfahrung, hunn dem Land immens vill Déngschter geleeht an hätte kënnen doduerch am Kader vun dieser Diskussioun der Saach nach weider notzen. Et ass wierklech schued, dass des Réunioun net stattfont huet, wat och en Zeeche vun Unerkennung un hir Adress gewiescht wier.

Alles an allem géng ech soen, dass dese Projet de loi e Fortschritt fir d'Sécherheetsdéngschter ass an och fir d'Sécherheetswiesen hei zu Lëtzebuerg, an dofir bréngen ech den Accord vun eiser Fraktioun dozou.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Klein. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Nagel. Madame Nagel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Maggy Nagel (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréisch emol dem Rapport, dem honorablen Här Loes, e grouse Merci a Félicitatioun fir sáin excellenten a laangen, 52-säitege Rapport vun de Moien. Et erlaabt all deene Riedner, déi duerno kommen, sech kuerz ze faassen, an dat wäert ech och maachen a just e puer Gedanken an e puer Beispiller nach hei zitieren.

1995, hu mer héieren, sinn d'Diskussiounen zu deemem Projet uge-laf, bis en de 24. Februar 1999 déposéiert ginn ass, an no ville Kommissiounssätzungen an Avisen ass et haut esou wäit, dass de Projet zum Vote ka gestallt ginn. Sécherlech ass et keen einfache Projet. Net datt en technesch komplizéiert wär, neen, mä vill méi, well et hei ëm Mënsche geet, Mënschen, déi bis elo eng excellent Aarbecht, zum gréissten Deel bénévoles Aarbecht, bis elo geleescht hunn an déi ee mat esou engem Gesetz net d'äerf widdert de Kapp stoussen, deenen ee muss ze verstoe ginn, datt heimadder d'Bénévolat op kee Fall degradéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen ass et wichtig a scho längst iwwerfällg, datt mer mat deemem Gesetz e legale Kader schafen, den Objet definéieren, d'Carrière fixéieren, iwwer Spezialcongéé vun de Fräiwëllege schwätzen an esou weider. An deene Joren nom Krich ass vill Wäert op d'Action de protection et de secours - also op d'Reaktioun - geluecht ginn. Haut verlaangt déi modern Welt eng nei Orientatioun, an zwar eng preventiv Vermeidung duerch eng aktiv a voluntaristesche Approche. Dës nei Démarche verlaangt eng Concertatioun an eng besser Strukturatioun vun deene bestehenden aktuelle Moyenen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schonn de Koalitiounsaccord vun 1999 annoncéiert am Kapitel iwwert de Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieure, de la Coopération et de la Défense d'Iddi fir en zivile Corps op d'Been ze setzen, an ech zitieren: „au sein duquel pourraient s'engager des femmes et des hommes soucieux d'apporter leur contribution à la réponse aux défis survenant dans des zones de crise, d'instabilité, de conflits ethniques.“

Op den europäesche Sommeten 1999 zu Helsinki an 2000 zu Feira ass voll a ganz an déi Richtung geduecht an diskutéiert ginn. Et ass nozeliesen, dass Lëtzebuerg duerchaus capabel ass schnell an effikass op eng Demande d'assistance humanitaire ze reagieren, sous condition datt eng Rei vun de Prémissen a Konditiounen erfëllt sinn an Intérieur a Kooperatioun enk mateneen schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heite Beispill an nach vill aner Beispiller beweisen, datt de Regroupement vun engem staatleche Service, dem Service national de la protection civile, an engem kommunale Service, dem

Service d'incendie et de sauvetage, an eng eenzeg Unitéit mam Numm Administration des services de secours schonn déi richteg Léi-sung ass. D'Zesummeleegung vun dräi Divisiounen: d'Protection, d'Pompjeeën an déi administrativ, technesch a medezinesch Divisiounen, erlaabt eng nach méi performant, eng nach méi perfektionéiert an eng nach méi kompetent Zesummenaarbecht, woubäi sécherlech d'Gefill vu Sécherheet bei de Bierger verstärkt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz gesäit eng adequat Formatioun vir. Eng ganz Rei Coursen, Attestatiounen a Brevete wäerten erfuerdert sinn. A wéi et an der Loi communale vun 13. Dezember 1988 erëm iwwerhol ginn ass am Artikel 100: „Chaque commune est tenue de créer ou de maintenir un service d'incendie et de sauvetage assuré par au moins un corps de sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels et disposant des locaux et du matériel nécessaire.“ Jo, fir vill Leit ass et am Land evident, datt et bénévoler Servicer gëtt, ouni ze iwwerleeën, ouni sech bewusst ze sinn, wat eis Pompjeeën a Secouristen an de Gemengen Dag fir Dag leeschten, an datt se bei hirem Aarbecht allze oft hiert Liewe mussen op d'Spill setzen.

Et ass fir vill selbstverständlech, dass se mat ëmmer méi groussen Eraufuerderungen, mat méi technesche Missiounen befaasst ginn an datt se eng enorm Zuel vu Formatiounscoursen an hiren Fräizäit iwwer sech ergoe loosse mussen. Déi heiteg Besoine ginn an d'Luucht, ouni datt awer d'Recruitermenter suivéieren. D'Protection civile huet d'lescht Joer d'Chance gehat 155 Fräiwëlleger bäizekréien. Leider war et bei de fräiwëllege Pompjeeë just de Contraire, sou datt d'Féderatioun envisagéiert eng Campagne de sensibilisation an deenen nächste Méint ze lancieren, wou a mengen Aen haaptsächlech d'Jugend muss ugesprach ginn.

Wa mer also d'Bilanz 2003 vun de fräiwëllegen Hëllefsdéngschter kucken, gesi mer, datt d'Zuel vun de fräiwëllege Pompjeeën am Laf vun vergaangene Joer ëm 175 zréckgaangen ass. Déi individuell Verfügbarkeet vu virun allem dags-iwwer hält of. Déi Gemengen, déi bei der Astellung vun hirem Personal an zemoos bei den Aarbechterplazen Leit iwwerzeegt kréien, deene fräiwëllege jeeweilege lokale Pompjeescorpsë bäizetrieden, iwwerleeën a mengen Ae richteg a steigere domat d'Presenz um Terrain. An et ass och nach ze bemerken, dass schonn a ville Gemenge grenziwwerschreidend eng gutt Zesummenaarbecht geleescht gëtt, awer och - an dorobber insistieren ech, dat hei ze soen -, datt kantonal a regional eng excellent Aarbecht tëschent de Corpsë scho leeft. Do muss ech déi Corpsen alleguer, déi op dee Wee ginn, féliciteieren.

Den Impuls muss aus der Bevölkerung kommen, datt ëmmer méi Leit och an déi Richtung denken. Et schéngt mer äusserst positiv, datt d'Leit vun de Rettungsdéngschter bereet si sech weiderzibilden. D'Personal ass héich motivéiert a profitéiert vun Aus- a Weidberildungscoursen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aacht Joer nodeems d'Planung fir d'Reorganisatioun vun de Services de secours ugefaangen huet, ass et begrëssenswäert, datt mer haut um Enn vun der Legislaturperiode dëst Gesetz kënnen stëmmen. D'Beméiungen aus der Vergaangenheit war wichteg a richteg, a wat verhënnert no enger gewësser Zäit, wa Verbesserung mussen gemaach ginn, d'Gesetz erëm ënnert d'Lupp ze huelen an deenen neie Gegebenheiten unzepassen?

Esou soll et och mat dem Volet iwwert de Krankentransport, de Service d'aide médicale urgente ge-

schéien, e Volet, deen an eisen Aen nach net esou ausgeräit war, an no eise Bemerkungen, déi mer och an der Kommissioun gemaach ginn, si mer elo frou, datt et och esou ass, datt dee Volet do elo net haut zum Vote steet.

Ech wëll ofschléissen an all deene Leit, déi hei un deem Projet dann och geschafft hunn, merci soen, mä virun allem wëll ech och dem fréieren Direkter vun der Protection hei merci soen am Numm vun der Demokratescher Partei fir déi Aarbecht, déi hie geleescht huet, dem Néckel Strotz merci soe fir seng Presidentschaft, déi hie jorelaang un der Spëtzt vun der Fédération vun de Pompjeeën hat, a selbstverständlech och deem neie President, dem Här Jean-Pierre Hein, vill Courage wënschen a vill Asaz, an datt se ëmmer glécklech a gesond heemkommen.

Heimadder géing ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun bréngen. Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Nagel. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Merci, Här President. Fir d'éischt emol e Merci un den Här Rapporteur, deen déi gutt Aarbecht, déi déi ganz Kommissioun während elo Jore gemaach huet, hei erëmgespigelt huet, eng Aarbecht, bei där et net einfach war fir déi verschidden Doléancen, déi vun alle Säite komm sinn, ënnert een Hutt ze kréien an awer e Gesetz ze maachen, wou awer trotzdeem ee Kompromëss fonnt ass, vun deem ech géif mengen, dass awer jiddferee kann dermat liewen.

Bei där Aarbecht ass et och esou, wéi d'Madame Nagel gesot huet, dass, wann de Besoin do ass, een dat Gesetz ëmmer nach kann deenen neie Gegebenheiten, déi solle kommen, upassen. Mä ech mengen, wichtig ass et emol, dass mer dat do iwwert d'Bühn bruecht hunn an engem grouss Konsens. Ech mengen, dat ass bei esou Gesetzer ëmmer besonnesch wichtig.

Ech soen och dem Här Strotz merci fir seng Interpretatiounen an och seng nei Philosophien, déi en hei entworfen huet, déi een och zum Deel ka matdroen. Och vun eiser Sait aus trotzdeem dem Här Strotz eis Felicitatiounen a merci fir déi gutt Aarbecht, déi e sai Liewe laang am Interesse vun de Pompjeeën hei am Land gemaach huet!

Ech géif mengen, wat elo dat Gesetz hei ubelaangt, esou ass et wichtig, dass mer hei endlech eng Regelung fonnt hunn, déi eng adequat Koordinatioun iwwer eng effikass Verwaltung tëschent deenen eenzelnen Hëlleforganisatiounen hei am Land fonnt huet. Et ass wichtig, dass kloer Dispositiounen iwwert d'Kompetenze virleien an och ganz kloer Direktiven an deem Gesetz festgehale ginn, wie sech dann elo däerf, sief et als Hëlleforganisatioun oder als Hëllefprofessionioun ausginn. Ech mengen, och dat schéngt wichtig, dass dat an deem Gesetz kloer definéiert ass, fir dass net jiddferee mengt, e kënnt egal wou eng Organisatioun grënnen, egal wouhi fueren an da mat Leit ëmgoen. Ech mengen, och dat ass wichtig fir dat emol kloer festzeleeën.

Besonnesch wichtig schéngt mer och, dass d'Beruffspompjeeën och an deem Gesetz hei mat ernimmt gi sinn, dass och do kloer Dispositiounen festgeluecht gi sinn. Dispositiounen, déi awer eiser Meenung no net wäit genuch ginn, besonnesch am Zesammenhang mat deene medezineschen Hëllefinterventiounen, déi d'Beruffspompjeeë musse maachen, wou nach ëmmer keng Kloeerheet besteet iwwer hir Ofsécherung an deem Beräich, wéi wäit dass se kënne goen a wat geschitt wa se hir Kompetenzen iwwerschreiden.

Kompetenzen, déi néierens kloer festgeluecht gi sinn, a wou se dann a permanenter Gefor an och an enger permanenter Ofsécherheet sinn, wa se déi Hëllefakten op der Plaz musse maachen, wou se direkt musse decidéieren, wat se maachen a wéi wäit dass se ginn. Ech mengen, dat ass net kloer genuch festgeluecht, an do wär et ganz wichtig, dass awer an deem Zesammenhang nach kloer Dispositiounen kommen.

Dofir schéngt et eis och, dass d'Beruffspompjeeën, géif ech mengen, en nationale Statut misse kréien, dee festgeluecht ass iwwer e Gesetz, an dass et net duergeet, dass mer kommunal Beruffspompjeeën hunn. Well mir hunn zwou Zorte Beruffspompjeeën: Mir hu kommunal Beruffspompjeeën an der Gemeng Lëtzebuerg a mir hu Beruffspompjeeën um Findel, déi awer verschidden Aufgaben hunn, wou zum Beispill déi Beruffspompjeeën an der Gemeng Lëtzebuerg musse mat medezineschen Hëllefinterventiounen maachen, während d'Beruffspompjeeën um Findel déi am Fong net brauchen ze maachen; déi sinn dofir net zoustänneg.

Dat heescht also, mir hu schonn zwou Zorte Beruffspompjeeën, an do wär et ganz wichtig, wa mer endlech géifen e Statut kréien iwwert d'Beruffspompjeeën, e ganz kloer Beruffsbild vun de Pompjeeën, eng ganz kloer Ausbildung. Et misst souguer esou sinn, dass Beruffspompjeeë e Beruff fir sech gëtt, e ganz kloer Beruff, well haut geet et jo just duer wann een en CAP huet fir kënne Beruffspompjeeë ze ginn. Dat heescht et muss een am Fong eng secondaire Ausbildung hu fir Beruffspompjeeë ze ginn, mä da weess ee jo awer ganz genau, dass duerno nach zwou Joer Spezialausbildung musse kommen, fir dass déi Leit sech kënnen an deem Beruff erëmfannen.

Dofir schéngt et mer wichtig, dass misse e kloer legale Statut, en nationale Statut komme fir d'Pompjeeën iwwerhaupt, net nëmme fir d'Beruffspompjeeën, mä fir d'Pompjeeën alleguer, fir ganz kloer Dispositiounen do festzeleeën. An do deele mer och d'Meenung vun Landesverband, deen an enger Motioun, déi en un d'Chamber gericht huet an déi mer de Muere kritt hunn, och e legale Statut fir d'Beruffspompjeeë fuerdert an deen och d'Chamber hei opgefuerdert huet, eng Motioun ze stëmmen, déi mir dann och als ADR integral iwwerholl hunn a wou ech dann d'Eier hunn, déi hei ze hannerleeën. Mat just enger Ënnerschrëft vu jiddferengem heibannen, all Fraktioun heibannen, déi déi Motioun nach vläicht net gesinn huet, ass d'Geleeënheet ginn, fir déi matzedroen an déi och mat ze ënnerschreien, fir e legale Statut fir d'Beruffspompjeeën anzeféieren.

Motion 1

Considérant

- que le sauvetage ainsi que les services incendie et ambulances reposent sur deux piliers indispensables, à savoir le volontariat et le professionnalisme;

- que la profession de pompier-ambulancier pour le secteur communal est ancrée dans l'article 101 de la loi communale;

- que le Gouvernement s'est engagé à régler les attributions et la formation des pompiers-ambulanciers moyennant règlement grand-ducal, ceci en étroite collaboration avec les organisations représentant le personnel en cause;

- que la fonction de pompier-ambulancier du secteur communal regroupe en une seule profession les compétences nécessaires dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les incendies, du sauvetage, du premier secours et de l'ambulancier;

- qu'il y a lieu de conférer également une base légale à ce statut pour les pompiers professionnels

occupés par l'État et les entreprises et sociétés du secteur privé;

- qu'il est préférable de bénéficier de l'expérience du secteur communal en la matière pour créer un statut uniforme pour cette profession;

la Chambre des Députés

- demande au Gouvernement de prévoir la création - soit par voie réglementaire, soit par initiative législative et voie réglementaire - la base d'un statut national pour le statut de pompier-ambulancier professionnel valable aussi pour le secteur communal, qu'étatique que privé.

(s.) Aly Jaerling.

Här President, d'fräiwëlleg Pompjeeën huet den Här Strotz schonn hei ganz vill gewürdegt a mat Recht an och eng Rei Iwwerleeungen hei opbruecht, wat dann elo de Wäert vun deem Bénévolat, dee si do maachen, ass. Deen hänt mat ganz ville Contrainten zesammen, mat berufflechen, familiären a soss Contrainten, déi awer néierens éierbar, muss ee soen, gewürdegt ginn, an dofir suergen déi Contrainten och derfir, dass sech ëmmer manner Leit fir déi fräiwëlleg Pompjeeën entscheiden.

Mir hunn elo nach déi glécklech Situatioun, dass nach vill Jonker, déi net am Beruffsliewe sinn, sech ebe fir déi interessant Aufgab als fräiwëllege Pompjeeë entscheiden, mä wa se bis an d'Beruffsliewen erakommen, da kommen déi Contrainten derbäi, déi den Här Strotz hei ugeschnidden huet, an da gëtt et ëmmer méi schwéier. Da ginn déi meescht vun hinne verluer. Dofir schéngt et mer ganz wichtig ze sinn, dass mer endlech hei am Land eng seriö Diskussioun féieren iwwert dee Bénévolat, esou wéi et a Frankräich gemaach ginn ass, déi zum Beispill e Guide vun Bénévolat opgestallt hunn, déi e ganze Guide opgeschriwwen hu vun dem Bénévolat, wat e Bénévolat ass, wéi wäit dass e ka goen a wien ënnert déi Bedingunge fällt.

Et schéngt och ganz wichtig ze sinn, dass mer och an deem Kontext eng kéier iwwerleeën, wat fir eng Form vu Vergéngschtegen, dass mer deene Leit dann awer kënne ginn, déi hiert Liewe laang praktesch sech an den Déngecht vun eiser Gesellschaft stellen. Do kann een Iwwerleeunge féieren iwwer Steiervergéngschtegen, wou et natierlech kloer ass, dass dann déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, déi Vergéngschtegen net kréien.

An dofir ass eis Iddi als ADR vun der Negativsteuer am Fong eng géngschtege Geleeënheet, fir déi Ongerechtegkeeten aus der Welt ze schafen, dat heescht, dass een déi Abattementer, déi een elo kritt iwwert d'Steieren, ëmännert a Forfaiten, fir dass ee jiddferengem déi kann zoukomme loossen, och deenen, déi keng Steiere bezuelen. Ech mengen, eis Iddi vun der Negativsteuer géif zum Beispill dee Problem léisen, an da kënnt een och iwwer Steiervergéngschtegen deene Leit entgéintkommen.

Eng aner Méiglechkeet wär déi, wéi et schonn a Frankräich ass, iwwert d'Vergéngschtegen iwwert d'Pensionsrechter. Ech mengen, do misst ee kucken a wat fir enger Form dass een dat hei am Land kënnt maachen. Dat heescht, et sinn also Moyenen do, mir musse se nëmme eraussuchen a mir musse awer emol eng kéier kloer festleeën, wat de Bénévolat ass, net nëmme an deem Beräich vun den Hëlleforganisatiounen, mä iwwerhaupt am ganze Beräich vun deem Bénévolat, deen iwwer Veräiner geet, iwwer all méiglech Organisatiounen a wou et ëmmer méi schwéier ass, Leit ze fannen, déi sech där wichtiger Aufgab widmen.

An ech kann lech soen, dass mer, wa mer wierklech elo am Pompjeeesweise kucken oder egal och bei den Hëlleforganisatiounen, oui Bénévolat géifen domm drakucken an net auskéimen, an dofir ass et besonnesch wichtig, dass mer direkt scho mol an deem Beräich den Hiewel usetzen an och do d'Méiglechkeete schafe fir déi Leit ze belounen, déi sech awer där wichtiger Aufgab widmen.

Bon, nodeem esou praktesch alles gesot ginn ass an ech net nach eng kéier wëll elo all déi gutt Usätz widderhuelen, déi an deene ganze fräiwëllegen Hëlleforganisatiounen an och bei de Beruffspompjeeë sinn, kann ech hei mat rouegem Gewëssen d'Zoustëmmung vu menger Partei zu deemem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Dir hutt d'Wuert, Här Gira.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen a Méint konnt ee ganz vill Berichte iwwer Generalversammlunge vun de Pompjescorpsen, och vun de Centres vun der Protection civile liesen, an esouwuel an den Iwwerschrëfte wéi an den Texter si bal ëmmer déiselwecht Noriichten zréckkomm: gréisser Nowuessproblemer, Problemer, d'Permanence am Dag ze assuréieren. Sécherlech sinn oder schéngen d'Nowuessproblemer op d'mannst kuerzfristeg bei der Protection civile méi kleng ze si wéi bei de Pompjeeën. Mä iwwerall héiert een awer, dass et besonnesch am Dag schwierig ass, nach eng Permanence ze assuréieren.

Wann een dann awer d'Statistik kuckt am Rapport vun Ministère de l'Intérieur wéini de Gros vun den Asätz ass, dann ass dat awer grad am Dag, esou dass d'Spëtzt vun den Asätz mat der Spëtzt vun der Ofwieseneheet vun de Leit zesumme fällt, wat sécherlech problematesch ass. Dës Situatioun huet och den deemolegen Direkter Anen an engem Artikel um „Lëtzebuerg Land“ vum 13. Februar 2004 confirméiert a gesot, d'Situatioun wier kritesch an alle 25 Zentren.

Well een als Buergermeeschter och d'Situatioun um Terrain natierlech kennt, hat ech da mol proposéiert, an der éischer Sitzung am November 2001, wéi mer d'Debatten iwwert dese Projet de loi ugefaangen hunn, dass mer vläicht sollte méi wäit goen, dass mer eis net nëmme sollte mat der Fusioun vun der Verwaltung um Ministère beschäftegen, mä dass mer och zumindest sollten eng Diskussioun féieren iwwert d'Situatioun um Terrain, an de Regiounen, d'Zesummeleë vun de Pompjescorpsen u sech, mä awer och duerno d'Zesummeleë vu Pompjescorpsë mat Zentre vun der Protection civile.

An ech hat deelweis awer och d'Fro opgeworf iwwer zumindest eng Deelprofessionaliséierung vun deem ganze Service de secours. Ech hat och an där Sitzung dat Gefill, dass ech beileiwen net eleng wär mat menger Meenung. Ech hat d'Gefill, dass, wéi et scho gesot ginn ass, den Innenminister selwer bereit gewiescht wier op dee Wee ze goen. Ech hat och dat Gefill, dass eng ganz Rei Leit an der Kommissioun menger Meenung wieren. Ech sinn och duerno duerch den Avis vun Statsrôt bestätegt ginn a menger Meenung, dee praktesch an anere Wieder dat gesot hat, wat ech an der éischer Sitzung gesot hat.

Aus fir mech bis haut nach relativ onerkläerleche Grënn war des Majoritéit awer net bereit méi wäit ze goen. Ech froe mech wierklech: Firwat? Ech sinn och e bëssen iwwerrascht iwwert dem Här Strotz seng Aussoen haut.

(Interruption)

Ech wier immens frou gewiescht, wann den Här Strotz déi Iddien, déi en haut hei um Pult développéiert huet, an déi ech als eng excellent Base de discussion fannen, mä ech froe mech: Firwat huet den Här Strotz déi Iddien net virun zweeanengemhallwe Joer an d'Kommissioun erabruucht? En hätt nach zweeanengemhallwe Joer Zäit gehat, iwwert déi Iddie mat de conceréierte Kreesser an deenen eenzelne Fraktiounen sech Gedanken ze maachen. Ech mengen, dass et dann och méiglech gewiescht wier, an zweeanengemhallwe Joer méi wäit ze komme wéi dohinner, wou mer haut sinn.

Ech kennen den Terrain, wéi gesot, als Buergermeeschter genuch, fir mer keng Illusiounen ze maachen, dass déi Diskussioun keng einfach gi wier, wann ee weess, dass déi zwee Corpsen awer, an dat ass genuch hei beluecht gi vu menge Virgänger, historesch ganz ënnerschiddlech gewuess sinn. Eleng d'Tatsaach, dass déi eng ënnert d'Kompetenz vun de Gemenge fallen an déi aner ënnert d'Kompetenz vun dem Stat, hätt et sécherlech net einfach gemaach, déi Diskussioun ze féieren. Ech weess och, dass, wéi sou ganz oft, - hat ech dat Gefill - éischer an den ieweschte Gremië vu gewëssen Institutiounen vläicht méi Hemmschwelle waren, wéi vläicht op der Basis. Dat ass jo ganz oft esou.

Ech weess awer och gradesou, Här President, dass um Terrain bei de Leit, déi all Dag ënnerwee sinn, eng immens grouss Bereetschaft existéiert huet, an och haut nach existéiert, éischters fir zesummeschaffen, mä awer och fir déi Diskussioun do ze féieren. An dofir bedauern ech, dass mer dat net gemaach hunn. Et gëtt nämlech schonn dobaussen eng Rei Beispiller, wou déi Zesummenaarbecht éischters tëscht verschidde Pompjescorpsen, mä awer och tëscht Pompjescorpsen a Protection civile excellent funktionéiert, an da froen ech mech, ob mer eisem Rôle als Législateur gerecht ginn, wa mer e Gesetz haut stëmmen, wat a mengen Aen zu engem gudden Deel um Terrain schonn dobaussen vun der Realitéit iwwerholl gëtt.

Ech weess och, Här President, dass d'Deelprofessionaliséierung keen einfache Sujet ass, weder organisatoresch nach finanziell. Den Här Statsminister huet vun engem Chiffer vun 30 Milliounen Euro a senger Déclaration sur l'état de la nation geschwat, wann een all déi Fräiwëlleg haut géing duerch Professionell ersetzen. Bon, ech kann elo net novollzéien, wéi en un dee Chiffer do kënnt. Ech mengen net, dass heibannen op jidde Fall een drun denkt, déi 2.000 Fräiwëlleg duerch lauter Professioneller ze ersetzen. Dat muss jo net op ee Coup geschéien. Et muss een och net déi eng verdrängen duerch déi aner.

Ech ginn och do ganz gären zou, dass mir als Gréng och keng fäerdeg Modeller hunn, wéi een dann déi Deelprofessionaliséierung kënnt organiséieren. Erëm aus der Erfahrung weess ech och, dass een awer och beim Brand besonnesch ganz no bei dem Incident muss sinn. Et ass besser e Fräiwëllegen op dräi Minutten ze hunn, wéi e Professionellen op enger Véirelstonn, besonnesch beim Brand. Dat hëlleft engem net alles, well dann ass et schonn oft ze spët.

Mä mir waren awer der Meenung, an ech bleiwe bei där Meenung, dass et derwäert gewiescht wier, sech intensiv Gedanken ze maachen iwwert déi Reorganisatioun, wéi gesot, net nëmme um nationalen Niveau, mä och um regionalen an um lokalen. Mir sinn och der Meenung, dass et noutwendeg gewiescht wier, sech déi intensiv Gedanken ze maachen, well d'Situatioun, zumindest plazeweis, relativ kritesch ass. Et ass een och schonn abordéiert gi vun Hausdok-

teren, déi soen, dass, deemno wéi d'Situatioun ass an deemno wéi den Zäitpunkt am Dag ass, et wierklech net méi assuréiert ass, dass an enger verstänneger Zäit déi néideg Servicer do sinn.

Et wier wierklech net gutt, léif Kolleegeinnen a Kollegen, wa mer géifen an eng Zweeklassengesellschaft, wat d'Noutdénkschter ubelaangt, ofrêtschen. Op där enger Säit déi Leit, déi Bierger a Biergerinnen, déi d'Chance hunn an der Stad Lëtzebuerg ze wunnen, oder no bei enger Antenne vum SAMU, déi dann a relativ kuerzer Zäit eng Ambulanz virun der Dier stoen hunn, an all déi aner, déi awer vläicht méi laang musse waarde bis Hëllef do ass. Bei de Bränn ass et vläicht manner problematesch, well an Tëschenzäit jo och scho vill Gemengen eng Tëscheleisung fonnt hunn an zumindest deen een oder deen anere Gemengenaarbechter amstand ass, fir deen alleréischten Asaz ze maachen.

Mir hätten eis op jidde Fall kënnen ufrénne mat engem Modell, wou een en haarde Kär vu Professioneller flächendeckend iwwert d'Land gehat hätt, an do derbäi ënnerstëtzt vu Fräiwëllegen. Mir wësse souwisou, dass et bei gréisseren Katastrophen, wéi lwwerschwemmungen an esou weider an esou fort, souwisou net denkbar ass fir alles mat Professionellen ze maachen. Ech mengen, déi Fräiwëlleg hätten trotz engem haarde Kär vu Professioneller nach masseg Aarbecht dobaussen ze maachen. Mir hunn och gesinn, dass sämtlech Statistike vun den Asätz eropginn. Et ass jo och logesch: Wat mer méi Awunner an Awunnerinnen an deem Land hei hunn, wat mer méi Autoen ënnerwee hunn, wat mer méi Aarbecht hunn, wat och méi Aarbecht ass.

Zur Finanzéierung wollt ech just eng Pist hei kuerz an d'Diskussioun geheien. Mir kéinte jo och do mol probéieren, méi konsequent de Prinzip Pollueur-payeur unzewenden, wann ech tatsächlech gesinn, dass mer 1.500-mol am Joer ënnerwee sinn, fir Masutt ewechzemaachen. Wann ech gesinn, dass awer och an Tëschenzäit scho bei de Pompjeeën d'Asätz bei de Verkéiersaccidenter en enormen Deel vun den Asätz maachen, mä dann ass et jo awer e Wee fir ze soen: Dat do si Käschten, déi vum Autosverkéier engendréiert ginn. Da muss mer kucken, dass iwwert d'Assurancen, oder wat weess ech, käschtdendeckend déi Asätz bezuelt ginn.

Just, an der Klammer, ass et fir mech alt erëm een Deel um Individualverkéier, deen net an d'Käschten afléisst, deen net zougerechent gëtt, wou awer d'Allgemengheet muss suergen, dass déi Servicer do fonctionnéieren. Ech kënnt mer parfaitement virstellen, dass ee mat den Assurancé géing diskutéieren, dass dat do géing ofgedeckt ginn. Dann hätt ee schonn een Deel vun de Käschten eran.

Mir sinn eis och eens, dass Synergien tëscht de Pompjeescorpsen u sech an tëscht de Pompjeescorpsen an de Protection-civiles-Zentren och géingen hëllef Geld anzuspieren. Et ass jo och net ganz richtig, wann ee mécht, wéi wann de fräiwëllege Service nâischt géing kaschten. Wann ee mol alles zesummerechent wat mer de Moment iwwert d'ganz Land ausgi fir déi ganz Servicer, ass dat jo och net nâischt. Ech mengen och, dass et zu Synergié kéint kommen. Dat misst dann awer och méi konsequent ënnerstëtzt ginn.

Ech bedauern do e bëssen, dass deelweis dat, wat awer heiansdo a Sonndesriede gesot gëtt, net der Realitéit esou richtig entsprécht. Ech héieren ëmmer, dass d'Fusioun vun de Pompjeescorps gewënscht ginn, dass se och ënnerstëtzt ginn. Wann een da selwer deen Exercice mécht, wéi mir en an eiser Gemeng gemaach hunn, a laange Gespréicher - dat weess jiddfereen, dee mat esou Fusiou-

nen ze dinn hat, dee weess, dass dat och net vun haut op mar geschitt -, et da fäerdeg bréngt aus dräi Corpsen een ze maachen, dann awer och seet: Da maache mer och aner Synergien. Da maache mer ee Gebai a keng dräi méi, an dann e Projet an den Innenministère schécken, da muss ech awer soen, dass d'Enttäuschung net nëmme bei de Verantwortleche vun der Gemeng, mä awer och bei de Pompjeeë selwer ganz grouss war, wéi mer bei engem Projet vun enger Millioun Euro da geschriwwen kréien, mir kriterien als Maximum 40% vun 125.000 Euro.

Ech muss lech awer soen, Här President, do war d'Enttäuschung bei alle Leit an eiser Gemeng awer ganz grouss. Do ass awer wierklech den Ënnerscheid tëscht deem, wat sonndes gepriedegt gëtt, nämlech: Setzt lech zesammen, fusionéiert, da kritt Der vun eis wierklech substanzuell Ënnerstëtzung.

Ech muss soen, wann ee weess wéi deier haut d'Gebaier sinn, wann een och déi néideg Sécherheitsvirkéierunge mécht, da fänkt ee mat 40% vun 125.000 Euro net vill un, wann een en neien Zenter wëllt schafe fir seng Pompjeeën. Do vermessen ech awer wierklech och d'Konsequenz vun deem wat gesot gëtt a vun deem wat herno um Terrain geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng bedauern, dass déi méi prinzipiell Diskussioun, déi ech elo ugeschwat hunn, entweder net gewollt, net erwünscht oder net méiglech war. An duerfir si mir leider der Meenung, dass dëst Gesetz net deem Uspruch gerecht gëtt, vun deem de Rapporteur schwätzt, nämlech: "...adapter les services de secours étatiques et communaux aux exigences de notre temps".

Mir hu kee Problem mat all deem wat am Gesetz steet, wat d'Fusioun um Niveau national ubelaangt. Mir mengen, dass et ganz gutt gelongen ass, dat esou ze fusionéieren. Mir hunn och kee Problem mat deene Bestëmmungen, déi iwwert déi besser Ausbildung an och déi medezinesch Kontroll sinn.

Erlaabt mer eng méi kritesch Fro, wat de preventive Brandschutz ubelaangt an de Gemengen. Och do si mer eis eens, dass dat eng dringend Aufgab ass, mä et ass awer alt erëm e Beispill vun enger schlächender Aufgabenopstockung vun de Gemengen, wou ech mech da froen, wien dat do dann erëm bezilt. Well wann een déi do Aufgab an der Realitéit eescht hëlt, da wësse mer allegueren, dass een do net aus der Héft ka schéissen, dass dat wierklech Leit musse sinn, déi eppes kennen dovunner, déi eng gutt Ausbildung mussen hunn. Ech froe mech och, wéi dat do an der Realitéit deelweis soll geschéien a wann een et seriö wëllt maachen, wien dat soll bezuelen; dat just als Klammer.

Mä mir fannen awer d'Grondiddi nach wie vor richtig, dass d'Gemengen dat sollte maachen.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Dat war awer schonn 200 Joer esou!

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Gliff?

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - ...vun de Gemengen, scho säit 1802 an 1843 am éischte Gemengegesetz. Dat ass keen Transfert vun enger Kompetenz vum Stat op d'Gemeng. Dat ass eng nei Aart a Weis wéi een eng Kompetenz, déi säit ëmmer am Gemengesector war, an Usproch hëlt.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Et ass awer en Ënnerscheid, wéi et formuléiert ass. Ech mengen hei geet Rieds vun engem Service de prévention. Virdu war et engem iwwerlooss, wéi een dat

do gemaach huet an elo steet carrement am Text „organiser un service de prévention“. Dat ass en Ënnerscheid.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Neen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Et deet mir leed, Här Minister, dat bedeit an der Realitéit eppes anescht. Och wann et keng nei Kompetenz ass, d'Manier, wéi een engem wëllt gerecht ginn, ass eng aner an do sinn ech awer iwwerzeugt, dass et eng zousätzlech Belaaschtung fir d'Gemengen ass.

Dofir, Här President, no all deem, wat ech gesot hunn, wäerte mir selbstverständlech net géint dat Gesetz stëmmen, well dat, wat dran ass u sech eisen Accord fënn. Mir hunn awer dat Gefill, dass dës Majoritéit sech hei an hir eegen Täsch litt an dass schonn déi nächst Regierung, eiser Meenung no, wäert gezwonge gi sech méi intensiv mam Grondproblem um Terrain ze beschäftegen. A well mer et wierklech schued fannen, dass dës gutt Geleeënheet verpasst ginn ass, fir méi substanzuell eis Services de secours op d'21. Jorhonnert ze preparéieren a well mer och der Meenung sinn, dass een an deenen zweeanehalleft Joer, wou mer elo amgaange sinn hei ze diskutéieren, méi eng fundamental Diskussioun hätt kënnen féieren an haut méi wäit sinn, géinge mer eis bei dësem Gesetz enthalten.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Gira. Ageschriwwen ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem esou vill eminent Spezialisten aus dem Pompjeeswieser hei scho viru mir geschwat hunn, bleift mer a sech net méi schrecklech vill do dobäizefügen. Ech wëll trotzdem nach eng Kéier op dee Punkt vun de Pompjeeën aus der Stad Lëtzebuerg agoen, deen och scho vun enger Rei vu menge Virriedner hei ugeschwat ginn ass.

ler ech dat awer maachen, erlaabt mer trotzdem och nach vu menger Säit aus e ganz grouss Merci un de Rapporteur Nico Loes, deen a sech dat op eng ganz konsequent a kompetent Manier fäerdeg bruecht huet, dat mer nach dee Projet de loi kënnen virum Enn vun der Legislaturperiod stëmmen. Och mäi Merci u mäi Fraktiounskolleeg Néckel Strotz, deen eigentlech op eng ganz komplett Manier virdrun déi ganz Problemer vun de fräiwëllege Pompjeeë geschildert huet, ech wëll och hien a mäi Merci aschleissen, fir all déi Aarbecht, déi e während Joren och am Kantonalverband a besonnesch och a senger Qualitéit als President gelescht huet.

Dëst gesot, wëll ech ganz kuerz op véier Punkten agoen.

Deen éischte Punkt ass - an dat begrëissen ech natierlech ganz staark -, dat de Projet de loi virgesäit, dat e Règlement grand-ducal an Zukunft kann eng Base nationale a méi Bases régionales schafen. Ech ginn dann och mol dovun aus, dass d'Kasäre vun de Pompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg d'Base nationale wäert ginn; wat mir dann natierlech och um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg ganz häerzlech géife begrëissen.

Ech wëll mech duerfir dann awer och e bësselche méi nach eng Kéier mat der Roll a mat de Missiounen vun eise Pompjeeën vun der Stad befaassen. Dir wësst, mir hunn am Moment e Corps vu ronn 130 Pompjeeën, mir

hunn en Anzuchsgebit vum 80.000 Awunner, wat awer während dem Dag méi wéi dat Duebelt vu Bewunner hei vun der Stad ëmfaasst, an Dir kënnt lech allegueren virstellen, dass do heiansdo dee Corps vun 130 Pompjeeën net duergeet, fir all déi Missiounen ze erfëllen.

Wann een dann do derniewent och nach weess, dass a sech d'Grenze vum Asaz vun eise Pompjeeën net op der Stad Lëtzebuerg Halt maachen, mä och an eng Rei vun aner Gemengen ginn, gesäit een, dass a sech d'Obligatiounen vun de stater Pompjeeën och eng national Bedeitung hunn a sech net op eng lokal Bedeitung begrenzen.

An ech wëll awer just ganz kuerz eng Kéier déi verschidde Missiounen vun de stater Pompjeeën nach eng Kéier resüméieren.

Fir d'éischt assuréiere si den Ambulanzdénkscht, net nëmme fir d'Stad Lëtzebuerg, mä och fir eng ganz Rei Nopeschgemengen, wéi Hesper, Stroossen, Walfer, Koplescht bis op de Briddel an Nidderaanwen, wou also eis stater Pompjeeë mat der Ambulanz hifueren.

Doniewent assuréiere mir natierlech och den Dénkscht an alle Spideeler vun der Stad Lëtzebuerg, an doduerch dass déi meeschte Spidolbetter um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg sinn, ass dat natierlech och e ganz grouss Plus vun Engagement, deen do verlaangt gëtt.

Doniewent sinn natierlech och allegueren d'europäesch Institutiounen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Déi europäesch Institutiounen wuessen an och dat comportéiert fir eis stater Pompjeeën en zousätzlech Plus un Aarbecht.

Doniewent hu mer dann och nach eng Rei vu groussen nationalen Infrastrukturen, wéi zum Beispill d'Coque an och anerer, déi elo wäerten an deenen nächste Méint fäerdeg ginn, an och do ass erëm den Engagement vun de Pompjeeën erfuerdert. De Kolleeg Jemy Klein huet virdrun och vun den Tunnelen geschwat - dat ass sécherlech richtig - och do ass ëmmer erëm den Engagement an d'Interventioun vun de stater Pompjeeën gefuerdert.

Doniewent sinn natierlech dann och ëmmer eng ganz Rei vun nationale Manifestatiounen, déi um Territoire vun der Stad stattfannen, esou dass wierklech d'Obligatiounen vun de Pompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg kënne natierlech erfuerdert ginn, wat natierlech dozou féiert - an dofir sinn ech dann och frou, wann d'stater Pompjeeë géifen d'Base nationale hei kréien -, dass mer awer och eng Kéier musse kucken, wéi een déi national Obligatiounen och ka besser subventionéieren.

Well wann Der lech virstellt, all déi Missiounen, déi ech elo hei geschildert hunn, mat 130 Pompjeeën, mat Infrastrukturen, déi largement am Moment ze kleng sinn, och mat Material wat net duergeet, déi ginn dann awer zum gréissten Deel ganz eleng mam Budget vun der Stad Lëtzebuerg finanzéiert. Dat ass also problematesch an duerfir wier ech och frou, dass wann dann déi Base nationale instituéiert gëtt, dass ee sech awer eng Kéier ganz seriö ënnerhält, wéi do der Stad Lëtzebuerg ka besser ënner d'Äerm gegruff ginn; an ech weess, ech stoussen och do doudsécher op en oppent Ouer beim aktuellen Innenminister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en zweete Punkt op deen ech wollt agoen - well en och vu menge Virriedner hei ugeschwat ginn ass -, dass de Statut vum Pompjeeë. De Kolleeg Aly Jaerling huet do eng Motioun déposéiert, allerdéngs muss ech lech soen, dass et mengen, dass déi Motioun iwwerflësseg ass, well ganz einfach de Statut vum Be-

ruffspompjee schonn duerch den Artikel 100, respektiv 101 vum Gemengegesetz geregelt ass.

(Interruption)

An do, Här Jaerling, wou a sech de Problem besteet, ass, dass bis elo nach keng Règlements grand-ducaux d'application geholl gi sinn, do hutt Der Recht, mä d'Base légale, déi besteet manifestement am Artikel 101.

M. Aly Jaerling (ADR). - Et gëtt net nëmme Pompjeeën zu Lëtzebuerg! Et gëtt der och um Findel an déi hunn och kee Statut. Et geet hei net nëmme ëm d'Gemeng Lëtzebuerg.

M. Laurent Mosar (CSV). - Här Jaerling, d'Méiglechkeet fir dat ze regelen ass am Gemengegesetz virgesinn.

(Interruption)

Dach, Här Gira.

(Interruption)

Wat elo muss kommen, dat si Règlements grand-ducaux d'application an do kann ech lech och soen, dass den Innenminister mir schonn am Februar op eng Question parlementaire geäntwert huet, dass hien och gewëllt ass, déi Reglementer esou schnell wéi méiglech ze huelen.

Ech sinn allerdéngs mat deene Virriedner d'accord, wa se soen, dass dat extrèmement wichteg ass, well mir effektiv am Moment e Problem hunn, besonnesch um Niveau vun der Formatioun. Mir maachen am Moment d'Formatioun vum Rettungsassistent, wat eng ganz wichteg Formatioun ass, mir hunn allerdéngs do nach ëmmer keng Equivalence vun den Diplomen an do stelle sech och Froe vu Responsabilitéit, wann ee vun eise Pompjeeën effektiv do op der Plaz intervenéiert.

Dofir ass et wesentlech, dass déi Reglementer och esou schnell wéi méiglech geholl ginn an ech rechnen och staark domadden, dass déi nächst Regierung - well déi aktuell dat jo wahrscheinlech net méi wäert fäerdeg bréngen - an deen nächsten zoustännege Minister dann och esou schnell wéi méiglech a Concertatioun allerdéngs och mat de Pompjeeën, esouwuel vun der Stad, wéi och deene vum Findel, dann déi Reglementer wäerten ausschaffen.

En drëtte Punkt, op deen ech wollt ze schwätze kommen, deen och ganz wesentlech ass, ass dee vun der Zesummenaarbecht tëscht de Pompjeeën a fräiwëllege Pompjeeën. Och eis Pompjeeën an der Stad Lëtzebuerg kënne net eleng déi ganz vill Obligatiounen erfëllen ouni déi alldeeglech Ënnerstëtzung a Matarbecht vun de fräiwëllege Pompjeeën. Déi Zesummenaarbecht ass also wichteg ganz eleng fir emol allegueren kënnen déi Missiounen ze erfëllen.

Si ass awer och nach op engem anere Punkt wichteg, nämlech op deem vun der Formatioun. Och eis Pompjeeë maachen do all Woch Formatiounen mat deene fräiwëllege Pompjeeën, a mir hunn och eise Grupp „volontaires“ an eise Grupp „garde“, iwwert déi déi fräiwëlleg Pompjeeën och integréiert ginn an d'Aarbecht vun de Pompjeeën.

Hei wëllt ech vläicht eng zousätzlech Remarque och nach maachen. Mir hunn am Moment ganz vill Pompjeeën, déi eben elo scho mat 55 Joer hu missen a Pension goen, déi awer nach ganz valid sinn, déi eng onheemlech grouss Experienz an och eng grouss Kompetenz hunn. Ech géif eigentlech wënschen, dass een déi Leit och méi nach géif setzen an der Formatioun, och vun de fräiwëllege Pompjeeën, ob dat elo an der Pompjeeschoul ass, eventuell och um Niveau vun der Instructioun vun der Protection civile. Hei läit eigentlech eng grouss Kompetenz brooch an ech géif mer eigentlech wënschen, dass een déi besser géif am alldeegleche Liewe benotzen.

En allerleschte Punkt, op deen ech dann nach wollt ganz kuerz agoen, ass dee vun der absoluter Noutwendegkeet, datt mer déi Pompjeeskasären um Rond-point Gluck an der nächster Legislaturperiod wäerte kënnen bauen. Dir hutt et scho gesot kritt, hei soll jo niewent der Pompjeeskasär vun der Stad och nach d'Pompjeeschoul hkommen an da soll och nach d'Protection civile dohinner kommen.

Et ass vu verschiddene Virriedner och schonn ugeschwat ginn, datt déi Zesummenaarbecht téschent all deene Corpsen heiansdo net ëmmer ganz einfach ass. Abee, ech sinn dovun iwwerzeegt, datt, wa mer mol do e eng gemeinsam Kasär hunn, an där all déi Corpsë sech erëmfannen, wou och d'Formatioun gemaach gëtt, dann automatesch déi Zesummenaarbecht och vill besser wäert ginn.

Dofir ass dann och mäi Wonsch, an deen adresséiert sech dann awer un déi nächst Regierung, datt mer wierklech kucken, datt mer dee Projet esou schnell wéi méiglech realiséieren, well ech fannen, datt en eigentlech fundamental ass, och fundamental fir déi jonk Pompjeeën, deene mer vläicht net ëmmer genuch kënnen bidden. Hei, mat deenen Infrastrukturen, déi geplangt sinn, mengen ech, datt mer do och eng wesentlech besser Formatioun kënnen maachen.

Dëst gesot, erlaabt mer dann och nach perséinlech mech all deene Mercien unzeschleissen, déi vir drun hei adresséiert gi sinn, souwuel un den Här Anen, deen a Pensioun geet, an awer och un den alen an den neie President vun der Pompjeesféderatioun.

Ech wëll awer och hei eng Kéier nach un alleguerten d'Pompjeeën an och d'Membere vun der Protection civile denken, déi all Dag sech am Déngscht vun hire Matbierger asetzen an déi vläicht net ëmmer d'Chance hunn owes grouss op RTL-Télee während hiren Asätz gewisen ze ginn. Och vun dëser Plaz aus e grouse Merci un déi Leit, och wa se wéi gesot net op der Télee sinn, heescht dat net, datt se zumindest net vun der Politik a Considératioun geholl ginn. Dëst gesot, wäert ech och mat grousser Begeescherung dëse Projet de loi stëmmen.

M. le Président. - Ech hunn zousätzlech elo nach zwou kleng Wuertmeldungen. Déi éischt ass vum Här Mars Di Bartolomeo an déi zweet vum Här Gira. Här Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass an deene leschte Stonnen an an deene leschte Jore ganz vill vu praktescher Zesummenaarbecht um Terrain - geliefte a gewünschte - diskutéiert ginn. Ech wëll an dem éischten Deel vu menger Interventioun d'praktescht Beispill gi vun där geliefte Zesummenaarbecht téschent fräiwëllege Pompjeeën an der Protection civile.

Mir sinn an engem Raum bei eis zu Diddeleng a Beetebuerg, wou déi Zesummenaarbecht, déi bal Integratioun zwëschent de fräiwëllege Pompjeeën an der Protection civile zënter Joren excellent fonctionnéiert. Dat géllt souwuel fir d'Gemeng vun Kolleeg Lucien Lux wéi och fir déi Diddelenger Gemeng, wou et esou wäit geet, dass mer e gemeinsamen Zentrum opgebaut hunn...

Une voix. - An déi Keeler!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - An déi Keeler, selbstverständlich! Déi wëlle mer net vergiessen, well dat och excellent Kolleeg sinn a ganz gutt zesummeschaffen.

..., wou mer net nëmmen e gemeinsamen Interventionszentrum hunn, mä wou déi Zesummenaarbecht...

(Interruption)

Awer net méi laang! Déi nächste Kéier kritt der nächst méi ze tricksen, Här Minister. Déi nächste Kéier decidéieren d'Wieler an net ënnert der Decke Leit, déi schonn alles ofgemaach hunn, gradesou wéi et och den 13. Juni net esou geet, wéi d'CSV an d'DP dat mateeneen ofgemaach hunn, mä och do wäert de Wieler...

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Ech wollt eng objektiv Diskussioun iwwert d'Mérite vu Leit, déi um Terrain zesummeschaffen, net méssbrauchen, fir Wahlkampf ze maachen. Mä den Här Minister...

(Interruptions diverses et brouhaha général)

De Minister, Här President, une fois n'est pas coutume, huet dës Kéier mech provoziert an ech war net deejéinegen, dee provoziert huet.

(Interruption)

Gesitt Dir, Här fréiere Pompjeeskommandant, wann ech dat däreer soen, et ass...

(Interruption)

...oder President vun de Pompjeeën, et ass net ëmmer esou, dass den Di Bartolomeo d'Mikroë méssbraucht, fir - wéi Dir et gesot huet - Spektakel ze maachen. Et sinn och heiansdo...

(Interruption)

Jo, wann et noutwendeg ass!

Ech wollt also just ënnersträchen, dass op deem Terrain déi Zesummenaarbecht op eng natierlech Aart a Weis fonctionnéiert, wou d'Gebaier gemeinsam sinn, wou an der Zwëschenzäit et och esou ass, dass den Zenterchef oder d'Zentercheffe sech ofwiesselen. Den Zenterchef ass eng Kéier de Responsabele vun der Protex. Dann ass de Pompjeeskommandant den Adjoint a vice-versa.

Ech wollt eigentlech dat Beispill bei dëser Geleeënheet ginn, fir de Message erauszeginn, fir déi doten Zesummenaarbecht ze woen, well déi zwee Corpsen doru wannen, wa se um Terrain den double emploi verhënnere, wa se sech gemeinsam Struktüre ginn a wa se en Encouragement un d'Gemenge ginn, fir hinnen e professionellt Standbeen zur Verfügung ze stellen - net elo dee ganze Corps ze professionaliséieren, mä dat professionellt Standbeen, wat se beim Sekretariat, wat se bei der Organisatioun brauchen, fir kënnen optimal ze fonctionnéieren. An dorëm geet et eis jo alleguer, fir dat ze maachen!

Ech wëll dat net nach eng Kéier widerhuelen, vu dass all eis Kolleegen, déi dat virdu gemaach hunn, Recht hu mat hire Mercien, mä ech wëll mech deene Mercien uschleissen.

Ech wëll och soen - de Jempy Klein huet dat richtig gesot -, dass mir dee Projet hei wäerten ënnerstëtzen, och wa mer eis an einzelne Punkte vläicht e bësse méi Konsequenz, e bësse méi Courage erwaart hätten. Wéi zum Beispill an den Artikelen 4 an 8, wou mer am Artikel 4 d'Basis hunn, fir national, regional Basë fonctionnéieren ze loossen, wéi dat och schonn de Fall ass, a wou mer am Artikel 8, do wou et ëm de Service d'incendie geet, virun esou enger Obligatioun oder virun esou enger Realitéit e bësse gezéckt hunn an eng Kann-Bestëmmung agesat hunn, fir national a regional Basen ze schafen.

Mir mengen awer, dass och am Service d'incendie regional Basen eng natierlech Konsequenz misste si vun deenen Iwwerleeungen, déi mer an der Landesplanung gefouert hunn, wou Centres de développement régionaux et principaux définiëiert sinn, a wou, mengen ech, kengem en Zack aus der Kroun erausbrécht, wa mer déi Iddi vun der regionaler Zesummenaarbecht promovéieren - net duerch penaliséierend Moossna-

men, net duerch Drohung vum Of-schafungen a Penaliséierung, mä duerch Encouragement ass dat duerchaus méiglech.

Ech hätt also virgezunn, wann déi Artikelen 4 an 8, jiddefalls an deenen Dispositiounen, wou et ëm d'national, d'regional an d'lokal Organisatioun geet, méi no uneneen erubruecht gi wäeren.

Am Artikel 5, mengen ech, ass och d'Geleeënheet verpasst ginn, fir déi Zesummenaarbecht a Saache Sauvetage zwëschent Protection civile an de Pompjeeën ze regelen an ze institutionaliséieren. Hei am Artikel 5 gëtt gesot, dass d'Protection civile disposéiert iwwert dee Service de sauvetage. Bei Katastrophe kënnen d'Pompjeeën och op de Sauvetage zréckgräifen. Mir hätten eis gewünscht, dass beim Sauvetage téschent Protection civile an de Pompjeeën méi zolidd Brécke gebaut gi wäeren, fir och den double emploi an och vläicht ze verhënnere, dass déi eng e bësse méi am Raum hänken.

Och bei deenen nationale Missiounen hätt ee sech kënnen virstellen, dass zumindest d'Méiglechkeet geschafe gi wär fir national Servicer, fir e Sauvetage an der Héicht an a groussen Déiften opzebauen, wou mer - mengen ech - net déi Kompetenz oder net genügend Kompetenzen am Moment hunn, par analogie zum Service canin oder zum Grupp vun den Taucher.

Da mengen ech, an ech brauch net dorop anzegoen, beim Artikel 8 war e bësse méi e komplizéierten Text. Wahrscheinlech duerch d'Amendement, duerch d'Iwwerhuele vun den Texter vum Conseil d'État ass deen Artikel 8 an der Definitiou, wat dann elo d'Missions de prévention sinn, net ganz liesbar. Ech hunn dat dem Minister matginn, de Minister huet an der Zwëschenzäit, mengen ech, d'Gebrauchsanweisung kritt wéi een deen Artikel misst liesen. Et wär vläicht besser gewiescht wann een en och hätt kënnen ouni Gebrauchsanweisung liesen.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Et ass en Text vun der parlamentarescher Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Do sinn ech net dran, Här Minister.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Schued!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ech mengen och, dass ech dat net gemierkt hätt. Ech hunn et am leschte Moment gemierkt an ech hunn lech et dofir och mat op de Wee ginn.

Dann zum Artikel 10: Wat de Brandschutz ueget kann ee bedauern, dass dat erëm un d'Gemengen delegéiert gëtt. Mir hätten do virgezunn, wann dat méi staark op nationalem Plang mat engem Groupe d'experts och hätt kënnen geregelt ginn. Ech weess net wéi Dir dat gesitt, Här fréiere President?

M. Nicolas Strotz (CSV). - ...Niveau! Grouss Leitinnen auszeschaffen ass dat eent, mä den Niveau, fir déi dann ëmzesetzen, dat muss bei de Gemenge bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Jo, dat ass richtig, mä d'Gemenge brauchen do Berodungskompetenz, an dat wär net schlecht wann een déi Berodungskompetenz kéint schafen.

Dann e lescht Wuert iwwert den Artikel 10, wou et ëm d'Commission technique geet. Ech mengen, d'Commission technique gëtt sech vill Méi fir déi vill Wënsch ze duerchlichten. Ech muss aller-

déngs soen, dass et an der Praxis net schlecht wär wa vläicht bei der Commission technique déi eng oder déi aner Fachleit vum Terrain derbäi wäeren, fir och mat e bësse méi Flexibilitéit op d'Evolutionen um Terrain anzegoen.

Ech wëll et un engem kleng Beispill illustréieren. Wann een nei Techniken huet, déi och gebraucht ginn - an dat huet d'Praxis gewise beim Equipement vun de groussen, schwéiere Ween, wou eigentlech um Terrain jiddferen d'accord ass, dass een e puer där Equipementer brauch - ass et relativ schwierig fir esou Equipementer an de Cahier des charges respektiv an d'Kritäre vun der Kommissioun eranzekriegen. An och wann da Responsabele aus dem Ministère heiansdo Entgéintkommen hunn an och souguer Leit um Terrain beroden, ass dat net ëmmer evident, dass et bei der Commission technique duerchkéint.

E leschte Punkt, deen och vun der Praxis aus kéint, wéi bei einzelne Gemenge si mer an darselwechter Situatioun wéi de Stat, dass d'Gemengen - wéi de Stat - hiren eegenen Assureur si bei de Gefierer. Dat ass sécher net bei en alleguer de Fall, mä et ass awer bei enger ganzer Rei vu Gemengen de Fall. Wann d'Situatioun kéint, dass een eent vun deene Gefierer vun de Pompjeeën virun der Zäit béit, dann hat ee Pech. Wann dann nach fënef Joer oder dräi oder ech weess net wéi vill vum Ersatzplang, wou e virgesi war, ewech sinn, dann huet ee Pech, da muss een de Won ganz ersetzen.

Dofir d'Suggestioun, déi och vum Terrain kéint, wann een dann am Asaz géif e Won béien, dee souwiesou virgesinn ass fir an enger Rei vu Joren ersat ze ginn, da kéint een e bësse Flexibilitéit bréngen. Och wann een dann net de ganzen Taux applizéiert fir déi Ween ze ersetzen, da soll een awer vläicht en adaptéierten Taux applizéieren an d'Gemengen net eleng loosse mat deem dote Risiko oder sech e Wee iwwerleeë wéi déi Gefierer dann alleguer assuréiert kënnen ginn.

Dat gesot, e puer Iwwerleeungen aus der Praxis. Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet, an eis Fraktioun wäert selbstverständlech deen heite Projet stëmmen.

M. le Président. - De leschte Riedner, den Här Gira nach eng Kéier. Zwou Minutten, hat hie gesot.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Jo, Här President. Ech wollt nach eng Kéier ganz kuerz intervenéieren a reagéieren op dat wat den Här Mosar gesot huet an erkläre, firwat ech meng ënnerschréift och ënnert déi Motioun iwwert de Statut vun de Beruffspompjeeën gesat hunn. Well ech der Meenung sinn, dass den Här Mosar net richtig läit. E läit richtig wann e seet, dass d'Gemengegesetz d'Base légale hiergëtt fir de Statut vun de Beruffspompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg ze regelen. Ech mengen awer net, dass et richtig ass ze behaupten, et kéint een och d'Gemengegesetz erbäihuele fir de Statut vun de Beruffspompjeeën um Findel ze regelen, a scho guer net fir déi Pompjeeën, déi an de Privatbetriber sinn.

Ech fannen et awer richtig, wa mer eis elo schonn d'Méi maachen, endlech e Berufsbild ze schafe fir déi Leit, déi dat do maachen, d'Rechter an d'Flichte vun deene Leit ze definéieren, da soll een dach vun der Geleeënheet profitéieren an elo net nëmme fir déi Pompjeeën vun der Stad Lëtzebuerg regelen, mä an engems de Problem um Findel léisen an an engems de Problem an de Privatfirma léisen. Och um Findel gëtt et Pompjeeën, mä theoretesch gëtt et se awer net. Dat si Schräiner, dat sinn Usträicher, déi och nach Feier läschen. Dat ass jo eng absurd Situatioun, an et wier awer flott herno wann ee Méiglechkeeten hätt, dass Leit aus enger Privatfirma kéinten

op de Findel wiesselen oder bei d'Stad Lëtzebuerg oder ëmgedréint. Wie weess, dat ass vläicht manner oft de Fall, wat d'Paien ubelaangt, wat weess ech.

Mä da kommt mir huelen eis dach elo déi Zäit a mir schaffen en eenheetleche Statut aus. Ech verstinn net, firwat dass d'Majoritéit sech elo hei wiert déi Motioun do unzehuelen? Ech hunn dat Gefühl, dass mer vum Fond eis eigentlech eens sinn. Da kommt mir maachen dat do an dann huet déi nächst Regierung e kloren Auftrag fir ee fir allemol dee Problem do ze léisen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Gira. D'Regierung huet d'Wuert. Här Minister!

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierten Loes, merci soen. Hien huet a sengem schrëftlechen an a sengem mündlechen Rapport op d'Komplexitéit vun der Fro higewisen, déi mer hei traitéieren. Et gëtt am Liewe vum Politiker Deeg, déi esou sinn, an et gëtt der, déi aneschtens sinn, an dat hei muss ech soen ass fir mech perséinlech éischerer där een, deen esou ass.

Une voix. - Wéi dann?

(Hilarité)

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Nämlech dass een, och wann et ganz laang dauert, heiansdo gesäit, dass Iddien, déi ee virun zéng Joer ugefaangen huet ze développéieren, lues a lues an de Sproochgebrauch iwwerginn, jo, dass een haut ka soen, et ass eng Majoritéit vun Deputéierten, déi sech geäussert hunn, déi en fin de compte déi Iddië rejoinéiert hunn, déi un der Base si vun deem, wat mer 1995 ugefaangen hunn a wat - och dat muss een awer aus der historiescher Wourecht hier soen - dem Innenminister vun deemools net déi allergréisste Frënn abruecht huet.

Et ass nun eemol esou, dass, wann een eng Pensiounsreform am öffentlichen Déngscht mécht, dann direkt gesot gëtt, et wier ee géint d'Statsbeamten. Wann een eng Reorganisatioun vum Pompjees- a vum Protection-civiles-Wiese wëllt virhuelen an et undenkt, da kritt een direkt virgeworf, et wier ee géint d'Pompjeeën, an eng ähnlech Diskussioun schéngt mer jo elo bevirstoen an de Bestriewung fir eng méi modern administrativ Gestiou vun eisem Land erbäizeféieren, déi op d'21. Jorhonnert ofgestëmmt ass, well ech der Deeg an engem Artikel gelies hunn, ech wier elo géint d'Gemengen.

Alles dat ass awer e bësse méi komplex an e bësse méi reng an och alles e bësse méi villschichtig, an ech hunn haut an de Rieden all déi Nuancen op ganz ville Bänken erëmgespoert, déi et en fin de compte gëtt, wann een a certain moment probéiert, eng méi modern Ausrichtung vun engem Secteur erbäizeféieren.

Et muss een awer wëssen, dass mir dee Projet téschent 1995 an 1999, also vun deem Moment u wou mer en undiskutéiert hunn an deem Moment un, wou mer en déposéiert hunn - an de jëtzege Secrétaire général vun der Chamber ass jo mäin éischerer Zeien, well en an all deenen Diskussiounen als Conseiller deemools vun Innenminister derbäi war - eis extrem Méi ginn hunn an Dosende vu Réunioune mat der Pompjeesféderatioun, mat der Protection civile, mat alle Leit, déi do direkt oder indirekt eppes domadder ze dinn haten, ob dat den Ambulanzdéngscht ubelaangt, ob dat de SAMU ubelaangt, datt dat all Komponente si fir ze kucken zu eppes ze kommen, wat konsensfäeg wier a wat och

längerfristeg e Kader géif setzen an deem d'Pompjeeswiese kéint evolüerieren.

An do - dat ass eng vun deene wéinege Saachen, wou ech net mam Här Gira d'accord sinn - sinn ech der Meenung, dass, wa mer dee Projet hei gestëmmt hunn, mer d'Basis an de Kader geschafen hunn, ab deem mer op déi zukünfteg Evolutiounen, déi nach sécher wäerte kommen, kënnen agoen. Mir kënnen Äntwerte formulieren, déi mer à ce stade haut nach net formuliert kréien. Déi Erausforderungen, déi Dir gesitt, déi ech selwer och scho säit laangem gesinn, déi kënnen mer an deem Kader hei traitéieren.

Mir hunn eng ganz Rei vun Notiounen hei agefouert, wéi de Fait, dass mer eng Administration des services de secours schafen, wéi de Fait, dass mer de Prinzip vun der nationaler, regionaler a lokaler Base definieren. Ech wëll drun erënneren: Wéi mer dat 1998 gemaach hunn, ass eis virgeworf ginn, mir wëilten d'Pompjeeën an d'Protection civile zu engem Corps zesumme fusionéieren mat Gewalt vun uewen erof, ouni mat de Leit ze schwätzen.

Et ass eis drëm gaangen en fin de compte an där Dispositioun d'Méiglechkeet ze schafen, dass mer bei der Acquisitioun vu Material, wat mer vläicht am Land nëmmen eemol brauchen, oder bei der Acquisitioun vu Material, wat mer am Land nëmme vläicht op zwou oder dräi Plaze brauchen, einfach Viraussetzungen duerch déi Notioun vu Base nationale oder Base régionale ze schafen, fir deene Gemengen, déi do mussen d'Hauptlaascht droen, och um Niveau vun der Subsidiatioun a vun der Énnerstëtzung op engem anere Wee nozekommen, wéi dat haut an deem Kader de Fall ass.

Et ass duerch de Fait, dass mer eng zentral Administratioun schafen, déi a wesentleche Punkte vum Pompjeeswiesen a vum Protection-civiles-Wiesen elo eng Kompetenz huet, wou se ka kucke gemeinsam op d'Problemer anzegoen, wéi an der Formatioun, wéi beim Médico-sapeur, dass mer do Wesentlech elo leeschten, an eng wesentlech nei Welt erakommen, an eng aner Welt erakommen, wéi dat virun der Fall war.

Wat ass dann dat, wat mer '95 gesinn hunn, wéi mer eis mat der Problematik beschäftegt hunn? Ma éischtens ass et, dass mer um Terrain gemierkt hunn, dass eng Noutwendegkeet géif bestoen, dass méi e grouse Rapprochement tëscht Protection civile a Pompjeeswiesen, dat heescht tëscht all deenen, déi am fräiwëllegen Hëllefsgéingscht géife sinn, misst kommen. An zwar well mer 1995, 1996, 1997 gemierkt hunn, dat wat haut Realitéit ass, dass eis Gesellschaft amgang wier sech fundamental ze änneren.

Den IVL huet eis jo am Fong och do nees eng Rei vun Äntwerte ginn, firwat dass dann elo iwwer Dag zum Beispill déi eenzel Zentre vun der Protection civile net méi esou fonctionnéieren, wéi se fréier fonctionnéiert hunn. Ma jo well ëmmer méi Dammen, déi en fin de compte fréier am Dag de Service gemaach hunn an déi de Statut vun der Hausfra haten, net méi de Statut vun der Hausfra hunn, mä an d'aktiivt Berufsliewen eragaange sinn oder eraginn.

An net nëmmen de Fait, dass méi Leit an d'Berufsliewen eraginn, déi fréier d'Basis vun deem Service do d'ergestallt hunn, mä de Fait, dass se och vun der Lokalisatioun vun hirer Aarbechtsplaz net méi do sinn, wou se fréier waren. Well mer duerch eng exzessiv Konzentration vun Aarbechtsplazen déi lescht 30 Joer op ee Punkt vum Land, haaptsächlech op d'Stad Lëtzebuerg, dozou bäigedroen hunn, dass an deenen eenzelne Uertschaften, an deenen eenzelne Gemengen d'Leit, déi mer brau-

chen, net méi eben an där Zuel disponibel sinn, fir kënnen e Service oprecht ze erhalen, an dat och dozou bäidrëit, dass den Temps de réaction dee Moment méi laang gëtt, wann ech d'Leit muss ruffen, wann déi vu méi wäit musse kommen, respektiv, wa se ze wäit sinn, se iwwerhaupt net méi kënnen kommen, well einfach déi Zäit, déi se brauchen, fir vun hirer Aarbechtsplaz op den Asazplaz ze goen, esou grouss ass, dass se dee Moment net méi benéidegt ginn.

Mir hu festgestallt, dass d'Risiko fir de Pompjee zum Beispill géifen ëmmer zouhuelen, dass mer an der Brandbekämpfung an engem ganz anere Schema sinn, wéi deen, dee mer virun 30 Joer oder 40 Joer kann hunn. Dass also d'Noutwendegkeet, fir d'Formatioun ze adaptéieren un d'Realitéit, sech géif stellen.

Wëssend awer, an dat wëll ech awer och eng kéier soen - well et gëtt ëmmer esou einfach d'ergestallt: „il n'y a qu'à..." -, dass besonnesch bei der Protection civile mer awer eng fundamental Diskussioun hunn, och elo nach hunn am Corps eran, bei de Leit selwer, iwwert dat wat ech kann oder net kann engem Fräiwëllegen zoududen. Well net jiddfer ee vun eise Matbierger, dee sech wëllt engagieren an de fräiwëllegen Hëllefsgéingschter, déi intellektuell respektiv zäitlech Méiglechkeeten huet, fir bis no uewen un d'Spézt ze kommen. Dass also de Risiko, wann s de d'Basisformatioun ze héich setzt, doranner besteet, dass de eng ganz Rei Leit, déi awer bluttnoutwendeg sinn, demotivéiers. Op där anerer Säit awer muss de ganz gutt oppassen, dass wann s de an de Formatioun verschidde Gradé méchs, dass de net op eemol am Corps selwer zu enger Hierarchisatioun erakënns, wou Leit, déi nëmmen d'Basisformatioun maachen, op eemol d'Gefill géife kréien, dass si net méi dozou géifen zielen.

Dat ass ee Volet, dat hunn ech zu Beetebuerg an enger Debatt, déi ech virun e puer Méint mat 150 Fräiwëllege gefouert hunn, aus Protection civile an aus Pompjeeswiesen, ganz kloer gesinn, déi Dualitéit och am Corps selwer tëscht der Meenung vun deenen, déi soen: Mir brauchen zousätzlech Formationsweeër. Mir mussen eis méi spezialisieren. Mir mussen aner Weeër goen. An dann anerer, déi der Meenung sinn, dass dat net de Fall soll sinn.

D'Gesetz gëtt eis elo d'Méiglechkeet, dat kombinéiert mat der zweeter Erausforderung, déi mer gäre gehat hätten. Nämlech déi, dass mer d'Formatioun tëscht Protection civile a Pompjeeë méi no mussen beienee kréien. Dass mer Brécke musse bauen. Dass mer iwwerall do wou et méiglech ass a wou et néideg ass, gemeinsam Ausbildungen weeër schafen.

(M. Jean Spautz prend la Présidence)

D'Gesetz gëtt eis elo emol d'Basis fir an déi Richtung kënnen ze goen, doduerch dass mer an enger gemeinsamer Verwaltung, doduerch dass mer an engem Comité de pilotage oder Comité d'accompagnement, dee sech aus de Représentanté vun deenen engen a vun deenen aneren zesummesetzt, elo an eng Richtung vu gemeinsamer Formatioun ginn, déi ebe méi op d'Realitéit an op d'Bedürfnisser kënnen zougesechnidde ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. An dass mer och d'Méiglechkeet duerch d'Gesetz hei schafen, dass mer den Encadrement och um Niveau vun der Formatioun zum Deel aneschtens kënnen maachen. Wëssend dass den Encadrement haut deelweis och total an der Fräiwëllegkeet gemaach gëtt.

Déi Leit maache jo een enormen Engagement. Wann ech déi Instruktore gesinn, déi mer do hunn, déi maachen dat exklusiv an hirer Fräizäit, wou mer trotzdem d'Geeleehheet kréien an d'Méiglech-

keet schafen duerch dat Gesetz hei, och um Niveau vun dem professionellen Encadrement d'Basis ze setzen, dass een do sécher stellt, dass mer déi Demanden - mer spieren dat jo am Pompjeeswiesen, dass zum Deel méi Demanden nach do si wéi Disponibilitäten do si fir Coursen ze halen - kënnen ophuelen. Also méi differenziéiert, awer op där anerer Säit méi no unenee gestréckt. Dat war ee vun den Ausgangspunkten, mat deene mer '95 fortgaange sinn an déi mer '99 dunn an d'Gesetz ageschriwwen hunn.

D'Noutwendegkeet vu medezinescher Kontroll, déi ganz laxistesesch - dat muss ee soen - behandelt ginn ass a wou mer duerch d'Gesetz hei elo e Kader setzen, dass mer net eng kéier an eng Situation kommen, dass eis am Asaz eppes geschitt, wat Gott sei Dank jo säit Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass. Mä dass mer an eng Diskussioun kommen, dass wann eng kéier eppes geschitt, da gesot gëtt, ma jo firwat hutt der dann net d'firwat hutt der net dat a firwat hutt der net dofir gesuergt, dass déi Leit, an hat deen do dann net een Häerzfeeler, oder, oder, oder. Also dee ganze Volet och vun der Ofsécherung vum Fräiwëllegen, ier en an den Asaz geet, dat muss mer an de Grëff kréien.

D'Noutwendegkeet en administrative Kader ze setzen, en Encadrement ze schafen, ewechkomme vun där Dualitéit, déi doranner bestanen huet fir déi zwou Saache komplett separat ze gesinn, déi administrativ Tëschestruktur do ze schafen, eng weider Erausforderung. Dat an engem Corps, wou mer awer ganz kloer gesinn hunn, dass e sech ännert. Mir schwätzen ëmmer vun deenen 9.500 Pompjeeën. Et ass jo gutt, dass mer 9.500 Pompjeeën...

(Interruption)

Wa guer keen nolauschtert, ass et ganz schwéier!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, ech géif em e bësse méi Opmierksamkeet bieden. De Minister mécht sech d'Méi alles ze explizéieren, d'Froen ze beäntweren, an da ginn esou Zwiesgesprécher gefouert.

(Interruption)

Et kënnt awer vill bei lech aus dem Eck!

(Hilarité et interruptions)

Här Minister, fuert weider, an déi aner sollen opmierksam nolauschteren.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Mir hunn - an och dat ass eng Problematik, déi mer awer net aus den Aen däre loossen, wa mer fir méi Professionalismus, fir méi Encadrement schwätzen, dat ass alles schéin a gutt - an eise Pompjeeswiesen awer och zwou Mouvancen, zwou Tendenzen ze ënnerhalen. Ech mengen op jiddfer Fall, dass mer déi nach mussen ënnerhalen.

Dat sinn déi, an dat ass vläicht d'Majoritéit vun deene Leit, déi wierklech an déi ganz grouss Asätz kënnen goen, do wou et wierklech em Liewen an Doud geet, déi och e Besoin hu vu méi Formatioun, déi och musse physesch méi fit sinn, déi och musse bereet sinn an der Weiterbildung ze schaffen. An dann awer och e ganz grouse Stack vu Volontairen, déi, géif ech soen, de soziale Pompjee sinn, déi eng Vocation sociale et culturelle och an den Uertschaften hunn, wou ee ka soen, dat verschwënt iergendwann eng kéier, well mer jo lues a lues mierken, dass et amgang ass erof ze goen.

Mir waren awer net der Meenung, a sinn et och haut nach net, dass mer déi Vokatioun vun engem Dag op deen anere sollen ewechhuelen, mä dass mer mussen an eise Pompjeeswiesen ebe flexibel Äntwerte kënnen ginn, jee nodeem ob ech mat engem Pompjee aus där enger Kategorie oder där anerer Kategorie schwätzen.

An do kënnt dann derbäi, dass d'Pompjeeswiesen och nach eng kéier ënnerscheet tëscht dem urbane Raum an dem rurale Raum. Wann ech den Här Di Bartolomeo héieren hunn; hie schwätzt dann iwwer Diddeleng a Beetebuerg, mais moi je veux bien, mä et gëtt awer nient Diddeleng a Beetebuerg nach 116 aner Gemengen am Land, an déi hunn net alleguerten déiselwecht Situatioun wéi Diddeleng a Beetebuerg, net déiselwecht Erausforderungen. A wann ech mat deene Pompjeeë schwätzen, wann ech mat de Buergermeeschteren aus deene Gemenge schwätzen, dann héieren ech zum Deel awer och nach ganz aner Saachen.

Dat heescht, mir mussen et also och nach fäerdeg bréngen, dat hu mer probéiert an deem Gesetz hei ze maachen, fir op déi Dualitéit, déi besteet tëscht de städteschen Erausforderungen an deene méi ländlechen Erausforderungen, eng Äntwert kënnen ze ginn.

A wann ech soen, dass ech mat Satisfaktioun deen Dag vun haut trotzdem erliewen, dann zum Deel well ech awer feststellen, well mir mussen feststellen a well ech an de Rieden hei feststellen, dass effektiv an deene leschten aacht, néng Joer déi Changementer, déi un der Base ware vun deene Reorganisatiounen, déi mer wëlle virhuelen, agetratt sinn. Dass eis Gesellschaft sech weider profund geännert huet a Richtung méi Leit an den Aarbechtsmarché eran, a Richtung Zentraliséierung vun den Aarbechtsplazen, a Richtung Dépeuplement an de ländleche Gebieder, a Richtung vun der Noutwendegkeet fir Protection civile a Pompjeeë méi no unenee ze strécke fir Permanenzen am Dag, de Weekend an esou weider, fir déi kënnen opzefänken. Dass och d'Disponibilitéit vum Fräiwëllege weider sech geännert huet.

War et fréier eng allgemeng Disponibilitéit, déi do war, stelle mer fest, dass d'Leit haut vill méi ufänken och sektoriell am Fong ze denken. Net méi d'Protection civile an d'Pompjeeswiesen als en Ensemble ze gesinn, mä Deelaspekter dovunner en fin de compte wëllen ze besetzen an och nëmme bereet sinn dann an esou engem Deelaspekt ze schaffen.

Och dat muss ee gesinn an et ass och déi Unzuel vu Stonnen, déi d'Leit bereet sinn ze prestéieren, dass déi individuell, wann een dat op de Kapp hält, ofhëlt. Dass eis Gesellschaft sech an deem Sënn geännert huet, dass mer zwar 100.000 Leit méi hei zu Lëtzebuerg wunnen hu wéi virun 20 Joer, mä dass mer vun deenen 100.000 Leit der ganz weineg an eisen Hëllefsgéingschter erëmbegéien. Mir hunn also eng 10.000 Leit haut, déi en fin de compte an engem Land vun 350.000 Leit eisen Hëllefsgéingscht gemaach hunn a mir hunn déiselwecht 10.000 Leit an engem Land vun 450.000 Awunner.

An do muss mer alleguerten zesummen awer och no Weeër a Moyenë sichen, wéi mer et fäerdeg bréinge fir an déi Organisatiounen do - et muss een awer soen, dass dat nach zimlech Lëtzebuurger Organisatiounen sinn - och méi auslännesch Matbierger mat eran ze kréien an ze begeeschteren do matzemaachen, well si profitéieren. Jiddfer ee profitéiert jo och dovun. An engem Land vu 450.000 ass ebe méi Asaz ze leeschte wéi dat an engem Land vun 350.000 virun 20 Joer de Fall war.

D'Formatiounsevolutioun hunn ech opginn. Déi ass mer wierklech ex-

trem kloer ginn dee Moment, wéi mer déi Réunioun zu Beetebuerg haten, mat de Volontairen, déi Noutwendegkeet fir och um Niveau vun der Protection civile aner Weeër ze goen. Net eng Formation unique unzobidden, mä eng Formatioun mat Compartimenter kënnen unzobidden, wéi ech dat viru gesot hunn.

De Rapprochement tëscht Protection civile a Pompjeeswiesen huet sech an deene leschten zéng Joer weiderentwéckelt. Et hu sech op ganz ville Plazen, och duerch eng Systematik, déi gemaach ginn ass, och duerch d'Incitatioun, déi vun de Gemenge komm ass, Rapprochement gemaach. An d'Fusiounen vum Pompjeescorps, wéi mer dat '95 ugeschwat hunn, dass mer gesot hunn, dat kënnt a préparéiere mer eis drop, dass wann et kënnt, dass mer et proper kënnen begleeden, déi si geschitt. Wann ech kucken, dass mer fortgaange si vun 260 Pompjeescorps virun zéng Joer, dass mer der '99 246 haten, a mir hunn der elo nach 215, da gesäit ee jo awer, dass do déi Evolutioun, déi mer gesinn hunn, déi och do zu enger méi grousser Zesummenaarbecht um Niveau communal mol haaptsächlech gefouert huet, dass déi komm ass.

An elo kënnt awer eppes derbäi. Wat derbäi nach kënnt, dat ass, dass mer ufänken a gewëssene Gemenge vläicht kee Service incendie méi ze hunn, op jiddfer Fall net an deem Mooss, wéi mer et elo hunn. Dat heescht, dass mer och hei duerch d'Gesetz d'Méiglechkeet geschafen hunn, dass mer grenziwwergräifend iwwert d'Gemeengengrenzen eraus eis Gedanke maachen, wéi mer dann eng Permanence an deem Domän kënnen gesinn.

Da muss een natierlech och soen, dass sech d'Image de marque geännert huet. Dass déi Fräiwëllegkeet an hirer Gesamtheit vläicht net an deem Mooss, wéi mer et elo hunn. Dat heescht, dass mer och hei duerch d'Gesetz d'Méiglechkeet geschafen hunn, dass mer grenziwwergräifend iwwert d'Gemeengengrenzen eraus eis Gedanke maachen, wéi mer dann eng Permanence an deem Domän kënnen gesinn.

Wat ass an deene leschte Jore geschitt? Dat muss een offe soen, offen ugoen. Et hu sech zur Protection civile an zum Pompjeeswiese Konkurrenzorganisatiounen geschafent, wann ech dat mol esou ka soen. Zum enge kommerzieller, op enger kommerzieller Basis, déi Deelaspekter vun deem, wat an eise fräiwëllegen Hëllefswiese gemaach gëtt, ofdecken. Déi zum Deel déi méi interessant, déi méi medienträchteg Saachen do maachen. Déi och duerch e geschéckte Marketing sech an hir Organisatioun permanent an de Vierdergrond bruecht hunn. Dat huet, a gitt mat Are Leit schwätzen, op der Basis, an den eenzelne Corpsen dréit dat dozou bäi, dass d'Leit soen, ma jo vun eis schwätzt ni een. Mir kommen net an déi Emisiounen do eran. Dat ass deen ee Volet.

Deen anere Volet ass deen, wann ech d'Croix-Rouge zum Beispill kucken, déi huet esou e Service canin geschafent, dat ass jo nëmmen 1,8% vun der Spannbreit vun deem wat an der Fräiwëllegkeet muss gemaach ginn. Mä dans la mesure wou déi Leit en fin de compte duerch hir Aktiounen, wat gutt Aktiounen sinn, awer permanent op e gewëssene Standard gehéiert ginn, këns de an d'Situatioun, dass der deng Leit, déi s du an deemselwechte Service an der Protection civile hues, riskéiere fortzelaafen, well se soen, ma jo wa mir gären déi Unerkennung hätten op déi mer Recht en fin de compte hunn, dass d'Gesellschaft eis se soll ginn, da muss mer eis jo net enger Gesamtstruktur ënnerwer-

fen, mä da muss mer kucken, dass mer an eng Struktur kommen, déi sech dorobber spezialiséiert huet an déi doduerch en Image de marque kritt huet an engem ganz klengen Segment.

Dat heescht, dass haut - dat wëll ech soen, net dass an zéng Joer gesot gëtt, et huet keen et gesot - de Risiko vum Eclatement besteet vun de fräiwëllegen Hëllefsgesellschaften, wa mer do net dergéint steieren a wa mer net sécher stellen, dass dat Ganzt als eng Gesamtheit ugesi gëtt, déi och vun der Gesellschaft als Gesamtheit dee Moment muss honoréiert ginn.

Do gëtt et eng Rei Pisten iwwert déi ee kann diskutéieren, iwwert déi jo och scho säit Joren diskutéiert gëtt, wou et ëmmer interessant ass ze kucken, wéi sech dann d'Meenunge vun deenen engen a vun deenen aneren am Laf vun der Zäit, wéi soll ech soen, adaptéieren a wou een elo, op Basis vun deem Gesetz hei - an ech mengen de jëtzege Direkter, den neie Direkter an de President vun der Pompjees-fédération, déi hunn der Debatte jo hei suivéiert - ka kucken an enger nächster Etapp: Ma jo, wat sinn da méiglech Pisten, déi ee kann ugoen, fir op deem Wee, wat e permanente Wee ass, weider ze goen?

Zum enge schéngt mir eng Diskussioun néideg ze sinn, wéi ech viru scho gesot hunn, wéi mer an Zukunft kënne rekrutéieren. Wéi kënne mer un eis auslännesch Matbierger erukommen, fir mei Leit an d'Protection civile eran ze kréien? Wat fir eng Strategie muss mer, an dat kann net nëmmen d'Pompjeesfédération maachen an net nëmmen de Stat maachen, développéieren um Niveau vun der Jugend? Do mussen d'Gemengen och hëllef an déi Richtung ze goen.

Verschiddener maachen et, verschiddener maachen et manner, et ass keng generell Dénge, mä mir mussen do Weeër fanne fir d'Fräiwëllegkeet attraktiv ze erhalen. An net exklusiv domadder, dass mer soen, elo muss mer ufänken déi Leit massiv ze rémunéréieren. Ech mengen mir mussen och d'Gedankgutt vun der Fräiwëllegkeet, de Fait, dass mer an enger Gesellschaft och d'Solidaritéit brauchen, dat ass e wesentleche Bestanddeel, wou ech net gären hätt, dass mer déi iwwer Bord géife geheien. Et bleift awer, dass mir zum Beispill um Niveau vun de Finanzen, mengen ech, aner Weeër mussen goen.

Mir bezuelen eist Pompjeeswiesen iwwert d'Feierlächsteier. Dat ass eng Steier, déi ass interessant, déi ass virun honnert Joer agefouert ginn, mä déi gëtt dat hier, wat se hiergëtt. A vu dass se nëmmen dat hiergëtt, wat se hiergëtt, a vu dass d'Prioritéit, an do dierfe mer eis awer och näischt virmaachen, d'Prioritéit an deene leschte Jorzéngten awer op der Acquisitioun vu Material geleeën huet, an zwar net nëmme vu staatechen a vu Gemengesäiten, mä och aus de Corpsen eraus - et war méi wichtig, e Pompjeeswon ze hunn, wéi e Pompjeesgebai ze hunn -, mussen mer aner Weeër goen. Dat ass amgaange lues a lues ze änneren, och well einfach - Wéi soll ech soen? - d'Unzuel vu Ween esou ass, dass mer awer iergendwou flächendeckend am Land alles dat hunn, wat mir kënne brauchen.

Mä wann den Innenminister 120 Milliounen graff pro Joer zur Verfügung huet, fir de Subventionnement ze maache vun deem Vektor, wann domadder d'Pompjees-fédération un alleréischerer Stell mol muss finanzéiert gi mat all hiren Aktivitéite vun der Formatioun, vun der Sensibilisatioun an esou weider, déi en fin de compte doriwwer finanzéiert gëtt, well déi net iwwert d'Corpsé finanzéiert gëtt, déi gëtt praktesch zu 100% vum Stat aus iwwert déi Feiersteier finanzéiert, da geet dat net duer. Wann ech dann all Joer fir 60, 70, 80, 90,

100 Milliounen, jee nodeem wat fir ee Joer et ass, Subsidiën ausdeelen, fir Gefierer ze kafen, da bleift mir natierlech bei den Zommen, fir Gebaier ze subventionéieren, näischt méi iwwer.

Elo sinn ech perséinlech der Meinung, dass een d'Gebaier méi muss subventionéieren. Allerdéngs mengen ech, dass een da muss op de Wee goen, dass een dat iwwer ee Crédit budgétaire mécht, well eis Feierlächsteier dat net bréngt. D'Feierlächsteier ass net dofir do. An da kënnt d'Revendicatioun op där anerer Säit natierlech awer vun de Finanzen, dat muss een awer ganz kloer an däitlech och soen, fir ze soen: Ma jo, wann dat esou ass, dann hätte mir awer och gären eng Mainmise iwwert d'Feiersteier, da wëlle mir gäre kontrolléieren, wat dann domadder geschitt. Dat heescht, du kriss dann eng Budgetisatioun vun enger Steier, déi während 100 Joer net budgetéiert ginn ass.

Als staatlech Instanz wëll ech awer och soen, wa mir dat maachen, wa mer soen, d'Gebaierkeete gi méi subventionéiert, dann hätt ech awer och gäre méi den Domm drop, wat dann dee Moment mat deene Sue geschitt, wou dann déi Pompjeeshaiser hikommen, wéi vill Gemengen, dass do mussen zesammen eppes maachen.

Et kann awer net esou sinn, wéi mir Verschiddener hunn am Secteur, déi der Meenung sinn, dass si 85 Milliounen ausgi fir hire Corps communal, an dass dat Eenzege, wat si dann ze maachen hunn, ass, d'Hand opzehalen an ze soen, den Innenminister ass esou gutt an e leet da 50 Milliounen op den Dösch a 50% op den Dösch, fir dat ze finanzéieren. Déi Spillregel funktionéiert dann awer och net méi, well mir eis dann national- a regionalpolitesch - wéi soll ech soen - Objektiv mussen ginn, wéi mir dat an Zukunft organiséieren. Och do hu mer eng Äntwert am Projet de loi d'uerch de Fait, dass mir déi national, regional a lokal Basen am Projet de loi elo ageschriwwen hunn.

Mä et sinn och aner Punkten, iwwert déi ee kann diskutéieren. Ech wëll awer deene Leit eppes soen, déi haut hei opgetruede sinn a gesot hunn: Jo, mir sinn domadder d'accord fir an déi Richtung ze goen. Déi Leit mussen wëssen, wa mir awer an déi Richtung ginn, sech eng ganz Rei vun anere Leit uschléissen an unhänken, fir ze soen: Ma, mir maachen deeselwechten Dénge oder en ähnlechen Dénge. Wou awer d'Leit mir haut gesot hunn: Ah, neen, de Pompjee ass nu wierklech de Max, an alles anescht ass eng Etapp drënner.

Jee nodeem, ween awer soss opsteet, dann, wann et drëm geet, d'Zousazpensiounen an iwwer esou Saachen ze diskutéieren, bleifs de dann op eemol net beim Pompjee a bei der Protection civile stoe, mä da begéins de d'ganze Secteur an der ganzer Bandbreit erëm an héiers: Da wëlle mir och dovunner profitéieren, da wëlle mir och domat dobäi sinn. Dat féiert dann dozou, dass de esou Diskussiounen op eemol net méi packs.

Et geet also net duer, fir ze soen, Dir hätt oder Dir hätt kënne, oder d'äst an dat, mä et muss een ëmmer kucken, wann een esou eng Diskussioun ufänkt, wat dann och dat ass, wat hanneren dobäi erauskënnt.

Perséinlech mengen ech, dass och Saache wéi e Pompjeesmusée eppes wär, wat zu enger Valorisation kéint bäidroen, dass d'Leit och gesinn, dass dat Material, mat deem geschaff ginn ass, konservéiert gëtt an dem grand public zougänglech gemaach gëtt.

Ech ka liewe mat enger prioritärer Astellungspolitik fir de Pompjee nottamment am Gemengesektor. Et si jo ganz vill Gemengen, déi dat maachen, ganz vill Gemengen, méi wéi mir mengen, déi dat maachen, déi en fin de compte an hire Re-

krutierungspolitik drop oppassen, dass déi Leit an de Pompjee sinn, respektiv deenen objektiv eng Chance ginn à concurrence égale, fir ze soen: Dann huele mir de Pompjee. Et muss een natierlech och oppassen op deenen anere Phänomene, dee mir an enger Rei vu Gemenge gemierkt hunn, dass d'Leit sech an d'Pompjee mellen, well se gesinn: Oh, do ass e Schäferot, dee passt bei der Rekrutierungspolitik e bëssen dorobber op. Da kréien se d'Plaz, well se Pompjee sinn, a sechs Méint drop begéins de se net méi am Corps.

Dat si se net alleguerten, et sinn der vläicht nëmmen e puer, mä dat féiert awer dee Moment och dozou bäi, dass eng gutt gemengte Mesure, déi vu ganz ville Gemengepolitiker gemaach gëtt, dann denaturéiert gëtt an de Géigendeel.

Dréttens - wann ech soll ophalen, Här President, da musst Dir mir et soen -...

(Brouhaha général)

M. le Président. - Häre Kollegen, ech wëll nach eng Kéier un Är Disziplin hei appelléieren. Et si jo awer wichtig Saachen, déi hei diskutéiert ginn.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Jo, ech probéiere just op dat ze äntwerten, wat sechs, siwe Leit viru mir gefrot hunn.

Une voix. - Et ass fir eis och net ëmmer einfach!

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Jo!

Dréttens mengen ech, dass mer de Volontaire do mussen entlaaschten, wou en haut Aarbechte mécht, déi en fin de compte näischt méi mat senger Charge ze dinn hunn. Mir haten et probéiert, mir sinn net duerkomm. Ech huelen dat heiten zum Optrag, fir et dann nach eng Kéier ze probéieren, well mir eis doriwwer eens sinn, dass zum Beispill eise Service ambulancier ëmmer méi dozou mëssbraucht gëtt, fir Taxi ze spillen, fir d'Leit an d'Spideeler ze féieren. Dat ass e flotte Service un eise Leit. Mä wann ech gesinn, wa vun 29.275 Sortien am Joer 2003 19.729 Sortien, dat heescht zwou Sortiën vun dräi vun eisen Ambulancier an der Protection civile, fir Krankentransport ze maache sinn, da soen ech, dat kann net méi esou viruoen. Do muss de politesche Wëlle bestoen, fir mat de Krankekeesen zu enger Soluatioun ze kommen, dass de sou genannte Sekundärtransport aneschters organiséiert muss gi wéi dat de primären Transport ass.

Eis Protection civile ass do, fir an der éischer Nout ze hëlfe; eis Protection civile ass net do, fir e bëllege Service un der Bevölkerung ze leeschten. Wa mir zur Konkusioun géife kommen, dass se dofir do sinn, da muss een natierlech deene Leit e ganz anere Statut ginn, wéi deen, dee se haut hunn. Dobäi kommen d'Kloen, déi mir dann an de Réuniounen och ëmmer méi kréien, déi ech och emol schonn an der Press eng Kéier gesot hunn, dass eis Fräiwëlleg entre-temps a verschiddene Spideeler esou wäit am Fong mëssbraucht ginn, soen ech, dass se net nëmmen d'Leit dohinner féieren, mä dass se och nach zoustänneg sinn, fir se an deen heite Service ze bréngen, fir se op d'Zëmmer ze bréngen.

Ech hu Fäll bericht kritt, wou d'Leit gefrot gi sinn, dann den Téléfon fir d'Leit an d'Rei ze maachen. Doriwwer mussen mir eis awer als Gesellschaft Froe stellen. Ass dat d'Missioun, déi mir dem Fräiwëllege ginn, a kann dat an Zukunft e Modell sinn? A mengen Aen kann dat et net sinn.

En zweet Beispill, et ass net grad esou grave, mä et léisst awer déif blécken. Den 112, deen heescht Central des secours d'urgence. Do sollen am Fong geholl déi Leit urufen, déi eng Urgence hunn. Am Joer 2003 hu mer 450.000 Appellen um 112 kritt, dovu sinn 380.000 Appellen, wou d'Leit urufen, fir gewuer ze ginn, wat fir eng Apdik ophuet, wat fir een Dokter Garde huet an esou weider. Dat heescht 380.000 vun 450.000 Uruff op engem Téléfon, deen enfin geduecht ass fir premier secours ze ginn, dat si ganz normal Renseignement, déi net direkt eppes domadder ze dinn hunn.

Da kënnt dobäi, dass ëmmerhin nach 5% vun allen Appellen op den 112 Appels abusifs sinn. Bal 30.000 Appelle vu 450.000 d'lescht Joer waren Appellen, déi abusiv Charakter haten, och dat léisst trotzdem an enger Gesellschaft bis zu engem gewëssene Grad Froe stellen.

De Volontairen e gewëssene Stelwäert ginn - et hunn eng Rei Leit dat gesot - an de Betriber. Dat schéngt mir wichtig ze sinn an der Gesellschaft. Kann et dann esou si wierklech, dass d'Leit penaliséiert ginn, well se an engem Betriber schaffen? An do soen ech, dat ass net nëmmen d'Aufgab vun der Politik; et ass net nëmmen de Minister; et ass net nëmmen d'Regierung; et sinn net nëmmen d'Deputéierten, et sinn net nëmmen d'Gemengen, déi do mussen maachen, mä d'Gesellschaft muss sech an hire Gesamtheit bewusst sinn, dass hei e Service geleecht gëtt, dee gratis ass, dee fir eis do ass an dee fir den Zesammenhalt, fir d'Kohesioun vun enger Gesellschaft wéi eiser extrem wichtig ass.

An da last but not least d'Introduktion duerch dat Gesetz hei vum Corps civil, wat och eng Neiegkeet ass, déi am Laf vun der Debatt dobäikomm ass, déi awer och - mengen ech - e gewëssene Stelwäert huet, deen een erashuewe soll.

An dofir mengen ech, dass dee Projet hei op ganz vill Froen, déi sech stellen, d'Basis gëtt fir Äntwerten ze formuléieren. Dass mer de Kader schafen, fir e modernt Rettungswiesen an Zukunft zu Lëtzebuerg weider ze organiséieren, wat eis awer net dispenséiert, déi kruzial Froen, déi vu ganz ville Riedner ugeschwat gi sinn, an enger offensiver Aart a Weis ze féieren, an dass de Minister, op Grond vun der Debatt an op Grond vun de Meenungen, déi en aus deenen eenzelne Parteien héieren huet, och elo ka mat deenen eenzelne Komponenten an der Protection civile an am Pompjeeswiesen op Basis vun deene Remarquen, déi hei gemaach gi sinn, vläicht eng aner Qualitéit an eng aner Intensitéit vun Dialog féieren, wéi em dat viru fënnel oder zéng Joer méiglech war.

(Coups de cloche de la Présidence)

An deem Sënn nach eng Kéier e grouse Merci. Ech mengen, dass déi Debatt hei dozou bäigedroen huet, parteieniwergreifend eng Clarificatioun an enger ganzer Rei vu Froen erbäizeféieren. Ech géif dann och dem Här Anen an dem Här Strotz, déi während der ganzer Zäit hei dobäi waren, wéi mer dat diskutéiert hunn an de leschten zéng Joer, merci soen, an hire respektiven Nofolger - woubäi ech wëll soen, den Här Anen ass nach net an der Pensioun, dat ass eréischt vum 1. Juni un, en ass nach voll am Déngecht -, mä hiren Nofolger, dem Här Feider an dem Här Hein, déi déi Debatten hei suivéiert hunn, wat ech ganz flott fonnt hunn, well se sech eben elo och e Bild iwwert d'Situatioun konnte maachen, an hinnen „bonne chance“ an hiren Tâché wënschen.

E lescht Wuert zur Motioun, déi vum ADR eragereecht ginn ass. Ech géif proposéieren, déi ofzelehen, well ech contrairement zu deem, wat den Här Gira seet, net mengen, dass mer eis kéinten a

sollten engagéieren op e Wee fir ze kucken, e gemeinsame Statut - et muss ee wësse wat dat heescht, e gemeinsame Statut - fir dräi Zorte vu verschiddene Fäll ze schafen, nämlech déi vun engem Stats-service.

De Findel ass e Statservice. Et ass falsch, deen een oder deen aneren huet hei gemengt, d'Pompjeeën um Findel hätte kee Statut. D'Pompjeeën um Findel hunn e Statut, et ass eng Statsverwaltung.

Une voix. - Si sinn a kenger Verwaltung.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Jo, mä si sinn awer am Statut.

Une voix. - Si sinn awer net an der Verwaltung.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Jo, mä et ass e staateleche Service, dee virgesinn ass. Elo maache mir, op Grond vun där heiter Gesetzgebung, d'Reglementatioun wat de Gemengeservice ubelaangt, mä fir ze mengen, dass mer och nach déi Pompjees-corporen aus de privat organiséierte Servicer an ee gemeinsame reglementareschen Text géife kréien an ee gemeinsame Statut doraus maachen, do mengen ech beim beschte Wëllen, dass mer dat net hikréien, an dofir géif ech och proposéieren, dass mer déi Motioun hei net géifen unhuelen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Discussion générale ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4536 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

D'Artikelen 1 bis 45 si gelies an uegholl.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Lection ass domat ofgeschloss a mir kéimen dann elo zum Vote vun deem virleiende Gesetzesprojet 4536.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass uegholl mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Patrick Santer), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Dordu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps (par Mme Simone Beissel), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun vum Här Jaerling, déi ausgedeeelt ginn ass an déi jiddferee viru sech leien huet. Et war nëmmen eng Ënnerschrëft drop an et hunn nach ënnerschriwwen: d'Häre Camille Gira, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes a Jean-Pierre Koepp. Ass e Vote électronique verlaangt oder kënnen mer par main levée ofstëmme?

(Interruption)

E Vote électronique? Et ass also e Vote électronique verlaangt. Da musse mer ee Moment waarden, bis de Computer ëmgestallt ass.

Mir stëmme dann of iwwert d'Motioun.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 33 Nee- a 26 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Niki Bettendorf;

M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombara (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferry Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Patrick Santer), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. Jeannot Belling), Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

Dann ass dee Punkt ofgeschloss.

Mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5264 iwwert d'Moderniséierung vun der Begenger Kläranlag. Et sinn agedroen: den Här Klein, d'Madame Beissel, déi Häre Henckes a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf.

3. 5264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à

- l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen

- la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat demsem Projet de loi, géif ech och soen, kéint een op d'mannst dee Parallelismus zéien zu der Diskussioun, déi mer elo geféiert hunn, dass dést och e Resultat ass vun enger nationaler Strategie, wou d'Kläranlagen hei am Land - d'Verbesserung, d'Moderniséierung, déi geet jo zrëck op eng Direktiv aus dem Joer 1991...

(Interruption)

Den Här Weiler hätt nach gären d'Wuert.

M. le Président.- Den Här Weiler huet d'Wuert.

4. Ordre du jour

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, vu datt déi eng oder aner Modifikatioun vun eisem Ordre du jour, wat d'Zäitpunkten, wou d'Projeten ukommen ubelaangt, virgeholl ginn ass, wär et gutt, vu datt all Member elo hei ass, wann Der géift soen, wéi mer denken déi Projeten, och déi, déi gëschter net geholl gi sinn, der Rei no haut de Mëtteg ze huelen.

M. le Président.- Et ass mer gesot ginn, et wier ofgemaach, datt mer de Mëtten direkt am Ufank iwwert déi Projeten, déi nach en suspens sinn, géifen ofstëmme.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Neen, et geet net em déi, déi mer nach ofstëmme. Et geet drëm wéi mer der Rei no déi Projeten, déi fir haut nach um Ordre du jour sinn an déi, déi mer vu gëschter mat eriwuer geholl hunn, der Rei no haut wëllen evakuéieren.

M. le Président.- Wéi ass Är Proposition dann do?

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Meng Proposition ass déi - ech hat dem Greffe se ginn, fir lech se zoukommen ze loosse -, datt mer déi zwou Kläranlage solle fir d'éischt huelen, dann de Projet vun Esch a Schëffleng, duerno géife mer déi zwou Projeten iwwert d'Culturen huelen an als leschten de Projet aus de Classes moyennes.

M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

Une voix.- An d'Mobilophonie fält ewech?

M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech mengen, et sinn och Zäitgrënn déi vläicht derfir plädéieren, fir eisen Ordre du jour e bësse méi licht ze maachen. Mä op där anerer Säit: Deene Leit, déi den Dossier studéiert hunn, ass opgefoll, dass den Dossier, den d'Regierung den Deputéierten zur Verfügung stellt huet, fir déi Debatt iwwert d'Mobilophonie ze féieren, onkomplett ass.

D'Prozedur gesäit dräi Avisé vir, ier de Minister seng Deklaratioun hei mécht. Dat sinn d'Avisé vun de Gemengeréit, déi sinn am Dossier dran. Dann als nächst kënn den Avis vum Conseil supérieur vum Aménagement du territoire; den Avis huet d'Chamber net matgedeelt krit. An da kënn nach en Avis vum Comité interministériel vum Aménagement du territoire; den Avis hate mer och net am Dossier matgedeelt krit. Sou dass mer en onkomplett Dossier hunn.

Ënnert dese Konditiounen ass et och net méiglech, dass d'Chamber

wierklech eng gutt Diskussioun zu deem Thema ka féieren. Dofir ass et - mengen ech - weis, fir an demsem Moment deen dote Punkt vum Ordre du jour ze huelen an en eventuell nach op d'nächst Woch ze verleeën, wann den Dossier bis da komplett ass.

M. le Président.- Ass d'Chamber d'accord domat?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert. Mer fueren dann elo viru mat eisem Ordre du jour.

(Interruption)

Den Här Minister Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.- Här President, ech hu kee Problem domat wann d'Chamber décidéiert fir dat déi nächst Woch ze maachen. Ech hätt awer net gär avant vérification, dass hei gesot gëtt, d'Regierung hätt kee kompletten Dossier ofginn an der Chamber. Et ass elo amgaange vérifiéiert ze ginn, ob d'Regierung e kompletten Dossier an der Chamber ofginn huet oder net.

Ob oder ob net e kompletten Dossier bei den Deputéierten ukomm ass, dat musse mer nach kucken. Also ech hätt net gär wa vireleg hei eppes behaupt gëtt. Wann d'Regierung e Feeler gemaach huet, dann assuméieren ech d'Responsabilitéit. Wann d'Regierung dee Feeler net gemaach huet, hätt ech net gären, dass dat elo schonn esou géif gesot ginn.

Fir de Rescht kann ech och domadder liwen, dass mer et d'nächst Woch diskutéieren. Mir insistéiere just, dass mer deen Débat iwwert d'Mobilophonie féieren, well et ass en extrem wichtige Débat an enger ganz laanger Prozedur, dee fir d'Zukunft vun eisem Land an deem Domän vu grondleeënder Bedeitung ass.

M. le Président.- Den Här Jean-Marie Halsdorf huet dann erëm d'Wuert fir mat sengem Bericht iwwert d'Kläranlag weiderzefueren.

5. 5264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à

- l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen

- la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen (suite)

Rapport de la Commission des Affaires intérieures (suite)

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.- Merci, Här President.

Ech wëll also nach eng Kéier drop zrëckgoen, dass ech soen, de Bau vu Kläranlagen zu Lëtzebuerg geet op eng Direktiv vun 1991 zrëck, déi iwwert de Règlement grand-ducal vum 13. Mee 1994 ëmgesat ginn ass, fir eng besser Klärung ze maachen an doduerch de Stéckstoff an de Phosphor bei de Kläranlagen, déi méi wéi 10.000 Einheiten hunn, ze verbesseren.

E geet awer och zréck op eng Revisioun vum generelle Konzept fir d'Ofwaasser vun der Stad Lëtzebuerg. Dës Etüd gouf och am Ufank vun den 90er Jore gemaach, an doraus ass also dann de Projet de loi 5264 entstanen, den den 29. Dezember 2003 déposéiert

gouf. Véier Méint drop, den 28. Abrëll 2004, gouf de Rapport ugeholl an haut stëmme mer dee Projet jo.

Et geet em d'Kläranlag Beggen, déi moderniséiert gëtt, an et geet drëm fir de Bau vun engem Kollektor tëschent Bouneweg a Beggen. Coût de l'opération, wéi et am Projet de loi steet: 93,4 Milliounen, bei engem Index vu 579,98 op den 1. Oktober 2003. Dat steet och am Artikel 1 vum Projet de loi.

Am Artikel 2 steet, dass de Fong fir d'Gestioun vum Waasser benotzt gëtt, fir dese Finanzement ze maachen. Den Artikel 3 mécht eng Derogatioun op den Artikel 12b vum Marchés-publics-Gesetz vum 30. Juni 2003. Wann d'Dauer vun den Aarbechte méi wéi zwee Joer ass, wann een och den Exercice mat abezitt wou de Projet gestëmmt gëtt, muss een do derogéieren. Dat geschitt hei, well hei ass eng Bauzäit vu véier Joer virgesinn.

A wann ech vun normaler Strategie geschwat hunn - erlaabt mer déi Bemierkung, ier ech nach kuerz am Detail op dese Projet aginn - muss ee feststellen, wat d'Kläranlagen ueget, dass mer do am Fong geholl net ëmmer en nationaalt Konzept hunn, wat zum Beispill de Klärschlamm ueget. Do huet all Kläranlag säi Konzept. All Kläranlag versicht de Recycling op hir Aart a Weis ze maachen, duerch Verbrennung, duerch d'Agrikultur oder duerch Kompostéierung. Ech hoffen och, dass mer deemnächst do eng Strategie globale wäerte kréien, gradesou wéi déi regelmeisseg Kontrollen, déi vu Bréssel verlaangt ginn, iwwert d'Qualitéit vun den Ofwaasser. Och do gëtt et vill Léisungen. D'Stad Lëtzebuerg - mengen ech - geet op München. Aner Kläranlagen hunn och hir Solutiounen, an ech mengen do wär de Laboratoire National de Santé gefuerdert, fir do eng Guideline ze gi fir eist ganz Land.

Ech hu gesot, et geet jo drëm d'Waasser vun der Stad Lëtzebuerg an der Uelzecht ze klären. D'Uelzecht, ee Floss dee kee groussen Débit huet, a wou déi Kläranlage geschafte goufen an der Zäit fir 300.000 Einheiten, a Bouneweg 60.000 Einheiten. Dat gëtt elo ëmfunktionéiert op 220.000 Einheiten an d'Ofwaasser vun den Uertschafte Bartreng, Findel, Leideleng a Stroossen lafen an des Kläranlag. De Scheierhaff a Riedgen sollen an engem spéideren Zäitpunkt bäikommen. Den originale Projet hat virgesinn, Hesper och duerch des Kläranlag funktionéieren ze loosse. Dat ass awer net zréckbehale ginn. Duerfir gëtt et e spezielle Projet, dee jo herno dann och hei virgestallt gëtt.

De Kollektor, dee gebaut gëtt, ass 6,2 km laang, läit op enger Héift vu 14 Meter an huet en Duerchmesser vun 2 Meter. E geet vu Bouneweg an de Péitrusdall iwwert d'Adolphesbréck. Do kënn d'Waasser vu Märel eran. Da geet en erof op d'Place d'Argent an e leeft dann an dee groussen Hauptkollektor vun der Millebaach, an dee leeft da riets weider laanscht d'Uelzecht bis op Beggen. Dat ass de Wee.

Déi Moderniséierung ass ganz spezifesch. Op där enger Säit bleiwen déi technesch Equipementer, zum Beispill de Klärschlamm, den déi bearbecht, bestoen. Op där anerer Säit gëtt awer eng Verbesserung gemaach, an zwar duerch eng Phas 1, wou eng Erneuerung stattfënn vum mechanesch Behandlung duerch de Bau vun enger Pompelstatioun. An der Phas 2 gëtt e Bioreaktor gebaut an an der Phas 3 gi Sandfilteren agebaut, 8 Stéck un der Zuel. Déi aktuell Becke ginn och a Kompensationsbecken ëmfunktionéiert. Fir den Detail heivun, mengen ech, sollt een de Projet noliesen. Do steet déi ganz Technik dran.

Fir de Gerochsproblemer, déi et bei all Kläranlag gëtt, ze begéinen, ass och eng Installatioun néideg. Bei

der Éischtbehandlung gëtt déi an de Gebaier selwer gemaach, fir do desen Effet dann ze minimiséieren.

Nach zwee Wieder zum finanzielle Volet. Ech hat gesot, de Kollektor an d'Kläranlag sinn zwou Aarbechten. De Kollektor kascht 51,8 Milliounen, d'Kläranlag ongeféier 50 Milliounen. Dat mécht e Coût total vun 101,84 Milliounen fir dese Projet. Well de Stat jo 90% finanzéiert, mécht dat eng Charge vun 91.700.000 Euro, dat beim alen Index vu 569,61. Wou mer awer den Index vum 1. Oktober 2003 dragesat hunn, dat ass dee vu 579,98, do kréie mer e Coût total vun 93,4 Milliounen. Well de Statsrot gemengt huet, mir sollten dee leschte Präis an dese Projet de loi schreiwen, konnte mer dat jo dann och maachen.

De Statsrot huet och säin Accord ginn, well e gemengt huet, dese Projet wär indispensable. Ech mengen dat och an dofir sinn ech och iwwerzeegt, dass Der en alleguer-te stëmmt.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Gemengen hunn d'Missioun fir op hirem Territoire fir Propretéit a Salubritéit ze suergen. Dat ass eng Uraufgab vun de Gemengen.

Eng ganz Partie rechtlich Dispositionen hunn dat am Laf vun der Zäit confirméiert a verstärkt. Am Kader vun den Diskussiounen huet d'Verdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen, déi mer am November vum leschte Joer hei gefouert hunn, ass festgestallt ginn, dass den Traitement vun den Ofwässer sollt an der öffentlecher Hand a besonnesch um Niveau vun de Gemenge bleiwen, well déi an där beschter Lag sinn, fir dat ze realiséieren, well se d'Problematik am allerbeschte kennen.

Et ass also unerkannt, datt d'Gemengen op deem Gebitt e ganz wichtige Acteur sinn an doduerch e wichtige Bäitrag leeschten, fir d'Liewensqualitéit vun hire Bierger ze verbesseren. Dat ass och de Fall duerch d'Transformatiounen an d'Moderniséierungsarbeiten un der Kläranlag zu Beggen an zu Hesper, déi den Objet vun eiser heiteger Diskussioun sinn.

Dese Projet bréngt eng Valeur ajoutée, déi ee folgendermoosse ka resüméieren: Eng spierbar Verbesserung fir d'Protektioun vun eisem nationale Waasserfloss, den d'Uelzecht ass. Dat duerch méi eng performant Behandlung vum Ofwaasser an enger moderner Kläranlag fir 220.000 Awwner. Wann ee bedenkt, datt déi gesamt Verschmutzungsbelaschtung vu Lëtzebuerg op 700.000 Awwner gläichwäerteg geschaaft ass, da kënnen mer eis jo virstellen, wat fir een Impakt datt des modern Anlag op d'Ofwaasserqualitéit huet.

Dës Verbesserung vun der Rengung vum Ofwaasser kënn sécherlech alleguer deenen zum Gudden, déi „en aval“ vu Beggen an der Noperschaft vun der Uelzecht wunnen. Ganz besonnesch ass et gënschteg fir d'Renaturatioun, déi kierzlech am Uelzecht-dall zu Walfer a Steesel virgeholl ginn ass. Dat ass en Noerhuelungsgebitt, wou e proppert Gewässer vu gréisster Wichtigkeet ass. Et ass och ganz sécher eng excellent Motivatioun fir déi Leit, déi gewëllt sinn des Moossnamen am Dall virun ze féieren. D'Fëscher wäerte besonnesch frou sinn iwwert d'Uwuesse vum Fëschbestand. Déi modern Anlag reduzéiert op e strikte Minimum zumindest d'Bestänn an de Kaméidi fir

d'Awunner vu Bouneweg a Beggen.

Allgemeng kann ee soen, datt de Regroupement vun deenen neie Capacitéiten an enger eenzege Statioun zu Beggen Avantage huet, an zwar eng eenzege Statioun ass méi effizient wéi d'Resultat vun der Kläranlag ubelaangt. Den Investissement op engem eenzege Site ass méi wirtschaftlech wéi op zwou Plazen. D'Exploitation an den Entretien op engem eenzege Site si méi gënschteg a bréngen en Aspuere vu Main-d'oeuvre, Material an Energie mat sech. D'Suppression vun der Statioun Bouneweg direkt niift dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg kënn der Beseitigung vun der Emission vu Kaméidi a vun désagrèabelem Geruch gläich.

Erënnere mer eis do un déi massiv Reklamatiounen, déi an den 80er Jore gehéiert gi sinn a woufir déi néideg Moosname geholl gi waren. All Statiounen, esou gutt wéi se och kënnen funktionéieren, werfen ëmmer nach eng residuell Verschmutzung of. Duerch d'Suppression vun der Statioun Bouneweg an d'Ofleedung vun den Ofwässer op Beggen verkleinert sech d'Verschmutzung vun der Uelzecht um Gebitt vum Gronn a vum Pafendall.

D'Gemenge sinn de Maître de l'ouvrage vun esou Anlagen, déi e bedeutende Käschtpunkt a sech hunn. 90% Subvention säitens dem Stat sinn ubruecht, vu de favorablen Impakt vun esou Moosnamen op d'Ëmwelt. Ëmmerhi muss d'Gemeng Lëtzebuerg awer de Gesamtkäschtpunkt avancéieren, an dat sinn, wéi mer héieren, ganz gewaltig Chifferen. Rappel un de Stat fir esou schnell wéi méiglech der Gemeng déi virgestreckten Zommen ze rembourser, ëmsou méi d'Gemengen nei Contrainten octroyéiert kritt hunn, wat d'Délais de paiement ubelaangt.

D'Propriétaire bréngt ganz bestëmmt dat néidegt Verständnis op, fir déi noutwendeg Droits de passage zougestoe fir d'Collectrice vu Bouneweg op Beggen. Dat sinn Aarbechten, déi am Intérêt général an d'utilité publique sinn.

An deem Sënn ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dem Projet de loi.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel agedroen. D'Madame Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop mäi Merci dem Rapporteur Jean-Marie Halsdorf fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

De Projet, dee mir haut debattéieren an och wäerte stëmmen, ass fir mech e Meilesteen a Saachen Assainissement an a ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, well en ons erlaabt, eis Haaptkläranlag zu Beggen op den Héchststand vun de modernen Technologien ze bréngen, ëmweltbewusst a rationell, an doniewent och eng Léisung ze fanne fir eis zweet Kläranlag zu Bouneweg.

An der aktueller Situatioun bedreift d'Stad Lëtzebuerg zwou Kläranlagen, déi vu Beggen a Bouneweg, allenzou gebaut um Ufank vun de 70er Joren. Dës Anlagen traitéieren d'Ofwaasser net nëmme vun der Stad, mä och vun de Gemenge Bartreng, Stroossen, Leidelenge a vum östlechen Deel vum Findel.

Et handelt sech ëm Kläranlagen nom klassische Prinzip, mat enger Phase d'épuration primaire, wat ee mechanesch Rengegung nennt, an enger Phase secondaire, biologesch Rengegung.

Obwuel d'Servicer vun der Stad Lëtzebuerg kontinuéierlech Efforte gemaach hunn, fir den Entretien vun den Anlagen ze garantéieren a fir punktuell Verbesserungsprojete ëmzesetzen, esou ass trotz-

deem den technologesche Stand vun den Anlagen nach dee vu virun 30 Joer. D'Anlage schaffen op 100% vun hirer Capacitéit, a wat d'Anlag vu Bouneweg ubelaangt, sou ass dës Anlag des Öfteren iwwerlaascht, mat den unerwünschte Konsequenze fir d'Uelzecht.

D'Direktiv 91/272/CE vum 21. Mee 1991, ëmgesat am Nationalrecht duerch d'groussherzoglecht Règlement vum 13. Mee 1994 „relatif au traitement des eaux résiduaires“, verlaangt fir Kläranlagen, déi méi grouss si wéi 10.000 Équivalents-habitants, den Traitement tertiaire, wat mir „d'drëtt Phas“ nennen. Dat heescht do mussen mer an enger drëtter Phas de Stéckstoff, oder Azote, erausklären. Et ass awer genau dat wat mer momentan mat eise bestoende Kläranlagen net fäerdeg bréngen.

Dës Oplag huet also en Ëmbau respektiv Neibau onëmgängelech gemaach. Ëmsou méi wou den ultimé Conformitéitsdélai, deen d'EU-Direktiv eis imposéiert, den 31. Dezember 2005 ass.

An hiren Iwwerleungen hunn déi responsabel Instanze vun der Gemeng Lëtzebuerg ganz fréi doriwwer nogeduecht, ob een effektiv déi zwou Anlagen, déi vu Beggen an déi vill méi kleng vu Bouneweg, misst erneieren, oder ob et am Endeffekt net méi sënnvoll wär, en zentralen Traitement op der Beggener Anlag unzestriewen. Déi zweet Variant bedéngt d'Konstruktion vun engem neien Ofwaassersammler, oder Kollektor, tëschent Beggen a Bouneweg.

De virleiede Projet enthält déi gesamt Moosname fir déi zweet Variant ze realiséieren, déi sech no enger Vergleichsstudie, déi ufanks den 90er Jore gemaach ginn ass, als déi méi gënschteg erausgeschiet huet, an zwar ënnert den Aspekter Investitionskäschten, Bedreiwkäschten, Performancen a Rendement vun der Ofwaassersklärung an der Organisatioun vum Betrib. Heibäi war och e wichtege Aspekt, dass déi zwou bestoend Ofwaassersammler tëschent der Kläranlag Beggen an dem Pafendall net déi néideg hydraulesch Capacitéit hunn, fir an Zukunft déi ufalend Ofwässer ze transportéieren. Sou dass op alle Fall hätt misse en neie Kollektor gebaut ginn, och ënnert der Hypothees dass Bouneweg als Anlag bestoe bliwwär.

Zu den technesche Projete wëll ech elo nach folgend Remarque maachen. De Site vun der Kläranlag Beggen zeechent sech aus duerch eng staark begrenzte Fläch, déi zur Verfügung steet an duerch eng ganz no ugrenzend Bauung, wat sengersäits Ufuerderungen u Gerochs- a Kaméidisreduktiounen mat sech zitt. Dëst huet dozou gefouert, dass eng nei Technologie vun der Ofwaassersklärung erugezu gouf, an zwar de Réacteur à lit fixe oder Biofilter. Dës Technik gouf zu Lëtzebuerg nach net agesat, huet awer hir Preuve an verschidde europäesche Länner gemaach, ass a mëttlerweil ville Referenzanlagen a Betrib.

D'Virdeeler sinn e ganz beschränkt Plazbedierfnis, d'Méiglechkeet déi ganz Anlag anzehausen an esou de Gerochs- a Kaméidisproblem optimal ze léisen. Dës Technologie gouf zu Beggen duerch en eejährege Versuch validéiert.

Ech muss hei vun dëser Plaz als zoustännege Schäfte fir dës Kläranlagen e ganz spezielle Merci dem Här Paul Hansen, neien Direkter vun neie Waasserwirtschaftsamt, soen. Hien huet eis déi ganz Zäit bei deenen Tester, déi mer während engem Joer zu Beggen gemaach hunn, begleet an e stoung eis mat Rot an Dot zur Säit. An dank senger konstruktiver Aarbecht si mir gutt virukomm.

De Projet begräift dann och nach de Bau vun enger neier Phase de traitement primaire, de Bau vun enger neier Phase de traitement se-

condaire an tertiaire mat der Technologie vun Biofilter, d'Benutzen - wou et geet an no baulecher Sanéierung - vu bestehende Becken als Puffer- oder Kompensationsbecken, notamment bestehend Biologie.

Beim zweete Projet vum Kollektor Beggen-Bouneweg handelt et sech ëm den Neibau op enger Gesamtlängt, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, vu 6,2 km vun engem Ofwaassersammler aus Stolbëtonsréier.

Deen accidentéierten Terrain, dee mir do virfannen, explizéiert och, dass de Coût esou deier ass, well Dir kënn lech virstellen, wann Dir d'Bild vun der Gemeng Lëtzebuerg kennt an och d'Steenverhältnissen, dat gëtt keng einfach Saach. Et gëtt e grouse Kollektor mat engem Duerchmesser vun zwee Meter. D'Pose erfollegt ënnerdesch als Fonçage op enger grousser Déift - 14 Meter an der Moyenne. Dësen Tracé ass no ville Berechnungen gewielt ginn, fir esou wéi méiglech am Domaine public ze sinn, an net op d'Laaschte vun den Anrainer mussen ze fueren; dann doniewent fir déi verschidde Quartiere successiv unzeschleissen, an esoumat déi bestoend Sammler ze entlaaschten; doniewent fir optimal geologesch Verhältnissen am Buedem fir de Fonçage ze hunn.

Aner technesch Aspekter sinn d'Accessibilitéit fir den Entretien ze garantéieren, wat jo bei esou groussen Infrastrukturen extrem wichteg ass, an och nach eng maximal Etanchéitéit ze garantéieren.

Här President, dës Gesamtprojet garantéiert engersäits, dass d'Pollutioun, déi duerch d'Ofwässer vun der Agglomération Stad Lëtzebuerg plus - wéi mir dat heiansdo nennen -, déi an d'Uelzecht ge-laangen, staark reduzéiert gëtt. De Projet dréit zu der Verbesserung vun der Waasserqualitéit vun der Uelzecht bäi - d'Uelzecht, déi nach wie vor eng schlecht biochemesch Qualitéit huet. Anerersäits dass den Impakt, Geroch a Kaméidi vun der Kläranlag respektiv den Anlagen op d'Umgebung wesentlich verringert gëtt, doduerch, dass Bouneweg verschwënnt, an zu Beggen nei, héichwäerteg Technik agesat gëtt. Doniewent d'Nohaltegkeet vun der Ofwaassersklärung vun der Agglomération Lëtzebuerg plus a Konformitéit zu de Gesetzer gewährleescht gëtt. Schliesslech d'Schafe vun enger neier Haaptentwässerungsachs fir d'Agglomération Lëtzebuerg plus, mat de Virdeeler vun enger absoluter Etanchéitéit, gesécheren hydraulische Verhältnissen an optimalen Entretienbedéngungen.

Här President, Waasser ass Liewen, Waasser ass vital a gëtt am 21. Jorhonnert ëmmer méi e wäertvoll, well e raart Element op eiser Äerd, an Europa a souguer zu Lëtzebuerg. Mir brauchen eis nëmme an de Summer 2003 ze erënnere, fir ze gesinn, dass de Problem akut ass. Ee Mënsch vu fënnel huet keen Dréinkwaasser momentan op der Äerd, an een op zwee ass net un en Ofwaassersklärungsnetz ugeschloss. De Schutz vun Waasser ass a muss dofir virun eng vun de Grondaufgabe vum Stat an de Gemenge sinn a bleiwen.

D'Kläre vun Waasser ass säit méi wéi 40 Joer eent vun den Dauer-elementer vun der Lëtzebuurger Ëmwelt- respektiv Innenpolitik. Erënnere mir eis un eisen dynamesche Commissaire à la protection des eaux a spéidere Minister Josy Barthel, ënnert deem sengem Impuls schonns no 1963 biologesch Kläranlagen an de grouse Lokalitéiten am Zentrum an am Süde vun Land agereecht gi sinn.

D'grouss Suerg war schonn deemools, fir d'Uelzecht ze dépolluieren, déi duerch e staark bewunnen an industrialiséiert Gebitt fléisst, an déi mat hirem schwaachen Débit déi massiv Pollutioun, där se ausgesat war, weder konnt verdauen nach duerch Selbstreinigung konnt ofbauen. Well all ons Flëss zu Lëtzebuerg hunn de Problem vun schwaachen Débit, well onst Land sech praktesch op der sou genannter Ligne de partage des eaux tëschent dem hydrographesche Becke vun Rhain a vun der Meuse situéiert, also um sou genannte Kapp vun de Waasserleef, déi duerch et fléissen. Schwaachen Débit erfuerdert staark Klärung ier d'Ofwässer erëm an d'Waasserleef zréck gelooss ginn, staark Klärung erfuerdert performant Kläranlagen, dat heescht en Invest vu grousser Envergure, e sophistiquéierten Entretien duerch qualifizéiert Leit, déi mir glécklecherweis zu Lëtzebuerg hunn, dank dem onermiddlechen Asaz säit Jore vun der APSEL, der Association du personnel des stations d'épuration luxembourgeoises, an Zesummenaarbecht mat dem Centre de formation professionnelle continue vun Ettelbréck.

Här President, mir stëmmen hei e Projet vu bal 102 Milliounen Euro, bal 4,5 Milliarden aler Frang, an dat no 13 Joer Virbereedung, Testen, Verbesserungen, bis en endlech konnt an enger optimaler Versioun op den Instanzewee kommen. „Was lange währt, wird endlich - oder trotzdem - gut“ kann ee bal hei soen. De Projet kann also elo realiséiert ginn dank der favorablen Politik vun eiser Regierung, déi sech dëst Joer bis zu enger Héicht vun 90% un den Ausbau- a Modernisierungskäschte bedeelegt, an dat iwwert de Fonds pour la gestion de l'eau vum Innenministère.

Ech wollt och hei dem Minister Michel Wolter merci soen, deen eis säit Joren - déi puer Kéieren, wou ech him konnt de Projet explizéieren - ëmmer mat oppenen Oueren empfangen huet...

(Interruptions)

...an eis wierklech gehollef huet, dass mir endlech dee Projet konnte maachen.

(Interruptions)

D'Stad Lëtzebuerg an d'DP soe merci, well dëst Gesetz et erlaabt, eng nohaltege Gestéioun vun Ofwaasser ze garantéieren a Waasser an engem Zoustand vu gudder chemescher an ekologescher Qualitéit ze garantéieren.

Ech wäert dës Projet, dat kënn Dir lech virstellen, mat Enthousiasmus stëmmen...

Plusieurs voix. - Oh!

Mme Simone Beissel (DP). - ...a bréngen hei och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem hei de Projet elo schonn e puermol dës Laangen an dës Breeden duerchlicht ginn ass, wëll ech mech relativ kuerz faassen, a fir d'éischt emol bedauern, dass et esou laang gedauert huet, dass esou ee Projet, wéinst administrativer a politescher Schlamperei, endlech hei zum Droe kënn.

(Interruptions)

Et ass effektiv scho laang gewosst, dass d'Anlagen 30 Joer al sinn.

(Interruptions)

Dir héiert d'Wouerecht net gären. Et ass scho richteg esou, well mir alleguer wëssen, dass d'Anlagen zu Bouneweg 30 Joer al sinn. Deen Député-Échevin, dee virdu geschwat huet, huet dat jo och bestä-

tegt. An obwuel an der Stad Lëtzebuerg de Problem laang bekannt war, ass nächst gemaach ginn. An et ass dat, wat bedauerlech ass, well et huet ee gesinn, dass déi Anlagen, déi do sinn, total iwwerlaascht sinn, dass et zu Débordermenter komm ass, dass ganz vill Schwierigkeete waren, an dat ass net eng Saach vun haut a vu gëschter.

Den zweete Punkt, dee gewosst ass, dat ass, dass déi europäesch Direktiv den 31. Dezember 2005 applicabel soll sinn, da sollten d'Realisatiounen fäerdeg sinn; vu dass de Bau véier Joer dauert, gesi mir egal wéi, dass mir deen Délai net kënnen anhalen. Mir kënnen just anhalen, dass e virdu gestëmmt ginn ass.

An et war och nach bal eng aner Pann passéiert. D'Stad Lëtzebuerg hat de Projet um Ordre du jour wéi d'Budgetdiskussiounen waren, an op eng Kéier koum de Programme d'investissements prioritaires vun der Regierung, deen déposéiert ginn ass, an do war de Projet net drop. Do huet missen d'urgence nees erëm gekuckt ginn, dass dee Projet hei op d'Prioritéitsléschtkomm ass, well soss hätt d'Stad Lëtzebuerg de Bau net kënnen ufänken, well se de ganze Finanzement net hätte maache kënnen.

Dat gesot, ass de Projet awer blutnoutwendeg, well mir gesinn, dass mir eng Explosioun vun der Bevölkerung hunn. Dat war virauszugesinn, dat ass kloer, en vue vun de Baugenehmigungen, déi erdeelt gi si bis elo, an och vun deenen, déi amgaange sinn erdeelt ze ginn. Dofir kann den ADR sech domat d'accord erklären, mä et ass kloer, dass mir awer déi Schlamperei an déi politesch Retarden, déi hei verantwortlech si fir de Retard vun demsem Projet, net wëlle gutt-heeschen.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech kéint elo nach wäit aushuelen hei iwwert d'Tatsaach, dass mer mat den Infrastrukturen vun de Kläranlage wäit hannendra sinn, dass niewent engem Manktum vu Schoulen an aneren Infrastrukturen dëst Land et net fäerdeg bruecht huet, déi enorm demographesch Entwécklung, déi mir kritt hunn, mat den néidegen Infrastrukturen ze begleeden.

Ech kéint laang hei déi Gemengen a Regiounen opzielen, déi nach ëmmer keng Kläranlagen hunn. Fir dem Här Strotz e Gefalen ze maachen, d'ganz Musel nach ëmmer net, mä anscheinend och nach gewëssen Ecken am Éislek net, si mir de leschte Méindeg um Fernseh gewuer ginn.

Ech kéint an ech géing ganz gäre laang aushuelen iwwert d'Tatsaach, dass mer eis all Joer fir dräi Milliarde Lëtzebuurger Frang an d'Täsch léien, andeem mer net de käschtendeckende Präis fir d'Ofwaassersentwässerung verlaangen an dann dat indirekt iwwer eis Gemengebudgete finanzéieren.

Ech sinn am Géigesaz zu gewësse Leit heibannen, déi ëmmer op d'Tribün kommen a soen, käschtendeckend Taxe wäer sozial ongerecht, fundamental där anerer Meinung. Dat wat mer elo maachen, dass mer deene Leit mat Schwemmen a mat siwe Buedzëmmeren doheem am Haus wierklech mat öffentleche Gelder hir Ofwaasserskäschte subventionéieren, dat ass sozial ongerecht, well nämlech déi Sue feelen, fir am soziale Beräich eng geziilte Sozialpolitik ze maachen.

Dofir plädéiere mir als Gréng scho laang dofir, wa mer am Beräich vun den Taxe sinn - well fir mech ass en Ënnerscheid tëschent Taxen an indirekte Steieren -, wou d'Fraisé vun der Gesellschaft egal wéi musse bezuelt ginn, dass mer 100% vun

de Leit déi Käschte froen, déi se verursaachen, an da mat sozialpoliteschen Instrumenter deenen - soe mer zu Lëtzebuerg 10% - Familljen, déi wierklech Schwieregkeeten domat hunn, hëllefen. Mir applizéieren dat bei eis an der Gemeng. Mir hunn eng Ofwaassertax vun engem Euro - ech géif mengen, dass dat mat déi héchst aus dem Land ass -, a mir hunn iwwert den Office social eng ganz onbürokratesch Manéier, fir deene Familljen ze hëllefen.

Ech stellen och fest, dass mer graff bei 10% vun de Famillje sinn, déi wierklech Problemer hu mat Taxen. Mir hunn eis sou genannten Akelleungsprime, wéi déi esou schéi genannt gëtt, esou héich gesat, dass déi Famillje praktesch d'Integralitéit vum Gemengentaxen erëmkréien, mä dann hu mer déi Suen iwwer fir Structure-d'accueilien ze maachen, fir soss sozial Mesuren ze maachen.

Ech kéint wäit aushuelen iwwert déi traureg Tatsaach, dass et grad an eisen touristesche Gebidder Ennersauer an esou weider nach ëmmer net méiglech ass, dass déi hollännesch an aner Touristen, déi bei eis kommen, kéinten an d'Sauer schwamme goen, mä ech erspuere mir dat, ech erspueren lech dat, well mer dat schonn des Längeren an des Öfteren hei diskutéiert hunn. Well mer esou e Mammutprogramm haut an och nach déi ganzen Zäit hunn, dofir géing ech resüméieren, dass mer natierlech frou si fir all Euro, fir all Cent, deen an eis Kläranlagen zu Lëtzebuerg investéiert gëtt, fir dass dann awer iergendwéi eng Kéier net nëmmen d'Hollänner an d'Belsch, mä och d'Lëtzebuurger erëm kënnen an d'Ennersauer schwamme goen. Dofir géing ech och den Accord zu dësem Projet bréngen an och direkt dee fir déi zweet Kläranlag.

Ech soen lech merci.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

■ M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass och vu menger Säit net un der Plaz fir elo nach eng Kéier d'ganz Kläranlagepolitik vun der Regierung ze belichten, déi sech iwwert déi eenzel Legislaturperioden nahtlos weidergefouert huet, nämlech fir ze probéieren d'Land flächendeckend mat Kläranlagen auszeriichten. Et ass och müssig doriwier ze diskutéieren, aus wat fir enge Grënn dass mer nach net iwwerall do si wou mer et gären hätten. Do ginn et eng ganz Rei vun Ursachen.

Tatsaach ass op jidde Fall, dass mer vun öffentlecher Hand iwwer eng Milliard där aler Lëtzebuurger Frang, iwwer 25 Milliounen Euro all Joer an de Bau vu Kläranlage stiechen. Et ass ee vun deene gréissten Einzelposten, déi mer am Lëtzebuurger Budget hunn; en ass zwar net direkt am Budget, well en iwwert de Fong bezuelt gëtt, mä e muss awer duerch d'Sue vum Budget finanzéiert ginn. Et ass en enormen Effort, deen de Stat zesumme mat de Gemengen do leescht, fir e ganz nobelen Deel vun eiser Politik kënnen ze bestreiden.

Och mir hätten heiansdo gäre léiwert, et géif liicht méi séier goe wéi dass et geet. De Fait, dass mer dat nach net ofgestallt kruten, huet domadder ze dinn, dass d'Problematik awer vläicht méi komplex ass, wéi mir dat heiansdo mengen. Eleng wann ech gesinn, an do war wierklech ëmmer gudder Wëllen, dass esou eng Kläranlag wéi déi vu Beggen, wat eng ganz komplizéiert war, wann et net nëmmen drëm geet, d'Kläranlag, mä och nach d'Aart a Weis wéi ech mat den Ofwässer dohinner kommen

ze regelen, insgesamt 13 Joer dauert, dat weist fir mech manner op Inkompetenz hin, mä méi op eng extrem Komplexitéit vun Dosieren.

De Fait, dass esou eng Kläranlag mat alle Kollektoren och herno insgesamt fir 104 Milliounen Euro, dat heescht wäit iwwer véier Milliarde Frang zustane kënn, weist och, dass mer hei net grad e kleng Centre culturel bauen, mä dass dat heiten eppes ass, wat awer liicht méi komplex a méi komplizéiert ass.

Wat ass, dat ass dass mer elo an eng nei Generatioun wäerten antriede vun neie Kläranlagen. Den Heischtergronn ass fir mech ee Beispill dovun; dat ass eng Kläranlag, déi gestëmmt ginn ass. Haut Beggen mat Hesper, déi hannendru kënn. Och ech dispenséiere mech, zu Hesper dann nach eng Kéier eppes ze soen. Mir hunn zu Beetebuerg eng Kläranlag nach virgesi fir 35 Milliounen Euro, zu Miersch - wann ech soen „eng Kläranlag“, dann ass dat meeschtens d'Moderniséierung, d'drëtt Stuf, Adaptatiounen - Miersch: 18 Milliounen, d'Bleesbréck: 20 Milliounen, a Gréiwemaacher: 25 Milliounen, wou laang Joren d'Saach en fin de compte net virukomm ass, doduerch dass sech net eens gesat ginn ass iwwert den Terrain wou dat Ganzt sollt hikommen. A wann ech soen «il n'y a qu'à», ginn et ganz vill Grënn en fin de compte firwat dass mer an deene Situatioun si wou mer sinn. Pàrel, en Investissement, dee mer am Ausland zesumme mat den Däitsche maachen: 20 Milliounen insgesamt. Wann ech de Programm kucke vun de Kläranlagen, déi nach solle gebaut ginn, esou wéi mer en haut hunn, schwätze mer iwwert en Total vu 650 Milliounen Euro, dat heescht vun 30 Milliarden, déi nach investéiert ginn.

A menge Rapporte steet ëmmer, dass dat an deenen nächsten zéng

Joer soll geschéien. Wann ech awer gesinn, dass mer net méi wéi 25 Milliounen Euro d'Joer ënnerkréien, an ech och net dovunner ausginn, och aus techneschen, organisatoreschen an aneren Ursachen, dass mer wesentlech do wäerten driwwer erausgoen, da géif ech éischter mengen, dass mer awer nach méi wéi zéng Joer wäerte brauchen, fir dee gesamte Programm, deen do kënn, ofzuschléissen. Dat d'autant plus dass, wa mer der Meinung sinn, dass mer mat enger Kläranlag op engem leschten technesche Stand sinn, eis d'Spezialiste schonn nees erklären, dass mer nach méi en eie Stand sollen hunn.

Dat ass mer elo e Méindeg um SIDERO passéiert, wou e groussen, eminenten däitschen Expert eis während enger Stonn erzielt huet, dass no där drëtter sécher nach eng véiert Stuf wäert kommen, dass nei Saachen nach musse gekläert ginn, dass virun allem d'Fro vu Medikamenter an de Résiduë vu Medikamenter am Waasser amgaangen ass e Problem ze ginn, deen ëmmer méi akut gëtt, deen am Fong och misst gekläert ginn, deen eis awer och - an elo rejoinéieren ech dat wat den Här Gira gesot huet - Chiffres à l'appui gewisen huet, dass dat alles net zum Nulltarif ass.

Et besti Modeller, ech weess vu Berechnunge wat dat ganz genau pro m³, pro Awunner kascht, wann een eng drëtt a wann een eng véiert Stuf mécht, an dat ass eng Diskussioun, déi mer am Kader vun der Ëmsetzung vun der Waasserrahmendirektiv 2015 musse féieren, an zwar musse mer déi net féieren am Joer 2014, mä déi musse mer féieren am nächste Joer, fir dass mer do nach an den Délaië bleiwen. Ech stellen einfach fest, dass mir nach meilewäit ewech si vum Prix vérité hei zu Lëtzebuerg, dass mer eis also iwwert déi Froe vu Waasser, Ofwaasser, Käschtepunkt, wien investéiert, wie finan-

zéiert a wie bezilt ganz seriö Gedanken musse maachen, wëssend, dass dat heiten eng Boucle éternelle ass.

D'Kläranlage wäerten d'Politik net nëmmen déi nächst zéng, mä nach déi nächst 20 an déi nächst 30 Joer beschäftegen, a mir musse wëssen, dass dat heiten ee vun deenen Domäner ass, déi politesch net schrecklech spektakulär sinn. Mat Kläranlage kanns dech manner en évidence setzen zum Deel wéi mat anere Saachen, mä et ass awer e ganz décke Montant an eisem Budget. Eng Milliard där aler Frang, 25 Milliounen Euro, all Joer ze investéieren, just an deem heiten Domän vun der Politik, dat ass net näischt, an dat wollt ech am Fong just op dëser Plaz nach eng Kéier ënnerstrach hunn.

An nach eng Kéier, Här President, ech géif mech dann och dispenséieren, zum nächste Projet vun der Kläranlag vun Hesper dann nach separat drop anzegoen, well déi spillt sech an exakt deemselwechte Kader wéi dat heiten of.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien.

■ M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen de Mëtteg driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

(Le quorum n'est pas atteint)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

De Vote iwwert de Projet geschitt haut de Mëtteg. Mir sinn dann um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.40 heures)

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 5264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à
 - l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen
 - la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen (suite)
 (Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
3. 5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti (suite)
 - (Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. 5265 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange
 - (Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. 5318 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schiffange
 - (Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5150 - Projet de loi autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises Orthodoxes Roumaine et Serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises

et

5151 - Projet de loi autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église Anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église

(Rapports de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

7. 5148 - Projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Michel Wolter et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.36 heures)

■ M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt aganks der Sitzung kuerz op d'Reiefolleg vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ze schwätze kommen.

1. Ordre du jour

Fir d'éischt stëmme mer nach iwwert déi Projeten of, déi opstinn, duerno diskutéiere mer éischstens de Projet de loi 5265 iwwert d'Hesper Kläranlag, dann de Projet 5318 iwwert d'Grenz tëschent der Schëfflenger an der Escher Gemeng an dann de Projet de loi 5150 an de Projet de loi 5151 iwwert d'Kierchen a schliesslech de Projet de loi 5148 iwwert de Mëttestand.

2. 5264 - Projet de loi autorisant le Gouverne-

ment à participer au financement des travaux nécessaires à

- l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen

- la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen (suite)

Mir maachen elo nach eng Kéier d'Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5264 iwwert d'Beggen Kläranlag.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

(Le quorum est atteint)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo of iwwert de Projet de loi 5264.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass unanimement mat 56 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent

Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Marco Schroell), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell et John Schummer;

M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes);

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. 5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

An da komme mer zur Lecture vum Projet de loi 5163. Do ass den Article 1er...

■ **Une voix.** - Et ass en Amendement.

■ **M. le Président.** - Do hu mer den Amendement vum Här Aly Jaerling zum Artikel 1. Ech mengen den Amendement ass ausgedeelet ginn, Dir hutt en alleguete virun lech leien a mir kënnen also iwwert den Amendement vum Här Jaerling ofstëmmen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Artikel 1 ass gelies.

Amendement 1

Also mir stëmmen of iwwert den Amendement vum Här Jaerling.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement ass verworf mat 49 Nee-Stëmmen a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Lydia Mutsch;

MM. Jean Colombero (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Marco Schroell), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell et John Schummer;

M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Also ass den Artikel 1 ugeholl an där Fassung wéi e virgeluecht ginn ass.

D'Artikelen 2 bis 16 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 17 ass gelies.

Do hu mer zwee Amendementer erakritt, déi den Här Jaerling abruecht huet. Dat ass emol fir d'éischt den Amendement 2 zum neien Artikel 17. Dir hutt den Amendement all virun lech leien a mir stëmmen dann direkt driwwer of. Den Här Jaerling freet d'Wuert.

Amendement 2

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Jo, Här President, ech wëll just nach eng Kéier d'Chamber hei drun erënneren ëm wat dass et do genau geet. Ech hunn déi Artikelen nach eng Kéier eraginn an an dat Gesetz agebaut, fir dëser Chamber nach eng Kéier d'Méiglechkeet ze ginn hire sozialen Iertum do ze revidéiere fir déi Ongerechtekeeten, déi bei der Mammerent entstane sinn, déi Artikele 5 a 6 vum Gesetz iwwert de Forfait d'éducation. An hei ass déi lescht Chance, fir virun de Wahlen och deene 5.000 Mammen nach d'Mammerent integral zouzege- stoen, déi se och zegutt hunn. Ech wollt der Chamber nach eng Kéier déi Méiglechkeet ginn. Jiddferree soll sech bewosst sinn, wat en dann hei ofstëmmt wann e géint déi Artikelen do stëmmt.

■ **M. le Président.** - Mir stëmmen also of iwwert de virleienden Amendement.

Vote

Déi fir den Amendement sinn, déi stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen, 6 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell et John Schummer;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart.

Domat ass den Artikel 17 ugeholl an där Fassung wéi e virgeluecht ginn ass.

Dann hu mer e leschten Amendement, dee vun engem Artikel 18, och agereecht vum Här Jaerling.

Amendement 3

Mir stëmmen also of iwwert den Amendement 3.

Vote

Déi fir den Amendement si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement ass verworf mat 39 Nee-, 6 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen (par M. Fernand Greisen).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell et John Schummer;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Mir stëmmen dann elo of iwwert dee gesamte virleiende Gesetzesprojet 5163.

Dir musst nach ee Moment waarden.

Mir stëmmen also elo of iwwert dat neit RMG-Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny

Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippringer, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par Mme Lydie Err), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf (par M. Fernand Greisen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 5265 iwwert d'Kläranglag vun Hesper. Et si schon ageschriwwen: déi Häre Klein, Graas a Greisen. Als Rapporteur huet elo den Här Fred Sunnen d'Wuert.

4. 5265 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

■ **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer aganks vu menger Interventioun kuerz aus den Dispositionen iwwert d'Waasserwirtschaft am Kollatiionsaccord vum August 1999 ze zitieren: „Le Gouvernement a opté pour une politique concentrée en matière de gestion de l'eau qui aura comme finalité le regroupement des différents aspects ayant trait à l'économie de l'eau. Ainsi les différentes administrations et divisions de services qui, à l'heure actuelle, ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau, instrument qui relèvera de la compétence du Ministre de l'Intérieur.

Le Gouvernement renforcera ses efforts en vue de la construction de stations d'épuration. Afin d'assurer une organisation optimale et une réduction des coûts, un audit externe en la matière sera réalisé. Le Gouvernement entend par ailleurs promouvoir davantage les stations décentralisées.“

Um Enn vun dëser Legislaturperiode stelle mer fest, datt dës Regierung Wuert an deem wichtege an sensiblen Dossier vum Waasser gehalen huet. Mir hunn endlech déi gesetzlech Basis vum Waasserwirtschaftsamt, dat sech ëm eng integréiert an nohalteg Politik an dësem Beräich beméit. A mir hunn eng Rei Gesetzter gestëmmt oder och nach ze stëmmen, déi de Bau, d'Erweiderung an d'Moderniséierung vu Kläranlagen an eisem Land virgesinn.

D'Qualitéit vum Waasser ass haut eng liewenswichtig Aufgab vun all Regierung. Och zu Lëtzebuerg ass d'Waasserpolitik nach ëmmer en Enjeu gewiescht. Sou ass an de 50er Joren eist Land op de Wee gaange fir Drénkwaasserversuergung iwwert de Wee vum Stauséi op der Uewersauer ofzedeecken. En

anere wichtege Volet ass d'Héichwaasserproblematik, déi duerch d'Zersiedlung vun eisem Land, eng intensiv Landwirtschaft an Ëmwelt- aflëss an de leschte Joren ëmmer méi akut ginn ass, an net zulescht ass den Ëmweltschutz e feste Bestanddeel vu bal all Beräich vun der Politik ginn, eng Matière, déi natierlech de Schutz vum Waasser als eng vun den Haaptachsen ugesäit.

Et sinn dëst alles Deelberäicher vun enger vaster an technesch héich komplexer Matière, déi mer am heitege Kontext vernetzt musse betruechten an déi eng duerchduechten an nohalteg Koordinéierung brauchen. Déi demographesch Entwécklung vun eisem Land, déi intensiv Landwirtschaft souwéi Ëmweltaflëss stellen eist Kläranlagennetz viru gewalteg Erausforderungen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5265 autoriséiert de Stat, fir um Financement vum Ausbau an der Modernisatioun vun der Kläranlag zu Hesper deelzehuelen. Den Text ass den 29. Dezember 2003 vum Innenminister, dem Här Michel Wolter, an d'Parlament abruucht ginn. E gouf den 18. Dezember un de Statsrot weidergeleert, deen de 16. März vum dësem Joer säi favorablen Avis ofginn huet an nëmmen e puer Remarqué redaktioneller Natur gemaach huet. An der Sëtzung vum 7. Abrëll 2004 huet d'Commission de l'Intérieur vun der Chamber hire Rapporteur designéiert an d'Gesetzesvirlag souwéi den Avis vum Statsrot analyséiert. De schrëftleche Rapport ass an der Sëtzung vum vergaangenen 28. Abrëll ugeholl ginn.

Här President, d'Kläranglag vun Hesper ass 1972 mat enger Capacitéit fir 8.000 Awunner gebaut ginn. Am Laf vun deenen 30 Joer ass d'Awunnerzuel awer méi wéi doubléiert ginn, woumadder d'Leeschungsfäegkeet vun der Kläranlag och un d'Grenze gestouss ass. Um Enn vun den 90er Jore gouf décidéiert fir d'Kläranglag zu Hesper engem Lifting ze ënnerzéien an ze moderniséieren. Dëst gouf ëmsou méi noutwendeg, well de Projet fir d'Kläranglag an déi vu Beggen a vu Bouneweg unzschléisse sech net konnt duerchsetzen. Déi moderniséiert biologesch Kläranlag erlaabt e sou genannten Traitement tertiaire vum Ofwaasser, an dat duerch d'Uwendung vun enger neier Technologie, déi sech „lit fluidisé“ nennt.

An der Praxis heescht dat, dass d'Anlag an der Lag ass fir zum engen d'Phosphater an zum anere stéckstoffhaltig Zesammesetzungen aus dem Waasser erauszehuelen. D'Moderniséierung vun der Kläranlag vollzitt sech an dräi Phasen. An enger éischer Phas gëtt d'Installatioun fir de mechanischen Traitement souwéi den éischte biologesche Baseng fäerdeg gestallt. An enger zweeter Phas gëtt de bestehende biologesche Baseng an de Clarificateur ofgerappt an en zweete Baseng installéiert. An der leschter an drëtter Phas gëtt déi ganz Anlag fir d'Eliminatioun vu Klärschlamm fäerdeg gestallt. Dobäi dierf een d'Moderniséierung vum Betriebsgebaai net vergessen, déi och am Kader vun dësem Projet virgesinn ass.

De Käschtepunkt vun dësem Projet beleeft sech op ronn 16,6 Milliounen Euro, wouvun de Stat 90% iwwerhëlt, wat enger Zomm vu ronn 15 Milliounen Euro entsprécht. An der Programmatioun vum Fong fir d'Waassergestioun vun 2004 bis 2007 si pro Joer 3,73 Milliounen Euro virgesinn. An der Kommissioun ass preziséiert ginn, datt de Projet a véier bis fënnf Joer fäerdeg gëtt. E soll séier realiséiert gi fir sech mat der europäescher Direktiv 91/272 iwwert d'Ofwaasser konform ze setzen.

Et ass an deem Kontext och nach drop higewise ginn, datt déi nächst Moderniséierungsprojeten d'Kläranlage vu Beetebuerg, Miersch a

Bleesbréck concernéieren. Aner Projete sinn op der Musel souwéi zu Déifferdeng, Péiteng a Schéffleng geplangt. Dëse Projet ass deemno ee vu ville fir eis Kläranlagen erëm op Vordermann ze bréngen, doduerch dass op nei a modern Technologien zréckgegraff gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt lech dëse Projet e bësse méi no bréngen. Weider Detailler fannt Der an den Documents parlementaires, déi op eng komplett Aart a Weis dëse Projet méi no belichten. De Projet huet an der zoustänneger Commission de l'Intérieur keng gréisser Problemer gestallt, an dofir bieden ech lech fir dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn.

Mam Accord vun der CSV-Fraktioun schléissen ech meng Interventioun a soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Jean-Pierre Klein ass als éischte Riedner agedroen.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi drängt sech op besonnesch duerch déi massiv Entwécklung vun der Populatioun an der Gemeng Hesper. D'Awunnerzuel huet an deene leschte Joren, besonnesch an dëser Gemeng, ganz rapid zougeholl. Déi aktuell Kläranlag ass also berechent op 8.000 Awunner-Gläichwäerter. Dat stéisst un d'Grenz vun deem Ertrüglichen, vun deem Zoulässegen. Wéi gesot, déi demographesch an déi sozio-ekonomesch Entwécklung vun dëser un d'Stad Lëtzebuerg grenzender Agglomeratioun bedéngt, dat déi jéztzeg Kläranlag weider moderniséiert muss ginn.

Sou eng Moosnam drängt sech op an ass elo op 17.000 Awunner-Gläichwäerter berechent. Dat huet selbstverständlech e positiven Impact op d'Qualitéit vum Uelzechtwaasser, déi verbessert gëtt, a mécht domat och dat ökologescht Ëmfeld vill méi agreabel. Ëmmerhi war d'Hesper Gemeng déi éischt, déi op de Wee vun der Renaturéierung vun der Uelzecht gaangen ass. Dat war e Projet pilote dee seng Friichte gedroen huet an duerno vun anere Gemengen imitéiert ginn ass. D'Moderniséierung, d'Extenssioun vun der Hesper Kläranlag huet sonner Zweifel net nëmmen eng Auswirkung um Territoire vun der Hesper Gemeng, mä en aval huet se och e positiven Effekt wat d'Qualitéit vum Uelzechtwaasser am Allgemengen ubelaangt.

De Stat leet bei dësen Aarbechten 90% vun hirem Käschtepunkt bäi. Och do rechne mer domat, datt d'Partizipatioun a rasonnablen Termen ausbezuelt gëtt fir enger ze vill laanger Avance de fonds vun der Gemeng Hesper entgéintzewierken. Opgrond vun der Importenz a vun der Effikasitéit vun dësem Projet de loi gëtt d'sozialistesche Fraktioun hiren Accord dozou.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et jiddefalls ee Floss hei zu Lëtzebuerg gëtt, dee beweist, datt mer trotzdeem nach e gewëssene Retard hunn an der Ofwaasserklärung, dann ass dat ouni Zweifel eisen Nationalfloss d'Uelzecht, well spëtstens zënter de 50er Joren huet sech d'Qualitéit vun deem Floss, ech géng scho bal soen, dramatesch verschlechtert. D'Ursaache si bekannt. Et huet also och kee Wäert, datt een ëmmer erëm weider drop ageet. Mir kenne se alleguer ganz genee.

Une voix. - Dann zielt eis se emol!

M. Gusty Graas (DP). - Jiddefalls, déi Zäite wou een nach an d'Uelzecht konnt buede goen, an där sinn et jo och ginn, déi si scho längst eriwuer, a wann een den Zoustand vun deem Gewässerlaf haut op verschiddene Plazen analyséiert, da muss een zur Konkusioun kommen, datt do ganz vill Sënnen an deene leschte Jorzéngte gemaach gi sinn, mam Resultat, datt d'Uelzecht vill u Charme verluer huet.

Mir hunn et leider, an ech soe bewosst „mir“, fäerdeg bruecht, datt aus der Uelzecht an deene leschte Jorzéngten deelweis en einfachen Ofwaasserkanal gemaach ginn ass.

Une voix. - Wien ass da „mir“?

M. Gusty Graas (DP). - Mir, dat ass d'ganz Gesellschaft an do sollt kee sech aus der Verantwortung stiel. Jiddefalls eng vun den Hauptsaachen ass déi, datt ganz vill ongeklaarten Ofwässer, souwuel vun de Gemenge wéi natierlech awer och vun eenzelne Betriber, an all deene Jorzéngten hire Wee an d'Uelzecht fonnt hunn. Ech bedauere perséinlech och, datt u sech dat ni esou thematiséiert ginn ass, datt de Gewässerschutz nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg, wéi soll ech soen, éischter e steifmütterlecht Dasein gess huet an datt u sech...

Une voix. - 20 Joer ass hei scho vun de Kläranlage geschwat ginn!

M. Gusty Graas (DP). - Et wier besser, verschidde Leit géngen och heiansdo mat Plakate bei d'Waasser goen an och do op déi Problemer opmierksam maache wéi op aner Saachen, da wär och vill fir d'Zukunft vun eiser Gesellschaft gemaach ginn.

Mir hunn de Moien hei e ganz wichteg Gesetz gestëmmt, wat eben d'Erneuerung an d'Vegrößerung vun der Kläranlag vu Beggen ubelaangt, wat ouni Zweifel och wäert dozou bäidroen, fir d'Qualitéit vun der Uelzecht ze verbesseren. Dofir ass et och gutt, dass mir haut elo direkt deen zweeten anere wichtige Projet hei um Ordre du jour hunn, deen u sech direkt dodrun hänkt. Et geet jo, wéi de Rapporteur, de Fred Sunnen, dat hei schonn am Detail erkläert huet, ëm d'Vegrößerung respektiv och ëm d'Moderniséierung vun der Hesper Kläranlag.

Ech wëll och hei hiweisen op dat rezentst Fëschstierwen. Dat war net méi spët wéi d'lescht Woch. Dat war eben erëm just an deem Raum do an ass mengen Informatiounen no och op den net gudden Funktionement vun der Anlag zréckzeféieren. De 24. August 2002 hate mir och schonn e gréisst Fëschstierwen an dem Bereich vun der Hesper Kläranlag. Dat ass awer zum Deel och op de vereelste Kanalisatiounssystem zréckzeféieren. Dat ass en allgemenge Problem, dee mir nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg hunn, well eis Kanalisatiounen oft hoffnungslos iwwerlaascht sinn, well se eben am Durchmesser ze kleng sinn. Da kënn et besonnesch awer och, wann et länger Zäit net gereent huet, zu gewëssenen ekologesche Katastrophen, wann dann ebe vill Waasser matenee kënn, dass dann d'Déversoiren opsprange mussen, well d'Kanalisatioun dat net packt, mat deene Konsequenzen, déi mir kennen.

Dofir ass et wéi gesot wichtig, dass d'Reenhaltebecken nach wie vor gebaut ginn. Mir hunn der eng ronn 60 hei zu Lëtzebuerg. Dat geet largement net duer, an et ass och dofir gutt, dass an dësem Projet virgesinn ass, dass déi Zuel elo vun dräi op zéng gehéicht gëtt.

Ech hat an der Kommissioun och d'Fro opgeworf vun enger UV-Strahlung, dat ass jo u sech eng

zousätzlech Phas, déi och nach an der Kläranlag vum Heischtergronn elo virgesinn ass. Et ass mer vun de Spezialiste gesot ginn, dass dat zu dësem Zäitpunkt net direkt oportun wär, obwuel ee sech awer soll iwwerleeën, ob dat net fir d'Zukunft zu der Standardausrüstung vun enger Kläranlag soll gehéieren.

Wann een d'Uelzecht wéi gesot haut analyséiert, da muss een allerdéngs feststellen, dass se op ville Plazen an engem relativ desolaten Zoustand ass. Ech denke virun allem un den Tronçon vu Réiser erof bis op Esch, wou se wéi gesot an eist Land eraleeft, an dat kann ee virun allem och um Fëschbestand feststellen.

Allerdéngs gëtt et awer och e puer Liichtblécker. Ech wëll drop hiweisen, dass elektresch Offëschungen an deene leschte Wochen a Méint, déi gemaach goufen, bewisen hunn, dass de Fëschbestand besonnesch ënnerhalb vu Steesel erof bis an de Gronn, an deelweis bis op Hesper, sech verbessert huet. Et kann een da, wéi gesot, emol eng Kéier hei d'Fro stellen, ob een net vläicht d'Fëscherei do an Zukunft erëm kann opmaachen.

(Interruption)

Do ass et iwwerall net zum Allerbeschten, dat wësst Dir jo genau sou gutt wéi ech.

Mä jiddefalls ass de Beweis dofir erbruecht, dass, wann de Wëllen do ass fir wierklech offensiv virzuegoen bei der Ofwaasserklärung, een awer och kann eppes bewegen. An d'Tatsaach, dass awer eng Rei vun Anlagen an deene leschte Joren adaptéiert goufen, an dass dofir gutt Resultater erreecht goufen, ass jo awer de beschte Beweis, dass et just nëmmen um Wëllen hänkt, fir eppes ze verbesseren.

En anere Problem vun der Uelzecht ass natierlech awer och déi schwach Auto-épuration, an déi ass doduerch entstanen, well eben och d'Morphologie vun deem Gewässerlager an all deene Jorzéngten zu engem gudden Deel zerstéiert ginn ass duerch Regulierungsmoosnamen, duerch Agrëffer vun Mënsch, déi op ville Plazen net onbedéngt gerechtfäerdigt waren. Dofir ass et och gutt, dass elo éischter eng aner Mentalitéit kënn, dass een elo éischter dozou iwwergeet, fir Gewässerleef ze renaturéieren. Et gëtt eng Rei gutt Beispiller. Den Här Klein huet vu Steesel geschwat, ech schwätzen da vu Fenteng oder och vu Schéffleng.

Ech wëll allerdéngs och op ee rezent Beispill hiweisen, wou eng Stabiliséierung vun den Uferen vun der Uelzecht am Raum Fenneng virgesi war, wat scho vum „Waasserwirtschaftsamt“ - dat een zwar nach muss tësche Guillemets schreiwen - genehmegt gi war, wou dann awer den Environnement - do sinn ech awer ganz éierlech hei - richtegerweis dee Projet negativ aviséiert huet. Dat beweist awer och, dass mer nach ëmmer op verschiddene Plazen net geléiert hunn, dass een haut eng Stabiliséierung oder eng Uferbegradung soll, wa se muss gemaach ginn, op eng vill méi ekologesche Aart a Weis maachen.

Ee vun den Hauptproblemer vun eise Kläranlagensystem ass natierlech och d'Iwwerbelaschtung vun deenen eenzelnen Anlagen, a grad dëse Projet gëtt jo erëm e gudden Beweis och, wann ee bedenkt, dass déi Anlag hei 1972 gebaut gi war, deemools fir 8.000 Leit, an haut, 32 Joer méi spët, wunne 17.000 Leit an der Gemeng. Mir hunn awer entre-temps keng Adaptatioun virgeholl!

An dann ass een natierlech ganz séier bei der Thematik vun dem

Wunnengsbau. Och do sinn ech perséinlech op jidde Fall der Meeung, dass an Zukunft all neit Lotissement nëmme ka genehmegt ginn, wann am Virfeld awer och gekuckt gëtt: Wat ass den Impact herno op d'Ofwaasserklärung? Well dat ass jo ee vun den Hauptproblemer. Mir hu gebaut, gebaut, gebaut, ouni eis awer gläichzäitig Gedanken ze maachen: Wat bréngt dat fir zousätzlech Belaaschtung fir d'Sanéierung vun eise Gewässerleef mat sech?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech hunn de Bau respektiv d'Erneuerung vun eise Kläranlagen och hire Präis. Déi zwee Projeten hei beweisen dat gutt. Ech mengen awer, an dofir muss een dës Regierung awer och félicitéieren, dass de politesche Wëllen do ass, fir konsequent op deem Wee weiderzefueren. Mä mir sinn nach laang net um Enn ukomm; et bleiwen nach eng ganz Rei vu wichtige Projeten ze maachen. Et ass also esou, dass de Fonds pour la protection de l'eau och an Zukunft nach konsequent alimentéiert muss ginn. Wa mir wëllen d'Uelzecht op jidde Fall esou wäit wéi méiglech erëm an deen der Natur noen Zoustand bréngen - obwuel ee sech kengen Illusioun soll higinn -, da muss mir nach enorm Effort maachen.

Et sinn nach eng Rei vu Projeten um Instanzewee, ech denken an éischer Linn un d'Kläranlag vu Beetebuerg, déi och hoffnungslos iwwerlaascht ass, dat bedéngt virun allem awer och duerch d'Aire de Berchem, wou jo eng enorm grouss zousätzlech Charge all Dag op déi Kläranlag zoukënn.

Op där anerer Säit, wa mir dann den IVL huelen a kucken, zu wat fir enge Konkusiounen dass dee kënn, an dee virun allem praktesch virschreift, dass de Süden nach ëm 23% méi Awunner weider wuesse soll, da soen ech awer och gläichzäitig, da muss mir eis awer och bewosst sinn, wat dat fir aner Konsequenze mat sech bréngt, an dass mir och am Virfeld eis däärs muss bewosst sinn an net erëm hannendru lafen, an dann d'Kläranlag adaptéieren, wann et zum Deel schonn ze spët ass. Well et dierf een net vergiessen, d'Gewässerleef si Patrimoine naturel an et huet een dann och eng gewësse moralesch Verflichtung, fir do aktiv virzuegoen.

Ech wëll zum Schluss nach vläicht kuerz op dräi Problemer agoen, déi d'Gesamtwässerschutzproblematik betreffen. Éischters natierlech de Klärschlamm. Ech mengen do ass elo direkt hei weder de Moien nach de Mëtteg dovou geschwat ginn, mä wann ee mat den Exploitanten vun de Kläranlage schwätzt, weess een, dass dat e ganz seriöse Problem ass. Dee bréngt nämlech ëmmer méi Stockageproblemer mat sech, well d'Landwirtschaft net méi bereet ass, respektiv och net méi kann all Klärschlamm notzen.

En zweete Punkt ass deen - an de Minister huet dat de Moien - an scho kuerz ugeschnitten - vun de Medikamenterréckstänn an eisen Ofwässer, e Problem, dee bis dato quasi hei zu Lëtzebuerg, kann ee bal soen, tabuiséiert ginn ass. Wann een awer mat auslännesche Spezialiste schwätzt, da kritt ee ganz kloer gesot, datt dat dote schonn e ganz grouse Problem ass. Ech sinn och iwwerzeegt, och als net Fachmann, dass dat awer hei zu Lëtzebuerg mat Sécherheet och schonn ee Problem duerstellt, dat ass also eppes, wat mir an Zukunft an eiser Kläranlagepolitik méi mat muss berücksichtegen. Well déi toxesch Wierkung vun deene Stoffen op d'Grondwaasser, op d'Iwwerflächewaasser an op d'Drénkwaasser souguer ass nogewise ginn, an international Etüde schwätzen dovunner, dass et haut schonn eng ronn 5.000 Stoffen gëtt, déi deementspriedend eng toxesch Wierkung op d'Waasser hätten.

Da vläicht en drëtten Punkt nach, dat ass virun allem...

(Interruption)

Wësst Der, dat doten ass eng Diskussioun - elo geet gläich d'rout Luucht hei un - wou een nach vill méi an de Fong misst goen. Déi reservéiere mir eis da fir eng aner Kéier, mä et ass awer e ganz seriöse Problem.

(Interruption)

Da wëll ech awer nach op een anere Punkt hiweisen, an dat ass virun allem awer de momentanen niddrege Waasserstand vun enger Rei vu Waasserleef, wat awer beweist, dass de Grondwaasserspiegel mat Sécherheet och eng Rei vu Problemer huet. Dat kann een doduerch erklären, dass mir natierlech enorm héich Temperaturen am leschte Summer haten, dass net extra vill Waasser während de Wanterméint an eis Gewässerleef komm ass. Mä wat awer ka fir d'Zukunft enorm Problemer fir eis Gewässerleef mat sech bréngen, ass besonnesch wann eng héich organesch Belaaschtung do ass a gläichzäitig en niddrege Waasserstand, wéi gesot. Et soll een dat net ze vill negativ gesinn, mä awer drop opmierksam maachen, dass dat ouni Zweifel e gréisser Problem ass.

Ofschléissend kann ech nëmme soen, dass haut jiddefalls e gudden Dag fir d'Uelzecht ass. Dat kann een nëmme begrëssen, an dofir bréngen ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzprojet, net ouni awer ofschléissend dem Kolleeg Fred Sunnen och nach e grouse Merci ze soe fir seng mëndlech respektiv schrëftlech Berichter.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Merci all deene Leit, déi un deem Projet matgeschafft hunn. Selbstverständlech ass den ADR domat d'accord, fir déi Kläranlag hei ze finanzéieren. Investitiounen an d'Kläranlage sinn eng Prioritéit a si leider an der Vergaangenheet allze vill vernoléisseg ginn.

Just zwou Bemierkungen, well de Projet selwer hei schonn erkläert ginn ass, a mä Virriedner huet eng ganz Rei vu wichtige Iwwerleeunge mat op den Dësch geluecht.

Bedauerlech ass e bëssen deen Hickhack tëschen der Stad Lëtzebuerg an der Hesper Gemeng iwwer déi technesch Ausleung vun deem ganze System vu Kläranlagen a vun Egouten, ob elo Bouneweg oder Beggen, oder och nach déi kleng Anlag beim Rond-point Glück. Déi Décisiounen hunn esou laang geschleeft duerch Mëssverständnisser tëschen deene verschiddene Gemengen.

Bedauerlech ass och, dass beim Bauen a bei den Ausweidung vun de Bauperimeteren an der Gemeng Hesper zënter Joren ouni Iwwerleeung geplangt ginn ass, an déi demographesch Entwécklung ass net vum Himmel gefall; déi ass an deene leschten 30 Joer gewuess, sou dass een ouni Weideres hätt missen an hätt kënnen en neit Netz an nei Kläranlage rechtzäitig virgesinn.

Mir hoffen op alle Fall, dass och dem Fong d'Loft net ausgeet, fir déi sëlliche Kläranlagen, déi nach feelen an am Bau sinn, ze finanzéieren. Ech bréngen heimadder den Accord vum ADR zu dësem Projet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Et ass kee méi agedroen. Den Här Minister huet jo de Mueren zu deenen zwou Kläranlage geschwat.

Da kéime mer zur Lecture vun den Artikelen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme of iwwert de Projet de loi 5265.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 56 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Marco Schank), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Emile Calmes), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Wohlfart), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5318 iwwert d'Grenz tëschent der Escher an der Schëfflenger Gemeng. Et si schonn ageschriwwen: d'Madame Mutsch an déi Häre Graas a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein.

5. 5318 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange**Rapport de la Commission des Affaires intérieures**

Mme Nelly Stein (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'éischt dem President vun der Kommissioun vun den Affaires intérieures, dem Marco Schank, merci soen, datt ech dierf dee Rapport zu dësem Projet de loi maachen als Netmember vun der Kommissioun. Mä Dir musst verstoen, dee Projet hei läit mir ganz besonnesch um Häerz. Et geet jo ëm Schëffleng an ech hu mech schonn an de Joren 2001 an 2002 des Laangen an des Breede mat dësem...

(Interruption)

Jo, et geet och ëm Esch.

...Projet befaasst.

De 26. März 2004 huet de Minister Michel Wolter de Projet an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet de Gesetzestext de 25. Februar zougestallt kritt an huet

säin Avis den 30. März ofginn. D'Kommissioun vun den Affaires intérieures huet an der Réunioun vum 7. Abrëll de Projet analyséiert a mech als Rapporteur bestëmmt. De schrëftleche Rapport gouf an der Sitzung vum 28. Abrëll unanimement ugeholl.

Mat dësem Projet ginn d'Gemegegrenze vun Esch a Schëffleng geännert. Schëffleng trëtt um Lallengerbiert op der Plaz „op der Eisekaul“, en Terrain vun engem Hektar, 36 Ar, 91 Zentiar un d'Gemeng Esch of. Als Géigeleeschung kritt d'Gemeng Schëffleng vun der Escher Gemeng en Areal vun engem Hektar, 26 Ar, 24 Zentiar, eng Differenz vun zéng Ar, an zwar „am Pudel“ tëscht der Rue du Moulin an de Schmelzweieren.

Firwat gëtt elo eigentlech dësen Tosch vun Terrainë gemaach?

(Coups de cloche de la Présidence)

Am Joer 2001 huet d'Entreprise „De Schëfflenger Schräiner“ d'Stad Esch befaasst mat enger Demande de projet d'aménagement particulier, fir op hirem Terrain eng nei Schräinerei ze bauen. Dëse Site hat den Nodeel, datt e wäit ewech vun den Escher Infrastrukture war, wéi zum Beispill vu Kanal a Waasser.

Wuel hat d'Commission d'aménagement en Avis positif ginn, an zwar de 5. September 2001. Mä, an dat versteet all Gemengepapp oder all Gemengemamm, d'Gemeng Esch an dësem Punkt reitend war fir de Projet ze autoriséieren, well hir Infrastrukturen en Uschloss un hir Netzer net erlaabt hätten, oder nëmme ënnert engem ganz grouse Käschtenopwand.

Kuerz duerno, also Ufank 2002, ass dunn och, wéi duerch en Zoufall, d'Gemeng Schëffleng mat engem Projet befaasst gi vun der Extensioun vun de Gebailechkeete vun der APEMH um Centre Nossbiert. Wéi jidderee weess, läit de Centre Nossbiert um Territoire vun der Gemeng Esch, mä déi ganz Extensioun wär op den Territoire vun der Gemeng Schëffleng um Lallengerbiert komm. Déi geplangten Extensioun hätt integral um Territoire vun der Gemeng Schëffleng geleeën, an do huet sech deeselwechte Problem gestallt wéi bei der Schräinerei. Och op där Plaz huet Schëffleng keng Infrastrukturen an dëst Gebai hatt also net kënnen un d'Netzer vu Schëffleng ugeschloss ginn.

D'Commission d'aménagement hat de Problem erkannt, an ech sinn deene Leit wierklech dankbar. Déi hunn zwar e positiven Avis ginn, mä si hunn eng ganz konstruktiv Propos gemaach. Dës Propos huet eigentlech déi zwee Problemer - zwou Mécken op ee Schlag - geléist.

Déi Schëfflenger Gemeng huet dunn dës Propos an engem Bréif un déi Escher Gemengeverantwortlech geschriwwen an huet do och, wéi net anescht erwaart, e positiven Echo kritt am Juli 2002. Doropshin hunn déi respektiv Servicer vun deenen zwou Gemenge sech zesummesat an déi nei Limité fixéiert, déi déi zwee Schaffereit du virgeschloe krute fir dësen Tosch ze maachen.

Ech muss an dësem Zesummenhang déi gutt Zesummenaarbecht vun deene Leit luewen, déi an deenen zwou Gemenge sech derfir agesat hunn, datt mer dëse Projet konnten op d'Schinn setzen. Engersäits de Service du Géomètre vun Esch an anerersäits de Service écologique vun der Gemeng Schëffleng. Déi Leit hunn den Dossier esou gutt préparéiert, dass en ouni Schwieregkeet, mat Ausnahm vun e puer Remarquen, awer redaktioneller Aart, vum Statsrot, all Instanzen duerchlafte konnt. Déi gutt Zesummenaarbecht war awer nëmme méiglech, well mer um politesche wéi och um techneschen Niveau eis ganz gutt verstinn. Dofir en décke Merci un

all déi Leit, déi sech fir dëse Projet staark gemaach hunn an hir Energie dra geluecht hunn, fir en ze realiséieren.

Ech wëll awer och net vergiessen, der Escher Buergermeeschtesch merci ze soen. D'Madame Lydia Mutsch an ech hunn eis méi wéi eng Kéier iwwert dëse Projet ënnerhalen a mir hu wierklech den Dossier suivéiert, fir datt de Projet net sollt a Verzuch geroden. Et muss een dat soe wat stëmmt, an dat war an dësem Fall genausou wéi ech et elo gesot hunn.

Ech si ganz besonnesch frou datt déi zwee Projeten, souwuel dee vun der Eltereverenegung fir geeschteg handicapéiert Kanner, wéi och dee vun der Schräinerei Schëffleng elo endlech kënnen realiséiert ginn. An ech muss derbäi soen, nach a rasonnablen Délaien. Ech si wierklech frou, datt endlech d'Aarbechte kënnen ugefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat war et. Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet an ech wëllt ofschléissend den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydia Mutsch (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well d'Madame Stein an hirem mëndlechen a schrëftleche Rapport scho relativ komplett war, kann ech mech op e puer Aussoen hei limitéieren an nëmme dat confirméieren, wat si elo just hei gesot huet.

Dat Ganzt geet also schonn op d'Joer 2002 zrëck. Dat heescht dee Projet huet elo vu Schëfflenger Sait zwou Buergermeeschteren als Interlocuteuré gehat. Ugaangen ass et awer mat der Madame Stein als Buergermeeschter a finaliséiert ginn ass et vun hirem Nofolger, deen eigentlech déi gutt Viraarbecht konnt notzen, fir déi Saach esou schnell wéi méiglech dann och ze finaliséieren.

Ech géing vläicht just als Ajout soen, dass mer ënnerwee eng kleng Hürd ze bewältegen haten - dat weess d'Madame Stein och -, well nodeem mir esou ëm Ouschteren 2002 eng éischte Kéier dorjwwer geschwat haten an direkt en Échange de lettres gemaach haten, hu mer déi Wochen duerno direkt eis Servicer chargéiert fir deen Dossier ze entaméieren. Wou mer déi Dossier ofginn hunn, do war entre-temps déi nei Legislatioun a Kraaft, déi vum 25. Juli 2002 wou et ëm d'Reorganisatioun vum Kadaster goug. D'Wuert ass eis vun der Administration du Cadastre et de la Topographie signaléiert ginn, dass do drasténg, dass all Aarbechten, déi ronderëm Kantonslimiten, Gemengen oder Sektione falen, alleng an d'Attributioun vun der Administratioun falen.

Elo haten awer eis fläisseg Servicer déi dote Mesuragé schonn alleguerte virgeholl, dat heescht, déi waren am Fong scho prett, a fir den Dossier net nees vu vir unzefänke gouf en Accord mam Geometer négociéiert, deen zoustänneg war fir d'Administratioun fir d'Regioun Süden. Deen huet och dunn akzeptéiert, fir op Basis vun deene Viraarbechten, déi scho geleeest gi waren, déi Pläng ze dresséieren, ënnert der Responsabilitéit, déi déi dem Gesetz no hätt, esou dass déi gutt Aarbecht, déi vun de Servicer gemaach gi war, net fir näischt war an déi ganz Prozedur net vu vir huet missen ufänken.

Mir wëssen dann och elo wat dat alles bedeit, wann een eng Grenzupassung mécht, mir kennen elo de genee Wee, dat ass also elo eng fir eis novollzéierbar Hürd, déi do ze huelen ass. Mir freeën eis natierlech och hei als Fraktioun, dass, zousätzlech zu enger gudder Entente tëschent zwou Gemengen, en plus eppes dofir eraus komm ass fir e klengen, respektiv mëttelstännege Betrib, deen do verbessert wirtschaftlech Konditiounen virfonnt huet, fir seng Aktivitéiten am Dénngsch zu enger ganzer Regioun kënnen ze maachen. En plus kann dee Centre fir déi behënnert Kanner eng Extensioun kréien, ouni dass d'Finanzen ze vill belaauscht ginn. Wéi et hei ganz richteg vu menger Kolleegin gesot ginn ass, hätt dat kee Sënn gemaach, fir déi Annexe do op engem aneren Territoire ze baue wéi do, wou dat aktuell Gebai besteet. Sou dass mir, mengen ech, wéi een dat esou schéi seet, zwei Fliegen mit einer Klappe geschloen hunn an zur vollster Zefriddenheet vun alle Concernéierten op de Wee vum Vote vun deem Projet de loi kënnen goen. Natierlech bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt aganks der Madame Rapportrice, dem Nelly Stein, merci soe fir dee Rapport, dee jo bewisen huet, dass zwou Gemengen och kënnen ganz fruchtbar zesumme schaffen an dat ass mat Sécherheet eng vun den Haaptursachen, firwat dass d'DP selbstverständlech och wäert dësem Projet zoustëmme. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, et ass ganz kloer, dass ech och d'Zoustëmmung vu menger Partei ginn. Vu dass jo Esch 10 Ar méi grouss gëtt, mengen ech, kann ech nëmme zefridde sinn an ech hoffen, dass mir esou weider kënnen fueren. Elo hu mer schonn e Stéck vum Lallengerbiert erëm erobert an elo wäerte mir da lues a lues ufänken och Schëffleng ganz ze iwwerhuelen. Dofir kënnen mir roueg mat deem Projet hei zefridde sinn.

M. le Président. - D'Wuert huet dann den Här Minister Wolter.

(Interruptions)

Dee wëllt net méi schwätzen. Mir kommen dann elo zur Lecture vun den Artikelen a stëmme driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5318.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 58 Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel (par M. Niki Bettendorf), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Zanussi), Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Robert Mehlen);

MM. Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur gemeinsamer Diskussioun vun de Projets de loi 5150 an 5151 iwwert d'Personnalité juridique vun der rumänesch- a serbesch-orthodoxer Kierch a vun der anglikanescher Kierch. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn agedroen: déi Häre Bodry, Rippinger, Henckes an Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deene béide Projeten, den honorabel Här Paul-Henri Meyers. Den Här Meyers huet d'Wuert.

6. 5150 - Projet de loi autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises Orthodoxes Roumaine et Serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises**5151 - Projet de loi autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église Anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église****Rapports de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle**

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee Projeten 5150 an 5151 sinn agereecht an deponéiert ginn den 20. Mee 2003, den Avis vum Conseil d'État ass den 9. Dezember 2003 komm an d'Chambre des Fonctionnaires an d'Chambre des Employés privés hunn en Avis ofginn. Op Grond vun éischten Avis vum Conseil d'État huet dann d'Regierung selwer den 22. März 2004 verschidden Amendementen ageereecht an dorophin huet de Conseil d'État säin Accord ginn an engem Avis complémentaire vum 1. Abrëll 2004. De Rapport iwwert déi zwee Projeten ass ugeholl ginn den 21. Abrëll 2004.

Déi zwee Projeten hunn als Zil, fir déi Konventiounen oder Deeler vun deene Konventiounen, déi de Stat ofgeschloss huet mat zwou reliéise Gemeinschaften, an zwar mat der anglikanescher Kierch a mat der

rumänesch-orthodoxer an der rumänesch-serbescher Kierch, fir déi Bestëmmungen esou wäit wéi d'Chamber gefuerdert ass, guttgeheeschen.

D'Noutwendegkeet, dass déi Konventionen oder eenzel Bestëmmungen vun deene Konventionen duerch d'Gesetz approvüert musse ginn, ergëtt sech aus den Artikelen 22 an 106 vun der Verfassung. Den Artikel 22 vun der Verfassung erlaabt et dem Stat esou Konventionen mat Reliounsgemeinschaften ofzeschleissen, deeslechten Artikel gesäit vir, dass déi Konventionen der Chamber ënnerbreet musse ginn an dass déi Konventionen, esou wäit se Bestëmmungen enthalten, déi d'Interventionen vun der Chamber noutwendeg maachen, och musse vun der Chamber approvüert ginn.

D'Chamber brauch also net d'Konventionen u sech ze approvüieren, mä d'Chamber muss d'Approbation ginn zu deene Bestëmmungen, déi ouni Gesetz net kënnen ëmgesat ginn. Bei deenen heite Konventionen ass dat de Fall: éischtens fir d'Schafung fir déi dote Reliounsgemeinschaften vun engem Statut vun enger öffentlecher-rechtlicher Persoun, zweetens fir d'Ernennung vun de Chefs du culte an drëttens fir d'Bezuele vu Paien a Pensionen.

D'Regierung selwer hat ganz am Ufank bei de Projeten déi ganz Konventionen der Approbation vun der Chamber ënnerbreet. Domat hat de Conseil d'État verschidde Schwieeregkeeten. D'Kommissioun war darselwechter Meinung an dat huet d'Regierung dann dozou geféiert, fir an den Amendementen, déi se erageerecht huet den 22. März vun dësem Joer, nëmme méi déi Bestëmmungen an de Gesetzer zréckzebehalen, déi wierklech d'Approbation vun der Chamber brauchen an déi ech elo kuerz hei genannt hunn.

Déi zwee Projeten entsprechen och, souwäit de Conseil d'État an d'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsännerung dat konnte feststellen, de Kritären vun enger Motioun, déi 1998 eestëmmeg vun der Chamber ugeholl gi war, an déi deemools als Zil hat, dass beim Ofschloss vun deene Konventionen eenheetlech Kritäre sollten ugewannt ginn. An där Missioun gëtt d'Regierung opgefuerdert, den Demandé vun de Regierungsgemeinschaften, déi esou Konventionen wëllen ofschleissen, Rechnung ze droen, ënnert der Bedéngung, dass verschidde Kritären, déi an der Motioun och festgehal si ginn, erfëllt sinn.

Ech wëll déi Kritären hei rappeléieren: Dat ass fir d'éischt emol de Kritär, dass déi Relioun, déi en cause ass, weltwäit praktikéiert gëtt, zweetens dass se offiziell weinstens an engem Land vun der Europäescher Unioun unerkannt ass, dass se hei zu Lëtzebuerg drëttens sech dem Ordre public ënnerwerft an dass se selwer zu Lëtzebuerg besteet an hei eng genügend Zuel vu Leit an hirer Communautéit huet, déi se ënnerstëtzt, an doduerch déi Gemeinschaft och fir déi dote Relioun representativ mécht.

De Statsrot, a wéi gesot déi zoustänneg Kommissioun hunn d'Situation vu souwuel där anglikanescher Kierch wéi och deenen zwou orthodoxe Kierchen hei zu Lëtzebuerg gekuckt opgrond vun deenen dote Kritären, a mir hu festgestallt, Här President, Dir Damen an Dir Hären, dass fir d'anglikanescher Kierch den éischte Kritär, dass se weltwäit muss praktikéiert ginn, erfëllt ass. Si ass och a méi wéi engem Land vun der Europäescher Unioun unerkannt, ënner anerem och an der Belsch. Si besteet hei zu Lëtzebuerg zënter 1956. Si huet sech hei näischt zuschëlde komme gelooss, an esou wéi d'Donnéeë vun der Regierung et ausweisen, si 4.900 Persounen an där Kierch do erfaasst.

Wat déi zwou aner Kierchen ugeet, ass d'Situatioun déi heiten, dass déi do Relioun a verschidde Länner vun der Europäescher Gemeinschaft, ënner anerem och an der Belsch, unerkannt ass. Et ass och esou, dass déi Kierche bis elo, esou wäit se hei zu Lëtzebuerg bestinn, sech och der öffentlecher Uerdnung ënnerwerfen oder ënnerwerf hunn, an d'Regierung deelt eis mat, dass bei där rumänesch-orthodoxer Kierch 250 Familiën déi Relioun praktikéieren a bei där serbesch-orthodoxer Kierch 350 Familiën.

D'Kommissioun huet bei der Diskussion vun deene Projete sech allerdéngs d'Fro gestallt a war och zur Meenung komm, dass ee gegebenenfalls an der Zukunft misst méi kloer festleeën, wéi dann d'Zuel vun den Adhérenten oder de Gleewege vun deene Gemeinschaft misst sinn, fir déi Repräsentativitéit vun där Gemeinschaft och hei zu Lëtzebuerg duerstestellen. Also de Kritär, deen an der Motioun ass, ass relativ vag, well d'Motioun schwätzt vun enger „communauté suffisament nombreuse“. Et muss ee sech also e gewëssene Moment d'Fro stellen, wat dat do bedeit a wou ee mat der Zuel vun de Gleewegen an deene Gemeinschaften no ënnen eventuell misst e Plaffong festleeën.

Wat déi eenzel Artikelen ugeet, mengen ech, kann ech mech ganz kuerz faassen. Bei deenen zwee Projete gesäit den Artikel 1 vir, dass déi Reliounsgemeinschaften eng öffentlecher-rechtlicher Personalitéit zouerkannt kréien. Den Artikel 2 gesäit vir, wien déi Autoritéit ass, déi an deene respektive Kierchen d'Ministres du culte soll nennen. Déi Artikele gesinn och vir, dass de Stat autoriséiert ass fir d'Paien an d'Pensionen vun deene Ministres du culte ze iwwerhuelen. Am Artikel 3 gëtt da festgehalen, dass déi Ministres du culte assimiléiert sinn, wat d'Paien an d'Pensionen ugeet, un d'Statsbeamten, an dat ergëtt natierlech, dass am Artikel 4 d'Gesetz vun 1963 muss géännert ginn, fir déi respektiv Culten, besonnesch fir d'anglikanescher Kierch, och an d'Gesetz anzuschreiwen.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Kommissioun huet an hirer Majoritéit de Rapport ugeholl an déi Texter och guttgeheescht, esou dass ech och kann dervun ausgoen, dass hei déi zwee Projeten eng Majoritéit wäerte fannen. Ech géif dat wënschen an ech bréngen heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, haut de Mëtteg si mer also mat zwou Konventionen befaasst, déi et deelweis ze approvüiere gëtt, iwwer Gesetzkonventionen, déi d'Regierung ofgeschloss huet mat zwou Kierchen. Et geet hei ëm eng praktesch Uwendung vun den Artikelen 22 respektiv 106 vun eiser Verfassung, op déi och schonn de Rapporteur, den Här Meyers, higewisen huet. Ech wëll vläicht kuerz déi Texter virlesen, den Artikel 22 besonnesch, wat am Fong d'Haaptbasis ass vun all deene Konventionen, vun deenen zwou haut a vun deenen, déi och an der Vergaangenheet scho vun der Chamber deelweis guttgeheescht si ginn.

Den Artikel 22 seet: „L'intervention de l'État dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les

autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes ainsi que les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.“ Den Artikel 106 betrëfft déi finanziell Aspekter vun deem Ganzen, dee seet: „Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.“ Esou wäit also zu där eigentlecher Basis vun deenen heite Konventionen.

Ech wëll drop hiweisen, dass mer an der viregter Legislaturperiod, et war am Juni 1998, als Chamber hei véier Konventionen diskutéiert hunn, déi en ähnlechen Objet hate wéi déi haut. Et war d'Konvention mat der kathoulescher Kierch, d'Konvention mat den israelitesche Gemeinschaften, d'Konvention mat der protestantescher Kierch vu Lëtzebuerg an d'Konvention mat der griichescher-orthodoxer Kierch.

Et muss ee soen, dass bis 1998, mat enger eenzeger Ausnahm, also während 150 Joer praktesch, sech an deem ganze Beräich näischt gedoen huet an dass eigentlech den Artikel 22, deen d'Relatiounen Kierch-Stat regelt, lettre morte bliwwen ass an deem Sënn, dass eigentlech déi Konventionen, déi de Constituant virgeschriwwen huet, ni geholl si ginn, well einfach de politesche Courage - et muss een et soen - net do war, an et huet vill Leit vläicht arrangéiert, dass e bëssen en marge vun enger Konvention eng Situation de fait entstanen ass iwwer d'Jorzéngten.

Et muss ee soen, dass mer ënnert der viregter Koalition mat där Tradition vum Stëllhalen eigentlech gebrach hunn a probéiert ginn ass an där delikater, kontroverser Fro do Neel mat Käpp ze maachen an deem Sënn, dass mat enger Rei vu Kierchen, an notament mat der Haaptkierch vu Lëtzebuerg, der kathoulescher Kierch, eng Konvention ofgeschloss ginn ass. Fir déi eng war et, an dat gëllt fir meng Partei, eng Méiglechkeet fir méi Transparenz an déi Relatiounen eranzekréien, notament och wat de finanzielle Volet ugeet, wat d'Organisation och vun der Kierch ugeet, an op där anerer Säit war et de Wonsch vun der Kierch selwer fir eng rechtlech Ofsécherung ze kréie vun enger Situation de fait, déi an de Jorzéngten entstanen ass.

Paradoxerweis muss ee soen, dass et eng Ausnahm ginn ass zu deem Näischtmaache während Jorzéngten. Dat war am Joer 1982 wou eng Konvention guttgeheescht gi war, eng ofgeschloss ginn ass vun der Regierung, déi deelweis guttgeheescht gi war vun der Chamber, dat war mat der reforméierter protestantescher Kierch vu Lëtzebuerg, am Joer...

(Interruption)

Voilà, et ass also eng ganz droleg Explikatioun fir déi dote ganz spezifesch Entwécklung am Joer 1982, wou also esou nëmme eng Konvention praktesch mat enger klenger Kierch ofgeschloss gi war. Dat war déi eenzeg Applikatioun eigentlech vun deem Artikel 22 vun eiser Verfassung.

Ech mengen, als LSAP hu mer bei deene ganzen Diskussionen an der leschter Legislaturperiod och drop higewisen, dass et wichteg ass eng Gläichberechtigung, eng Gläichstellung vun den eenzelne Kierchen, eenzelne Reliounen hei zu Lëtzebuerg ze kréien. An d'Chamber huet sech och während deenen Debatten am Juni 1998 selwer eigentlech an der Regierung Kritäre ginn, fir ze kucke wéi een an Zukunft sollt mat där doter Matière verfuere.

Dat war iwwregens deemools eng Motioun, déi duerch Handophien, ouni Géigestëmm, hei an der Chamber guttgeheescht ginn ass, déi also, souwäit wéi een dat kann novollzéien, mam Accord vu sämtleche Fraktiounen hei geholl ginn ass, wou sengerzäit sech géeneegt gi war fir eigentlech véier verschidde Kritäre festzehalen, no deene sollt gekuckt ginn an Zukunft, wann ähnlech Demandé komme vu Kierche fir eng offiziell Unerkennung vum Stat ze kréien an eng konventionell Verbindung eigentlech och mam Lëtzebuerger Stat opzehuelen.

Ech wëll kloer soen, dass eis Fraktioun voll a ganz hannert deene Kritären, déi mer 1998gemeinsam festgeluecht hunn, steet. Mir verrieden haut an der Oppositioun keng aner Positioun wéi mer se an der Majoritéit am Joer 1998 vertritt hunn. An eise Ofstëmmungsverfahren haut wäerte mer also déi Kritären uwenden, déi d'Chamber der Regierung a sech selwer viru sechs Joer ginn huet fir ze kucken, ob déi Accorden, déi elo mat deenen zwou respektiv dräi Kierchen ofgeschloss ginn, deene Kritären do entsprechen, an dat wäert och eist Ofstëmmungsverhalen herno bestëmmen.

Politesch bleift d'Zil vun eiser Partei, och dat wëll ech awer hei ervirhiewen, etappeweis e laizisteschen, reliounsneutrale Stat, mä en tolerante Stat selbstverständlech hei zu Lëtzebuerg opzebauen, wat zu groussen Deeler besteet. Et soll een do net iwwerdreiwen an deem Ganzen, mä et gëtt Domänen, wou nach Efforte musse gemaach ginn, a wou ech och mengen, dass déi geschichtlech Entwécklung wäert an déi dote Richtung goen, dass do méi eng staark Trennung vun deem Reliösen a vun deem Staatleche kënn. Ech denken do besonnesch un de Moralunterricht an de Schoulen. D'Entwécklung wäert mat der Multiplizéierung vun de Reliounen an déi dote Richtung goen, dass mer an e puer Joer nëmme een eenzege gültege Moralunterricht hunn, deen net konfessionell gebonnen ass, wou jiddfere sech an deem Ganzen kann zréckfannen, deen dann eigentlech géif dee klaschesche Reliounsunterricht vun der kathoulescher Kierch ersetzen. Ech si sécher, dass d'Entwécklung historesch wäert an déi do Richtung goen. Ob de Législateur do direkt agräift oder net, dat féiert alles an déi dote Richtung hin.

Et bleift, dass mer eng Verfassung hunn. Et bleift, dass mer Reliounsfräiheet hunn an dass eis Verfassung virschreift, dass Reliounen sollen unerkannt ginn an dass do solle konventionell déi Relatiounen geregelt ginn. Dat huet mer zur Kenntnis an et ass an deem Kader, wou mer eis haut bewegen, an et ass dee Kader, dee mer musse respektéieren a wou mer kucken dann dat och a geuerdneten an och rationale Kritäre mat Liewen ze erfëllen.

Zwou Konventionen leien eis haut vir: et ass eng mat der anglikanescher Kierch vu Lëtzebuerg an eng zweet Konvention, déi mat zwou orthodoxe Kierchen ofgeschloss gëtt, där rumänesch-orthodoxer an där serbesch-orthodoxer Kierch vu Lëtzebuerg. D'Partikularitéit bei deenen zwou Konventionen ass - mä dat hate mer scho bei der serbesch-orthodoxer Kierch, mat där ënnert der viregter Legislaturperiod déi Konvention guttgeheescht ginn ass -, dass de Chef de culte net zu Lëtzebuerg sëtzt, dass en och net vu Lëtzebuerg ka bestëmmt ginn, sou wéi et am Artikel 22 steet, sou dass déi Fro vum Chef de culte senger Nominatioun, awéiwäit d'Regierung do matspillt, eigentlech hei net tangéiert gëtt. Déi Fro stellt sech praktesch net, well dat Kierche sinn, déi esou organiséiert sinn, dass hire Chef de culte eben ausserhalb vu Lëtzebuerg ass, an natierlech d'Oflossnahme vun enger Lëtzebuerger Regierung op eng Nominatioun relativ schwierig, wann net

onméiglech ass an esou enger Situatioun.

Ech kommen op déi véier Konditionen zréck, déi d'Chamber festgehalen huet 1998.

Éischt Konditioun: Et muss eng Relioun sinn, déi op Weltniveau verbreet ass; dat trëfft sécherlech fir d'anglikanescher Kierch zou.

Zweet Konditioun: Déi Kierch muss eng offiziell Unerkennung an engem EU-Land kritt hu virun där Unerkennung, déi se elo duerch Lëtzebuerg kritt; dat trëfft fir d'anglikanescher Kierch zou. Et ass d'Church of England. Et ass also d'Statskierch an England a si huet och an der Belsch eng offiziell Unerkennung scho kritt, sou datt déi Konditioun do och fir d'anglikanescher Kierch erfëllt ass.

Drëtte Punkt: Déi Kierch muss sech zu Lëtzebuerg dem nationalen Ordre public ënnerwerfen. Déi Kierch ass zënter 1956 hei instaléiert. Et ass net bekannt, dass do iergendwellech Problemer waren. Et kann een also och dovunner ausgoen, dass déi Konditioun do erfëllt ass.

Véierte Punkt: Si muss zu Lëtzebuerg historesch verankert sinn an och genuch Anhang hunn, genuch Leit also, déi déi Relioun praktikéieren. Et ass also och e gewëssene quantitative Kritär mat agebaut gi sengerzäit vun der Chamber. Déi Konditiounen schéngen hei erfëllt ze sinn. Wann ee bedenkt, dass eng ronn 5.000 Englänner hei zu Lëtzebuerg liewen, dass dat dote wéi gesot hir Statskierch ass an dass se zënter 1956 hei tätég ass, kann een also dovunner ausgoen, dass dann also déi Konklusioun, déi mir als LSAP-Fraktioun zéien, ass, wat d'anglikanescher Kierch ugeet, dass déi Konditiounen, déi sengerzäit d'Chamber gesat huet, déi d'Regierung acceptéiert huet, an deem heite Fall erfëllt sinn.

Méi problematesch gëtt et - an dofir wäert eist Ofstëmmungsverhalen och do anescht sinn - bei der rumänesch-orthodoxer a bei der serbesch-orthodoxer Kierch vu Lëtzebuerg. Wann een do déi véier Kritären duerchgeet, da gesäit een, dass eenzel Kritäre respektéiert sinn. Et sinn zwou Reliounen, déi op Weltniveau verbreet sinn. Et si sécherlech och Reliounen, déi sech dem Lëtzebuerger Ordre public ënnerwerfen. Méi kritisches gëtt et scho bei engem Kritär - dat ass d'Verankerung zu Lëtzebuerg iwwer Jorzéngten, also e bëssen eng historesch Bannung mam Lëtzebuerger Land, an och bei der Fro, ob genuch Leit do sinn, déi déi Reliounen do hei zu Lëtzebuerg praktikéieren. Dat schéngt mer zumindest bei der rumänesch-orthodoxer Kierch e bësse fraglech ze sinn. Do gëtt am Exposé des motifs gesot, dat wäeren 250 Familiën hei zu Lëtzebuerg, déi theoretisch géifen dorënner falen. Dat ass den Niveau relativ déif ugesat. Mir wëssen allerdéngs och, dass bei der israelitescher Communautéit och déi Zuel net vill méi héich ass, quite dass et dofir och traureg historisch Explikatiounen gëtt, firwat dat hei zu Lëtzebuerg esou ass. Et bleift, dass do also e Fragezeichen ass.

Mä kloer gëtt et an eisen Aen allerdéngs, an zwar an engem negative Sënn, wat déi zweet Konditioun ass, déi Chamber a Regierung sech 1998 ginn haten, an déi seet, dass, ier de Lëtzebuerger Stat, ier d'Lëtzebuerger Regierung eng Kierch hei soll offiziell unerkennen an eng Konvention mat hir maachen, misst eng offiziell Verankerung vun där Kierch an engem EU-Land stattfonnt hunn. Do geet aus kengem vun den Dokumenter ervir, dass dat de Fall ass. Déi rumänesch-orthodox Kierch an déi serbesch-orthodox Kierch si bis elo vu kengem aneren EU-Land offiziell unerkannt ginn. Lëtzebuerg wär also dat éischt Land, wat déi dote Kierche géif unerkennen.

Do warne mer awer als sozialitescher Fraktioun virun deem Risiko,

dee besteet hei Prezedenzfäll ze schafen an hei virpreschen an där doter Fro. Mir wësse wéi vill verschidde Kierchen et gëtt, déi och deelweis hei zu Lëtzebuerg duerch eben déi multikulturell Openheet, déi eis Gesellschaft huet, vertritt sinn. Wa mer also ganz lacker si mam Émgank, mam Kritär vun där Zuel vun deene Leit, wa mer och nach elo ganz lüch émgig mat dem Kritär vun der offizieller Unerkennung virdrun an engem anereren EU-Stat, da mengen ech, sinn all Dieren op fir weider Unerkennung vum alle méigleche Kierchen. Da komme mer erëm op déi Fro: Wou ass d'Differenz tëschent enger Kierch an enger Sekt? An da si mer an enger Diskussioun dran, déi mer, mengen ech, alleguer hei net wëllen.

Dofir soe mir hei, dass mer solle virsiichteg sinn! Mir sollen eis un déi, mengen ech, vernünfteg Regeln halen, Konditiounen halen, déi mer gemeinsam festgeluecht hu viru sechs Joer - et ass jo keng Éiwegkeet hier -, wéi mer konkret Fäll diskutéiert hunn, a mir solle vun deenen net ofwächen.

Dat huet näischt ze dinn, dass eis Partei iergendwellech negativ Geffiller par rapport zu deenen dote Kierchen hätt, mä et geet hei drëm, dass mer eis selwer un d'Spillsregelen halen, u Regeln, déi mer eis gesat hunn an déi markéiert ware vum Wonsch fir hei eng gewëssen Ouverture ze maachen, mä awer net all Dieren opzeräissen an fir all méigleche Kierchen, fir ze verlaangen an d'Konventioun mam Stat eranzekommen, fir d'Personalitéit juridique ze kréien a virun allem awer och natierlech fir d'Personal mat Statsgelder bezuelt ze kréien, well dat ass jo eigentlech awer ee vun den Haaptpunkte vun deenen dote Konventiounen.

Dofir si mir der Meenung, dass mer et hei mat zwou Kierchen ze dinn hunn, déi déi Konditiounen do net erfëllen, déi net offiziell unerkannt si ginn an engem anereren EU-Stat, wou mir dat éischt EU-Land wieren, wat dat géing maachen. Mir fanen, mir sollten eis zrëckhalen an där doter Fro an net virpreschen, well mer net wësse wéi et da weidergeet. Mir wësse jo och, dass Gerichter do sinn, déi eventuell esou Décisiounen kontrolléieren. Wa muer eng Kierch kennt an d'Regierung seet: „Nee, mat deene wëlle mer näischt ze doen hunn!“, da sinn eventuell Gerichter do, déi kontrolléieren, ob dee Refus do rechtens ass. Dofir soll ee sech wa méiglech un déi Kritären halen, déi ee sech selwer ginn huet, an net do ze vill Interpretationsspielraum mat abauen, soss fäerten ech gi mer herno verschidde Situatiounen net méi Meeschter.

Ech weess, dass vu Regierungssäit wäert argumentéiert ginn: Jo, dat sinn zwar eenzel Kierchen, mä eigentlech hänke se awer iergendwéi erëm eng Kéier zesummen.

Wann dat esou ass, dann hätt ee jo eng Konventioun kënnen maachen. Mir betruuchte se awer als getrennten Entitéiten a si kréie jo och getrennt eng Personalitéit juridique de droit public. Si kréien net virdu schonn an hirem Numm déi dote Personalitéit. Ech mengen et muss een do logesch sinn am Gesamt-opbau. Et kann een net op där enger Säit soen: Et si getrennten Entitéiten. Dann erëm soen: Si gehéieren awer iergendwéi zesummen. Mir mussen och hei juristesche Kritären uwenne fir dat ze kontrolléieren, an net spiritueller Kritären fir dat doten ze kontrolléieren. Mir sinn an engem Rechtsstat an do mussen déi Regele gëllen.

Ech wëll do awer selwer d'Regierung zitieren. D'Auteurs vum Projet de loi hu ganz kloer gesot, dass mer et hei mat getrennten Kierchen ze dinn hunn, déi eigentlech näischt mat enger grousser orthodoxer Kierch ze dinn hunn. Ech wëll zitieren aus dem Exposé des motifs vun der Regierung, déi gesot huet, wat déi zwou orthodox

Kierchen ugeet, iwwert déi mer haut diskutéieren: «Il n'existe pas d'église orthodoxe unifiée...» - net de Contraire, steet hei dran - «Il n'existe pas d'Église Orthodoxe unifiée comme l'est l'Église Catholique Romaine, mais un certain nombre d'Églises locales dont chacune se caractérise par des traditions théologiques, spirituelles et linguistiques plus ou moins autonomes. Toutes ces églises s'alignent sur la juridiction du Patriarcat Oecuménique de Constantinople avec lequel ils vivent en communion.»

Ech wëll jo gären dass déi a Konventioun do matenee liewen, mä dat ass kee juristeschen Terme an et ass keng juristesche Bindung, déi tëschent deene Kierchen do entsteet. Déi sinn am Geescht vläicht matenee verbonden, mä juristisch si se et op jidde Fall net.

Wann ee fir de laizistische Stat ass, da muss een natierlech och fir e Rechtsempfänger sinn, wat op laizistische Grundlagen opgebaut ass, rationale Grundlagen opgebaut ass, an esou kënnen mir eigentlech esou Argumenter ganz schwéier akzeptéieren.

Dofir si mir der Meenung, ouni dass dat sech géint déi Kierchen an hir Reliounen richt, dass een hei einfach sollt virsiichteg sinn; dass mer hei e Schratt maachen, deen e Schratt kann ze wäit sinn; an dofir wäerte mer also als Konklusioun vun eisen Iwwerleeunge „jo“ soen zu där Konventioun mat der anglikanescher Kierch zu Lëtzebuerg, well déi de Kritären entsprécht, déi mer eis gemeinsam ginn haten; a mir wäerten eis enthalen bei där zweeter Konventioun, wat déi rumänesch-orthodox a serbesch-orthodox Kierch ugeet, well mer mengen, dass mer eis do net méi un déi Kritären halen, déi mer eis ginn haten, déi awer mengen ech wichteg wieren, dass se géife respektéiert bleiwen.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner huet elo den Här Jean-Paul Ripinger d'Wuert.

M. Jean-Paul Ripinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als Fraktioun hu kee Problem, déi zwou Projet-de-loien iwwert déi Konventioun engersäits mat der rumänesch-serbescher an anerersäits mat der anglikanescher Kierch ze stëmmen.

Mir haten dat och net 1998 an ech brauch och net elo an den Detail ze goen, well de Rapporteur alles hei gesot huet, wat ze soen ass. Ech géing just ervirhiewen, dass an deene véier Projekte mat deene Kierche vum 17. Juni 1998, wou mer déi Konventiounen ofgestëmmt haten, de Rapporteur den Här Biltgen war, an e war och President vun der Kommissioun. Dat gëtt dem Här Meyers Hoffnung fir d'nächst Joer. Nach eng Kéier, Här Meyers, den Här Biltgen war Präsident-rapporteur vun deene Projet-de-loien iwwert d'Kierchen 1998. Dir sidd et haut vun deenen zwee hei. Dat léisst lech hoffe fir d'nächst Joer vläicht weider ze kommen.

Ceci étant dit, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen hei ëmmer ganz vill vu Kult a vu Kierch. Ech hunn och keng Schwierigkeet, dat hei nozevollzéien a sech op d'Verfassung ze baséieren, notament op den Artikel 22 an op den Artikel 106 vun eiser Verfassung. Mä mir mussen awer wëssen, dass et am Lëtzebuergesche Droit keng Definitioun gëtt, och net am Verfassungsrecht, vum Wuert „culte“. Et gëtt d'ailleurs och keng Definitioun vu Relioun a vu Kierch. Mir wëssen dass d'Kierch, d'kathoulesch Kierch an aner Glawensgemeinschaften op enger ganz laanger Traditioun berouen, mä déi juristesche Notioun vu Kierch, vu Culte, vu Relioun ass net definéiert.

An da komme mer an eng Schwierigkeet. Et ass nämlech ganz schwierig ze discernéieren, objektiv ofzeweien tëschent de Reliounen a Glawensgemeinschaften, déi offiziell unerkannt sinn, an anereren, déi et net sinn oder déi et och net ginn.

Et gëtt sech baséiert, ech soen et nach eng Kéier, op déi Artikelen 22 an 106 vun der Verfassung, notament wat d'Interventioun vun der Chamber ugeet, an d'Chamber huet sech selwer Kritären ginn. Jidderee muss a sengem Gewëssen, ier en ofstëmmt, wëssen, ob déi Kritären, déi mer eis selwer fixéiert hunn, zur Uwendung kommen.

Wann ech awer dorobber zrëckgi wat 1998 gesot ginn ass, da sinn deemols net nëmmen déi véier Projet-de-loie matenaner gestëmmt ginn, mä do ass als fënnefte Projet de loi deen iwwert d'Organisation de l'enseignement primaire mat ofgestëmmt ginn, nämlech wou mat de Sozialisten, mat der CSV an der Regierung, den Enseignement religieux, d'kathoulesch Relioun also an der Primärschoul vun dräi op zwou Stonnen erfogsat ginn ass. Wann ee bedenkt, vun enger Partei déi nach viru kuerzem bei den Débäten iwwert d'Privatschoulen iwwer hire Spëtze kandidaten hei soe gelooss huet, si géifen antriede fir d'Trennung vu Kierch a Stat, dann ass dat dach awer eng ganz komesch Attitude.

Une voix. - Wéi ass et da bei lech?

M. Jean-Paul Ripinger (DP). - Bei eis ass et ganz einfach. Mir hu praktizéierend Katholiken, mir hu Leit déi net praktizéieren, mir hunn Atheisten. Bei eis ka jidderee maache wéi e wëllt.

(Interruptions)

Dofir si mir och eng liberal Partei a mir brauchen esou eppes guer net an eise Programm ze schreiwen. Op jidde Fall...

(Brouhaha général)

Dat ass dat. Dat ass och vill méi einfach, an ech géif mol gären lech héieren, déi Ideologie hei ze verrieden.

Mech interesséiert eigentlech nëmmen, esou wéi de Spriecher vun der sozialistescher Fraktioun dat eigentlech op eng, géing ech soen, vill méi intelligent Aart a Weis haut gemaach huet, fir sech aus deem Ganzen do eraus ze wannen, wat 1994 an dem Programm vun der Sozialistescher Aarbechterpartei stoung. Do stoung ganz kloer dran: „Der Staat garantiert die Freiheit eines jeden Bürgers sich zu der von ihm gewählten Kirche zu bekennen oder ohne religiöse Zugehörigkeit zu leben. Angesichts der Vielzahl der Glaubensbekenntnisse und Kirchen sowie der notwendigen Neutralität des Staates in dieser Hinsicht ist eine klare Trennung zwischen dem Staat und den Kirchen festzuschreiben.“

An hirem Programm vum Joer 2004, Sait 71 an 72, schreiwen d'Sozialisten eemol méi: „Der laizistische Staat, in dem eine klare Trennung zwischen Religionen und staatlichen Einrichtungen besteht, ist das erklärte Ziel der Sozialisten.“

Also ech muss soen, wann ech dann zu dem Projet vun der Privatschoulen de Spëtze kandidaten vun de Sozialisten hei héieren hunn, deen also déi kloer Trennung do präconiséiert, an dann elo deen anere „bal Spëtze kandidaten“ géing ech soen, deen dat op eng intelligent Aart a Weis gesot huet, wann ech elo Sozialist wier, dann hätt ech zwou Méiglechkeeten: Entweder ech follechen dem Här Bodry a wann ech dann esou e Problem hu wéi deen hei, da beruffen ech

mech op d'Verfassung; a wann ech dat net sinn, soe mer ech sinn e gudd praktizéierende Sozialist, dann huelen ech d'Bibel vun de Sozialisten, nämlech d'Trennung vu Kierch a Stat.

Et ass bei hinnen e bëssen d'selwecht wéi mat der Iddi vun der 35-Stonne-Woch. Déi eng sinn dofir, déi aner sinn dergéint, mä et ass fir jiddereen eppes dran.

An dofir sinn ech der Meenung...

(Interruption)

Ech hunn lech dat jo gesot. Ech hunn dat 1998 gesot, do kënnt Der et noliesen.

(Brouhaha général)

Nee, ech hunn 1998 am Numm vun der demokratescher Fraktioun geschwat an der Chamber an dat kënnt Der alles noliesen op de Säiten 2944 et suivantes. Do steet dann alles ganz kloer dran, wat d'Positioun vun der Demokratescher Partei deemools war. An déi huet net variéiert, contrairement zu anereren. An dofir, Här President, ass et fir eis och keng Schwierigkeet, dës zwou Projet-de-loien ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Attitud vum ADR wäert net changéiere par rapport zu där Attitud, déi mer 1998 ageholl haten.

Ech wëll drun erënneren, dass mer effektiv e puer Problemer hu wann een esou Konventiounen ofschléisst, déi a Konformitéit zu den Artikelen vun onser Verfassung muse sinn. Artikelen, déi revisabel erkläert gi sinn a wou een hätt kënnen d'Geleeënheet notze fir se ze changéieren, wat awer leider net geschitt ass.

Eng vun deene Schwierigkeeten, déi mer hunn, ass d'Definitioun vun deem, wat een als Kierch versteet. Deemools wéi ons Konstitutioon verfaasst ginn ass, gouf et en fait nëmmen eng Kierch hei zu Lëtzebuerg, dat war déi kathoulesch Kierch - et kann een eventuell och nach déi jiddesch-religiéis Gemeinschaft virgesinn, mä déi war déi Zäit awer, mengen ech, nach net en tant que telle strukturéiert -, sou dass mer haut mussen deen Text, wéi mer en an der Konstitutioon virleien hunn, interpretéieren.

An effektiv, wann een de Larousse kuckt, da gesäit een, dass „Église“ Folgendes ausseet: «Est un ensemble de personnes professant une même doctrine animée du même poids.» An d'Wuert Relioun gëtt definéiert wéi: «Reconnaissance par l'être humain d'un pouvoir ou d'un principe supérieur de qui résulte cette croyance en conformité avec un modèle social et qui peut constituer une règle de vie. Un système de croyance et de pratique impliquant des relations avec un principe supérieur est propre à un groupe social.» Dat sinn e puer Definitiounen, et ginn héchstwahrscheinlech nach anereren, mä et ass kloer, dass mer eng Schwierigkeet hunn an dat ass, dass mer deen Terme „Église“ net definéiert hunn.

Wat mer och bedauern, dat ass, dass mer déi Extenssioun vläicht net esou wäit kënnen féieren, dass ee philosophesch Gemeinschaften och kënnt ënnert deem Terme „Église“ virgesinn.

Une voix. - Ech wëll just soen, dass et och Sekte gëtt, déi sech Eglise nennen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Voilà, dofir ass et.

Wann een elo och den Terme „Sec-te“ wëllt ugoen, ...

Une voix. - Déi hunn e grouss Succès!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - ... da gesäit een, dass de Larousse déi esou definéiert: „Groupe organisé de personnes qui ont la même doctrine au sein d'une religion. Un ensemble de personnes qui professent une même doctrine dans un sens plus étroit, c'est une communauté fermée d'intention spiritualiste où les guides exercent un pouvoir absolu sur les membres.“ Ech mengen, wann een déi eenzel Definitiounen do hëlt, da kann een Distinctiounen maachen. Mir sinn der Meenung, dass de Wee vun de Konventiounen dee falschen ass.

Une voix. - Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Woufir? Ma well mer eng aner Solutioun sichen an zwar déi, déi an Italien zrëckbehale ginn ass. An Italien ass et esou, dass déi Persoun, de Bierger, deen eng Steuererklärung ofgëtt, dee muss en Deel vu senger Steieren, e Prozentsaz, enger Communauté religieuse oder enger philosophescher Gemeinschaft iwwerweisen.

Une voix. - Oder och kengem!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Oder och kengem.

Mä en huet en totale Choix doranner, wéi hien et fir richtig fënnt an hien decidéiert wou et higeet. Et ass dat, mengen ech, eng Léisung, déi mer och hätten hei zu Lëtzebuerg sollen zrëckbehale. Leider ass se ënnert der viregter Koalition net zrëckbehale ginn an ënnert deem Accord, deen tëschent der CSV an der LSAP ausgehandelt ginn ass a wou een elo natierlech déi eenzel Konventiounen, déi elo nach nokommen, an darselwechter Sachlag soll begutachten.

Mä et muss ee festhalen, dass mir deen heite Wee net wëlle matgoen an och dofir d'Gesetz net wäerte stëmmen. Et ass dee verkéierte Wee, well en d'Meenungsfreiheet vun eise Leit net respektéiert. An an deem Kontext ass et och wichtig ze wëssen, wéi et dann elo weidergeet.

An ech wönnere mech zum Beispill, dass mer haut just nëmmen zwou Konventiounen an zwee Gesetzesprojete virgeluecht kréien iwwert déi zwou klengste reliéis Gemeinschaften, déi mer hunn, an ech verstinn net, firwat d'Regierung elo net och esou en Accord mat hei virgeluecht huet fir déi aner Konventiounen, déi d'Regierung och amgaangen ass ze négociéieren, mat de musulmanesche Glawensgemeinschaften, deene suniteschen an deene schiiteschen, déi déi zweet gréisst Reliounsgemeinschaft hei am Land duerstellen.

An ech wollt do froen, wou déi Négociatiounen dru sinn, well et wier awer och interessant wann des Chamber an d'Land géinge gewuer ginn, wéi wäit mer do sinn an notament ob et virgesinn ass, dass och déi Gemeinschaften, well se elo relativ vill Unhänger hunn, kéinte Cours d'éducation islamique an onse Schoule virgesinn. Dat si Problemer, déi een hei muss diskutéieren.

Mir mengen, dass et de richtige Wee wier wéi et an Italien gemaach ginn ass an dofir bleiwe mer och bei där Meenung an domadder wier der Meenungsfreiheet, der reliéis Freiheet, Rechnung gedroe ginn, sou wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg an der Traditioun hunn.

Wat een e bësselchen erstaunt, ass déi Aart a Weis, wéi mer elo hei d'Attitud vun der Sozialistescher Aarbechterpartei hunn. Ech wëll un en Artikel erënneren, deen am Tageblatt stoung kuerz virum LSAP-Kongress vun 1998: „Trennung von Kirche und Staat ist eine der Hauptforderungen der LSAP. Ein moderner laizistischer Staat, in dem keine öffentlichen Gelder für die Kirche bestimmt sind, wird gefordert. Diese Steuergelder könn-

ten besser in soziale Angelegenheiten für die Allgemeinheit investiert werden.“ Kuerz Zäit méi spéit huet dann dunn d'LSAP, op Drängen hi vun hirem President vun deemools an och heitege President, eng aner Attitüd ageholl an ech weess, dass deen Abléck a sozialistesche Kreiser de President vun der LSAP net méi als Här President ugeriet ginn ass, mä als Här Aumônier. Dat war natierlech effektiv eng Neierung, déi zimlech erstaunlech war. Mä et gesäit een, dat natierlech elo d'LSAP hir Grondprinzipien, déi se op hire Kongresser matdeelt,...

(Interruption)

...datt se, deen Abléck wou et ëm Realpolitik geet, da bereet ass op hir Grondprinzipien ze verzichten. Et ass dat, wat bedauerlech ass an et versteet een och elo, dass d'LSAP mat dräi Spëtze kandidaten an d'Wahle geet, fir da jiddferengem eppes kënnen ze zerwéieren.

(Interruptions)

Un de Rapporteur wëll ech och eng Fro stellen an ech huelen un, datt do déiselwecht Äntwert wäert komme wéi virun e puer Joer, dat ass, datt hei an deene Konventionen net virgesinn ass, wéi een déi Konventionen kënnt zu Enn bréngen. Et ass keng Dispositioun an deem Sënn dran. Ech huelen un, datt et do vläicht Méiglechekeete ginn, mais à supposer, datt op eng Kéier eng reliéis Gemeinschaft net méi d'Konditiounen géint erfëllen, datt een dann hei awer misst kënnen dat Gesetz modifiéieren, héchstwahrscheinlech doduercher, datt een d'Gesetz annulléiert, mä nach fannen ech, datt de System misst preziséiert ginn; dat war also nëmmen eng kleng technesch Präzisioun, déi ech wollt froen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'ADR-Fraktioun hiert Averstänndnis zu diesen zwee Gesetzesprojeten, aus deene Grënn, déi ech ugekënnegt hunn, net ginn.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - De virleschten Diskussionsriedner ass den Här Jean Huss. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng si bekannt derfir, fir frëndlech a fir héiflech Leit ze sinn, an domat wëll ech och hei dem Rapporteur, dem Här Meyers vun der CSV, merci soe fir säi Rapport, obschonn an deem Rapport net grad alles esou ass, wéi dat doranner ennerstallt ginn ass. Et gétt do direkt oder indirekt ennerstallt wéi wann et zënter Jore schonn hei am Haus praktesch e Konsens, eng Unanimitéit géif ginn en faveur vun der Konklusioun vu Konventionen um Stat mat reliéisene Associatiounen. Dee Konsens gétt et awer net.

Als Gréng hate mer zum Beispill noweisbar nach 1998 zum Beispill géint déi Konventionen mat der kathoulescher Kierch, mat der protestantescher Kierch, mat der israellescher Kierch a mat der griichescher-orthodoxer Kierch gestëmmt a mir wäerten an darselwechter Logik och haut am Joer 2004 géint déi elo virleiend Konventionen stëmmen. Den ADR hat dat jo och gemaach.

Une voix. - Très bien.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - D'Ursaache vun deem Nee sinn déiselwecht wéi déi, déi mer 1998 ugefouert haten. Ech wäert se han-nano nach eng Kéier kuerz resüméieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mä Virriedner, den Här Henckes, huet a senger Ried virun allem d'LSAP wéinst hirem Wackelpuddingkurs, oder besser gesot wéinst hirem And'Knéie-Goe virun der CSV an deeser Fro kritiséiert. An eisen Ae géllt dat an deeser an an anere gesellschaftspolitesche Froen awer

och fir d'DP, fir déi Liberal. Just datt mer déi cocasse Situatioun hei am Land hunn, datt d'CSV mat knapp 30% vun de Wieler 100% vun der gesellschaftspolitescher Diskussioun - denkt zum Beispill och un d'Fro vun der Euthanasie hei am Land - dominéiert, an dat ass fir mech perséinlech wéi och fir vill Leit heibannen an dobausse vun engem demokratesche Point de vue hier gesinn zimlech onerdréiglech. Eng Situatioun, un där awer wéi gesot grad d'DP an d'LSAP e gréissert Mooss u Verantwortung matdroen.

D'CSV bedreift a gesellschaftspolitesche Froen, wéi hei zum Beispill bei der Unerkennung a Finanzéierung vun de reliéisene Culten, eng politesch ganz raffiniert mä duerchsichteg Doppelstrategie. No bausse gétt mat geschécktem Marketing den Androck vermëttelt, d'CSV wier eng modern, praktesch eng jugendlech-reformistesche Partei, eng Partei, déi souguer d'LSAP géif léns iwwerhuelen. An der konkreter legislativer Praxis awer vu praktesch alle gesellschaftspolitesche Froen bleift d'CSV op wäit gehend konservativ verstëbste Positiounen.

De Marketing-Superstar an deeser Bezéiung, an deeser politescher Doppelstrategie ass ouni Zweifel den Här Juncker. Den Här Juncker, deen engersäits schnoddrig-populistesche deklaréiert, datt d'Bimbele vun der Cathedral him géif staark op d'Nerve goen, während awer an der konkreter Praxis op där anerer Säit deeselwechten Här Juncker et an deem vergaangene Jorzéngt ëmmer erëm faerdeg bruecht huet, d'Privileg vun der kathoulescher Fakultéit oprecht-zeerhalen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass e soziologesche Fait, datt an den 90er Joren de Kierchebesuch dramatesch ofgeholl huet. An et ass och e Fait, datt ëmmer méi Leit dobaussen endlech och emol eng gréisser Transparenz a Saache Kierchefinanzéierung verlaangen an et do esou munch Contestatiounen gétt, och vis-à-vis vun anere Privilegien, zum Beispill dem Privileg vun kathoulesche Reliounsunterrecht an der öffentlecher Schoul, deen d'kathoulesch Kierch huet.

Wéi huet d'CSV a wéi huet d'Kierch op deen Niddergang vum Kierchebesuch reagéiert? Ma si hu ganz einfach gesot: Kee Problem. Dann erkenne mer och aner klenger Reliounen offiziell un, mir finanzéieren och hiert göttlecht Buedempersonal, hir Bëscheef oder Aumônieren oder wéi se alleguete soss heeschen, a well dat der net esou vill sinn, kascht dat jo och net ganz vill an et hëlleft awer d'kathoulesch Positioun a Stat a Schoule weider iwwert d'Ronnen ze retten. A wann, wat ech net hoffen, d'CSV och nom 13. Juni um Rudder bleift, a mer dann an darselwechter Logik géife bleiwen, da wäerte mer an deenen nächste Jore sécher och nach munch aner vum Stat finanzéiert Aumônieren kréien.

Et loosse sech sécher och nach aner sou genannt chrëschtlech Priedegergemeinschaften opdreiwelen. Kuckt dat trauregt Beispill vun den USA! A sécher wäerte sech och nach d'Zeugen Jehovas, déi ennerschiddlech islamesch Ennerorganisatiounen, ob Schiiten, Wahabiten oder anerer, un den Trach vun der staatlecher Finanzéierung ronderëmdrücken.

Une voix. - Dir gleeft dat dote jo selwer net!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - An deem evolutive Prozess sti mer haut an en Enn ass nach net en vue. Well an darselwechter Logik wéi där vun der kathoulescher Relioun kéinte jo och aner reliéis Associatiounen emol op de Gedanke kommen, och si missten d'Recht kréie fir hir Doktrin an der öffentlecher Schoul kënnen ze enseignéieren, an da wiere mer um Gebitt vun der Schoul partis pour la gloire, finanziell duerch d'Bezuelung

vun all deenen neie reliéisene Enseignanten an inhaltlech duerch d'Konkurrenz vu Reliounen an eise Schoulen, an esou eng Entwécklung dierft et an eisen Aen op jidde Fall net ginn.

Mä wann d'kathoulesch Relioun eleng d'Recht huet op Reliounsunterrecht, wisou dann net och anerer? Wat gétt et dann do fir seriö Géigenargumenter? Och aus deem Grond si mir géint des Konventionen, géint déi ganz Konventionen. Mir hunn och grouss Problemer mat de geltende Regierungskritäre vun Unerkennung oder net Unerkennung vu Reliounen, zum Beispill well et eis net vermëttelbar ass, wat da finalement den Ennerscheid ass tëschent enger Relioun an enger sou genannter reliéisere Sekt. Ech, mä net ech eleng, hunn do gréisser Schwierigkeete fir do Ennerscheeder kënnen feststellen.

Historesch betruecht ware wuel all Reliounen an hirem Ufanksphasen Sekt. An eréischt doduerjer, datt et hinne gelongen ass fir sech mam politesche Pouvoir, mat Kinneken, Fürsten oder anere Gewalt-herrscher ze verbünden oder se ze bestiechen, si se zu Reliounen ginn an heiansdo souguer zu offiziellen autoritäre Statsreliounen.

Une voix. - Dir kommt an d'Hell!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Dës Streidegkeeten a Kämpf ëm d'Muecht oder Virrechter gouf et nach viru kuerzem an et gétt se bekanntlech och nach haut.

Une voix. - Deen Wourecht seet, kënnt net an d'Hell.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Zum Beispill tëschent Protestanten a Katholiken an Nordirland, tëschent Serben, Katholiken a Moslems an Exjugoslawien, am Konflikt tëschent Israel a senger Géigner an Noen Osten, beim Konflikt tëschent Indien a Pakistan, woubäi leider och ëmmer deelweis reliéis Ursachen dobäi eng gréisser Roll spillen.

Dir Dammen an Dir Hären, hei am Land si mer glécklecherweis net an esou schlëmme mäerderesche Reliounsrealitéiten. Hei versichen déi verschidde Reliounen oder Gruppen niewenteneen hire jeeweilige reliéisene Geschäfte nozegoen. Dës Geschäfte gi jo elo progressiv vum Stat, vum Steierzueler finanzéiert, an domadder léisst et sech dann anscheinend gutt liewen.

Fir datt et hei elo net zu politesche Feelinterpretatiounen kënnt: Déi Gréng sinn, an dat steet kloer an eise Wahlprogramm, fir d'Garantie vun engem fräien Denken, och fir d'Garantie vun der Reliounsfräiheet a vun der fräier Reliouns-ausübung. Dat ass och an eisen Ae kloer e Grondrecht, esou wéi et e Grondrecht ass a bleiwe muss, anescht ze denken, zum Beispill Atheist oder Agnostiker ze sinn, an d'Relioun an hiert Verhalen ze kritiséieren. A bei de Gréng gétt et souwuel Leit, déi gleeweg sinn, wéi och Leit, déi d'Relioune kritiséieren, mä dat ass u sech net vu gréisserer Bedeitung, well all déi Leit stinn ouni Problem hannert eise gemeinsame Programm, an deem et heescht, ech zitëiere just am Résumé: „Freie Religionsausübung ist und bleibt ein Grundrecht.“

Mä an deemselwechte Programm gétt da gesot, eleng och schonn dofir kënnen mer dese virleiende Konventionen net zoustëmmen, ech zitëieren: „Da religiöse Praxis Privatsache ist“ - an dat ass esou an enger pluralistescher Demokratie, oder et misst jiddefalls esou sinn, well d'Relioun also eng perséinlech, eng individuell, eng Privatugeleeënheet ass, „Privat-

sache“, wéi et an eise Programm steet - „soll sie nicht länger vom Staat organisiert und subventioniert werden.“ Esou steet et an eise Programm. Eis Analysen an eis Fuerderunge sinn also kloer: Jiddferree soll kënnen denke wat e wëllt, jiddferree soll och däreffe gleewe wat e wëllt an u wien e wëllt, mengetwegen de Kleeschen. Woubäi ech awer perséinlech hoffen, datt et den 13. Juni net den CSV-Kleesche wäert sinn.

Mä mir mengen net, Dir Dammen an Dir Hären, datt et um Stat wier fir all déi ennerschiddlech privat Reliounsusiichten ze finanzéieren, esou wéi dat bis elo mat der kathoulescher Kierch gemaach ginn ass a wéi et elo zousätzlech mat anere Reliounen gemaach soll ginn. Am Ufank vun all de Kierchen a Reliounen, zum Beispill am Ufank vum Chrëschtentum, do sinn et keng vum Stat bezuelte Priedeger oder Jünger ginn. Fir hir Iddien ze verbreeden, hu se sech missen ausetzen. Si hu missen ennerwee si fir ze iwwerzeegen a fir als Relioun kënnen ze wuessen. A si hunn dat aus Iwwerzeegung an onbezuelt gemaach.

An et gétt jo och haut nach a munneche Länner sou genannten Arbeiterpriester, déi dat aus Iwwerzeegung maachen a vun den Donë vun hiren Unhänger liewen. Ech fannen dat vill méi respektabel an et wier och vill méi éierlech. A vläicht géif et doduerjer souguer de Kierchen och emol erëm gelänge fir méi wierkelech iwwerzeegten Unhänger ze gewannen amplaz vun all deene Pseudochrëschten, déi just aus Traditioun oder Upassung, wéinst Kommionscadeauen oder Begriefnesriede bei der kathoulescher Staang bleiwen. Et ass also enner anerem och aus dese Grënn wou mer der Finanzéierung och vun dese Konventionen mat diesen neie Kierchen net kënnen zoustëmmen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat uganks gesot, datt déi Gréng ganz héiflech a frëndlech Leit wieren, an déi Gréng si sécherlech och keng Onmënschen. Aus deem Grond géife mer fir eng länger Iwwergangszäit wëllen e konstruktiven Iwwergangmodell proposéieren. En Iwwergangmodell wou mer fir eng Kéier och emol mam Här Henckes a mam ADR d'accord sinn, well et ass deeselwechte Modell, dee mir proposéieren, a well mer en esou positiv fannen, wëll ech en hei nach eng Kéier duerstellen.

Dese Iwwergangmodell ass en äusserst interessante Kompromissmodell, deen all déi elo geltend a virleiend Finanzéierungsmodeller mat de Kierche géif iwwerflësseg maachen. Dese Modell ass och net just en theoretischen, et ass keen utopeschen, et ass keen onrealisierbare Modell. De Modell, deen déi bestehend Finanzéierung also géif iwwerflësseg maachen, dee gétt et an der Praxis, an zwar - wann ech dat richtig an Erënnerung hunn - zënter 1985 an Italien. An et ass e Modell...

(Interruption)

Ma ja, voilà. Ma ja, da misste mer dat genaousou maachen, wéi dat dann...

M. Alex Bodry (LSAP). - Dat ass ee Konkordatsystem. Da misste mer an deem Konkordatsystem liewen.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Mir missten an ee Modell goen, deen...

(Interruption)

Ech hu jo gesot, dass et e faire Kompromissystem wier, Här Bodry!

Et ass e Modell, mat deem grad och de Lëtzebuerger kathoulesche Bistum misst kënnen averstane sinn, well de Modell baséiert ëmmerhin op engem Accord tëschent dem Pöpst, dem Vatikan an dem italienesche Stat. Dese

Kompromiss, genannt „otto per mille“, also eng Aachttausendstel-Léisung um Steierziedel, géif bedeuten, datt an enger demokratescher, pluralistescher Gesellschaft, an där mer jo anscheinend liewen -, de logesch, demokratesch a fair wier, datt et jiddferengem iwwerlooss wier - An dat schéngt jo an Italien esou ze sinn! -, datt allegeruerten d'Italiener, déi Steiere musse bezuelen - hinnen ass et operluecht aacht Dausendstel, „otto per mille“ dovunner ze bezuelen -, de Choix awer hunn et ze bezuelen un d'kathoulesch Relioun, un déi israellesch Relioun, un eng aner Relioun. Awer si hunn de «libre choix» - an dat ass de groussen Ennerscheid - et fir déi eng ze maachen oder fir déi aner ze maachen.

Wann dat de Fall wier och hei zu Lëtzebuerg, da géing sech jo och erweisen, wéi vill Leit dem kathoulesche Bistum géife ginn, wéi vill der jiddescher Kierch, a wéi vill mengetwegen Amnesty International, wéi vill d'Caritas oder aner Associatiounen, Mënscherechtsorganisatiounen, géifen ennerstëtzen.

Jiddferreen hätt an deem Modell de fraie Choix seng aacht Dausendstel do kënnen anzesetzen, wou e wëllt. Dat kéint eng reliéis Associatioun sinn, dat kéint awer och eng net reliéis Associatioun sinn, eng Mënscherechtsorganisatioun beispillsweis, en Dréttwelt-projet oder esou virun. Dat wier an eisen Aen e Modell, deen een als Kompromissmodell op jidde Fall fir eng Iwwergangszäit kéint akzeptéieren.

Leider, Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou Saachen hei proposéiert, da muss ee gesinn, datt dat awer am Fong hei e schéinen Dram ass. Leider liewe mer hei zu Lëtzebuerg an eise CSV-Stat a leider wëll weder de kathoulesche Bistum hei am Land, nach d'CSV hir Emprise iwwert d'Denke vun de Leit verléieren. Besonnesch an de Schoule wëlle se déi Emprise iwwert dat Denken net verléieren, an dofir besti se drop fir déi Saachen do bäizebehalen an dofir si se net bereet mat op esou e Wee ze goen.

Si si frou, datt et hinne gelongen ass an der leschter Legislaturperiode eis Kollege Sozialiste mat op deen dote Wee eranzedrängen. Bei de Liberale war dat souwisou kee Problem, well déi jo kënnen maache wat se wëllen; jiddferree mécht jo do a gesellschaftspolitesche Froe wat e wëllt. Mä op jidde Fall ass et hinne gelongen dat ze maachen. Elo sinn déi natierlech e weineg domm drun, besonnesch d'Sozialisten; well se dat an der leschter Legislaturperiode mat gestëmmt hunn, ass et elo schwéier erëm en anere Wee ze goen.

Wat e besonnesche Problem an deem dote Kontext ass, ass och nach d'Situatioun vun der Virmachtstellung vun der kathoulescher Kierch. Ech wëll se nëmmen un engem Beispill hei duerstellen. Mir hunn an eise Schoulen, an eisen öffentleche Schoulen, eng Reliounsgemeinschaft an zwar d'kathoulesch Reliounsgemeinschaft, déi eleng an der öffentlecher Schoul d'ärf hire Culte, mat ech weess net wéi vill Stonne pro Joer, exerzéieren. Firwat net déi aner? Firwat d'ärf net beispillsweis eng Liberté de conscience, firwat d'ärf keng aner phisiosches Associatioun dat do maachen, wat d'kathoulesch Kierch eleng als Virrecht huet?

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - No den Texter vun 1998 kéinten och déi aner Reliounsgemeinschaften, wa se et wëllten, esou eng Konvention froen. Dat ass bis elo net geschitt. An da misst dat selbstverständlech och nach eng Kéier zréck an d'Chamber kommen. Déi Fro ass 1998 diskutéiert a gekläert ginn.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Voilà, Här Biltgen. Ech si

frou, datt Dir mer déi doten Erklärung ginn hutt, well dat ass genau dat, wat ech vun Iech wollt héieren. Da muss ech nämlech déi dote Saache bis zu Enn denken. Wat géif dat da bedeuten an eise Schoulen? Wat hätt dat als Konsequenz op d'Reliounscoursen an eise Schoulen? Dann hätte mer d'reliéis Konkurrenz an eise Schoule bei eis Primärschoulkanner erabuecht. Da stellen ech awer d'Fro, ob et sännvoll ass dat ze maachen, oder ob mer net besser hätte fir all Schüler - an dat ass eis Haltung - an der öffentlecher Schoul ee Cours ze organisieren, deen e Wäertecours wier, deen e allgemenge Wäertecours wier, an deen all Schüler sollten eragoen, a wou se mengetwegen am Verständnis vun de Kanner, no hirem Alter, ob kéinte reliéis Wäerter mat vermëttelt kréien, mä awer och net reliéis Wäerter.

Dat wär eng fair an eng gerecht Léising, déi mir géingen ustriewen. Dofir hu mir och an eise Wahlprogramm drastoen, datt mir der Meenung wieren, datt e präzise Reliounsunterrecht an enger Schoul keng Plaz hätt an datt e misst ersat ginn duerch ee präzise Wäerteunterricht, deen alle Kanner zougänglech wier a wou se insgesamt iwwer demokratesch, humanistes, reliéis an net reliéis Wäerter géifen informéiert ginn. Dat wier fir eis eng Haltung, an déi eenzeg Haltung, déi gerecht ass.

Am Moment huet just d'kathoulesch Kierch dat dote Virrecht. Domadder si mir net d'accord. Mir sinn och net d'accord insgesamt mat där Haltung, wéi se mat deene Culthen hei elo virgedriwwen gëtt. Mir sinn der Meenung, datt et misst mëttel- bis längerfristeg zu enger wierklecher Trennung vu Kierch a Stat kommen, wéi dat an anere Länner schon zënter längerer Zäit de Fall ass. Vu dass dat kuerzfristeg natierlech net esou séier realisierbar ass, géife mir plädieren, grad wéi och den ADR dat virdu gemaach huet, fir deen Zwëschemmodell, fir deen „otto per mille“, dee mir als e korrektes Modell géifen empfangen. Wat de Schoulunterrecht ubelaangt, géife mer derfir plädieren, fir wierklech an allgemenge Wäerteunterricht anzeféieren, deen awer fräi wier vun der Emprise vun enger eenzeger kathoulescher Gemeinschaft.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President.

Ech mengen, et ass scho vu verschiddene vu menge Virriedner gesot ginn: Et muss een hei an dësere Fro ënnerscheeden zwëschen Reliounsfräiheet a staatlecher Unerkennung a Finanzéierung vu Kierchen. Dat eent ass a bleift a mengen Aen och e Merkmal vun enger fräiheetlecher Gesellschaft. Dat aner ass aus menger Siicht an och aus der historiescher Erfahrung eraus e Bestanddeel vum Obrigkeitkeitsstat. Well mir sollen eis jo näischt virmaachen. Et geet jo hei bei där Debatt a Wierklechkeet net ëm zwou Kierche mat e puer honnert Memberen. Et geet bei där Debatt hei - an dofir huet se och dee Stellwäert, dofir huet se och den emotionale Stellwäert heibannen - konkret ëm den historieschen Hannergrond an déi aktuell Roll vun der kathoulescher Kierch zu Lëtzebuerg.

Lëtzebuerg ass zënter laangem geprägt vun der dominanter Roll vun der kathoulescher Kierch, enger dominant Roll, déi net einfach esou zustane komm ass, déi quasi gottgewollt ass, mä eng dominant Roll, déi zréckzeféieren ass op ganz konkret Décisiounen och vum Lëtzebuerg Stat, déi déi Kierch gebonnen hunn op villfälteg Manéieren an iwwer villfälteg Kanäl

mat der lëtzebuergescher Gesellschaft. Et ass nëmmen dat, wat den Afloss gesécher huet vun der kathoulescher Kierch haut nach an der Gesellschaft, an zwar haaptsächlech, dat ass jo gewosst, iwwer d'kathoulesch Relioun als quasi Pflichtfach an de Schoulen; zweetens iwwer de Funktariat vun de Paschtéier an drëttes iwwer gewësse Verpflichtungen, déi d'Gemengen hu vis-à-vis vu Kiercheninstallatiounen a vu Wunnengen vu Paschtéier an esou weider.

Et ass och eng Tatsaach, Dir Damen an Dir Hären, dass dat zu engem Klima gefouert huet - an dat läit op der Hand an dat ass och logesch - vun Intoleranz vis-à-vis vun Aneschtendenken, vun Intoleranz, déi ganz konkret bestanen huet, an der Vergaangenheet vläicht méi wéi elo, dat ass evident, mä déi bestanen huet. Ech ka selwer e Lidd dovunner sängen aus menger Schoulzäit.

Ech hunn den Här Bodry héiere viru kuerzem op engem Sender - ech mengen et war den Uelzechtkanal vun Esch -, wou hien aus senger Schoulzäit gezielt huet, wéi et him do gaangen ass als eenzege Schüler, deen net an de Reliounsunterrecht gaangen ass. Déiselwech Erfahrung hätt ech kënne mat deene quasi selwechte Wieder schilderen, wéi den Här Bodry dat gemaach huet.

Ech muss soen, ech hunn ni Resentimenter entwéckelt dowéinst vis-à-vis vun der Kierch - op jidde Fall net vis-à-vis vun deene Leit, déi an d'Kierch ginn. Ech sinn ëmmer erzu ginn zu enger Haltung vu Respekt a vun Toleranz vis-à-vis vu gleewege Leit. Dofir mengen ech, kann et aus der Siicht vun engem wéi mir nëmmen eng Haltung ginn, an ech mengen, et ass och eng Haltung, déi sech an der Gesellschaft och ëmmer méi duerchsetzt, an ech hunn och keng Kompromëssléisungen do wéi den Här Huss, a keng Iwwerganksléisinge virzeschloen, mä nëmmen déi Haltung, déi ech eng Kéier hei ganz kloer an däitlech zum Ausdruck wëll bréngen, dat ass keng nei Haltung, dat ass déi al Fuerderung eischiens vu Reliounsfräiheet, vun absoluter Reliounsfräiheet, an zweetens vun Trennung vu Kierch a Stat.

Wa mer déi hei Konventionne sollen de Mëtten hei ofschléissen, zementéiere mer dat, wat an der Gesellschaft d'Roll ass vun der kathoulescher Kierch. Mir maache se méi glaubwürdeg, mir maache se méi plausibel dobaussen, well wa jo fir déi kleng Kierchen hei dat soll gëllen, dann ass et jo kloer, dass dat fir d'kathoulesch Kierch och soll gëllen.

Dee Modell hei, all Konvention, déi mer hei ofschléissen an Zukunft, féiert dozou e Schrack méi wäit ewech vum laizistesche Stat ze kommen, wou jo verschidde Leit sech ganz kloer derfir ausgeschwat hunn, awer hei gesot hunn dass se géifen dofir stëmmen. An et féiert zu engem Communarismus an eiser Gesellschaft, zu enger Andeelung vun eiser Gesellschaft a verschidde reliéis an eventuell dann och aner Communautéiten, an der Schoul an an der Gesellschaft. Ech mengen, dass dat och net bei eng wierklech laizistesche Gesellschaft passt.

En aner Aspekt ass deen, dass jo hei Kierchen als Personnalité juridique de droit public geschafe ginn. Et gétt elo mol endlech erëm eng Kéier eng Personnalité juridique de droit public geschafen. Ech hunn hei erlieft, dass mer Établissements publics op Établissements publics hei gegrennt hunn, déi haten alleguerten de Statut privé. Hei schafe mer eng Personnalité de droit public an hir Ministres du culte ernenne mer gläichzäitig zu Statsfonctionnairen.

(Interruption)

Mer assimiléiere se zum Statut.

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Mer assimiléiere se wat verschiddener vun hire Rechter ubelaangt, awer net wat hire Statut ubelaangt. Dat ass e groussen Ënnerschied.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Jo sécher, si kënnen duerch hir Supérieurs hiérarchiques erëm aus deem Statut ergusammelt ginn. Dat ass sécher, mä...

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Nee, nee, nee, nee. Si hunn de Privatbeamtestatut. Si sinn assimiléiert, virun allem wat d'Sécurité sociale ubelaangt, mä si hunn e Privatbeamtestatut a si falen ënnert d'Privatbeamterrecht, an net ënnert d'Statsbeamterrecht, wat hire rechtliche Statut ubelaangt.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Si kréien eng Statspensioun an hir Pai...

(Interruption)

...steet och an engem Barème, dee ganz kloer am Statsbeamtercode festgeluecht ass.

(Interruption)

Dass et ëmmer nach kleng Differenze gëtt, dat mag sinn.

Une voix. - Dat ass eng grouss Differenz!

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Gläichzäitig, wëll ech soen, sinn awer Dausende Leit dobaussen, déi fir de Stat schaffen, Chargés-de-coursen, Leit déi an deene verschidde Mesurë beim Stat schaffen - mer haten déi Diskussioun viru kuerzem eréischt - an déi net kënnen agestallt ginn, well gesot gëtt: Et si keng Suen do, de Stat huet keng Moyenné méi fir Leit anzustellen.

Hei schafe mer eng nei Kategorie vun assimiléierte Statsfonctionnairen oder Statsbeamten oder ech weess net wéi Der et nennt, wéi Der et wëllt, mä de Fait ass do an d'Leit verstinn och dobausse ganz kloer ëm wat et geet.

Ech soen Iech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Dir Damen an Dir Hären, et kënnt elo eisen Här Kultusminister François Biltgen un den Tour. Den Här Minister huet d'Wuert.

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wollt mol fir d'éischt dem Här Meyers merci soe fir seng schrëftlech a mëndlech Rapporten. Ech wollt och hei dem Här Rippinger an dem Här Bodry merci soe fir déi sachlech Diskussioun iwwer e Sujet, deen net einfach ass, wat ech gären zouginn. Ech bedauern, mä eigentlech sinn ech awer net erstaunt driwwer, dass mer herno erëm an e verspéite Kulturkampf gefall sinn, mä ech wäert mech awer och nach domadder ausernee setzen.

Ech soe mol fir d'éischt nach eng Kéier kuerz den Historique. Deemools, 1998, war ech Rapporteur vun all deene Gesetzer. Ech hat do méi Zäit mech domadder ausernee ze setzen. Den Här Bodry huet et zum Deel och scho gemaach. Et muss ee wëssen, dass mir de Concordat haten an dass d'Verfassung - eigentlech eng liberal Verfassung - an och d'Kierchen, géigeniwwer virun allem der kathoulescher Kierch, kritesch waren. Déi Artikelen, 22 an aner, sinn eigentlech dodrëm gaang fir eng nationalpolitisch Hand op d'Kierch ze halen. Also si se däitlech drëm gaang fir keng Trennung vu Kierch a Stat ze hunn!

Mä ech hunn net Zäit genuch fir iwwer d'Geschicht vun Trennung vu Kierch a Stat ze schwätzen! Ech hunn nach vläicht herno Zäit.

Well dat nämlech de Prinzip ass, dee mer och an der Lëtzebuerg Verfassung erfannen, d'Trennung vu Kierch a Stat. Et gétt just verschidde déclinéiert. Ech maachen och dofir ëmmer den Ënnerschied zwëschen dem État laïque an dem État laïciste. Mir sinn och an État laïque. Dat verhënnert net, dass ee Kollaboratiounen huet. An iwwerens läit d'Trennung vu Kierch a Stat an Evangelium: „Redde Caesari quae sunt Caesaris.“

(Interruptions)

Ma dat ass bei eis. Dir hutt eng aner Approche. Dir hutt eng philosophesch aner Approche. Dat wat Dir ënner Trennung vu Kierch a Stat verstitt, dat ass net dat wat ganz vill aner Staten, net nëmme Lëtzebuerg, drënner verstinn. Dir verstitt drënner, an ech kommen herno drop zréck, dass Relioun just Privatsaach a Privatsphär ass an net an der gesellschaftlecher Sphär läit. Dat ass eng Déclinéierung vun Trennung vu Kierch a Stat, mä dat ass se net iwwerall. A mir sinn net an engem Land wou mer soen: Kierch ass an der Privatsphär. Dat gouf et a Regimer déi Säit der Mauer, wéi se do war.

(Interruptions)

Ma dat ass esou!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech stelle fest: Ech hunn hei eng Stonn laang jiddferengem nogelauscht. Ech hunn net ënnerbrach, mä hu mer d'Wuert gefrot. Ech hu gefrot, mä et huet kee sech vu mir ënnerbrüche gelooss.

M. le Président. - Fuert weider, Här Minister. Et ënnerbrécht keen Iech méi.

(Interruptions)

A wann een eppes ze soen huet, da streckt en de Fanger aus, an da kriit en d'Wuert oder e kriit et net.

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Mir wësse wes Geistes Kind Dir sidd.

(Interruptions)

Ech kommen op den Historique zréck. Ech kommen drop zréck.

(Interruptions)

Mir hunn also dat gehat an der Verfassung. Aus enger ganzer Partie, och politeschen Ursachen - et kënnt ee ganz vill iwwer d'Geschicht nokucken; den Här Bodry huet dat zum Deel ugekënnegt a sou war dat och - hu mer laang Zäit gebraucht fir op déi Konventionen ze kommen. Du si mer op dee System vun de Konventionen komm.

Woufir dee System vun de Konventionen? Net, wéi ech dat hei héieren hunn, fir ze soen: Ma dat doten ass elo fir d'kathoulesch Kierch ze stäipen. Et huet och nach aner Ursachen. Et huet nämlech och d'Ursach, dass mir e multireliése Stat sinn. E multireliése Stat, wou mer vill reliéis Gemeinschaften hei hunn a wou et wichteg ass, dass déi och eng Roll kënnen spillen an dass een déi net an e Ghetto dréckt. Ech hunn hei héieren, et géif geduecht ginn, wa mer dat heite stëmmen, da géife mer verschidde Glawensgemeinschaften an e Eck drécken a mer géifen doduerch Communarisation maachen. Just doduerch maache mer se net, doduerch dass mer weisen, dass de Stat och mat all deene Glawensgemeinschaften zesummeschafft.

Mir hunn hei eng Philosophie an eiser Verfassung, wat eng Philosophie ass vun Trennung vu Kierch a Stat, mä déi eng Neutralitéit bienveillante huet vis-à-vis vun de Reliounsgemeinschaften.

Mir haten '98 just déi Diskussioun, mat där berühmter Motioun, op déi

ech kuerz wollt zréckkommen. Et war nämlech eng Motioun vum Här Rippinger, deen deemools an der Opposition war an dee gesot huet: Dir musst nach anerer unerennen. Ech hunn dunn als Rapporteur d'Wuert gefrot a mir hunn déi Motioun vertaagt. Well mer den Dispositiv ëmgeännert hunn. Well mer ebe just gesot hunn, mir muss verschidde méi restriktiv Punkten an déi Motioun setzen, an duerno ass se mat Handophiewe gestëmmt ginn. Entweder verschidde Parteie soen haut eppes anescht wéi dat wat se deemools gesot hunn oder si hunn net matkritt iwwer wat ofgestëmmt gouf. Ech huelen un, dass dat Zweet dat Richteg war.

(Interruptions)

Also waart Der net am Sall. Et war Unanimitéit beim Handophiewen.

(Interruptions)

Beim Handophiewe war Unanimitéit.

(Brouhaha général)

M. le Président. - Loosst de Minister schwätzen an ënnerbricht net dauernd! Här Minister, fuert weider.

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Déi Motioun, un déi hu mer eis och elo versicht ze halen, an déi Motioun huet eis och elo guidéiert fir ëmzesetzen, wann aner Communautéite gefrot hu fir mat eis ze verhandelen. Dass ech do war, louch eng eenzeg Demande vir. Dat war déi vun der anglikanescher Kierch. Et sinn duerno déi komm vun de Serben an de Rumänen. Mä do ginn ech nach eng Kéier méi spezifesch an op déi Problemer, déi den Här Bodry opgeworf huet. A mir hu vun de Musulmanen, an dat soen ech elo ënnert Gänseféisercher: vun de „Musulmanen“ hu mer och en Antrag op Konventionéierung. Déi hate jo och eng Petitioun hei ofginn an der Petitiounskommissioun vun der Chamber.

De Punkt ass, an ech äntweren dann direkt op déi Fro vun de Musulmanen, dass mer do an Négociatiounen getruede sinn. Woufir? Majo ganz einfach, well mer der Meenung sinn, wa mer gär Integratiounspolitik maachen, dann ass et wichteg eng Konvention ofzeschléissen. Eng Integratiounspolitik, dat ass eppes op zwee Weeër. Wa mer soe mir wëllen déi net, well do kéinte Gefore sinn, da geheie mer se an e Ghetto a mir geheien déi Leit just an d'Aerm vun den Islamisten.

Mir verhandele mat deenen an ech kann Iech och soen, woufir mer nach net ofgeschloss hunn. Well evident ass, dass dee Punkt, wou mer geschriwwen hunn an der Motioun, den Ordre public, wou een deen och muss definieren, dass dat mat sech bréngt, dass ech zum Beispill gär hätt vun deene Gemeinschaften, dass se an enger Zort Préambule zum Beispill, zu där Konvention déi mer maachen, sech ganz däitlech zu enger Partie vu wichtige Prinzipien hei bekenen, och zu der Auserneelegung, wéi mir d'Prinzipie gesi vun Égalité des chances a vu Gläichheet vu Mann a Fra.

Ech mengen, dat si Punkten, déi ech gäre mat diskutieren, sine ira et studio. Dat maache mer, mir hunn nach net ofgeschloss a mir fueren domadder weider oder, wann déi nächst Regierung eng aner Philosophie huet, fiert se net domadder weider.

Mä wann...

(Brouhaha général)

Här President, ech kann och ganz ophalen!

Plusieurs voix. - Neen!

Une voix. - Schwätzt roueg!

Une autre voix. - Et ass ganz interessant.

M. le Président. - Also Kollegen, lauscht er emol, esou kënnen mer net weiderfuere! Dir kennt net dauernd de Minister ënnerbriechen!

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Jo, Dir schwätzt just esou haart, dass et wierklech schwéier ass sech ze konzentréieren!

Mme Nelly Stein (CSV). - Dat do si keng Manéieren.

(Brouhaha général)

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Här President, et ass wierklech e schwierige Sujet an ech versichen an deem Sujet net hei ausfalend ze ginn. Et ass schrecklech schwierig, dat propper ze maache wann een dauernd Géigestëmme am Réck huet.

(Interruptions diverses)

Ech hunn eben esou e breede Réck, dass e bis bei den Här Gira eriwweert geet!

(Hilarité)

Well als Minister muss een e breede Réck hunn.

Ech kommen also nach eng kéier zréck op d'Verhandlungen. Wa mir also mat deene musulmanesche Gemeinschaften verhandelen, dann hu mer do zwou Konditiounen gestallt.

Déi éischt ass déi, dass se aus engem Mond schwätzen - dat ass emol ee Punkt - an dass se fir se alleguere schwätzen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. A mir wëllen et net maache wéi d'Belsch, wou hinne vun uewen erof en Organ ootroyéiert gouf, dat si awer à la base net unerkennen. Dat heescht ech hätt gären, dass se hei à la base eent ze bestëmme Organ, wat habiliteiert ass, am Numm vun de Muslimen zu Lëtzebuerg ze schwätzen, mat eis fannen; dat si se amgaangen ze maachen. Si behaupten, si wäeren schon esou wäit, dat iwwersinn ech nach net ganz, mä si maachen déck Efforté fir op dee Wee ze kommen; dat ass emol schon eng wichteg Viraussetzung.

An déi zweet ass, dass mir eis eens ginn iwwer all déi Froen déi gestallt ginn, an do ass fir mech doudsécher den Exercice vu Gläichheet tëschent Mann a Fra, an alles wat domadder zesummenhängt, e wichtige Punkt an dee gétt elo zur Zäit op technischem Niveau diskutéiert a soubal mer do weider sinn, komme mer och do erëm eng kéier zesummen.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här Biltgen, wann ech gelift.

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Jo.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Entschëllegt, Dir schwätzt do vun der Gläichheet tëschent Mann a Fra beim Islam. Wéi ass et da bei der kathoulescher Kierch fir Paschtouer ze ginn, ass dann do net och eng gewëssen Ongläichheet?

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Dat ass eng aner Approche.

(Hilarité et interruptions)

Dat ass eng aner Approche, Här Huss.

Une voix. - Wat ass dann do den Ennerscheid?

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, Ministre des Cultes. - Dat ass eng aner Approche, well et eppes anescht ass, wéi een an engem kirchlechen Organ zesummeschafft.

Also ech hu jo meng Meinung doriwweert, mä ech soe just, dass et juristeschech eng aner Approche ass an dass et dozou juristeschech Differenz gëtt an déi sinn och op europäischem Plang unerkannt.

Also, wann ech fir eppes a mengem Mënscheverständnis vun der kathoulescher Kierch Schwierigkeiten hunn, dann ass et dat, mä dat ass awer esou an där Kierch unerkannt an et ass jo och fréier esou bestëmmt, an ech mengen dee Moment ass dat och unzeerkennen an dann ass dat net deeselwechte Problem an domadder ze vermischen.

(Brouhaha général)

De Punkt ass also deen, dass mir elo déi heiten zwou Konventionen hunn.

(Interruption)

Här Huss, et ass e kanonescht Recht, elo ginn ech zwar juristeschech e bësse méi wäit, mä et ass e kanonescht Recht, wat hei applicabel ass an dofir hunn ech nämlech virun expressis verbis dem Här Urbany geäntwert, dass mir hei am Privatrecht sinn an do kann och de Patron verschidde Kritäre festleeën, souwäit se konform sinn zum Aarbechtsrecht. An dat geet och. Do ginn et Jurisprudenzen driwwer. A wat eben de springende Punkt ass, dat ass, dass net wéi 1998 d'Regierung ursprénglech geplangt hat, de Statut vun de Paschtéier an deenen anere Ministres du culte en öffentlech-rechtliche war, mä e privatrechtliche. Engem öffentlech-rechtliche Statut hätt dat Schwierigkeete gemaach an dofir hu mir dat 1998 dee Moment an der Kommissioun, op Grund vun Avis vum Statsrot, ëmgedréint.

(Interruption)

Dat huet alles eppes mateneen ze dinn.

Also, wat d'Konventionen mam Islam uginn, do lafen d'Diskussionen um Wee vun enger Integratioun. Déi kann natierlech net ofgeschloss sinn, bis all déi Froen, déi ech elo gesot hunn, gekläert ginn. Dofir brauch een Zäit an et soll een dat och roueg maachen, fir och do net falsch Hetz op Leit ze maachen, déi hei zu Lëtzebuerg awer wierklech méi wéi duerch d'Bank ganz propper liewen an och kee Misère maachen. Mä wann een eng Konvention mécht, muss ee sech do Zäit huelen an dat maache mer.

Da wollt ech zu dem Problem vun der orthodoxer Kierch schwätzen. Ech mengen, Här Bodry, dass mir genee datselwecht wëllen an ech mengen, dass mir och datselwecht maachen. De Problem ass just, dass d'orthodoxesch Kierch e schwierige Rechtsraum ass. Et ass esou, dass d'orthodoxesch Kierch op déi éischt Jorhonnerten no Christus zréckgeet; déi huet sech dann an deenen éischte Konzilien entwéckelt an d'orthodoxesch Kierch erkennt och haut nëmme den déi éischt Konziler un. Du kout 1054 de Schisma, deen ni méi echt opgehuewe gouf an d'orthodoxesch Kierch huet sech dann och spezifesch dévelloppéiert.

Se huet sech an deem Sënn spezifesch dévelloppéiert, dass et och do verschidde Zorte vun autocéphale Kierche goufen; zum Beispill déi, déi iwwerhaapt näischt méi wëllen. Also fir d'éischt huet d'orthodox Kierch ugefaange Métropolitene ze kréien an duerno de Patriarch. Du sinn awer Kierche komm, déi sech vum Patriarch lassgeléist hunn, meeschtens well e weltliche Fürst d'Hand wollt hunn op senger nationaler Kierch an dann net wollt mat engem ze dinn hunn, deen ausserhalb vum sengem Rechtsraum souz an dee sech net den Aarm béie gelooss huet; dat ass dann dat mat der Geschicht vun der orthodoxer Kierch vu Russland zum Beispill an och där vu Griichenland.

Et ginn awer nach wie vor eng „Partie“ orthodox Kierchen - soen ech och elo ënnert Gänsefëischer -, déi nach ëmmer dem Patriarch ënnerstinn. A wat mir hei eben net wollten - an dat war eng Diskussioun, déi mir am Haus hatten - dat ass heihinner goen an

eben national staatlech Kierchen unerkennen. Dat huet och zum Beispill déi viregt Regierung dozou bewogen, wéi och schon deemoools déi griichesche-orthodox Kierchen, déi se wollt unerkennen, net déi griichesche-orthodox aus Griichenland, mä déi griichesche-orthodox „en communion“ mam Patriarch vu Konstantinopel; dat ass eigentlech vill méi eng kleng Kierch, mä et gétt och eng griichesche-orthodox a Griichenland an déi gétt ugefëiert vum Bëschof Christodoulos. Dee kennt Der vläicht...

(Interruption)

..., virun allem well en dogéint war, dass aus de griichesche Päss d'Relioungszougehéiergeket sollt erausgoen, an deen do an engem décke Sträit läit mam Patriarch vu Konstantinopel, well hie wëllt d'Oberhoheit iwwer eng Partie Kierche kréien an d'Bëschof nennen, déi eigentlech de Patriarch vu Konstantinopel nennt.

Just déi Iwwerleeung, dass mir hei net wollten Nationalkierchen unerkennen an hei net wollt Précedenté schafen, huet eis dozou gefouert fir mam Patriarch, respektiv deem sengem Metropoliten, deen a sengem Numm agéiert, ze verhandelen; dat war schon deemoools 1998 de Fall an et war och elo de Fall.

Ech muss lech éierlech soen, dass ech och haut - an dofir hu mir dat och bei den Orthodoxe gemaach -, am léifste gehat hätt, mat de protestantesche Kierchen zu Lëtzebuerg wär dat net esou gaangen, wéi dat no der Geschicht gaangen ass - dat waren eis Frënn, den Här Koch an den Här Donde-linger vun Esch, déi deemoools do ganz staark déi Konventionen proposéiert hunn -, an et hätt een och do dës le départ eng Konvention mat de protestantesche Kierche vu Lëtzebuerg gemaach an dann hätt een dat och esou opgedéelt. Well ech mengen net, dass een an Zukunft nach soll eng dänesch protestantesch Kierch an esou weider kréien; ech hätt léiwer eppes ganz Einheitsleches gehat. Dat war awer net de Fall. Mä mir sinn hei op dee Wee gaangen a mir hu gesot: Majo mir fänken elo net un erëm eng kéier eng ganz nei Konvention fir déi Serbesch-Orthodox an eng fir déi Rumänesch-Orthodox auszuhandelen, mä mir weiden dat aus, wat mir mat de Griichesche-Orthodoxen hunn, op déi Serbesch-Orthodox, op déi Rumänesch-Orthodox, mä nëmme esou laang déi eppes mam Patriarch vu Konstantinopel ze dinn hunn. Wann déi autocéphale Kierchen nämlech géife verschwannen, da wär de Patriarch vu Konstantinopel erëm direkt zoustänneg. Dat heescht, se sinn autocéphale awer net autonome.

An dat ass, mengen ech, e bësslechen den Ennerscheid hei vun der Differenz an dat bréngt mech dozou ze soen, dass mir genee datselwecht wëllen an dat ass, dass deesen Text dat garantéiert.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

An da kann ech vläicht direkt op eng Fro äntweren, déi den Här Henckes gestallt hat, nämlech: Wéini hält esou eng Konvention op? Elo ginn et zwou Méiglechkeeten. Eng ass déi: Et ass eng kéier e politesche Wëllen hei an der Chamber fir ze soen: Mir wëlle se net méi. Da muss natierlech d'Gesetz geännert ginn. Elo stellt sech awer zum Beispill eng aner Fro. Ech huelen emol ganz däitlech déi heiten: Déi autocéphale serbesch Kierch, vun där mir hei schwätzen, déi géif elo op eemol - ech weess net wat mat Serbie géif geschéien, well ech et jo net hoffen, dass et geschitt - a Serbien emol erëm eng kéier an zéng Joer zréckkommen,

de géif do eng richtig Statskierch ginn a sech lassléie vum Patriarch vu Konstantinopel. Dee Moment wäere mir am Prinzip, dass se d'Konvention net respektéiert hätt an dee Moment bréichte mir als Stat och déi Konvention vun eiser Säit aus net méi ze respektéieren. Ouni dass mir fir d'éischt, menger Ansicht no, mussen - do kënt der awer dovunner ausgoen, dass ech net wëll driwwer streiden -, mä ech mengen, dass wann een d'Konvention net respektéiert op där enger Säit, deen aneren och net méi gehalten ass, déi Konvention ze respektéieren. Sou dass mir dann och net méi d'Gehälter géife bezuelen, well hei trëtt de Stat als Tiers payant an, wat d'Gehälter ubelaangt. Dat also zu deem dote Punkt.

Voilà, also ech wëll nach eng kéier soen, dass ech mengen, dass et richtig ass, dass mer dat heite maachen. Ech weess, dass dat kontroverséiert ass. Ech muss soen, ech sinn awer ganz fro, dass ech dee Kulturkampf hei verspéit nach eng kéier materieft hunn, an dass déi Gréng sech dohinner placéiert hu wou se sinn, nämlech antiklerikal. Dobaussé gi se sech ëmmer als Softien a fein zu jiddferenger Säit. Hei ass den alen antiklerikalismus erëm eng kéier erauskomm, a mir hunn da verstanen, dass deen eenzege Wunsch, deen Der hutt, ass, bei den nächste Wahlen d'CSV erauszukréien. Dat soll och emol eng kéier gesot sinn, dat hunn ech dann elo zur Kenntnis geholl.

(Interruptions diverses)

Ech soen lech merci.

Une voix. - Hire Wunsch geet méi wäit!

M. le Président. - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5150 a stëmme doriwweert of. Den Text steet am Document parlementaire 5150^e.

Lecture du texte du projet de loi 5150 (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5150 et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 33 Jo-, 13 Nee-Stëmme an 12 Abstentionen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bo-

dry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Georges Wohlfart), Jeannot Krecké (par M. Jos Scheuer), Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi 5151 a stëmme och doriwweert of. Den Text dovunner steet am Document parlementaire 5151^o.

Lecture du texte du projet de loi 5151 (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de gesamte Projet de loi 5151.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5151 et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 44 Jo- an 13 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux (par M. Marc Zanussi), Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen da bei d'Diskussioun iwwer de Projet de loi 5148 iwwer d'Ennerstëtzungsmoosnamen zu Gonschte vum Mëtzelstand. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgesat. Et si schon ageschriwwen: déi Häre Clement, Krecké, Belling, Henckes, d'Madame Wagener an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Sauber. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

7. 5148 - Projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Merci, Hâr President. Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, d'Regierung huet an hirer Erklärung vum 12. August...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Wann ech gelift!

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - ...1999 d'Wichtigkeet vun de Kleng- a Mëttelbetriber op dem wirtschaftlechen a soziale Plang hei zu Lëtzebuerg ënnerstrach a si huet och an dârselwechter Erklärung decidéiert, mat enger Politik virunzefueren, déi d'Classes moyennes soll weider encouragéieren, déi d'Beschäftigung soll renforcéieren an déi d'Konkurrenzfähigkeit vun de Betriber soll weider verbessern. An dëser Optik gesäit se eng Reform vun der Loi-cadre des classes moyennes vun 1968 duerch eng geziilt Förderpolitik an am Aklang mat den europäeschen Direktive vir.

Eng Fro, déi sech viraus vläicht stellt, dat ass déi: Wat huet eigentlech déi Loi-cadre vun 1968 bruecht? Wann ee seet 1968, da sinn dat haut praktesch 35 Joer wou déi Loi-cadre do a Kraaft war. Schonn eleng dee Fait ass derwäert fir ze soen, et war e Gesetz wat an der Konzeption gutt war, well et ass praktesch net wesentlech ofgeännert gi während där ganzer Zäit. Et ass och e Gesetz wou d'Orientierung gestëmmt huet, an déi finanziell Interventiounen, déi ebe vun öffentlecher Säit komm sinn, déi hunn d'Adaptatioun vun dese Betriber un d'wirtschaftlech Situatioun, un d'ökologesch Problematik, un d'technesch Evolutioun an och un d'sozial Evolutioun erlaabt.

Wann ee verschidden Ziffere wëllt emol kucken, da weisen ech lech vläicht op mä schrëftleche Bericht hin an och op de Bericht vun dem Ministère des Classes moyennes, de Joresbericht, wou eng ganz Partie interessant Zifferen dra sinn. Aus dësen Ziffere vläicht der dräi erausgegraff, dat sinn d'Investissementen, déi am Mëttelstand gemaach gi sinn. Wann ech d'Joer 2001 huelen, da war dat fir 4,1 Milliarden, am Joer 2002 fir 6,5 Milliarden an am Joer 2003 fir 7,5 Milliarden Lëtzebuurger Frang. Ech mengen, dat sinn Zifferen, déi ee sech heiansdo och emol muss virun Ae féieren an och versichen emol ze realiséieren. Also 18 Milliarden an dräi Joer sinn an deene Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

D'Héicht vun dem Investissement an engem Joer, d'lescht Joer 7,5 Milliarden, ass impressionant. Wann ee sech elo awer nach zrëcksetzt an déi Situatioun wou mer déi dräi lescht Jore waren, an eng Situatioun wou et an der Wirtschaft dobause vill méi lues gaangen ass, wou d'Aarbechtsplaze weider ofgebaut gi sinn, da muss ee soen, dee Secteur do strotzt praktesch vun Dynamismus, déi Leit do, déi si risikofreedeg, déi hunn och de Wonsch fir hir Betriber unzepassen, si hunn och d'Fakultéit iwwert dese Wee kritt vun der Loi-cadre, fir déi Upassung ze maachen. Et si Betriber, déi eben un d'Zukunft gleewen.

D'Progressioun vun dem Investissement iwwer dräi Joer ass 78% gewiesch. Wann ech fënnf Joer zrëckkucken, dann ass déi Progressioun 103%. Iwwert de Gesamtmëttelstand deelt dat lescht Joer sech op, beim Handwierk 54%, beim Handel 33% a bei der Hôtellerie 13% vun dem Investissement. Déi haaptsächlech finanziell Ënnerstëtzen, déi iwwert d'Loi-cadre komm sinn, dat war d'Subvention au capital, dat war d'Bonification d'intérêts, an net dobäi ze vergiessen de Crédit d'équipement.

Zousätzlech dozou sinn natierlech och nach aner Aspekter, déi mat-

spillen, wéi d'Aide fiscale oder déi direkt Hëllef, déi och un d'Chambres professionnelles gaange sinn, fir deene Betriber mat ënnert d'Äerm ze gräifen, mat hire Konsultatiounen.

D'Resultat vun där ganzer Politik ass eben, dass haut de Mëttelstand dosteet mat 14.000 Betriber, mat ronn 130.000 Beschäftegter, dat heescht d'Halschent vum Emploi, dat heescht an anere Wieder all Zweeten, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, schafft an engem mëttelstännige Betrib.

A wann ech dann iwwert déi lescht zéng Joer kucken, da stellen ech fest, dass ronn 30.000 zousätzlech Aarbechtsplaze just grad an dese Betriber geschafte gi sinn. An ech mengen dat sinn déi Zifferen, déi ee vill méi oft muss no bausse ginn, fir eben ze weisen, wat d'Kraaft vun engem Mëttelstand ass, wat d'Dynamik vum Mëttelstand ass. Déi Bilanz do, déi ass eng wichteg, haaptsächlech wirtschaftlech gesinn, awer gradsou wichteg sozial gesinn, um Aarbechtsmaart, gradsou wichteg och an der Formatioun vun der Jugend respektiv bei der Weiterbildung a gradsou wichteg gesellschaftspolitesch.

Déi Stärkt do oder dat Schaffen do vun deene Betriber, dat justifiéiert dann awer och voll déi Förderpolitik, déi eben ageschloe gi war an déi dann elo an enger aner Form virgefouert gëtt. Natierlech och ënnert där Bedéngung, et soll kee Géisskanprinzip sinn, mä d'Subventiounen ginn nimm verdeelt u Betriber, déi effektiv rentabel gefouert sinn. International konnte mer feststellen, dass eis Förderpolitik hei zu Lëtzebuerg fir déi Kleng- a Mëttelbetriber europawäit bei wäitem déi bescht ass.

Da stellt Der d'Fro: Firwat muss dann elo geännert ginn? Mä aus zwee Grënn. Den éischten ass deen, dass d'wirtschaftlech Realitéiten sech geännert hunn. Deen zweete Grond sinn dann d'Prescriptiounen vun der Bréisseler Kommissioun, wou nämlech den Traité virgesäit an den Artikelen 87 an 88, dat keng wettbewerbsstörend Subventiounen dierfe verdeelt ginn u Betriber. An dat féiert dann och dozou, dat zu Lëtzebuerg nei muss nageduecht ginn iwwert déi Tauxen, déi eben applizéiert gi sinn, dat an der Optik, dat déi Ënnerstëtzen als Zweck musen hunn, no Bréissel, déi wirtschaftlech Aktivitéit vun de Kleng- a Mëttelbetriber auszubauen, ouni dat doduerch d'Wettbewerbsbedingungen esou gestéiert ginn, dat se géint d'allgemeng Interesse géinge verstoussen.

Wat bréngt elo deen neie Projet eis Neies? Ech géing ufänke bei dem generelle Kader. De Cercle des bénéficiaires gëtt erweidert. Fir kënnen ze profitéieren vun deenen Hëllef, muss een eng Personne physique oder eng Gesellschaft sinn, déi dann och dem Droit d'établissement ënnerläit, dem Droit d'établissement vun de mëttelstännige Betriber - d'Gesetz vun 1988. Esou formuléiert, schléisst dat net méi aus an Zukunft, dat och eng Partie Professions libérales, déi eben iwwert dat Gesetz vun 1988 zougeloooss ginn oder eng Autorisatioun kréien, och kënnen an de Genoss komme vun de Subventiounen.

Fir kënnen vun de Subventiounen ze benefisiéieren, muss also d'Professioun vum Investisseur éligibel sinn; d'Investissementen mussen sech bezéien op d'Kreatioun, d'Reprise, d'Extension, d'Modernisatioun, d'Rationalisatioun vun de Betriber, a si mussen sech afügen an d'Activités économiques vun dem Land. Doriwwer eraus gëtt iwwer Règlements grand-ducaux dann d'Nomenklatur vun den Dépense festgehalen, dat heescht déi Investissementen, déi éligibel sinn, respektiv och d'Betriber, déi éligibel sinn, an d'Conditions an d'Modalités d'exécution ginn duerch Règlements grand-ducaux, wou der e puer hei am Gesetz virgesi sinn, festgeluecht.

Eng weider Innovatioun ass déi, wat d'Investissement selwer ubelaangt. Wann et bis elo esou war, dat d'Investissementen sech bezunn hunn op Investissements corporels, dann ass dat an Zukunft anescht. Do kënt derbäi och den Non-corporel. Dat heescht déi immateriell Investissementen wéi d'Breveten, d'Lizenzen, de Savoir-faire oder d'Connaissance technique non brevetée falen och an Zukunft mat drënner. Weider fale mat drënner d'Servicer vun dem Conseil extérieur fir Etüden ze maachen, d'Assurance-qualité an de Management de qualité. A weider falen och an Zukunft mat drënner d'Foiren an d'Expositiounen, wou awer de Betrag net kann iwwer 100.000 Euro goen a wou de Prozentsaz op 50% limitéiert ass.

Eng aner Neierung ass déi, dat jee no der Gréisst vun de Betriber d'Behandlung anescht ass, an zwar ass dat dann och op Bréissel zrëckzeféieren, wou d'Réglementation communautaire dann definiéiert wéi eng Betriber an des bestëmmten Hëllef kënnen erafale. Do sinn also vu Bréissel aus Kritäre festgeluecht ginn, an zwar gëtt zrëckbehalte fir Kleng- a Mëttelbetriber, dat dat Betriber sinn, déi 250 Persounen beschäftegen, wou dann zousätzlech entweder de Chiffre d'affaires pro Joer 40 Milliounen Euro iwwerscreit oder d'Zomm vun Bilan 27 Milliounen iwwerscreit.

Als kleng Betriber, déi eng verstärkt Hëllef kënnen kréien, do sinn d'Kritären déi, dat dat Betriber sinn, déi manner wéi 50 Leit beschäftegen, wou de Chiffre d'affaires dann net iwwer 7 Milliounen Euro geet a wou den Total vum Bilan net dierf iwwer 5 Milliounen Euro erausgoen.

D'Gesetz definéiert dann och weider, wat d'Critères d'indépendance sinn. Déi Betriber mussen nämlech och indépendant kënnen fonctionnéieren. D'Gesetz seet dann och, wat fir eng Investissementen net zrëckbehalte ginn - dat heescht de Règlement grand-ducal definéiert déi Investissementen, déi net zrëckbehalte kënnen ginn.

Wat d'Gesetz net méi zrëckhält vis-à-vis vun deem Gesetz virun, dat ass déi direkt Hëllef un d'Kooperativen, déi déi Zäit mat 45% am Raum stoung, respektiv och un d'Associatiounen an d'Organismes professionnels. Dat wëllt net heeschen, dat d'Kooperativen näischt kënnen kréien. Si falen ënnert déi normal Tauxen, ënnert déi normal Kritären, sou wéi d'Gesetz et da virgesäit, awer ënnert keen Taux de faveur méi.

Eng aner Neierung ass den Taux maximum, dat heescht d'Intensitéit vun der Hëllef. Déi ass 7,5% vun den Immobilisations corporelles et incorporelles fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, a 15% fir déi Betriber, déi als kleng Betriber definéiert sinn. Eng aner Hëllef, déi och nei dran ass, dat ass déijéineg, déi de Créateurs an de Repreneurs d'entreprise zegutt kënt, dat sinn déiselwecht Tauxé wéi virdu genannt plus 10%, déi derbäikommen.

Da kréie mer eng ganz Partie nei Saachen an dat Kadergesetz, wat elo hei virläit, mat eran. An zwar éischten emol eng Hëllef fir Investissementen fir d'Protektioun vum Environnement a fir d'Utilisation rationnelle vun de Ressources naturelles. Ënnert deem Kapitel sinn eng ganz Partie Tauxé virgesinn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Et geet un eng Kéier mol 15% op deem Investissement, wat éligibel ass, fir wann ee Betrib sech upasst un déi communautär Normen an dat bannent dräi Joer, wou d'Norme publizéiert ginn. Deen Taux vu 15% gëtt ersat duerch en Taux vun 30%, wann de Betrib iwwert déi communautär Normen erausgeet.

40% vun dem Coût d'investissement éligible si virgesi fir Investissementen, wann et geet ëm d'Économie d'énergie, iwwer Énergies renouvelables an d'Production combinée d'électricité et de chaleur. Dee Prozent vun 40 kann nach augmentéiert ginn ëm 10%, wann eben déi do Investissementen e gewëssen Approvisionnement oder eng Autosuffisance vun enger ganzer Communautéit kënnen mat sech bréngen. Si kënnen weider majoréiert ginn ëm 5%, wann eng Finalité régionale virgesinn ass, oder ëm 10%, wann et sech ëm Investissementen handelt vu Kleng- a Mëttelbetriber.

100% vun dem Investissement plus nach 15% vun de Käschten, fir den Terrain propper ze maachen, déi kënnen accordéiert ginn an deem Fall, wou effektiv den Terrain verseucht war a wou deen da rehabilitéiert gëtt. Elo kënt ee soen, dat si jo 115%. Dat ass awer net esou. De Maximum ass 100%, wou een da muss zrëckhalen, dat och do d'Plus-value vum Terrain ofgezu gëtt beim Investissement, wat éligibel ass.

An deemselwechte Kontext sinn och 50% virgesi fir d'Dépense vum Conseil extérieur, wann een op deen zrëckgräift fir d'Protection de l'environnement oder d'Utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Eng weider spezifesche Hëllef ass déi fir d'Innovatioun, fir d'Recherche a fir den Développement. Dat ass och eppes ganz Neies, an zwar gëtt do eng Distinction gemaach tësche Recherche fondamentale, Recherche appliquée an dem Développement préconcurrentiel.

Fir déi Recherche do, déi dräi Aspekter ze subventionéieren, si virgesinn eng Kéier 75% fir d'Recherche fondamentale, 50% fir d'Recherche appliquée a 25% fir d'Recherche préconcurrentielle. Déi Tauxé kënnen dann och nach majoréiert ginn, ouni dat awer e Plaffong vun 100, 75 oder 50% fir déi virgenannten Hëllef kann iwwerschratt ginn.

Déi Majoratiounen, dat sinn eng Kéier mol 5 Prozentpunkten, wann eng Finalité régionale do ass; et sinn 10 Prozentpunkten, wann et sech ëm Kleng- a Mëttelbetriber handelt; et sinn 10 Prozentpunkten, wann eng Collaboration transfrontalière ugestriift ass mat wéinstens engem Partenaire, deen och d'Konditiounen an engem État membre erfüllt; 15 Prozentpunkte weider, wann et eng Kollaboratioun ass mat zwee Partenaire, déi an zwee verschiddenen oder dräi verschiddenen États membres da sinn. An da 25 Prozentpunkten, wann d'Resultat vun der Recherche wäit diffuséiert gëtt, an nach eng Kéier 25 Prozentpunkten, wann et sech handelt ëm Opérations de veille technologique oder Études de faisabilité.

Eng drëtt spezifesche Hëllef, déi och hei elo nei agefouert gëtt, ass déi, déi Sécurité alimentaire genannt gëtt. Do geet et also drëm fir d'Traçabilitéit vun de Liewensmëttelprodukter, déi produzéiert ginn, ze verbessern, respektiv fir d'Qualitéit vun de Betriber eropzesetzen. Do kann d'Hëllef bis e Plaffong goe vu 40% vun dem Invest a 25% fir d'Studien, déi vun engem Conseil externe gemaach ginn, mat engem Plaffong vun 100.000 Euro.

E leschte Regime, dee virgesinn ass, och speziell, ass deen, deen dann och um Plan communautaire „de minimis“ genannt gëtt. Dat ass e Regime vun Hëllef, déi kënnen accordéiert gi fir déi Investissementen, déi net ënnert déi Kritären hei falen, sous condition dat d'Hëllef net méi héich ass wéi 100.000 Euro iwwer dräi Joer gestreckt.

Déi Tauxen, déi am Gesetz hei drastinn, kënnen deementsprechend och nach majoréiert ginn.

A wéi enger Form kréien ech elo meng Hëllef beim Stat? Ma jo iw-

wer Subvention en capital oder iwwer Bonification d'intérêts. Ech muss eng Demande maachen. Am Projet de loi war virgesinn, dass déi Demande muss bannent engem Joer, wou den Invest realiséiert ginn ass, dobanne sinn. Dat ee Joer ass vum Conseil d'État proposéiert gi fir ze verlängeren op zwee Joer an d'Kommissioun huet dat och akzeptéiert a si proposéiert dat och an deem neien Text.

Et sinn och nach verschidden aner Dispositiounen am Gesetz, déi vläicht kënnen interessant ginn. Déi Subventiounen kënnen ausbezuellet ginn am Prinzip, wann d'Investéierung fäerdeg ass. Mä et kënnen awer och Akonten an der Zwëschenzäit bezuellet ginn. Weider dierf den Zënssaz, deen erofgesat gëtt duerch d'Subventioun, net méi wéi op véier Unitéiten erofgesat ginn, an en dierf net enner 1% Charge goen.

Déi verschidden Hëllef, déi elo hei opgezielt sinn, si selbstverständlech net cumulabel mat Hëllef, déi an anere Gesetze sti fir d'Wirtschaftsförderung. Dat ass d'Loi économique fir d'Diversification économique an nach zwee aner Gesetze, déi dann och do opgezielt ginn. Et kann och e Plan d'affaires gefrot ginn, fir eben d'Justificatioun ze bréngen. Déi ganz Krediter limitéiere sech op d'Crédits budgétaires, déi am Budget da virgesi sinn.

Verschidde Strofe kënnen och virgesi sinn, oder Modalités de remboursement. Dat heescht wann ech elo investéiert hunn an ech hunn eng Hëllef zougesprach kritt an ech verkafen dann déi Maschine, op déi sech d'Hëllef bezunn huet, virun zéng Joer, oder ier se amortiséiert ass, dann hätt ech jo e Geschäft gemaach iwwert d'Subventioun. Da gëtt e Wee gesicht fir dann eben en Deel zrëckzebezuelen.

Et sinn och Strofe virgesinn, an deem Sënn, dat een, wann ee versicht un déi Hëllef ze kommen duerch falsch Renseignementen, oder dat ee wëllt d'Kommissioun, déi agesat ass fir déi Hëllef do oder den Dossier ze tritéieren, op d'A drécken, da kann ee bis zéng Joer exclu gi vun dem Benefis vun dem Gesetz oder souguer effektiv iwwert de Code pénal Artikel 496 ugesicht ginn.

Bon, wat hunn d'Chambres professionnelles respektiv de Conseil d'État zu deenen Iwwerleungen do gesot? U sech waren d'Chambres professionnelles an de Conseil d'État fundamental domat d'accord. Et sinn eng Partie Problemer, déi allerdéngs opgeworf ginn a méi wäit och diskutéiert gi sinn. Ee vun deenen ass deen, dat elo net méi an deem Gesetz eng Dotatioun un d'Mutualités de cautionnement virgesinn ass, respektiv och dee Kredit iwwert d'Prise en charge vun de Perten, deen an där aler Loi-cadre virgesi war. Déi sinn elo hei net méi dran.

Dat huet natierlech vun der Säit vun de Chambres professionnelles eng ganz staark Kritik bruecht, well: Em wat geet et hei, wann ech d'Mutualités de cautionnement huelen? Mä dat ass eng Kooperativ, déi ebe just soll fir déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi Problemer hu fir bei de Banken hir Kreditter ze kréien, eng Kautioun bréngen. Wou kënt dat Geld dann elo hier, dee Capital de couverture? Deelweis selbstverständlech vum Kapital vun deenen eenzelen Coopéranten, déi dra sinn, wat awer e verschwindend klengen Deel ass, mä de Gros kënt iwwert de Statsbudget, iwwert déi ganz 35 Joer, wou dann d'Gesetz gelaf ass.

Iwwert deen dote Wee konnten dann an deenen zwoe Mutualitéiten eng Mass vun de Kreditter cautionnéiert ginn, déi d'Betriber, sief et bei de Banken, sief et bei der SNCI iwwer e Crédit d'équipement kritt hunn.

Elo gesäit awer Bréissel net méi vir, dat esou Cautionnementen kënnen

virulafen. Déi ginn zu Bréissel considéiert, datt se enner gewëssen Émstänn Konkurrenzverfälschend kënnen sinn, an aus deem Grond si se net zréckgehalen fir kënnen hei an der Loi-cadre matzespillen. Dat ass och de Grond, firwat datt se an deem Gesetz elo net mat dra sinn.

Natierlech ass et awer och elo sou, datt Bréissel, datt d'Kommissioun u sech zwee Häerzer a senger Broscht huet. Dat eent Häerz ass dat vun der Division concurrence, dat seet: Ah neen, dat do geet net, do verfälscht mer eventuell d'Konkurrenz. An dat anert Häerz ass dat vun der Divisioun, déi sech ëm Kleng- a Mëttelbetriber bekümmert, an déi seet: Ma jo dat do brauche mer. D'Betriber brauche Kreditter. Et ass ee vun de Schwaachpunkte fir un de Kleng- a Mëttelbetriber fir un e Kredit erunzekommen, well se net genügend Garantien hunn. Also muss de Stat mathëllefen e Garantiekapital dohin ze setzen.

An déi zwou si sech net eens, an dat ass de Problem woumat mir eis hei mussen iergendwéi erëmfannen. De Moment, kënnst ee soen, kënnen mer raisonnablement net an der Loi-cadre hei, wéi se virläit, déi Hëllef do un d'Mutualitéite viru gesinn, mä an den Texter oder op den Deklaratiounen vun deem zoustännegem Kommissär steet enner anere och d'Nécessitéit dran, fir datt de Secteur public misst kënnen mat agebaut ginn, just grad fir deen dote System viru fonctionnéieren ze loossen.

Sou datt d'Kommissioun dann hei a sengem Rapport festhält, datt se éischtens mol laang driwwer diskutiert huet; zweetens awer och, datt den zoustännegem Ministere des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement sech engagiert huet, séier ze reagieren, wann zu Bréissel de Problem do geléist ass, wann déi zwou Divisiounen sech eens sinn a wann d'Méiglechkeet erëm ginn ass, fir déi Cautionnementer fonctionnéieren ze loossen, datt dann hei séier mat engem Gesetzesprojet kann nei nogeschoss ginn.

En huet sech och engagiert fir ze kucke fir Palliativen ze fannen, wa mer elo effektiv - och mat Basel II, wat jo och nach e Problem weider hei spillt - sollen do e Kurzschluss kréien, an deem Sënn, datt net méi genuch Geld do ass fir ze cautionnéieren, datt een dann aner Weeër sicht. Whatever it means déi Weeër? Do gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Ee vun deenen ass zweifellos och, datt ee sech iwerleert, wéi d'SNCI vläicht mat neie Missiounen op deem dote Gebitt kënnst chargéiert ginn, an da sollt een dann och mol eng Etüd driwwer ausschaffen.

Op deen dote Punkt kommen ech nach kuerz um Enn vu mengem Exposé zréck.

En aneren Aspekt, dee vum Conseil d'État kritiséiert ginn ass an deem Kontext, ass dee vun dem Agencement légal a réglementaire. Den éischte Gesetzesprojet hat virgesinn, datt d'Reglementer kënnst Maximatauxé festsetze vun den Hëllef. Do huet de Conseil d'État gemengt, e misst eng Opposition formelle maache mat Bezuch op den Artikel 99 vun der Constitutioun, wou e seet, datt op jidde Fall ee Plaffong am Gesetz stoe muss.

D'Kommissioun huet sech och domat ausernee gesat. Si kënnst och der Suggestioun, géif ech soen, vum Conseil d'État no, mä aus engem aneren Argument. Net aus deem Argument, deen de Conseil d'État ugefouert huet, well mer sinn am Kader vun engem Règlement communautaire, deen ass selwer „executing“, sou datt d'Tauxen u sech net brächten nei festgesat ginn déi - d'Maximatauxé ginn zu Bréissel fixéiert -, mä andeems datt d'Kommissioun trotzdem dem Conseil d'État Rechnung dréit, gëtt den Text vum Gesetz anescht liederlech, well soss kënnst een net

derlaanscht all Kéier déi sechs Reglementer, déi beim Dépôt vum Text hei derbäi waren, och nach ze kucken, fir den Detail ze kréien. Esou datt mer u sech fundamental dem Conseil d'État nokommen, mä wéi gesot virrangeg aus engem praktesche Grond.

De Conseil d'État hat och gemengt, hie misst obligatoresch gefrot gi wa Changementer vun den Tauxé kéimen. Do huet d'Kommissioun och den Obligatoire ewechgelooss, well se der Meenung ass, mir sinn an enger normaler Prozedur an dat geet an deem Fall völeg duer.

Eenzel Aspekter, wéi zum Beispill d'Recherche vu Sites d'implantation, ginn opgeworf vun der Chambre des Métiers. De Conseil d'État huet déi mat iwwerholl. D'Kommissioun ennerstëtzt datt selbstverständlech, datt och op deem Gebitt soll gekuckt gi wéi ee kann an Zukunft de Betriber entgéintkommen.

Da gëtt vum Conseil d'État d'double compétence ministérielle opgeworf. Fir dat Gesetz vun 1968, respektiv dat wat mer elo stëmme sollen, sinn zwee Ministere responsible, an zwar de Mëttelstandsminister an och den Tresor- a Budgetminister. Do huet de Conseil d'État gemengt eng Kompetenz géing duer, datt wär déi vum Mëttelstandsminister. D'Kommissioun hält awer un deenen zwou Kompetenze fest, well dat bis elo och net gestéiert huet.

(Interruption)

Jo, d'Regierung war domat averstanen.

Wat d'Disposition transitoire ubelaangt, déi huet u sech gefeelt am éischte Projet. Déi ass dann ergänzt ginn deels iwwer d'Proposition vum Conseil d'État, déi awer net ganz zréckbehale ginn ass, mä an engem Deel, an deem Sënn, datt gesot ginn ass, datt dat bestehend Gesetz nach applicabel ass fir déi Dossieren, déi eben enner deem Gesetz agefouert gi sinn.

Bei deem Text louch och eng Fiche financière derbäi, wou am Résumé drasteet, datt am Verglach mat deem Gesetz virdu grousse Changementer dra sinn, esou datt et schwierig ass effektiv elo ze chiffréieren wéi éischtens emol d'Evolution vum den Demanden ass, mä zweetens awer och wéi héich de Betrag vun den Investisementer ass, esou datt et ganz schwéier ass fir ze gesi wou wat sech elo hin- an hierverlagert, mä datt awer de Minister dovun ausgeet, datt in globo de Budget esou wéi e virgesinn ass, kënnst duergoen, datt keng gréisser Iwwerraschungen do kënnst kommen an datt de toute façon d'Hëllef limitéiert sinn eben op dat wat am Budget drasteet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme haut e Gesetz, wat vu grousser Bedeutung ass fir déi Kleng- a Mëttelbetriber aus dem Mëttelstand. E Gesetz, wat nei Akzenter setzt, déi sollen d'Investitiounen an de Kleng- a Mëttelbetriber weider ennerstëtzen, fir datt dës Betriber sech engem permanent evoluéierenden Émfeld kënnen upassen an zwar der wirtschaftlecher an der technologescher Entwécklung, den Ufuerderunge vun der Émwelt, der Energieaspierung, der Sécurité alimentaire, awer och der Recherche an dem Développement, an zousätzlech dann och d'Förderung an den Zougank zur Selbststännegkeet weider erliichteren. Dëst Gesetz liwwert en zolitte Charakter fir déi kommend Joren a stellt e ganz wichtegt Instrument vun der Mëttelstandspolitik duer.

D'Retombéien op d'Betriber wäerten net ausbleiwen, mä net nëmmen eleng op d'Betriber, well schlussendlech kënnst dëst Gesetz der Gesamtgesellschaft zegutt, duerch d'Ofsicherung vun den Aarbechtsplazen an dese Betriber, duerch d'Schafung vun neien Aar-

bechtsplazen an duerch eng Verbesserung vun der Pérennitéit vun de Betriber.

D'Kommissioun vun de Classes moyennes ass sech och däreer bewusst a proposéiert a senger Of Schlosssitzung vum 30. Abrëll 2004, wou se dese schrëftleche Rapport ugeholl huet, dann och d'Gesetz an där virleiender Form, wéi et elo hei proposéiert gëtt vun der Kommissioun, ze akzeptéieren.

D'Antécédents, den Historique, wéi den Dossier gelaf ass, fannt Der am schrëftleche Rapport. Op dee ginn ech elo hei weider net méi an.

Ech wëll awer net ofschléissen ouni de Kommissiounsmitglieder, déi an deene verschiddene Sitzungen - et waren der ëmmerhi siwen oder aacht - ganz positiv matgeschafft hunn, merci ze soen. E Merci och un de Greffe, e Merci un de Minister, respektiv seng Kollaborateuren an un d'Sekretariat, déi hei matgeholf hunn. Esou wäit fir den offizielle Bericht.

Ech hat lech ugedeit, datt ech nach zréckkéim op deen Aspect vun dem Cautionnement. D'Kommissioun ass och unanime der Meenung gewiescht, mir sollten eng Motioun hei hannerleeën, wou mer constatéieren, datt also déi Cautionnementsméiglechkeeten, déi mer bis elo haten, schon e wichtige Aspect waren, datt do duerch de Kredit méi bëlleg ginn ass, datt et och den Accès op de Kredit erliichtert huet an datt elo déi Hëllef net méi virgesi sinn, dat heescht de Soutien au capital vun de Mutualitéiten ass net méi do, obschonn datt dat en utilen, wichtigen an indispensables Aspect wor.

Also gëtt d'Regierung opgefuerdert éischtens emol d'Evolution vum den Diskussiounen zu Bréissel ze suivéieren. Zweetens, studéieren ze loossen a wéi engem Mooss, datt d'SNCI méi en aktive Rôle an der Matière vun Cautionnement vun de Prête ka spillen. An drëtzens, datt en cas de besoin Initiativ géholl ginn, fir eben e Soutien adéquat vum Cautionnement fir déi Kleng- a Mëttelbetriber ze maachen.

Ech géing dann och, Här President, déi Motioun hannerleeën am Numm vun der Kommissioun, ënnerschriwwen och vun deene fënnef Parteien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que les dispositions de la loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes adoptée aujourd'hui introduisent des soutiens financiers publics importants pour divers investissements réalisés dans les entreprises du secteur des classes moyennes et innovent à plus d'un point de vue;

- constatant encore que l'accent des mesures vise avant tout à rendre le coût du crédit moins cher;

- rappelant que pour les petites et moyennes entreprises du secteur des classes moyennes, l'accès au crédit suffisant constitue souvent une difficulté non négligeable, vu les problèmes inhérents à leur structure et à leur dimension;

- prenant acte que la présente loi-cadre, contrairement à la loi-cadre précédente, ne prévoit plus de soutien financier pour renforcer le capital de cautionnement des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce, cette mesure n'étant pas prévue par les directives communautaires d'encaissement des aides;

- estimant toutefois que le recours à des instances de cautionnement en faveur des demandeurs de crédit du secteur des classes moyennes ne s'avère non seulement utile mais également nécessaire;

invite le Gouvernement

- à suivre attentivement l'évolution des discussions au niveau de l'Union européenne relatives au cautionnement financier en faveur des petites et moyennes entreprises;

- à faire étudier dans quelle mesure la SNCI peut jouer un rôle plus actif en matière de cautionnement des prêts, et

- à prendre, en cas de besoin, les initiatives nécessaires pour soutenir par un cautionnement adéquat, les efforts d'investissement futurs des petites et moyennes entreprises du secteur des classes moyennes.

(s.) Marcel Sauber, Jeannot Belling, Jacques-Yves Henckes, Jeannot Krecké, Renée Wagener.

Ech soen lech merci fir d'No lauschteren.

M. le Président. - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet et schon ugeschwat, mä ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Mëttelstandssecteur hei zu Lëtzebuerg e ganz wichtige Pfeiler vun eiser nationaler Wirtschaft ass.

Déi bal 14.000 Entreprises aus dem Beräich vun Handel, Handwerk an Horeca, déi wäit iwwer 130.000 Leit beschäftegen, dat si ronn 40% vun der aktiver Beschäftigung, si Grond genuch des Importen ze rechtfertigen.

Wann een d'Entwécklung vun deene leschte 15 Joer kuckt, da gesäit een, datt et an eiser Economie zu enger ganz staarker Restructuration komm ass. Net nëmmen d'Zuel vun de Betriber ass a verschiddene Secteuren an d'Luucht gaangen, mä op jidde Fall d'Zuel vun de Beschäftegten an dese Betriber ass en moyenne ganz zolidd an d'Luucht gaangen.

Iwwerhaupt hunn déi Kleng- a Mëttelbetriber an deene leschten zéng Joer ëm déi 30.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft. All drëtt nei Aarbechtsplaz gëtt mëttlerweil vun de PMEen hei zu Lëtzebuerg geschaaft. Duerch hir Upassungsfäegkeet un déi wirtschaftlech Entwécklung, esou wéi och duerch hiren Esprit d'entreprise, fir déi schwierig Situatiounen wëllen ze meeschteren, spillen eis Kleng- a Mëttelbetriber eng Haaptroll bei der wirtschaftlecher a soziopolitescher Entwécklung vun eisem Land. Dës positiv Entwécklung ass awer net vum selwe gaangen.

Kleng- a Mëttelbetriber brauchen oft eng Hëllef, besonnesch wa se a Konkurrenz mat méi grousser Firma stinn. Besonnesch wa se sech nei orientéieren wëllen oder wa se Problemer bei der Finanzéierung vun hiren Iddi hunn, oder wann et dem Créateur d'entreprise un deem néidege Startkapital feelt.

E wichtegt Gesetz, dat an deene leschte 25 Joer ville Kleng- a Mëttelbetriber geholf huet dës Problemer ze meeschteren, ass d'Loi-cadre des classes moyennes aus dem Joer 1968 gewiescht. Dëst Gesetz gesäit verschidde finanziell Bähëllefren zu Gonschte vun de Kleng- a Mëttelbetriber vir.

Ech mengen, ech iwwerdreiwen net, wann ech behaupten, datt duerch dës Bähëllef vill, esouguer ganz vill vun eise Kleng- a Mëttelbetriber där ekonomescher Kris aus de 70er Joren trotz konnten. Ausserdeem hu se hei och eng Méiglechkeet kritt fir sech wesentlech besser kënnen op de Banne-maart virzubereeden. Si konnte

sech besser där ëmmer méi grouss-er an och ëmmer méi haarder Konkurrenz stellen a si konnte besser d'Erausforderunge vun technesche Fortschrëtt meeschteren.

Dës Feststellung spigelt sech och an Zifferen vun den accordéierte Bähëllefren aus deene leschte 35 Joer erëm. An der Period vun 1968 bis 1973, wou et lassgoung mat deem éischte Gesetz, goufen eng 433 Dossieren traitéiert a Bähëllefren an enger Gréisstenuerdnung vu ronn 63 Milliounen Frang, dat heescht haut 1,56 Milliounen Euro, accordéiert. An der leschter Fënnefjoresperiod, déi dann 2003 op en Enn gaangen ass, goufen 2.648 Dossieren traitéiert an iwwer 41 Milliounen Euro u Bähëllefren accordéiert. Dat si bal 27-mol méi Bähëllefren, wann ee reng en chiffres absolut kuckt, also wann een d'Geld kuckt ouni d'Deierecht dobäizerechnen, wéi dat nach virun 30 Joer de Fall war.

Ech mengen dës Zifferen beweise ganz däitlech, wéi wichtig dat Gesetz hei fir de Mëttelstand an deene leschte Jore war. Haut muss mer leider feststellen, datt dat 68er Gesetz net méi genügend de Besoinë vun de PMEe Rechnung dréit an och net méi - de Rapporteur ass schon dorobber agaangen - konform zu der europäescher Réglementatioun ass. Dofir stëmme mer de Mëttg iwwer en neien Text of, deen als Zil huet, éischtens emol dat aalt Gesetz vun 1968 ze ersetzen an, wéi schonns gesot, deenen heitege Besoinë vun eise Kleng- a Mëttelbetriber unzepassen. Ech wëll an deem Kontext net nach eng Kéier op den Detail vun deem Gesetz agoen, ech mengen, dat huet de Rapporteur, de Marcel Sauber, deem ech vun deser Plaz aus wëll merci soen, ganz ausféierlech a virun allem ganz professionnell a sengem mëndlechen an och schrëftleche Rapport gemaach.

Ech wëll mech dofir a menger Interventioun nëmmen op e puer Punkte begrenzen, déi och déi verschidde Chambres professionnelles an och de Statsrot an hiren Avisen ugeschneiden hunn.

Fir vill Kleng- a Mëttelbetriber, Här President, ass de Site, wou se sech nidderloossen, déterminant fir de Succès oder den Echec vun hiren Entreprise. E gutt Emplacement par rapport zum Stroossennetz och an de Stied oder och ausserhalb de Stied ass ganz wichtig, well esou eng Plaz erlaabt et de Betriber no bei hire Clienten oder no bei hire jeeweilige Fournisseuren ze sinn. Eis nei jonk Betribsgrënner kréie spezifesch Infrastrukturen zur Verfügung gestallt; dat ennerst der Form vu Pépinières d'entreprises oder Bâtiments relais. Dat si Surfaces, déi extra fir déi Kleng- a Mëttelbetriber geschafte goufen an déi et hinnen och erlaben, fir sech an deene beschtméiglechste Konditiounen kënnen ze entwéckelen.

Wann och deenen neie Betribsgrënner, wéi deene bestehende Betriber, vill ennerst d'Äerm gegräff gouf, sou hunn dacks awer vill Betriber och nach Problemer adequat Terrainen an den Aktivitéitszonen ze fannen, wou se sech kënnen nidderloossen oder wou se sech kënnen weiderentwéckelen. Oft entsprechen dës Aktivitéitszonen net ganz de Besoinë vun de Kleng- a Mëttelbetriber oder si musse strenge Réglementatiounen nokommen, wa se sech op dese Plaze wëllen installéieren.

De Statsrot mengt och a sengem Avis, dass een an Zukunft méi op déi Besoinen, Doléances an Intérète vun de Kleng- a Mëttelbetriber misst agoen, wann et drëm geet nei Aktivitéitszonen auszuweisen oder ze plangen a virun allen Dingen ze reglementéieren. An deem selwechte Kontext mengt de Statsrot dann och, datt den IVL warscheinlech déi ideal Plattform wier fir Terrainen ze identiféieren, déi als Parcs d'activités speziell fir dës Betriber dënge kënnen. Ech mengen, dat ass e Problem an zugläch eng Erausforderung, där mer eis

och an Zukunft stelle müssen. Et kann net sinn, dass mer ëmmer nach Betriber hunn, déi duerch hir vläicht e bësselche méi speziell Aktivitéit zu kenger Aktivitéitszon Zougank hunn, eleng aus deem Grond, well d'Réglementatioune vun deenen eenzelnen Zonen ze restriktiv sinn oder vläicht ze genee gehandhabt ginn.

Ech kommen elo zu deem Punkt, deen d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers nawell e bësselche méi haart kritiséiert hunn an iwwert dee mer och an de Kommissiounssitzungen diskutéiert hunn. Et geet ëm d'Statsgarantie an ëm Kapitaldotatioune zu Gonschte vun de Mutualitéiten aus dem Commerce an dem Handwerk. Ech mengen - an d'Vergaangenheet huet et sécherlech bewisen -, dass dës Instrumenter eng enorm wichteg Hëllef fir déi mëttelstänneg Betriber sinn. Den Accès zum Kredit, an déi domat verbonnen a verlaangte Garantien, sinn haut nach ëmmer méi oder manner grouss Problemer, mat deene vill Kleng- a Mëttelbetriber, an notament déi, déi nei ufänken, ze kämpfen hunn.

De Wee iwwert d'Mutualitéiten ass fir vill Betriber oft deen eenzege Wee, fir un dat néidegt Kapital ze kommen, wa se e Projet wëlle realiséieren. Wann d'Mutualitéit e Risiko iwwerhëlt an engem Betriber e Cautionnement oder e Prêt gëtt, an et geet duerno schief, dann iwwerhëlt de Stat, wann den Dossier stëmmt, en Deel vun dëser Perte. Et ass deemno wichteg, dass de Stat d'Mutualitéit finanziell ënnerstëtzt an hinnen eng Garantie gëtt, fir dass se de Kleng- a Mëttelbetriber hëllef hir Projete esou ëmzesetze wéi se dat virhunn. Elo ass d'Situatioun awer esou, dass de Projet de loi virgesäit d'Statsgarantien an d'Dotations en capital de mutualités de cautionnement ofzeschaffen, well se net méi kompatibel mat der kommunautärer Réglementatioun sinn.

Wa mer elo dës Hëllef vum Stat ofschafen, wäert et fir d'Mutualitéiten, vläicht net kuerzfristeg, mä à la longue oder mëttelfristeg gesinn, schwierig gi fir ze iwwerliewen. Ausserdeem ass de Cautionnement vun de Mutualitéiten erhalen oder du moins kompenséiere kann. An et ass jo och - wéi de Rapporteur et gesot huet - eng Motioun an deem Sënn hei depouéiert ginn, déi vun der ganzer Chamber gedroe gëtt.

Här President, an der Kommissioun gouf och d'Fro gestallt, no wéi engem Gesetz déi Demandë géife behandelt ginn, déi bis haut ageeicht goufen. De Statsrot hat proposéiert, dass dës Demanden ënnert d'Dispositioun vum 68er Gesetz géife falen „pour autant que les aides prévues par la nouvelle loi ne soient pas plus favorables“. D'Kommissioun war awer der Meenung, dass jee no Demande d'Applicatioun vun deem engen oder deem anere Gesetz eng ganz Rei vu Schwierigkeete géif mat sech bréngen; esou zum Beispill an der Gestiou vun deenen eenzelnen Dossier. Och géif duerch dës Prozedur den Délai d'autorisation vun der Demande d'autorisation onnéideg verlängert ginn, wat jo sécherlech net am Sënn vun de Betriber wier an ech mengen och, et wier och fir d'Administratioun sécher schwierig, fir dat alles esou ze bewältegen.

Mir hunn dofir decidéiert, dass déi Demanden, déi agereicht goufen oder ginn, esou laang no den Dispositioun vum ale Gesetz behandelt ginn, bis dat hei, dat neit Gesetz, a Kraaft getrueden ass. Et kann een natierlech elo argumentéieren, dass eenzel Betriber eventuell benodelegt si par rapport zu deenen, déi hir Demande nom

Akraaftriiede vum neie Gesetz areechnen. Dat ass berechtigt, mä ech mengen awer, dass déi Solution eng gutt Solution ass, well et dierf een och net vergiessen - wéi ech scho gesot hunn -, wat fir een administrativen an och finanziellen Opwand et géif bedeuten, wann d'Demanden alleguerter misste retroaktiv behandelt ginn an nach eng Kéier nogekuckt ginn.

D'Betriber hei am Land hunn an deene leschte Jore ganz vill investéiert. Dës Investitioune konnten ënner anerem gemaach ginn, well eis Betriber iwwert d'Loi-cadre des classes moyennes relativ grosszügig Bähëllef kritt hunn, déi se encouragéiert hunn ze investéieren. Iwwert déi lescht fënnf Joer huet de Montant sech praktesch, kann ee soen, méi wéi verduebelt, fir 2003 bei 7,5 Milliarden Invest - also wann ech soe 7,5 Milliarden, da si mer nach bei den ale Frangen - ze landen.

Dës Investissementer waren noutwendeg, fir der Konkurrenz standzehen. Duerch déi nei Loi-cadre, déi de Mëtteg hei diskutéiert gëtt an déi, ech hoffen, och gestëmmt gëtt, gestalte mer eis net nëmme kompatibel mat där europäescher Réglementatioun, mä mir suergen och dofir, dass déi verschidde Bähëllef wesentlech méi cibléiert an och méi gerecht an déi Betriber kommen, wou se och am effikasssten an am néidegste gebraucht ginn an ugewennt ginn.

Eis Kleng- a Mëttelbetriber mussen weiderhi konkurrenzfähig an och innovativ sinn, fir ëmmer ëmmer nei Marchéë kënnen ze erschléissen. A si sinn et, Här President. Si si konkurrenzfähig a si sinn och innovativ, dat beweist den Invest. Si hunn och an deene wirtschaftlech méi schwierigen Zäiten Dynamismus a Risikobereitschaft un den Dag geluecht. Dat wirtschaftlech Ëmfeld stëmmt, dat bewisen all dës Zuelen. De Mëttelstand geet also hei zu Lëtzebuerg net op de Kretsch.

Ech sinn der Meenung, dass dës nei Loi-cadre eng zousätzlech Verbesserung fir dës Ëmfeld schafft, wou Betriber nei Viraussetzunger virfannen, fir déi Ziler ze verwirklechen an och ze errechen, déi se sech selwer gestallt hunn.

Dat gesot, Här President, soen ech lech merci fir d'Nolauschteren a gi selbsterständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5148 aus dem Joer 2004 ersetzt also e Gesetz aus dem Joer 1968. 35 Joer huet sech näischt Wesentlech an deem Beräich, um Kadergesetz fir de Lëtzebuerg Mëttelstand geännert, wat dat Gesetz esou gëtt. Déi Adaptatioune, déi elo noutwendeg sinn an déi mer elo maachen, sinn iwwerfällg gewiescht an et si gutt Adaptatioune.

Ech félicitéieren elo wierklech dem Marcel Sauber fir säi Rapport. Hien huet bewisen, dass hien en Expert ass. Hien huet aus senger Vergaangenheet scheffele kënnen an en huet dat gemaach. Ech sinn der Meenung, dass dat hei e Rapport ass, deen och als Repère d'enge ka fir eng Mëttelstandspolitik ze definéieren an deen eis och nach déngt wa mer déi nächst Gesetzer vläicht dës Period nach ze stëmme kréien. Dat als Virspann an als eierlecht Kompliment vis-à-vis vum Kolleg Sauber.

Dat Zweet dann: Ech sinn en Ersatz. Ech muss asprange fir de Jeannot Krecké, an et ass wéi ëmmer esou, dass den Ersatz net un d'Original erukënn. Den Här Kre-

cké huet ganz kuerzfristeg missen heemgoen. Hien ass krank. Mir wënschen him vun hei aus eng gutt Besserung. Hien ass an deem Domän en Abîme de savoir an eng Tête bien pleine. Ech hunn net déi Uspréich. Mir hunn eis déi Aarbecht och opgedeelt gehat an der Kommissioun. Dowéinst, dat als Virspann, a wat och erkläert, dass ech elo awer net mer d'Saach ganz einfach maachen an dat widderhuele wat am Rapport steet oder awer e Lueflidd op de Mëttelstand an op d'Dynamik vum Mëttelstand sängen, déi jo bekannt ass.

Une voix. - Awer op de Minister!

M. Jos Scheuer (LSAP). - Op de Minister, zum Schluss dann.

(Hilarité)

Ech muss mer dat awer elo iwwerleeën, dat heescht, dat hântk elo of vum Verlaf vum Nomëtteg.

Ech mengen, dass Gesetz hei erfëllt den Zweck vun der Mëttelstandspolitik, den duebelen Zweck vun all Mëttelstandspolitik. Eischtens muss d'Mëttelstandspolitik d'Adaptatioun vu mëttelstänneg Betriber am Handel, Handwerk an dann och nach an der Hôtellerie un d'wirtschaftlech Noutwendegkeeten erméiglechen a begleeden. An dann zweetens muss esou e Gesetz och d'Neischaafung vu Betriber an domadder d'Schafe vun Aarbeitsplazen a vu Plus-valü begënschtegen. Déi Mëttel a Weeër, déi an deem Gesetz opgewise ginn, si gutt a mir wäerten natierlech dat Gesetz och stëmme.

Dem Rapporteur säi Rapport vu 27 Säiten huet alles duergeluecht an explizéiert an en ass och technesch esou komplex och mëndlech duergeluecht ginn, dass ee wéi gesot en als Repère benotze kann. An ech sinn och nach iwwerzeegt, drëtens als Virspann, dass mer deenächst hoffentlech eng Diskussioun kréien, déi dann en entsprechende Verlaf hëlt, wa mer iwwert den Droit d'établissement oder d'Reform vum Droit d'établissement schwätze kënnen. Déi Diskussioun wäerte sech ganz bestëmmt iwwerschneiden. Kréie mer se nach?

D'LSAP huet an hirem Programm eng ganz Serie vu Mesuren opgewisen an duergeluecht fir eng effizient Wirtschaftspolitik a fir eng effizient Mëttelstandspolitik ze maachen. Déi zwou Regierungsparteien haten an hire Wahlprogrammer munches versprach am Joer 1999. Ënnert anerem haten se versprach fir séier ze reagieren an ze agieren. Wat ass geschitt? Munches ass geschitt, munches ze lues, munches awer och net.

Ech hunn nogekuckt: Am Joer 2001 ass effektiv eng Adaptatioun am Kader vum Steiergesetz geschitt, vun där de Mëttelstand profitéiere konnt. Mä dann zweetens dat allerwichtigst Gesetz, also d'Gesetz vun der Neifaassung vum Droit d'établissement ass am Joer 2003 endlech an d'Chamber komm an elo am Joer 2004 nach net sprochräif, wou mer e puer Woche virun de Wahle stinn. An dat Gesetz ass komescherweis an de Colimateur vum Statsrot geroden, a wann de Statsrot säin Avis complémentaire gëtt, an e wäert dee jo awer ginn, esou wéi mer dat anonciéiert kritt hunn, dann ass a bleift et e Gesetz wat a leschter Minutt gestëmmt gëtt a wou déi Proposen, déi de Statsrot gemaach huet, an déi Opposition, déi de Statsrot gemaach huet, menger Meenung no net esou vidéiert ginn, wéi se hätte missen oder këne vidéiert ginn.

Ech maachen och do e Kompliment un de President, dee mat enger Engelsgedold mat deene sëllichen Oppositions formelles ëm-

gaangen ass. Fait ass, dass et spéit kënn. D'PMEE sinn och net...

(Interruption)

Dat ass den Här Hauptert, jo.

(Interruption)

Et ass esou selten, dass mir deene Leit vun der CSV Komplimenter maachen. An deem Fall si se awer ubruecht, well et ass gutt.

(Hilarité)

Ech huelen zur Kenntnis...

(Interruptions diverses)

Une voix. - Oh, den Här Scheuer huet Louangë gemaach!

M. Jos Scheuer (LSAP). - Neen. Ech hu jo gesot, dass dat do technesch Projete sinn an déi Projete ginn och op enger technescher Basis diskutéiert, an ech mengen d'Oppositioun dréit zu der Diskussioun wuel esou vill bäi wéi de Koalitionspartner vun der CSV. Ech wär frou wann dat haut géif bestätegt ginn.

(Interruptions diverses et hilarité)

Dat Gesetz kënn also a leschter Minutt. Et kënn spéit. Ech wollt lech awer trotzdeem - fir elo net hei an de Verdacht ze komme fir Lobhudelei ze bedriewen - virliese wat de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun gesot huet. E seet: Jiddfereen: Beruffsvertrieeder, Deputéierten, Betribschefen, verlaangt déi administrativ Oferschichtung vum Mëttelstand. Da solle mer se och maachen!

Une voix. - Am Mëttelstand?

M. Jos Scheuer (LSAP). - Am Mëttelstand, jo! Mäin Androck ass souwisou deen, dass dem Finanzminister seng Verwaltunge besonnesch staark bei der normativ regulativer Iwwerfettung an d'Gewiicht falen. Ech ginn zou mech mat där Fro net genuch beschäftigt ze hunn. Am Finanzberäich kënn eng Schlankheitskur, dat versprochen ech lech ze maachen, wann ech nach eng Kéier d'Geleeënheet dozou sollt kréien. Ech hunn d'Impressioun wéi wann de Finanzminister de Mëttelstandminister ganz staark a Schutz géif huelen an deem Fall.

(Interruptions diverses)

E stellt sech virun de Mëttelstandminister an assuméiert trotzdeem d'Schold fir eng gewësse Lethargie a fir komplizéiert Prozeduren, déi trotzdeem ugeprangert ginn, vun der Chambre des Métiers, vun der Chambre de Commerce, ech mengen dat ass gewosst. Et ass also d'Ageständnis an d'Verspriechen et besser ze maachen.

Ech wëll och drun erënneren, dass an dem Gesetz iwwert d'Néierloosungsrecht och de Problem vun de Faillité soll geregelt ginn. Och do kann ee sech d'Fro stellen, firwat dat esou laang gedauert huet. Och do ass zënter Jore schonn drop higewise ginn op alle Bänken, wat do Schued an der Economie entsteet. Effektiv huet dat fënnf Joer geschleef. An dann dat Drët, wat och laang gebraucht huet, dass d'Neiregelung vun de Konkurrenzbestimmungen. Dat hu mer virun e puer Deeg awer an d'Rei bruecht.

Da wollt ech eppes soen zu deem berühmten IVL. Den IVL, dee jo praktesch d'Bibel ginn ass, déi elo zum Schluss vun der Legislaturperiode erausgeholl gëtt an dann an d'Vitrine gesat gëtt, a wann een den IVL duerschblidert, dann ass dat déi eenzeg Oplëschung vun Industriezonen a Gewerbezonnen, déi eis oder mir zur Verfügung gestanen huet, wou een och eng Méiglechkeet hat fir en Abléck ze kréien an déi Opzielung, an déi Oplëschung vun deenen eenzelne Pôles de développement.

A mir hunn eis d'Fro gestallt - an ech soen dat och als concernéierter Buergermeeschter -, ob net e Plan sectoriel „Zones industrielles“ oder „Zones d'activité“, nennt e wéi

Der wëllt, op d'mannst esou wichtig wär wéi de Plan sectoriel „antennes“ oder wéi mer se allegueren nennen. Firwat? Wann ee mat eenzelnen Zonen ze dinn huet an et hëlt ee sech seng Referenze bei anere Syndikaten, stellt ee fest, dass zum Beispill de Präis vun den Terrainen terribel variéiert vun enger Zon op déi aner. Do si mir als Syndikater net selbststänneg, fir doriwwer kënnen ze verfüegen. De Präis vum Terrain iwwer Bail emphytéotique misst besser geregelt sinn an dat misst och an esou engem Plan sectoriel gekuckt ginn.

Wat d'Besetze vun deenen eenzelnen Zonen ugeet, och do ass een e bëssen à la merci vun den Demanden. Déi Propositiounen, déi vum Ministère kommen, entsprechen net onbedéngt den Demanden, déi vun den eenzelne Secteuren, vun den eenzelnen Entrepreneuren an déi Syndikater, déi dann d'Zone régionale verwalten, eruge-droe ginn.

D'Roll vun de Syndikater misst iwwerducht ginn a virun allem d'Gestioun vun deenen Zonen, well déi gëtt wierklech op eng amateurhaft Aart a Weis gemaach. D'Syndikatsgesetz wat applizéiert gëtt an de Zones régionales dréit der Komplexitéit an dem Enjeu vun deenen Zones régionales net genuch Rechnung. Dat ass net ugepasst ginn. D'Gestioun vun den Zonen, ob dat Zones nationales oder Zones régionales sinn, ass och bal à la merci vun de Syndikater, respektiv à la merci vun den eenzelne Gemengen.

Voilà, dat zu de Zones industrielles, zu de Zones d'activité, an dat allermannst wat ee misst maachen: Et bräicht een en Dokument wou déi Concernéiert, déi Demandeur sinn an déi Gestionnaire sinn, iwwer Informatiounen verfüegen, déi se weidergi kënnen an déi fiabel sinn. Dat ass fir mech e wesentlech Element fir kreativ Mëttelstandspolitik ze maachen.

Dat Véiert, dass ass awer och vum Spezialiste gesot ginn: D'Roll vun der SNCI schleift sech oft duerch Diskussiounen, ewell zënter Joren, an den Här Clement - deen ass jo an de Mutualitéiten dran, ass Spezialist dodran - huet och drop higewise, dass zum Beispill dee Widersproch an der Positioun vun den eenzelne Chamberen frapéiert een, deen net Expert ass. D'Chambre de Commerce ass d'accord mat der Approche vun der Regierung an der Approche vun deem Gesetz, während d'Chambre des Métiers net d'accord ass, oder ëmgedréint. Neen, et ass ëmgedréint. D'Chambre des Métiers proposéiert, dass d'SNCI am Fong d'Relevé hëlt vun de Mutualitéiten.

Op jidde Fall ass et esou, dass d'Roll vun der SNCI d'Ewechfale vun de Statsgelder bedeit an dass dat Problemer opwerft. De Rapporteur huet dat gesot. Den Här Clement huet dat gesot. D'Wechfale vun der Garantie an d'Wechfale vun der Dotation en capital mussen also nei regléiert ginn.

Fënneftens wollt ech dann op en anere Problem hiweisen, deen och eng Roll spillt, souguer bei deem Gesetz: de Problem vun de Bauschuttdeponien. Och hei geet et ëm de Mëttelstand. Iwwerregens wollt ech soen, dass ech begréissen, dass de Begrëff Mëttelstand definéiert ass, a gutt definéiert ass. Kleng mëttelstänneg Betriber, gréisser mëttelstänneg Betriber. Elo weess jiddfereen wat een dorënn versteet.

Mä zréck zum Problem Bauschuttdeponie. Dee Problem ass net geléist a gëtt, menger Meenung no, och mat deem Plan sectoriel kenger Léisung entgéintgefuert. Ech kënn lech do Beispiller ginn. Wann ee Mëttelstandspolitik mécht, da muss een deen dote Problem besser ugoen, méi konsequent ugoen, wéi dat elo de Fall ass. Fir de Moment ass et...

M. Nico Loes (CSV). - Et ass awer schon e Fortschritt do, well eng ganz Partie Bauschuttdeponien och emmenagéiert respektiv an deene leschte Joren erschloss goufen. Ech kucken de Préizerdall an ech kucken Housen. Ech kucke bei mir zu Noutem.

(Interruptions)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Dir sidd privilegiert, well der manner dicht besiedelt sidd.

(Interruptions)

Kuckt de Plan sectoriel fir de Süden, fir den Zentrum, fir den Osten. Do ass weineg Sputt an dat gesäit guer net gutt aus.

(Interruption)

Fait ass, dass Bauschutt - a kriddleche Bauschutt - muss exportéiert ginn oder respektiv ganz, ganz wäit transportéiert ginn. Ech war ëmmer der Meenung - sinn och a menger Partei awer net dermat duerchkomm, mir hunn et och vläicht net haart genuch gesot -, dass ee mat bestëmtem Material, mat Buedem zum Beispill, Aménagement du territoire maache kann an dat e proppere Buedem kee Schutt ass. Dat war eng Approche, déi misst een och alléisse loossen an esou e Plan sectoriel.

Da wollt ech nach eng Kéier zréckkommen, als Ofschluss, op alles dat wat de Premier awer ugedeit huet, nämlech Ofbau vun der Bürokratie, dat heescht d'Veinfachung vun de Prozeduren. Dat steet sou an eisem Wahlprogramm. Dat ass awer net geknäipt aus dem Statsminister senger Ried zur Lag vun der Natioun. An zum Beispill d'Upassung vun de Formulieren an deem Kader, sou dass ee se och online benotze kann. Dat ass schon en Défi administratif, deen och schon hätt kënnen éischter, vläicht net onbedéngt vum Mëtzelstandsministère, mä vun deem Ministère, dee sech den „e“ un d'Kroun oder op d'Kap gepéicht huet, ugaange ginn. Ech mengen den Internetportal ass eréischt virgesinn. Dee soll operationell sinn am Joer 2007. Et échappéiert mir awer, firwat dass een esou laang brauch, fir deen operationell ze maachen.

An da steet iwwerall natierlech, och bei de Chamberen an hiren Avisen an an hire Pabeieren, déi se erausginn, dass déi Förderprogrammer méi transparent solle ginn an dass d'Selektioun dann och vun den eenzelne Betriber, déi eben éligibel sinn, och vill méi transparent gemaach gi soll.

Dann hu mer gesot, an do war ech och frou wann de Mëtzelstandsminister do seng Meenung géif dozou ofginn: Mir sinn der Meenung, dass d'Zesummeleung vum Wirtschafts- a Mëtzelstandsministère ubruecht ass aus enger ganzer Rei vun Ursaachen, well zum Beispill déi Doppelspuregkeet zu Mëssverständnisse féiert. Mat dëser Zesummeleung kéint een och eng Zesummeballung um administrative Plang oder eng Konzentratioun um administrative Plang vu Kompetenze schafen, déi dem Mëtzelstand an der ganzer Economie zegutt kéim.

Dat gesot, stëmmt d'LSAP natierlech dëse Projet, deen e Schrëtt ass - ech muss et soen, e geet net wäit genuch, ech weess net, ob et e Meilesteen ass, deen anere kennt ee vläicht als Steen, als Jalon betruechten, deen heiten awer wahrscheinlech net. Et ass eng noutwendeg Adaptatioun, déi natierlech eis Zoustëmmung féint.

Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Belling virgesinn. Den Här Belling huet d'Wuert.

M. Jeannot Belling (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop wëll ech dem

Rapporteur villmools merci soe fir säin excellente Rapport. Hien ass säit enger Zäit an där Kommissioun. Et muss ee soen: Säit dass hien do ass, daueren d'Kommissiounssätzungen zwar duebel sou laang, awer si hunn u Qualitéit gewonnen.

(Hilarité)

Hien huet d'Entstehungsgeschicht vun dësem Gesetzesprojet an d'Diskussiounen an der Kommissioun exakt erëmginn. Dës Diskussiounen ware komplex an déifgrënneg. Dat war och noutwendeg, well et huet jo missen d'Analys vum ganze Secteur vun de Classes moyennes a vum System vun de Bähëllef fir déi mëtzelstänneg Betriber gemaach ginn.

D'Resultat vun der Aarbecht ass e Gesetzesprojet, deen nieft der Reform vum Néierloossungsrecht dee bedeitendsten ass, deen an dëser Legislaturperiod fir de Mëtzelstand gemaach ginn ass, well elo endlech de System vun de Bähëllef fir dese Secteur an déi heiteg Situatioun ugepasst gëtt. Dat war längst iwwerfällig, well déi lescht Loi-cadre geet elo bal 36 Joer zréck; Joren an deenen de Mëtzelstand sech immens verännert huet.

D'Globaliséierung, d'Weiderentwécklung vum europäesche Maart, déi net nëmmen zu engem méi héije Konkurrenzdruck, mä och zu enger komplexer Réglementatioun gefouert hunn. Den Anzuch vun der Informatik an d'PME, d'Neibestimmungen am Handels- an Aarbechtsrecht, nei Ëmwelt- a Gesondheetsnorme sinn nëmmen e puer Grënn, déi dës Reform néideg gemaach hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dofir evident, dass de Mëtzelstand vun haut dem Mëtzelstand vun 1968 net méi vill gläicht. Mä eppes huet sech net geännert, an dat ass de Stellenwert vun deem Secteur an eiser Wirtschaft.

Et ass gesot ginn, 14.000 Entrepreneuren zielt en, 130.000 Leit beschäftegt en, an all Joer méi, 40% vun eisem PIB produzéiert en. Dës Dynamik vun dësem zolitte Standbeen vun eiser Wirtschaft ass grouss. D'Aufgab vun der Politik ass, fir dës Dynamik tatkräfteg ze ënnerstëtzen. Dat ass hir jo mat deem éischte Kadergesetz gelongen. Rechent een zesummen, dann huet de Stat tëschent 1968 an 2002 Investissementer vu méi wéi 2 Milliarden Euro am Mëtzelstand mat 118,5 Milliounen Bähëllef an Form vu Kapital- an Zënssubventiounen, Garantien, Spuerprimen an technescher Assistance ënnerstëtzt. Dobäi rechne muss een och nach d'Equipementskreditter vun der SNCI.

Et gesäit een also, dass dës Ënnerstëtzungspolitik zwar hir Friichte gedroen huet, mä et weess een natierlech net, ob se der net nach méi gedroen hätt, wann d'Loi-cadre zum Beispill schon nom Akraafttriede vum Marché unique 1993 iwwerholl gi wär. Deemools an och scho virdrun hätt sécher kënnen en enger Reform vum Kadergesetz geschafft ginn.

Här President, Fakt ass, dass dës CSV-DP-Regierung endlech Neel mat Käpp gemaach huet, d'Loi-cadre vun 1968 nei op de Métier geholl huet an de Retard, dee sech a Jorzéngten accumuléiert huet, opgeschafft huet. Dat war keng licht Aufgabe, wéi de Rapporteur et och scho betount huet. Erais kum awer e Kadergesetz, dat d'Dynamik vum Mëtzelstand an Zukunft nach besser ënnerstëtze wäert.

Ech wëll elo net nach eng Kéier am Detail op déi Neierungen agoen, déi de Rapporteur hei schon opgefouert huet. Ech wëll just soen, dass mer hei ee Gesetzesprojet hunn, dee méi Entreprisë berücksichtegt, deen endlech d'Investissements non corporels wéi Brevet an a Lizenze mat eranhëilt, deen d'Start-ups an d'Repreneurs d'entreprise besser ënnerstëtzt, deen endlech déi enorm Investissementen

an Ëmweltschutzmoosnamen a Liewensmittelsécherheet ënnerstëtzt an d'mëtzelstänneg Entrepreneuren encouragéiert, fir verstärkt Fuerschung ze bedreiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e wichtege Fortschritt fir de Mëtzelstand, mä mat dësem Kadergesetz ass et selbstverständlich net gedoen, wat d'Ënnerstëtzung vum Mëtzelstand ubelaangt. Elo kommen nach eng Rëtsch Reglementer, déi d'Ausféierung vun dësem Kadergesetz sécheren. Hei muss genee drop opgepasst ginn, dass dës Reglementer am Sënn vum Mëtzelstand redigéiert ginn.

An da kennt jo um Niveau vun der europäescher Réglementatioun nach ganz vill op eis Betriber duer. Op viles waarde mer hei och nach, zumools op eng europäesch Regelung um Niveau vum Cautionnement. D'Noutwendegkeet, fir den Zougank zu Startkapital ze garantéieren, ass zwar vum zoustännege Kommissär Liikanen erkannt an unerkannt; et feelen allerdéngs nach Richtlinnen fir en europäesche Cautionnementssystem.

Fait ass, dass de Lëtzebuerger Cautionnementssystem esou net méi kann oprechterhale ginn, well en der europäescher Legislatioun net méi entsprécht. Dat ass en Nodeel fir eis Entrepreneuren, déi duerch dese bewährte System Zougank haten zu méi héije Bankprëten zu besserer Konditiounen. Kee weess, wéi vill Zäit nach vergeet, bis Bréissel nei Richtlinnen an deem Kontext festleet.

Dofir muss mer eis drop astellen, fir a) schnell um legislative Plang ze reagéieren, wann déi Richtlinnen virleien; b) Léisungen ze sichen, déi mer hei zu Lëtzebuerg kënnen asetze fir op en équivalente System erauszekommen.

An hei si virun allem weider Iwwerleeungen um Niveau vun der SNCI néideg, déi bekanntlech schon 2001 e wichtege Schrëtt an d'Richtung vun der Mise à disposition vu Startkapital gemaach huet, duerch d'Aféierung vum Prêt au démarrage.

Här President, dëst Kadergesetz ass zu dësem Moment zimlech komplett, mä et muss adaptéiert gi soubal d'Situatioun et erfuerdert. D'Demokratesch Partei setzt sech dofir an, dass dat schnell geschitt, a wäert dofir och weider stänneg mam Mëtzelstand Verbindung halen.

Zum Schluss dräi Punkten. Deen éischte Punkt: Ech gi selbstverständlich den Accord vun der Fraktioun zu dësem sensationelle Gesetz.

Une voix. - Très bien.

M. Jeannot Belling (DP). - Deen zweete Punkt, dass ass eigentlech e Punkt, dee virdrun hätt kënnen bei de Konventiounen gemaach ginn, mä ech maachen deen am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an ech mengen, ech géing en och am Numm maache vun der CSV zumindest, dass ass: Ech félicitéieren eisem Erzbëschof fir seng 70 Joer.

An drëtten soen ech lech merci fir d'Nolasschteren.

(Hilarité)

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, et gesäit een, dass et op d'Wahlen zougeet. D'Remerciementen un all méiglech Leit an d'Félicitatiounen huelen zou.

Här President, mir hunn haut e wichtege Gesetz fir de Mëtzelstand zur Dispositioun, iwwert dass mer sollen haut diskutéieren an eventuell ofstëmmen. Ech wëll direkt soen, dass mer feststellen, dass an der Regierungserklärung schon op dëst Gesetz higewise ginn ass, doduerjer dass gesot ginn ass, dass eng „loi-cadre sera réformée pour permettre une aide plus ciblée aux entreprises“, ech zitieren d'Regierungserklärung vun 1999.

An der Tëschenzäit ass héchstwahrscheinlech gewaart ginn op e puer europäesch Direktiven a Reglementer vun 2001. Wat mer bedauern, dass ass, dass mer eréischt haut am Mee 2004 an der Chamber iwwert d'Gesetz kënnen diskutéieren, e Gesetz, wat ons Gesetzgebung an Aklang setzt mat deenen Direktiven a Reglementer vum Joer 2001, a wat soss nach e bësseleche Gepiddels opweist, mä keng wesentlech Akzenter ausweist.

Eng Fro, déi natierlech vu ganz grousser praktescher Wichtigkeit ass, dass ass: Wéini gëtt dëst Gesetz applizéiert? Am Prinzip ass et esou, dass dat geschitt nodeem et publizéiert ginn ass am Mémorial. Ech wollt froen, ob et net méiglech wär, fir e fixen Datum virzegesinn, beispillsweis den 1. Juni, dass et deen Ablack effektiv géing a Kraaft trieden, fir dass een dat net dem Zoufall iwwerléisst an dass déi Entrepreneuren, déi wellen nach ënnert deem ale Gesetz eng Demande erarechen, dass kënnen maache bis zu deem Datum, an dass déi aner dann eben ënnert deem neie Regime vum 1. Juni ufänken, respektiv vum 13. oder 15. - dat wär elo just -, mä dass ee sech op een Datum kéint uleeen, fir dass jiddereen an de Betriber nach ka konkret Dispositiounen treffen, ënner wat fir engem Regime e wëllt eng Demande arechen.

Da muss ee festhalen, dass et e puer Modifikatiounen an deem Text gëtt, ënner anerem gëtt hei vun neie Bénéficiairë geschwat, an zwar vun „certaines professions libérales“ am Text vum Artikel 1. An dem Commentaire des articles sinn dat déi Professions libérales, déi enger Autorisatioun vum Minister vun de Classes moyennes ënnerworfen sinn. Dofir wär ech frou, wann een do kéint e puer Prezisiounen kréien.

Fir mäin Deel fannen ech et onglécklech, wann net och aner Professions libérales oder all Professions libérales am Prinzip kéinten ënnert dës Gesetzgebung falen. Et sief dann, dass se d'Subsidien iwwer anere Wee géinge kréie fir déiselwech Investitiounen. Dat ass awer eng Prezisioun, déi ech gären hätt, déi a mengen Aen net ganz kloer aus dem Text ervirgeet a wou een Element, d'Appréciation...

Une voix. - Här Henckes, et ass ganz kloer am Text. Dir braucht nëmmen den Artikel 1 ze liesen. Do ass et ganz kloer.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Voilà, et ass do wou ech et gelies hunn. Ech si frou doriwwer, dass Der dat sot, mä wéi ech den Artikel 1 gelies hunn an de Commentaire, hunn ech déi Prezisiounen leider vermësst.

Ech hunn lech gesot, dass et am Prinzip nëmmen déi Professiounen sinn, déi autoriséiert sinn duerch d'Classes moyennes. Wann et dat ass, da bedauern ech, dass et esou restriktiv gehandhabt gëtt.

Déi aner Dispositiounen am Gesetz betreffen natierlech eng Limitatioun an eng Definitioun vun deene Betriber, déi vun de Kleng- a Mëtzelbetriber als solch ugesi ginn, dass ass, dass et maximum 250 Leit solle sinn, dass de Chiffre d'affaires 40 Milliounen Euro an den Total de bilan net iwwer 27 Milliounen Euro soll virgesinn. Et ass oder, bien entendu: eng vun deenen zwou Konditiounen.

Mir schéngt et esou, dass domadder de Gros vun de Betriber, déi

hei zu Lëtzebuerg sinn, wäerten ënnert dës Gesetzgebung kënnen falen. Et schéngt mer, dass dat bal bei 80 oder 90% dorëmmer wäert sinn. Wat déi kleng Betriber ugeet, esou ass d'Definitioun als Entreprise déi, déi ënner 50 Leit sinn, e Chiffre d'affaires vu 7 Milliounen Euro oder en Total de bilan vun net méi wéi 5 Milliounen Euro virgesinn. Dës Entreprisë benefisséiere vu verstärkte Subventiounen.

Wat wichteg ass, dass ass eng Prezisioun, déi mer an der Gesetzgebung fonnt hunn an déi sech och vun den Direktiven hier imposéiert, dass ass, dass déi Betriber müssen onafhängeg si vu grousser multinationale Gruppen. Well soss wier et ganz einfach. Soss kënten déi grouss multinational Gruppen deen Ablack eng etlech där Subdivisiounen do maachen, fir an de Genoss vu Subventiounen ze kommen. Déi maximal Bedeelegung vu 25% schéngt mer justifiéiert ze sinn an vu vun deenen aneren Definitiounen, déi mer soss nach virgesinn hunn. Et sinn am Gesetz zwou Ausnahmen virgesinn. Den Här Rapporteur ass dorobber gaangen. Ech mengen, dass justifiéiert sech och, quitta dass e puer vun deene Moyenen, wéi d'Société d'investissement en capital à risque, dass mer awer do nach missten e puer Effortë maachen, fir dass mer déi un d'Goe kréien.

Wichtig ass awer och, dass misst versicht ginn um europäeschen Niveau an och um nationalen Niveau, déi eenzel Konditiounen, wou een als Betriber ënnert verschidde Gesetzgebungen fällt, ze uniformiséieren. D'Definitioun vu Kleng- a Mëtzelbetriber variéiert nämlech jee no europäescher Gesetzgebung an domadder och ganz oft no lëtzebuergesche Gesetzgebungen, notament wat d'Marchés publics ugeet oder ähnlech. Do gëtt et Differenzen a verschiddene Legislatiounen an do muss en Effort gemaach ginn, well et gëtt relativ komplex fir Kleng- a Mëtzelbetriber ze definéieren, och wat d'Publikatioun vu Bilanen ugeet. Do gëtt et Differenzen, déi net gutt sinn an déi misste mat der Zäit ausgebigelt ginn.

Wat sech als Fro stellt ass, ob fir déi Betriber elo ënnert der neier Gesetzgebung méi erausspréngt, ob se méi Subside kréie wéi bis elo. Am Prinzip schéngt mer den Text esou ze sinn, dass en dat net ausweist, sauf wann ee verschidde spezifesche Investitiounen mécht am Environnement, an der Recherche, an der Sécurité alimentaire. Dat wäert héchstwahrscheinlech vu Fall zu Fall verschidden ausgeleucht ginn. Wat een ëmmer bedauert, dass ass, dass een net e puer Beispiller konkret huet wéi dat sech praktesch auswierkt, well ënnert där bestehender Gesetzgebung déi Investitiounen en faveur vum Environnement, vun der Recherche an der Sécurité alimentaire schon iwwert de Régime normal subventionéiert gi sinn.

Wat de Surplus ausmécht, dass wäert een natierlech an der Héicht vun deenen eenzelnen Donnéeën gesinn. Et sinn och aner Modifikatiounen. Déi Avantagen tëschent deem ale Gesetz an deem neie Gesetz wäerten héchstwahrscheinlech nach fir déi eenzel Entrepreneuren en etlech Calculë bedéngen.

Wat ech nach eng Kéier bedauern, dass ass, dass een als Chamber net e puer Beispiller huet, fir dass doten ze illustréieren.

Wat ech wierklech bedauern, dass ass, dass esou weineg gemaach gëtt vun der Regierung - an ech schwätzen do net esou vill de Minister vun de Classes moyennes un - en faveur vun der Recherche.

Lëtzebuerg huet no den Deklaratioun vum Här Statsminister zur Lag vun der Natioun 0,3% investéiert am Joer 2003 vu sengem Bruttoinlandsprodukt, vu sengem BIP, an d'Recherche. Dobäi huet awer am Kader vun der Stratégie de Lisbonne Lëtzebuerg sech engagéiert bis d'Joer 2010 en Taux

vun 3% ze errechen. Mat 0,3% si mer par rapport zum Joer 2001 ëm 0,41% zréckgaangen a mir sinn elo Schlusslicht an der EU. Dat erkläert sech zu engem gudden Deel, datt mer keng spezifesch Mesuren hu fir d'Recherche am private Secteur ze ënnerstëtzen. Mir sinn dat eenzegt Land wat keng Hëllef huet.

(Interruption)

Mä et si justement déi, déi ech gefrot hunn, an dofir weess ech dat. Dofir ass et esou, datt mir hei just nëmmen Hëllef virgesi fir d'Investitiounen. An allen anere Länner: Belgien, Däitschland, Frankräich, fir nëmmen déi ze nennen, gëtt och iwwert de Wee vu Steierkreditte den Entreprisë gehollef, déi an der Recherche sinn. An déi Steierkreditte maache 50% vun den Ausgaben, wat d'Personal ugeet vun de Chercheuren, aus an déi materiell Hëllef iwwert de Steierkredit leie wäit iwwert déi Hëllef a Form vu Subventionen en capital, déi hei virgesi sinn.

Ech weess, Här Minister, Dir sidd hei am Kader vun der Subventionéierung nëmmen dofir zoustänneg. Mä ech wëll soen, dass d'Vertreieder vun der Regierung, de Wirtschaftsminister an d'Madame Ministerin vun der Recherche, net déi richteg Initiativë geholl hu fir d'Recherche zu Lëtzebuerg attraktiv ze maachen a fir ze évitéieren, datt se an d'Ausland delokaliséiert gëtt. Well et ass am Ablack elo méi interessant zu Diddenuewen oder zu Tréier ze investéieren wéi hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Här President, ech mengen den Här Henckes ass amgaangen iergendwéi eppes ze wiesselen, well grad bei der Recherche a bei der Innovation sinn Tauxë fir d'Kleng- a Mëttelbetriber virgesi fir d'Recherche fundamentale, fir d'Recherche appliquée a fir den Développement préconcurrentiel, ganz substanzuell.

Dat sinn, fir unzefänken: 75, 50 a 25% an do kënnen nach Augmentatiounen derbäikommen, esou datt déi Tauxë bis 100, 75 a 50% kënnen goen, wou also e ganz wesentlechen Effort dra läit. Doniewent d'äerf een natierlech och net vergiessen, datt eng ganz Partie Recherche haut leeft, zesumme mat de Kleng- a Mëttelbetriber, iwwert den Henri Tudor an iwwer aner Institutiounen. Do besti Kontakter, wou och Sue flisse vum Stat, well dat si jo am Fong Schoulen, déi vum Stat bezuelt ginn, esou datt ech mengen, do wiert Der net grad op deem richtige Wee mat deenen Aussoen, déi Der elo amgaange sidd ze maachen. Ech wollt dat just bäifügen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, dat wat de Rapporteur, den Här Sauber, sot, ass richtig. Dat kontestéieren ech och net, mä ech soe just nëmmen, datt mer mat den Hëllef wäit hanteru Frankräich sinn.

(Interruptions diverses)

Ech soen nach eng kéier: Wou läit d'Differenz? An der Recherche ass et net esou vill den Invest a materiell Gidder wat den Ënnerscheed mécht. Dat wat den Ënnerscheed mécht ass d'Personal, d'Chercheuren, wat och Universitäre sinn, déi relativ deier an de Personalkäschte sinn. An do gesäit een, datt am Ausland vill méi gehollef gëtt an datt mer vun alle Säite vun der Recherche ugeschwat gi sinn, vun de Chercheuren hei, dat ass un all Fraktiounen geschéckt ginn, wou déi gesot hunn, datt Lëtzebuerg déi mannsten Hëllef an ganz Europa géng ginn. Dat ass dat wat ech muss festhalen. An dat soen net mir, dat soen d'Chercheuren hei zu Lëtzebuerg aus dem private Secteur.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Also an deem Text hei steet net dran, datt d'Personal-

käschten ausgeschloss wäire bei der Recherche fundamentale beispillsweis. Also ass et falsch wat Der sot. Op jidde Fall, hei ass e groussen Akzent dragesat, wann den Text seet, 75% vun de Coûts d'investissements éligibles, da muss ee kucke goe wat ass dat. Wat ass meng Recherche fondamentale? Wat sinn d'Fraisën dovun? Ech mengen, do leien eng ganz Partie Saache mat dran. Op jidde Fall bréngt dat hei Gesetz fir déi Betriber, déi an deem heite Beräich Recherche maachen, eng wesentlech Hëllef, déi kaum europawäit ze sichen ass. Loosse mer dat emol eng kéier akzeptéieren. Wat virun 20 Joer war ass vläicht eng aner Saach.

An dann dierf een net vergiessen, d'Mëttelstandsbetriber hu ganz vill Kontakter mat deem, wat haut heescht, Uni Lëtzebuerg. An eng vun de Justifikatiounen fir d'Uni Lëtzebuerg ass jo just grad d'Recherche fir d'Betriber. Wann also vläicht e Retard an enger gewësser Zäit do war, dann hu mer awer grad just elo Moyenen, fir vill méi wäit an déi Saach do eran ze goen. Ech wollt just dat als Explikatioun mat hei dobäi soen.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Jo, ech huelen déi Explikatioun zur Kenntnis. Mä, sou wéi ech den Text ausleeën, an à moins dass en onprezis ass...

(Interruption)

Dat huelen ech gären zur Kenntnis.

..., vu Personalkäschte geet hei keng Rieds. A wann een dat wëllt soen, da muss een dat encadréieren, da muss een dat preziséieren an an dem Text gesinn. Hei geet et just nëmmen ëm eventuell déi Gebailechkeeten - wou ech net weess wéi et ass...

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Dir schwätzt vum eventuell. Ech mengen dat Ganzt renvoyéiert jo zréck op e Règlement grand-ducal an hei si mir an der Diskussioun vun engem Kadergesetz, wat e Kader setzt. Ech mengen, dat anert muss ee beim Règlement kucken, awer net hei.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Also, ech mengen, normalerweise gi Gesetze gestëmmt mat engem Règlement grand-ducal dobäi an do kann ech op jidde Fall gesinn, dass zum heitegen Zäitpunkt näischt vu Personalkäschten do iergendwou steet.

An et wär souguer a mengen Aen net méiglech, fir e Règlement grand-ducal virzugesinn, wou d'Personalkäschte mat éligibel wäeren, well se jo all Joers missten nei definéiert ginn. Ech géng den Ablack fannen, dass de Règlement grand-ducal net konform wär zum Gesetz, dat wär e juristesche Risiko fir déi Leit, déi esou Investitiounen wëlle maachen. Mä wann d'Regierung wëllt op dee Wee goen, da soll den Här Minister ons dat hei soen. Tant mieux, ech géng et begréissen, dass mer iwwert dese Wee an ähnlech Konditiounen géinge kommen, wéi d'Recherche am Ausland.

An da froen ech och de Minister, ob deem Ablack do, déi Méiglechkeete konform sinn zu den europäeschen Direktiven. Well anscheinend gëtt an deenen anere Länner gesot, dass dat deem Ablack net konform wär zu den europäeschen Direktiven, fir Gehälter an deem Ausmooss ze subventionéieren an dass dat misst iwwert de Wee vu Steierkreditte goen. Je renvoie la balle.

Ech wëll mir als ADR eng Proposition de loi déposiert hunn, fir der Recherche am Secteur privé ze hëllef. Ech si fro wann d'Regierung och wëllt mat op dee Wee do goen, mä hic et nunc, mat deem Text, dee mir virleien hunn, ass dat nëmmen eng Hypothees an eng Ausleeung, déi den Här Rapporteur vläicht gutt mengt, mä wou ech an deem Sënn näischt kann

aus dem Text erauslesen. Mä, wa mir eens si fir an déiselwecht Richtung ze goen; pourquoi pas! Ech mengen et ass jo dat, woufir déi Debatt hei soll sinn, mä, nach eng kéier, am Text ass näischt.

Insgesamt muss een och bedauren, dass aner Méiglechkeete vun der Regierung net genotzt ginn, fir déi steierlech Abatementë fir d'Entreprises ze ersetzen duerch Steierkreditte. Well de Wee selwer vum Steierkredit ass, dass deene klengen Entreprises an haapt-sächlech déi Entreprises, déi maner Steiere bezuelen, méi entgéintkomm gëtt, wéi wann een de Wee vun den Abatementen aschleift, wou se normalerweise näischt dovunner hunn. Datselwecht gëllt iwwerens och nach fir déi Privatleit wou mir och dofir plädéieren, fir de Wee vu Steierkreditte anzegoen. Dat ass e Wee, deen an England an an Eisträich gaangen ass, a wou ech mengen, dass mir och gutt géingen doen, fir op dee Wee eng Léisung ze sichen, haapt-sächlech am Intérêt vun de Kleng- a Mëttelbetriber.

Wat fir eng Fro ee sech och muss stellen, ass déi vun enger praktescher Ausleeung hei vun deem Text. Ob et bei gréisseren Investitiounen méiglech ass, fir en Accord de principe ze froen, éier een en tätëgt, ob een déi Hëllef, déi hei am Gesetz sinn, ka kréien, ob een drënner fällt. Well et sinn e puer Ausleeungen do, ech mengen et wär eng gutt Saach, wann ee bei gréisseren Investitiounen dee Wee kéint goen a wa mir virdru vun der Fuerschung geschwat hunn, da wär dat heiten zum Beispill eng gutt Méiglechkeet, déi virgesinn ass.

Deen anere Problem, deen och vum Rapporteur ugeschwat ginn ass, ass dee vun de Cautionementen. Ech géng och do soen, dass mir mat där Motioun, déi virgeluecht ginn ass, d'accord sinn an och dofir déi Motioun mat droe wäerten.

Mir sinn och d'accord mam Gesetz, Här Minister, well et noutwendeg ass, dass mir ons Gesetzgebung un d'EU-Direktiven adaptéieren. An deem Kontext wëllt een awer...

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Et ass awer net nëmmen dat!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Jo, et ass net nëmmen dat, mä awer essentiellement dat, an et ass dat, wat mir e bësse bedauren, Här Minister, dass Dir um Ufank vun Ärer Legislatur deen Aktionsplang fir de Mëttelstand vun der leschter Legislatur reaktualiséiert hat an dass een awer muss feststellen, dass wann een d'Ried hei vun dem Här Statsminister bei Geleeënheet vun der Lag vun der Natioun héieren huet, dann awer och gemierkt huet, dass et bei enger vun deene wesentleche Forderungen vum Mëttelstand, nämlech d'Reduzierung vun der administrativer Aarbecht, net an déi Richtung gaangen ass, bien au contraire, et ass nach eng staark Augmentatioun vun der administrativer Aarbecht komm, an dass den Här Statsminister gesot huet, dass dat elo also d'Aarbecht wär vun der nächster Regierung.

(Interruption)

Dat ass effektiv e schwierigen an en haarde Chantier, mä dat bedeit och deem Ablack, dass d'ganz Regierung op deem Wee Effortë muss maachen an dass de Mëttelstandsmember muss den Animateur vun esou enger Diminutioun vun der administrativer Aarbecht sinn.

Ech bedauren, dass do net mat der néideger Konsequenz vun dëser gesamer Regierung geschafft ginn ass, fir déi administrativer Aarbecht bei de Betriber ze reduzéieren an ze vereinfachen. Ech wëll nëmmen ee Beispill huelen: Mir sinn op den 1. Juli 2005, wou eng Direktiv soll a Kraaft trieden iwwert d'Marchés publics, dat eenzegt Land an Europa wou d'Marchés publics sech net dierfen iwwer Internet integral ofwéckelen, souwuel um staatlechen Niveau, wéi um Niveau vun der Gemeng; einfach well mir d'Gesetzgebung net hunn a well déi néideg Infrastrukturen net bestinn, fir dass et goe kann; dat sinn aner Beispiller, déi et gëtt.

Da muss een och feststellen, dass de Mëttelstand um Niveau vum Personal ëmmer méi duerch de Stat konkurrenzéiert gëtt. Mir wëssen, dass ons Entreprisë vill Effortë maachen, fir Leit auszubilden, déi beispillsweis en CATP hunn. An deem Ablack, wou se se ausgebildet hunn, da gi se bei de Stat Lëtzebuerg oder bei den TICE oder soss iergendwou op de Bus schaffen, well se do eng staark Verbesserung vun hirer Pai kréien, an déi Betriber, déi Leit ausgebildet hunn, sinn deen Ablack machtlous.

Mir als ADR géinge gesinn, dass een do de Betriber géng hëllef iwwer eng Indemnitéit, fir déi Ausbildung ze kompenséieren an déi Efforten, déi se do gemaach hunn. Well et ass ganz kloer, dass dat doten ee vun deene wichtege Punkten ass, op dee mir mussen higoen, well soss riskéiert et esou ze ginn, dass ons Betriber keng Lëtzebuerger méi engagéieren, keng Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, well se soss riskéieren Leit auszubilden, déi zwee, dräi Joer drop nees bei de Stat oder bei eng Gemeng schaffe ginn.

Deen anere Problem, dee sech am Mëttelstand stellt an deem ëmmer méi grouss gëtt, dat ass déi ongenügend Plaz, déi an de Zones d'activités zur Verfügung steet, fir sech do kënnen ze etabléieren a fir aus de Wunnquartieren eraus ze kommen, respektiv fir sech ze vergréisseren. Och do, mengen ech, huet dës Regierung keng Akzente gesat an och do ass e ganz staarken Nachholbedarf.

Dat gesot, nach eng kéier, Här President, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet ginn an och zu där Motioun.

Deen anere Problem, dee sech am Mëttelstand stellt an deem ëmmer méi grouss gëtt, dat ass déi ongenügend Plaz, déi an de Zones d'activités zur Verfügung steet, fir sech do kënnen ze etabléieren a fir aus de Wunnquartieren eraus ze kommen, respektiv fir sech ze vergréisseren. Och do, mengen ech, huet dës Regierung keng Akzente gesat an och do ass e ganz staarken Nachholbedarf.

Dat gesot, nach eng kéier, Här President, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet ginn an och zu där Motioun.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. An ech wëllt deene Leit félicitéieren, déi trotz deem hei sinn, obwuel anscheinend den Owend scho lauter Wahlversammlung sinn.

Ech muss soen, dass ech relativ wéineg Verständnis hu fir d'Majoritéitsfraktiounschefen, op alle Fall fir déi, déi deen Ordre du jour hei fixéiert hunn, wou se selwer woussen, dass hir eege Leit net méi kéinten den Owend hei sinn.

Dat gesot, wëll ech awer elo op de Projet ze schwätze kommen. Ech wäert net méi op all d'Aspekter dovunner agoen. E Projet, dee mir als Gréng iwwerens kënnen ënnerstëtzen. Ech wëllt just e puer Beräicher méi geziilt eraushuelen.

Dat Éischt ass een, deen ech och schonn eng kéier ugeschwat hu wéi mer hei den Débat iwwert d'Failliten haten, dass et zu Lëtzebuerg ëmmer nach de Problem gëtt, dass mer net ganz vill Statistiken hunn. Och an deem heite Beräich wou et drëms geet, wéi eng Entreprises dann eigentlech finanziell Hëllef oder Ureizer brauchen, hunn ech d'Gefill, dass mer bis elo keng seriö statistesch Basis hunn oder dass op alle Fall do nach missten Effortë gemaach ginn.

En anere Beräich ass dann awer och dee vun der Zentraliséierung vun enger Rei vun Donnéeën, net nëmme statistescher, an do konnt een am Positionspabeier vun der

Confédération des Classes moyennes vum Oktober 2003 eng Rei vun interessante Virschléi liessen. Zum Beispill, dass ee sollt eng zentral Stell schaffe fir Informatiounen iwwer existéierend an och geplangte Gewerbebezonen oder och d'Aféierung vun engem Handelskadaster an d'Klärung vun de regionale Bedürfnissen am Beräich zum Beispill vum Einzelhandel, mä ech kënn mer virstellen, dass dat och fir aner Beräicher vum Commerce an vun de petites et moyennes entreprises kéint Sënn maachen.

En zweete Punkt, dee mir als Gréng vläicht méi no steet, dat ass dee vun der Ëmweltthematik. Hei gi jo dann nei Bähëllef an deem Beräich geschaf, an dat kann een nëmmen als positiv qualifizéieren, och wann ee feststellt, dass dat eigentlech méi aus Grénn vun der Ëmsetzung vun EU-Reglementer ass wou dat endlech kënn, a wann een d'Fro kann opwerfen, firwat mer hu missen op Europa waarde fir déi heite Saachen dann ze maachen, déi sécherlech ganz wichtege sinn, fir dass d'PMEE kënnen och op de Wee goe fir sech an där Hissicht vun zum Beispill erneierbaren Energien oder rationellem Energieasaz ze moderniséieren.

Ze bedauren ass och e bëssen, dass mer net konnten zesumme mat der Ëmweltkommissioun eis dee Volet ukucken. Da wäire sécherlech vläicht nach interessant Suggestiounen a Recommendationen komm. Et gëtt een nämlech d'Gefill net lass, dass hei eng Eentzu-eent-Transposition vum EU-Reglement gemaach ginn ass. Vläch wär hei nach méi a puncto Fächer vun den Hëllef oder Kreativitéit vun de Mesuren dra gewiescht.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Opfälleg, Här President, ass dann awer och, dass Beräicher, déi am europäesche Reglement explizit ugeschwat ginn, fir méi prezis ze sinn, d'Ökotaxen, hei keen Thema sinn. Elo kënn Der mer soen, dat huet mat deem Projet hei awer wierklech näischt ze dinn. Ech géif mengen, dass et eigentlech de Pendant vun deem heite Projet ass, well et u sech de Complément ass. Wann een Hëllef gëtt, dann ënnerstëtzt ee jo Betriber geziilt. Wann een eng Ökotax aféiert, dann ënnerstëtzt ee se och andeem een déi Leit schount, déi sech ëmwelt-politesch sënnavoll verhalen, an déi Leit strooft, déi dat net maachen.

An an deem Sënn huet et also schonn eppes domat ze dinn, an deem Encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement, wéi deen europäeschen Text dann heescht, huet déi Problematik och ganz kloer ugeschwat a gesot, dass an deene Länner wou et eng Ökotax gëtt, zum Beispill am Energieberäich, a wou gläichzäiteg Exonératiounen oder Reduktiounen fir Betriber gemaach ginn, déi doduerjer kënn konkurrenzuell Problemer kréien, dass déi also duerchaus méiglech sinn. Dat hält en an deem Text fest an dat ass och e wichtege Punkt.

Dat ass awer e Problem, dee sech momentan fir Lëtzebuerg net stellt, well mer ëmmer nach net, obwuel et schonn öfters ugekënnegt gi war, zu Lëtzebuerg Ökotaxen agefouert hunn. An ech fäerten och, dass dat deemnächst net wäert de Fall sinn. Wann een zum Beispill den Avis vun der Chambre de Commerce liest, dann opposéiert déi sech och ganz vehement géint Ökotaxen an hire Recommendationen fir d'Wahlen, an dofir kann ech mer och virstellen, dass déi Parteien, déi zumindest elo an der Regierung sinn, net wäerten onbedéngt am Wahlkampf fir esou Saache wéi Ökotaxen anrieden.

Här President, ech kéim dann awer zu engem Punkt, deen ech vläch esouguer nach méi spannend fanne wéi d'Ëmwelt, an dat sinn d'Fraen. Dir wäert mech elo froen:

Wat huet dat Thema mat deem vun de PMEen ze dinn? Och hei gëtt et eng ganz einfach Explikatioun. Et geet jo hei ëm Hëllef fir d'Kleng- a Mëttelbetriber an enger Rei vu spezifesche Fäll, an ech mengen, dass ech net dat Eenzeg si wat et fir sënnavoll hält wa Fraen zum Beispill gefördert ginn, wa se wëllen eng Entreprise grënnen.

Mir haten hei och schon Débate wou doriwwer laang a breet geschwat ginn ass. Ech ka mech erënneren, dass d'Madame Ferny Nicklaus-Faber schonn och eng Kéier 2003 an engem Rapport fir de Fraendag ganz vill dovunner geschwat huet. An ech fannen et ganz interessant wann eng Chambre de Commerce zum Beispill fuerdert, ech zitieren: „zielgerichtete und angepasste logistische und finanzielle Hilfe für junge Unternehmer“. Ech fannen dat ganz gutt. Ech fannen dat ganz sënnavoll.

Déiselwecht Chambre de Commerce seet awer näischt iwwer Fraen. Dat ass och e ganz spezifesche Grupp. Et ass jo net geschwat gi vun „Erstunternehmer“, et ass geschwat gi vun „junge Unternehmer“, also e ganz spezifesche Grupp wou ee kënt soen: Firwat gëtt deen elo favoriséiert? Do ass dat Thema guer kee Problem. Wann et ëm d'Frae geet, dann ass dat e bëssen anescht. Et ass awer esou, Dir Dammen an Dir Hären, dass Frae wierklech an deem heite Beräich och ganz spezifesch beträff sinn. Et konnt ee viru kuerzem en Artikel am „Télécran“ liese wou gesot ginn ass, dass Fraen och zu Lëtzebuerg méi Schwierigkeiten hunn, fir u Bankkreditter ze komme wa se eng Entreprise wëlle grënnen.

An ech zitieren hei och d'Associatioun Zarabina: „Bei gleicher Kompetenz werden Frauen oft mit geringeren Kreditsummen abgespeist als Männer.“ Dat ass iwwerengs e Phenomeen, deen net Lëtzebuergspezifesch ass, mä deen a ganz Europa bekannt ass.

An och wann hei gëllt wat ech viru d'Generell gesot hunn iwwer d'Noutwendegkeet vu spezifesche Statistiken, da kann een awer nëmmen feststellen, dass d'Iddi vun enger spezifescher Fördderung an Europa ëmmer méi hire Wee mécht, an ech zitieren do zum Beispill en europäesche Rapport iwwer Mikrokreditter: „Le Conseil européen de mars 2003 a donné la priorité à l'esprit d'entreprise et a accordé une attention particulière aux microcrédits. L'Europe n'a pas assez d'entrepreneurs et les créateurs de petites entreprises n'ont sûrement pas un accès adéquat à un financement extérieur. Cette offre insuffisante de microcrédits est une question majeure“ - an da kënt et - „en particulier lorsque les créateurs d'entreprise sont des chômeurs, des femmes ou qu'ils appartiennent à des minorités ethniques. Soutenir l'offre de microcrédits est donc non seulement une question d'esprit d'entreprise et de croissance économique, mais aussi d'inclusion sociale.“

E ganz interessant Zitat, fannen ech, an et ass viru scho vu Basel II hei och geschwat ginn. Basel II riskéiert grad fir déi Gruppen, déi ech elo hei ernimmt hunn an deem Zitat, also och Fraen, negativ Konsequenzen ze hunn, well se natierlech ënnert deene kleng Clienten ermëtzefanne sinn, déi opgrond vun hirem Rating fir d'Banken net méi interessant sinn.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Dat ass net onbedéngt richtig!

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Trotzdeem, Här President, gëtt an deemem Projet de loi näischt zu deem Thema gebueden, an et kann ee sech d'Fro stellen wéi et hei mam „mainstreaming“ an der Regierung ausgesäit. Well wann ee kuckt wat de Fraeministere zum Beispill iwwer Mikrokreditter, iwwer d'Fördderung vu Fraen

als Créatrices d'entreprise alles seet a mécht, Campagné mécht, Journéëën organiséiert an esou virun, an een dann hei gesäit, dass an engem wichtege Gesetzestext wéi deem heiten näischt esou ageschriwwen gëtt wéi spezifesche Hëllef fir Fraen, da kann ee sech jo awer do eng Rei vu Froe stellen.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Här President!

M. le Président. - Jo, Här Sauber, Madame Wagener, den Här Sauber wëllt lech eng Fro stellen.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Dierf ech do eng Fro stellen, wann ech gelift?

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Jo, gär.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Ech hu bis elo nach net Kenntnis gehat, dass eng Fraenorganisatioun d'Fuerderung gestallt huet, dass se speziell Mikrokreditter gären hätt hei zu Lëtzebuerg.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Do muss ech lech zwar widdersprieche, well ech mengen, dass deemools d'Chancégleichheitskommissioun, wéi se hiren Débat heibanne gefouert huet, net vum selwen op déi Iddi komm war, mä dass et duerch d'Fraenorganisatioun war wou se opgefuerdert ginn ass, do och méi aktiv ze ginn. Ech hunn elo eng Fraenorganisatioun genannt, dat ass d'Zarabina, déi sech drëms këmmert fir Fraen an d'Berufsliewen ze integréieren respektiv hinne Formatiounen ze ginn. Dat sinn zum Beispill Fraen, déi dat fuerderen. Et ginn der bestëmmt nach eng ganz Rei, déi dat géife sënnavoll fannen.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Dat wat ech kann aus Erfahrung soen, alleguerten déi Fraen, déi d'Konditiounen erfëllt hunn, fir kënnen sech ze etabléieren am handwierkleche Beräich, wann déi komm si fir e Kredit ze kréien, Beispill, souguer fir déi Extremfäll ze huelen: Eng Néiesch, déi nëmmen 200.000 Frang gebraucht huet, do si souguer d'Kreditter gemaach ginn, cautionnéiert gi vun der Mutualitéit, ouni Garantie, ouni Réckhalt. Sou datt mir op deem dote Gebitt vill méi wäit fort sinn, wéi aner Länner oder ënnerentwéckelt Länner.

Ech weess och, dass an ënnerentwéckelt Länner oder a Länner en voie de développement Mikrokreditter ganz wäertvoll sinn. Mä mir hunn am Fong hei iwwer e Crédit d'équipement an iwwer déi Hëllefsgénger eng Egalité des chances tëschent Männlein und Weiblein, wou jiddereen op déiselwecht Manéier behandelt gëtt. A bei deene kleng Kreditter, déi gefrot ginn, ginn d'Mutualitéite souguer esou wäit, dass se iwwerhaupt keng Réckversécherung froen derbái. Sou datt mer op deem Gebitt do, géing ech soen, wahrscheinlech hei zu Lëtzebuerg déi fortschrëttlechste Politik bis elo gemaach hunn. Sou datt een et elo schwéier verdréit, wann ee seet, mir maachen hei zu Lëtzebuerg näischt. Also dat doten ass dat wat um Terrain leeft.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wäert dem Här Sauber herno e puer Entwécklungslänner opzielen, wou et esou spezifesche Mikrokreditter oder besser Kreditter fir Frae gëtt. An ech wëllt en och drop hiweisen, mä dorop kommen ech elo, datt et e Rapport vun ad hoc Grupp „Femmes créatrices d'entreprises“ vun der Tripartite gëtt, dee ganz interessant ass an deem do och e puer Saache seet. Do wäert ech elo nach méi an den Detail goen. Mä op alle Fall fuerderen ech d'Regierung eraus, eis dann emol Statistiken ze liwweren, déi e bësse méi prezis sinn an déi eis och

Opschloss driwwer ginn, ob ech dann elo Recht hunn oder den Här Sauber. Dat géif mech wierklech ganz staark interesséieren.

Op alle Fall hate mer am Joer 2003 hei eng Motioun iwwer Mikrokreditter, an an där gouf net nëmmen eng Sensibilisatioucampagne gefrot, mä et goufen och Informatiounen gefrot iwwer dee Grupp ad hoc, vun deem ech elo grad geschwat hunn. Also e Grupp, deen innerhalb vun der Tripartite fonctiounéiert huet an deen e Rapport ausgeschafft huet, deen eis viru kuerzem zoukomm ass. Leider huet d'Commission des Classes moyennes sech net mat deem Rapport ausenaner gesat. Och hei kann ee sech froen, wéi et mam „mainstreaming“ am Parlament ass. Well ech denken, dass dat net nëmmen e Rapport war fir d'Egalitéitskommissioun, mä datt duerch d'Classes-moyennes-Kommissioun sech hätt kënnen mat deem Thema befaassen, d'autant plus wou se op deem heite Projet grad geschafft huet.

Et muss een zwar feststellen, wann een dee Rapport kuckt, dass do och net ganz vill Konkretes proposéiert gëtt, an dat obwuel zum Beispill am PAN-Gesetz 2000/2001 scho spezifesche Appuis financiers fir Fraen envisagéiert gi waren. A witzegerweis gëtt dann an deem Dokument och drop higewisen, dass déi aktuell Lëtzebuerg Verfassung et net erlaabt, fir spezifesche Mesurë fir Fraen ze huelen. Kuck do!

An domat wäere mer da vläicht och bei engem Thema, wat dës Woch schonn e bësse méi beschwat ginn ass.

(Interruption)

Den Här Sauber huet eng Remarque gemaach, déi ech leider net gehéiert hunn.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Dat wier jo géint d'Verfassung, wann ee se géing extra behandeln.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Géint déi aktuell Lëtzebuerg Verfassung, an ech zitieren lech et och, well ech fannen, datt et derwäert ass: „On peut noter qu'en Allemagne et en Italie, des taux de crédit différents pour femmes et hommes sont prévus. Actuellement, la constitution luxembourgeoise net permet pas l'organisation de mesures spécifiques en faveur des femmes, article 11,2 de la constitution.“

Här President, domat wär ech also bei deem Punkt, deen dës Woch scho fir e bëssen Diskussiounen a Schlagzeile gesuergt huet. Ech wäert net ze vill an den Detail goen, well mer vläicht nach Geleeënheeten dës Woche kréien, fir dorop anzugeen. Mä trotzdeem.

Dir wësst jo, dass déi Gréng sech scho ganz laang fir dee Punkt asetzen an och 1995 selwer schonn eng Proposition de révision ageerecht haten. Op alle Fall war et esou, datt mer elo 10 Joer un där Saach geschafft hunn; datt mer dräimol d'Propositionen an deem Sënn un de Statsrot geschéckt hunn an un d'Institutionskommissioun, fir dass net nëmmen d'Egalitéit sollt an d'Verfassung ageschriwwen ginn, mä och de Wee dozou. Nämlech den Optrag un de Stat fir d'Egalité de fait hierzestellen.

An dass elo kuerz viru Schluss, wou een endlech dann hätt kënnen en Text stëmmen a Lëtzebuerg, an och vläicht am Verglach mat deenen aneren europäesche Länner an iwwerhaupt international op een Niveau setzen, dass do eng vun de Regierungsparteien, nämlech d'DP, ausgeschert ass an hire Fraktiounschef do deklaréiert huet, datt si op alle Fall net géifen op dee

Wee goe fir esou eppes an d'Verfassung anzuschreiwen.

(Interruption)

Ah, Här Schummer, ech kann lech...

M. John Schummer (DP). - Den Här Rippinger huet do kloer gesot, Madame Wagener, dass hien en aneren Text am Kapp hat wéi deen, dee proposéiert gi war.

Ech mengen et wäert jo nach ëmmer ee kënnen soen: „Ech hunn eng aner Iddi fir dat doten ze maachen.“

An Dir kënt awer wierklech der Demokratescher Partei net ënnerstelle mer wäere fraeifeindlech. Mir sinn déi Eenzeg, déi eng Fra hunn als President; mir sinn déi Eenzeg, déi e Spëtzekandidat hunn als Frau; an der Stad Lëtzebuerg déi dräi Eischtgewielte ware Fraen, an d'Halschent sëtzt am Gemengerot!

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Ech weess net wat dat dote mam Artikel 11 ze dinn huet, Här Schummer.

Hei ass et drëms gaangen, dass mer dräimol, an Är Partei huet dat matgedroen,...

(Interruption)

...eng Proposition un de Statsrot geschéckt hunn, an dass elo, wou mer kéinten zu enger Décisioun kommen, Dir net méi matspillt.

(Interruptions)

An et ass dat wat den Här Rippinger och do gesot huet.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Loosst mech ausschwätzen, da soen ech lech ganz genau wéi et war. De Fraktiounschef vun der DP huet gesot, si kéinte just nëmmen mam Saz „les femmes et les hommes sont égaux devant la loi“ d'accord sinn, an alles wat doriwwer géif eraus goen, do wäere si unanime der Meenung, an en huet eis nach d'Nimm vun de Fraen opgezielt, déi och domadder d'accord wäeren an der DP, all d'Deputéiert, déi hei sinn an och nach d'Ministesch, se wäeren all där doter Meenung. An et géif fir si net a Fro kommen, datt eppes géif ageschriwwen ginn, wou de Stat géif en Optrag kréie fir fir d'Egalité de fait ze suergen. An dat, Här President, huet einfach geheescht, datt den Artikel 11 vum Dësch war.

Ech muss soen, datt dat e relativ staarkt Stéck ass, well Dir hutt domadder eng méi wéi 180-Grad-Kéier geholl.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Eng ganz gutt Iddi vun der DP!

(Interruptions)

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Jo, Här President, den Här Schummer seet: Mir maachen.

Ech ka just feststellen, dass mer zënter zéng Joer...

(Interruptions)

...un deem Text geschafft hunn an dass Dir elo Waasser zitt. Dat ass de Punkt ëm deen et hei geet.

M. le Président. - Loosst d'Madame Wagener dach schwätzen, Här Henckes!

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Ech wëll dozou just dräi Remarquë maachen. Éischtens freet ee sech, ob déi Partei, vun där mer dann elo hei schwätzen, selwer weess wat se wëllt.

Zweetens: Dat Argument, wat virbruecht ginn ass, et géif duergoen, wann ee just deen ee Saz aschreift. Et ass schonn 100-mol gesot ginn, dass dat falsch ass. Et gëtt och eng ganz Rei vu Beispiller, déi weisen, dass et net geet, wann ee keen esou Saz an der Verfassung huet.

Ech hu viru d'PAN-Gesetz zitéiert, dat konnt net an der ur-

sprüngelecher Versioun duergoen, well de Problem gewiescht war vu spezifescher Fördderung. An deem heite Gesetz hunn ech lech de Rapport vun der Tripartite zitéiert, wou datselwecht gesot gëtt. Et gëtt och international Beispiller um europäeschen Niveau, wou d'Prozesser gefouert gi sinn. Et brauch ee wierklech net nach eng Kéier bei null unzefänke mat deem do Thema. Mir wëssen all, wat eigentlech misst geschéien, an dofir verstinn ech och net, firwat dass Dir do déi Problemer hutt.

M. Xavier Bettel (DP). - Wat huet dat mat de PMEen ze dinn?

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Ganz vill, well mir schwätzen hei...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här President, den Här Bettel freet wat dat hei mat de PMEen ze dinn huet. Ech hat viru laang a breet erklärt, wat et domat ze dinn huet. Dir waart do vläicht net heibanne.

Et geet drëms, datt mer an enger ganzer Rei vun Domänen spezifesche Hëllefsmesuren huelen, mä an deem heiten Domän net, an dat wëll ech hei a Fro stellen. Well ech mengen, datt et wichteg wär, och an deem Domän eppes ze maachen.

Ech wollt just nach eng Kéier soen, dass déi do Virgehensweis fir eng Partei, wou awer ganz vill Affekoten dra sinn, dass déi Argumentatioun duerfir och fir mech ganz remarquabel ass.

An drëttsen wollt ech soen, dass d'DP net nëmmen sech selwer lächerlech mécht viru de Fraen, mä datt Lëtzebuerg och um internationale Parquet elo ganz schlecht do steet. An dat gëllt net nëmmen fir den Thema „Fraen“, well den Artikel 11 huet jo och nach eng ganz Rei vun aneren Ennerpunkten. Ech denken an d'Ëmwelt, ech denken un d'Rechter vun den Handicapéierten, un d'Streikrechter. Et sollt alles reforméiert ginn. Dat ass alles elo vum Dësch, well den Artikel 11 bleift wéi en ass, an dat warscheinlech leider nach eng ganz Zäit.

Här President, ech kéim zum véierten a leschte Punkt, an domat wëllt ech och op d'Motioun ze schwätze kommen. Do geet et ëm d'Mutualitéiten. Et ass elo scho vu menge Virriedner am Detail erklärt ginn, wourëms datt et hei geet, nämlech dass d'Mutualitéite bis elo do ware fir de Betriber vun deenen eenzelne Secteure kënnen Garantien ze accordéieren fir Investisementer, an deenen hir Cautionnementsfonge goufe bis elo iwwer déi aktuell Loi-cadre finanzéiert, wat an deemem Gesetz allerdéngs jo elo net méi virgesinn ass.

An hei huet sech also e Problem gestallt, well mat deemem Gesetz dat elo net méi geet, muss ee sech iwwerleeën, wéi eng aner Méiglechkeeten, datt et da kéint ginn, fir do awer e wichtege Aspekt widerhin ofzesécheren.

An der Kommissioun ass d'Proposition ugeklongen, dass jo dann déi Fraisen einfach kéinten iwwer de Statsbudget weider finanzéiert ginn. Dat ass eiser Meenung no net déi beschten Iddi. An ech denken, a meng Partei mengt dat och, datt ee besser sollt duerch en neit Gesetz en zentraliséiert Organ schaffen, wat déi Aufgab kéint iwwerhuelen, a voller Transparenz. Dat zum Beispill, dat ass jo an der Motioun ugeschwat, kéint um Niveau vun der SNCI geschéien. Et kéint een och iwwer e Fonds de garantie nodenken. Op alle Fall ass déi Motioun esou oppen, datt ee kann dovun ausgoen, dass och dës Propositionen denkbar wäeren an der Ëmsetzung.

Op alle Fall géife mir insistéieren, dass keng Léisung gewielt gëtt, wou d'Mutualitéiten einfach géifen iwwer de Statsbudget weider finanzéiert ginn. An deem Sënn kënnen mer déi Motioun dann ën-

nerstätzen, esou wéi mer och deem Projet de loi kënnen eisen Accord ginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Wagener. Als nächste Rieder ass den honorablen Här Serge Urbany ageschriwwen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci. Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill geschwat ginn hei iwwert de Wäert vum Mëttelstand an eiser Economie. Et muss een natierlech wësse wat ënnert dee Begrëff Mëttelstand fält. Als Mëttelbetriber gëlle Betriber bis zu 250 Beschäftegter, mat engem jährléche Chiffre d'affaires vu 40 Milliounen, dat heescht 1,6 Milliarden aler Lëtzebuurger Frangen. Esou hunn ech et wéinstens am Gesetz gelies, Här Sauber, an als Kleng- a Mëttelbetriber...

(Interruption)

Dann erkläert mer et, wann ech gefillt.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Am Gesetz steet dran, wat Mëttelbetriber sinn, also wat Mëttelstandsbetriber sinn. Dat sinn déi, déi eng Autorisation hu beim Ministère des Classes moyennes iwwert d'Gesetz vun '88. Dat Zweet ass, déi Kritären 250 a 50 Leit, déi bezéie sech op spezifesch Hëllef.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - D'accord, mä et gëtt awer am Allgemengen ugeholl, dass dat och da Kleng- a Mëttelbetriber sinn.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Déi gehéieren derzou, mä eis Definitiou ass net déi communautär. Déi communautär Definitiou spillt just fir déi Hëllef, déi op communautär Denger zougeschnidde sinn. Mä d'Definitiou vum Mëttelstand, dat sinn déi Betriber, déi ënnert d'Gesetz vun 1988 falen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dat sinn der dee Moment manner.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Dat sinn der méi. Also et si méi Betriber, déi ënnert d'Gesetz fale wéi ënnert d'Définition communautaire.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Vum Mëttelstand. Voilà!

An déi Definitiou, déi de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Nation genannt huet, wou e vun - ech weess net méi wéi vill - 4.000 Betriber an 80.000 Beschäftegter geschwat huet, dat wäert dann déi Definitiou si vum Mëttelstand au sens restreint.

(Interruptions)

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Neen, Dir hutt näischt verstanen. Déi 4.000 wou de Statsminister dervu geschwat huet, dat sinn eleng d'Handwerksbetriber. An zwar déi, déi och iwwer 250 Leit beschäftegen. Dat sinn der awer eng 150 oder 200 Stéck.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - D'accord. Kënne mer eis dann eens ginn, wa mer soen, dass dat Gesetz hei, déi konkret Hëllef, déi hei agefouert ginn, zoutreffen op déi Betriber, déi ech elo definéiert hunn: Mëttelbetriber, wieren da bis zu 250 Beschäftegter mat engem Chiffre d'affaires bis zu 1,6 Milliarden aler Lëtzebuurger Frang d'Joer an als Klengbetriber géife gëllen - fir déi Moosnamen hei - Betriber mat bis zu 50 Beschäftegten a 7 Milliounen Chiffre d'affaires?

Viséiert sinn hei, souwäit ech wéinstens erausgelies hunn aus deem Gesetz - ech sinn natierlech lo net esou en Expert doranner wéi den Här Sauber - och déi Betriber,

déi ekonomesch onofhängeg sinn, dat heescht déi, déi net vu gréisserer Betriber kontrolléiert ginn. An d'Kontroll géif dann dra bestoen, dass ee méi wéi 25% vun de Partien hätt an esou engem klengen oder mëttlere Betriber. Et géifen awer net als Kontroll ugesi ginn d'Participatiounen vu Risikokapitalgesellschaften oder vun Investitiounsfongen, wann se op d'Direktioun vun deem Betriber keen direkten Afloss hunn, oder awer Betriber, deenen hiert Kapital wäit gestreet ass.

Wat ech wëll domadder soen, dat ass, dass menger Aschätzung no, wann ech dat hei Gesetz kucken, dëst e Gesetz ass, dat eng Kategorie vu Betriber betrëfft, déi nun awer wäit iwwert déi klassesch Definitiou vum Mëttelstand erausginn, dat heescht kleng Handwerksbetriber, kleng Geschäfte, kleng Wiert oder Restaurateuren. Et ass wierklech e gréisserer Secteur vun den Entreprises hei be- traff. 14.000 Entreprises, hunn ech gelies, mat 130.000 Beschäftegter. Dat hutt Der, mengen ech, selwer an engem „Wort“-Interview viru kuerzem gesot. 40% vun der Inlandsbeschäftigung.

Et ass jo kloer, dass net déi kleng Handwerksleit 40% vun de Beschäftegten am Land beschäftegen. Et ass also e grouse Secteur dat hei. Eppes wat iwwert dee klassesch Mëttelstand erausgeet.

Meng Positioun zu deem heite Gesetz wëll ech an dräi Punkten opdeelen. Éischtens, mengen ech, beweist dat Gesetz hei, dass de Maart eleng net all Problemer léise kann. Ech fannen et iwwregens och bezeechnend, wann d'Chambre de Commerce, déi awer dofir bekannt ass fir um soziale Gebitt zum Beispill systematesch géint staatelech Hëllef virzegoen, hei formell géint d'Sträichung ass vun zwou Staatsinterventiounen oder Staatsubventiounen, vun deenen d'Regierung mengt si wieren net méi mam europäesche Recht vereinbar wéi déi Mutualitéiten, déi virdrun hei genannt gi sinn.

Dee Secteur hei huet jo offensichtlech eng ganz Partie vu wirtschaftleche Schwieregkeeten, soss géifen d'Auteurs vum Text net konkret schwätzen zum Beispill vun de Schwieregkeete vun esou Betriber fir un d'Kreditter um Banksecteur ze kommen. Ech ka mer et zum Deel esou erklären, dass de Finanzement haut an der Economie, wéi mer se haut kennen, vill geschitt iwwer esou Investitiounsfongen, déi jo och sollen am Gesetz berücksichtegt ginn, déi awer op en héije Rendement drängen a wou ee sech ka froen, ob déi awer zu enger nohalteger Entwécklung vun de Betriber am Land bäidroen. Déi awer vläicht éischer garantéiert wier duerch aner Finanzéierungsmëttelen, méi klassesch Finanzéierungsmëttelen, wéi mer se kennen.

Wichtig, mengen ech, wier et op alle Fall gewiescht hei, fir eng ekonomesch Analys ze maachen iwwert dee Secteur vun deem mer hei schwätzen, wou och vläicht géif derbäi erauskommen, wéi ofhängeg en am Fong geholl ass vu globale Wirtschaftsentscheidungen, déi op anere Plaze geholl ginn, a wou och vläicht géif kloer ginn, dass déi richteg Géigner vum Mëttelständler, elo vläicht am enke Sënn gesinn, net hir eege Beschäftegt sinn, mä déi grouss wirtschaftlech Mächten, déi an der Welt awer bestëmmen wou et laang geet mat der Economie.

Ech mengen et ass wichtig dat och emol hei ze betounen, vu datt ëmmer gesot gëtt, an och vläicht zu Recht, dass een de Mëttelstand muss ënnerstëtzen, an heiansdo gesot gëtt, dass d'Problemer vum Mëttelstand bei deenen ze vill héije soziale Kritären oder Standardë leien, déi et bei eis am Land hei gëtt. Ech kommen nach dorobber zréck.

Zweetens, wat mech och hei gestéiert huet, ech hat dat och schonn hei gesot, wéi ech zur Lag

vun der Natioun geschwat hunn: An der offizieller Duerstellung - och an der Duerstellung vum Rapporteur, mä deem verzeihen ech et nach éischer - gëtt heiansdo esou gemaach wéi wann an de Mëttelstand oder wéi wann zu deem ganze Secteur vu Kleng- a Mëttelbetriber net déi Leit géifen och zielen, déi an deene Betriber schaffen. Et gëtt heiansdo esou duergestallt, wéi dann do Aarbechtsplaze geschafe ginn, net wéi wann do awer och Leit schaffen, déi duerch hir Aarbecht de Wuelstand, och vun deene Betriber an och vun den Inhaber vun deene Betriber, awer garantéieren.

Ech mengen déi Optik stéiert ëm- sou méi, wann ee gesäit, dass awer vill vun deene Betriber ganz normal Kapitalgesellschaften sinn, an net méi déi klassesch Betriber, wou de Patron vum Betriber nach selwer mat Hand ugepaakt huet a selwer mat un deene Wäerter geschafft huet.

Ech mengen, dofir ass et wichtig, och am Zesammenhang mat esou engem Gesetz, hinweisen op d'Aarbechtsëmfeld vun deene Betriber. Mir haten déi Debatt zum Beispill, wéi mer iwwert d'Aarbechtszeitverkürzungen am Horeca-Secteur diskutéiert hunn, wou jo vill méi spéit d'40-Stonne-Woch agefouert ginn ass, mat villen Derogatiounen. 30 Joer nodeem se generaliséiert ginn ass an deenen anere Secteuren a wou gläichzäitig d'Méiglechkeet och vu Lounkürzungen opgrond vun deem Gesetz hei opgeloo ass, während awer déi Méiglechkeet ënner- sot ginn ass, wéi virun 30 Joer d'40-Stonne-Woch generaliséiert ginn ass. An ech bedauern et, dass leider aus deene Kreesser, vun deene mer hei schwätzen, dacks de Ruff kënnst no soziale Verschlechterungen.

Ech huelen einfach den Artikel, deen am „Lëtzebuurger Wort“ den 20. Oktober 2003 komm ass, wou de Positionspabeier vun der Confédération des Classes moyennes virgestallt ginn ass: „Wiederholt wurde gestern von den mittelständigen Arbeitgebern ihre Forderung nach Abschaffung der automatischen Lohnanpassung“. Ech wëll net verleegnen, dass et verschidde kleng Patronë gëtt, deenen et net vill besser geet wéi hire Salarieen, mä dat ass net de Fall fir déi meescht vun deene Betriber, vun deene mir hei schwätzen.

An ech sinn och der Meinung, dass ekonomesch Problemer solle spezifesch geléist ginn, zum Beispill iwwer Hëllef, net awer iwwer eng Verschlechterung vum Statut vun de Beschäftegten an deene Betriber. Ech fannen, dass et wichtig ass, dass dat ganz Salarium am Land en eegene Statut huet, an dat ass nëmmen iwwer Sozialgesetzter ze errechen. Et ass manner ze errechen iwwer Kollektivverträge, a jo grad an dem Secteur Horeca hu mer gesinn, dass e Gesetz noutwendeg war, soss wier do iwwerhaupt näischt errecht ginn.

Et muss een och wësse wéi et an Zukunft weidergeet mam Statut vun de Beschäftegten an deene Betriber. Ech liesen zum Beispill den CSV-Wahlprogramm, do ass ee Kapitel iwwertitelt: D'Aarbechtsrecht verstärkt op mëttelstänneg Betriber zouschneideren. An do steet zum Beispill folgende Saz: „Im Rahmen der spätestens 2007 vorgesehenen Überprüfung des nationalen Beschäftigungsplanes werden wir die praktische Anwendung von Überstundenregelungen und Arbeitszeiten in kleineren Betrieben besonders unter die Lupe nehmen.“ An ënnert dem Kapitel Mëttelstand liesen ech weider: „Die Lohnkosten dürfen nicht steigen, wenn Luxemburg in dieser Hinsicht konkurrenzfähig sein soll.“ An

d'Lohnnebenkosten sinn effektiv och Lohnkosten, mä ech hunn awer keng Zäit elo op déi Problematik anzegoen.

M. le Président. - Här Urbany, Dir hutt ganz Recht, dass Der net méi vill Zäit hutt, well Är Zäit ass geschwënn ofgelaf.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech gesinn de Compteur, mä si ass awer och ofgelaf well den Här Sauber mer elo nach eng Definitiou ginn huet vun de Betriber. Ech mengen, do mussen awer op d'mannst zwou Minuten dobäikommen, well esou laang huet den Intermezzo gedauert.

Et muss een och ganz hellhöreg sinn, wann een esou Téin héiert aus dem Secteur an och aus der Haaptregierungspartei, an esou Aussoen, mengen ech, sinn heiansdo méi verbindlech wéi wann de Statsminister hei e marxsche Sproch vum Stapel léisst andeem e seet, d'Kapital dierf net Meeschter hei am Land ginn. Dat ass konkret Politik, déi sech an esou Aussoen an esou Programmer erëmispigelt.

Drëtens mengen ech, dass de Mëttelstand eleng net an der Lag ass all Besoinen hei am Land ze erfüllen. Et gëtt oft gesot: Wat wieren eis Dierfer a Stied oni de Mëttelstand, oni déi kleng Betriber? Dat ass och richtig, an trotzdeem feelt et iwwerall no bei de Leit, an den Dierfer, an de Quartieren d'Éngschtleeschungen, un Handwerker, u Geschäfte an esou weider. D'Leit mussen den Auto huelle fir an de Supermarché ze fueren. Dat ass och IVL konkret, an d'Fro stellt sech, wéi mer et fäerdeg bréngt méi Éngschtleeschungen a méi Angeboter an d'Uertschafte selwer eran ze kréien.

Dacks ass et jo esou, dass kleng mëttelstänneg Betriber net méi kënne mathale mat deem wirtschaftlechen Émfeld wat besteet, a wat vu groussen alimentairé Chaînen determinéiert gëtt, an dat geet wäit iwwert d'Problemer vu Bankkreditter eraus, iwwert déi hei Riedt war.

Doniewent gëtt et awer dausende vu Leit, dorënner och vill qualifizéiert Leit zu Lëtzebuerg, déi keng Aarbecht hunn, déi awer eng interessant a valoriséierend Aarbecht sichen, wou se sech och kënnen abréngen, an ech mengen, do misst déi Innovatioun geschéien, déi hei och erwänt ginn ass bei der „Lage der Nation“.

Déi Efforten, fir eng Innovatioun ze maachen, grad op deem Gebitt, fir nei Zorte vu Betriber och entstoen ze loosser, mat staatelecher Hëllef, oni dass et staatelech Betriber sinn, zum Beispill andeem een ausgeet vun den Erfahrung vum der Economie solidaire, déi sech kënnst zu engem wierkleche Wirtschaftszweig entwéckelen an hëllef a ganz aktiv Aarbecht a wichteg Aarbecht leeschten, bei der Renovéierung vu Wunnengen, bei Geschäfte a Quartieren, an esou weider. Ech fannen, dora läit eng reell Perspektiv, an ech fannen dat dierft een net a Konkurrenz gesinn zu de mëttelstänneg Betriber.

Ech fannen iwwregens och fir déi mëttelstänneg Betriber, Här Minister, dass ee sech do nach vill méi Hëllef kënnst virstellen, wéi déi, déi an deem Gesetz hei stinn, Hëllef fir konkret Projeten ze entwéckelen, zum Beispill mat héichwäertege sozial gutt ofgesécherten Aarbechtsplazen, am plaz ëmmer vu Verschlechterung vun den Aarbechtsbedéngungen a vun de Lounbedéngungen ze schwätzen.

Ech wëll awer soen, ech stëmme dat Gesetz hei trotzdeem, well ech näischt dogéint hunn, mä éischer aner Leit Schwieregkeeten domadder hunn an a Widdersproch mat sech selwer kommen, wa se op där enger Säit virun ze vill Stat warnen, de Stat hält iwwerhand, ze vill Bürokratie, de Stat hëllef ze vill op sozialem Plang, an op där anerer Säit

awer frou sinn, wa se esou staatelech Hëllef wéi déi heite kënnen an Usproch huelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Urbany. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Mëttelstandsminister Fernand Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess, dass et scho spéit ass, an dass d'Deputéiert och nach aner Verpflichtungen hunn. Ech wëll mech dofir esou kuerz wéi méiglech halen. Ech wëll zwar nach eng Kéier ënnersträiche wat hei praktesch jidderees gesot huet, dass mer e Gesetz stëmme, wat eng ganz grouss Wichtigkeet huet fir de ganze Mëttelstand, wat Akzenter setzt an de Kleng- a Mëttelbetriber et erméiglecht fir sech der technescher a wirtschaftlecher Entwécklung unzupassen, fir méi konkurrenzfähig ze ginn, an dofir nach weider Aarbechtsplazen ze schaffen.

Mir kréie mat deem Gesetz eng ganz performant Förderungsstruktur, fir e ganz wichtige Secteur vun eiser Wirtschaft, a praktesch jiddereen, deen hei geschwat huet, huet op d'Wichtigkeet vun dem Mëttelstand higewisen. Ech wëll och dat nach eng Kéier ervirsträichen. De Mëttelstand, huet ganz vill Aarbechtsplaze geschafft an enger schwiereger Zäit, während op anere Plazen Aarbechtsplazen ofgebaut gi sinn.

Ech wëll och dem Här Urbany soen, dass ech der Meinung sinn, dass besonnesch a Kleng- a Mëttelbetriber d'Relatioun tëschent dem Patron a senger Beschäftegten eng ganz familiär ass, an datt do ganz oft en Teamwork besteet, wou ee fir deen aneren aspréngt. Kleng Betriber mussen heiansdo de Commanden no schaffen, déi mussen vläicht e bëssen aner Aarbechtszäite mat a Kaf huelen, wéi dat grouss Betriber kënne maachen, besonnesch bei Saison ofhängegen a bei Éngschtleeschung ofhängegen Aktivitéite muss méi flexibel geschafft ginn.

Ech mengen awer schonn, dass d'Verhältnis tëschent dem Patron a senger Aarbechter e ganz gutt ass, a wann d'CSV zum Beispill an hirem Wahlprogramm seet, et misst ee gewësse Saache reexaminéieren, wat besonnesch deene kleng Betriber Problemer bréngt, dann ass dat net fir sozialen Ofbau ze maachen, mä fir just dofir ze suergen, dass déi kleng Betriber och weiderhi nach kënnen Leit stellen, Leit beschäftegt halen, dass mer net do och nach mussen Ofbau vun Aarbechtsplaze kréien.

Ech mengen schonn, dass de Mëttelstand an déi kleng Betriber virun allem dofir suergen, dass mer e ganz grouss Netz hu vu flexible Betriber, déi besonnesch an enger schwiereger Zäit matgeholfen hunn d'Wirtschaft erëm e bëssen unze- kuerbelen, an déi och wesentlech zu der Liewensqualität an alle Géigende vum Land bäidroen.

Mir hunn och dofir gesuert, dass déi mëttelstänneg Betriber sollen an der Regierung een hunn, dee sech e bësse méi spezifesch ëm hir Problemer bekëmmert, dee mat de Kolleegen zesumme versicht, fir Aktiounen ze starten am Intérêt vun dese Betriber, an dofir hu mir jo och en Aktiounsprogramm gemaach, wou d'ganz Regierung mat agebonnen ass. Déijéineg, déi sech d'Méi gemaach hu fir ze kucke wat do als Aktiounen virgesinn sinn, a wat gemaach ginn ass, konnte feststellen, dass den Aktiounsprogramm Punkt fir Punkt um Wee ass ëmgesat ze ginn, och wa vläicht dat eent oder dat anert Gesetz e bësse méi spéit koum. Mä mir wollte bei wichtige Gesetzter ganz virsichteg an am gréisstméigleche Konsens mat de Concernéierte virgoen. All eis Aktiounen sollen dorophi steieren, fir och an Zukunft e

konkurrenzfähigt an e staarkt Netz vum mëttelstännige Betriber iwwert d'ganz Land ze behalen.

An dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass e wichtige Meilesteen an deem ganzen Netz vum Aktiounes fir de Mëttelstand. Mir wëlle jo versichen e gënschtegt steierlecht, wirtschaftlecht a sozialt Ëmfeld ze schafen, an do ass natierlech d'Loi-cadre-Gesetz ee vun de wichtige Elementer dovun.

Et ass hei gesot ginn, dat eent oder dat aner vum Aktiounesprogramm wär net esou richteg ëmgesat ginn, et ass op administrativ Problemer higewise ginn, wou ech awer muss soen, dass eng Rei vu Moossnamen ergraff gi sinn, mä den Här Statsminister huet och a senger Ried gesot - den Här Henckes huet eréischt bei deem Passage drënner ugefaangen ze zitieren -, dass och vun der EU aus ëmmer nei Réglemmentatiounen kommen, déi hei mussen ëmgesat ginn. Dat bréngt méi Paperasserië mat sech. Op där anerer Säit sinn der awer ganz vill ofgebaut ginn.

Mir sinn op deem richteg Wee fir dat ze maachen, mir hu Grondlage gesat, fir datt iwwerhaupt administrativ Hürde kënnen ofgebaut ginn iwwer d'Gesetz, datt Verwaltungene kënnen Donnéeën échangieren. Mir sinn amgaangen den eGovernment - vläicht geet et ze lues, do sinn ech d'accord domadder - opzebauen. Wann dat bis do ass, da geet dat alles méi einfach, a mir hunn och e Gesetz gemaach iwwert de Registre de Commerce. Et soll eng Centrale des bilans gemaach ginn, e Plan comptable harmonisé. Wann dat richteg fonctionnéiert - an do si jo awer d'Berufschambrë mat engagiert -, da gëtt schonn e groussen Ofbau vun administrativer Aarbecht gemaach; sou dass do awer och munches realiséiert ginn ass.

Mir hunn um steierleche Plang virun allem awer derfir gesuergt, fir souwuel de Stéit, wéi och de Betriber selwer, ganz grouss Steiererleichterungen ze ginn, fir dass se kompetitiv sinn. An ech mengen, datt et hei am Mëttelstand trotz allem gutt gelaf ass, an dat ass well eben d'Kafkraaft vun de Lëtzebuerger méi héich ass wéi am Ausland an hei vill konsuméiert ginn ass. Och den Handel huet an de schwierigen Zäite permanent bäigeluucht an et gesäit ee jo, datt am Handwerk an am Handel immens vill Aarbechtsplaze geschaf gi sinn; dat ass net vum selwe gaangen.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt d'Lounniewekäschten e wichtige Element vun der Konkurrenzfähigkeit vun alle Lëtzebuerger Betriber sinn, mä och, a besonnesch, vun deene kleng Betriber, déi besonnesch vill Konkurrenz aus der Groussregion hunn an datt mer also och a Zukunft mussen derfir suergen, d'Lounniewekäschten net ze vill an d'Luucht ze hiewen.

Wa mer dat misste maachen, géifen d'Konkurrenzfähigkeit vun de Lëtzebuerger Betriber an och vum Standuert Lëtzebuerg verschlechtert ginn an dat wëlle mer net, well ech mengen, dass insgesamt d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft an de leschte Joren net besser ginn ass, besonnesch an de groussen industrielle Betriber. An deenen anere konnt et e bësse besser lafen, well de Stat ganz héich Investitionsausgabe gemaach huet, wou och déi mëttelstänneg Betriber staark dervu profitéiert hunn. An dat Gesetz, dat mer iwwert d'Marchés publics gemaach hunn, erméiglecht jo de Kleng- a Mëttelbetriber am Handwerk, fir do méi oft un Opdrag ze kommen, wéi dat virun de Fall war.

De Lucien Clement hat iwwert d'Gewerbezonné geschwat. Effektiv muss ee kucken, fir ëmmer nach weiderzefueren, datt mer an alle Géigende vum Land regional Gewerbezonné schafen, datt déi kleng Betriber sech och do kënnen néier-

loossen an datt se an alle Géigende vum Land implantéiert sinn. An ech sinn och der Meenung, datt mer de Plan sectoriel „Gewerbezonné“, dee jo am Kader vum IVL oder am Kader vum Aménagement du territoire virgesinn ass, solle méiglechst schnell maachen an datt och gezielt versicht gëtt an alle Géigende vum Land esou Gewerbezonné auszuweisen.

Ech muss zwar soen, an der leschter Zäit sinn der eng ganz Partie gemaach ginn a wann ech elo den Osten kucken, deen ech gutt kennen, sinn an all deenen dräi Kantone regional Gewerbezonné geschaf ginn an ech mengen dat mécht sech plus ou moins am ganze Land. Mä et gëtt eng gewësse Form vu Betriber, déi nach net richteg hir Plaz dorëmmer fannen a fir déi mussen mer ganz sécher nach déi eng oder aner Zone schafen.

Mä, wéi gesot, mir sinn elo hei bei der Reform vum Loi-cadre-Gesetz an ech wëll net ze vill an d'Detailer agoen, ech wëll just emol éischters der Kommissioun merci soen. Et war wierklech eng Kommissioun, wou ganz intensiv, gutt an och fachmännesch an objektiv, heiansdo och kritesch, iwwert dës ganz Problematik diskutéiert ginn ass. Ech mengen et ass versicht ginn, fir hei iwwer Diskussiounen a Suggestiounen e Gesetz ze kréien, wat dem Mëttelstand weiderhëlft a seng Konkurrenzfähigkeit verbessert. Mir haten natierlech och d'Chance - wéi et scho gesot ginn ass - e President an der Kommissioun ze hunn, deen d'Woge glätt, wa se mol méi heich ginn an dee vill Engagement weist, well e jo och aus fréierer Aktivitéit Erfahrung an deem Secteur huet, fir mat ze hëllef, datt mer gutt Gesetzer fir de Mëttelstand maachen.

Et ass jo nach en anert Gesetz ënnerwee - dat ass och gesot ginn - iwwert den Droit d'établissement, an ech hoffen, datt mer dat nach an där leschter Woch hei gestëmmt kréien. Och dat ass e wesentlech Gesetz, fir de Mëttelstand nach méi konkurrenzfähig ze maachen. An da soen ech natierlech och, wéi Dir alleguer, dem Marcel Sauber merci. Hien huet seng Aarbecht wierklech am Detail gemaach. Hie kennt déi ganz Matière och aus senger beruflecher Erfahrung an en huet mat dozou bäigedroen, datt mer hei finalement e Gesetz kréien, dat de Lëtzebuerger Betriber wierklech hëlft a wou och eng ganz Rei vu wesentlechen Neierungen gemaach gi sinn.

Den Här Henckes huet gemengt, et wier nëmmen e bësse Gekreems gemaach ginn. Neen, et si ganz villschichteg Neierungen komm an et sinn net nëmmen d'EU-Direktiven, déi hei ëmgesat gi sinn, mä et sinn eng ganz Rei vun Extraregime, déi mol guer net an EU-Bestëmmunge virgesi sinn, wéi de premier investissement, dee mer jo ganz staark förderen, wéi och de Regime vun der Sécurité alimentaire, deen och e speziellen, spezifische Regime ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg maachen, an dat ass zum Deel och komm, well d'Liewensmittelsécherheet europawäit eng Prioritéit ginn ass, awer och fir d'Lëtzebuerger Regierung.

Mir wëllen de Betriber hëllef, datt se sech hei kënnen fit maachen, wat d'Liewensmittelsécherheet ubelaangt. Déi Investitiounen, déi dermat verbonne sinn, si ganz héich a mir wëllen se iwwer héich Investitionsbäihëllef encouragéieren, datt se do topfit sinn, datt se méi maache wéi dat, wat onbedéngt néideg ass, fir datt mer och do, wéi gesot, en Atout hunn, fir eis gutt regional Qualitätsprodukter nach besser kënnen ze vermaarten, wéi dat bis elo de Fall war.

Also, et si wesentlech Neierungen am Gesetz virgesinn. Et sinn och Neierungen do, wat déi Betriber ubelaangt, déi dervu kënnen profitieren: och alleguer déi Professions libérales, déi vum Mëttelstandsminister eng Autorisation brauchen, kënnen elo Bähëllef

kréien. Hei maache mer e Gesetz iwwert de Mëttelstand, kee Gesetz iwwert d'Santé. Wann an der Santé eppes gemaach gëtt fir d'Dokteren, da sot Der jo och net: Datselwecht muss gemaach gi fir jiddfer liberale Beruff hei am ganze Land.

Dat hei ass e Gesetz, wat fir déi liberal Beruffer gëllt, déi vun dem Mëttelstandsminister eng Autorisation kréien, fir datt och si an Zukunft kënnen gehollef kréien, well och do d'Investitiounen ëmmer méi grouss gi sinn. An da versiche mer jo, niewent de materiellen Investitiounen och déi immateriell Investitiounen, déi fir innovativ Klengbetriber ëmmer méi wichtig ginn, wéi zum Beispill Lizenzen, Brevet, Know-how, deen net brevetéiert ass, ze förderen, fir datt se sech déi och kënnen uneegnen. Dat si wesentlech Neierungen, déi ech elo kuerz ernimmt hunn.

Et ass och schonn op de Mérite vun deem ale Gesetz higewise ginn. Dat ass jo all fënnf Joer erneiert ginn an déi Kommissioun, déi sech domadder befaasst huet, huet jo och déi eng oder aner Modalitéiten am Laf vun der Zäit verännert; et ass also adaptéiert ginn. Et ass mat Recht drop higewise ginn, datt dat Gesetz vun 1968 d'Betriber net an hirer Investitionsfreedegkeet gehemmt a gebremst huet. Am Contraire, déi Zuelen, déi hei genannt gi sinn, déi weisen, datt mer hei e Secteur hunn, dee risikofreedeg war, dee vill investéiert huet, deen - wéi de Rapporteur gesot huet - gestrotzt huet vun Dynamismus - dat mécht dem Néckel hei jo sécher ganz vill Freed -, deen un d'Zukunft gegleeft huet an ech mengen datt ass wichtig a richteg a mir sollen och weider versiche fir se doranner ze encouragéieren.

A wann ech nëmmen eleng d'Zuelen vun 2003 huelen - ech wëll déi awer nach eng Kéier hei ernimmen - an enger Zäit, wou d'Wirtschaft manner gutt gedréint huet, wéi dat virun de Fall war, hunn déi Kleng- a Mëttelbetriber 185 Milliounen Euro investéiert; dat seet vläicht net esou vill aus, wéi déi 7,5 Milliarde Lëtzebuerger Frang, déi de Marcel Sauber genannt huet, mä dat sinn awer immens vill Suen. Dovunner huet d'Handwerk 100 Milliounen Euro investéiert, den Handel 61 Milliounen Euro an den Horeca-Bereich 24 Milliounen Euro. Et gesäit een also, datt do wierklech villes beweegt ginn ass, datt se un d'Zukunft gegleeft hunn an iwwert déi Investitiounen hir Konkurrenzfähigkeit verbessert hunn an och doduerch erméiglecht konnte kréien, fir der Konkurrenz aus der Groussregion standzehen, weider Aarbechtsplazen ze schafen an och zolidd do ze stoen.

Wéi gesot, dës Gesetz verstärkt dat nach, well mer hei kënnen gezielt Investitiounen méi staark subventionéieren a Richtungen, déi mer gär hätt. Wéi eng Richtungen hätte mer gär? Mir hätte gär, datt d'Qualitéit soll hei am Land Tromp sinn an dofir hu mer de Regime vun deenen Investitiounen, déi energiespuerend sinn, a wou ganz héich Subventiounen virgesi sinn. An dat misst jo besonnesch déi Gréng hei freeën, well ech mengen, dat Wesentlech, wat mer mussen maachen, dat ass fir iwwerall Energie ze spueren, esou gutt wéi et nëmme geet.

Déi Leit, déi hei an energiespuerend Moossnamen investéieren, kréien a Form vu ganz héije Subventiounen gehollef an déi Betriber, déi innovativ sinn, déi an d'Recherche an an d'Entwécklung investéieren, kréien och ganz vill gehollef - an do wëll ech dem Här Henckes soen, datt...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Här Minister, ech wëll just derbäi soen, datt Är Regierung

och scho vun Ökotaxé geschwat huet, et ass net, dass dat eppes wär, wou Dir prinzipiell mat Är Regierung dergéint wiert. Et komme just keng.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Also, an deem Gesetz maache mer e wichtige Schrëtt fir all déi ze encouragéieren, déi energiespuerend Moossnamen ergräifen. Déi kréien hei gehollef wa se investéieren a si ginn encouragéiert, fir an déi Richtung do ze investéieren.

Ech war elo bei der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun an do huet den Här Henckes gesot, do géif net vill hei am Land gemaach ginn. Do gëtt scho ganz vill gemaach. An deem Gesetz ass och munches virgesinn an ech wëllt en do op d'Reglement verweise wat bei dem Gesetzesprojet bälouch.

Ech hat nämlech net nëmmen e Gesetzestext, mä och sechs Règlementstexte derbäi hei déposéiert an ee vun deene Règlementstexte ass just ëm d'Recherche, den Développement an d'Innovatioun gaangen an do steet am Artikel 7 ënnert b) alles, wat un Investissementer an Dépenses éligibel ass: „les dépenses de personnel - chercheurs, techniciens, auxiliaires - y compris un montant représentant la contrepartie des charges sociales à payer par l'entreprise, celui-ci pouvant être déterminé forfaitairement par décision des ministres compétents.“

Also et ass méi dran, wéi den Här Henckes gemengt huet, hei gëtt schonn en Effort fir d'Betriber gemaach, fir datt se dat kënnen maachen - a besonnesch kleng Betriber hu jo Problemer fir an der Recherche oder der Innovatioun tätég ze sinn - an do kréie se ganz staark gehollef. Hei hu mer also e Regime gemaach, dee ganz favorabel ass an deem dat ausreicht, wat d'Europäesch Gemeinschaft do iwwerhaupt zouléist.

Dann ass natierlech vun de Mutualitéit geschwat ginn. Et ass bedauert ginn, datt d'Mutualitéiten net méi kënten ënnert d'Loi-cadre-Gesetz falen, well dat net konform ass mat den europäesche Réglemmentatiounen an Direktiven an et ass och drop higewise ginn, datt d'Europäesch Kommissioun am Fong eng zweegleiseg Schinn do fiert.

Déi eng soen, ma et muss ee kucken fir de Betriber, besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber kënnen ze hëllef iwwer Cautionnement, an déi aner soen, datt ass eng staatlech Garantie, déi ass verbueden, datt ass Concurrence déloyale. Mir wäerte kucken a verfolge, wat elo an der Kommissioun finalement gemaach gëtt, an dann och reagieren, wéi ech dat versprach hunn. Also, ech kann déi entsprechend Motioun hei akzeptéieren, ech meng schonn, dass mer sollen oppassen, dass d'Mutualitéit kënnen weider hir Roll spillen. Ech muss zwar soen, dass mer se am Laf vun der Zäit esou mat Kapital dotéiert hunn, dass se bis elo nach keng Schwierigkeiten haten an dass si och selwer vläicht souguer heiansdo ze vill virsichteg gehandelt hunn.

Et muss ee sécher oppassen, fir all onnëtz Risiko ze vermeiden, mä vläicht mussen se e bësse méi risikofreedeg ginn, an ech mengen, datt soll net un de Sue scheitern. Do ass nach munches méiglech. Ech verstinn, dass wann een eppes net méi kritt wat ee virun hat, dat ee vläicht e bëssen onzufriede mécht, mä op jidde Fall sinn an deem Gesetz eng ganz Rei vun Akzente gesat ginn, déi mengen och missten de Kleng- a Mëttelbetriber hëllef, no vir ze kucken, méi kompetitiv ze ginn an och hire Match kënnen weider ze maachen.

Ech hunn ee Regime nach net genannt, dat ass dee vun dem premier investissement, wou also jonk

Leit, déi e Betrib iwwerhuelen oder en éische Betrib opmaachen, 10% weider Bähëllef kréie wéi all déi aner. Do geet et a sech drëm, fir jonk Leit ze encouragéieren, de Schrëtt an d'Selbststännegkeet ze maachen, fir dee Wee ze goen, an et soll net um Feele vun néidege Kapital hängen, fir kënnen e gudder Projet ëmzesetzen. Do hu mer schonn immens villes gemaach. Schon an deem ale Gesetz hu mer ganz vill Bähëllef ginn. Dës Gesetz verstärkt dat nach souguer e bëssen. Ech wëll och drun erënneren, dass mer e Prêt au démarrage geschafen hunn, zesumme mat der SNCI, wou jonk Leit kënnen gehollef kréien mat engem Prêt vu 40% vum Invest, ouni reell Garantie virweisen ze mussen.

Ech hunn och e Beispill hei, an ech wëll zum Schluss ganz kuerz nach eng Kéier soen, wat am Fong Leit haut kënnen kréien, déi wëllen investéieren. E jonke Käre, deen also wëllt eng Investitioun maache vun enger Millioun Euro - dat ass vläicht héich, mä haut ass e Betrib iwwerhuelen oder en eegene Betrib opmaache mat héijen Dépense verbonden -, dee kritt am Prinzip elo, wann en normal Investitioun mécht, 15 plus 10%, 25% Bähëllef, wann dat e Metzler-, Bäcker- oder en aner Handwerksbetrib ass. E kritt also 25% vun der Investitioun vun enger Millioun Euro, dat mécht 250.000 Euro aus. An da kann en, mir schaffe jo wéi fréier mat der SNCI zesummen, dofir e Crédit d'équipement ufroen. Hie kritt 75% vun deem wat e muss investéieren als Crédit d'équipement. Dat sinn also vun där Millioun 750.000 Euro.

Dat rechne mir ganz gënschteg ëm als eng Bähëllef, eng Bähëllef vun nëmme 75.000 Euro. Dat heescht en huet nach zegutt 250.000 minus 75.000, also 175.000 Euro, déi kritt en als Kapitalbähëllef. Also 175.000 Euro kritt en als Kapitalbähëllef plus déi 75.000 Euro, déi e geléint kritt, dat heescht en huet 925.000 Euro vun där Millioun, déi e muss investéieren, dat heescht 92,5% vun Invest kritt en. E muss also am Prinzip 7,5% vun där Millioun Euro selwer opbréngen. A wann do d'Mutualitéiten nach eventuell géifen hëllef, sinn do och nach weider Méiglechkeeten.

Wann en elo nach muss kompletentär Investitiounen oder soss Dépense maachen, déi net ofgedeckt si vun deenen heiten Dépense, déi hei net éligibel sinn, da kann en nach e Prêt au démarrage maachen. An do kann e wéi gesot bis zu 40% vum Coût gehollef kréien, wann en nach weider investéiert. Loosse mer unhuelen, e misst nach eng Kéier 75.000 Euro investéieren an 100.000 Euro bräicht en an der Trésorerie als Fonds de roulement, e bräicht also nach zousätzlech zu där Millioun, déi e scho gebraucht huet weider 175.000 Euro, da kann en de Prêt de démarrage vu 40% kréien. E brauch da praktesch nëmme 7% Fonds propres fir déi 175.000 Euro finanziert ze kréien. Also et brauch ee fir 1.175.000 Euro Kapital, dat een néideg huet, am Prinzip 87.250 Euro, dat si 7,4% Fonds propres. Wéi gesot, mir sinn hei scho ganz...

M. le Président. - Här Minister wann ech gelift, erlaabt Der, dass den Här Sauber lech nach eng Fro stellt?

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Jo.

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur. - Här Minister, entschëllegt, et ass keng Fro, mä ech mengen dat Beispill ass esou eloquent, dass een awer vläicht nach eng aner Hëllef misst dobäi soen, déi och wichtig ass, nämlech d'Aide fiscale à l'investissement. Deemno wéi een dat kuckt, mécht dat och nach eng Kéier 10 bis 15% vun deem Ganzen aus. Eng zweet Bemierkung: Et dierf een net vergies-

sen, dass d'Préten awer mussen erëmbezuelt ginn. Net dass een elo mengt, et wär alles geschenkt.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. - Dat wësse mer. Et ass och u Konditioune gebonnen, et muss e Projet sinn, dee gutt ass. Also et ass net, dass jiddferen einfach dat kritt well e seet, hei, ech wëll gären déi Sue kréien. Dat heescht, d'Banke passen och dobäi op.

Mä ech wollt just soe wat prinzipiell méiglech ass, wann een, deen eng gutt Formatioun huet, deen e gudde Projet huet, wat en awer kann haut maache mat deene Bähëllef, déi mer elo hunn. Ech menge schonn, dass mer do ganz gutt Instrumenter hunn, wat méiglech misst maachen, dass jonk Leit, déi wëllen e Betrib grënnen, dat kënnen maachen, och aner bestehend Betriber, déi sech wëlle moderniséieren, sech ausbauen, dass déi dat och kennen duerch dëst Gesetz op eng gutt Aart a Weis maachen. An dass mer méi geziilt kënnen souguer méi staark Bähëllef ginn, wéi dat virdrun de Fall war.

Ech soen nach eng Kéier merci fir dee breede Secours hei fir dëst Gesetz. Et gëtt jo eestëmme gestëmmt, wann ech dat elo gutt gehéiert hunn. Also merci fir dat wat Dir do maacht fir de Mëttelstand ze stäerken, well ech mengen, wéi bal jiddferen heibanne seet, mir brauchen och hei zu Lëtzebuerg e ganz staarke Mëttelstand. Mir hu schonn e staarke Mëttelstand an e soll och weiderhin esou staark bleiwen.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun elo ofgeschloss. D'LECTURE vun den

Artikelen an de Vote vun dësem Projet a vun der Motioun sinn déi nächst Woch.

Da géif ech lech och nach den Ordre du jour virliese fir déi nächst Woch. Wat d'Presidentekonferenz proposéiert, dat ass en Dënschdegmëtteg, den 11. Mee, e Mëtwoch, den 12. Mee, moies an nomëttes, en Donneschdeg, den 13. Mee, och moies an nomëttes.

Um Ordre du jour stinn en Dënschdeg:

1. d'Projets de loi 4816, 4824, 5288 an 5289.

(Interruption)

Ma jo, ech kommen elo dozou!

Dat si Konventiounen mat der Belsch, nom Modell 1;

2. de Projet de loi 5301 ass een Ofkommes tëschen der Union économique belgo-luxembourgeoise mat Drëttlänner iwwert de Schutz vun den Investissementen, nom Basismodell;

3. de Projet de loi 5126, eng international Konventioun géint d' Rassendiskriminierung, och nom Basismodell;

4. de Projet de loi 5177, eng Konventioun iwwert d'Ernährungshëllef, nom Basismodell;

5. de Projet de loi 5268 iwwert d'Schafung vun engem Fonds d'urbanisation et d'aménagement vum Kierchbiereg, nom Modell 1;

6. de Projet de loi 5315 iwwert d'Société des Foires internationales de Luxembourg, och nom Modell 1;

7. de Projet de loi 5256 iwwert d'Zirkulatioun op den öffentliche Stroossen, nom Modell 1;

8. de Projet de loi 5159 iwwert déi nohalteg Entwécklung, nom Modell 1 an

9. d'Naturalisatiounen.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - E Mëtwoch de Moie stinn um Ordre du jour:

1. de Projet de loi 4946 zesumme mat de Proposition-de-loien 4162 an 4110 iwwert d'Partnerschaften, nom Modell 2;

2. de Projet de loi 5313 iwwert d'BERD, nom Modell 1;

3. de Projet de loi 5201 iwwert de Capital à risque, nom Modell 1;

4. d'Proposition de loi 4754 iwwert d'Revisioun vu verschiddene Verfassungsartikelen, nom Modell 1;

5. den zweete Vote constitutionnel vum Revisiounsvorschlag 5047 a 5039 vun den Artikelen 63 a 65 vun der Verfassung, nom Basismodell.

E Mëtwoch de Mëtteg:

1. de Projet de loi 5092 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën, Modell 2;

2. de Projet de loi 5213 iwwert d'Justice de Paix, Modell 1;

3. de Projet de loi 5232 iwwert d'Akommessteier, nom Basismodell;

4. de Projet de loi 5113 iwwert de Conseil économique et social, Modell 1.

An dann hu mer nach en Donneschdeg de Moien:

1. den zweete Vote constitutionnel vum Revisiounsvorschlag 3924 iwwert den Artikel 24 vun der Verfassung an de Projet de loi 4910 iwwert d'Pressegesetz, nom Modell dräi an

2. d'Konsultatiounsdebatt iwwert d'Mobilophonie, nom Modell 2.

Dann en Donneschdeg de Mëtteg:

1. den zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 4998 iwwert d'Waasseramt, zesumme mat der Interpellatioun vum Här Alex Bodry iwwert d'Waasserpolitik, nom Modell 2;

2. d'Proposition de loi 5317 iwwert d'Wahlgesetz, nom Basismodell;

3. de Projet de loi 4486 iwwert den Aménagement communal, nom Modell 2 a;

4. de Projet de loi 5319 iwwert d'Gebai fir d'Polizei zu Gréiwemaacher.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann huelen ech un, wa se all hei sinn, si se och domat averstanen. Dann ass et esou décidéiert.

(Hilarité)

Domat wär d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.29 heures)

Sommaire des séances publiques

5266 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire des projets de construction autorisés par 1) la loi du 29 juillet 1993 relative au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre; 2) la loi du 20 janvier 1999 relative a) à la transformation et à la restauration des maisons Printz et Richard à Luxembourg; b) aux travaux supplémentaires concernant l'agrandissement et la transformation du bâtiment de la Chambre des Députés ainsi qu'à l'aménagement des installations multimédias afférentes; 3) la loi du 24 février 1999 relative à la restructuration et l'extension du Lycée technique Nic Biever de Dudelange; 4) la loi du 29 avril 1999 relative à l'extension et la remise en état de certains bâtiments du Centre pénitentiaire de Givenich

pages 697-701

Ordre du jour pages 701-702

5226 - Projet de loi relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public - Santé à Luxembourg

pages 702-705

5162 - Projet de loi portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État

pages 705-710

5163 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

pages 710-715

page 728

4536 - Projet de loi portant création d'une administration des services de secours

pages 715-725

5264 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à

- l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Beggen

- la construction d'un collecteur de transport des eaux résiduaires entre Bonnevoie et Beggen

pages 725-728

Ordre du jour page 725

Ordre du jour page 727

5265 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange

pages 728-730

5318 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes d'Esch-sur-Alzette et de Schifflange

page 730

5150 - Projet de loi autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte des Églises Orthodoxes Roumaine et Serbe du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public aux dites Églises

et

5151 - Projet de loi autorisant l'État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres du culte de l'Église Anglicane du Luxembourg et conférant la personnalité juridique de droit public à ladite Église

pages 730-735

5148 - Projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

pages 735-744

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2634	Marc Zanussi	Rémunération des jurés frontaliers
2700	Mars Di Bartolomeo	Réorganisation du système informatique de la police grand-ducale
2705	Gusty Graas	Avertissements taxés dans la circonscription régionale de Capellen
2715	Nancy Arendt	Prévention de l'obésité
2717	Gast Gibéryen	Pension d'invalidité dans le secteur communal
2719	Gast Gibéryen	Demandes de pensions d'invalidité auprès de l'administration des Postes et Télécommunications
2720	Marie-Josée Frank	Opérations de réception des installations de combustion au gaz
2721	Laurent Mosar	Mouvements d'avions aux alentours de l'aéroport du Findel
2724	Emile Calmes	Réaménagement du tronçon entre Hosingen et Wilwerwiltz
2726	Jean Colombera	Hyperactivité et déficit d'attention chez les enfants
2730	Marc Zanussi	Distributeurs de boissons et d'aliments sucrés en milieu scolaire
2732	Xavier Bettel	Respect d'un périmètre d'habitation pour les membres de la police grand-ducale
2736	Jean Huss	Harmonisation des carrières dans la Fonction publique
2749	Emile Calmes	Giratoire à Schinker entre Hoscheid et Hosingen
2753	Gusty Graas	Pollution du site d'une ancienne blanchisserie au lieu dit "Pulvermühle"
2754	Nancy Arendt	Retour des seringues aux services compétents
2756	Gusty Graas	Diffusion de sondages d'opinion avant toutes élections
2760 urgente	Jeannot Krecké	Vote par correspondance

Question 2634 (19.2.2004) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la rémunération des jurés frontaliers:

Quelques semaines avant le début du procès contre Marc Dutroux à Arlon une poignée de jurés résidant en province de Luxembourg et travaillant au Grand-Duché ont été tirés au sort.

Mais légalement, rien n'est prévu pour la rémunération de ces travailleurs. «Si la loi prévoit pour les employeurs belges de rémunérer au moins cinq jours (semaine de carence) les salariés appelés à siéger à la Cour d'assises, aucun accord n'est envisagé avec les pays voisins afin d'appliquer ce même système aux travailleurs frontaliers», dit-on au service des frais de justice. En Belgique, la loi prévoit également que, si le procès dure au-delà de cinq jours, l'employeur belge peut décider de maintenir la rémunération du salarié. Dans ce cas il y a possibilité de remettre une note de frais au Ministère qui rembourse le salaire du juré.

Dans ce contexte je souhaiterais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

1. Le Gouvernement luxembourgeois est-il prêt à mettre tout en œuvre pour que les jurés frontaliers aient de leurs patrons luxembourgeois les mêmes droits que les jurés travaillant en Belgique?
2. Quel Ministère va s'occuper de l'affaire et négocier une solution avec nos voisins belges?

Réponse commune (2.6.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

La situation décrite par Monsieur le Député résulte en fait de l'organisation judiciaire du Royaume de Belgique. Elle relève en tant que telle de l'organisation institutionnelle belge, donc de la souveraineté et de l'ordre public belges.

La mesure proposée reviendrait en fait à obliger les finances publiques luxembourgeoises à cofinancer le fonctionnement des institutions (ici judiciaires) belges. C'est impossible.

Par ailleurs, le droit pénal luxembourgeois ne connaît pas la notion de jurés. Le traitement des salariés

concernés résulte donc, non pas de leur statut de travailleurs salariés, mais de leur statut de citoyens belges.

Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il ne lui appartient pas de prendre des mesures interférant dans l'organisation de l'État belge. Le Gouvernement belge doit donc en fait décider des suites à donner à la demande de Monsieur le Député.

Question 2700 (9.4.2004) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la réorganisation du système informatique de la police grand-ducale:

Au cours de l'année 2001 un audit informatique concernant la réorganisation du système informatique de la police grand-ducale a été réalisé.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- si les conclusions de cette étude ont été mises en pratique entre-temps et quelles en ont été les conséquences pratiques?

- Quelles ont été les raisons des problèmes de capacités survenus lors de la mise en réseau du système Citrix/Asppol?

- De quelle manière ces problèmes ont-ils été résolus et qui assumera les charges financières supplémentaires éventuelles?

Réponse (4.6.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

L'étude menée en 2001 sur la réorganisation du système informatique de la police grand-ducale comportait des recommandations à plusieurs niveaux, essentiellement dans les domaines de l'organisation du service informatique, de la sécurité informatique et de la satisfaction des utilisateurs.

Aussi bien la sécurité informatique que l'organisation du service informatique ont été substantiellement améliorées entre-temps. En vue d'augmenter la satisfaction des utilisateurs, toutes les unités de police viennent d'être équipées de terminaux conférant aux policiers l'accès à des outils de travail performants.

Étant donné que ses ressources humaines sont limitées, la Direction de l'Information de la police grand-ducale est toutefois dans l'obligation de fixer des priorités dans la réalisation de ses projets. Par ailleurs, il est vrai que le nouveau système informatique a connu, au début, des difficultés de fonctionnement. Mais, selon la Direction de l'Information, les problèmes majeurs inhérents à l'infrastructure centrale sont maintenant résolus. Les travaux supplémentaires y relatifs n'ont pas eu d'incidence sur le budget de l'État.

Question 2705 (14.4.2004) de M. Gusty Graas (DP) concernant les avertissements taxés dans la circonscription régionale de Capellen:

Il me revient que les fonctionnaires de la police de la circonscription régionale de Capellen qui avaient établi durant le mois de février moins de cinq avertissements taxés ont été invités par le chef hiérarchique de se justifier. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer le fait relaté?

- Dans l'affirmative, quelle est la raison justifiant cet ordre?

- Est-ce qu'une telle démarche contribue à assurer un meilleur contrôle du trafic routier?

Réponse (4.6.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Suite à une décision du Gouvernement de renforcer le contrôle de la circulation routière, la police grand-ducale a mis en place un concept de surveillance de la circulation qui a pour objectif de réduire de 50% le nombre de victimes de la route. Ce concept prévoit aussi bien des contrôles préventifs que des contrôles répressifs.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cet objectif, il a été constaté qu'un nombre très limité de policiers du Centre d'Intervention de

Capellen ont fait preuve, malgré de nombreuses injonctions de la part de leur hiérarchie, d'une approche jugée trop laxiste en matière de constats d'infractions routières, de sorte qu'ils ont été invités à se conformer aux prescriptions de service.

Question 2715 (26.4.2004) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la prévention de l'obésité:

Le rapport d'activités 2003 du Ministère de l'Environnement renseigne qu'au cours de l'année scolaire 2000/2001 une étude sur l'indice de masse corporelle a été menée à bonne fin chez les élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique. Elle a révélé que 25% des élèves de l'enseignement secondaire luxembourgeois disposent d'un excès de poids et que 10% des garçons et 8,33% des filles souffrent même d'obésité.

Considérant ces chiffres alarmants et sachant d'une certaine corrélation entre l'obésité et les maladies cardio-vasculaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres comparables d'autres pays de l'Union européenne? Peut-il me renseigner comment la jeunesse luxembourgeoise se place dans une telle comparaison?

2. Quelles sont les mesures de prévention que Monsieur le Ministre entend prendre (cours d'hygiène alimentaire, examens biométriques réguliers à l'école, éducation physique)?

3. Est-ce qu'il est programmé de répéter une telle étude dans un futur proche afin d'obtenir des chiffres comparables? Est-ce que Monsieur le Ministre ne juge pas intéressant d'inclure les élèves de l'enseignement primaire dans la prochaine étude?

Réponse (26.5.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Parlementaire part d'une étude faite au cours de l'année scolaire 2000/2001 sur l'indice de masse corporelle parmi les élèves de certaines classes de l'enseignement secondaire et publiée au rapport d'activités 2003 de mon Ministère pour demander comment la jeunesse luxembourgeoise se situe à cet égard dans une comparaison internationale.

Chez l'enfant et l'adolescent le pourcentage de masse grasse, dont le BMI (body mass index ou IMC indice de masse corporelle) est le reflet, varie au cours de la croissance, d'où la nécessité de se référer à des courbes retraçant l'évolution du BMI au cours de la croissance. À l'exception d'études très récentes qui utilisent les normes internationales (IOTF), les enquêtes anthropométriques publiées concernant les pays européens sont difficiles à comparer entre elles.

Outre les normes internationales, d'application plus récente, il existe entre autres des courbes de référence françaises et des normes américaines (CDC Growth charts). Ces dernières ont été utilisées pour l'étude luxembourgeoise.

À côté de l'absence de normes uniformes il y a encore l'absence de standardisation pour les tranches d'âge mesurées qui cause problème. C'est ainsi notamment que les modalités appliquées pour arrondir les âges (vers le haut ou vers le bas) diffèrent.

Par ailleurs les études européennes concernent souvent une

ville ou une région. Finalement des variations assez sensibles peuvent être dues aux ordres d'enseignement pris en compte pour l'étude.

Une extrême prudence est donc de mise pour toute comparaison internationale dans le présent domaine.

Toujours est-il qu'une étude faite pour le compte de mon Ministère par le CRESIS s'est employée à établir une comparaison entre des données françaises et les données luxembourgeoises, toutes récoltées en 2000/2001, en les raccordant aux normes internationales (IOTF). Selon cette étude tant la surcharge pondérale que l'obésité constatées au Luxembourg sont nettement supérieures à celles relevées en France. Les chiffres luxembourgeois, transposés aux normes IOTF, se rapprocheraient plutôt des chiffres canadiens.

Des mesures pour lutter contre le phénomène du surpoids peuvent être prises au niveau de différents Ministères.

En ce qui concerne mon département la Direction de la Santé a pris les mesures suivantes:

Dans le cadre de la médecine scolaire

a) L'éducation à la santé

Lors des examens médicaux scolaires, les élèves présentant une surcharge pondérale reçoivent des conseils individualisés concernant une alimentation saine et équilibrée. L'apport calorique des différentes composantes de l'alimentation leur est expliqué. Une brochure leur est distribuée ainsi qu'une pyramide alimentaire, ce qui leur permet de mémoriser les conseils reçus et d'en faire part aux membres de leur famille. Des affiches prônant l'alimentation saine peuvent être suspendues dans les salles d'attente ou les salles d'examen. Elles servent à l'information et à la sensibilisation collectives.

En outre, il est conseillé de remplacer des activités de loisirs «sédentaires» (télévision, jeux vidéo) par des activités sportives: la natation, la marche, les jeux en plein air, etc.

b) Le dépistage de l'obésité

Si lors des examens médicaux scolaires une surcharge pondérale ou une obésité sont constatées, les parents de l'élève mineur (respectivement la personne responsable) en sont informés moyennant un avis écrit. L'élève est invité à consulter le médecin de son choix en vue d'un traitement adapté. Il est informé également de la possibilité de s'adresser à une diététicienne pour l'établissement d'un régime alimentaire équilibré mais légèrement hypocalorique lui permettant de maigrir lentement et en toute sécurité.

Il faudra éviter que certains jeunes basculent dans un comportement alimentaire malsain qui induit un amaigrissement excessif et conduit à un état d'anorexie préjudiciable pour leur santé physique et psychique.

Pour des obésités importantes une surveillance accrue des suites données à l'avis de dépistage a été instaurée. L'assistante d'hygiène sociale se met en contact avec les parents de l'élève concerné pour expliquer les différentes modalités de prise en charge possibles.

Dans le cadre de la médecine préventive

Plusieurs actions ont été entreprises en matière de restauration scolaire, à savoir:

- participation régulière d'une diététicienne aux réunions des commissions de restauration des différents établissements scolaires et des communes,

- analyse des menus soumis pour avis par les firmes responsables de la livraison des repas,
- promotion du guide pratique de la restauration scolaire lors de différentes conférences.

En outre le stand de la Direction de la Santé au salon de printemps du 8 au 16 mai 2004 a porté sur une alimentation saine et équilibrée.

Quant à la reproduction d'études similaires dans le futur, il faut savoir que la division de la médecine scolaire enregistre annuellement le poids, la taille, l'âge, le sexe, l'établissement scolaire, le régime d'enseignement et le pays d'origine des élèves examinés dans l'enseignement secondaire et secondaire technique sans néanmoins procéder chaque année à l'élaboration d'une étude BMI (body mass index). Il est envisagé de la répéter environ tous les cinq ans en appliquant les normes du CDC et de OITF. Ceci permettra de constater des tendances vers un accroissement respectivement une stabilisation ou une diminution des pourcentages d'obésité et de surcharge pondérale ainsi que d'évaluer si les mesures entreprises ont été efficaces. L'application des normes OITF permettra une comparaison au niveau européen et international.

L'extension de l'étude BMI aux élèves de l'enseignement primaire est théoriquement envisageable. Elle est plus difficile à réaliser sur le plan pratique parce que les professionnels de santé qui encadrent les élèves de l'enseignement primaire ne font pas partie de la division de la médecine scolaire mais dépendent soit de la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Actions médico-sociales soit des services médicaux scolaires établis dans différentes communes.

Question 2717 (26.4.2004) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **pension d'invalidité dans le secteur communal**:

An hirer Äntwert op meng Ufro vum 10. März 2004 deklariéiert d'Madame Minister vun der öffentlecher Funktioun aus Kompetenzgrënn net kënnen ze soen, wéi d'zueleméisseg Entwécklung vun den Invalidenssiounen am gesamen öffentleche Secteur, also och ausserhalb vun der renger staatlecher Verwaltung, téschent 1995 an 2003 verlaf ass. Déi kommunal Verwaltungen a Servicer stellen hei am Land awer e groussen Deel vum öffentleche finanzéierte Secteur duer.

Dofir dës Froen:

1) Wéi vill Demandë fir eng Invalidenssioun si Joer fir Joer zënter 1995 bis 2003 ageschloss am kommunale Secteur gestallt ginn?

2) Wéi vill vun all dësen Demandë goufen all Joer refuséiert respektiv accordéiert?

Réponse (2.6.2004) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur*:

An de Joren 1995 bis 2003 hunn 200 Affiliéierter vun der Gemengebeamtenpensiounskéess d'Invalidenssioun ugefrot. An dëser Zuel sinn och all déi Fäll abegraff, déi der Spezialpensiounskommissioun fir de Gemengesecteur virgeluecht goufen. Vun deenen 200 Ufroe sinn der 154 ugeholl ginn, wat engem Prozentsaz vu 77% entsprécht.

An darselwechter Zäit sinn am Ganze 690 nei Pensiounen vu Gemengenugestallten ugelaft. Téschent 1995 an 2003 hunn d'Invalidenssiounen also 22,31% vun den neie Pensiounen am Gemengesecteur uitgemaach.

Am folgenden Tableau kann een den Detail vun den Zuelen iwwer d'Invalidenssiounen an de Joren 1995 bis 2003 noliesen.

Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux
Nombre d'affiliés prétendant à une pension d'invalidité 1995-2003

Année	Demandes (a)	Acceptées (b)	Refusées	% b/a
1995	21	18	3	85,71 %
1996	25	24	1	96,00 %
1997	23	21	2	91,30 %
1998	21	18	3	85,71 %
1999	20	15	5	75,00 %
2000	30	20	10	66,67 %
2001	18	12	6	66,67 %
2002	17	12	5	70,59 %
2003	25	14	11	56,00 %
Totaux:	200	154	46	77,00 %

Remarque: Le présent tableau tient également compte des demandes parvenues à la Commission spéciale des pensions du secteur communal depuis fin 1999.

Question 2719 (26.4.2004) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **demandes de pensions d'invalidité auprès de l'administration des Postes et Télécommunications**:

An hirer Äntwert op meng Ufro vum 10. März 2004 deklariéiert d'Madame Minister vun der öffentlecher Funktioun aus Kompetenzgrënn net kënnen ze soen, wéi d'zueleméisseg Entwécklung vun den Invalidenssiounen am gesamen öffentleche Secteur, also och ausserhalb vun der renger staatlecher Verwaltung, téschent 1995 an 2003 verlaf ass. D'Post stellt awer ee wichtege Deel vum öffentlechen Dingscht duer.

Dofir dës Froen:

1) Wéi vill Demandë fir eng Invalidenssioun si Joer fir Joer zënter 1995 bis 2003 ageschloss an der Post gestallt ginn?

2) Wéi vill vun all dësen Demandë goufen all Joer refuséiert respektiv accordéiert?

Réponse (3.6.2004) de **M. Henri Grethen**, *Ministre de l'Économie*:

1) Dësen Tableau gëtt Opschloss doruwwer, wéi vill Demandë fir eng Invalidenssioun vun 1996 bis 2003 bei der Post genehmt gi sinn.

Invalidenssiounen				
Statut				
Joren	Hëllefssaarbechter	Aarbechter	Beamten	Fonctionnaires
1996	8	10	2	13
1997	7	8	4	13
1998	11	4	2	12
1999	4	2	1	21
2000	12	6	4	7
2001	8	4	1	5
2002	5	2	2	12
2003	8	1	3	11
Total	63	37	19	94

2) E genaue Chiffer vu refuséierten Demandë fir d'Invalidenssioun gëtt et leider net. Vun 1998 bis 2003 läit d'Schätzung bei ongeféier 40 Demanden, déi ufanks effektiv refuséiert, awer dunn an engem Zäitraum vun engem bis zwee Joer accordéiert goufen.

Question 2720 (27.4.2004) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant les **opérations de réception des installations de combustion au gaz**:

Le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz précise que seuls les agents du service compétent de la Chambre des Métiers sont habilités à procéder aux opérations de réception d'une installation de combustion au gaz. Il me revient que cette procédure de réception sera abolie au profit de simples contrôles effectués par des entreprises privées des installateurs-chauffagistes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Pouvez-vous me confirmer cette décision et les raisons éventuelles y relatives?

- Dans l'affirmative, les installateurs-chauffagistes sont-ils habilités à effectuer les opérations de contrôle susmentionnées?

- Combien d'installations de combustion alimentées en gaz ont été contrôlées et réceptionnées jusqu'à ce jour par les agents du service compétent de la Chambre des Métiers?

- Combien de dossiers ont fait l'objet d'un refus de réception de la part du service compétent de la Chambre des Métiers?

Réponse (4.6.2004) de **M. Henri Grethen**, *Ministre de l'Économie*:

Comme le précise Madame la Députée dans l'énoncé de la question parlementaire, seuls les agents du service compétent de la Chambre des Métiers sont habilités à procéder aux opérations de réception d'une installation de combustion au gaz d'après le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimen-

Invalidenssiounen				
Statut				
Joren	Hëllefssaarbechter	Aarbechter	Beamten	Fonctionnaires
1996	8	10	2	13
1997	7	8	4	13
1998	11	4	2	12
1999	4	2	1	21
2000	12	6	4	7
2001	8	4	1	5
2002	5	2	2	12
2003	8	1	3	11
Total	63	37	19	94

tées en gaz. Les réceptions sont effectuées sur demande de l'installateur responsable de la mise en place de l'installation à gaz.

Sont soumises à la réception les installations nouvellement mises en place ainsi que les installations de combustion existantes qui subissent une transformation importante, c'est-à-dire le remplacement de la chaudière et/ou du brûleur ou le déplacement de l'installation.

Les entreprises privées d'installateurs-chauffagistes, sous condition d'avoir accompli une formation spéciale, de disposer des instruments de mesures conformes et d'avoir souscrit à une assurance responsabilité civile couvrant les risques découlant de leur activité, sont uniquement habilitées à effectuer des travaux de révision aux installations alimentées en gaz. La Chambre des Métiers tient le registre des entreprises remplissant les conditions mentionnées ci-dessus.

Ces travaux de révision sont à effectuer obligatoirement tous les quatre ans (deux ans pour les chaudières alimentées en combustible liquide) et sont réalisés sur demande du propriétaire ou de l'utilisateur de l'installation.

Ces procédures de réception et de contrôle, fixées par le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz, sont et restent d'application et ne seront nullement abolies.

À la date du 24 mai 2004, 7.999 réceptions avaient été effectuées par les agents compétents de la Chambre des Métiers. Dans 1.838 cas la réception fut refusée pour un ou plusieurs des motifs suivants:

Dans 726 cas l'équipement de sécurité n'était pas conforme; dans 1.513 cas l'évacuation des fumées ne correspondait pas aux prescriptions réglementaires; dans 882 cas l'emplacement ou la ventilation des locaux ne suffisaient pas aux dispositions du règlement; dans 144 cas les résultats de mesure de la qualité de la combustion n'étaient pas conformes.

Sur les 1.838 refus de réception, il y avait 832 cas où les agents de la Chambre des Métiers ont constaté un seul manquement par rapport au règlement. Dans 644 cas le refus était dû à deux sous-résultats non conformes; dans 1.289 cas trois sous-résultats étaient non conformes, alors que 314 installations ont été refusées pour quatre sous-résultats non conformes.

Question 2721 (27.4.2004) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **mouvements d'avions aux alentours de l'aéroport du Findel**:

Ces derniers temps, les mouvements d'avion aux alentours immédiat du Findel semblent connaître une modification de leur tracé habituel. Effectivement, des approches de la piste d'atterrissage se font souvent à une altitude nettement moindre que d'accoutumée et les décollages donnent l'impression d'une ascension moins rapide. Cette impression est surtout donnée dans les quartiers du sud de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- si une modification du tracé des corridors de décollage et d'atterrissage servant l'aéroport du Luxembourg est intervenue?

- Même si tel n'était pas encore le cas, une telle modification est-elle projetée?

- Finalement, Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de mouvements d'avions qui se situeraient en-dehors des corridors établis pour la desserte du Findel?

Réponse (3.6.2004) de **M. Henri Grethen**, *Ministre des Transports*:

D'emblée je voudrais rappeler que pour un observateur au sol il est impossible d'estimer l'altitude exacte d'un avion en approche. S'y ajoute l'impression optique qu'un avion gros porteur semble toujours plus rapproché du sol et qu'il vole plus lentement qu'un avion moins grand, bien qu'ils se trouvent sur le même plan de descente.

Les avions en approche sur les deux pistes d'atterrissage interceptent l'alignement avec le maximum de leur puissance et les gros avions suivent un plan de montée moins incliné que celui des petits avions. Encore faut-il préciser que ces plans de montée sont fonction du vent et des températures de l'air. Un même avion montera beaucoup mieux s'il y a du vent et s'il fait froid.

Le même raisonnement peut se faire pour le décollage. Tous les avions décollent avec le maximum de leur puissance et les gros avions suivent un plan de montée moins incliné que celui des petits avions. Encore faut-il préciser que ces plans de montée sont fonction du vent et des températures de l'air. Un même avion montera beaucoup mieux s'il y a du vent et s'il fait froid.

À l'exception d'une adaptation des instructions aux contrôleurs pour les départs vers l'est pour des raisons de sécurité, le tracé des trajectoires n'a plus subi de changements importants depuis fin 2000 et une modification des couloirs aériens actuels n'est pas prévue à moyen terme. Cependant, les instructions d'adhérer strictement aux trajectoires de départ ont contribué à une augmentation du trafic dans l'axe de la piste. En effet, dans le passé les avions à destination du sud de l'Europe au décollage de la piste 24 (dans la direction ouest) étaient déviés dès leur départ vers cette direction. Maintenant ils adhèrent strictement aux trajectoires et ne sont déviés qu'après avoir atteint une certaine altitude et survolent ainsi nécessairement les quartiers de Verlorenkost et de Bonnevoie.

De plus, une réorganisation de l'espace aérien de l'Allemagne fin 2003 a eu comme conséquence qu'un certain nombre d'avions optent maintenant pour des départs vers le sud au lieu de départs vers l'est. Ces vols adhèrent strictement aux trajectoires et accentuent le nombre de vols au passage des quartiers mentionnés.

Enfin, je tiens à ajouter que je viens d'avoir l'accord du Conseil de Gouvernement pour deux projets de règlement grand-ducal, actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État, dont les principales innovations concernent à côté de l'actualisation des montants datant de 1994 et de la prise en compte des mesures de sûreté renforcées introduites à l'aéroport de Luxembourg pour le calcul des taxes, la pénalisation financière plus forte des vols de nuit, l'application d'une taxe-amende en cas de non-respect des trajectoires d'approche et de décollage ainsi que la modulation des taxes en fonction de la classification OACI des aéronefs pour ce qui des nuisances sonores.

Question 2724 (29.4.2004) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le **réaménagement du tronçon entre Hosingen et Wilwerwiltz**:

Les travaux d'extension et de réaménagement de la station de contrôle technique de Wilwerwiltz étant achevés, il s'en suit que le trafic sur les routes des alentours de la station de contrôle a augmenté substantiellement. D'après le rapport d'activité 2003 du Ministère des Travaux publics le réaménagement du CR326 a été entamé au courant de l'exercice écoulé.

Cependant, le tronçon du CR324 entre Hosingen et Wilwerwiltz se trouve également dans un état délabré. La dégradation est telle qu'il est pratiquement devenu incarrossable, surtout pour les poids lourds qui se rendent à la station de contrôle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Vu l'état du CR324 entre Hosingen et Wilwerwiltz et du fait qu'aucun crédit n'est prévu dans le budget pour l'exercice 2004, Madame la Ministre peut-elle m'informer si le réaménagement dudit tronçon est prévu dans un proche avenir?

Réponse (10.6.2004) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Emile Calmes je puis fournir les précisions suivantes:

Malgré les recommandations du département des Travaux publics de reloger la station de contrôle de Wilwerwiltz à un endroit plus aisément accessible par de grandes routes, celle-ci a été étendue et réaménagée à Wilwerwiltz.

Il s'ensuivait que le CR324 entre Wilwerwiltz et Hosingen, déjà tout à fait inapte à supporter un trafic lourd, est chaque jour plus entamé par les poids lourds se rendant depuis la E44 à Hosingen vers Wilwerwiltz.

En fait sur les neuf kilomètres que comprend ce trajet, la moitié est dans un très bon état, puisque redressé dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix.

Pour le reste, c'est-à-dire le tronçon Pintsch-Bockholtz, les difficultés majeures rencontrées sont: le pont à la sortie de Pintsch qui est trop étroit et mal orienté par rapport au tracé quatre virages très serrés entre Pintsch et Bockholtz et surtout la traversée de Bockholtz où la route est coincée entre un immeuble et l'église qui s'avance jusqu'au bord de la route.

Ce dernier problème ne peut trouver une solution satisfaisante que moyennant la construction d'une voie de contournement du village, ce qui permettrait en même temps de court-circuiter les virages les plus dangereux à l'entrée de la localité.

L'Administration des Ponts et Chaussées s'occupe actuellement d'une étude de faisabilité afférente.

Tenant compte des procédures auxquelles la réalisation d'un tel projet est soumise, une réalisation des travaux n'est guère envisageable dans un proche avenir.

Question 2726 (3.5.2004) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant **l'hyperactivité et le déficit d'attention chez les enfants**:

Trotz zahlreicher Vorwarnungen brachten die 90er Jahre einen erschreckenden Anstieg der Anzahl von Kindern bei denen eine Aufmerksamkeitsdefizit-/Hyperaktivitätsstörung (ADHS) diagnostiziert wurde und denen Stimulanzien sowie Antidepressiva verschrieben wurden.

Auch wenn gegenwärtig 85% von Methylphenidat (Ritalin) für die USA produziert werden, ist das Problem längst nicht mehr auf dieses Land beschränkt: Die weltweite Produktion dieses Mittels stieg zwischen 1990 und 1997 von 2,8 auf 15,3 Tonnen (Referenz Dr. Jean-Blaise Montandon vom Public Health Service Switzerland). Dieses Medikament ist sicherlich nicht ohne Nebenwirkungen. Fälle von Kindern, die an Herzinfarkt sterben, häufen sich in Amerika, denn Ritalin ist chemisch und pharmakologisch dem Amphetamin ähnlich.

In diesem Zusammenhang hätte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister:

- 1) Wie viele Kinder bekommen in Luxemburg Ritalin verabreicht?
- 2) Besteht eine Studie über die Ausbreitung der Psychodrogen bei Kindern in Luxemburg?
- 3) Wurden schon Fälle von Herzinfarkten bei Kindern in Luxemburg gemeldet?

4) Sind dem Gesundheitsministerium Ursachen für diese ADHS bekannt?

5) Gibt es Vorbeugemaßnahmen um diese ADHS zu verhindern?

6) Welche Alternative zum Ritalin schlägt das Gesundheitsministerium vor?

Réponse (2.6.2004) de **M. Carlo Wagner**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Je voudrais d'emblée rendre l'honorable Parlementaire attentif à la réponse que j'ai donnée en janvier 2004 à la question parlementaire N°2529 de Madame la Députée Ferny Nicklaus-Faber ayant sensiblement le même objet (*cf. compte rendu N°8/2003-2004*). Je rends notamment attentif au fait que le médicament Ritalin et les médicaments à indication thérapeutique similaire ne sont pris en charge par l'assurance-maladie qu'à la double condition d'un protocole thérapeutique et d'un accord préalable du Contrôle médical, circonstance qui est de nature à éviter dans une large mesure l'usage abusif.

Suivant les données fournies par l'Union des Caisses de Maladie le médicament Ritalin a été prescrit 932 fois en 2002 et 1.033 fois en 2003. Il faut cependant savoir que la forme retard du méthylphénidate, substance qui est à base du médicament Ritalin, n'est pas prise en charge par l'assurance-maladie et échappe dès lors aux statistiques.

Les classes d'âge les plus exposées à l'hyperactivité sont celles de 8 à 13 ans, avec une prévalence accrue chez les garçons. La consommation de méthylphénidate au Luxembourg semble légèrement supérieure à celle constatée en Allemagne et aux Pays-Bas, mais est nettement inférieure à celle relevée aux États-Unis.

À l'heure actuelle, dans le cadre de la campagne de sensibilisation relative aux médicaments psychotropes, une étude pharmaco-épidémiologique en rapport avec la consommation de ces médicaments au sein de la population luxembourgeoise est en cours. L'exposition des différentes parties de la population à ce type de médicament est étudiée dans ce cadre.

Quant à la prise en charge des enfants souffrant d'hyperactivité et de leurs parents, je me permets de renvoyer également à ma réponse donnée à la question parlementaire précitée de Madame la Députée Ferny Nicklaus-Faber.

D'après les spécialistes, l'hyperactivité et le déficit d'attention pourraient avoir pour cause un dysfonctionnement biochimique entre les différentes régions du cerveau.

Des infarctus du myocarde n'ont pas été signalés en rapport avec le médicament Ritalin dans le cadre de la pharmacovigilance. D'une façon générale de tels incidents sont extrêmement rares chez les enfants. Les statistiques de décès pour les années 2002 et 2003 ne font apparaître aucun décès dû à un infarctus auprès d'un mineur d'âge.

Question 2730 (5.5.2004) de **M. Marc Zanussi** (*LSAP*) concernant **les distributeurs de boissons et d'aliments sucrés en milieu scolaire**:

Aussi fondée que la campagne antitabac ou la lutte antialcoolique, la disposition que le Parlement français vient de prendre à l'encontre des distributeurs de boissons et d'aliments sucrés en milieu scolaire relève de la mesure de salut public. Alors qu'il devient urgent d'éduquer les jeunes générations à l'apprentissage du goût et de rendre aux citoyens le sens des saveurs, le fléau du sucre sévit au cœur même des populations me-

nacées. Alors que l'on cerne parfaitement les dangers de l'abusivement télévisuel de certaines émissions, on imagine mal les effets dévastateurs des sodas et autres produits sucrés sur les capacités sensorielles d'un enfant.

Dans les bâtiments scolaires du Grand-Duché, les distributeurs regorgent de boissons et d'aliments hautement sucrés. Depuis des années, on constate chez les jeunes une hausse sensible de l'obésité et du diabète.

- Face à cette situation, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il est temps de réagir?

- Ne faudrait-il pas créer un règlement sur le contenu des distributeurs dans nos écoles?

- Ne devrait-on pas faire campagne dans les milieux scolaires en faveur d'une alimentation plus équilibrée?

Réponse (10.6.2004) de **Mme Anne Brasseur**, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

D'entrée, je tiens à relever que les services du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports n'ont compétence en matière de restauration scolaire que pour les établissements scolaires de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Il s'avère malheureusement exact qu'une hausse sensible de l'obésité et du diabète peut être constatée chez les jeunes.

Partageant le souci de l'honorable Député Marc Zanussi concernant la santé et le bien-être des enfants et des jeunes, mon département soutient des activités de promotion de la santé notamment dans le domaine de l'éducation au goût et de la prévention de troubles de nutrition.

Les mesures actuelles se situent à différents niveaux, à savoir:

- documentation pédagogique (guide pratique de la restauration scolaire élaboré en coopération avec le Ministère de la Santé);

- campagnes de sensibilisation;

- activités de formation continue du personnel enseignant et socio-éducatif;

- curriculums officiels (éveil aux sciences, sciences naturelles, biologie, éducation à la santé et à l'environnement).

Il importe de noter que:

- la mise à disposition d'eau à titre gratuit est garantie dans chaque restaurant scolaire;

- plusieurs essais limitant la vente par distributeurs à des aliments et des boissons sains n'ont pas eu le succès escompté. En effet, les élèves n'ont accepté ces produits qu'à faible taux. Ceci a provoqué un gâchis d'aliments qui ont périmé. S'y ajoute un problème de sécurité. En effet, des élèves sont sortis de l'enceinte de leur établissement scolaire pour s'approvisionner dans les stations service et magasins des alentours.

Mon département continue néanmoins ses efforts en vue de promouvoir des habitudes alimentaires saines chez les jeunes. Les changements au niveau de l'offre vont être accompagnés par des campagnes pédagogiques de sensibilisation. Sur base de ces expériences, des recommandations efficaces et pertinentes vont pouvoir être formulées.

Le succès à long terme des stratégies de prévention à l'école dépend d'une sensibilisation et d'une prise de conscience publique dépassant le seul cadre scolaire.

Question 2732 (6.5.2004) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant **le respect d'un périmètre d'habitation pour les membres de la police grand-ducale**:

Il me revient que les membres de la police grand-ducale devront à partir du 1^{er} janvier 2005 respecter un certain périmètre d'habitation.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- s'il peut me confirmer cette information.

- s'il peut me faire connaître les raisons.

- Quel est le nombre de policiers que cette nouvelle disposition va toucher?

- Quel est le nombre d'habitations de service dont dispose la police?

- Quelles seront les mesures transitoires pour des personnes qui viennent de déménager ou qui sont en train de construire?

Réponse (4.6.2004) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les membres de la police grand-ducale sont tenus de respecter le périmètre d'habitation tel que fixé à l'article 28 du règlement grand-ducal modifié du 20 juin 2001 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel du cadre policier. Rappelons que les anciens corps de la gendarmerie et de la police imposaient déjà un périmètre d'habitation à leurs agents. La raison principale de maintenir un tel système est de faire résider les fonctionnaires de la police à proximité du lieu de travail, soit pour assurer une intervention rapide en cas de nécessité, soit pour faciliter le travail de proximité. Aujourd'hui 1.304 policiers sont concernés par cette mesure. À noter que la police grand-ducale dispose de 210 logements de service.

En vue de faciliter les changements d'affectation dans le cadre de la mise en œuvre de la réorganisation des forces de police, des dispositions transitoires ont été inscrites au règlement grand-ducal du 20 juin 2001 précité faisant bénéficier le personnel policier d'une dérogation générale et automatique au périmètre d'habitation. Le personnel devra se conformer aux prescriptions au plus tard le 31 décembre 2004.

Question 2736 (10.5.2004) de **M. Jean Huss** (*DÉI GRÉNG*) concernant **l'harmonisation des carrières dans la Fonction publique**:

- Dès l'entrée en fonction du nouveau Gouvernement en 1999, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a entamé des pourparlers avec les différentes représentations du personnel de la Fonction publique en vue de la préparation d'une révision des traitements tel qu'annoncée dans l'accord de coalition du 12 août 1999.

Lors des entrevues, les associations ont fait des revendications salariales individuelles par carrière.

- En 2002 les représentants des carrières hiérarchisées de la Fonction publique ont élaboré une proposition commune d'harmonisation entre toutes les carrières pour éliminer les divergences existantes.

Ce document a dès lors été présenté au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Est-ce que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative de son côté:

1. a procédé à une étude actuarielle en ce qui concerne les coûts d'une révision des traitements dans les deux hypothèses exposées, et dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

2. a élaboré une étude analysant les relations entre les différentes carrières par rapport à l'évolution des piliers fondant leur classement (études, responsabilité, attributions, sujétions particulières), et dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

Réponse (10.6.2004) de **Mme Lydie Polfer**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

L'honorable Monsieur Jean Huss, en se référant aux revendications salariales individuelles formulées par carrière émanant de différentes représentations du personnel et notamment aussi à une proposition commune des représentants de diverses carrières dites hiérarchisées, sollicite des renseignements au sujet de l'étude dite sur les traitements dans la Fonction publique.

En réponse permettez-moi de vous informer que mon département avait dans ce cadre soumis au Gouvernement en conseil un état des lieux préalable à une révision générale des traitements. Ce dernier renseignait, en dehors d'un historique des rémunérations dans la Fonction publique luxembourgeoise, une comparaison de celles-ci par rapport au contexte international, les rémunérations effectivement versées par carrières, un bref rappel de la politique salariale des Gouvernements précédents et aussi une étude sur le coût actuel estimable des revendications introduites par les diverses associations professionnelles. Dans ce contexte, il importe toutefois de préciser que le groupe de travail technique en charge de préparer le dossier en question avait évalué les effets des différentes revendications prises individuellement, sans pouvoir évidemment tenir compte de leurs effets sur la quasi-totalité des autres, donc pour ainsi dire de leur dynamisme sur la structure générale des traitements. Si ladite proposition commune des représentants de diverses carrières hiérarchisées de 2002 a donc le mérite de formuler des revendications dans un contexte plus général, valable pour seize associations différentes, il ne faut toutefois pas perdre de vue que ces revendications doivent encore s'analyser vis-à-vis de l'ensemble des autres carrières représentées dans la Fonction publique, et surtout par rapport aux carrières dites planes, donc sans négliger le contexte global dans lequel cette étude sur les traitements est à situer.

Le Gouvernement en conseil, après avoir pris connaissance des grandes orientations en la matière, a décidé alors dans sa séance du 14 octobre 2002 qu'il s'agissait de creuser par la suite différentes pistes possibles en restaurant un groupe de travail interministériel préparant une étude générale sur les traitements. Il a été envisagé de faire entre autres un inventaire des grands principes à la base de la législation actuelle en prenant en compte aussi l'évolution des piliers traditionnels, à savoir les études, la responsabilité, les attributions et sujétions particulières de 1963.

Les travaux du groupe interministériel n'étant pas clôturés pour le moment, je me permettrai encore d'ajouter qu'à l'occasion des discussions budgétaires en décembre 2002 concernant le projet de budget pour l'exercice 2003, Monsieur le Premier Ministre a formellement déclaré à la tribune de la Chambre des Députés que le Gouvernement actuel ne procédera pas à une révision générale des traitements dans la Fonction publique.

Question 2749 (18.5.2004) de **M. Emile Calmes** (DP) concernant le **giratoire à Schinker entre Hoscheid et Hosingen:**

Le rapport d'activité 2003 du Ministère des Travaux publics contient un tableau qui énumère les giratoires du pays. La liste comprend les giratoires à l'étude, en construction, ceux qui fonctionnent à l'essai ainsi que ceux en service.

Malheureusement, d'après ce tableau il n'est pas prévu de construire un giratoire au carrefour du CR322 et de la N7 à Schinker entre Hoscheid et Hosingen. De plus, dans le budget pour l'exercice 2004 aucun crédit n'est prévu pour un éventuel aménagement d'un giratoire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- Afin de désamorcer ce carrefour dangereux, Madame la Ministre peut-elle m'informer si la construction d'un giratoire est prévue à cet endroit dans un avenir proche?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (10.6.2004) de **Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Emile Calmes je puis fournir les précisions suivantes:

Le carrefour N7/CR322 au lieu-dit «Schinker» est connu comme point critique et dangereux. Les problèmes de sécurité trouvent leur origine dans les mauvaises conditions de visibilité qui y règnent, ce qui rend particulièrement périlleux les mouvements de croisement ou d'insertion dans la N7 à partir des deux branches du CR322.

La transformation de ce croisement en carrefour giratoire ne constitue pas une solution valable, justement à cause du manque de visibilité à l'emplacement de ce carrefour se trouvant sur un point haut du profil en long de la route N7.

Le Ministère des Travaux publics a chargé un bureau d'ingénieurs-conseils avec l'analyse de la situation et la recherche d'une solution dénivelée avec un ouvrage d'art permettant le croisement sans conflit et assurant les mouvements de sortie et d'insertion par des bretelles implantées dans des zones à bonne visibilité.

Question 2753 (19.5.2004) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **pollution du site d'une ancienne blanchisserie au lieu dit 'Pulvermühle':**

Le site d'une ancienne blanchisserie industrielle au lieu dit 'Pulvermühle' a donné lieu à des préoccupations en raison d'une pollution ayant causé un préjudice aux exploitants subséquents de ce site.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner dans quelle mesure ses services assurent un suivi de l'affaire?

Réponse (10.6.2004) de **M. Charles Goerens**, *Ministre de l'Environnement:*

En dehors des aspects de santé et de qualité des eaux qui ne sont pas de la compétence du Ministère de l'Environnement, l'Administration de l'Environnement suit de près le dossier relatif à l'assainissement du site. Ainsi, l'expert désigné par les instances judiciaires, étant également personne agréée par le Ministre de l'Environnement, poursuit ses investigations suivant un calendrier défini et selon des critères scientifiques définis par arrêté du Ministre de l'Environnement du 22 janvier 2004.

Les premiers résultats des investigations ne seront prévisiblement pas disponibles avant le mois de juillet 2004.

Question 2754 (21.5.2004) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **retour des seringues aux services compétents:**

Selon les informations du rapport d'activité 2003 du Comité de Surveillance du SIDA 285.771 seringues stériles ont été distribuées en 2003 par des services divers (Jugend- an Drogenhëllef, Drop-In et Abridado) ce qui constitue une augmentation de 31,26% par rapport à 2002. En moyenne, 94% des seringues utilisées sont retournées. Il faut cependant constater qu'il existe de fortes différences au niveau du retour de seringues, variant de 58 à 83% dans les services à Esch-sur-Alzette et de 93 à 99% dans les services à Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont les raisons étant à la base de ces différences entre Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette?

- Quelles sont les mesures que vous voulez prendre afin d'augmenter le retour de seringues utilisées, surtout à Esch-sur-Alzette?

- Du fait que les régions du Nord et de l'Est n'ont actuellement aucune possibilité d'échange de seringues, quels sont les efforts entrepris par vos services pour combler cette lacune?

Réponse (15.6.2004) de **M. Carlo Wagner**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les taux de retour de seringues usées enregistrés par les associations spécialisées ont connu des fluctuations importantes au fil des années. Il s'agit dès lors de les considérer dans une perspective longitudinale avant de questionner d'éventuelles lacunes structurelles.

En principe les associations en question appliquent la même procédure, à savoir l'échange de seringues neuves contre des seringues usées. Toutefois les associations motivent les usagers de leur apporter un maximum de seringues usées afin de contribuer à une politique de réduction des risques. Les différences et les fluctuations constatées s'expliquent en grande partie par l'engagement plus ou moins prononcé des usagers eux-mêmes à participer à la collecte de seringues usées sur les lieux de consommation.

Il faut aussi savoir qu'il arrive qu'un consommateur ramène plus d'une seringue utilisée. Même si une seule nouvelle seringue lui est délivrée, les seringues utilisées supplémentaires n'en sont pas moins comptabilisées, circonstance qui contribue à expliquer les différences constatées.

Des distributeurs de seringues fonctionnent dans le centre, le sud et le nord du pays. Il existe sur le marché des distributeurs qui ne délivrent une seringue nouvelle que contre la remise d'une seringue utilisée. Mes services sont en train de s'informer sur ces appareils. Il s'agit notamment de voir si leur coût d'acquisition fort élevé se justifie compte tenu de leur fiabilité et de la fréquence des dérangements.

Le plan d'action drogues 2000-2004 venant à échéance en fin d'année, mon Ministère procède actuellement à l'analyse des be-

soins pour l'élaboration du prochain plan. La diversification et l'expansion du réseau de distribution de seringues y sont considérées comme une des priorités.

Question 2756 (25.5.2004) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **diffusion de sondages d'opinion avant toutes élections:**

L'article 97 de la loi électorale du 18 février 2003 stipule notamment que pendant le mois qui précède le jour des élections européennes, législatives et communales ainsi que pendant le déroulement de celles-ci, la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec ces élections, par quelque moyen que ce soit, sont interdits.

Il s'avère que plusieurs sites Internet nationaux diffusent toujours des sondages ayant un rapport direct avec les élections législatives du 13 juin 2004, soit sous forme d'archives soit sous forme de sondages auxquels les internautes peuvent toujours participer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- La diffusion d'archives de sondages par Internet est-elle prohibée aux termes de l'article 97 de la loi électorale du 18 février 2003?

- L'article 97 de la loi électorale du 18 février 2003 n'interdit-il pas la possibilité de procéder à des sondages, même par voie d'Internet?

Réponse (10.6.2004) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur:*

J'aimerais tout d'abord rappeler à Monsieur le Député que le contrôle de l'organisation des opérations électorales et du respect des dispositions légales qui entourent ces opérations appartient aux autorités judiciaires et non pas au Gouvernement, et ceci en vertu du principe de la séparation des pouvoirs. Il s'ensuit que les contestations relatives aux différentes pratiques soulevées dans la question parlementaire émergée sont à porter devant les juridictions compétentes qui seules sont habilitées à décider de la qualification juridique des faits incriminés.

Par ailleurs, il y a lieu de constater que les dispositions de l'article 97 de la loi électorale sont claires. Pendant le mois qui précède les élections ainsi que pendant le déroulement de celles-ci la publica-

tion, la diffusion et le commentaire de tout sondage d'opinion ayant un rapport direct ou indirect avec ces élections, par quelque moyen que ce soit, sont interdits. À mon avis Internet constitue un moyen inédit par la notion «par quelque moyen que ce soit» à l'article 97 de la loi électorale.

Question urgente 2760 (4.6.2004) de **M. Jeannot Krecké** (LSAP) concernant le **vote par correspondance:**

Les nouvelles dispositions de la loi électorale relatives au vote par correspondance ne prévoient plus l'obligation pour les votants d'insérer leur lettre de convocation dans l'enveloppe de transmission, ni d'apposer leur signature sur l'enveloppe de transmission.

Quel sera le sort réservé au vote par correspondance, quant à sa validité, au cas où l'enveloppe de transmission contiendrait quand même la lettre de convocation et/ou porterait quand même la signature du votant?

Réponse (8.6.2004) de **M. Michel Wolter**, *Ministre de l'Intérieur:*

L'obligation pour les électeurs qui votent par correspondance d'insérer la lettre de convocation dans l'enveloppe de transmission a été supprimée dans la loi électorale parce que lors des dernières élections beaucoup d'électeurs ont oublié d'ajouter leur lettre de convocation dans l'enveloppe de transmission et que leurs bulletins de vote ont dû être déclarés nuls à cause de cette omission.

La raison d'être de l'insertion de la lettre de convocation dans l'enveloppe de transmission, prévue par l'ancienne législation, était de pouvoir identifier l'électeur ayant voté par correspondance. Désormais cette identification est faite par l'indication sur l'enveloppe de transmission du numéro d'ordre, du nom, des prénoms et de l'adresse de l'électeur.

Au cas où un électeur, lors du vote par correspondance, insère quand même sa lettre de convocation dans l'enveloppe de transmission ou qu'il appose sa signature sur l'enveloppe de transmission, ces actes ne sont pas de nature à invalider les élections. En effet, ils n'affectent en rien ni les enveloppes électorales, ni les bulletins de vote qu'elles contiennent. Ils ne permettent pas d'identifier les votes émis par l'électeur concerné et ne violent donc pas le secret du vote.

Chamber TV



Chambre des Députés
L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un